Mélanges offerts au Dr Hermann PLOTE

pour son 85ème anniversaire

Suivis de

Contributions du Dr Hermann PLOTE à l'histoire de la Grande Guerre



Association Bretagne 14-18

I.S.B.N. : 978-2-913518-70-4

Qu'aurait été l'association de recherche historique *Bretagne 14-18* sans le Docteur Hermann Plote ? Il en fut un des premiers adhérents et le reste, plus de vingt après sa fondation ; membre très actif, il n'a jamais ménagé sa peine pour alimenter la recherche menée par notre petit groupe et pour enrichir notre concours collectif à l'approche historique de la Grande Guerre. Sa rigueur et son érudition sont bien connues de tous.

Ceux qui, lui rendant visite dans sa maison de Montceau-Echarnant, près de Beaune, furent admis, rare privilège, dans sa bibliothèque, peuvent témoigner de son incroyable richesse. Sa documentation sur l'histoire de la première guerre mondiale, tant allemande ou anglaise que française, était unique.

La maladie a contraint celui que tous les membres de l'association appellent familièrement Hermann à cesser toute recherche et à quitter son domicile pour rejoindre une maison de retraite. Sa bibliothèque a été dispersée. Il reste une œuvre considérable que nous avons le devoir et le plaisir de rappeler, tant notre ami nous a aidés.

Ses apports à notre bulletin et à notre collection d'ouvrages, toujours offerts à titre gracieux, ont été très nombreux et nous en faisons la liste au début de ce livre. Nous rappelons aussi les livres qu'il a traduits et commentés pour l'association *Patrimoine de la Grande Guerre* de Noyon.

Nous avons rassemblé en seconde partie de cet ouvrage ses dernières contributions à notre petit bulletin associatif.

Mais, dans une première partie, nous avons réuni, sous forme d'hommage à notre vieil et bon ami, une série d'articles : à ceux écrits dans le passé par trois de ses fidèles correspondants, André Coilliot, Christian Lemaire et Jean Védovati, succèdent six contributions inédites, qui lui sont dédiées par des auteurs avec qui il reste toujours en étroite relation, Arnaud Barré, Jean-Yves Coulon, le général Jean-Claude Laparra, Philippe Nicodème, René Richard, Jacques Roignant et Ronan Richard.

Bretagne 14-18.

Le Dr. Hermann PLOTE

Un parcours de vie

Une œuvre

Hermann PLOTE est né le 20 juin 1932 à Peine, en Basse Saxe (Allemagne du Nord).

En 1938, il entre à l'école élémentaire de Stederdorf.

En 1942, il est admis au lycée de Peine. Il y obtient son baccalauréat en 1951.

Au sortir du lycée, il intègre l'École Technique Supérieure (aujourd'hui Université Technique Supérieure) de Braunschweig (Brunswick). Il y soutient une thèse, en 1958, et accède au grade de Docteur ès Sciences Naturelles.

En 1959, il est recruté par l'ancien Service de Géologie et de Prospection Minière, à Dakar, responsable des recherches d'eau et des prospections minières dans le sous-sol de l'Afrique Occidentale Française.

Le 1er janvier 1960, lors de l'indépendance des états africains francophones, son service, intègre l'Établissement Public National et constitue, avec d'autres organismes, le Bureau de Recherches Géologiques et Minières. Tout le reste de sa carrière se fera au sein de cet organisme jusqu'à la date de sa pré retraite, en 1986.

Il se spécialisa, comme chef de projet et de chantier, dans la prospection des sous-sols pour y rechercher de l'eau en milieux fissurés, surtout dans des pays arides et semi-arides d'Afrique, ceci dans de très nombreux états : Mauritanie, Sénégal, Niger, Libye, Maroc, Mali, Haute-Volta (aujourd'hui Burkina-Faso), République de Guinée, Botswana (Afrique australe), Tchad et Soudan anglophone.

Il a été également impliqué dans l'alimentation en eau de deux projets industriels : l'un dans une mine de kaolin à Kamsar, en Guinée, et l'autre dans une mine d'or des Pharaons réactivée au Soudan.

Lors de ses dernières années d'activités professionnelles, Hermann Plote a travaillé sur Verdun avec une commission de recherche historique allemande. Toujours passionné d'histoire, il s'investit vraiment dans ce domaine au moment de sa retraite.

À force de collectage, il se constitua une énorme bibliothèque, riche de milliers d'ouvrages et de documents sur les guerres mondiales du XXème siècle, en particulier sur le conflit de 1914-1918. Sa collection d'historiques des régiments allemands pendant la Grande Guerre était exceptionnelle. Cette bibliothèque est hélas aujourd'hui dispersée.

Il devint membre de plusieurs associations de recherche historique, étoffant leurs publications de ses articles et de ses traductions. Plusieurs auteurs ont pu largement bénéficier de ses connaissances, de sa très précieuse documentation, de ses qualités de traducteur et de sa parfaite maîtrise de la langue française écrite.

Il est, à l'invitation de Roger Laouénan, un des premiers membres de l'association de recherche historique *Bretagne 14-18*. Il ne cessa ensuite de fournir des articles pour le bulletin trimestriel de cette association. Ses très nombreuses contributions, toujours fort documentées, ont permis aux lecteurs de prendre en considération l'« autre version des faits », celle du camp « ennemi », tant méconnue voire méprisée dans l'historiographie française de la première guerre mondiale. Outre ces articles occasionnels, le Dr Plote a aussi enrichi la collection des publications de *Bretagne 14-18* de 4 ouvrages, dont 3 témoignages d'officiers allemands. Le 30 mai 1998, il fut un des conférenciers du colloque organisé, dans un amphithéâtre de l'université Rennes I, par l'association *Bretagne 14-18* et l'Université du Temps Libre de Bretagne.

En 1983, Hermann Plote, handicapé par des difficultés motrices des membres inférieurs, dut limiter et espacer ses séances de travail dans un bureau qui, situé à l'étage de son domicile

de Montceau-Écharnant, en Côte d'Or, lui devenait de plus en plus inaccessible. Progressivement, il cessa toute recherche et, devenant dépendant pour ses déplacements, souffrant d'arythmie cardiaque, il fut contraint de s'inscrire dans une résidence pour personnes âgées de Beaune. Ce fut pour lui un immense déchirement que de quitter sa maison et son cher bureau, de se séparer de sa somptueuse bibliothèque et de renoncer à ce qui avait été sa passion, ses lectures, ses traductions, ses recherches et ses rédactions.

Son œuvre témoigne de cette grande activité de chercheur et d'historien.

ŒUVRES DU DOCTEUR HERMANN PLOTE

Hydrogéologie.

🕮 PLOTE Hermann, *Sondage de reconnaissance hydrogéologique : méthode du marteau fond-de-trou, exécution et surveillance*, Orléans, Bureau de recherches géologiques et minières, collection Manuels et Méthodes, 1986, 150 pages (ISBN : 2-7159-0165-8).

Histoire de la Première Guerre Mondiale.

🕮 PLOTE Hermann, *Armee und Militärpolitik In Belgien zwischen 1900 und 1914 aus der sicht der in Brüssel notifizierten französischen Militärattaches*, Montceau-Echarnant, inédit, 2001, (déposé dans le fonds documentaire *Bretagne 14-18*).

Collection *Bretagne 14-18*

🕮 PLOTE Hermann, « La précarité des relations humaines entre chefs militaires allemands, un facteur déterminant pour l'issue du plan de campagne de l'aile droite allemande en 1914 », *Bretagne 14-18*, revue n°1, 1998, pp. 11-66 (Actes du colloque de Rennes I du 30 mai 1998).

🕮 PLOTE Hermann, « Un chef de guerre suprême "par la volonté de Dieu" : Guillaume II pendant la guerre de mouvement de 1914 », *Bretagne 14-18*, revue n° 2, 2000, pp.9-40.

🕮 PLOTE Hermann, « Évolution des attitudes de la population allemande envers les prisonniers de guerre alliés au cours des tous premiers mois de la guerre » (revue de la presse allemande), *Bretagne 14-18*, revue n° 3, 2002, pp.45-48.

🕮 Nombreuses traductions de textes allemands dans deux autres revues *Bretagne 14-18* :

Revue n° 4, *Les combats oubliés 1914-1915*, 2007,

Revue n° 5, *Les navires des ports de la Bretagne provinciale coulés par faits de guerre, 1914-1918*, tome 1, 2010, tome 2, 2012.

🕮 *Carnet de guerre du mitrailleur Wilhelm Gœrhs, volontaire au 73ème Fusiliers hanovriens*, (traduction et notes historiques par le Dr Hermann Plote), 2004, 79 pages.

🕮 PLOTE Hermann, *Stederdorf, un village allemand pendant et après la première guerre mondiale, le carnet du Pasteur Ocker* (suivi de 24 contributions à l'étude de la première guerre par le Dr Hermann Plote), 2007, 82 pages + 103 pages.

🕮 *Souvenirs de guerre du général Richard Wellmann* suivis des *Carnets de guerre du Leutnant Friedrich-Carl Wellmann junior* (traduction et notes historiques par le Dr Hermann Plote), 2009, 109 pages + 63 pages.

🕮 *Mémoires de guerre du colonel Breyding, commandant de l'I.R. 97 de Sarrebourg, campagnes de Lorraine, Somme et Russie (août 1914-septembre 1915)*, (traduction et notes historiques par le D[r] Hermann Plote), 2010, 223 pages.

Articles dans le bulletin *Bretagne 14-18*

La plupart repris dans le livre *Stederdorf, un village allemand pendant et après la première guerre mondiale.*

🗏 « Le combat d'arrière-garde d'Étoges », *Bretagne 14-18*, été 1999, n°10, pp. 7-8.
🗏 « Auguste Jaeger, l'anti-héros », *Bretagne 14-18*, automne 1999, n°11, pp. 7-9.
🗏 « Août 1914 : ne tirez plus, faites comme nous », I, *Bretagne 14-18*, hiver 2000, n°12, pp. 4-6. - II, *Bretagne 14-18*, hiver 1999-2000, n°13, pp.8-10.
🗏 « Comment apaiser la soif du marcheur ? Une grave lacune dans l'organisation des armées allemandes en 1914 », *Bretagne 14-18*, automne 2000, n°15, pp.5-7.
🗏 « Richthofen assassiné ? Un fantôme quitte son avion " à pas élastiques " », *Bretagne 14-18*, juin 2001, n°17, pp.4-6.
🗏 « La "mort silencieuse" frappe ... Les fléchettes d'avion, une arme prétendue inefficace », *Bretagne 14-18*, septembre 2001, n°18, pp.6-9.
🗏 « Liège 1914 : Première "intox" d'envergure de la guerre », *Bretagne 14-18*, juin 2002, n°21, pp.5-9.
🗏 « Les débuts de l'aviation militaire allemande (1910-1912) », *Bretagne 14-18*, décembre 2002, n°23, pp.6-9.
🗏 « Origines et débuts de la première escadre de bombardement allemande (B.A.O.) », *Bretagne 14-18*, mars 2003, n°24, pp.5-9.
🗏 « La destruction du convoi automobile allemand N° 23 dans la forêt de Villers-Cotterêts, le 9 septembre 1914 (par le *Vizefeldwebel* Niemann du 36ème fusiliers.) », *Bretagne 14-18*, septembre 2003, n°26, pp.8-11.
🗏 « Ypres, le revers de la médaille », *Bretagne 14-18*, décembre 2003, n°27, pp.4-6.
🗏 « J'ai pris un drapeau français ! », *Bretagne 14-18*, juin 2004, n°29, pp.5-7.
🗏 « L'étrange parcours d'un drapeau du 17ème R.I. bavarois », *Bretagne 14-18*, septembre 2004, n°30, pp.4-11.
🗏 « *Die Tankbrücke* (le pont du char) de Masnières ou l'histoire de quelques photos », *Bretagne 14-18*, mars 2005, n°32, pp.2-5.
🗏 « À Louvain, dans la tourmente révolutionnaire », *Bretagne 14-18*, décembre 2005, n°35, pp.8-11.

Autres contributions parues dans le livre

Stederdorf, un village allemand pendant et après la première guerre mondiale.

🗏 « Une blague de hussard de bien mauvais goût », pp.13-14.
🗏 « Ah ! Ces " Excellences "... Lettre du général Wachsmuth au ministre de la guerre, le général von Wandel, écrite le 24 mars 1915 à Mlodzireszyn (Front oriental) », pp.15-16.
🗏 « « *Arrêtez les Anglais !* » Les déboires d'une opération du désespoir. Von Kluck - von Kuhl : une malencontreuse association », pp.51-55.
🗏 « Culottes courtes et vieux pépés. La version allemande de la " *levée en masses* " », pp.56-61.

🗏 « Juin 1915 devant Vimy. Les sombres réflexions du sous-officier Max Heinz du 153ème R.I. allemand », pp.62-63.
🗏 « Les tribulations d'un bataillon d'aérostiers sans ballon », pp.64-68.
🗏 « Noël 1917 par *l'Oberleutnant* Julius Balthasar Christmann, chef de batterie au 13ème R.A.C. wurtembergeois », pp.77-78.
🗏 « Comment une mère courageuse a pu rapatrier la dépouille mortelle de son fils tué dans les Flandres belges », pp.79-81.
🗏 « En me penchant sur un avis mortuaire. I - Bernhard Frohn du 18ème Chasseurs de réserve, mort le 27 mars 1916 devant St-Éloi », pp.86-90.
🗏 « En me penchant sur un avis mortuaire. II - Dr Eduard Brenner, directeur du Musée d'Antiquités et d'Histoire de Wiesbaden, *Leutnant* de *Landwehr* au 83ème de réserve », pp.91-94.
🗏 « Entre la fin de l'ordre prussien et l'emprise de la révolution, le 1er régiment de fusiliers marins allemand revient de la guerre », pp.95-98.
🗏 « 1919 : Un village du Taunus sous occupation française », pp.99-102.

À ces deux listes d'articles, il faut bien sûr ajouter les articles insérés dans le présent ouvrage (p. 155)

Autres travaux et ouvrages

Le Dr Hermann Plote a aussi traduit, sans aucune exigence financière, énormément de textes pour des auteurs français, textes toujours tirés de sa considérable documentation personnelle. La liste serait fort longue à établir de ces apports.

Signalons cinq livres où sa traduction et ses notes historiques ont été essentielles.

🕮 *La 5ème batterie du F.A.R. 38 poméranien à Beuvraignes par un combattant (du 7 au 26 octobre 1914)*, Chiry-Ourscamp, Patrimoine de la Grande Guerre, 2006, 52 pages, traduit et commenté par le Dr Hermann Plote.
🕮 *À 50 mètres au-dessus du front. La bataille du Mont-Renaud*, St-Cyr/Loire, A. Sutton (et Patrimoine de la Grande Guerre), 2007, 96 pages, traduit de l'allemand par le Dr Hermann Plote.
🕮 *De Brême jusqu'à Nampcel, 1914. Le 75ème Régiment d'Infanterie allemand dans la guerre de mouvement*, Paris, Le Manuscrit, 2007, 518 pages. Récits de combattants traduits et commentés par le Dr Hermann Plote.
🕮 *La chronique de guerre de Max Fischer, 1914-1915, les engagements de la 11ème compagnie du 86ème Régiment d'Infanterie de Réserve en Belgique, dans l'Oise et l'Artois*, Patrimoine de la Grande Guerre, 2009, 210 pages, traduit et commenté par le Dr Hermann Plote.
🕮 *Les fils du Mecklembourg dans la guerre mondiale. Regards allemands sur les combats de Picardie*, Chiry-Ourscamp, Patrimoine de la Grande Guerre, 2012, 196 pages, préfacé et traduit par le Dr Hermann Plote.

Association *Bretagne 14-18*

Mémoires de guerre
du colonel BREYDING
commandant le I.R. 97.
Campagnes de Lorraine - Somme - Russie.
(août 1914 - septembre 1915)



Oberst a. D. Breyding †

Traduction et annotations : Dr Hermann PLOTE

I.S.B.N. : 2-913518-48-6

Carnets de guerre
du mitrailleur Wilhelm Goehrs
volontaire au 73ème Fusiliers
hanovriens



LIEGE - LA SAMBRE - GUISE - LA MARNE

Traduction et annotations de Hermann PLOTE.

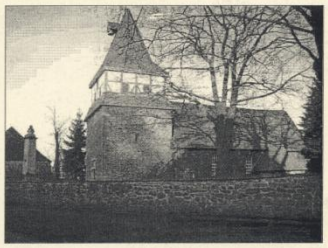
- Association Bretagne 14-18-

I.S.B.N. : 2-913518-26-5

Association *Bretagne 14-18*

STEDERDORF

UN VILLAGE ALLEMAND



pendant et après la
Première Guerre Mondiale

LE CARNET DU PASTEUR OTTO OCKER

******

Suivi de 24 contributions à l'étude de l'histoire de la Grande Guerre.
(d'après des documents allemands)

Par le Dr. Hermann PLOTE

I.S.B.N. :2-913518-39-7

Association *Bretagne 14-18*

Avec la 19e division d'infanterie allemande devant Reims
(du 2 novembre 1914 au 23 février 1915)

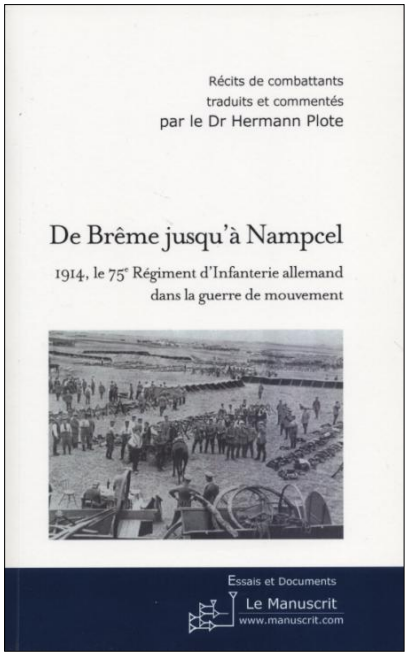
Souvenirs du général Richard WELLMANN

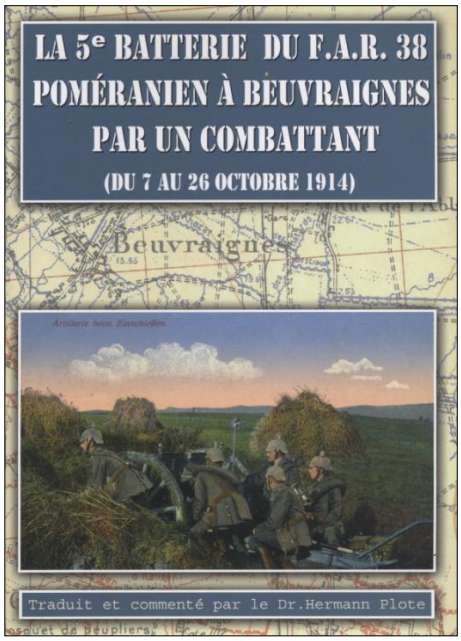
À la tête de la compagnie de mitrailleuses du 260e régiment d'infanterie de réserve hanovrien dans la bataille d'hiver de Masurie
(de janvier à mars 1915)

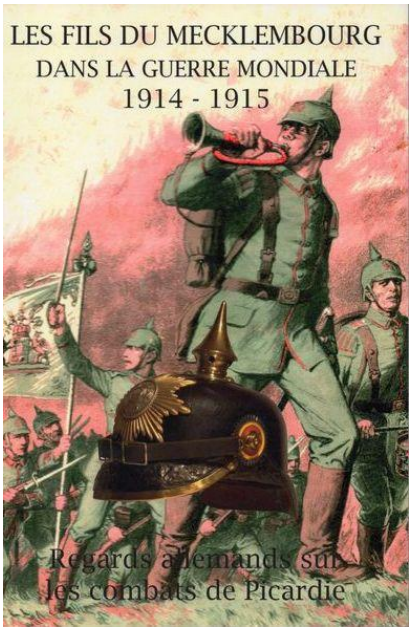
Carnets de guerre du *Leutnant*
Friedrich-Carl WELLMANN junior

Traduction et annotations par le Dr Hermann PLOTE

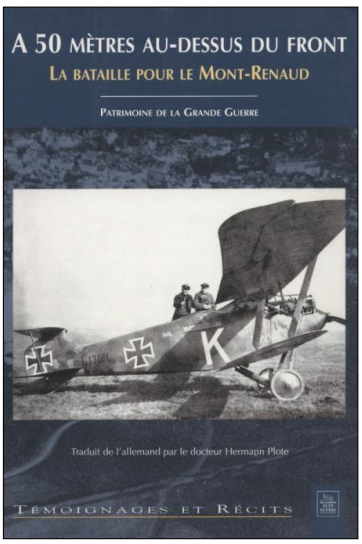
I.S.B.N. : 2-913518-44-3


Récits de combattants
traduits et commentés
par le Dr Hermann Plote
De Brême jusqu'à Nampcel
1914, le 75e Régiment d'Infanterie allemand
dans la guerre de mouvement
Essais et Documents
Le Manuscrit
www.manuscrit.com


LA 5e BATTERIE DU F.A.R. 38
POMÉRANIEN À BEUVRAIGNES
PAR UN COMBATTANT
(DU 7 AU 26 OCTOBRE 1914)
Beuvraignes
Traduit et commenté par le Dr.Hermann Plote


LES FILS DU MECKLEMBOURG
DANS LA GUERRE MONDIALE
1914 - 1915
Regards allemands sur
les combats de Picardie

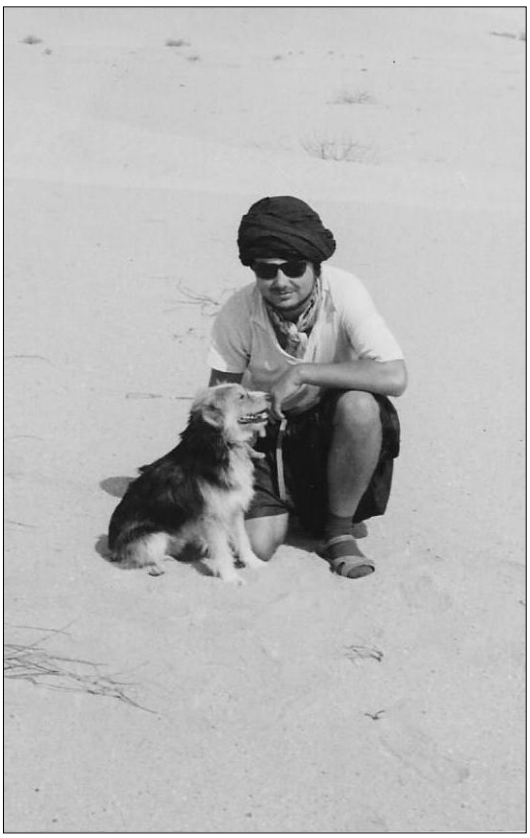

La chronique de guerre de Max Fischer
1914 - 1915
Les engagements de la 11e compagnie
du 86e Régiment d'Infanterie de Réserve
en Belgique, dans l'Oise et l'Artois
Traduit et commenté par le Dr. Hermann Plote


A 50 MÈTRES AU-DESSUS DU FRONT
LA BATAILLE POUR LE MONT-RENAUD
PATRIMOINE DE LA GRANDE GUERRE
Traduit de l'allemand par le docteur Hermann Plote
TÉMOIGNAGES ET RÉCITS

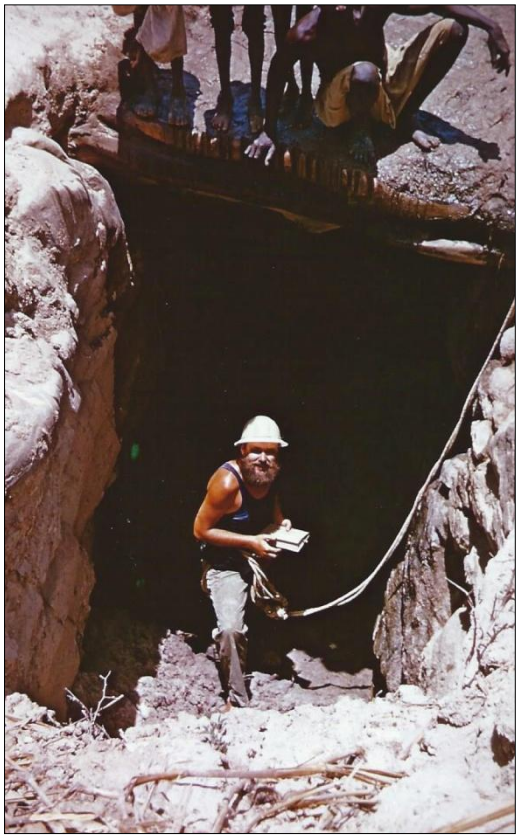
QUELQUES IMAGES D'UNE VIE



1938, école primaire de Stederdorf



Début 1960,
Avec* El Kelb *(le chien),
en Mauritanie occidentale



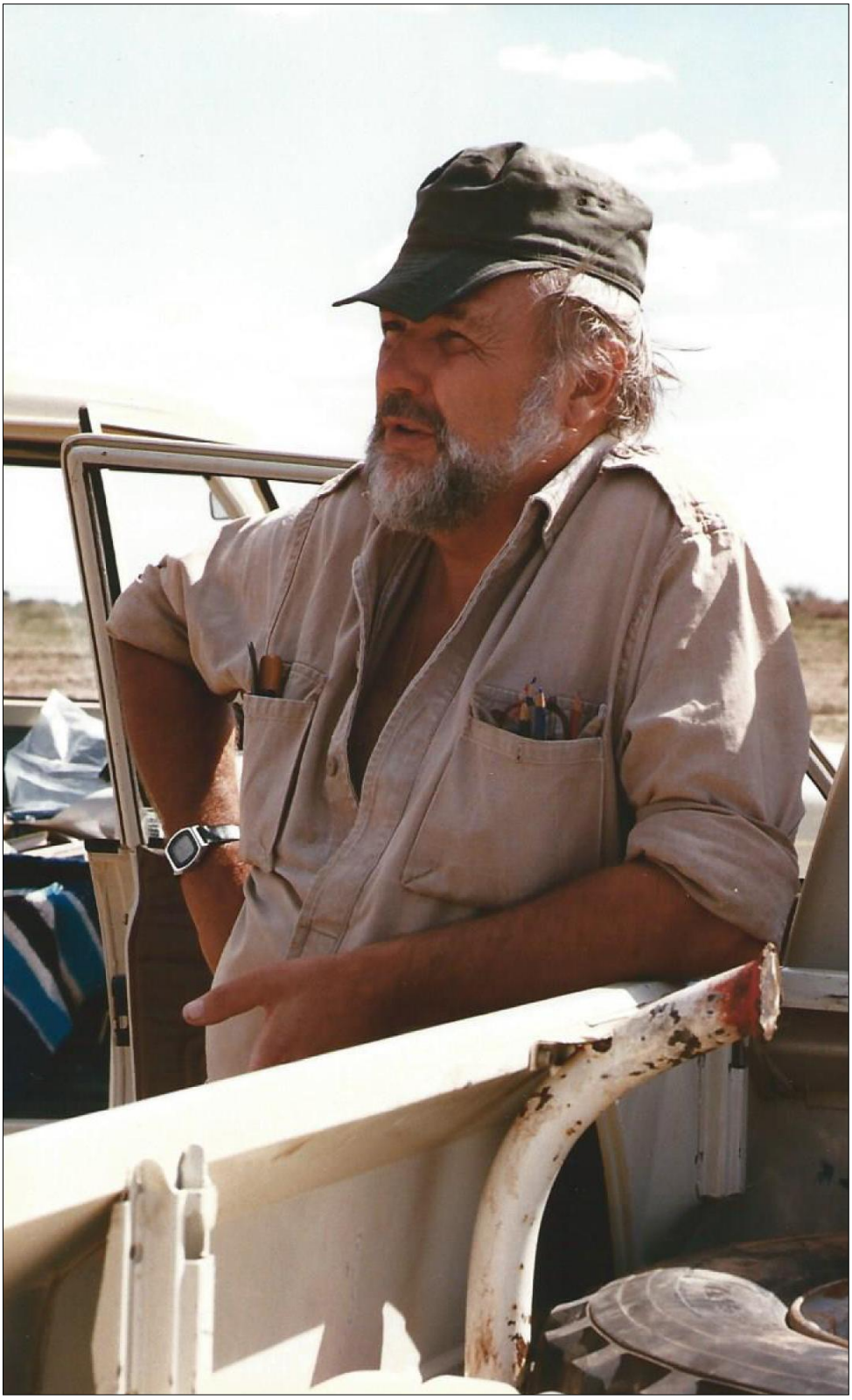
Avril 1965
Étude du puits traditionnel de
Chougour, Tchad oriental



1980
Forage d'eau pour l'alimentation
des populations, sud-est du Maroc



1985
Forage d'eau pour l'alimentation
d'une mine de kaolin
République de Guinée



1986
Au Botswana



Pentecôte 2001
Voyage associatif - Sains-Richaumont
avec son ami Jean Védovati



Juin 2012
Beaune, 80ème anniversaire

MÉLANGES

offerts au

Dr. Hermann PLOTE

TABLE DES MATIÈRES

André COILLIOT
L'affaire d'une croix ... bien particulière page 21

Christian LEMAIRE
Deux soldats fusillés page 23

Jean VÉDOVATI
Le petit bois de bouleaux de Chézy et le destin de Georg Achner page 29

Arnaud BARRÉ
Une famille franco-suisse dans la tourmente page 33

Jean-Yves COULON
Rappeler à jamais l'ennemi, la représentation du soldat allemand dans les vitraux commémoratifs bretons page 43

Jean-Claude LAPARRA
Découvertes et fouilles archéologiques sur ou derrière le front allemand en Lorraine 1914-1918 page 57

Philippe NICODÈME
Les dirigeables allemands en France page 89

René RICHARD et Jacques ROIGNANT
Les sous-mariniers allemands pendant la première guerre mondiale, légendes et réalités page 109

Ronan RICHARD
Une main-d'œuvre appréciée et recherchée : prisonniers de guerre et fractures nationales page 127

Articles écrits pour le bulletin *Bretagne 14-18* par le **D^r^ Hermann PLOTE** page 155

L'AFFAIRE D'UNE CROIX ... BIEN PARTICULIÈRE[1]

Par André COILLIOT

Il y a quelques années, je recevais un courrier m'annonçant qu'un Australien, John Fysh, désirait rendre une visite à la tombe de son oncle tué en octobre 1918 près de Landrecies. Je répondis que je l'attendrai au jour prévu.

À la date convenue (en octobre 1986), je partis l'accueillir avec son épouse à la gare et les amenai à leur hôtel.

Le lendemain, je les pris dans ma voiture et, une bonne heure après, nous étions dans le petit hameau de Vertigneul qui dépend de Landrecies. Nous nous dirigeâmes vers la chapelle située au milieu d'arbres et derrière laquelle on voyait 18 tombes militaires du Commonwealth. L'Australien montrait une sorte de tristesse en regardant celle de son oncle néo-zélandais qu'il n'avait jamais connu, mais pour lequel il avait une profonde affection.

Je restai en silence à son côté et je récitai l'*Exhortation* en anglais et ensuite en français. Je les laissai ensuite ensemble devant la tombe et partis devant la chapelle en attendant de regagner Arras.

Mes deux Australiens revinrent vers moi et John Fysh m'expliqua alors un détail. En effet, il savait qu'il "existait" un "drapeau" dans la chapelle. Je décidai alors d'en savoir un peu plus et je partis vers la maison la plus proche pour demander où il serait possible de trouver la clé de cet édifice. La chance fut avec moi, car la personne interrogée la détenait ! Je lui parlai alors de ce détail appris de mon visiteur australien et elle m'annonça qu'en réalité, il s'agissait d'une bannière offerte par des familles néo-zélandaises aux habitants de ce petit village, pour les remercier de l'entretien des tombes de leurs soldats. Nous pénétrâmes dans la chapelle qui était assez spacieuse, mais dépouillée de statues, de garnitures et de chaises. Notre regard se porta donc sur le côté gauche et, là, était présente cette bannière bordée de fils d'or et d'argent et portant des fleurs brodées. Au centre, était également brodé Saint-Michel terrassant le démon. John Fysh sortit son appareil photographique et prit plusieurs clichés. Cette visite effectuée, avec son épouse, il repartit vers le petit ensemble de tombes qui n'était guère bien entretenu et il alla rendre la clé. Je les rejoignis et John me fit alors part d'une question qu'il aurait bien voulu résoudre : « *Où donc, son oncle avait-il été blessé mortellement et comment ?* ». Je demeurai perplexe et ne sut que lui répondre. Regagnant ma voiture, j'eus alors le regard attiré par un vieux monsieur aux cheveux blancs qui, revenant de faire quelques achats à un commerçant ambulant, se dirigeait vers son domicile situé à quelques mètres de la chapelle. « *Et si j'allais le trouver,* me dis-je, *peut-être pourra-t-il nous apporter quelques informations*. »

Sitôt pensé, je partis vers cette maison et sonnai. À l'homme que je venais d'apercevoir je me présentai et expliquai le but de mes recherches. Toutefois, avant de m'engager dans des questions inutiles, je lui demandai s'il avait connu la première guerre et s'il demeurait en ce hameau à cette époque. Mis en confiance, l'homme m'apprit qu'il était âgé de 9/10 ans en 1918 et qu'il avait toujours vécu dans ce hameau. La piste était bonne. Je lui posai alors cette question toute simple : « *Savez-vous où tous ces soldats néo-zélandais furent tués* ? ». L'homme m'annonça avec certitude qu'ils étaient tombés entre la maison où nous nous trouvions et la ferme située dans la plaine, qui avait été jadis la ferme paternelle. Surpris par mes questions, il ajouta alors : « *Mais quel soldat vous intéresse* ? - *Le caporal Dove, car un de ses neveux est ici avec moi et désirerait en connaître plus sur sa mort !* »

Le brave vieil homme s'esclaffa alors et m'indiqua qu'il avait jadis connu bien des membres de la famille de ce soldat ! Je restai ébahi, et je ne tardai pas à aller retrouver mes deux amis australiens afin de leur apprendre ce que je venais d'entendre. Tous trois, nous revînmes dans la petite maison et bientôt ce brave vieux commença à citer tous les parents de ce caporal ... Elizabeth, la tante, Georges,

[1] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°20, mars 2002, pp. 5-6.

le frère qui était capitaine etc, etc. L'Australien n'en revenait pas d'en apprendre tant, car, en fait, tous ces parents là n'étaient plus de ce monde et jamais personne ne lui avait donné de tels détails !. C'était incroyable, mais vrai.

Devant de telles découvertes, notre interlocuteur demanda à son épouse de chercher des vieilles photos prises durant ces visites, mais malgré la fouille de plusieurs cahiers et tiroirs, rien ne fut retrouvé, à son grand désespoir ... Devant cette quête infructueuse, il se dirigea alors vers sa cave et ramena une bouteille de champagne. Une telle rencontre ne pouvait qu'être arrosée !

La discussion continua et elle représentait à mes yeux comme la *retrouvaille* de parents qui ne s'étaient pas vus depuis longtemps. Moments réellement poignants que nous vivions là.

Je vis alors le vieux monsieur composer un numéro sur son cadran de téléphone. Je ne prêtai pas attention à la conversation qui fut en réalité très courte.

Et, tout à coup, la porte de la cuisine s'ouvrit. Un homme entra et le vieux monsieur nous le présenta : c'était son fils. Nous échangeâmes des poignées de main et j'expliquai en quelques mots le motif de notre visite[2]. Le fils nous invita alors à le suivre ... pour aller dans la cour, auprès de sa voiture. Que voulait-il nous montrer ? ... Surprise incroyable, il nous présentait la croix de bois qui avait jadis été placée sur la tombe du caporal Dove tandis que son corps reposait encore dans la plaine puis dans le carré militaire lorsqu'il fut créé derrière la chapelle. Elle était fort bien conservée, la peinture était presqu'intacte, seule la partie jadis enterrée était légèrement endommagée. Nous ne savions que dire ou penser tant c'était incroyable, mais vrai !

Bien entendu, des photos furent prises et notre étonnement était immense lorsque nous quittâmes ces braves gens, tout en promettant de les revoir ...

Quel allait être l'avenir de cette croix ? Le fermier la remit-il dans son grenier là où il l'avait trouvée ? Certainement, mais elle n'y resta plus longtemps. En effet, monsieur Fysh entreprit différentes démarches auprès des autorités néo-zélandaises, ainsi qu'auprès de ce brave vieux (dont je n'ai, hélas plus souvenance du nom). Ce dernier consentit à s'en dessaisir afin qu'elle figure dans le musée des guerres à Waloru en Nouvelle Zélande. Désormais, elle y est en bonne place et elle y demeurera pour l'éternité.

Belle histoire qui trouva un heureux épilogue ... Si je n'avais pas "osé" bavarder avec ce brave vieux, cette croix aurait continué sa triste existence dans la poussière d'un grenier, jusqu'au jour où quelqu'un l'aurait emportée et peut-être brûlée ou détruite. Qui sait... et qui pouvait savoir ?

Ce militaire était le caporal **John Canning Dove**. Il était né en Australie et était parti vivre avec ses parents en Nouvelle Zélande. Connu sous le nom de *Jacky*, il avait 20 ans et appartenait au 41ème Bataillon de la *New Zealand Brigade*. Il mourut des suites de ses blessures le 26 octobre 1918, soit exactement 16 jours avant la signature de l'Armistice.

Quant à la croix, fin 1918, le capitaine Val Maxwell, qui avait eu sous ses ordres le caporal Dove, demanda à son *sergeant* Homiblow de la faire fabriquer. Ce dernier se chargea de trouver le bois nécessaire et de bonne qualité (du chêne) et ce fut le pionnier Mc Kenna qui la réalisa et la plaça sur la tombe.

[2] À noter que les deux Australiens ne causaient aucun mot de français.

DEUX SOLDATS FUSILLÉS[3]

Par Christian LEMAIRE

Tous les ans, à Lemé, à l'issue de la cérémonie patriotique du 11 novembre, les autorités municipales et les habitants présents se rendent dans le cimetière communal. Là, ils s'arrêtent, quelques instants, sur les tombes des soldats morts pour la France. Sur l'une de ces tombes, on peut lire : « *Recueillis à Lemé - Fusillés à Sains le 6 janvier 1916 - Victimes d'une lâche dénonciation*. »

Notre curiosité était éveillée, nous avons voulu savoir.

Août 1914, nous sommes en guerre. Après avoir violé sa neutralité, les troupes allemandes envahissent la Belgique, pénètrent en France et, par la trouée de l'Oise, se dirigent vers Paris. Bousculée à Charleroi, la 5ème Armée française du général Lanrezac se replie. Mais, à Guise, pendant deux jours, les 29 et 30 août 1914, elle stoppe la 2ème Armée allemande du général von Bülow. Le 31, les troupes du *Kaiser* reprennent leur marche en avant. Le pays envahi restera occupé jusqu'en novembre 1918.

À l'issue d'un engagement, surpris par la progression ennemie, des soldats français purent se retrouver dans les lignes ennemies. Que faire ? Beaucoup se constituèrent prisonniers et passèrent quatre années dans un camp en Allemagne. Certains essayèrent de regagner les lignes françaises. Cela n'était pas simple car les Français se repliaient rapidement. D'autres enfin, espérant un prompt retour des leurs, décidèrent de se cacher et d'attendre. Ce fut le cas pour Auguste Gout et Victor Restoux.

Le 28 août 1914, l'autorité militaire française ordonna aux habitants de la région de Guise d'évacuer. L'encombrement des routes par les convois militaires et par les évacués belges et français empêcha les civils de notre région d'avancer rapidement. Vite rattrapés par les uhlans, ils firent demi-tour et rentrèrent chez eux. Ainsi, le 2 septembre, les Marois (habitants de Lemé), de retour dans leur village, découvrirent deux soldats français perdus, désemparés, ne sachant que faire. Une décision fut très vite prise : après leur avoir procuré des vêtements et des papiers, ils les hébergeraient et les cacheraient aux yeux de l'occupant.

Ainsi, pendant un peu moins de 500 jours, Auguste Gout, 19 ans, brun de cheveux, du 2ème Régiment de Hussards de Verdun, et Victor Restoux, 22 ans, blond, né à Lapenty (Manche), du 136ème Régiment d'Infanterie de Saint-Lô (10ème Corps d'Armée, général Defforges) allaient être placés sous la protection de la population d'un village, attachée à tout ce qui rappelait la France et, surtout, ne perdant jamais l'occasion de berner l'occupant.

Dans Lemé, bourgade de 800 âmes en 1914, canton de Sains-Richaumont, département de l'Aisne, Auguste Gout trouva refuge chez Mme Carlier, dont le mari était soldat. Avec sa voisine, elle se chargea de loger et de nourrir le fugitif. Cette dernière, Melle Richet, lui procura même un nom d'emprunt, nous en reparlerons. Auguste Gout était un hussard. Le dimanche, nous a raconté un témoin, il ne résistait pas au plaisir de monter un cheval et de faire un galop dans Lemé et dans le voisinage.

Quant à Victor Restoux, il fut recueilli chez la veuve Dussaussois. Protestante de confession, elle avait un fils, marié, sous les drapeaux. Cette dame d'un certain âge exploitait une petite ferme où Victor Restoux l'aida dans la conduite des travaux. Par précaution et par convenances, il ne coucha jamais dans la maison de son hôtesse ; le soir, il dormait près des chevaux, dans l'écurie.

Bien intégrés au sein de la population, Auguste Gout et Victor Restoux travaillaient avec elle pour l'occupant. M. Leboucher, instituteur, secrétaire de mairie, leur avait fourni des papiers

[3] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°19, décembre 2001, pp. 2-4.

d'identité et des cartes d'alimentation. Répondant aux appels, comme tout un chacun, ils se retrouvaient chaque jour « *en colonne* ». Ce mot « *colonne* », on le retrouve sans cesse dans la bouche, dans les écrits de tous ceux ayant connu l'occupation pendant la Première Guerre mondiale. Il voulait dire : « *équipe de travail pour les Allemands.* » On allait « *en colonne* » aux champs, dans le bois, dans le village. On menait du bétail, des chariots « *en colonne* ». Même les vaches, réquisitionnées pour leur lait, étaient « *en colonne* » ...

À part la troupe qui, descendant régulièrement du front, était mise au repos, il n'y eut jamais plus d'une dizaine d'Allemands en permanence dans le pays. Les Français, ayant continuellement à faire à eux, les connaissaient bien. De même, pas un habitant de Lemé ne leur était inconnu.

Ayant eu connaissance de la présence, dans la région, de soldats français, cachés au sein de la population, l'*Etappenkommandantur* de Sains-Richaumont fit afficher, le 11 novembre 1915, un avis dans toutes les communes dépendant de sa juridiction. Cet avis mettait en demeure tous les soldats de l'armée française, restés jusqu'au 11 novembre dans les territoires occupés, de se rendre aux autorités allemandes. Ils avaient jusqu'au 30 novembre pour se conformer à cet ordre sans encourir de sanction. Passé ce délai, des peines très sévères, pouvant aller jusqu'à la condamnation à mort, seraient requises à l'encontre des contrevenants et des civils qui les cachaient.

Se croyant en sécurité au milieu de la population de Lemé, pensant être à l'abri de tout soupçon et de toute dénonciation, Auguste Gout et Victor Restoux, malgré le conseil de quelques amis leur demandant de se rendre, n'obtempérèrent pas à cet ultimatum.

À partir de ce moment, il en fut fini de leur tranquillité. Ils vécurent dans la peur d'être découverts et dans la crainte du châtiment. Ainsi, Victor Restoux donna à un ami, à son compagnon de travail, une paire de jumelles : « *Tiens, je te les donne, tu les garderas en souvenir car je ne resterai plus longtemps ici, nous allons être arrêtés.* » Il avait malheureusement raison, le dénouement approchait.

Le mercredi matin 5 janvier 1916, bien avant le lever du jour, des gendarmes allemands firent irruption à Lemé, aux domiciles de M^{mes} Carlier et Dussaussois. Ils trouvèrent rapidement nos deux soldats, encore couchés à cette heure matinale. Suivant la méthode bien connue, les Allemands commencèrent par frapper les deux hommes dans leur lit en les accusant d'être des militaires. Ceux-ci avouèrent immédiatement leur situation. Emmenés à la *Kommandantur* de Sains-Richaumont, ils furent jetés en prison à la gendarmerie.

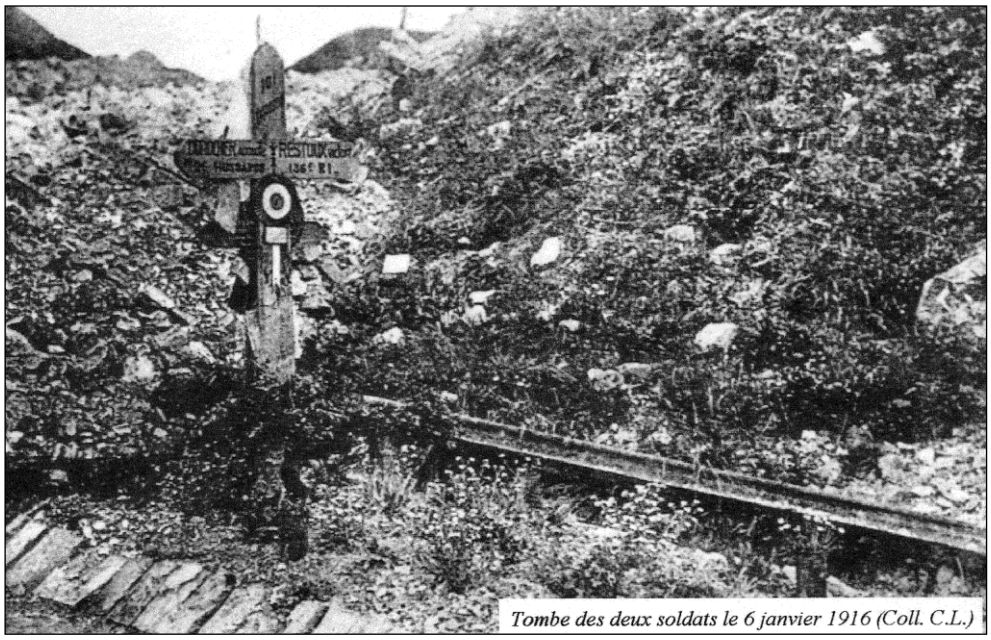
Comment les Allemands avaient-ils appris la présence de soldats français à Lemé ? Une femme du village les avait dénoncés. Quels peuvent être les mobiles d'un tel acte ? Le temps a passé et, pour la suite du récit, il n'est pas nécessaire de les connaître. Cependant, cette dénonciation est d'autant plus odieuse que, dans cette pénible affaire, deux hommes allaient trouver la mort. Après la guerre, les autorités françaises arrêtèrent cette femme. Jugée, elle fut condamnée à cinq ans de prison. La peine paraît légère : la grande tourmente était passée et, avec le temps, les rancœurs s'estompaient. Ces enfants n'étaient pas de la région, l'oubli tombait déjà sur eux, sauf pour les habitants de Lemé qui, aujourd'hui encore, se souviennent et déplorent ce jugement. Interdite de séjour, cette femme ne revint jamais au pays.

Le lendemain, les gendarmes allemands revinrent à Lemé. Ils arrêtèrent M^{mes} Dussassois et Carlier ainsi que M. Leboucher. Les dames étaient accusées d'avoir caché des soldats français ; quant à M. Leboucher, secrétaire de mairie, les Allemands lui reprochèrent de leur avoir fourni des papiers officiels.

Un tribunal militaire condamna les civils français à des peines d'emprisonnement Il envoya M^me^ Carlier et M. Leboucher en Allemagne d'où ils ne revinrent qu'après la guerre. Plus âgée, M^me^ Dussassois partit, elle aussi, dans un camp. Malade, les Allemands la ramenèrent à Lemé.

Que se passa-t-il au siège de la *Kommandantur* ? Nous l'ignorons. Personne, évidemment, parmi la population française, n'assista au jugement qui eut lieu dans la journée du 6 janvier 1916. Car jugement il y eut, suivi d'un verdict. Verdict terrible qui condamnait Auguste Gout et Victor Restoux à la peine capitale. De toute façon, la cause était entendue d'avance : militaires, ils ne s'étaient pas soumis au décret du 11 novembre 1915 ; de ce fait, ils encouraient, comme il était dit dans l'ultimatum, la peine de mort. Le tribunal allemand n'hésita pas à prononcer cette sentence.

À Sains-Richaumont, personne n'eut connaissance du drame qui se jouait à la *Kommandantur*. Seul le curé-doyen, Albert Cagniard, convoqué en fin de journée pour assister les condamnés, le sut. C'est pendant les derniers instants de leur vie qu'Auguste Gout et Victor Restoux exprimèrent leurs dernières volontés. Par une lettre, remise au doyen, ils demandèrent à être enterrés à Lemé, leur pays d'adoption Le moment venu de leur exécution, encadrés de soldats en armes, accompagnés du doyen, les condamnés sortirent de la gendarmerie. À pied, le petit groupe emprunta la route menant à Le Hérie, jusqu'au pont de la voie ferrée. Après le pont, à gauche, là, dans le petit chemin, se trouvait le lieu du supplice. Le peloton d'exécution les attendait. Immédiatement, la sentence fut exécutée. Il était 16 heures, la nuit allait tomber sur Sains-Richaumont, c'était le jeudi 6 janvier 1916. L'irréparable était accompli : deux soldats français, dans la fleur de l'âge, venaient d'être fusillés.



Tombe des deux soldats le 6 janvier 1916 (Coll. C.L.)

L'exécution de ces deux malheureux fut connue tout de suite dans Sains-Richaumont. En regagnant son presbytère, le brave doyen, tout bouleversé par ce drame, avertit les habitants. Cette triste nouvelle jeta la consternation dans le pays.

On raconte, mais ce fait n'a pu être vérifié, que, parmi les soldats désignés pour faire partie du peloton d'exécution, se trouvait un Bavarois, grand, roux de cheveux. Pour les avoir souvent surveillés, à Lemé, pendant leur travail, il connaissait très bien les deux soldats français. Sans avoir fraternisé pour autant, une estime réciproque était née entre eux. Incapable d'accomplir un tel acte, odieux à ses yeux, le Bavarois refusa de se rendre à Sains pour exécuter ses amis. Ce refus lui valut d'être envoyé, sur le champ, au front, à pied et sac au dos.

Les jours suivants, malgré l'interdiction de visiter les lieux, un grand nombre de personnes vinrent se recueillir sur la tombe des deux soldats. Durant tout le reste de l'occupation, elles n'oublièrent jamais de la fleurir. Après des démarches sans fin, la *Kommandantur* donna l'autorisation, au doyen Cagniard, d'inscrire les décès sur le registre de l'état civil de Sains-Richaumont. Cela fut fait le 15 mars 1916, plus de deux mois après l'exécution.

Voici l'intégralité de cet acte:

« *6 janvier 1916 - Les soldats français Auguste Durocher, du 2ème Régiment de hussards, et Victor Restoux, du 136ème Régiment d'Infanterie, ont été fusillés le 6 janvier 1916, à 4 heures de l'après-midi, à Sains-Richaumont, près du pont du chemin de fer situé au-dessus du chemin de grande communication de Sains à Le Hérie.*

Malgré l'ordre public de l'Inspection, du 11 Novembre 1915, ils ne s'étaient pas présentés à l'autorité allemande jusqu'au 30 Novembre, mais avaient séjourné, après cette date, en civil, dans le territoire de l'étape, ils habitaient Lemé.

Les actes de décès ont été dressés, le 15 mars 1916, suivant avis de Mr le Commandant d'étape de Sains-Richaumont, et sur la déclaration de Mr Cagniard Albert, curé-doyen de Sains-Richaumont. »

Nous remarquerons que, dans cette déclaration, les mobiles de la condamnation sont indiqués. Les Allemands l'exigèrent afin de justifier leur acte et que nul ne puisse, par la suite, contester la légalité du verdict.

Une autre remarque : dans cet acte, un nom nouveau apparaît, celui d'Auguste Durocher. À Lemé, la voisine de M^me^ Carlier, M^elle^ Richet, avait une vague parenté du nom de Durocher. Pensant échapper ainsi aux investigations allemandes, Auguste Gout déclara s'appeler Durocher et, jusqu'au dernier moment, il l'affirma. Voilà pourquoi ce nom figure sur l'acte d'état civil comme il figurait sur la tombe à l'endroit de l'exécution.

Après la guerre, les habitants de Lemé pensèrent respecter le vœu d'Auguste Gout et de Victor Restoux. Par dérogation spéciale, la municipalité obtint, du Service départemental des sépultures militaires, que les deux soldats français soient inhumés dans le cimetière communal.



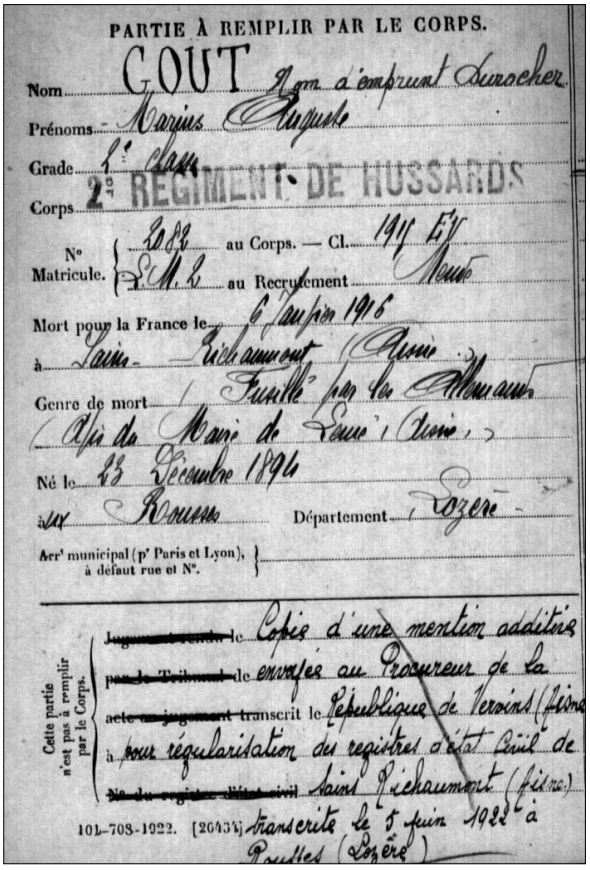
Tombe actuelle des deux soldats français (Coll. C.L.)

Le transfert des corps eut lieu le mercredi 4 mai 1921, sans aucune cérémonie. Leur place, dans le cimetière, n'étant pas encore définie, ils furent inhumés, provisoirement, dans le caveau des prêtres de la paroisse. L'inhumation définitive se fit après novembre 1921. Réunis dans une seule tombe, chaque corps repose dans un cercueil.

Sur la pierre tombale l'inscription suivante fut gravée :

« *À la mémoire de deux soldats français, Auguste Gout, 2ème Hussard - Victor Restoux 136ème R.I.- La commune de Lemé. Pris dans les lignes allemandes le 29 Août 1914 et recueillis à Lemé, ils furent fusillés à Sains le 6 Janvier 1916, victimes d'une lâche dénonciation - Ils ont voulu dormir ici leur dernier sommeil – Qu'ils reposent en paix.* »

Avant la Première Guerre mondiale, Victor Restoux habitait à Heussé, petite commune de la Manche. Ses parents exploitaient une petite ferme comme il était fréquent à l'époque. Il avait un frère, lui aussi disparu dans la tourmente. Leur mère, encore jeune, en est morte de chagrin ; leur père ne tarda pas à la suivre dans la tombe. Les noms des deux frères sont inscrits sur le monument aux morts, situé près de l'église de Heussé.

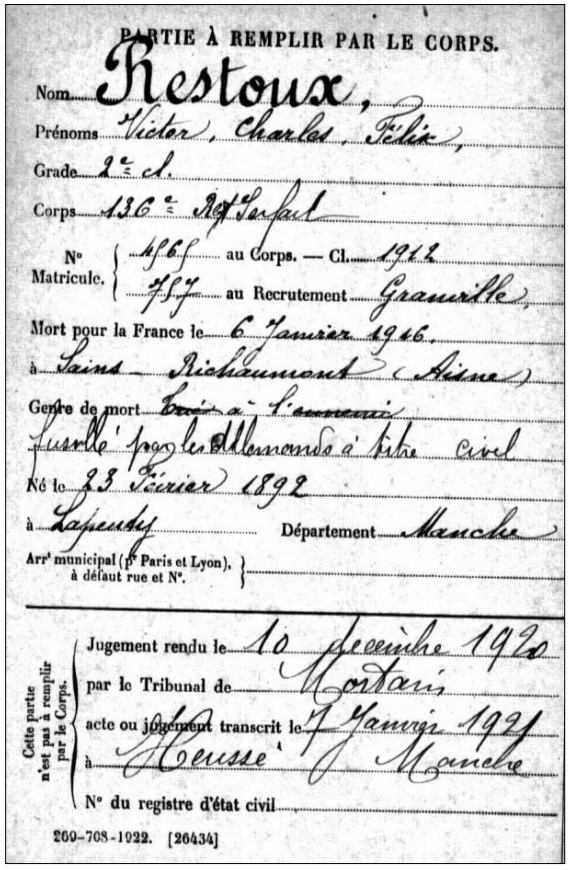


PARTIE À REMPLIR PAR LE CORPS.

Nom GOUT Nom d'emprunt Durocher
Prénoms Marius Auguste
Grade 1re Class
Corps 2e REGIMENT DE HUSSARDS
N° Matricule. 2083 au Corps. — Cl. 1911 (1re)
M. L. au Recrutement Meaux
Mort pour la France le 6 Janvier 1916
à Sains - Richaumont (Aisne)
Genre de mort Fusillé par les Allemands
(Avis de Mairie de Sains (Aisne))
Né le 23 Décembre 1891
à Rouens Département Lozère
Arr' municipal (p' Paris et Lyon), à défaut rue et N°.

Cette partie n'est pas à remplir par le Corps.
~~Jugement rendu~~ le Copie d'une mention additive
~~par le Tribunal~~ de envoyée au Procureur de la
~~acte ou jugement~~ transcrit le République de Verdun (Meuse)
à pour régularisation des registres d'état civil de
~~N° du registre d'état civil~~ Sains Richaumont (Aisne)
transcrite le 5 Juin 1922 à Pradelles (Lozère)

101-708-1922. [26434]



PARTIE À REMPLIR PAR LE CORPS.

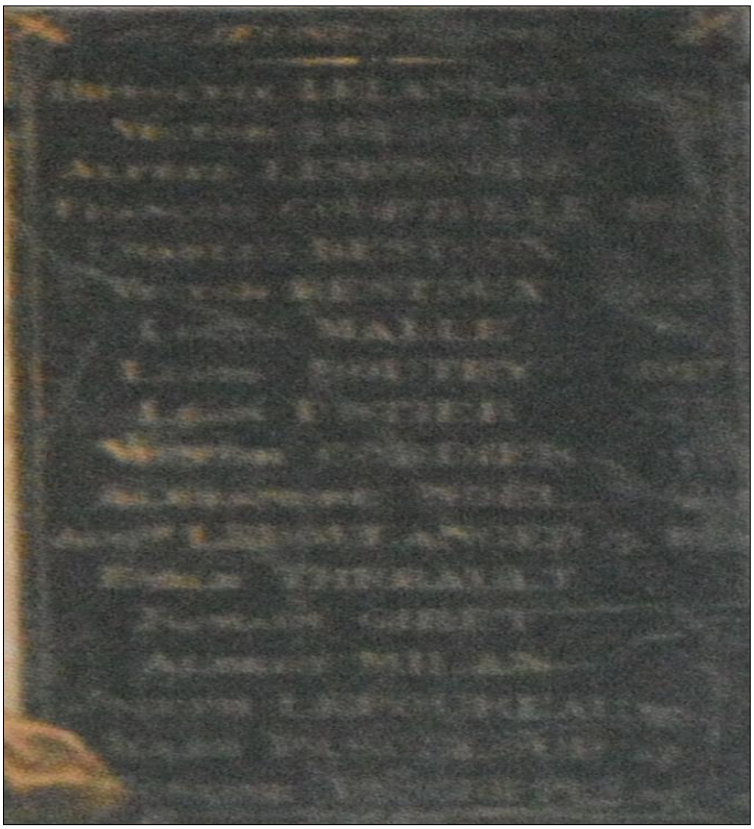
Nom Restoux,
Prénoms Victor, Charles, Félix,
Grade 2e cl.
Corps 136e Rgt Sergent
N° Matricule. 466 au Corps. — Cl. 1912
257 au Recrutement Granville,
Mort pour la France le 6 Janvier 1916.
à Sains Richaumont (Aisne)
Genre de mort Tué à l'ennemi
fusillé par les Allemands à titre civil
Né le 23 Février 1892
à Lapenty Département Manche
Arr' municipal (p' Paris et Lyon), à défaut rue et N°.

Cette partie n'est pas à remplir par le Corps.
Jugement rendu le 10 Décembre 1920
par le Tribunal de Coutances
acte ou jugement transcrit le 7 Janvier 1921
à Heussé (Manche)
N° du registre d'état civil

269-708-1922. [26434]

Fiches de « Mort pour la France » extraites du site Mémoire des Hommes***. On remarquera que le hussard Auguste Gout avait en fait pour premier prénom Marius et que l'administration militaire a dû quelque peu hésiter sur le « nom d'emprunt Durocher » ; ce qui expliquerait la transmission plus tardive de sa fiche de décès en mairie que celle de Victor Restoux.***





Mémorial 14-18 dans l'église de Heussé. Sur la plaque de droite, hélas estompés, on distingue les noms des frères Restoux
(P. Fissot et al. *Les Manchots dans la Grand Guerre. Mémorial 14-18,* Eurocibles, 2008, page 561)

LE PETIT BOIS DE BOULEAUX DE CHÉZY ET LE DESTIN DE GEORG ACHNER[1]

Par Jean VÉDOVATI

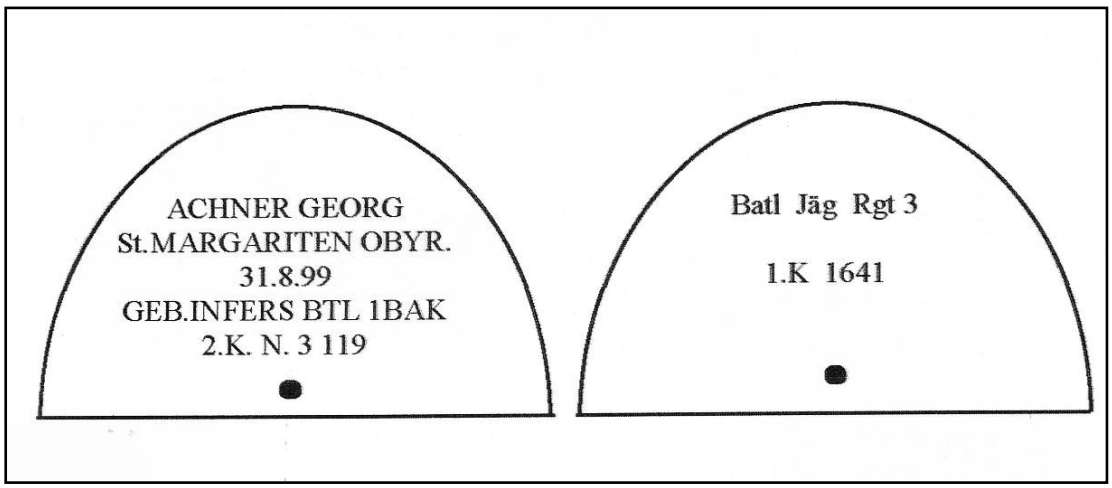
La découverte

Le 26 décembre 1999, la région de Dormans, dans la Marne, comme une grande partie de la France, fut fortement touchée par une forte tempête. Nos forêts en souffrirent particulièrement. Au printemps 2000, la curiosité me poussa à me rendre compte moi-même de l'état des plantations de sapins situées entre Dormans et le hameau de Chézy (commune de la Chapelle-Monthodon dans l'Aisne, à ne pas confondre avec Chézy/Marne, commune sise près de Château-Thierry).

À quelques kilomètres au sud de la Marne, Éole n'est pas passé discrètement. Les dégâts sont considérables; presque tous les sapins sont brisés ou déracinés mais, parmi ces zones dévastées, apparaît une parcelle de taillis naturel épargnée. Dans ce petit îlot qui n'a pas subi le passage des bulldozers pour travaux, quelques trous de combat se discernent qui semblent être allemands et dater de 1918.

Quelques jours plus tard, je m'y rends de nouveau avec un détecteur de métaux, dans l'espoir de retrouver et sauver quelques objets. Très rapidement, je sors de terre une boucle de ceinturon allemand, une gamelle, quelques anneaux de toiles de tente et de brèlages[2] mais aussi et surtout une demi-plaque d'identité d'un soldat d'outre-Rhin, soldat qui avait sans doute été tué puisqu'il ne subsistait qu'une partie de plaque.

Aussitôt rentré chez moi, je nettoie soigneusement cette plaque et les indications ci-dessous apparaissent nettement.



Très peu de temps après, au cours d'une conversation téléphonique, je fais part de ma découverte à mon ami Hermann Plote. Je lui envoie ensuite la plaque d'identité à fins de recherches. Grâce à sa compétence et à ses connaissances, nous obtenons quelques mois après des résultats remarquables.

C'est ainsi que les archives allemandes et bavaroises nous apprennent que Georg Achner, né à Bad Tölz le 31 août 1899, avait déjà perdu ses parents, qu'il avait un tuteur et qu'il travaillait comme garçon de ferme à Skt Margariten quand il fut incorporé dans l'armée bavaroise. Elles nous apprennent aussi qu'il fut mortellement blessé par un éclat d'obus au cou, le 18 juillet 1918, à 7 heures 30 du matin, dans un « *petit bois de bouleaux* », au nord-est de Chézy. Dans le registre allemand des pertes

[1] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°19, décembre 2001, pp. 5-6.
[2] Vieille expression signifiant l'ensemble des courroies et ceintures d'équipement.

de la 1ère guerre mondiale, il est signalé que Georg Achner fut enterré « *dans le bois de Dormans* » et, qu'après la guerre son corps fut relevé et transféré au Cimetière militaire allemand de Marfaut (51), dans la vallée de l'Ardre. Sa sépulture y est encore et elle porte les inscriptions suivantes :

« ACHNER Georg - Jäger - ✞ 18-07-1918 » - Grab (tombe) **178.**

Grâce aux documents allemands (*Historique* de la 200ème Division de Chasseurs traduit par Hermann Plote) et français (J.M O. des unités françaises concernées consultés au S.H.A.T.[3]), j'ai pu reconstituer ce combat du « *petit bois de bouleaux* » du 18 juillet 1918, si minime dans le déchaînement du conflit mondial, ignoré de la grande Histoire et pourtant capital pour la vie des soldats qui s'y trouvèrent mêlés.

Le combat du « *petit bois de bouleaux* »

Dans la nuit du 14 au 15 juillet 1918, les Allemands lancent une violente offensive sur la Marne. Dans le secteur de Dormans, leur 200ème Division de Chasseurs (3ème, 4ème et 5ème Régiments de Chasseurs) franchit la rivière, enfonce le 273ème R.I. de Béthune et progresse de 5 à 6 kilomètres vers le sud. À la hauteur de la Chapelle-Monthodon, elle est stoppée par la défense française de la deuxième position.

Le 16 juillet, elle est contre attaquée par le 2ème R.I. de Granville et le 77ème R.I. de Cholet et perd le hameau de Chézy et la ferme des Pozard. Le 17 juillet, les Français (147ème R.I. de Sedan et 32ème R.I. de Tours) contre attaquent à nouveau. Le 3ème Régiment de Chasseurs allemand est fortement bousculé : ses pertes en tués, blessés, disparus et prisonniers sont conséquentes. Cependant, une réaction appuyée par le 1er Régiment de la Garde lui permet, après de difficiles combats en forêt, par une forte chaleur moite, de rétablir ses liaisons qui avaient été rompues. Le 3ème Régiment de Chasseurs s'établit alors défensivement dans les bois au nord de Chézy et de la ferme de la Cressonnière.

Depuis trois jours, les Bavarois se sont affrontés à des unités de quatre divisions françaises (4ème, 5ème, 18ème et 20ème). Ils sont épuisés ; ils se battent désormais défensivement, le dos à la Marne ; leurs espoirs de l'offensive pour la Paix sont ruinés ; ils n'ont plus le moral …

Les rescapés du 1er Bataillon du 3ème Régiment de Chasseurs creusent rapidement des trous individuels de protection dans un petit bois de bouleaux situé à 1.250 mètres au nord-ouest du village de Chézy. Parmi ces rescapés, le jeune Georg Achner ; le mois prochain, il aura 19 ans.

Dans la soirée et au cours de la nuit, un orage d'une rare violence se déchaîne, mêlant éclairs, coups de tonnerre et bourrasques de pluie aux tirs d'artillerie. Déjà éprouvés par de dures journées de combats, les soldats allemands, terrés dans leurs trous, sont trempés jusqu'aux os.

Puis, le jour se lève, l'orage cesse ; les hommes, tant bien que mal, tentent de se faire sécher. Ils s'interrogent : les Français vont-ils renouveler leurs attaques aujourd'hui ? Déjà leur artillerie effectue de nombreux tirs de harcèlement. Brusquement, l'un de ceux-ci s'abat sur les Chasseurs ; les éclats sifflent et l'un d'eux atteint Georg Achner à la gorge : il est mortellement touché. Il ne fêtera pas ses 19 ans et ne reverra pas sa Bavière natale ; la folie des hommes en a voulu autrement.

Dans le petit bois de bouleaux, ses camarades d'infortune prennent une partie de sa plaque d'identité, laissant l'autre sur le corps ; ils enveloppent celui-ci dans une toile de tente et lui creusent une sépulture sommaire parmi les arbres.

Moins de 48 heures après les Chasseurs bavarois quittent leurs positions, suivant le repli de l'armée allemande derrière la Marne.

De Georg Achner qui se souviendra ? Il restera dans le « *petit bois de bouleaux* ». Ce malheureux garçon a-t-il fait verser beaucoup de larmes ? C'est peu probable. N'ayant pas 19 ans, il

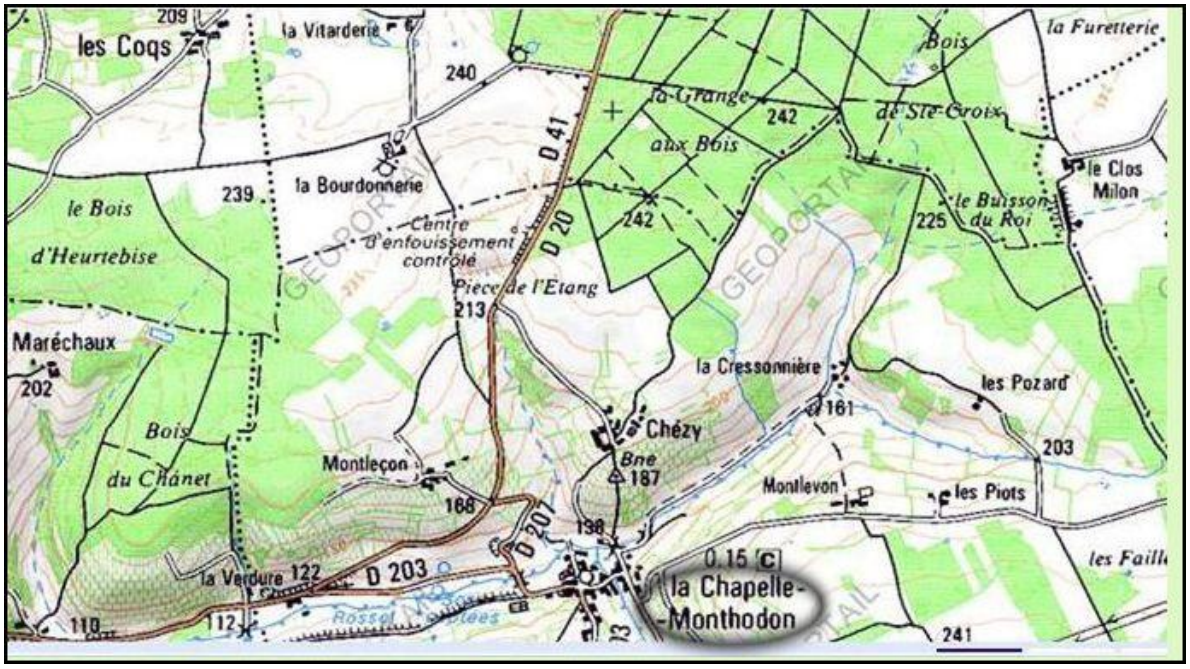
[3] Actuellement Service Historique de la Défense (S.H.D.) de Vincennes, département de l'armée de terre.

n’avait plus de parents. Avait-il une fiancée ? Il a dû comme tant d’autres dans les deux camps tomber rapidement dans l’oubli le plus complet. Jusqu’au jour où quelques objets émergèrent de terre ...

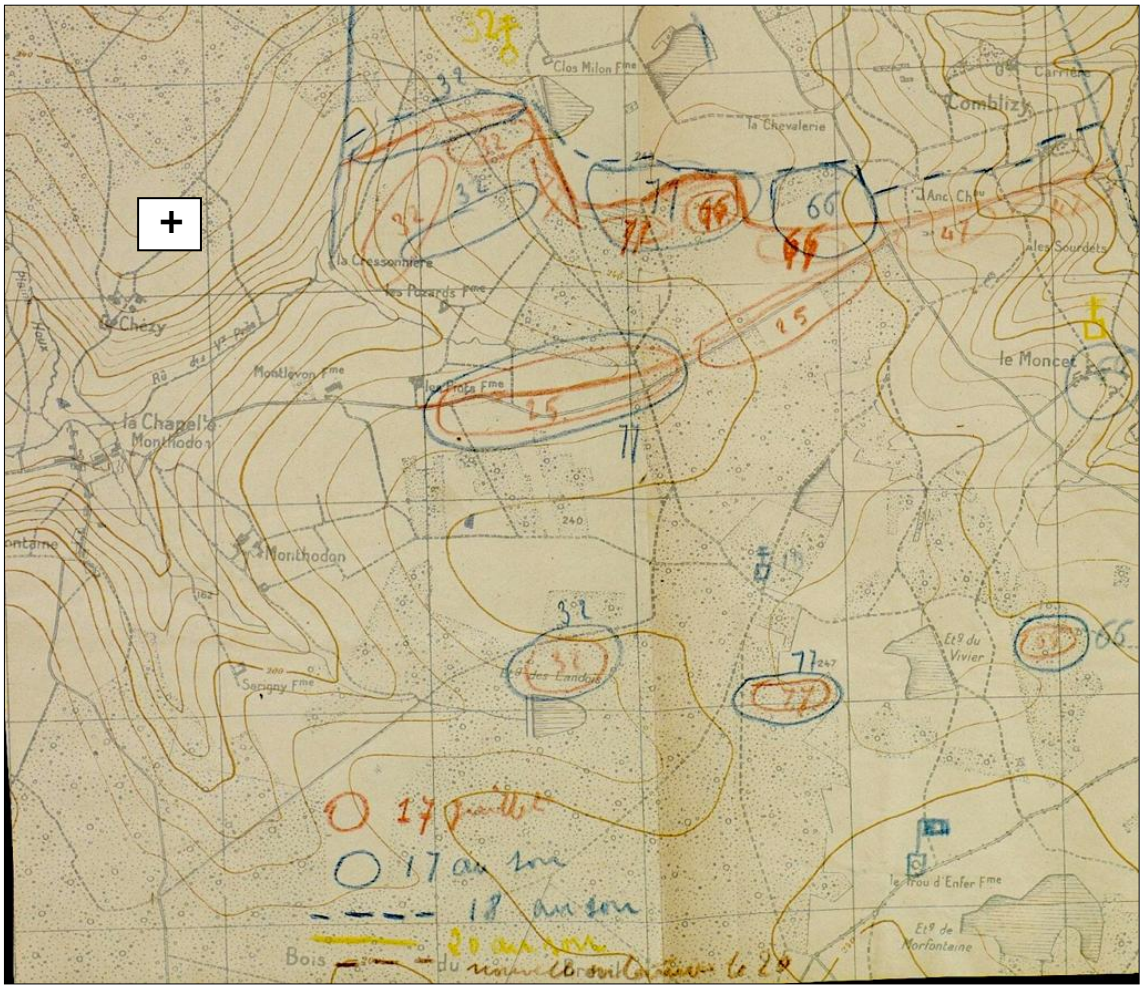
Aujourd'hui, dans « *le petit bois de bouleaux* » dégagé par la tempête, souffle en hiver un vent mordant; le muguet y fleurit au printemps et seuls quelques chants d'oiseaux viennent rompre un silence de sérénité ... Qui, en s’y promenant, imaginerait que, dans ce petit bois, à la mi juillet 1918, pendant quelques jours, la bataille gronda et la mort fit ses ravages ?



Entrée de la nécropole militaire allemande de Marfaut où repose Georg Achner (tombe 178).



Dormans se trouve au nord de Chézy, sur la D 41, et le bois où fut tué Georg Achner est sur la droite de cette route, en allant vers le nord. (Document Jean Védovati)



Extrait du J.M.O. de la 18ème D.I.. Georg Achner est tombé dans le bois marqué de la +.

UNE FAMILLE FRANCO-SUISSE DANS LA TOURMENTE

Par Arnaud BARRÉ

L'engagement de mon arrière-grand père, un idéaliste suisse, et de son frère. Tous deux sont tombés dans les combats dits du ''Bois-Brûlé", en forêt d'Apremont, au mois de novembre 1914.

Mais qu'allaient-ils faire dans cette galère ?

Alcibiade Barré était un horloger franco-suisse possédant avec son frère, Adrien, sa propre manufacture d'ébauche de calibre, tout près du lac de Neuchâtel[1]. À en croire les motivations qu'il exprimait alors, c'est par idéalisme politique qu'il répondit favorablement à l'appel de mise sous les drapeaux de la III^{ème} République.

Alcibiade, né le 2 avril 1882 à Villars, et Adrien, né le 22 mars 1892 à Fontenais[2], étaient tous deux citoyens franco-suisses et vivaient dans le Jura bernois. S'ils étaient Suisses au regard du droit du sang, le droit du sol leur avait également permis d'obtenir la nationalité française, leur mère, bien que Suissesse, ayant accouché sur le territoire français. Cependant, ils ne vécurent jamais réellement en France et aucune convention (ni au niveau fédéral, ni au niveau cantonal) n'existait alors entre les deux pays et ne pouvait les forcer à se rendre à la convocation de leurs régiments respectifs de Belfort, à savoir les 171ème et 172ème R.I. et ce, au regard de leur bi-nationalité. Les frères Barré auraient donc très bien pu se soustraire aux obligations militaires françaises sans jamais être inquiétés. Cela était sans compter, non seulement sur l'envie d'accomplir leur Devoir, fût-il ramené dans son fondement à un simple lieu de naissance, mais surtout sur l'attachement quasi-ombilical de la famille aux idéaux politiques développés en France, tant il est vrai qu'à cette époque et vu d'outre-Jura, les idées issues du siècle des Lumières, même passées au tamis post révolutionnaire, brillaient encore de mille feux.

Il faut alors évoquer la personnalité bouillonnante et passionnée d'Alcibiade, disciple de Jean Jaurès et fervent admirateur du socialisme. L'homme était bien connu avant la tourmente de 1914 pour ses idées quelque peu subversives (toutes françaises). Il développait des opinions pacifistes, notamment en opposition à la guerre qui s'annonçait et au sujet de la séparation de l'Église et de l'État, de la façon la plus directe qu'il soit, en haranguant la foule, juché sur des caisses de bière au beau milieu de la *Marktplatz* (place du Marché) de Bâle, au bord du Rhin. Si nous ne connaissons pas la teneur exacte de ses discours, ceux-ci étaient réputés. Les registres de police de la ville de Bâle portent encore la trace des relations tendues qu'il entretenait avec les autorités locales. Toutes ses idées étaient exprimées en *Schwytzertütsch*, c'est à dire en suisse-allemand, sa première langue. Alcibiade désirait ardemment défendre les terres de France qui représentaient pour lui des terres de progrès politique. Avant de partir, il confia à sa future veuve qu'il « *ne tolérerait pas que le Kaiser envahisse la terre de Jean Jaurès !* ».

Il fut incorporé au 171ème Régiment d'Infanterie de Belfort dés le début des hostilités, tandis que son frère rallia le 172ème Régiment d'Infanterie de la même ville. Ces deux régiments formèrent ce que l'on appela « la brigade de Belfort », dont le nom fut utilisé durant toute la durée des combats, dans le secteur dit du "Bois-Brûlé", en forêt d'Apremont, durant l'automne et l'hiver 1914. Ces deux régiments furent inclus dans le 8ème corps d'armée. Durant la période qu'il nous intéresse de traiter dans cet article, ils étaient sous le commandement du général Piarron de Montdésir. Les chroniques de l'époque précisent que le 171ème R.I. avait une excellente réputation et était commandé avec un entrain peu ordinaire par le Colonel Pallu.

[1] Site du Val de Travers, canton de Neuchâtel. Mais aussi à Courgenay, canton de Berne, où avec son parent, Émile Barré, il manufactura des montres dites à gousset avec la famille Derose.
[2] District de Porrentruy, ex-canton de Berne, passé depuis dans le canton du Jura.

Un contexte de guerre difficile au Bois-Brûlé et aux bois voisins

Si nous n'avons aucun document de la main d'Adrien Barré, Alcibiade envoya pour sa part quatre courriers à sa femme restée en Suisse, Adèle Jolidon-Barré, du 20 octobre 1914 au 21 novembre 1914, soit jusqu'à six jours avant son décès. Si l'on suit la chronologie de son parcours, on constate qu'il arriva avec la brigade complète de Belfort le 28 septembre 1914, à Lérouville, dans la Meuse, en provenance directe d'Alsace c'est-à-dire de Belfort[3]. Il resta dans ce secteur jusqu'au 27 novembre 1914, date de sa mort, soit à peine deux mois après son arrivée. Celle-ci s'est effectuée dans le contexte suivant :

« *Vers la fin de septembre 1914, l'armée allemande occupait les Hauts de Meuse sans opposition de l'armée française et jetait quelques troupes dans Saint-Mihiel. Le 8ème corps d'armée envoyé à Commercy pour arrêter les progrès de l'ennemi était renforcé presque immédiatement par la brigade de Belfort, amenée d'Alsace en chemin de fer. Cette brigade débarquait à Lérouville le 28 septembre, vers six heures du matin.* »[4]

Mes ancêtres participeront à la défense de ce qui était appelé "La Redoute du Bois-Brûlé", un vieil ouvrage composé de deux fortins de bois, séparés par une courtine. Quant au véritable contexte et à la motivation des autorités militaires allemandes à reprendre ce maigre bout de terre, M. René Richard en traite assez clairement :

« *Quel intérêt pouvait représenter pour le commandement allemand cette fortification ancienne délaissée, mal entretenue, "protégée" par un simple réseau de fil de fer, pour qu'il s'acharnât à l'occuper au prix de lourdes pertes ?*

La réponse paraît être d'abord d'ordre stratégique. L'ouvrage avait été occupé par les Français le 25 septembre 1914, presque par surprise. Ils possédaient alors un élément de défense avancé, en crochet dans le dispositif allemand. Leurs adversaires ne pouvaient accepter cette menace, même limitée, pour leurs tranchées du Bois de la Louvière, à l'ouest, et du Bois Jura, à l'est. De plus, le fortin commandait les approches du fort de Liouville, plus au sud, objectif avoué du commandement allemand. Cette verrue devait donc être éliminée, ce qui ne posait pas a priori de difficultés, étant donné la vétusté de cet ouvrage et sa position quelque peu isolée en avant des lignes françaises. Pour le général von Strantz, au départ, ce ne devait être qu'une formalité offensive. Ce fortin du Bois-Brûlé semblait ne guère pouvoir résister au moindre assaut pour des troupes qui venaient de réduire en quelques heures le fort du Camp des Romains, autrement imposant. Et pourtant ! La Redoute, dans sa position avancée, bastion et courtine, ne tomba qu'au bout de 100 jours de combats incessants, souvent au corps à corps, et de bombardements intensifs et massifs. »[5]

C'est dans ce contexte qu'Alcibiade participa, sitôt débarqué comme le raconta sa femme, aux combats du 28 septembre 1914 avec le 171ème R.I., dans le secteur du bois d'Ailly. La chronique précise ensuite les faits suivants :

[3] A cette époque, la ville de Belfort est incluse dans le Haut-Rhin, département alsacien. Né officiellement en 1871 avec la signature du Traité de Francfort, qui met fin à la guerre franco-prussienne, le Territoire de Belfort ne devient un département français à part entière qu'en 1922.
[4] *Les Archives de la Grande Guerre*, Paris, année 1921, Tome VIII, p.161.
[5] *Les Combats Oubliés de la Grande Guerre, 1914-1915*, Plessala, Association Bretagne 14-18, 2007, 386 pages. Ouvrage collectif. Article de René Richard, "Les combats des Hauts de Meuse et de la Woëvre", pp. 259-300., page 270.



Mi-1915, tranchée française dans la forêt d'Apremont (bois d'Ailly ou Bois Brûlé).
(Fonds privé G.V.)

« Le 28 septembre à la pointe du jour, la brigade active de Belfort débarquait à Lérouville, venant directement d'Alsace. Sur le quai de débarquement, un officier de l'état-major du 8ème corps d'armée remettait au commandant de la brigade un ordre général d'attaque de tout le 8ème corps d'armée pour le jour même, à midi.

La brigade active de Belfort devait attaquer la corne sud-ouest du Bois d'Ailly, sur le glacis découvert qui monte de Mécrin au Bois d'Ailly. Son chef était reçu vers huit heures par le commandant de corps d'armée qui logeait à Lérouville. Celui-ci exprimait le désir de voir la brigade de Belfort atteindre la route de Saint-Mihiel à Chaillon, tout en ajoutant qu'il serait satisfait si elle arrivait jusqu'à la route de Saint-Mihiel à Apremont.

Les nouveaux arrivants ne connaissaient rien de la situation, et n'avaient pas le temps matériel de faire une reconnaissance du terrain. Ils cherchaient en tout cas à se renseigner sur les conditions de la mission qu'ils avaient à remplir. Ils apprenaient que le terrain d'attaque découvert qui leur était donné était si étroitement surveillé par le Camp des Romains, que tout mouvement de troupes y était d'avance condamné. Le colonel Reibeb, commandant la 31ème brigade, qui connaissait les approches du Bois d'Ailly, confirmait que toute attaque directe du Bois d'Ailly, sur le glacis de Mécrin, serait anéantie dès qu'elle serait aperçue des tranchées ennemies en bordure du Bois d'Ailly.

Il apparaissait, d'ailleurs, que l'ordre général d'attaque était un simple travail d'état-major et une manifestation de l'esprit offensif destiné à corser le compte-rendu de la journée, car chaque jour, paraît-il, sortait des bureaux un ordre d'opérations débutant par ces mots : « L'offensive continue ». *Mais personne n'exécutait rien. Il était tacitement convenu que l'offensive continuait par le feu …*

En trois ou quatre heures, ce régiment (le 171ème R.I.) *avait reçu, depuis son débarquement à Lérouville, un ordre d'attaque, un contre-ordre et une nouvelle mission.*

Il restait pour l'attaque générale de midi les trois bataillons du 171ème. Vers onze heures ils étaient rassemblés dans les carrières de Lérouville. Ils n'avaient déjà plus le temps de se porter sur leur terrain d'attaque. Le commandant de la brigade de Belfort, après les divers avis officieux de la matinée, n'augurait rien de bon de l'attaque du Bois d'Ailly. Il ne disposait d'aucune artillerie et aucune préparation n'était prévue. »[6]

Il est clair, comme l'a souligné René Richard, que l'infanterie française, y compris celle des 171ème et 172ème R.I. a dû se débrouiller seule dans ce capharnaüm d'ordres et de contre-ordres, et de surcroît sans aucun appui d'artillerie, hormis un groupe de 75. Il s'agissait là d'une bien faible opposition pour faire face au ciblage de plus en plus efficace des artilleurs allemands.

[6] *Les Archives de la Grande Guerre*, Paris, année 1921, Tome VIII, pp. 170-171.

Les lettres d'un idéaliste venu combattre pour la France

La première lettre est datée du 2 octobre 1914. Il faut garder à l'esprit qu'Alcibiade a d'abord appris à parler allemand. Dans la syntaxe allemande, on emploie les virgules uniquement pour séparer certaines propositions, celle-ci est moins présente qu'en français. Cela explique probablement l'absence de ponctuation dans ses lettres, la conjugaison douteuse de certains verbes ainsi que les fautes d'orthographe. Nous retranscrirons cependant ses courriers *in extenso* et sans modification.

« *Le 2 octobre 1914*

Ma bien chère femme,

J'ai bien reçu ta lettre du 25 septembre et je te dirai que pour les correspondances qui viennent de Suisse, cela va 4 à 5 jours seulement et je suis très heureux qu'en j'en reçois. Je te dirai que je t'écris ces quelques lignes tout en montant la faction derrière un buisson. Actuellement toutes les correspondances pour les militaires sont gratuites, un arrangement étant intervenu donc plus besoin d'affranchir. Pour moi cela va assez bien sauf la nuit car il commence à faire froid surtout quand on couche à la belle étoile ce qui nous arrive souvent mais que veut-tu ce n'est pas que pour moi c'est ainsi pour des millions d'hommes. C'est sur, c'est très pénible mais prenons courage cette guerre aura une fin et pour nous sera le commencement d'une vie meilleures plus appréciés ou l'on aimera mieux sont chez-soi car il ne se passe pas une heure que je ne pense à mon ménage a mes enfants a ma femme et aussi a mon lit. J'ai bien reçu la carte a M. Rossi dont je le remercie beaucoup ainsi que le maréchal et tes parents que veuille bien saluer et remercier de ma part de l'attention qu'il on eu pour toi et mes chers enfants.

Dans ta prochaine lettre dis moi ce que fait un peu tout le monde ceux de Bâle et ceux de Villars.

Je correspond avec mon frère qui me dit comme cela va en Suisse.[7]

Embrasse bien les enfants pour leur papa sont les 2 jours et dis leurs que je m'en irai quand la guerre sera finie et encourage bien l'Arthur a bien apprendre ces leçons et a continuer son Allemand car je pourrai finir de le lui faire apprendre à Bienne. Aie bien soins qu'ils aient chaud et qu'il ne manque pas trop du nécessaire car s'il te faut faire quelques dettes je les paierais quand je serai de retour. Fais pour le mieux mais surtout pas trop de privations.

Reçois ma chère femme les baisers de ton mari qui pense continuellement a toi.

Barré Alcide

Dans ta lettre tu me demandes si tu pourrais des fois venir me voir je te dirai que cela est impossible n'étant plus à Belfort et que tous les jours nous changeons de places et que également j'ai vu des femmes qui venais depuis le nord de la France pour voir leur mari qui étaient sur place et qui était obligé de s'en aller sans pouvoir causer avec lui.

Donc patience et courage ma chère femme avec le temps il faut espérer que nous pourrons revivre en paix et tranquille dans notre petit ménage et que cela sera pas trop long.

Adieu chère Adèle

Alcide

Dans ta prochaine lettre met un paquet ou 2 de feuilles a cigarettes car ici il n'y en a pas. **»**

Malgré les rudes conditions de vie et les combats rapportés par Alcibiade, celui-ci semble ne jamais se départir d'un certain optimisme quant à la fin de la guerre et à des jours meilleurs qui l'attendraient, lui et sa famille. Cet état d'esprit peut être mis en lien avec ses convictions socialistes et son militantisme politique. Persuadé d'œuvrer pour le bien de la France et pour la défense de la terre

[7] Alcibiade mentionne ici son 3ème frère, Émile, resté en Suisse comme horloger, lequel dirige la manufacture d'ébauche de calibre de Courgenay.

des Lumières, Alcibiade se consacre corps et âme à ce qu'il considère être de son devoir et semble ne jamais douter du bien-fondé de son engagement et de l'issue favorable de la guerre. Point de conditionnel dans ses lettres, mais bien l'affirmation d'un futur à caractère presque utopiste : « *quand la guerre sera finie …* », « *je pourrai finir de le lui faire apprendre …* », « *je les paierai quand je serai de retour ...* ». Un vent d'espoir pour les classes prolétaires souffle sur la France grâce à Jaurès et donne du courage aux hommes comme Alcibiade, qui se battent pour des idéaux réunissant à la fois les valeurs familiales et républicaines : « *C'est sur, c'est très pénible mais prenons courage cette guerre aura une fin et pour nous sera le commencement d'une vie meilleures plus appréciés ou l'on aimera mieux sont chez-soi.* » Rappelons ici que Jean Jaurès désirait démocratiser la propriété privée et mettre en valeur les différents patrimoines régionaux ; c'est avec ces idées à l'esprit qu'Alcibiade exprime sa confiance en un avenir prometteur pour "*son chez-soi*". La seule marque de doute vient à la toute fin de la lettre, lorsqu'Alcibiade dit « *espérer que nous pourrons revivre en paix et tranquille.* » S'il lui arrive d'évoquer les difficultés de la vie sur le front, jamais il ne semble avoir voulu faire part d'un quelconque désespoir à sa famille.

Et quelle ouverture d'esprit, en pleine bataille contre le « Teuton », que de demander à sa femme de bien veiller à ce que son fils Arthur, mon grand-père, apprenne bien ses leçons d'allemand. Point de haine germanophobe de sa part, tant il est vrai que la Suisse n'est pas le pays d'une seule civilisation, mais bien une terre pluriculturelle. C'est, d'après moi, le marqueur de sa démarche et de ses motivations idéalistes. Si l'isolement et le manque de contact semble peser, le moral reste bon et le courage suit.

Sa seconde lettre est datée du 2 octobre 1914. Plus succincte, elle rapporte de durs combats.

« *Le 20 octobre 1914*

Ma chère,

Toujours en bonne santé quoique dans la 1ère ligne de feu depuis 5 jours et 5 nuits. Ce que je vois pour le moment est horrible comme bombardement mais j'espère la fin sous peu et m'en sortir sans trop de mal. Aussitôt sorti de cette situation une lettre suivra. Ambrasse bien mes enfants pour moi et salutations a tous.

Barré Alcide. **»**

Alcibiade fait ici référence aux combats des 10 et 11 octobre 1914, décrits comme suit par René Richard :

« *Le 10 octobre, à l'aube, une attaque massive allemande est repoussée avec de fortes pertes.*

Le 11 octobre, le bastion sud est écrasé sous un infernal bombardement. Les survivants de cette véritable boucherie décriront des visions d'horreur, avec des cas de folie. Le pilonnage va continuer les jours suivants. Les Français, soupçonnant des projets de débordement du fortin par les tranchées qui le flanquent à gauche (Bois de la Louvière) ou à droite (Bois Jura), y lancent des offensives préventives, sans résultats. La suite du mois d'octobre apparaîtrait plus calme si le bombardement par obus, minen, *ou grenades ne se poursuivait pas. Mais le commandement français se doute bien que l'adversaire s'organise et se renforce. La proximité des dépôts de Metz lui offre matériels et troupes. Il prépare une attaque sur l'aile gauche française.* »[8]

Malgré les pertes et les souffrances, peu de plaintes sont exprimées. Les facteurs de bon moral pour les troupes belfortaines sont très bien expliqués par l'article ci-dessous, extrait des archives de la Grande Guerre.

[8] *Les Combats Oubliés de la Grande Guerre, 1914-1915*, Plessala, Association Bretagne 14-18, 2007, 386 pages. Ouvrage collectif. Article de René Richard, "Les combats des Hauts de Meuse et de la Woëvre", page 272.

« *Les régiments de la brigade de Belfort montraient une aptitude toute particulière aux travaux de terrassement. La protection matérielle y était devenue promptement très efficace et la troupe y trouvait un encouragement à perfectionner son œuvre. Malgré les lourdes pertes du 171ème R.I. dans les affaires des 28 septembre et 2 octobre 2014, l'esprit y demeurait bon et le moral élevé. Sans diminuer le mérite de ces régiments, il faut reconnaître que l'emploi de la fortification les mettait dans des conditions matérielles bien différentes de celles de leurs voisins du Bois-brûlé.*

Nous ne surprendrons pas le général Azebert, ancien gouverneur de Belfort atteint par la limite d'âge bien avant la guerre, en lui attribuant pour une large part la bonne tenue de ses anciens régiments dans la forêt d'Apremont. Ancien officier du génie, il avait combattu en 1871. Il voyait dans les services rendus par la pioche la promesse de ceux que l'avenir pouvait lui demander, et il avait su communiquer à ses troupes sa ferme conviction de l'utilité de savoir remuer la terre. Aussi les exercices de fortification figurant sur les tableaux de travail y occupaient une place importante et surtout, ils répondaient à un entraînement réel de la troupe au maniement des outils de terrassier. Les régiments de Belfort n'ont, en somme, continué à la guerre que ce que leur chef leur avait appris pendant la paix. Et cette constatation nous paraît faire à la fois éloge de la prévoyance du général Azebert et de la fidélité de ses troupes à un enseignement certainement très peu répandu dans l'Armée française d'avant-guerre. »[9]



Début 1915, le champ de bataille du secteur du Bois Brûlé, vu d'une tranchée française. (Fonds privé G.V.)

La troisième lettre se présente comme suit :

« *Le 15 novembre 1914*

Chère femme,

Après avoir passé un mois dans les tranchées nous avons été relevés et avons pu coucher sur la paille dans une grange a l'abri des balles et des obus. Nous y sommes pour 8 jours. Voilà passé 40 jours

[9] *Les Archives de la Grande Guerre*, Paris, année 1921, Tome VIII, pp. 170-171.

que je n'ai rien reçu et pourtant j'écris souvent adresse bien tes lettres 171e Régimt 5e compagnie Belfort à faire suivre.

Pour moi cela va toujours à peu près bien pas malade et pas blessé mais les derniers temps il y a bien des victimes parmi mes camarades de la compagnie. Embrasse les 3 enfants pour moi et salue bien toute la famille de ma part. Reçois les embrassements de ton mari qui pense a toi et prend courage et patience.

Barré Alcide. »

Il s'agit d'une lettre envoyée la veille de la mort d'Adrien, son frère, tué à l'âge de 22 ans dans le bois d'Ailly. Son régiment, le 172ème R.I., s'y trouvait depuis le 2 octobre. Alcibiade n'en fait pas mention dans la lettre ci-dessous, faute de temps pour transmettre les informations dans un délai aussi court et en temps de guerre.

Dans cette quatrième lettre, les manques apparaissent et le besoin de contact avec la famille se fait sentir. Il faut dire que les conditions de vie sont dures, mais, en dépit de la guerre, Alcibiade tient bon.

« *Le 21 novembre 1914*

Ma bien chère femme,

J'ai bien reçu ta carte qui m'a fait plaisir et surtout les salutations d'Arthur lequel veuille toujours bien recommander. Pour ma part je te dirai que la santé c'est toujours bonne si ce n'est le froid qui est très intense dans le pays car c'est un pays plat couvert d'eau et très froid. Je te dirai aussi que nous allons partir sois pour l'Alsace soi pour la Belgique et cela cette nuit ou demain. En même temps j'écris a Adolph et a Henriette pour que vous m'envoyez un paquet soi du chocolat des cigares et chacun deux paquets a tabac. Je n'ai encore point reçu l'autre paquet que vous avez eu l'obligeance de m'envoyer et dont je vous remercie infiniment. Il faut recommander le paquet sans cela il n'arrive pas. Veuillez aussi vous arranger pour m'envoyer 5 frs svp. Ne pas envoyer de linge car j'en ai déjà trop dans mon sac. Recevez en famille mes meilleures salutations et j'espère et je crois vous revoir sous peu.

La semaine passé j'ai assisté a une attaque mais j'ai été en 4ème ligne ce qui m'a permit de voir se dérouler une bataille. Ici les vivres sont hors de prix par exemple le chocolat se vend 8 frs le k et tout ce qui est nécessaire a la vie a doublé de prix. En attendant le moment de vous revoir recevez toi et mes chers enfants les baisers de celui qui vous aime et qui pense toujours a vous.

Barré Alcide ».

Le soldat Alcibiade Barré est tombé le 27 novembre 1914, dans le périmètre du Bois-Brûlé. Les seules pertes du 171ème R.I. enregistrées ce jour-là nous sont relatées dans l'article suivant, toujours issu de la même source.

« *Le 26 novembre, les Allemands enlèvent après une préparation d'artillerie d'une heure, une tranchée au Bois-Brûlé. Les ordres de reprendre immédiatement cette tranchée se multiplièrent sans tenir compte de la situation. Il n'en résultait que de nouvelles pertes et une dépression plus profonde des troupes, malgré les efforts héroïques des officiers supérieurs. Une nouvelle attaque est prescrite le 27 novembre, l'après midi. Dans la matinée, l'ennemi enlève une partie de la courtine de La Redoute et bombarde violemment le Bois-Brûlé. Se sentant devancé par l'adversaire, le commandant français donne contre-ordre à l'attaque ordonnée la veille, mais le contre-ordre ne touche pas les troupes.*

Un bataillon du 210ème R.I. et un autre du 171ème R.I. se font décimer sans avoir joint l'ennemi. Un seul obus couche alors 30 hommes du 171ème R.I.. Le 28 novembre, une attaque ennemie au Bois-Brûlé coûtera la vie à plus d'un millier d'hommes. »[10]

René Richard analyse parfaitement la situation dans son article sur le Bois-Brûlé :

« *Le 27 novembre, la face nord de la courtine centrale est perdue et les défenseurs du bastion nord sont pris désormais en enfilade de l'Ouest (la Louvière) et de l'Est (position de la courtine). Malgré cela, sans cesse tiraillés, ils s'accrochent, puis seront forcés de se retirer.* »[11]

Alcibiade Barré mourut à 33 ans, sans nul doute dans ces circonstances, autant que nous puissions le préciser. Il laissa trois enfants, mon grand-père Arthur, son frère Roland et sa sœur Violette. Sa veuve Adèle pleura son époux toute sa vie, comme beaucoup d'autres femmes des deux cotés du Rhin.

Il y a cependant une suite malheureuse à ces sacrifices. Ni son nom, ni celui de son frère ne figurent sur aucun monument funéraire en France. Les démarches de mon grand-père Arthur et de mon père André, en leurs temps, pour pallier ce manque, n'ont jamais été suivies d'une réponse favorable de l'administration française.

Il existe pourtant, dans le cimetière de la ville de Porrentruy, dans le canton du Jura en Suisse, un monument regroupant les noms des Franco-Suisses tombés durant la Grande Guerre. Ce monument en forme d'obélisque surmonté d'un coq mentionne plusieurs noms, dont ceux de mon aïeul Alcibiade et de son frère Adrien. L'épitaphe est la suivante : « *À la gloire des soldats du pays d'Ajoie morts pour la France* »[12]

Bien que cette Grande Guerre ne regardât pas directement la Suisse, celle-ci n'oublia pas le sacrifice de ses enfants, ce dernier eût-il eu lieu sur une terre étrangère.

Delle, Territoire de Belfort. Frontière Franco-suisse - juillet 2017.

13

[10] *Les Archives de la Grande Guerre* , Paris, année 1921, Tome VIII, pp .581-582.
[11] *Les Combats Oubliés de la Grande Guerre, 1914-1915*, Plessala, Association Bretagne 14-18, 2007, 386 pages. Ouvrage collectif. Article de René Richard, "Les combats des Hauts de Meuse et de la Woëvre", page 273.
[12] L'Ajoie, *Elsgau* en allemand, est la dénomination de ce petit pays situé en Helvétie, aux confins de la France est de l'Alsace.



Au bois d'Ailly ou au Bois Brûlé, début 1915, soldats français entourant des prisonniers allemands. (Fonds privé G.V.)



Dans les tranchées de la forêt d'Apremont, mi 1915. (Fonds privé G.V.)



Monument aux morts de la Grande Guerre dans le cimetière de Porrentruy, canton du Jura, Suisse. Sur cette face apparaît le nom d'Alcibiade Barré.
(Fonds privé A.B.).

RAPPELER À JAMAIS L'ENNEMI
LA REPRÉSENTATION DU SOLDAT ALLEMAND
DANS LES VITRAUX COMMÉMORATIFS BRETONS

Par Jean-Yves COULON

Avec l'apparition de techniques nouvelles en matière d'imprimerie, d'édition, de photographie, de cinéma …, les guerres franco-allemandes ont été représentées par une floraison d'images sans précédent. Les cartes postales, les images d'Epinal, les caricatures, les affiches, les photos ont été, pour la France, de grands vecteurs illustrés destinés à un public populaire avide non seulement de lire la guerre, mais surtout de pouvoir la voir. Des journaux comme *L'Illustration*, *Le Miroir*, *Le Petit Parisien illustré* ou encore *Le Pèlerin* furent des supports importants pour la diffusion des photographies prises aussi bien par des professionnels engagés par l'armée que par des amateurs échappant à la censure.

Mais les images mécaniques ne sont pas les seules à avoir montré la guerre. Les peintres et les illustrateurs, qui avaient pour charge de représenter la guerre au XIX^{ème} siècle, continuent de la peindre, de la graver et de la croquer.

Dans le domaine des arts graphiques, les nouveautés, lors de chaque conflit franco-allemand avec son lot d'inhumanités et de violences, vont amener les peintres verriers à renouveler l'iconographie religieuse de ce catéchisme à ciel ouvert qu'était depuis des siècles le vitrail religieux.

On voit ainsi apparaître dans les églises de la moitié nord de la France, après la guerre de 1870, des vitraux rappelant ce conflit, puis, après 14-18, sur l'ensemble du territoire, les vitraux commémoratifs et enfin, après 39-45, dans des lieux ciblés, quelques rares représentations d'événements marquants de la seconde guerre mondiale (camps de prisonniers ou d'extermination, bombardements, débarquement).

Mais qui dit guerre, dit ennemi. L'ennemi, en l'occurrence l'Allemand, a-t-il été représenté dans les vitraux ? Si oui, sous quel aspect ?

GUERRE DE 1870-1871

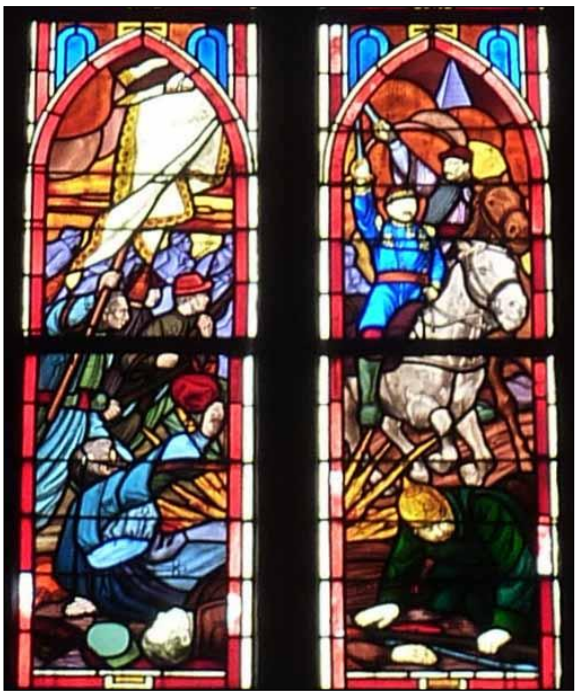
Dans les toutes premières semaines de la guerre de 1870 déclarée avec légèreté par la France, le 19 juillet, il n'y a pas trop, dans la presse française, d'outrances langagières à l'égard de l'ennemi. Très vite cependant, c'est à dire dès la fin août quand la guerre tourne rapidement à l'avantage des forces prusso-allemandes, l'assimilation de l'ennemi au « barbare » se déchaîne un peu partout (dans la presse, la caricature, les chants …). Dans la *Revue des Deux Mondes* d'octobre 1870, A. Barbier déclame, dans un de ses poèmes intitulé « Devant l'ennemi, les fils des Huns » :

Ce sont bien eux toujours, avec leurs mains avares,
Leurs yeux rusés, leurs instruments de feu,
Toujours des ravageurs farouches, des barbares
Frappant partout gens et choses de Dieu

Début septembre, Napoléon III est vaincu et capitule à Sedan. La République est proclamée et un gouvernement de défense nationale est mis en place. Mais les forces ennemies progressent toujours et encerclent Paris. Gambetta rassemble en hâte tous les combattants, équipements et armements qu'il peut trouver et constitue la 1ère armée de la Loire. Au même moment, en Italie, Garibaldi investit Rome. Les zouaves pontificaux, majoritairement composés de Français sous le commandement du lieutenant-colonel Athanase de Charrette qui, depuis dix ans, étaient le bras armé des catholiques

défendant le pouvoir temporel du Pape, étaient écrasés par les troupes italiennes partisanes de l'unité nationale. Contraints de quitter la ville éternelle, ils débarquent dans une France en guerre. De Charrette obtient du gouvernement de la Défense nationale d'aller combattre l'ennemi avec ses hommes qui sont bien aguerris, les zouaves pontificaux avec leur uniforme si caractéristique devenant la légion des Volontaires de l'Ouest pour ménager les susceptibilités. L'heure étant au patriotisme et à l'union nationale, le clergé français, et tout particulièrement celui de l'ouest plus attaché à la monarchie qu'à la République, bat le rappel pour que les chrétiens de la « Fille aînée de l'Eglise » s'enrôlent dans la légion des Volontaires de l'Ouest. Sous la bannière du Sacré-Cœur et sous le commandement de de Charrette et du général de Sonis ils combattront héroïquement les troupes prussiennes, par exemple à Loigny, début décembre 1870, ou encore à Yvré-l'Evêque, début janvier 1871. Malgré la défaite, ces faits d'armes ont profondément marqué les esprits, tout particulièrement les communautés paroissiales et le clergé de l'Ouest. Aussi, à l'identique des épisodes de la chouannerie en Vendée et en Anjou, nombre de curés eurent alors à cœur de garder le souvenir de ces combats sous forme de vitraux rappelant les lieux (Loigny, Patay, Yvré-l'Evêque), les hommes (de Charrette, de Sonis, les zouaves) mais aussi l'ennemi. On assiste là, dans l'art du vitrail, au début du renversement de la sacralité par l'introduction d'épisodes militaires éloignés des traditionnelles scènes bibliques, d'épisodes dogmatiques ou de vies de saints.

À Saint-Martin-des-Champs, dans le Finistère, par exemple, dans la baie du transept droit de la chapelle de la Salette, un vitrail retrace une scène de bataille conduite par un officier, la poitrine couverte de médailles « *fidei et virtute* » dite de Mentana, sabre au clair sur un cheval blanc. Au milieu d'explosions, un bataillon de Volontaires de l'Ouest avec bannière du Sacré-Cœur au vent monte à l'assaut. En partie inférieure du vitrail, un zouave qui a perdu son képi gît à terre près d'un autre blessé qui tend son képi rouge et d'un Prussien agenouillé, casque à pointe sur la tête.



SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS (Finistère)

Le *pickelhaube*, ce fameux casque à pointe conçu par le roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse en 1842, qu'Edmond de Goncourt désigne dans son *Journal* à la date du 7 novembre 1870 de « ***casque classique prussien, au paratonnerre à l'aigle éployé*** », est, au soldat allemand, ce que le pantalon garance est au soldat français : un équipement repérable de loin. Constitué de cuir bouilli cerclé de fer,

il est recouvert d'un vernis noir avec des garnitures en métal blanc ou jaune selon les régiments. Le modèle entièrement métallique est destiné aux cuirassiers.

Ce simple casque permet d'identifier le soldat qui le porte au premier coup d'œil. Ainsi, la pointe peut être cannelée ou non ; si c'est une boule, l'homme est dans l'artillerie. La plaque frontale, elle, est différente selon les *Länder* (les États) : ainsi la Bavière est représentée par un lion, la Prusse par un aigle, etc. Depuis août 1870 cet attribut devient, par sa limpidité identitaire, indissociable de la vision française de l'ennemi.



LONGUEVILLE (Manche)

De la même manière, à Saint-Etienne-de-Mer-Morte, en Loire-Atlantique, un médaillon de la partie inférieure du vitrail du Sacré-Cœur de l'église Saint-Cyr représente le contact entre des Volontaires de l'Ouest emmené par de Sonis, sabre à la main, et des hommes de l'armée prussienne avec, à terre, sous les pieds de de Sonis et devant lui, deux cadavres de Prussiens.



SAINT-ÉTIENNE-DE-MER-MORTE (Loire-Atlantique)

Aussi dérisoire cet attribut puisse-t-il aujourd'hui paraître, il a dans l'atmosphère de la guerre brusquement contribué à modifier les représentations françaises des Allemands. Avec brutalité, il a aussi nourri un imaginaire durable dont les échos se perpétueront pendant plusieurs décennies, notamment pendant et immédiatement après la Grande Guerre.

GUERRE 14-18

Si le poilu apparaît fréquemment dans diverses attitudes dans les vitraux commémoratifs relatifs à cette guerre, les scènes où apparaissent des soldats allemands ne sont guère fréquentes.

Le peu de représentations des Allemands est révélateur des consciences de l'époque. L'ennemi n'a nul droit à la pitié. Les soldats français sont toujours présentés du côté du Droit de l'Église. « ***Cette guerre est la lutte des peuples désireux de se libérer contre le militarisme et l'impérialisme […] C'est ainsi que cette guerre atroce peut devenir une guerre sainte.*** »[1] Les poilus deviennent alors des croisés dans une guerre menée contre les hérétiques.

En août 14, quel que soit le parti, des catholiques aux socialistes, des républicains aux partisans de l'Action française, la même phrase, formulée en termes identiques, est répétée à l'envi : cette guerre vise à « défendre la civilisation ». (« ***La guerre sainte de la civilisation contre la barbarie*** » titre le journal *Le Matin* du 4 août 1914).

Ce qui, en 1870, a été considéré comme une gesticulation rhétorique désespérée face à la passivité des autres États européens d'alors, est devenu, en 1914, l'expression d'un rapport de force politique. En effet, l'Empire allemand avait déclaré la guerre à la Russie et à la France, avait bafoué la neutralité belge et envahi la France. L'Angleterre avait fini par entrer en guerre aux côté de la France et stigmatisait également les Allemands, les qualifiant de « Huns » et de « barbares » qui n'avaient aucun respect pour le droit des gens.

Compte-tenu de ce front anti-allemand, l'opposition entre « civilisation » et « barbarie » était bien plus crédible et plus facile à propager qu'en 1870. Au cours des années de guerre, cette opposition fut illustrée par une masse d'écrits de propagande, d'éditoriaux, de poèmes, d'images les plus diverses (cartes postales, caricatures, affiches …).



Affiche d'Abel Faivre, 1915

En France on n'a jamais fait le distinguo entre dirigeants et peuple allemand. Bien au contraire. Les représentations figurées de l'ennemi étaient marquées par une tendance nette à montrer chaque homme politique, chaque officier, chaque soldat ennemi comme participant de la « barbarie ».

[1] Jean-François SIRINELLI, *Intellectuels et Passions françaises*, Paris, Fayard, 1990, p.39.

L'insulte courante de « boche » (ou de ses nombreux dérivés[2]) pour qualifier les Allemands, avec ses connotations de « bestial », « dégoûtant », « lâche » et « sournois », en est une illustration.



Graine de Boche. « On dit que nous sommes foutus » Carte postale, début 1915

La Grande Guerre ayant introduit une dimension ethnique et anthropologique dans la définition de l'ennemi et son assimilation à un barbare, l'antagonisme ne pouvait être qu'irréconciliable et permanent. Ce n'était donc pas son histoire, ni les structures de sa société, mais sa « race » qui transformait l'ennemi en « barbare ». Toutefois, précisons-le, il ne s'est jamais agi de racisme nationaliste comme ce le sera quelques années plus tard. Il s'agissait d'affirmer le principe du caractère irréconciliable de la haine entre Français et Allemands. C'était particulier patent chez les catholiques qui, à la place d'un antagonisme racial faisait valoir un antagonisme spirituel :

« ***On invoque l'antagonisme des races, généralisation facile et vide sens. Germains contre Gaulois. Cette constatation qui satisfait les badauds de la pensée a contre elle toutes les données de l'anthropologie historique … Il y a l'âme. Il y a la conscience humaine … Les uns se rapprochent de Dieu, les autres des démons … Revenons, de grâce, au principe spirituel qui seul donne un but à la vie et une signification à nos agissements sur la terre. Et c'est à ce point de vue que les Allemands se distinguent radicalement des Français***. »[3] Dans la version chrétienne, le barbare était le païen, l'ennemi de la chrétienté et de l'Église, le destructeur acharné d'édifices religieux (un nombre important de vitraux commémoratifs ont pour arrière plan la cathédrale de Reims en flammes ou des villages dévastés avec leur église en ruines). « ***2.300 églises sont tombées au champ d'honneur*** » rapporte le *Bulletin de*

[2] Pas moins de 25 recensés par Nelly Blanchard dans la seule correspondance de guerre de l'abbé Jean-Marie Conseil, *Un chouan dans les tranchées. Jean-Marie Conseil, prêtre breton au front (1914-1916*, Presses Universitaires de Rennes, 2017, présentation Nelly Blanchard, p.18.

[3] « L'âme française », *La Croix*, 26 octobre 1914.

l'œuvre des campagnes de décembre 1916. « ***Quand on les relèvera, nous demandons qu'on mette au-dessus de la porte d'entrée la croix de guerre avec palme.*** »

La victoire venue, la représentation de l'ennemi dans les vitraux revêt deux aspects : l'allégorie dans les lieux publics (hôtels de ville par exemple), le soldat allemand dans les édifices cultuels.

La figure allégorique la plus utilisée dans les caricatures et dans la sculpture, très rarement dans le vitrail, est l'aigle allemand, soit foulé aux pieds du poilu comme dans les monuments aux morts dotés de la statue acheté sur catalogue (par exemple à Saint-Samson-en-Rohan dans le Morbihan), soit transpercée par l'épée comme sur le monument aux morts de Rethondes (Oise) ou celui de La Couarde-sur-Mer (Charente-Maritime), soit surmontée de la Victoire casquée avec armure comme dans le vitrail de la mairie de Bois-Guillaume (Seine-Maritime).



BOIS-GUILLAUME (Seine-Maritime), Hôtel de Ville

Dans les églises, la figure de l'ennemi dans le vitrail a du mal à s'éloigner de l'image traditionnelle du Prussien avec casque à pointe comme à la chapelle de Ty Mamm Doué de Kerfeuteun dans le Finistère, à Saint-Michel-Chef-Chef ou encore Le Gavre en Loire-Atlantique.



QUIMPER (Finistère), Chapelle Ty Mamm Doué



SAINT-MICHEL-CHEF-CHEF (Loire-Atlantique)



LE GAVRE (Loire-Atlantique)

Comme pour l'armée française avec l'arrivée du casque Adrian à la place de la bourguignotte, l'armée allemande, en 1916, abandonne le casque à pointe et le remplace par le *Stalhelm* en acier, casque que les verriers français, s'inspirant de la photographie et de la gravure, reprendront dans leurs cartons pour représenter l'ennemi. À Plouézec, dans les Côtes d'Armor, le vitrail commémoratif possède une lancette qui illustre l'assaut, en 1918, de poilus casqués baïonnette au fusil s'apprêtant, appuyés par un char Renault et l'aviation, à un violent corps à corps au milieu d'explosions avec des soldats allemands coiffés de ce casque de combat.



PLOUEZEC (Côtes d'Armor)

À Jugon-les-Lacs, le même verrier, le parisien Gabriel Léglise, rappelle, dans une composition limpide, que les souffrances et la mort héroïque des glorieuses victimes de la paroisse dont les portraits ont été rassemblés en partie supérieure symbolisant le ciel de ce superbe vitrail, sont dues à la brutalité militaire allemande. Derrière la Vierge, invoquée pour son intercession, passerelle entre le temporel et le spirituel, un bataillon de soldats allemands casqués s'apprête à subir la défaite : les uns levant déjà les bras pour se rendre, d'autres se défendant avec la crosse de leur fusil, deux d'entre eux restant agenouillés près de leur mitrailleuse.



JUGON-LES-LACS (Côtes-d'Armor)

Le verrier pour ce dernier détail s'est manifestement inspiré pour dessiner son carton de l'illustration de la une d'un périodique allemand à grand tirage de l'époque, l'*Illustrirte Zeitung* de Leipzig, mainte fois reproduite dans la presse française comme parfait exemple « ***de composition brutale agressive à l'œil respirant la haine et la menace*** ».





Si l'iconographie est la caractéristique première du vitrail figuratif, elle n'est cependant pas unique pour désigner l'ennemi. Dans un corpus de quelques 2.500 vitraux commémoratifs de la Grande Guerre recensés en France à ce jour[4] par l'auteur du présent article, l'un d'eux tranche par son originalité. Il désigne l'ennemi sous forme littérale gravée dans le verre. Dans l'église de Combourtillé en Ille-et-Vilaine, à proximité du chœur, un vitrail représente un Sacré-Cœur en pied et, agenouillée devant lui, la religieuse propagandiste de son culte, la visitandine Marguerite-Marie Alacoque. Devant cette religieuse, posé ouvert sur le sol, un livre où l'on peut lire : sur la page de gauche, le nom du verrier et la date de création : « ***A. Alleaume, peintre verrier à Laval, Mayenne, 1917*** »; sur la page de droite la phrase suivante : « ***Courage, confiance nous les aurons les sales boches***. » On a ici l'illustration, sous une autre forme, de ce mélange de profane et de sacré apparu avec les vitraux commémoratifs de la guerre de 1870 : une déclaration explicite et sans équivoque de ce qui attend l'ennemi, *a priori* étonnante dans une maison de Dieu.

[4] Dont 132 dans 80 édifices religieux différents des cinq départements bretons.





COMBOURTILLÉ (Ille-et-Vilaine)

Mais entre les discours de ceux de l'arrière qui ne sont pas directement confrontés à l'ennemi et ce que rapportent les correspondances de soldats ou les journaux de tranchées, les visions et interprétations respectives de la guerre sont bien différentes. Les soldats du front, même les plus lettrés d'entre eux, ne s'attardent guère, par exemple, sur des notions telle « la défense de la civilisation » venues d'en haut. La solidarité sociale prime la défense de l'identité nationale. Certes, après la guerre, les termes « boches » et « barbares » pour désigner l'ennemi continueront à être largement utilisés jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, car la démobilisation mentale tarde à venir après l'Armistice. Mais, pour reprendre les termes de Michael Jeismann ces termes perdurent « ***seulement comme résidus d'une conscience nationale sans plus avoir de fonction effective. Voilà donc comment, du côté français l'on tourna la page du combat entre la « barbarie » et la « civilisation ». On ne peut qu'éprouver de l'amertume en constatant que ce n'est qu'au moment où ces fantasmes politiques et nationaux commençaient à s'estomper en France et l'idée de « barbare » à être moins influente, qu'on allait assister à leur mise en pratique par les Allemands*** »[5].

GUERRE 39-45

« ***Encore une que les Boches n'auront pas*** » peut-on encore entendre aujourd'hui dans certaines familles françaises lorsqu'a été bue une bonne bouteille.

L'extrême longévité du terme s'inscrit dans une incontestable continuité caractérisée cependant, surtout à partir de la montée des périls du national socialisme, par un renforcement, dans un sens plus brutal, de sa connotation ethno-raciale.

Comme lors de la Grande Guerre, là encore les multiples dérivés de la désignation traditionnelle de l'ennemi fleuriront rapidement dans la société française pendant toute la durée de l'Occupation. Mais, à l'heure de la reconstruction, après la capitulation allemande, les mentalités changent. Dans l'iconographie du vitrail commémoratif également. Alors que de nombreux faits locaux seront immortalisés dans le verre (bombardements urbains, actes de résistances, débarquement et arrivée des alliés américains, périple post-guerre de Notre-Dame de Boulogne …), les rappels explicites de l'ennemi vont se faire très rares. Seulement deux exemples en Bretagne.

Dans l'église de Férel, dans le Morbihan, le verrier a représenté un soldat allemand en arme conduisant des prisonniers de guerre français au travail.



FÉREL (Morbihan)

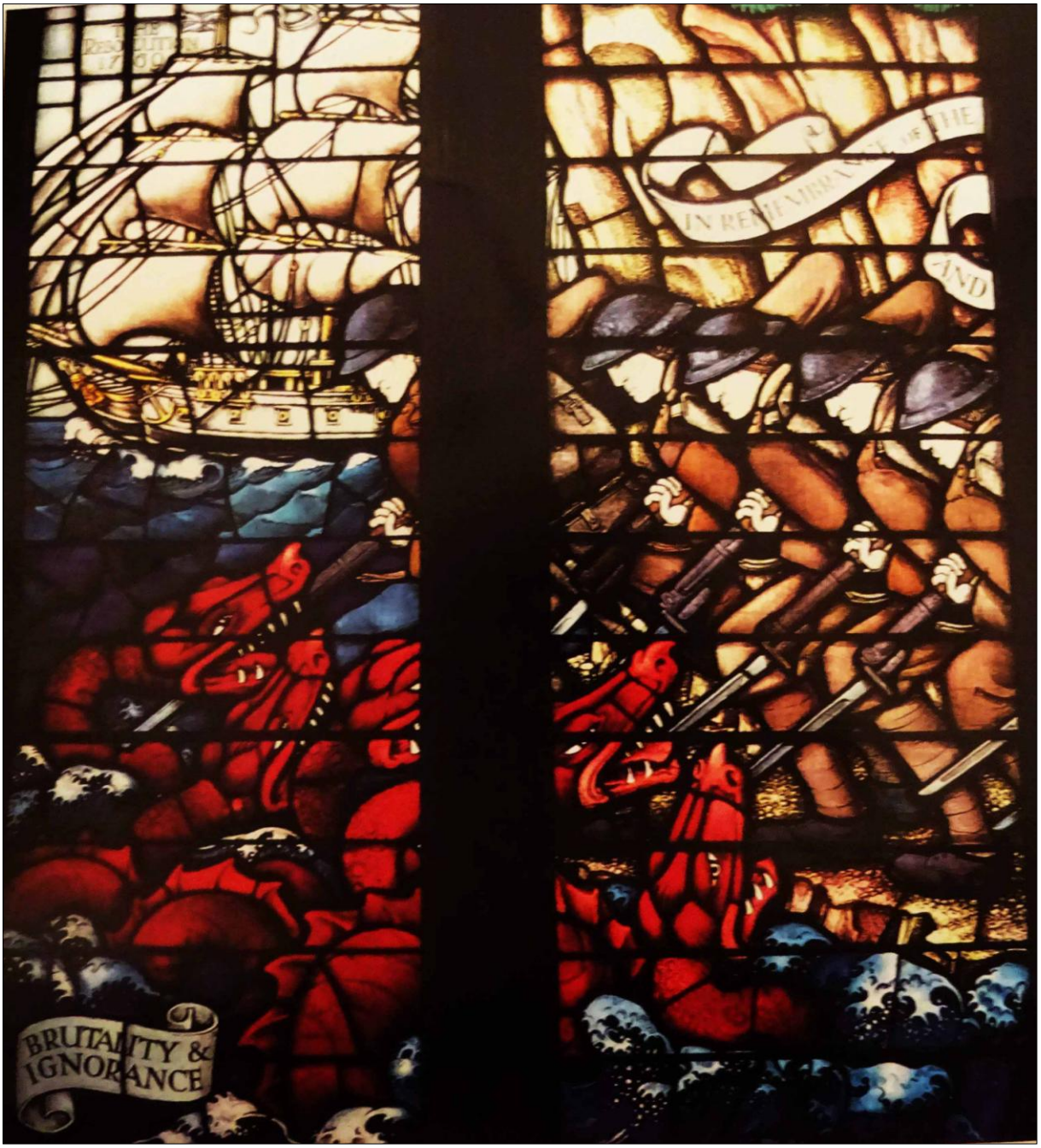
[5] Michael JEISMANN, *La patrie de l'ennemi. La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918*, Paris, C.N.R.S. Éditions, 1997, pp.318-319.

À Guignen, en Ille-et-Vilaine, deux vitraux rappellent la déportation et la captivité : l'un consacré au jeune jociste Marcel Callo debout devant une des baraques du camp de Mauthausen où il allait mourir, l'autre représentant trois prisonniers en pyjama rayé et en sabots devant des bâtiments emblématiques d'un camp de concentration : les baraquements des captifs et, à proximité, les fours crématoires avec leurs funestes fumées comme témoignage de la barbarie nazie.



GUIGNEN (Ille-et-Vilaine)

Plus jamais cela !



À l'étranger aussi, dans les pays alliés pendant la Grande Guerre contre l'Allemagne, se trouvent de nombreux vitraux commémoratifs dénonçant la sauvagerie des soldats ennemis ; les combattants du Droit et de la Civilisation sont du même coup exempts de reproches dans leur lutte contre « la Bête ». Ici, le très beau vitrail de la chapelle du* Canterbury College *à Christchurch, en Nouvelle Zélande. (Fonds privé J.Y Coulon)

DÉCOUVERTES ET FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES SUR OU DERRIÈRE LE FRONT ALLEMAND EN LORRAINE 1914-1918

Par Jean-Claude LAPARRA

Durant la Grande Guerre, la réalisation de fortifications de campagne, de positions ou d'aménagements conduisent à la mise au jour de sites archéologiques ou simplement de trouvailles. Donnant lieu quelquefois à des fouilles, des observations et, éventuellement, des exploitations, ces découvertes constituent un vaste sujet à l'étude duquel participent quelques contributeurs.

Cette étude avance pas à pas, marquée par le recueil progressif d'informations, et trois pistes entre autres sont actuellement ouvertes. La première est relative à des clichés pris à Montmédy (Meuse) en 1917 par le directeur du musée municipal de Metz (Moselle)[1]. Classés maintenant dans cet établissement devenu le « Musée de la Cour d'Or », ils représentent des fragments de sculptures d'origine romaine. La seconde concerne une villa gallo-romaine, attestée à Velosnes (Meuse), peut-être au lieu-dit La Romanette. Ce site, fouillé en 1935, aurait déjà fait l'objet de travaux archéologiques entre 1914 et 1918 et il existerait un dossier correspondant aux archives fédérales allemandes à Fribourg-en-Brisgau (cote RH 18/354). La troisième piste a ouvert depuis avril 2017 une collaboration avec l'archéologue allemand Siegmar von Schnurbein, ancien directeur de la *Römische Germanische Kommission*[2] en vue de rechercher l'origine de trouvailles : une statuette de la déesse Diane, en bronze, longue de 0,25^{m}, et deux autres articles. Pendant une période inconnue, ces trois objets, sans doute dégagés au cours de travaux, peut-être à Mulcey (Moselle) ou dans les environs, ont été conservés par le capitaine August Helwig (1863- ?), affecté au 2ème bataillon de *Landsturm*[3] de Passau (République fédérale d'Allemagne).

Cette étude a déjà donné lieu à des publications destinées à faire connaître les résultats des recherches et constituant ainsi des rapports d'étape[4].

À titre personnel, l'auteur inscrit sa participation à cette étude dans le cadre de ses recherches sur l'organisation et le fonctionnement de l'armée allemande, en particulier lorsque des unités sont en ligne sur le front ou lorsqu'elles stationnent dans l'arrière-front, ce qui confère à ces recherches - évidemment - un angle d'approche original.

En Lorraine, du côté allemand, les travaux effectués sur des lieux de découvertes de type archéologique donnent l'impression, dans certains cas, d'être assez méthodiques, en dépit des circonstances, de l'environnement où ils se situent et du personnel utilisé à ces occasions. Dans cette région encore, un directeur de musée, spécialisé en épigraphie et possédant des compétences en

[1] Bte 84 - KM 84.1-84.11 *Römischen Steinfunde aufgenommen in Montmedy, 7.Dezember 1917*.

[2] « Commisssion germano-romaine », département s'occupant de la période romaine en Germanie et dépendant de l'Institut d'archéologie de Francfort-sur-le-Main.

[3] Les unités de *Landsturm*, correspondant à celles de Territoriale dans l'armée française, ont un recrutement composé, pour l'essentiel, de réservistes appartenant aux classes les plus anciennes.

[4] - « Découvertes archéologiques pendant la Grande Guerre en Alsace », « Karl Sebastian Gutmann (1854-1931) », « Georges Houry (1875-1959) : un archéologue lorrain en exil et une collection archéologique détruite pendant la guerre », « L'archéologie pendant la Grande Guerre en Lorraine », « Johann Baptist Keune […], un archéologue sur le front lorrain », etc., dans *À l'Est, du nouveau ! Archéologie de la Grande Guerre en Alsace et en Lorraine*, Sous la direction de Bernadette SCHNITZLER et de Michaël LANDOLT. En collaboration avec Stéphanie JACQUEMOT, Jean-Pierre LEGENDRE et Jean-Claude LAPARRA, Éd. des Musées de Strasbourg, 2013.

- LANDOLT M., SCHNITZLER B., LAPARRA J.-C., MOUROT Franck, LEGENDRE J.-P.., « Des tranchées aux musées : l'archéologie pendant la Grande Guerre en Alsace et en Lorraine », in situ *Revue des patrimoines*, n° 23/2014.

- LANDOLT M., SCHNITZLER B., LAPARRA J.-C., MOUROT F., avec la collaboration de LEGENDRE J.-P., « L'archéologie pendant la Grande Guerre en Alsace et en Lorraine », dans NIVET Philippe (dir.), *La Grande Guerre des archéologues*, Dijon, Éd. Universitaires de Dijon - Collection Histoires, 2017 (Actes du colloque *Archéologues en guerre[s]. Archéologues et historiens de l'art dans la Grande Guerre*, Amiens 2016).

archéologie, intervient sur les lieux de quelques-unes de ces découvertes : le Pr. Dr. Johann Baptist Keune (***figure 1 dans le cahier annexé à la fin de l'article, page 72***).

En plus de lui, il y a d'autres intervenants qui, lorsqu'ils ne sont pas des archéologues, ont néanmoins une formation les rendant sensibles à la problématique de la sauvegarde des témoins matériels de l'histoire. Certaines découvertes dont s'occupent Keune et les autres font quelquefois l'objet de relevés ainsi que de documentations photographiques, et les informations correspondantes sont parfois diffusées à travers des publications, dont quelques-unes sont même postérieures au conflit. Après une présentation du rôle de Keune et d'autres intervenants, ainsi que du cadre dans lequel ils travaillent, cette communication va établir un bilan rapide de ces découvertes et des éventuelles fouilles correspondantes.

Keune, le *Kunstschutz* et les experts du patrimoine artistique

Johann Baptist Keune (1858-1937), directeur du musée de Metz de 1899 à 1918[5], trop âgé en août 1914 pour être mobilisé, reçoit en décembre de cette année, du commandement de la région fortifiée de Metz, une mission de responsable du « Service de protection des œuvres d'art et des biens culturels » (*Schutzverwahrung von Kunst- und Kulturwerken*)[6] (***fig. 2, page 72***).Il commence son activité le « 22/23 » de ce mois[7].

Ce que représente cette appellation n'est pas à proprement parler un organisme ou une administration, mais plutôt une organisation très vague, animée par de hauts responsables civils ainsi que des universitaires, et développée d'abord en Belgique puis en France. Elle correspond à l'application, par les autorités allemandes, d'un principe appelé « protection de l'art » (*Kunstschutz*) visant à sauvegarder les biens artistiques et culturels des effets des hostilités, notamment en exécution des conventions internationales de la Haye (Pays-Bas) de 1899 et 1907 (***fig. 3, page 73***).

Pour le front ouest et l'arrière-front correspondant, son fonctionnement repose essentiellement sur les services et les formations militaires. Des experts artistiques, qui sont quasiment tous des militaires - en fait le plus souvent sans doute des cadres de réserve - sont mis en place ultérieurement auprès de certains états-majors : il y en a normalement un par armée ou équivalent, affecté à l'inspection des étapes (c'est-à-dire la direction des arrières d'une armée).

Pour revenir à Keune, sa mission de sauvegarde des « œuvres d'art et des biens culturels », menacés de destruction par les hostilités, l'amène à couvrir un large territoire débordant les limites de la région fortifiée - à laquelle ont été rattachés dès 1915 deux cantons de l'arrondissement de Briey[8] (Meurthe-et-Moselle) - et même de la Lorraine annexée (la Circonscription de Lorraine devenue l'actuel département de la Moselle) : sa zone d'action attestée comprend une partie de l'arrière-front de la 5ème armée (d'Avioth/Montmédy jusqu'au sud d'Étain, dans la Meuse), celui du détachement d'armée Strantz puis C (de Warcq à la Moselle, donc dans la Meuse, en Meurthe-et-Moselle et en Moselle), du groupement de Metz et une partie de celui du détachement d'armée Falkenhausen ou B, puis de la 19ème armée (entre la Moselle et Marsal/Vic-sur-Seille, en Lorraine annexée). L'intéressé agit le plus souvent sur demande des autorités militaires, soit de l'administration militaire, soit des formations elles-mêmes ; il intervient alors avec des moyens militaires, mais en liaison avec ou par

[5] LAPARRA J.-C., « Johann Baptist Keune, directeur du musée de Metz (1899-1918), un Allemand si lorrain », *Cahiers lorrains*, ½, 2009, p. 22-37. Lire aussi DEMAROLLE Jeanne-Marie, « Des vestiges et des hommes : un siècle d'archéologie mosellane au sein de la S.H.A.L. », *Cahiers lorrains*, ¾, 1990, p. 240, et « Petite histoire d'une grande collection : les inscriptions latines du Musée de la Cour d'Or », *Mémoires*, Académie nationale de Metz (A.N.M.), 2007, p. 22-23. [Pour la S.H.A.L., voir *infra* note 18].

[6] Sur la *Kunstschutz* et les actions correspondantes en France, voir KOTT Christina, *Préserver l'art de l'ennemi ? Le patrimoine artistique en Belgique et en France occupées, 1914-1918*, Bruxelles, PIE Peter Lang S.A., 2006.

[7] « Im Kampfgebiet zwischen Maas und Mosel Kriegsarbeit des Museum zu Metz von Museumsdirektor J. B. Keune, K. Professor », *Zwischen Maas und Mosel*, [*Feldzeitung der Armee-Abteilung Strantz*], Nr. 22 15.Oktober 1916.

[8] L'essentiel des deux cantons est sur les arrières de la 5ème armée, mais la région de Briey est à la fois sur ceux de la 5ème armée et du détachement d'armée Strantz ou C.

l'intermédiaire de l'administration civile de la Circonscription de Lorraine, représentée par le sous-préfet de Metz (celui-ci l'accompagne souvent dans ses tournées dans l'arrière-front allemand). Il parcourt son territoire et, soit donne des conseils pour sauvegarder sur place des œuvres, soit fait procéder à des transferts à Metz lorsque les circonstances le permettent. Au cours de ses tournées sur le terrain, il visite également des sites - sur le front ou derrière celui-ci - où ont été réalisées des découvertes fortuites, qui ont parfois donné lieu à de véritables fouilles archéologiques[9]. Il consigne ses visites et ses observations dans des carnets.

Dans son rôle de sauvegarde du patrimoine lorrain au sens large, Keune agit en collaboration avec Aloys Ruppel (1882-1977), directeur intérimaire des Archives impériales de Lorraine (les actuelles Archives départementales) avant la guerre [10]. Pendant le conflit, Ruppel accomplit une tâche immense pour la protection des archives et aussi de certains objets vus à l'occasion de ses opérations de sauvegarde. Néanmoins, il n'est pas possible de lui attribuer un rôle en ce qui concerne les découvertes de type archéologique. En revanche, il convient de mentionner deux experts pour le patrimoine artistique, dont le rôle est parallèle à la mission reçue par Keune (ou en est complémentaire).

Le premier est le sous-lieutenant de réserve Heribert Reiners (1884-1960), affecté en 1916 à la 56ème section motorisée de canons antiaériens (K-Flak 56 pour *K[raftwagen]-Flak-[Zug] 56*), qui enseignait l'histoire de l'art et l'archéologie, en tant que maître de conférences à l'université de Bonn ; en septembre 1916, il prend les fonctions d'expert attaché à l'inspection des étapes de la 5ème armée à Montmédy. Il commence ses activités par l'établissement d'un état des richesses artistiques se trouvant dans sa zone de responsabilités. Il constate que, mis à part le musée municipal de Montmédy, dont les collections sont préservées à la mairie, et le musée de Longwy (Meurthe-et-Moselle), détruit lors du siège d'août 1914, aucune collection publique ne se trouve dans son secteur. En revanche quelques collections privées présentent un intérêt. À noter que les tableaux du peintre Jules Bastien-Lepage, qui se trouvaient dans son atelier à Damvillers (Meuse) et avaient été ramenés à Montmédy à la demande d'un administrateur civil affecté à l'inspection des étapes de la 5ème armée, établie justement dans cette ville, ont été transportés à Metz par Keune, sur demande de Ruppel, avant que Reiners prenne ses fonctions[11] (***fig. 4, page 73***).

Des œuvres qu'il a recensées sont retirées de l'endroit où elles se trouvent et sont transférées vers des lieux plus en arrière, à Montmédy, Écouviez et Stenay (Meuse). En revanche, il est sans doute possible de mettre au crédit de Reiners le sauvetage de la statue en bronze de Rodin qui ornait la tombe de Bastien-Lepage à Damvillers : elle aurait dû partir en Allemagne pour être fondue, mais fut retrouvée à Metz, stockée discrètement, après la fin de la guerre.

---

[9] KEUNE J. B., *L'activité du musée de Metz liée à la guerre* (*Kriegsarbeit des Museums zu Metz*, Metz, Buch- und Steindruckerei Paul Even, 1916). Voir aussi BARDIES-FRONTY Isabelle, COLLANGES Françoise, LAPARRA J.-C., LEGENDRE J.-P., *De la frontière au front, un point de vue allemand - Campagne photographique 1914-1917*, Catalogue d'exposition, Metz, Musées de la Cour d'Or, 2003.

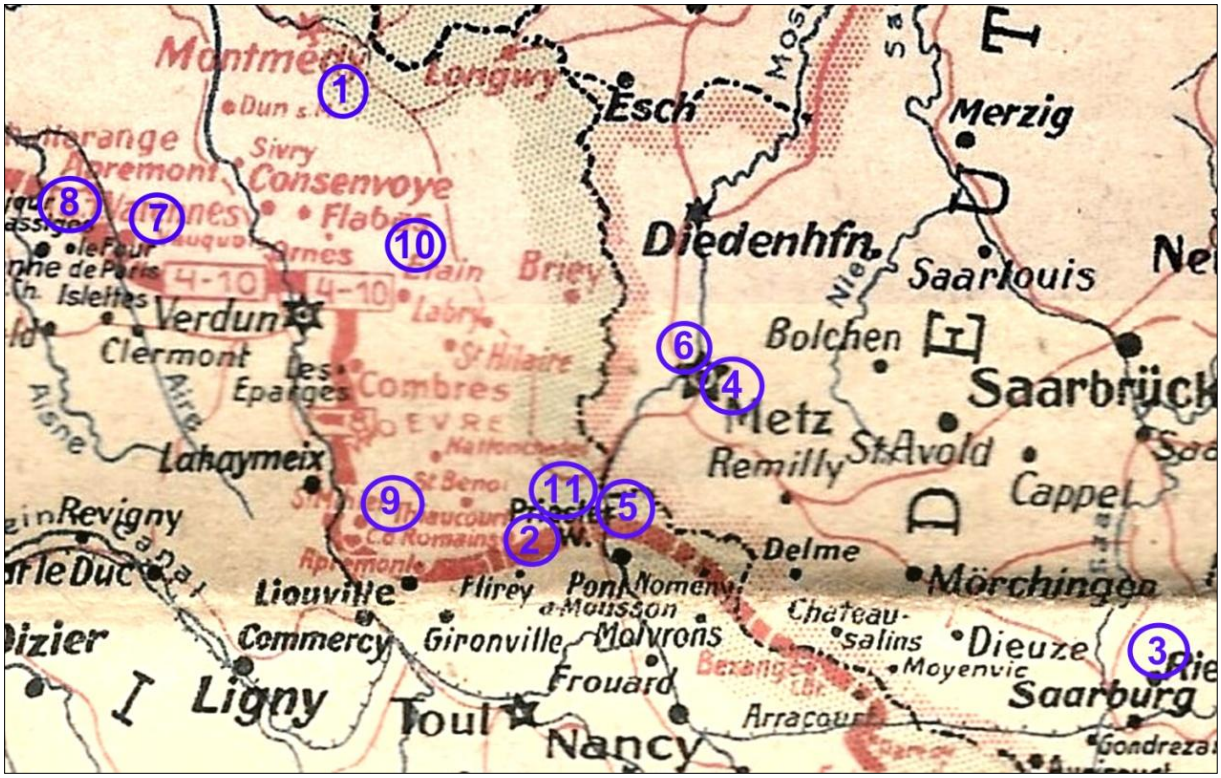
[10] Sous-lieutenant de réserve au 144ème régiment d'infanterie (garnison de temps de paix et dépôt : Metz) ; il participe à la bataille des frontières, gagne la Croix de fer de IIème classe à Xivry-Circourt (Meurthe-et-Moselle), le 24 août 1914, et combat dans la région de Verdun (Meuse). Retiré du front pour raison médicale et renvoyé au dépôt de son régiment, il reçoit le 26 janvier 1915, du président de Lorraine (l'équivalent du préfet de la Moselle), subordonné au commandement de la région fortifiée de Metz en raison de l'état de siège, de veiller à la protection des archives des territoires occupés et placés dans une situation de pré-annexion. La zone parcourue par Ruppel va en fait de Montmédy à Cirey-sur-Vezouze (Meurthe-et-Moselle). Son activité, visant normalement les archives administratives, s'étend aux archives privées et paroissiales ainsi qu'à des bibliothèques. Il est secondé par un secrétaire d'archives lorrain, Jean Christophe Christiany, et par un auxiliaire d'archives, Albert Pfeiffer, originaire de Spire, détaché de son unité militaire de Metz le 15 novembre 1915. Pour le détail des activités de Ruppel, lire SKORKA Line, « Guerre et protection des archives », dans NAUROY Gérard et LAPARRA J.-C. (dir.), *Metz De l'Allemagne à la France, Mémoires de la Grande Guerre*, A.N.M./Thionville, G.Klopp éd., 2015, p. 241-252. Pour le sauvetage de la bibliothèque de Saint-Mihiel, voir KEUNE J. B., *Kriegsarbeit des Museums zu Metz*, supra note 9.

[11] Correspondance *Metz, den 4.April 1916. Der Archivdirektor Dr Ruppel / Herrn Museumsdirektor Professor J. B. Keune Metz*. Musée de la Cour d'Or - Metz Métropole, Fonds Keune.

Dès octobre 1916, le kronprinz impérial, qui commande la 5ème armée, met en place à son échelon des mesures préventives en faveur du patrimoine artistique, sans doute inspirées par Reiners. Elles anticipent les directives générales pour l'armée allemande publiées le 14 février 1917 dont elles sont sans doute à l'origine. En l'absence de chefs-d'œuvre susceptibles de servir de gages, Reiners réunit à Écouviez des statues et des objets d'art de qualité provenant d'églises détruites. C'est là que l'on sent qu'il y a des interprétations différentes du *Kunstschutz* : Reiners s'oppose vainement au transfert des objets à Sedan (Ardennes), au dépôt d'œuvres de la 4ème armée, peut-être en vue d'une future saisie, alors qu'il aurait préféré les conserver au musée de Montmédy, sous sa propre surveillance. Dans son rôle tel qu'il le conçoit, Reiners fait aussi des conférences de sensibilisation au patrimoine artistique et organise un inventaire photographique des monuments de la région. En mai 1917, à la suite de la découverte de vestiges gallo-romains, à Senon (Meuse), il dirige les fouilles dont l'exécution est confiée à Friedrich Drexel.

Le second est Ludwig Burchard (1886-1960), historien de l'art, mobilisé dans l'artillerie, ce qui ne l'empêche pas de soutenir sa thèse sur les eaux-fortes de Rembrandt en 1917, année où il est nommé expert du patrimoine artistique auprès du commandement de la région fortifiée de Metz (et pour le secteur du front dépendant du groupement de Metz ainsi que pour les deux cantons rattachés). Dans son poste, Burchard doit collaborer avec Keune et Reiners. Toutefois, la répartition des tâches entre ces trois responsables est ignorée. Il pourrait avoir été chargé de faire des expertises sur les objets en métal destinés à être réquisitionnés, notamment les garnitures des meubles lorrains dont il préconise la préservation. Keune et Burchard ne semblent donc pas avoir le même rôle. Néanmoins, la confusion est d'autant plus grande que, d'une part, Keune effectue des circuits dans le ressort de la 5ème armée et ses itinéraires le conduisent jusqu'à Avioth, au nord de Montmédy, d'autre part, en 1917, il a dû être fort pris par la préparation de l'Exposition de guerre de Metz, ce qui pourrait avoir eu une influence sur le fonctionnement du *Kunstschutz* et expliquer la nomination de Burchard[12]. À noter aussi qu'en mai 1917, un troisième dépôt pour les œuvres d'art et les archives provenant du territoire occupé (préannexé) de Longwy et Briey est organisé à Metz : il est mis en place dans un atelier de l'établissement scolaire qui est maintenant le lycée professionnel régional Louis Vincent, presque à la limite de Metz et de Montigny. Il est ignoré si c'est Burchard ou Keune qui est à l'origine de cette ouverture.

[12] Keune fait néanmoins l'objet d'une demande de concours à apporter à un correspondant de guerre qui doit, à l'instigation du kronprinz impérial en tant que commandant de groupe d'armées, faire une étude relative aux chefs-d'œuvre détruits et sauvés dans la zone de guerre. Demande formulée par l'état-major de la 3ème armée, implanté à Charleville (Ardennes), le 25 juin 1917, et transmise à l'intéressé le 27. Correspondance *Abschrift Generalstab des Feldheeres IIIb3 Hauptquartier Mezières, 25.6.1917 U. dem Gouvernement Metz* / *K. Gouvernement Metz, V 1/Z N° 1180/17*, et transmis *Metz den 27.Juni 1917, An Herrn Direktor des städt. Museums.* Musée de la Cour d'Or – Metz Métropole, Fonds Keune.



Découvertes attestées en Lorraine, sur ou derrière le front allemand, pendant la Première Guerre mondiale (D'après un extrait de : *Wöchentliche Kriegsschauplatz-Karte mit Chronik – Westlicher Kriegs-Schauplatz N^r^. 79*, 1916).

Les découvertes mineures

Ces découvertes sont connues, toutefois peu d'informations sont détenues sur elles. Quelquefois, on ne sait pas exactement où, quand et comment elles ont été faites : c'est ce qui peut être constaté, compte tenu de la manière dont elles sont présentées. Quelquefois aussi la trace de ce qui a été récupéré a été perdue, temporairement ou non. En tout état de cause, les trouvailles n'ont donné lieu à aucune exploitation ou alors à une exploitation limitée.

Dans la Meuse

Flassigny : une nécropole gallo-romaine

Dans cette commune du Nord-Meusien, le site concerné (**n° 1 sur la carte**) est localisé au lieu-dit « le Petit Bois », au sud-est du village, juste au nord du cimetière de la bourgade de Marville, le cimetière Saint-Hilaire. Dans ce lieu-dit, correspondant à une hauteur dominant Flassigny, passait un diverticule gallo-romain dont le tracé existe encore : il reliait Verdun à Gérouville, près de Meix-devant-Virton (Belgique) par Marville et Avioth.

Au début du xx^ème^ siècle, vers 1909, des ouvriers avaient déjà trouvé des tombes le long de la voie romaine. La découverte pendant la guerre a pour origine une tranchée creusée par des soldats allemands, mais à une époque et dans des conditions indéterminées. Elle traverse une nécropole et fait apparaître des sépultures encadrées de pierres. La « tradition orale » locale veut que des militaires allemands aient alors fouillé ce site. Mais il n'existe aucune attestation de la prise en compte de cette fouille par les autorités militaires allemandes. Au total 23 ou 25 sépultures auraient été décelées. Une quinzaine sont visibles et, en 1984, une a déjà été fouillée clandestinement. Une quinzaine de tombes en pierres sèches, recouvertes de dalles étaient encore visibles en 1993.

Le site est actuellement identifié comme une nécropole à inhumation et incinération : elle est gallo-romaine au moins pour les incinérations ; elle pourrait aussi dater du haut Moyen Âge et on ne sait pas sur quoi repose la qualification de « mérovingienne » qui lui est parfois attribuée.

Il n'existe aucune photo ni aucune carte détaillée concernant ce site et les fouilles évoquées.

En Meurthe-et-Moselle

Près de Vilcey-sur-Trey : une pierre tombale

Non loin de l'ancienne abbaye de Sainte-Marie-aux-Bois[13] (**n° 2 sur la carte**), sur la commune de Vilcey-sur-Trey, au nord-est du Bois-le-Prêtre a été trouvée une pierre tombale dont la représentation et la date de découverte sont inconnues. Celle-ci pourrait se situer au printemps ou au début de l'été 1917. Jusqu'à présent, il n'y a pas d'information sur la pièce mise au jour. En ce qui concerne cette trouvaille, il y a lieu de penser qu'elle a été faite à l'occasion de travaux car, dans les environs de cette abbaye, plusieurs camps – des *Waldlager* – ont été installés.

La seule attestation de cette découverte est une correspondance de l'état-major de la 44ème division de *Landwehr*[14] annonçant la livraison de la pierre au musée le 18 juillet 1917 (***fig. 5, page 74***). Il faut noter que le 93ème régiment d'infanterie de *Landwehr* (L.I.R. 93), mentionné *infra*, appartient à cette division qui est dans le secteur du Bois-le-Prêtre, sur la rive gauche de la Moselle, jusqu'en octobre de cette année.

En Lorraine annexée (Moselle)

Dans la région de Sarrebourg : une urne funéraire gallo-romaine

De cette découverte, on sait peu de choses, même pas sa localisation. Toutefois, elle est à signaler parce que celles réalisées pendant la phase de guerre de mouvement sont rares. Elle a été faite en pleine bataille des 19-20 août 1914, dans les environs de Sarrebourg (**n° 3 sur la carte**), zone des combats correspondant au secteur du 1er corps d'armée bavarois.

Il s'agit apparemment de la mise au jour d'une tombe à ciste gallo-romaine, lors de l'aménagement d'une position d'artillerie et on sait que le sauvetage est dû à un officier mort peu après. La trouvaille est une urne funéraire gallo-romaine en pierre, composée de deux éléments semi-sphériques contenant un vase et des ossements calcinés (***fig. 6, page 74***). Un dessin paru dans une revue spécialisée[15] est la seule attestation de la découverte ; néanmoins, il est ignoré si la trouvaille a été exploitée.

Autour de Metz

◆ Sur le ban communal de Coincy, au nord-ouest de la ferme de Colombey, des objets funéraires :

[13] L'église de cette abbaye est l'une des trente décrites par REINERS H. (voir *supra*) et EWALD Wilhelm, dans leur livre *Monuments artistiques entre Meuse et Moselle* (*Kunstdenkmäler zwischen Maas und Mosel*, München. F. Bruckmann AG, 1921), illustré par des dessins et des photos prises par le 15ème détachement bavarois de repérage pour l'artillerie et publié par la 5ème armée. Ewald (1878-1955) était professeur d'histoire après des études de théologie à Bonn, d'histoire, d'histoire de l'art et d'archéologie à Innsbruck (Autriche). Officier d'administration du service de santé (*Lazarettinspektor*) pendant la guerre, il est détaché dans un état-major pour être employé dans le cadre de ses connaissances en histoire de l'art (une hypothèse est qu'il était subordonné à Reiners à l'inspection des étapes de Montmédy).

[14] Division, régiment d'infanterie de *Landwehr* : formation composée de réservistes âgés de 27 à 38 ans.

[15] FORRER Robert, « *Elsässische Archäologie in den Schützengraben* », *Mitteilungen des Rheinischen Vereins für Denkmalpflege und Heimatschutz*, 15 September 1915, n° 2, p. 102, fig. 19. L'intéressé (1866-1947), directeur du musée archéologique de Strasbourg (Bas-Rhin, à l'époque Circonscription de Basse-Alsace), a bénéficié de la possibilité d'exploiter de nombreux travaux à l'arrière du front allemand en Alsace, mais n'a apparemment pas reçu une mission officielle de *Kunstschutz* (il est vrai qu'il est de nationalité suisse).

Au début de la guerre, sur le territoire de cette commune située au sud-est de Metz (**n° 4 sur la carte**), des « travaux de mobilisation » sont réalisés entre le village de Borny et la ferme-château de Colombey, à cheval sur la route de Metz à Pange. Ces travaux sont destinés notamment à construire un ouvrage terrassé important, une sorte de redoute oblongue composée de tranchées et protégée par des réseaux de fils de fer barbelés. L'unité employée est une compagnie du bataillon de *Landsturm* de Forbach (Moselle). Une découverte d'objets funéraires (***fig. 7 - fig. 8, page 75***) datant de l'âge du bronze est alors faite le 14 août 1914, jour anniversaire de la bataille qui s'est déroulée dans ce secteur en 1870. Il n'en existe qu'une seule mention dans un catalogue d'exposition qui reste à exploiter et les artefacts sont rangés dans les réserves du musée de Metz. La découverte est mentionnée par Keune dans ses publications relatives aux activités du musée de Metz pendant la guerre[16].

◆ Au nord de Cheminot, un squelette de saurien :

Lors de l'aménagement, au printemps 1915, d'une II^{ème} position dans cette zone du front au sud de Metz (**n° 5 sur la carte**), par la 10ème compagnie du L.I.R. 30, les fantassins qui creusent en vue de réaliser un abri, trouvent un squelette de saurien. L'information remonte jusqu'au commandement de la région fortifiée de Metz par la voie hiérarchique et parvient à Keune qui se déplace sur le terrain. Les travaux sont interrompus sur ordre du commandant du secteur en attendant qu'un spécialiste de la Commission géologique de Strasbourg se déplace. Trois semaines après, parvient l'information que le responsable de cet organisme ne peut venir lui-même et qu'il n'a personne à envoyer à sa place. Les restes de l'animal doivent être prélevés le mieux possible. Un croquis de la découverte est réalisé ; les ossements sont relevés, soigneusement emballés dans du papier et envoyés au musée de Metz[17]. Ils ne semblent pas y avoir été enregistrés, la trouvaille n'étant pas entrée non plus dans les collections de la Société d'histoire naturelle de Metz relevant en fait du musée.

◆ Près de la ferme de Leipzig, des substructures gallo-romaines :

Elles sont découvertes en 1915, à l'occasion de la réalisation de travaux d'aménagement des fortifications d'intervalles de l'ouvrage de Leipzig (***fig. 9, page 76***), près de la ferme du même nom sur la commune de Châtel-Saint-Germain, au nord-ouest de Metz (**n° 6 sur la carte**). Parmi ces structures identifiées comme étant celles d'un établissement rural gallo-romain, il y a notamment une cave maçonnée. Keune vient sur place au moins deux fois, les 8 et 30 décembre 1915, en compagnie d'officiers, en particulier un capitaine Finke et un sous-lieutenant Dreyer, sans doute officiers de réserve tous les deux. Il prend ou fait prendre quelques clichés, classés maintenant dans le fonds qui porte son nom au musée de Metz (***fig. 10, page 76***) : l'un d'eux est publié ultérieurement par son ami, l'historien et archéologue Émile Linckenheld (1880-1976), membre après la Grande Guerre de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine[18], dans une synthèse qu'il consacra aux découvertes faites en Lorraine à partir de 1915[19]. Keune prélève également neuf éléments d'architecture qui,

[16] KEUNE J. B., *Kriegsarbeit des Museums zu Metz*, voir supra note 9, repris dans « Im Kampfgebiet zwischen Maas und Mosel Kriegsarbeit des Museum zu Metz von Museumsdirektor J. B. Keune, K. Professor », *Zwischen Maas und Mosel*, n°. 22 15. Oktober 1916.

[17] « Ein seltener Fund in der Weinbergstellung », RICHERT Johann, *Landwehr-Infanterie-Regiment N° 30 im Weltkrieg 1914-1918*, Borken, Buchdruckerei W. Rehms & Co, 1939, p. 154-155.

[18] Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine ou S.H.A.L., fondée avec l'appellation de *Gesellschaft für Lothringische Geschichte und Altertumskunde* (1888), par le président de Lorraine ; ses membres sont majoritairement des Allemands, mais il y a aussi des Lorrains autochtones. La S.H.A.L. survit, après 1918, à la fin de l'Annexion. Peu après son arrivée à Metz (1893), Keune adhère à la S.H.A.L. ; il en devient le secrétaire adjoint puis le secrétaire (1902-1915). En revanche, il n'a pas été admis à l'Académie de Metz (1909), en dépit de ses diplômes, fonctions et travaux, en raison de l'orientation de cette compagnie, publiant ses travaux uniquement en français et composée de Lorrains - sauf deux Allemands seulement, le directeur des archives Wolfram [voir infra] et le général von Arnim, tous deux membres de la S.H.A.L..

[19] LINCKENHELD É., « Bericht über die Forschritte der vor- und frühgeschichtlichen Forschung in Lothringen (1915-1928 », *Bericht der Römisch-germanische Kommission*, 17.1927, 1929, p. 108-153.

transportés au musée de Metz, sont « ***clairement identifiés par le marquage Hof Leipzig 1915*** »[20]. « ***Bien qu'une étude n'ait pas encore été menée sur ce matériel, il semble essentiellement s'agir de fûts de colonnes, de fragments de sol ou de meule*** »[21] (***fig. 11, page 77***). En tout état de cause, il n'y a eu jusqu'à présent aucune autre exploitation que celle de Linckenheld.

Les découvertes majeures

En Lorraine, la recherche se concentre sur quatre sites importants qui ont vraiment donné lieu à des travaux assimilables à de l'archéologie, même si l'un d'eux n'a pas été suivi d'une exploitation.

Meuse

Dans l'Argonne : des ateliers de sigillées

Le hasard veut que le front stabilisé à l'automne 1914 traverse les ateliers de poterie d'Argonne, qui sont précisément le lieu de production de la sigillée décorée à la molette (***fig. 12, page 77***). Dans le Bois de Cheppy, à l'est de l'Argonne et à l'ouest d'Avocourt, précisément près du pont des Quatre-Enfants entre Vauquois et Avocourt, ainsi que sur le plateau au nord du village (**n° 7 sur la carte**), d'importants lots de céramiques antiques sont découverts par le L.I.R. 125 à trois occasions : pendant l'hiver 1914-1915, au mois d'août 1915 et au printemps 1916.

Durant l'hiver 1914-1915, des fortifications de campagne sont creusées et une tranchée traverse ainsi l'atelier du Bois de Cheppy, mettant au jour plusieurs fours et dépotoirs de potiers ainsi qu'une importante quantité de céramiques. Les échantillons prélevés - des tessons de poterie du IV^{ème} siècle - et de la documentation sont envoyés au musée archéologique de Strasbourg et à l'université de Berlin par l'intermédiaire, notamment, du colonel Albert Walther commandant ce régiment[22] (***fig. 13, page 78***). Ces fouilles, rapides mais méthodiques, permettent de constituer des collections de référence dans le domaine de la céramologie antique. Ces découvertes font également l'objet d'observations de la part du colonel Walther (déjà mentionné), du sous-lieutenant Gustav Strohm[23] et d'un autre sous-lieutenant nommé Bach[24], d'où l'existence d'un dossier signé par Walther et envoyé en 1915 au musée archéologique de Strasbourg, avec notamment une description et une « ***coupe stratigraphique d'une fosse gallo-romaine de l'atelier d'Avocourt-Bois de Cheppy*** »[25].

Strohm consacre de son côté son temps libre à l'étude d'un autre atelier situé au nord d'Avocourt, lui aussi mis au jour lors de travaux de terrassement. Il fournit un rapport écrit de ses découvertes à un jeune archéologue allemand, Wilhelm Unverzagt (1892-1971), qui va réaliser la première synthèse sur la sigillée décorée à la molette, parue immédiatement après le conflit[26]. Cet

[20] TRAPP Julien, « Johann Baptist Keune, un directeur de musée dans la Grande Guerre Un bilan mitigé pour la sauvegarde du patrimoine archéologique lorrain », dans NIVET Ph. (dir.), *op. cit*., p. 92.
[21] *Ibidem.*
[22] Lieutenant-colonel adjoint au commandant du 180ème régiment d'infanterie de Tübingen en 1914 ; à compter du 2 août de cette année, il est lieutenant-colonel puis colonel commandant le L.I.R. 125 ; il assume cette fonction jusqu'au 3 octobre 1916, date à laquelle il est muté à la tête de la 51ème brigade d'infanterie de réserve. Au cours de l'été 1915, il correspond avec Forrer (voir note 15), qui avait fouillé l'atelier de sigillée de Dinsheim-sur-Bruche « Heiligenberg » (Bas-Rhin) en 1909-1910, pour lui demander conseil et l'aider à identifier ses trouvailles.
[23] Sous-lieutenant administré jusqu'en 1914 par le II^{ème} bureau des réserves (*Landwehr-Bezirk II*) de Stuttgart, à l'époque Wurtemberg) ; fantassin, il n'appartient pas au L.I.R. 125, peut-être au L.I.R. 124 parce qu'à cette époque les deux autres régiments d'infanterie de la 2ème division de *Landwehr* sont bavarois. Il est encore ignoré à quel titre il apparaît pour ces fouilles qui ne semblent concerner que le secteur du L.I.R. 125. Ultérieurement, de janvier à juillet 1918, il est affecté à un état-major de groupement (état-major de corps d'armée n° 58), en Champagne. Avant la guerre, il a fait des études d'histoire et de philosophie à l'université de Tübingen. Dans ce cadre, en mars 1914, il a dirigé un secteur de fouille sur le camp romain de Burladingen pour le compte de l'archéologue Gehrard Bersu (1889-1964).
[24] Responsable du détachement de transmissions du L.I.R. 125 jusqu'au 2 mars 1918 ; il n'est pas attesté comme officier en 1914 et a dû être nommé au début de la guerre.
[25] *Notes et correspondances sur l'atelier de Cheppy*, ms, Musée archéologique de Strasbourg.
[26] *Terra sigillata mit Rädchenverzierung. Materialien zur römisch-germanischen Keramik*, Heft 3, Frankfurt a. M., 1919.

ouvrage reste le seul de son genre pendant deux décennies ; il ne sera dépassé qu'en 1941 par le travail de Georges Chenet, qui demeure aujourd'hui encore un livre de référence.

Ainsi, à partir de 1915, l'étude des ateliers de potiers gallo-romains de l'Argonne prend une nouvelle ampleur par la création d'une sorte de pôle de recherche établi autour d'Unverzagt. En effet, peu avant la Première Guerre mondiale, celui-ci a entrepris une vaste enquête sur la céramique sigillée gallo-romaine décorée à la molette, à la suite de la demande du directeur, de l'époque, de la *Römisch-Germanische Kommission*. La guerre interrompt le travail d'Unverzagt, qui est mobilisé. Il fait campagne en Flandre ainsi qu'en Pologne (notamment à Lodz) et participe à la campagne d'hiver 1915/16 dans les Carpates. Grièvement blessé en 1916 et démobilisé[27], il travaille ultérieurement, de nouveau, pour la *Römisch-Germanische Kommission* qui le charge de recherches archéologiques en Belgique et dans le Nord de la France. C'est alors que les hostilités, qui ont d'abord mis un frein à ses recherches sur la céramique, vont lui permettre de disposer de données nouvelles sur le sujet.

Plus tard, en mai 1918, Strohm est encore lié à une découverte archéologique en Argonne dans une tranchée abandonnée du bois de la Gruerie (**n° 8 sur la carte**), dans la Marne mais presque à la limite de ce département avec la Meuse, alors qu'il stationne dans un cantonnement près de Vienne-le-Château (Marne). Après avoir déblayé une tranchée et complété la coupe, il identifie une stratigraphie qui livre une grande quantité de fragments de verre, initialement reconnus par le fouilleur comme une verrerie de la fin de l'antiquité[28]. Leur réexamen quelques années plus tard par l'archéologue allemand Siegfried Loeschke (1883-1956) révèle qu'il s'agit de verre du début de l'époque moderne.

Varvinay : des sarcophages mérovingiens

Dans le saillant de Saint-Mihiel, à Varvinay, au lieu-dit « Bois des Livrées » (**n° 9 sur la carte**), à 400^{m} au sud de l'église du village, deux sarcophages en pierre sont trouvés en mai 1915 en bordure d'un camp allemand, le « Camp près de la route » (S*trassen-Lager*). Il faut dire que la zone entre le nord de Varvinay et le sud de la localité voisine de Savonnières est caractérisée par la présence d'une dizaine de camps, dont quatre à proximité de l'axe reliant ces deux villages voisins.

Ce camp où se produit la découverte est celui du III^{ème} bataillon du 4ème régiment bavarois d'infanterie de réserve (III./4.b.R.I.R.)[29] : la découverte se situe dans sa partie sud. Ce régiment est alors engagé au bois d'Ailly près de Saint-Mihiel et le III./4.b.R.I.R. y vient au repos lorsqu'il est relevé des lignes.

Comme souvent, la découverte est faite fortuitement à l'occasion de travaux. Les circonstances exactes sont inconnues, l'historique régimentaire ne rapportant pas ces faits. L'affaire semble avoir nécessité au moins deux déplacements de Keune : deux dates sont relevées avec certitude puisqu'elles figurent sur les légendes des clichés pris à ces occasions (les 17 juin et 13 août 1915) ; mais Keune est aussi dans cette zone le 24 juin.

[27] Il travaille ensuite, pendant quelque temps, comme spécialiste auxiliaire au Musée des antiquités du Nassau à Wiesbaden et publie le résultat de ses travaux d'avant-guerre : *Die Keramik des Kastells Alzei. Materialien zur römisch-germanischen Keramik* 2. Frankfurt a. M. 1916. Puis, de décembre 1916 à l'été 1917, il est employé à nouveau dans le cadre de la *Römisch-Germanischen Kommission* à Francfort. Il est ensuite affecté par décision militaire, comme conseiller technique auxiliaire à l'état-major du chef de l'administration militaire allemande à Bruxelles, chargé de la Flandre belge : à ce titre, jusqu'au 12 novembre 1918, il s'occupe des monuments romains et de l'antiquité tardive en Belgique et dans le nord de la France.

[28] STROHM G., „Eine spätrömische Glashütte in den Argonnen", in *Deutsches Archäologisches Institut-Römische Germanische Kommission* : h*ttps://journals.ub.uni-eidelberg.de/index.php/germania/article/view/24430*

[29] Le 4.b.R.I.R. appartient à la Division bavaroise d'*Ersatz* (ou division Benzino, appellation la plus fréquemment attestée dès septembre 1914 et jusqu'au 28 novembre 1915, date de la mort du général von Benzino, qui avait donné son nom à la grande unité qu'il commandait). Cette division est organisée, au début de la guerre, en trois brigades mixtes d'*Ersatz*, incluant des formations appartenant au recrutement de l'*Ersatzreserve* (regroupant des réservistes ayant été totalement ou partiellement dispensés d'obligations militaires avant la guerre). Le 22 novembre 1914, elle devient une division composite, comprenant la 3ème brigade bavaroise d'infanterie de réserve (4. et 15.b.R.I.R.) et la 59ème brigade de *Landwehr* (28ème régiment d'infanterie d'*Ersatz* et L.I.R. 120).

Trois clichés pris le 17 juin 1915 laissent à penser que la découverte, faite le 2 mai 1915, est liée à la réalisation d'un pavillon d'été (***fig. 14, page 78***), une sorte de kiosque, destiné à la détente des officiers. Le bordereau d'envoi d'un compte rendu adressé aux autorités hiérarchiques, daté du 8 juin 1915, précise que la découverte a été faite « ***tout près des baraquements de l'état-major du III^{ème} bataillon*** » (***fig. 15, page 79***).

Sur les deux sarcophages mis au jour, un seul qui s'avère très endommagé (il y a 19 fragments plus ou moins gros) a été prélevé. Il est transporté à l'infirmerie du III./4.b.R.I.R. où il est examiné et les constatations sont consignées dans un compte rendu rédigé et signé par le caporal Hans Elser[30]. Celui-ci, qui accompagne son compte rendu d'un dessin (***fig. 16, page 79***), se déclare « artiste et biologiste » (*Kunstmaler* et *Biologer*) et peut être identifié grâce à son brassard sur deux clichés pris le 17 juin 1915 (***fig. 17, page 80***). Un autre militaire est également intervenu pour ce premier sarcophage : un « artiste et enseignant » (*Kunstmaler und Gewerbelehrer*) nommé Schacht, dont le grade et la fonction militaire sont inconnus. La destination qui est ensuite donnée au sarcophage est ignorée. Le second sarcophage n'est pas entièrement dégagé et reste sur place. Celui prélevé est un vestige mérovingien, en pierre de Savonnières, monobloc et de forme trapézoïdale. Pied et tête de paroi ont une forme d'auge. Le couvercle en berceau est décoré d'une fine rainure à l'extérieur. Elser le date approximativement de 1.500 à 2.000 ans. Le squelette contenu à l'intérieur semble appartenir à une femme d'âge inférieur à 40 ans. Cinq crânes humains, appartenant sans doute à des jeunes filles, se trouvaient au pied du sarcophage. Aucun mobilier funéraire n'a été trouvé.

Cette découverte fait directement l'objet de photos prises par Keune : huit le 17 juin et deux le 13 août. Dans leurs légendes rédigées de manière manuscrite au dos des documents, Keune utilise quatre fois l'adjectif « franc » (*frankisch*) pour désigner les sarcophages et le lieu où ils ont été trouvés (la nécropole). À noter également une enveloppe destinée à regrouper les clichés KM 171, 171a, 173, 175 et 176 et légendée « ***Tombes franques camp près de Varvinay 17 juin 1915*** » (*Fränkische Grabstätten Lager bein Varvinay 17 Juni ~~und 13. August~~ 1915*, KM Bte 16). Il y a lieu de rapprocher cette appellation du nom donné par les Allemands à un autre camp, implanté sur une hauteur située à l'est du *Strassen-Lager*, le « camp de la ''Hauteur des Francs'' » (*Frankenhöhe-Lager*). Keune, dans la légende d'une photo prise le 13 août 1915, mentionne également une « ***chapelle dans la forêt près du camp de la ''Hauteur des Francs'' près de Savonnières*** » (*Waldkapelle bei dem Lager Frankenhöhe bei Savonnières)*. En utilisant l'adjectif « *frankisch* », plutôt que « *merovingisch* » (mérovingien), Keune n'a-t-il eu qu'un réflexe, et dans ce cas, il ne faut pas attacher une signification particulière à « franc » par rapport à « mérovingien ». Ou bien a-t-il voulu insister sur des origines germaniques anciennes, cédant ainsi à des théories propagandistes voulant justifier par l'archéologie une future annexion de cette région[31] - état d'esprit qu'il n'a jamais manifesté dans ses travaux antérieurs. En tout état de cause, dans ses carnets, il ne donne pas plus de précisions sur la nature des vestiges ; en outre, il n'a sans doute pas exploité cette découverte et il ne publiera rien à leur sujet.

Le compte rendu daté du 30 mai 1915 suit un cheminement qui, passant par le niveau de l'état-major du régiment le 9 juin 1915, celui de la brigade (3ème brigade bavaroise d'infanterie de réserve) le même jour, ensuite de la division (Division bavaroise d'*Ersatz*[32]), le lendemain, est remis au sous-préfet de Metz deux jours plus tard. Keune est averti de cette découverte le 12 et se rend sur place le 17 (le rapport est actuellement inséré, plié, dans un carnet de Keune au musée de Metz). Il est loisible d'estimer que, cette découverte étant une affaire non-prioritaire dans un contexte d'opérations

[30] *Lager Varvinay 30.V.15 Bericht über einen Grab und Knochenfund bei den Bauarbeiten des III.Batl. 4.bay.R.I.R. San.Gefr. Elser Han*s.

[31] BARDIES Isabelle, *Le Professor Keune, conservateur allemand dans la guerre*, dans BARDIES-FRONTY I., COLLANGES Françoise, LAPARRA J.-C., LEGENDRE J.-P., *De la frontière au front, un point de vue allemand*, p. 17.

[32] Les mentions de transmission du compte rendu incluent l'indication de la Division bavaroise d'*Ersatz* (*Bay.Ersatz-Division*) et non de la Division Benzino (l'auteur a eu l'occasion de voir aussi un document daté du 4 août 1915 et portant l'indication « Bay.Ers.Div. »).

militaires et ayant été traitée par correspondance selon les procédures administratives de l'époque, la démarche a été relativement rapide.

En 1992, l'hypothèse de l'origine mérovingienne des deux premiers sarcophages est confirmée par le dégagement, à proximité du lieu initial de découverte, au cours de travaux forestiers, de deux autres - ce qui finit aussi d'attester l'existence d'une nécropole mérovingienne. L'un des deux sarcophages est brisé au cours de cette opération et certains de ses fragments sont laissés sur place (***fig. 18, page 81***).

Senon, au nord d'Étain : les fouilles de l'agglomération antique.

En 1917, sous l'autorité d'un officier ainsi que d'un archéologue mobilisé, des prisonniers russes dégagent une grande partie des murs d'une enceinte quadrangulaire, appelé le Bourge, situé en lisière du village. Ce Bourge, édifié par les Romains, avait déjà fait l'objet de fouilles au milieu du XIX^{ème} siècle (**n° 10 sur la carte**). C'est un exemple rare en France (on n'en trouverait qu'un autre qui est d'ailleurs dans la même région) et il se rapporte comme dispositif aux castels romains découverts sur les bords du Rhin.

Le Bourge affecte la forme d'un carré d'environ 50 m de côté dans lequel ont été trouvés des restes d'un corps de garde, des bases de colonne, des vestiges de pierres tombales et des débris de poteries. Les murs du Bourge, en bel état de conservation dans les années 20, sont appareillés à la romaine, en partie en moellons du pays, en partie en pierre de taille. La fouille de l'enceinte quadrangulaire du Bourge permet de mettre en évidence une série de fragments d'éléments d'architecture et de monuments funéraires réemployés dans la fondation de l'enceinte du Bas-Empire (***fig. 19, page 81***). Parmi ces dernières, il y a de nombreuses pierres sculptées provenant d'anciens cimetières romains représentant des personnages remarquables par la beauté de leur exécution. Non loin du Bourge, les fouilleurs mettent aussi au jour un complexe thermal, déjà partiellement découvert en 1850, et un bâtiment public rectangulaire, attribué aux vestiges d'une curie.

Ces recherches sont réalisées dans le cadre de l'aménagement d'une ligne fortifiée, appelée Position Kriemhild (*Kriemhild-Stellung*) - les prisonniers russes constituent sans doute l'essentiel de la main-d'œuvre. La *Kriemhild-Stellung* fait partie d'un ensemble de positions fortifiées décidé par l'état-major général allemand (ce que les Alliés appellent globalement le système Hindenburg). Ces travaux, ordonnés par le premier quartier-maître général, le général Ludendorff, commencent un peu partout en octobre 1916 dans le cadre de la stratégie défensive allemande :

« ***En dehors de la construction des deux grandes positions stratégiques à l'Ouest, il fallut y entreprendre sur toutes les parties du front de grands travaux ; c'est ainsi par exemple que l'on approfondit en Flandre, à l'est d'Arras et devant Verdun le système de positions existant et que l'on renforça le front d'Alsace-Lorraine dont on s'était peu occupé jusque là***. »[33]

À Senon et aux environs, la *Kriemhild-Stellung* se compose de trois lignes parallèles de tranchées avec des réseaux de fils de fer barbelés et des points d'appui. Le Bourge correspond à ce qui est dénommé sur les plans directeurs français l'« Ouvrage de Senon », un des points d'appui de la première des trois lignes : il apparaît comme une fortification terrassée, avec un système de tranchées et sans doute des réalisations bétonnées, d'où l'abri existant encore en périphérie du Bourge (***fig. 20, page 82***). Mais il est ignoré si les vestiges de constructions antiques en pierre étaient prévus pour un usage (une « réutilisation ») militaire. Les fouilles sont interrompues après quelques semaines à cause d'un bombardement, l'armée française ayant probablement considéré les fouilles comme des travaux importants justifiant un traitement spécial.

Le directeur des fouilles est Reiners, mais il est secondé sur place par Friedrich Drexel (1885-1930), qui les dirige réellement. Celui-ci a étudié l'archéologie à l'université de Bonn où il est

[33] LUDENDORFF Général, *Souvenirs de guerre*, I, Paris, Payot, 1932, I, p. 423-424.

remarqué, en 1909, pour ses recherches sur des vases en argent de l'époque impériale romaine. En 1912-1913, il a une bourse de l'Institut allemand d'archéologie et peut ainsi visiter l'Italie, la Grèce et l'Afrique du Nord. Il travaille ensuite comme assistant d'Ernst Fabricius, membre de la Commission du Limes (*Reichs-Limeskommission*) à Fribourg-en-Brisgau et, à partir de 1914, dans la *Römisch-Germanische Kommission*. Il est mobilisé comme réserviste au 6ème bataillon d'infanterie de *Landsturm* du XVIIIème corps d'armée avec le grade de caporal.

De ces fouilles et des découvertes, Reiners tirera un petit livre publié en 1918 et intitulé *Une cité romaine devant Verdun,* publié pour le compte de la 5ème armée (*Eine Römersiedlung vor Verdun, herausgegeben im Auftrage des A.O.K.5,* 1918) : dans l'introduction, il insiste particulièrement sur l'autonomie de la population celte par rapport à l'influence des envahisseurs romains, notamment dans les domaines de la culture et du culte. Par ailleurs, les stèles retrouvées et l'ensemble de la fouille font l'objet de la part de Drexel d'une contribution intitulée « Les Romains à Senon » (*Die Römer in Senon*), dans la publication de Reiners. Il faut noter qu'après la guerre, il correspond avec l'archéologue français Georges Chenet qui exploite tout ce qui a été écrit sur le site de Senon, dont le livre de Reiners et Drexel, et exploite les carnets avec les notes prises par ce dernier lors des fouilles de Senon ; ainsi Chenet pourra rédiger une synthèse qui fait autorité jusqu'à présent.

Il y a lieu de penser que Keune s'est entendu avec Reiners, puisqu'une grande partie des éléments lapidaires trouvés à Senon ont été transférés au dépôt de la Porte des Allemands à Metz[34]. Parmi eux figure un beau bloc, photographié par Keune le 25 mai 1918[35] (***fig. 21, page 82***) et transféré au musée de la Princerie à Verdun après la guerre, où il se trouve encore.

Meurthe-et-Moselle

Norroy-lès-Pont-à-Mousson : un autel gallo-romain

Ce vestige est découvert en décembre 1915 ou au début de 1916, à deux mètres de profondeur dans des carrières situées au nord du Bois-le-Prêtre, au nord de Pont-à-Mousson **(n° 11 sur la carte)**. Cet endroit, où les traces d'exploitations anciennes sont nombreuses (***fig. 22, page 83***), avait déjà livré des autels dédiés à Hercule Saxetanus en 1721, 1749 et 1827, tous datables des années 70-100 après J.-C. La découverte de l'autel, sans doute au cours du creusement d'une tranchée, est attribuée au L.I.R. 93[36]. Ce dégagement constitue sans doute l'une des découvertes les plus remarquables pour la Lorraine. L'opération a fait l'objet d'une illustration du peintre et dessinateur Walter Voltmer (1884-1972) (***fig. 23, page 83***) : on connaît la carrière artistique de l'intéressé ; mais, en dehors du fait qu'on sait qu'il a été mobilisé et que, compte tenu de ses dessins, il a dû combattre au Bois-le-Prêtre, on ignore s'il était dans l'unité ayant fait la découverte, ce qui évidemment donnerait un éclairage intéressant sur cette illustration insérée dans un album consacré à la guerre dans le saillant de Saint-Mihiel[37]. Cette évocation graphique de la découverte y est accompagnée d'une explication relative à l'opération elle-même, à l'inscription et à sa signification ; à la page suivante a été reproduite la face antérieure de l'autel avec sa frise supérieure et l'inscription.

Celle-ci est une dédicace à Jupiter et Hercule Saxetanus indiquant que l'autel a été offert par des vexillaires et des cohortes auxiliaires de la XIVème légion romaine (*Legio XIIII Gemina Martia Victrix*). Ses faces latérales sont ornées d'un arc et d'un carquois en relief. La trouvaille se situe à environ 100m

[34] Drexel a aussi rédigé une *Introduction à l'époque romaine entre Meuse et Moselle* (*Einführung über den romanischen Zeitabschnitt zwischen Maas und Mosel*) [référence inconnue]. Pour un aperçu général sur le site, les fouilles et l'imbrication du Bourge dans la Position Kriemhild, lire BECQ P., « L'archéologie pendant la Grande Guerre : les fouilles allemandes de Senon », dans NAUROY G. et LAPARRA J.-C. (dir.), *op. cit*., p. 253-266.

[35] Bte 83 - KM 83.1-83.7 *Römische Denkmäler, Senon,* Musée de la Cour d'Or - Metz Métropole. Ce bloc apparaît déjà sur un cliché pris à Montmédy le 7 décembre 1917 où il aurait été d'abord transporté (voir note 1).

[36] KEUNE J. B., *Kriegsarbeit des Museums zu Metz,* (voir supra note 9), repris dans « Im Kampfgebiet zwischen Maas und Mosel Kriegsarbeit des Museum zu Metz », *Zwischen Maas und Mosel*, n° 22 15.Oktober 1916.

[37] *Zwischen Maas und Mosel - Armee-Abteilung von Strantz*, Siegburg : Deutsche Photogravur A. G., 1917, p. 11.

des lignes françaises. Keune, prévenu de la découverte le 10 avril 1916, se rend sur place le 15 (***fig. 24, page 84***) (ce qui montre d'ailleurs que, dans le Bois-le-Prêtre, à cette époque, un calme relatif doit régner dans ce secteur au point qu'un civil et un sous-préfet peuvent se risquer à une centaine de mètres de la tranchée de 1re ligne). L'autel est posé sur la face épigraphique et recouvert de terre ainsi que de blocs de pierre par l'archéologue avec l'aide d'un lieutenant nommé Stolle et d'un sous-officier, Friedrich Walter (1870-1956), dans le civil archiviste de la ville de Mannheim. Keune fait alors une étude du monument parue en mai-juin 1916 dans le R*ömisch-Germanisches Korrespondanzblatt*.

Mais la protection du vestige se révèle insuffisante : en septembre 1916, un projectile la perce et enlève à l'autel deux grands éclats dans les parties supérieure et inférieure, ainsi que de nombreux autres plus petits. Le transport de l'autel, désolidarisé en plusieurs morceaux, de Norroy au musée de Metz, est effectué le 10 octobre 1916 par un véhicule hippomobile du IIème bataillon du L.I.R. 93 (***fig. 25, page 85***).

Il y a lieu de se demander quel rôle a pu jouer, dans la découverte et/ou le transport de l'autel, un certain Dr Goldemann, sous-lieutenant de *Landwehr* au dépôt de recrues du même régiment à Arnaville (localité au nord du Bois-le-Prêtre), dont le nom figure sur une enveloppe rédigée par Keune, portant le timbre du musée et datée du 8 août 1916 (***fig. 26, page 85***). Peut-être s'agit-il de l'officier visible sur les photos montrant l'équipe chargée du transport de l'autel jusqu'au musée.

En tout état de cause, le vestige fait son entrée dans les collections le 10 octobre 1916 et Keune peut alors l'étudier en détail. Il en fait aussi réaliser une série de clichés avant et après sa restauration puisqu'il s'est brisé pendant son transport. Avant la fin de la guerre, il rédige encore un article sur cette découverte et sa signification pour le *Römisch-germanisches Korrespondenzblatt*, paru dans le volume correspondant à mars-avril 1917.

Conclusion

La présentation qui vient d'être faite a permis de constater que les fouilles archéologiques sont une forme d'activité pour des militaires allemands, au front ou en arrière de celui-ci. La question qui vient à l'esprit est de savoir s'il s'agit d'un phénomène nouveau en raison de la guerre.

On sait qu'avant celle-ci, de véritables fouilles sont menées en Lorraine par des militaires (ou des fonctionnaires assimilés) et il est loisible de citer trois exemples :

- À Sarrebourg, en réalisant les fondations des écuries (***fig. 27, page 86***) dans la caserne du 7ème régiment de uhlans (devenue ultérieurement celle du 15ème), les vestiges d'un sanctuaire dédié à Mithra sont découverts - les restes d'un bâtiment et d'un autel avec un bas-relief retraçant la vie du dieu - ainsi qu'un autel consacré aux divinités Sucellus et Nantosvelta. Les fouilles ont lieu en 1895 et sont menées par l'architecte de la garnison, le *Baurat* von Fisenne[38], appartenant au service des constructions militaires et, donc au corps des fonctionnaires civils de l'armée. Von Fisenne a envoyé un rapport le 20 mai 1895 à l'intendant du XVème corps d'armée et les découvertes sont transportées le 29 février 1896 au musée de Metz où elles se trouvent toujours (***fig. 28, page 86***).

- À Metz, en 1897, ont lieu des fouilles dans un bâtiment de l'époque romaine, transformé plus tard en église abbatiale, d'où son nom de Saint-Pierre-aux-Nonnains (***fig. 29, page 87***). Ce bâtiment, situé sur l'emprise de l'ancienne citadelle de Metz, appartint pendant plusieurs siècles au domaine militaire. En 1897, le *Baurat* Knitterscheid, architecte lui aussi du service des constructions militaires (chef du secteur Metz I [rive droite de la Moselle][39]), établit les premiers

[38] Architecte militaire à Spandau (1897) ; architecte conseil militaire à Danzig (1898), puis à Stralsund (1906).
[39] Mêmes fonctions à Posen (1901) ; directeur du service des constructions militaires du XVIIIème corps d'armée à Francfort-sur-le-Main (1914).

relevés du bâtiment et exhume le chancel (la clôture du chœur) (***fig. 30, page 87***), qui est également au musée de Metz.

- À Metz encore, en 1902, le *Major* Schramm[40](1856-1935) (***fig. 31, page 88***), en garnison dans la ville, dirige les travaux de terrassement pour dégager les ruines du grand amphithéâtre du Sablon, les deux autres responsables des fouilles s'occupant l'un, Keune, de l'examen des découvertes, l'autre, Georg Wolfram (1858-1940), directeur des archives impériales de Lorraine (1888-1909)[41], étudiant les aspects historiques (***fig. 32, page 88***).

Il faut noter que ces trois militaires ou fonctionnaires assimilés, étaient membres de la S.H.A.L..

Qu'est-ce qui a changé entre ces trois exemples et ceux qui ont été énumérés dans la présente communication ? C'est surtout l'environnement de ces découvertes qui change. Les aménagements et les travaux de fortification menés au cours de la guerre, en profondeur sur plusieurs dizaines de kilomètres, depuis la première ligne de front jusqu'à l'arrière, entraînent le déplacement de millions de mètres cubes de terre, de sable et de rocher. Des sites archéologiques sont alors découverts en nombre relativement important tout au long du front ouest et, pour la plupart, fortuitement. Certains donnent lieu à des fouilles et à des observations. Les interventions sont généralement menées dans des zones « calmes » (au moins au moment de la découverte), quelquefois sur le front, plus souvent à l'arrière.
Mais ces fouilles mettent aussi en valeur un point : elles sont d'autant plus réussies qu'elles bénéficient de l'entrée en action d'intervenants, au minimum sensibilisés à la sauvegarde des œuvres d'art et culturelles, au mieux compétents dans les domaines de l'histoire de l'art ou de l'archéologie. À ce titre, celles menées en Lorraine ont bénéficié du concours de Strohm, en Argonne[42], de Reiners et Drexel, à Senon, de Keune, missionné par le commandement de la région fortifiée de Metz dans un certain nombre d'endroits.

Un point encore : il ne faut pas non plus sous-estimer, pour la même aire géographique, l'importance de la proximité du musée de Metz.

Quant à l'action de l'organisation appelée *Schutzverwahrung von Kunst- und Kulturwerken*, si elle n'a pas été parfaite, elle a permis d'heureux sauvetages et surtout créé une ambiance favorable à de telles opérations dans les échelons hiérarchiques militaires, déjà mis en alerte par les mesures prises par les hauts commandements.

En tout état de cause, une conférence, tenue le 29 juin 1916 par le Dr Hans Lehner (1865-1938), directeur du musée de Bonn, et relative aux découvertes d'objets archéologiques sur le front ouest, est significative de la position généralement adoptée dans les milieux universitaires et intellectuels

[40] Capitaine au 12ème régiment (saxon) d'artillerie lourde à Metz (1899) ; *Major*, lieutenant-colonel et colonel dans le même régiment qu'il commande de 1908 à 1910 ; admis à la S.H.A.L. (situation du 1er avril 1902), puis membre du comité (octobre 1903) ; colonel puis général (1911) commandant la 32ème brigade d'artillerie de campagne (garnison en temps de paix : Pirna puis Bautzen), membre d'honneur de la S.H.A.L. (situation du 1er avril 1912) ; maintenu dans ses fonctions de commandant de la 32ème brigade d'artillerie jusqu'en 1915 (LAPARRA J.-C., « Erwin Schramm : l'artilleur passionné d'archéologie et d'histoire - Comment une passion peut améliorer une carrière », dans PIGNON-FELLER Christiane et NAUROY G. [dir.], *Metz l'annexion en héritage 1871-1918*, A.N.M./G. Klopp éd., 2012, p. 50). La 32ème division d'infanterie, dont fait partie la 32ème brigade d'artillerie, occupe le front Berry-au-Bac/Craonne (Aisne) de la stabilisation du front en 1914 jusqu'en juillet 1916. Dans des circonstances inconnues, Schramm exécute un relevé de découvertes faites à Menneville (Aisne), village en arrière du secteur du front tenu par sa division et sur le ban duquel existent plusieurs sites archéologiques. Celui concerné par le relevé de Schramm représente un contexte constitué de crémations laténiennes conservées dans des urnes en céramique. Le mobilier funéraire composé de céramiques, de monnaies et d'ossements de faune entre dans les collections du Musée archéologique de Strasbourg en 1917. La localisation de ces découvertes, sur une pente à proximité du canal latéral de l'Aisne, suggère que la nécropole se trouve implantée au sud de celui-ci, sur le territoire de Variscourt « Le Mont de Larris » ou de Pignicourt « Les Monts », dans un secteur riche en nécropoles protohistoriques.

[41] Secrétaire de la S.H.A.L. à partir de sa création (1888) ; candidat à l'Académie de Metz (candidature ajournée en 1906), membre honoraire puis membre titulaire (1907) ; après son départ de Metz, directeur de la bibliothèque régionale et de l'université de Strasbourg (1909) ; membre honoraire de la S.H.A.L. (1910). Sur Keune, Schramm, Wolfram et Fisenne, lire DEMAROLLE J.-M., « ''Des immigrés'' écrivent en allemand l'histoire de *Divodorum/Mettis* », dans PIGNON-FELLER C. et NAUROY G. (dir.), op. cit., p. 145-157.

[42] Sans compter Unverzagt ; mais, à l'époque considérée, il n'est plus mobilisé et pas encore affecté auprès des autorités d'occupation en Belgique.

allemands. Lehner déplore que la guerre ait interrompu les relations scientifiques avec les chercheurs français et belges ; il souligne aussi l'intérêt manifesté par des officiers et des soldats allemands pour l'environnement historique des lieux où ils se trouvent. Il en veut pour preuve les demandes d'informations sur les découvertes qui lui ont été signalées sur le front ou à l'arrière de celui-ci et les renseignements qui parviennent aux sociétés archéologiques allemandes et que leurs membres lui font remonter.

Pour finir, il ressort de ce qui précède que ces découvertes et les trouvailles correspondantes ont dû être considérées comme relevant d'un patrimoine universel et exploitées, lorsque cela était possible, en vue d'assurer la transmission et l'actualisation des connaissances. Elles ont ainsi donné lieu à des publications immédiates ou postérieures. Toutefois, elles n'ont pas toujours échappé à leur valorisation par la propagande pour faire oublier les importantes destructions causées par l'armée allemande, notamment à Louvain (Belgique) et à Reims (Marne) en 1914.

Remerciements à

M. Michaël Landolt (D.R.A.C. Metz), M^me^ Françoise Clémang et M. Julien Trapp (Musée de la Cour d'Or), M^me^ Line Skorka (ancienne directrice des Archives départementales de la Moselle), M. Jean-Paul Petit (directeur du Parc archéologique européen de Bliesbruck-Reinheim). M. le Pr Siegmar von Schnurbein, MM. Pascal Hesse, Patrice Loiseleux-Ramos et Christian Pautrot, M^me^ Antoinette Laparra, pour sa relecture attentive.



Figure 1

Metz, musée municipal (19 décembre 1915) : J. B. Keune devant une vitrine endommagée au cours d'un bombardement aérien. (Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, KM 356)

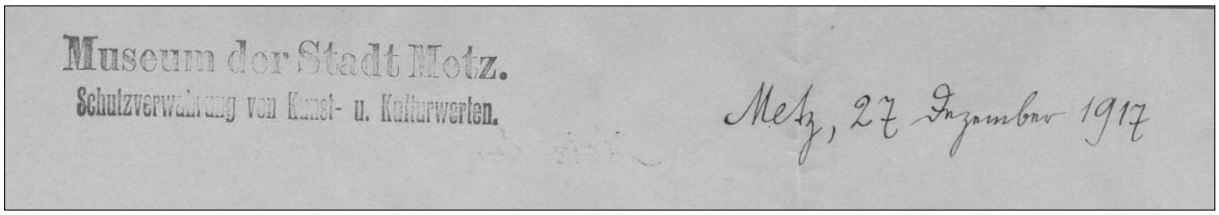


Figure 2

Fragment d'une correspondance signée par Keune, datée du 27 décembre 1917 et portant le tampon « *Musée municipal de Metz. Service de protection des œuvres d'art et des biens culturels* ». ***Noter le mot composé*** « Kulturwerten » ***alors que le terme habituel est*** « Kulturwerken ».

(Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, Fonds Keune)



Figure 3
La Haye : siège des conventions. (Cliché J.-C. Laparra, 2013)

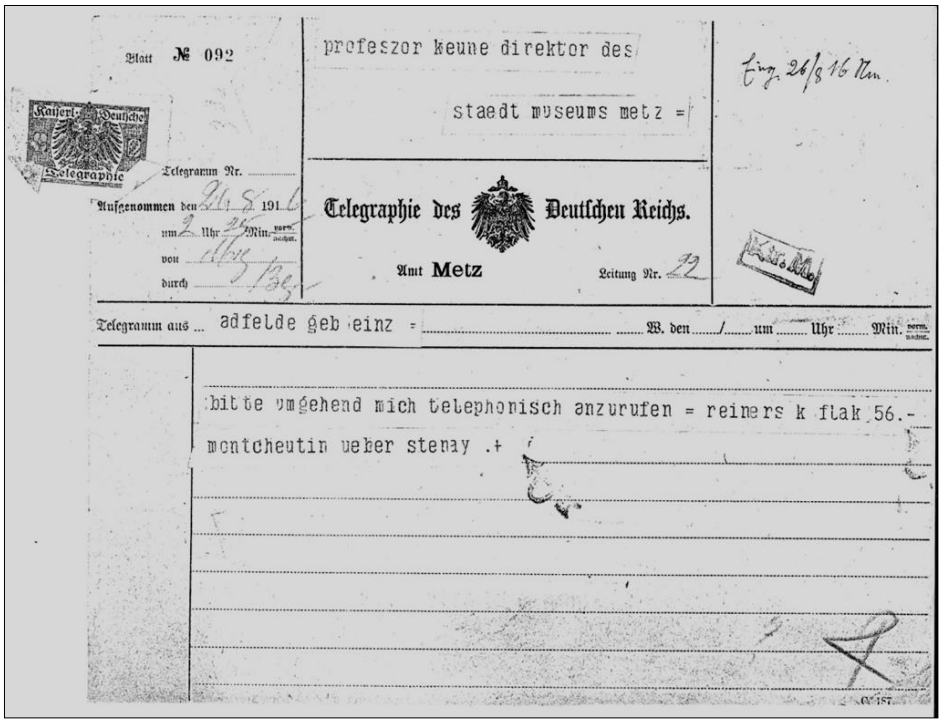
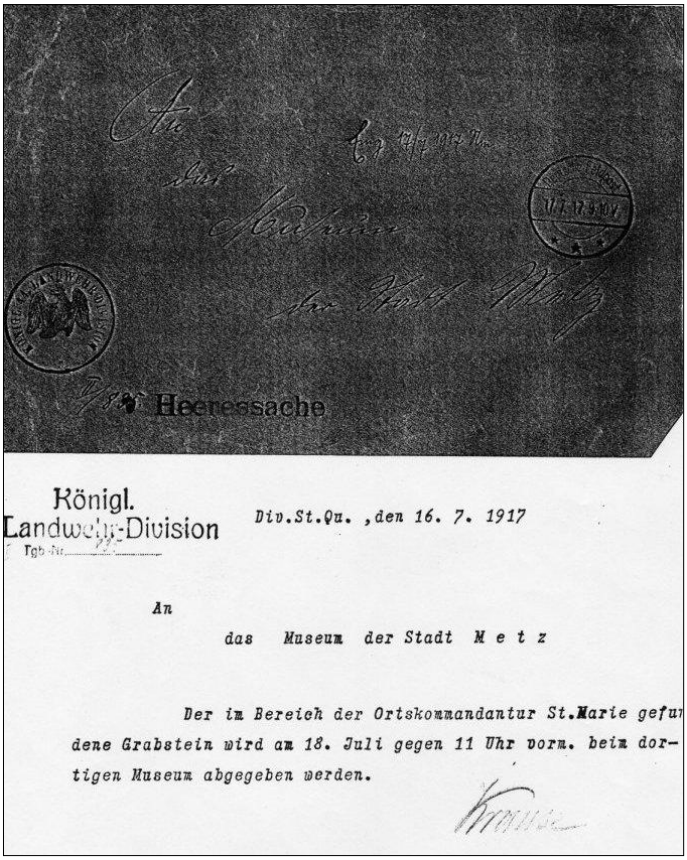


Figure 4
Télégramme adressé par le sous-lieutenant Reiners (K-Flak 56), stationné à Montcheutin et demandant au Professeur Keune de lui téléphoner immédiatement en passant par Stena. Dans le coin supérieur droit de l'imprimé, Keune a écrit : « *Arrivée 26 août 1916* »***. À cette date, Reiners n'est pas encore affecté à l'inspection des étapes de la 5ème armée à Montmédy en qualité d'expert. Le libellé du télégramme confirme que son unité, comme les autres du même type, est rattachée directement à l'état-major d'une armée : en effet, Reiners demande à Keune de faire son appel par Stenay, donc par le central téléphonique militaire de cette ville du Nord meusien où - précisément - est implanté le quartier général de la 5ème armée.***
(Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, Fonds Keune)



Heeressache

Königl.
Landwehr-Division

Div.St.Qu. ,den 16. 7. 1917

An

das Museum der Stadt M e t z

Der im Bereich der Ortskommandantur St.Marie gefu
dene Grabstein wird am 18. Juli gegen 11 Uhr vorm. beim dor-
tigen Museum abgegeben werden.

Figure 5

Correspondance de l'état-major de la 44ème division de Landwehr, adressée le 16 juillet 1917 au musée de Metz, et son enveloppe portant la mention d'un courrier de service (Heeressache)***. La lettre informe le directeur du musée de la livraison, le 18, d'une stèle funéraire trouvée dans le secteur de la*** « commandanture » ***locale de Sainte-Marie-au-Bois.***

(Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, Fonds Keune)



Abb. 19. Römiſches Brandgrab, Steinurne mit Aſcheninhalt, ausgehoben während der Schlacht bei Saarburg.

Figure 6

Sarrebourg (19-20 août 1914) : urne funéraire gallo-romaine découverte lors de la bataille qui s'est déroulée aux environs de la ville.

(Forrer R., « *Elsässische Archäologie in den Schützengraben* », 1915)





Figures 7 et 8

Coincy, environs de la route entre Metz-Borny et la ferme de Colombey (14 août 1914) : mobilier de l'âge du bronze.

(Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, cliché J.-C. Laparra, 2012)



Figure 9

Châtel Saint-Germain, environs de la ferme de Leipzig (30 décembre 1915) : type d'abri bétonné dans la zone où ont été découvertes des substructures gallo-romaines. (Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, KM 360)



Figure 10

Châtel Saint-Germain, environs de la ferme de Leipzig (30 décembre 1915) : Keune et deux officiers sur le site de la cave gallo-romaine découverte près de la ferme, visible à l'arrière-plan, derrière les baraquements constituant un cantonnement ou, peut-être, le camp de prisonniers russes employés pour les travaux dans cette zone. (Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, KM 358)



Figure 11
Fragment de colonne provenant des fouilles effectuées près de la ferme de Leipzig et portant l'indication du lieu et de l'année de découverte : « Hof Leipzig 1915 ».
(Laurianne Kieffer - Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, Inv. 2016.0.1962)



Figure 12
Fragments de sigillée gallo-romaine provenant d'un atelier argonnais. (Coll. privée)



Figure 13
Le lieutenant-colonel Walther, commandant le 125ème régiment d'infanterie de* Landwehr *(1915).
(Coll. J.-C. Laparra)

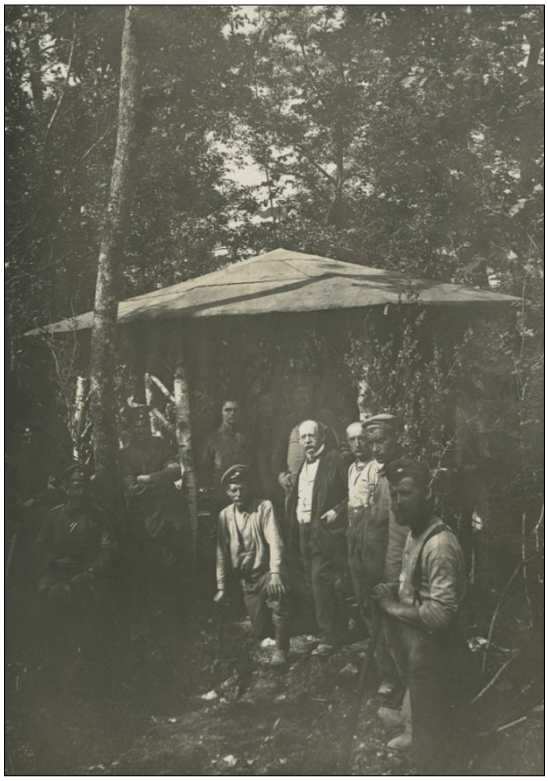


Figure 14
Varvinay, Bois des Livrées, « Camp près de la route » ***(17 juin 1915) : les fouilleurs devant le kiosque dont la construction pourrait être liée à la découverte de sarcophages mérovingiens.***
(Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, KM 175)



Figure 15

Varvinay, Bois des Livrées (17 juin 1915) : la découverte d'un sarcophage lors du creusement d'un trou pour mettre en place un montant du kiosque. (Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, KM 173)

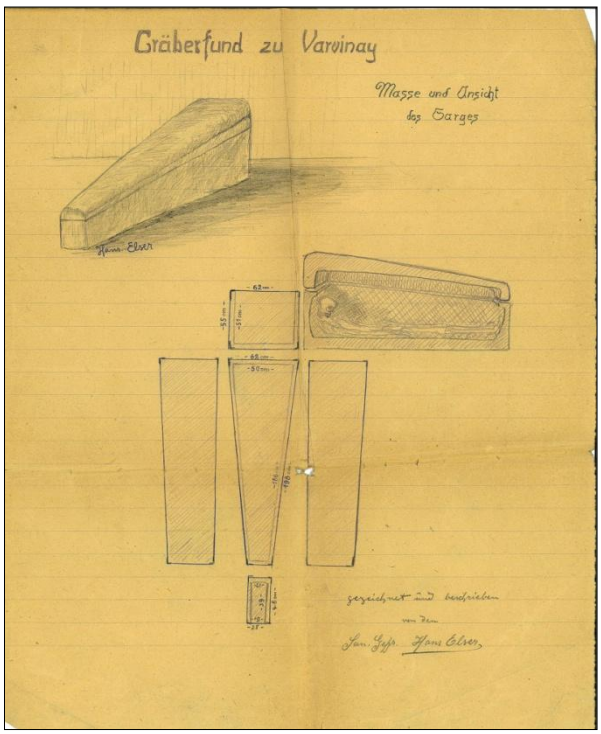


Figure 16

Dessin du sarcophage prélevé au Bois des Livrées exécuté par le caporal Elser et accompagnant son compte rendu. (Laurianne Kieffer - Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole)

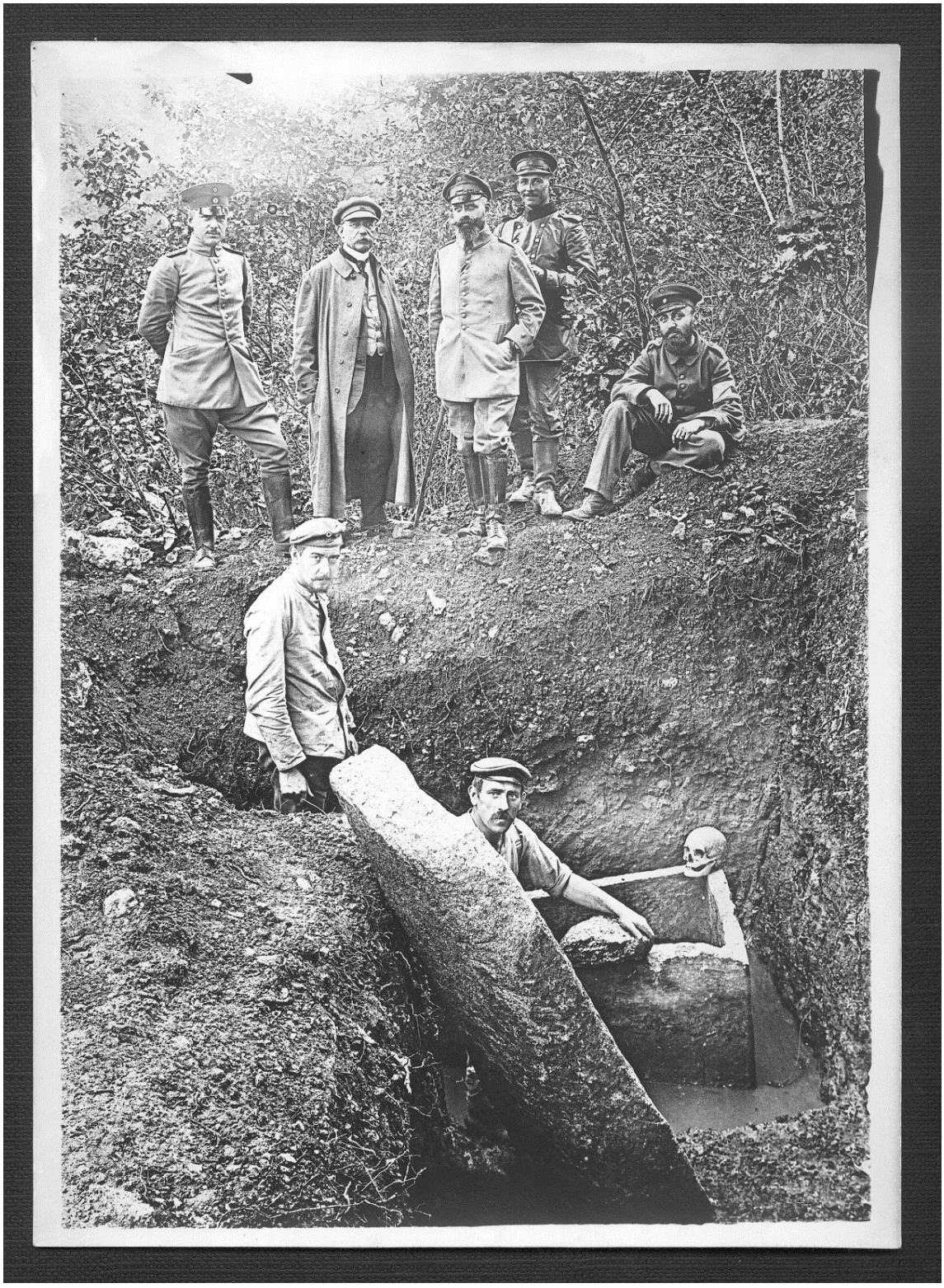


Figure 17

Varvinay, Bois des Livrées (13 août 1915) : Keune posant avec des militaires allemands de différents grades ; à l'extrême droite un caporal infirmier, sans doute Hans Elser.

(Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, KM 209)



Figure 18

Varvinay, Bois des Livrées, emplacement de la nécropole mérovingienne découverte en 1915 : fragment du couvercle d'un sarcophage trouvé en 1992 et brisé au cours des travaux. (Cliché J.-C. Laparra, 2011)



Figure 19

Senon (1917) : fouille de la fondation de l'enceinte du Bas-Empire (partie sud du Bourge***).***
(Reiners R., *Römersiedlung vor Verdun*, 1919)



Figure 20
Senon : abri bétonné extérieur au Bourge***, adossé à la partie sud-est de son mur de fondation et donnant sur la tranchée de 1ère ligne de la*** Position Kriemhild ***passant à la lisière ouest du village***.
(Cliché J.-C. Laparra, 2013)



Figure 21
Fragment de stèle funéraire gallo-romaine retrouvé dans la fondation de l'enceinte du Bourge ***de Senon (25 mai 1918).*** (Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, KM 83.3)



Figure 22
Carrières de Norroy-lès-Pont-à-Mousson : un ancien front de taille. (Cliché J.-C. Laparra, 2017)

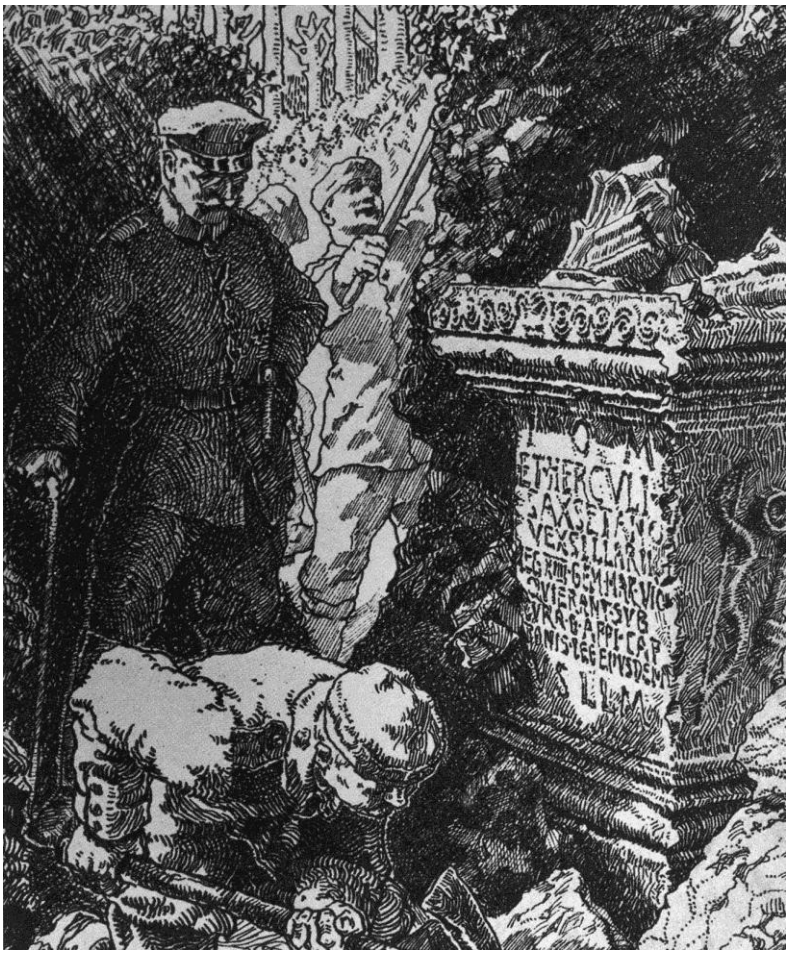


Figure 23
Carrières de Norroy-lès-Pont-à-Mousson (1916) : découverte de l'autel dont la face principale porte une dédicace à Jupiter et Hercule Saxetanus. (Dessin de Walter Voltmer, *Zwischen Maas und Mosel*, 1917)



Figure 24

Carrières de Norroy-lès-Pont-à-Mousson, 1ère ligne allemande (15 avril 1916) : Keune, mettant en œuvre ses compétences d'épigraphiste, relève l'inscription latine de l'autel, en présence du sous-préfet de Metz (portant une paire de jumelles), d'un officier supérieur (sans doute le commandant du régiment tenant le secteur) et de trois autres officiers.

(Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, KM 439)



Figure 25

Metz, musée municipal (10 octobre 1916) : livraison de l'autel gallo-romain par un véhicule hippomobile du II^{ème} bataillon du LIR 93***. À gauche, en haut de l'escalier, un sous-lieutenant décoré de la Croix de fer de II^{ème} classe, qui a sans doute accompagné l'équipe chargée de la livraison***.

(Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, KM 552)

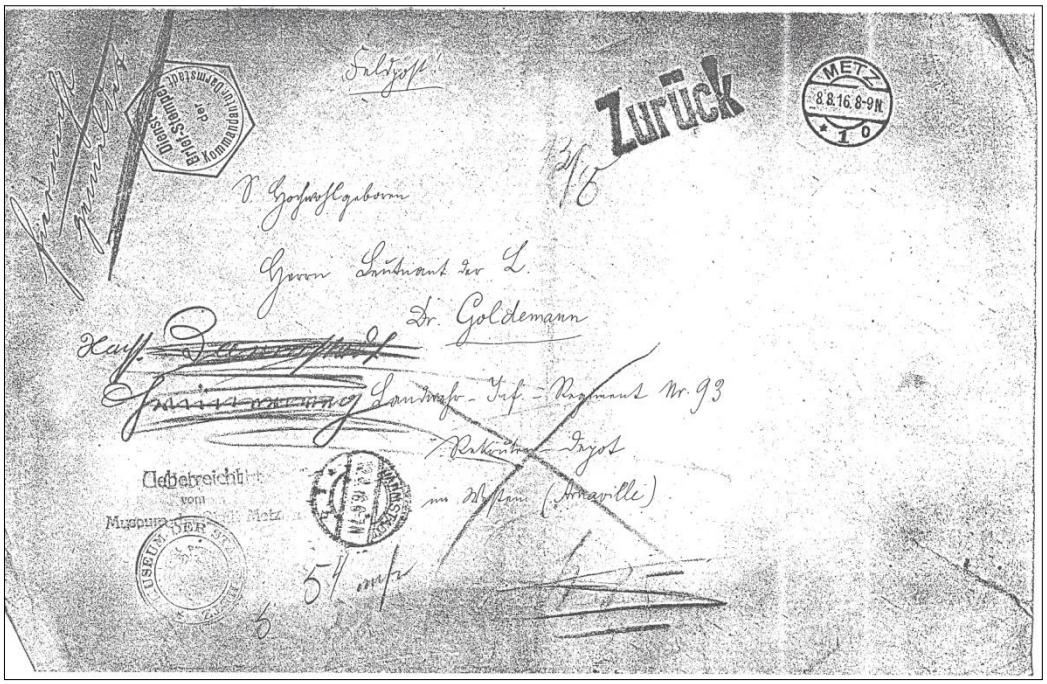


Figure 26

Enveloppe portant le timbre du musée de Metz, datée du 8 août 1916 et adressée par Keune au sous-lieutenant de Landwehr ***Goldemann.*** (Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole, Fonds Keune)

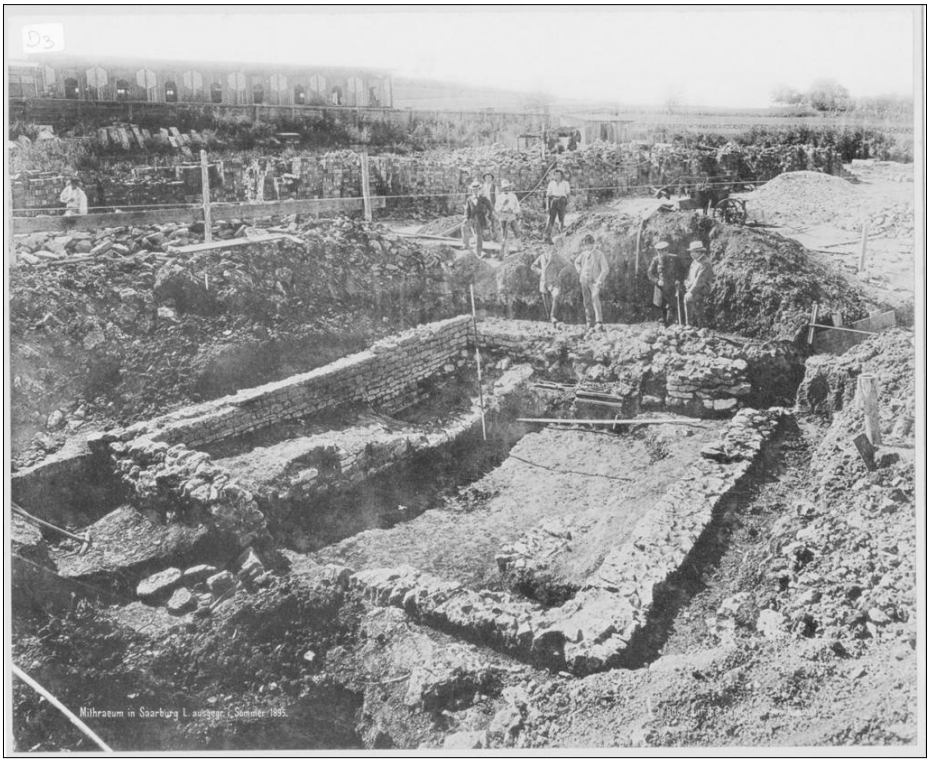


Figure 27
Sarrebourg, caserne du 7ème régiment de Uhlans ***(été 1895) : fouilles archéologiques du*** Mithraeum.
(Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole)



Figure 28
Metz, Musée de la Cour d'Or : bas-relief de Mithra découvert à Sarrebourg.
(Laurianne Kieffer - Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole)



Figure 29
Metz : église Saint-Pierre-aux-Nonnains (côté est).
(Source inconnue)



Figure 30
Metz, musée municipal (avant 1914) : au premier plan à droite et le long du mur à gauche, le chancel de l'église Saint-Pierre-aux-Nonnains.
(Musée de La Cour d'Or - Metz Métropole)



Figure 31
Metz (16 mai 1903) : le Major ***Schramm.*** (Coll. J.-C. Laparra)



Figure 32
Metz, grand amphithéâtre du Sablon (16 mai 1903) : présentation du site et des fouilles archéologiques à Guillaume II par le président de la S.H.A.L. et le Major ***Schramm.*** (Coll. E. Nabunsky)

LES DIRIGEABLES ALLEMANDS EN FRANCE

Par Philippe NICODÈME

Inquiétudes réciproques

En 1905, la France est le premier pays européen à se doter d'un dirigeable militaire, le *Lebaudy*, qui fait un séjour à Toul. En 1907, le centre d'aérostation de Verdun accueille le *Patrie*. L'Allemagne s'inquiète, « ***suit nos progrès avec envie*** » comme l'écrit la presse française et construit aussi des dirigeables militaires, les *Parseval* et les *Gross-Basenach*.

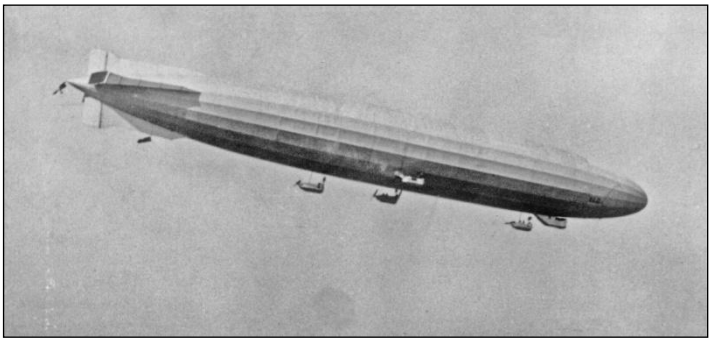
Puis viennent les zeppelins. Le comte Zeppelin n'est pas un inventeur, mais c'est un remarquable vendeur. Pendant que des ingénieurs construisent les dirigeables qui portent son nom, il en assure la promotion auprès des militaires, des décideurs politiques et des journalistes. Il s'efforce également de contrer la concurrence de la société Schütte-Lanz, qui construit aussi des dirigeables rigides. Zeppelin devient rapidement un nom commun, utilisé pour désigner tous les dirigeables allemands. À son tour la France s'inquiète. Des articles alarmistes décrivent « ***la menace permanente des aérostats allemands*** ». Projets et hypothèses sont vite transformés en certitudes et l'idée se répand que la guerre commencera par des bombardements aériens sur les grandes villes.

Les militaires français préparent la défense. Il est envisagé de faire décoller des avions dans les heures suivant la déclaration de guerre, pour détruire les dirigeables ennemis dans leurs hangars. Prévus dès 1911, des exercices d'attaque avec les aérostats français sont réalisés en 1913 et 1914. Des avions armés de mitrailleuses sont essayés, mais ils sont jugés peu efficaces. Détruire un dirigeable n'est pas facile, quelques trous dans l'enveloppe n'entraînent qu'une faible perte de gaz, l'hydrogène ne s'enflamme que mélangé avec l'air dans des proportions bien définies et en présence d'une flamme. La méthode d'attaque consiste donc à survoler l'appareil ennemi et à le bombarder avec des fléchettes en acier et des grenades incendiaires.

La guerre

Fin juillet 1914, l'orage menace et on regarde le ciel. Dès le 25, en Lorraine, des lueurs nocturnes sont interprétées comme provenant de zeppelins. Dans la nuit du 1er au 2 août, une lumière suspecte, provenant d'un dirigeable, allemand ou français selon les observateurs, traverse le ciel du Luxembourg, de la Belgique, puis de la France, le long de la frontière du Nord. Mais les appareils alors en service ne peuvent effectuer un tel vol et il est difficile d'imaginer des dirigeables militaires effectuant des missions d'observation tous feux allumés.

L'Allemagne entre en guerre avec dix-sept dirigeables, dont huit seulement sont opérationnels, les autres servant à l'instruction des équipages ou étant en réserve. Les appareils déployés sur le front occidental, les zeppelins *Z VI, Z VII, Z VIII, Z IX* et le *Schütte-Lanz SL 2*, dépendent de l'Armée. Le service d'aérostation de la Marine ne dispose que du zeppelin *L 3*, destiné à des patrouilles maritimes.



Le* SL 2 *en vol. Les* Schütte-Lanz *ont une carcasse en bois et ils bénéficient d'une aérodynamique soignée. Leurs performances n'ont rien à envier à celles des zeppelins.
(Coll. Ph. Nicodème)

Le 2 août 1914, la presse française décrit les mesures prises pour protéger Paris. Toute la nuit, des projecteurs fouillent le ciel ; si un dirigeable est repéré, des aviateurs

décolleront aussitôt pour le bombarder. « ***Au cas où cette manœuvre ne réussirait pas, ils doivent aborder le dirigeable, et dans ce choc formidable, se sacrifier avec lui*** » précise *Le Figaro.*

Mais l'activité des aérostats allemands est très modeste. En août, ils effectuent deux bombardements en Belgique, sur Liège et Anvers. Au matin du 22 août, deux appareils tentent des reconnaissances sur le front, dans les Vosges. Le *Z VIII* est repéré près de Badonviller, il essuie des tirs de fusils, puis des coups de canon et se pose sur des sapins, près du col de la Chapelotte. Le *Z VII* est lui aussi détruit, dans des conditions mal connues, victime de troupes françaises ou allemandes.

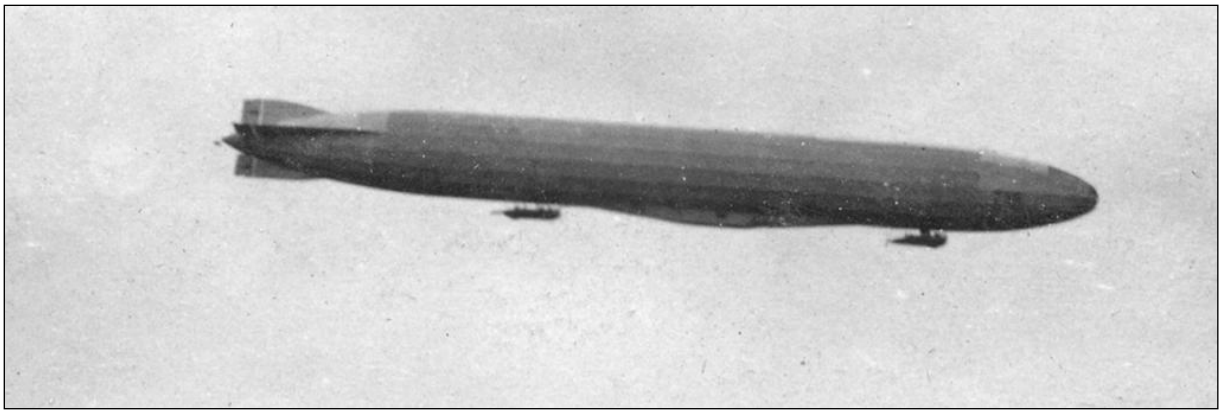
À titre de comparaison, les dirigeables français, à peu près aussi nombreux que leurs homologues allemands, effectuent en août treize opérations de bombardement et de reconnaissance sur les positions ennemies.

Le 17 août, *Le Figaro* évoque la « ***grande déception*** » du public qui avait « ***rêvé de combats aériens*** », et explique que les zeppelins, dont la valeur est « ***bien surfaite*** », auraient le plus grand mal à arriver jusqu'à Paris et s'ils y parvenaient quand même, leurs bombes ne feraient pas les dégâts terrifiants que l'on avait imaginés.

Les premières attaques

Les zeppelins en service au début de la guerre ont des performances limitées et les aérostiers allemands ne disposent que d'un seul appareil vraiment efficace, le *Schütte-Lanz SL 2*. Celui-ci tente une attaque sur Paris en octobre 1914, mais l'opération n'aboutit pas à cause du brouillard trop dense. Le 26 décembre, il effectue le premier bombardement d'une ville française, Nancy. Deux personnes sont tuées, plusieurs autres blessées. Ces premières victimes ne suscitent guère d'émotion dans la presse, le quotidien *Le Temps* relativise le danger représenté par les bombardements, qui « ***font moins de victimes dans une ville que la moindre épidémie de fièvre typhoïde ou même de scarlatine*** ».

Le *Z XII* entre en service début 1915. Il a des performances nettement supérieures à celles des dirigeables construits jusqu'alors. Mais les vols nocturnes à haute altitude, dans des nacelles ouvertes à tous les vents, se déroulent dans des conditions difficiles. En février, par un temps « ***exceptionnellement froid*** », le *Z XII* tente un raid sur Nancy. Il monte à 3.300 mètres, la température descend, un moteur tombe en panne, puis un autre. Le retour est difficile, les mécaniciens doivent éventrer un réservoir et découper l'huile solidifiée en morceaux pour l'introduire dans le seul moteur qui fonctionne encore.



Le* Z XII *comporte une nacelle centrale destinée initialement au transport de passagers.
(Coll. Ph. Nicodème)

La bataille d'Angleterre

« *We'll come back* » et « *Gott strafe England* » (« Nous reviendrons » et « Dieu punisse l'Angleterre ») peuvent lire les habitants de Calais dans une lettre larguée lors du premier bombardement et sur des banderoles accrochées à des projectiles non explosés. Comme l'indiquent ces messages, les bombes tombées sur la ville ne lui étaient pas destinées.

Pendant l'hiver 1914-1915, l'armée allemande agrandit le hangar à dirigeables de Maubeuge et construit des hangars à Bruxelles, Namur et Gand, ce qui permet d'envisager des attaques sur l'Angleterre. Encore faut-il atteindre l'objectif. Les perturbations qui se forment sur l'Atlantique sont difficilement détectables par les services météorologiques allemands et il arrive que les assaillants se retrouvent dans le « *chaudron du diable* » d'un orage, avec des feux de Saint-Elme qui se développent sur les parties métalliques de l'appareil.

Lorsque l'Angleterre est inaccessible, les aérostiers tentent de bombarder un des ports par lesquels transitent les troupes anglaises qui combattent en France.

Les zeppelins font plusieurs incursions au-dessus de Dunkerque. Mais la ville, défendue par des avions et pouvant facilement être bombardée par des canons à longue portée, ne connaît qu'une attaque. Proche de l'Angleterre, facilement repérable grâce à la proximité du cap Blanc-Nez, Calais subit six bombardements. La cité est en première ligne ; à plusieurs reprises, les défenseurs aperçoivent des dirigeables qui passent au large, ou franchissent la côte française. Ils observent les tirs de la DCA anglaise et même l'explosion d'un dépôt de munitions lors d'une attaque sur Margate.

Techniques de bombardement

Les bombardements de Calais se déroulent tous de la même manière : le dirigeable passe au large de la côte, fait demi-tour, pénètre à l'intérieur des terres, arrive sur la ville par l'arrière et bombarde en repartant vers la mer. Cette procédure, qui consiste à survoler l'objectif en étant sur une trajectoire de retour réduit les risques de repérage et d'interception et elle sera utilisée pendant toute la guerre.

La navigation se fait en priorité au-dessus des régions occupées ou de la mer, les incursions en territoire ennemi sont limitées au strict minimum. Les attaques sur l'Angleterre se font par la Belgique. Une signalisation lumineuse facilite la navigation jusqu'à la côte, où deux projecteurs verticaux visibles jusqu'au milieu de la Manche permettent de suivre une route directe jusqu'à l'embouchure de la Tamise.

Les zeppelins disposent de ce qui se fait de mieux en matière d'appareils de navigation et de visée. Lors de la deuxième attaque de Calais, le *Z XII* utilise pour la première fois la *Spähkorb*, une petite nacelle, descendue au bout d'un câble et qui permet à un observateur de diriger le largage des bombes alors que le dirigeable est au-dessus des nuages. Mais les bombardements restent imprécis et il arrive que les cibles ne soient identifiées qu'après coup, grâce aux communiqués alliés. Les bombes sont de deux types, explosives, généralement de 50 à 150 kilos, et incendiaires, de 8 à 10 kilos.

Avant chaque opération, le dirigeable fait l'objet d'une préparation minutieuse et effectue un court vol d'essai. S'il n'est pas endommagé, il peut souvent effectuer une seconde mission dans les jours qui suivent la première. Mais les périodes d'immobilisation pour des travaux de maintenance ou des modifications sont importantes.

Paris

Atteindre la capitale française n'est pas facile, il faut effectuer un long trajet en territoire ennemi, avec le risque d'être repéré par le réseau de surveillance, constitué de 3 lignes de postes de

guet installés loin en avant de la ville. La défense proprement dite est assurée par des avions basés au Bourget et des batteries anti-aériennes, avec plus de 60 canons.



Bombardement du 29 janvier 1916, cour d'immeuble rue de l'Elysée-Ménilmontant.
(Coll. Ph. Nicodème)

Paris subit 3 bombardements, qui peuvent se résumer en quelques chiffres : 6 dirigeables sont engagés, 4 arrivent sur l'objectif et 2 sont détruits au retour. Le bilan humain est de 30 morts, 26 personnes tuées par les bombes, une morte des suites de blessures, 3 du fait de la « *commotion* » provoquée par les explosions.

L'attaque du 20 mars 1915 touche surtout la banlieue. La presse souligne le peu d'effet produit sur la population et le « ***calme goguenard*** » dont font preuve les Parisiens. Le 29 janvier 1916, il y a 28 morts, principalement des femmes, des enfants, des vieillards. Plusieurs quotidiens appellent à des représailles, *Le Petit Parisien* interroge « ***des personnalités prises dans tous les milieux*** », dont les réponses quasiment unanimes « ***peuvent se résumer en un mot : Vengeance*** ». Le troisième bombardement, le 30 janvier, alors que l'émotion suscitée par l'attaque de la veille est à son comble, passe presque inaperçu.

Le vocabulaire employé pour décrire les attaques fait appel au registre judiciaire, il est question « ***d'attentat*** », de « ***crime*** », de « ***bandits*** », parfois avec référence à la bande à Bonnot. Après les deux premières attaques, une instruction judiciaire est ouverte, concernant « ***des violations du droit des gens*** ».

La presse allemande déplore aussi les victimes civiles, mais justifie l'attaque, présentée comme une réponse au bombardement de Fribourg-en-Brisgau par un dirigeable français et le choix de la cible par le fait que Paris est une place forte militaire. Quant aux attaques contre l'Angleterre, elles sont légitimées par le blocus allié qui affame la population allemande. Les arguments mis en avant de part et d'autres annoncent l'implication croissante des civils dans la guerre, en particulier la guerre aérienne.

Dès 1915, des « *primes à la dégringolade* » sont offertes à ceux qui abattront un zeppelin. Un riche particulier, le marquis d'Ornano, offre 5.000 francs et le journal *Le Matin* offre 25.000 francs aux aviateurs ou 10.000 francs aux canonniers.

Paris connaît aussi des fausses alertes. Le 23 août 1914, un télégramme « *d'extrême urgence* » signale un dirigeable sur Vincennes, mais une rapide enquête conclut que personne n'a « ***rien vu ni rien entendu*** ». L'alerte du 10 janvier 1917 a des conséquences tragiques, un des avions ayant décollé du Bourget s'écrase, entraînant la mort du lieutenant Georges Bédora.

Il y aussi des alertes en province, en particulier à Nancy. Le décompte exact des opérations engagées contre les villes françaises est impossible, car les sources sont souvent contradictoires. Les

attaques qui n'aboutissent pas passent parfois inaperçues, plusieurs alertes sont déclenchées par des dirigeables en approche qui font ensuite demi-tour ; les aérostiers allemands ne savent pas toujours où ils ont largué leurs bombes ou revendiquent des bombardements pour des missions non abouties.

L'escalade technologique

Le bombardement du 29 janvier 1916 provoque une crise politique, des parlementaires reprochent au gouvernement de ne pas avoir doté l'armée d'avions d'abattre les zeppelins, qui volent trop haut et trop vite. En plus de leur grand rayon d'action et de leur capacité d'emport, l'altitude et la vitesse sont les principaux atouts des dirigeables, très difficiles à atteindre. Mais cette situation ne dure pas, en particulier face aux Britanniques. Les « superzeppelins », puis les « grands grimpeurs » sont mis en service pour tenter de reprendre l'avantage.

La production des zeppelins est organisée sur plusieurs sites et la fabrication des nouveaux modèles est adaptée en fonction des contraintes de la guerre. La firme Schütte-Lanz périclite. Si le matériel ne manque pas, il y a pénurie d'équipages expérimentés. Ernst Lehmann, commandant du *Z XII* indique qu'il faut « ***plus d'un an de vol intense*** » pour former correctement un équipage, et il ajoute *:* « ***La guerre n'attendait pas la formation***. »

En France, il est envisagé de construire des dirigeables rapides équipés de canons et de projecteurs pour défendre Paris. Ce projet n'aboutit pas, mais une nouvelle forme de guerre fait son apparition, dans la plus grande discrétion.

La guerre électronique

Le 21 février 1916, quatre dirigeables lancent une attaque sur les gares desservant Verdun. Peu de temps après avoir franchi les lignes françaises, le *LZ 77*, repéré par des projecteurs, pris à partie par une section d'auto-canons, tombe en flammes. Deux zeppelins qui le suivaient font demi-tour, l'un d'eux est détruit à l'atterrissage. Le quatrième appareil parvient à lancer quelques bombes sur Lunéville.

Dans les nombreux articles consacrés à la destruction du *LZ 77*, la présence de l'artillerie anti-aérienne au bon endroit semble due au hasard. Mais un document conservé dans les archives de l'armée indique que trois des appareils participant à l'attaque sont repérés peu après leur décollage par le service d'écoute radiotélégraphique français, qui suit leur progression.

Pour faciliter la navigation nocturne, les zeppelins émettent un signal par T.S.F. et reçoivent en retour leur position, calculée par des stations au sol. À partir d'avril 1915, l'installation d'un réseau de stations radios permet d'assurer le guidage des dirigeables pendant toute la durée du vol. Très vite les services d'écoute français parviennent eux aussi à suivre les déplacements des zeppelins. Il est difficile de trouver des informations à ce sujet, mais la France semble alors bénéficier d'une avance certaine dans le domaine des transmissions et du décryptage.

Pendant plusieurs mois, les informations recueillies sont transmises aux Anglais. Le 29 janvier 1916, le *LZ 79* en route vers Paris est rapidement repéré, mais l'alerte est donnée tardivement, la transmission des informations se fait mal, d'autant plus qu'il faut préserver le secret du repérage radio. Dans les semaines qui suivent une organisation plus efficace est mise en place et un réseau de postes d'écoute est installé pour protéger les grandes villes.

Après la désastreuse opération du 21 février, les zeppelins concentrent leurs attaques sur l'Angleterre, ou sont occupés à des opérations de reconnaissance maritime. Ils n'ont toutefois pas fini de s'aventurer dans le ciel français.

Les désastres de 1917

Le 17 février 1917, le *LZ 107* effectue le dernier bombardement d'une ville française et aussi la dernière opération d'un dirigeable de l'Armée. En Allemagne, comme en France, tous les aérostats passent sous l'autorité de la Marine. Grâce à leur important rayon d'action, les nouveaux zeppelins opèrent depuis des bases de la côte allemande. À l'aller ils contournent la Hollande et survolent la Belgique, le retour se fait par la mer. La base de Maubeuge, à la portée des avions alliés et surveillée par des réseaux d'espionnage, est délaissée.

Dans la nuit du 16 au 17 mars 1917, des zeppelins sont déroutés par le vent au-dessus de l'Angleterre. Trois d'entre eux rentrent en survolant brièvement le nord de la France. Un quatrième, le *L 39*, est plus au sud, en Normandie. Il remonte vers le Nord ; au-dessus de Compiègne il est suivi par des avions et pris à partie par des canons anti-aériens. Dans l'aube naissante, les habitants assistent au spectacle. L'*Illustration* publie le récit d'un témoin : « ***Un zeppelin plane très haut sur Compiègne ; il semble immobile comme s'il avait une panne de moteur. Sa forme fine, allongée, se perd par moments dans la masse indécise d'un nuage, dont elle possède la teinte neutre.*** »

Le *L 39* se déleste de ses bombes et tente de prendre de la hauteur, en vain. « ***Une flamme sort du point touché, s'allonge vers l'avant, et, en quelques secondes, embrase toute la nef. Alors la machine se divise : deux grosses masses enflammées descendent comme des torches gigantesques en répandant de grosses volutes de fumée noire. Entre elles, descend un amas de poutres tordues, de croisillons, de filaments que lèchent des flammes fuligineuses ; la nacelle, qui y est suspendue, pique du nez. On perçoit le fracas d'une explosion qui nous parvient avec un long retard ; c'est elle qui a dû mettre le zeppelin en morceaux. Çà et là, des débris épars, comme les épaves d'un naufrage, accompagnent la chute ; on distingue parmi eux une forme humaine, la tête en bas.*** »



Des officiers français examinent les débris du* L 44 *à Chennevières.
***Une scène identique à celles qui ont eu lieu sur les sites où se sont écrasés le* LZ 77 *et le* L 39.**
(Coll. Ph. Nicodème)

L'équipage était constitué d'hommes expérimentés, et sa disparition est un coup dur pour les aérostiers allemands.

Le 20 octobre, une attaque de grande ampleur est lancée sur l'Angleterre. Un vent violent perturbe le retour, huit appareils survolent le territoire français, deux regagnent les lignes allemandes

par une route assez directe. Les six autres dérivent plus au sud, deux parviennent à franchir la ligne de front, deux sont contraints à des atterrissages forcés, un est abattu, un autre se perd en Méditerranée.

Cette « ***belle débâcle de zeppelins*** » est présentée par la presse comme étant due aux conditions météorologiques. C'est en partie vrai, mais les zeppelins qui ont perdu leur route ont été « aidés » par le réseau français de T.S.F. Le témoignage de l'un des participants à cette action permet d'en connaître le déroulement dans ses grandes lignes (A. Boursin, voir note en bibliographie, page 107).

Le réseau d'écoute français est mis en alerte par des vols d'essai, effectués au-dessus de l'Allemagne, en prélude à une opération de grande envergure. Lors de l'attaque, les assaillants sont suivis au-dessus de la Belgique et de la Mer du Nord. Quand les zeppelins s'engagent sur la France, les émissions des stations allemandes sont brouillées, les appareils n'arrivent plus à se repérer, l'un d'eux tourne en rond pendant près de 3 heures avant de retrouver sa route. De plus, les aérostiers reçoivent des messages contradictoires de deux stations « amies », l'une en Allemagne et l'autre, plus proche donc mieux captée, en France. Cette opération très élaborée a été imaginée par le général Gustave Ferrié, dont les remarquables travaux dans le domaine des transmissions et de la guerre électronique restent largement méconnus.

La fin

En détournant les zeppelins pour les abattre, la défense française passe à l'offensive et porte un sérieux coup aux aérostats allemands. Les attaques sur l'Angleterre ne reprennent qu'en mars 1918. Les zeppelins sont sur le déclin, les avions peuvent maintenant faire les mêmes bombardements, à un coût moindre. Le 5 août, le *L 70* vole vers l'Angleterre. Ce nouvel appareil, théoriquement capable de bombarder New-York doit permettre de reprendre les bombardements stratégiques. Mais il est abattu avant d'avoir atteint la côte. Le commandant des dirigeables de la Marine, Peter Strasser, était à bord. C'est un coup fatal pour les zeppelins qui ne font plus aucune grande opération.

La guerre terminée, 3 zeppelins reviennent en France, livrés au titre de réparation de guerre. Le *L 72* reste un mois à Maubeuge puis part pour Cuers. La Marine française hésite à l'utiliser. Devenu le *Dixmude*, il effectue des vols en Méditerranée, avant d'exploser au large de la Sicile, faisant 50 morts. Le *LZ 113*, un appareil ancien, est démantelé. Le *Nordstern*, un appareil civil destiné au transport de passagers, devient le *Méditerranée*, utilisé par la Marine jusqu'en 1926.

Bilan

Une quarantaine d'attaques sont lancées contre des villes françaises, environ la moitié aboutissant à un bombardement. Elles se répartissent en trois groupes selon leur localisation :

Est (Lorraine et Champagne)	Une vingtaine d'attaques, 8 bombardements, 8 morts.
Nord (littoral et Flandre)	Entre 10 et 15 attaques, la plupart d'objectifs secondaires. Entre 9 et 12 bombardements, 24 morts.
Intérieur du territoire	Au moins 5 attaques sur Paris et une sur Le Creusot. 3 bombardements de Paris, 2 d'objectifs secondaires, 30 morts.

Au moins soixante-deux personnes, presque toutes des civils, périssent, dont près de la moitié dans un seul bombardement. La quasi-totalité des attaques a lieu entre décembre 1914 et février 1916.

Engagés dans des opérations de bombardement stratégique pour lesquelles ils n'étaient pas adaptés, les dirigeables allemands ont été confrontés à une défense particulièrement efficace. D'août 1914 à octobre 1917, les opérations au-dessus de la France, bombardements ou survols du territoire, entraînent la perte de onze zeppelins, abattus ou contraints à des atterrissages forcés, et de six équipages (52 morts, 51 prisonniers).

L'activité des dirigeables allemands en France

La liste des opérations menées sur le territoire français ou à partir de celui-ci est établie avec des sources allemandes, françaises et anglaises, archives, articles de presse, publications. Pour certaines opérations les informations sont imprécises, contradictoires ou inexistantes.

Les zeppelins sont désignés par l'appellation des utilisateurs, l'armée (Z ou LZ) ou la marine (L). Le numéro du constructeur (LZ), est indiqué entre parenthèses. Pour chaque opération, le nombre d'appareils engagés, opérant en France ou non, est indiqué entre parenthèses.

Les opérations de repérage radiogoniométriques et les informations des services de renseignements qui ont été retrouvées figurent en italiques.

22 août 1914	**Reconnaissance et bombardement (2 zeppelins).**
Z VII (LZ 22)	Basé à Baden-Oos. Reconnaissance à l'aube sur l'Argonne, bombardement d'un bivouac français non situé, tirs d'infanterie et d'artillerie d'origine indéterminée (française ou allemande), atterrissage forcé à Saint-Quirin, près de Sarrebourg, appareil détruit, équipage indemne.
Z VIII (LZ 23)	Basé à Trèves. Reconnaissance à l'aube sur le versant ouest du Donon, tirs d'infanterie (04 h 40) et d'artillerie, équipe mobile de réparation du 21e C.A. 3 bombes sur Badonviller, pas de dégâts, atterrissage forcé, col de la Chapelotte (05 h 00), appareil capturé, équipage retourné dans les lignes allemandes.
26 septembre 1915	**Reconnaissance sur Boulogne-sur-Mer (1 zeppelin).**
Z IX (LZ 25)	Basé à Düsseldorf. Pas d'informations sur la réalisation ou non de la mission.
octobre 1915	**Raid sur Paris (1 Schütte-Lanz).**
SL II	Basé à Trèves. Objectif non atteint à cause du brouillard, itinéraire inconnu.
26 décembre 1914	**Bombardement de Nancy (1 Schütte-Lanz).**
SL II	Basé à Trèves. 18 bombes (840 kg) sur le centre ville (05 h 00), rue de la Foucotte, quai Claude-le-Lorrain (2 morts), cours Léopold, église Sainte-Epvre, rue Ville-Vieille. Plusieurs blessés.
22 janvier 1915	**Reconnaissance maritime (2 zeppelins).**
	1 appareil non identifié près de Dunkerque, poursuivi par 11 avions.
février 1915	**Raid sur Nancy (1 zeppelin).**
Z XII (LZ 26)	Basé à Francfort. Objectif non atteint, date et itinéraire inconnus.
22 février 1915	**Raid sur l'Angleterre (2 zeppelins). Bombardement de Calais.**
Z X (LZ 29)	Basé à Bruxelles-Evere. N'atteint pas l'Angleterre. Calais (04 h 15), 900 kg de bombes, gare des Fontinettes, rue Dognin (5 morts), rue de Malines, rue des Communes, boulevard La Fayette, quai de la Gendarmerie, zone portuaire.
8 mars 1915	**Déplacement (1 zeppelin).**
Z XII (LZ 26)	Francfort-Rebstock – Maubeuge. Vol de jour à basse altitude. Itinéraire : Clairvaux (L), Rochefort (B), Hastière (B), Florennes (B), Walcourt (B).
15 mars 1915	**Vol d'essai (1 zeppelin).**
Z XII (LZ 26)	Evolutions dans les environs du centre d'aérostation de Maubeuge.
17-18 mars 1915	**Raid sur l'Angleterre (2 zeppelins). Bombardement de Calais.**
Z XII (LZ 26)	Maubeuge (18 h 00), Belgique, côte anglaise (22 h 00), brouillard infranchissable. Calais, 39 bombes, quartier du Fort Nieulay, gare centrale (00 h 40, 8 morts, 10 blessés), église Notre-Dame (1 mort rue de Guise suite « commotion »), zone portuaire. Retour au large de Dunkerque et par la Belgique, atterrissage forcé près de Maubeuge, légèrement endommagé.
20-21 mars 1915	**Bombardement de Paris (2 zeppelins, 1 Schütte-Lanz)**.
Z X (LZ 29)	Basé à Bruxelles-Evere. Itinéraire : vallée de la Senne puis de la Sambre, Maubeuge, Guise, vallée de l'Oise, La Fère, Noyon, Corbeaulieu (1ère ligne de postes de guet), Mantes. Bombes sur les 17e et 18e arrondissements (02 h 15, 1 mort), sur Asnières (5 blessés), Bois-Colombes, Gennevilliers, Enghien, Saint-

	Gratien. Franchit la ligne de front près de Noyon, atterrissage forcé à Grugies, près de Saint-Quentin, appareil détruit, équipage indemne.
Z 35 (LZ 35)	Basé à Bruxelles-Etterbeck. Même itinéraire que le Z X. Bombes (820 kg) sur Saint-Germain, Argenteuil (02 h 10), Colombes, La Garenne (1 blessé), Courbevoie (2 blessés), Neuilly, Levallois-Perret (2 blessés). Retour par Ecouen, Méry, vallée de l'Oise.
SL II	Basé à Bruxelles-Sainte-Agathe. Perd le contact avec les zeppelins après Maubeuge, 3 bombes sur Meulan, 12 sur Compiègne (02 h 30) et 3 sur Ribeaucourt-Dillincourt, dégâts matériels, pas de victimes.
21 mars 1915	**Raid sur Paris (2 zeppelins).**
	Appareils non identifiés, objectif non atteint, mauvaise visibilité, bombes larguées dans des champs près de Villers-Cotterets.
28 mars 1915	**Survol du territoire français (1 zeppelin).**
	Appareil non identifié, vole vers Saint-Omer. Pas de bombardement.
30 mars 1915	**Bombardement de Bailleul (1 zeppelin).**
	Appareil non identifié. 2 bombes dans des champs (02 h 00). Pas de victimes.
5 avril 1915	**Survol de Dunkerque (1 zeppelin).**
	Appareil non identifié. Survol de la rade, pas de bombardement.
12 avril 1915	**Bombardement de Nancy (1 Schütte-Lanz).**
SL II	Basé à Trèves. 6 ou 7 bombes vers 01 h 30, rue Victor, rue du Progrès, rue de la Prairie, quai de la Bataille, immeubles endommagés, pas de victimes.
12 avril 1915	**Raid sur le front britannique (1 zeppelin). Bombardement de Bailleul.**
LZ 35 (LZ 35)	Basé à Gand-Gontrode. Objectifs Poperinge, Cassel, Hazebrouck. 19 bombes sur Bailleul (23 h 35), camp d'aviation, cimetière, hospice, rue des Moulins, (3 morts 2 blessés). Touché par artillerie, atterrissage forcé près d'Aalter, entre Bruges et Gand, appareil détruit, équipage indemne.
15 avril 1915	**Raid sur l'Angleterre (4 zeppelins).**
Z XII (LZ 26)	Basé à Maubeuge. Itinéraire inconnu, pas de bombardement.
19 avril 1915	*Expérimentation du guidage d'un zeppelin par radiogoniométrie.*
13 mai 1915	*Un zeppelin guidé par radiogoniométrie est suivi par les Français.*
16-17 mai 1915	**Raid sur l'Angleterre (3 zeppelins). Bombardement de Calais, survols.**
LZ 37 (LZ 37)	Basé à Bruxelles-Etterbeck. Ne rejoint pas les deux autres appareils. Cap Gris-Nez, Audembert, 17 bombes (23 h 45), Calais (00 h 45), bombes aux environs du Fort Nieulay (4 morts), zone portuaire. Retour à Gand (02 h 00)
LZ 38 (LZ 38)	Basé à Bruxelles-Evere. Bombarde Ramsgate et Douvres. Itinéraire de retour : environs de Dunkerque et d'Armentières, ligne de front (04 h 20).
LZ 39 (LZ 37)	Basé à Bruxelles-Evere. N'atteint pas la côte anglaise. Itinéraire de retour : environs de Dunkerque (03 h 15), attaqué par les avions qui cherchent le LZ 38 (03 h 30), Gand, Bruxelles. Endommagé, 1 mort et des blessés dans l'équipage.
28-29 juillet 1915	**Bombardement de Calais.**
Z XII (LZ 26)	Basé à Maubeuge. 9 bombes sur Calais (23 h 30), quelques dégâts, pas de victimes, Audruicq (objectif camps anglais), 7 bombes, quelques dégâts, pas de victimes, Marquise (objectif hangar à dirigeables), 7 bombes, église endommagée, 1 mort.
22 juillet 1915	**Déplacement (1 zeppelin).**
Z XII (LZ 26)	Maubeuge – Allenstein (actuellement Olsztyn – Pologne)
Sept. Octobre 1915	**Déplacements (1 zeppelin).**
LZ 74 (LZ 44)	Basé en alternance à Namur et Maubeuge (peut-être aussi Darmstadt) pour de cours séjours.
11 septembre 1915	**Déplacement (1 zeppelin).**
LZ 79 (LZ 49)	Posen (actuellement Poznan – Pologne) – Maubeuge, vol de 12 heures.
13 septembre 1915	**Raid sur l'Angleterre (5 zeppelins 1 Schütte-Lanz).**
LZ 79 (LZ 49)	Maubeuge, Gand, côte anglaise (00 h 00), pris dans un orage pendant une heure, mission abandonnée, bombes larguées avant atterrissage.

16 septembre 1915	**Déplacement (1 zeppelin).**
LZ 79 (LZ 49)	Maubeuge – Düren
3-4 octobre 1915	**Bombardement de Châlons-sur-Marne (1 zeppelin).**
LZ 77 (LZ 47)	Basé à Namur. Nombre de bombes inconnu, quelques dégâts, pas de victimes.
4 octobre 1915	**Déplacement (1 zeppelin).**
LZ 74 (LZ 44)	Base de départ inconnue – Maubeuge (04 h 15). *Services de renseignements.*
5 octobre 1915	**Vol (1 zeppelin).**
LZ 74 (LZ 44)	Nature du vol inconnue. Départ Maubeuge (08 h 30), base d'arrivée inconnue. *Information des services de renseignements.*
6 octobre 1915	**Vol (1 zeppelin).**
LZ 74 (LZ 44)	Nature du vol inconnue. Base de départ inconnue, retour Maubeuge (12 h 35). *Information des services de renseignements.*
7 octobre 1915	**Vol (1 zeppelin).**
LZ 74 (LZ 44)	Nature du vol inconnue. Départ Maubeuge (22 h 30), base d'arrivée inconnue. *Information des services de renseignements.*
7 octobre 1915	**Bombardement de Suippes Saint-Hilaire et de Valmy (1 zeppelin).**
LZ 77 (LZ 47)	Basé à Namur. Bombes sur Suippes Saint Hilaire, pas de dégâts, pas de victimes. Bombes sur Valmy, 6 soldats du 315e R.I. tués (d'après un témoin, pas de sources officielles). En tout 2 192 kg de bombes.
8 octobre 1915	**Vol (1 zeppelin).**
LZ 74 (LZ 44)	Nature du vol inconnue. Base de départ inconnue, retour Maubeuge (08 h 40). *Information des services de renseignements.*
13 octobre 1915	**Bombardement de Château-Thierry (1 zeppelin).**
LZ 77 (LZ 47)	Basé à Namur. Sources françaises : 5 bombes sur Château-Thierry, vers 22 h, pas de dégâts, pas de victimes. Sources allemandes : 2 382 kg de bombes sur Châlons-sur-Marne.
26 janvier 1916	**Raid sur le Creusot (2 zeppelins). Bombardement d'Epernay.**
LZ 77 (LZ 47)	Basé à Namur. Suivi par écoutes radio (indicatif O'U') de 19 h 31 à 02 h 00 du matin. Objectif non atteint. Bombes sur Avize (vers 00 h 20), au sud d'Epernay, quelques dégâts, pas de victimes.
LZ 79 (LZ 49)	Basé à Namur. Objectif non atteint. Itinéraire inconnu.
27 janvier 1916	**Déplacement (1 zeppelin).**
LZ 88 (LZ 58)	Düsseldorf – Maubeuge.
29 janvier 1916	**Bombardement de Paris (2 zeppelins).**
LZ 77 (LZ 47)	Basé à Namur. Repéré par écoute radio (O'U'). Même itinéraire que le LZ 79, demi-tour à hauteur de Landrecies, problèmes mécaniques, Namur (20 h 00).
LZ 79 (LZ 49)	Basé à Namur. Repéré par écoute radio à 18 h 40 (O'V'), liaisons avec les postes allemands de Strasbourg, Namur, Metz, Mézières. Itinéraire : Charleroi, Maubeuge, Guise, Coucy-le-Château, Fismes, ligne de front (20 h 25), Oulchy-le-Château, La Ferté-Milon (21 h 20), cherché par un projecteur, Dhuisy, La Chapelle-en-Serval, Villeparisis (deux coups de canon), Le Raincy. 18 bombes sur le 20e arrondissement, 28 morts. Poursuivi par des avions pendant une heure, atterrissage forcé à Mainvaux (B), appareil détruit, équipage indemne.
30 janvier 1916	**Bombardement de Paris (1 zeppelin).**
LZ 77 (LZ 47)	Repéré par écoutes radio à 19 h 57 (O'U'), liaisons avec Namur, bombes sur la banlieue nord, 1 mort (suite « commotion »).
31 janvier 1916	*Raid de 9 zeppelins sur l'Angleterre. Tous suivis par radiogoniométrie à partir de 18 h 00 jusqu'à 10 h 00 le 1er février.*
21 février 1916	*De 04 h 43 à 05 h 58, déplacement d'un zeppelin (indicatif O'G) de Münster à Namur suivi par radiogoniométrie.*
Janvier-févr. 1916	**Bataille de Verdun (1 zeppelin)**.
LZ 90 (LZ 60)	Basé en alternance à Trèves et Spich. Attaque non aboutie, mauvais temps.
Janvier-févr. 1916	**Bataille de Verdun (1 zeppelin)**.
LZ 90 (LZ 60)	Basé en alternance à Trèves et Spich. Attaque non aboutie, mauvais temps.

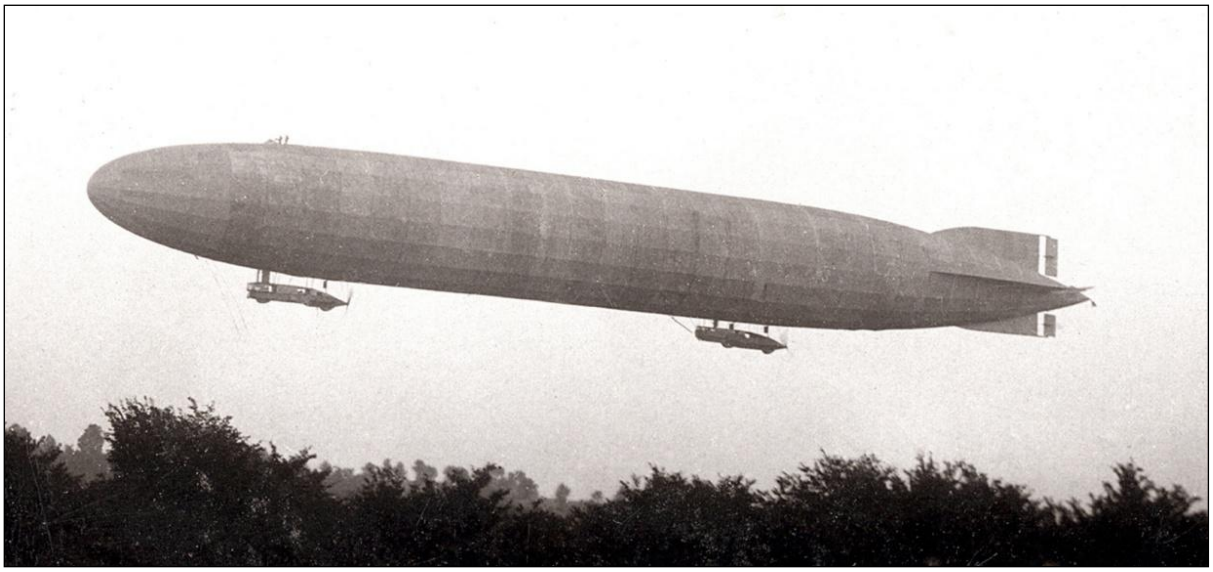
Janvier-févr. 1916	**Bataille de Verdun (1 zeppelin)**.
LZ 90 (LZ 60)	Basé en alternance à Trèves et Spich. Attaque non aboutie, mauvais temps.
Janvier-févr. 1916	**Bataille de Verdun (1 zeppelin)**.
LZ 90 (LZ 60)	Basé en alternance à Trèves et Spich. Attaque non aboutie, mauvais temps.
21 février 1916	**Bataille de Verdun (3 zeppelins, 1 Shütte-Lanz). Bombardement Lunéville.**
LZ 77 (LZ 47)	Basé à Namur. Objectif Revigny. Repéré par radio (O'U') peu après le décollage. Itinéraire : Givet (17 h 20), Vouziers (19 h 10), Montfaucon (19 h 57), Sainte-Menehould. Vers 21 h 00, pris à partie par la 17e section d'autos canons, s'écrase à Brabant-le-Roi, 12 morts.
LZ 88 (LZ 58)	Basé à Maubeuge. Objectif Châlons-sur-Marne. Repéré par radio (O'Z). Itinéraire : Hirson (19 h 35), Rethel (20 h 16), fait demi-tour, Mézières (21 h 55), Maubeuge (23 h 35), bombes larguées avant atterrissage.
LZ 95 (LZ 65)	Basé à Namur. Objectif Vitry-le-François. A l'aller même itinéraire que le LZ 77. Fait demi-tour, repéré par radio (O'G). Rethel (22 h 38), Namur (23 h 15), atterrissage forcé, dirigeable détruit, équipage indemne.
SL 7	Basé à Mannheim-Sandhofen. Objectif Lunéville, peut-être aussi Nancy. Bombarde Lunéville, peu de dégâts, pas de victimes.
22 février 1916	*Déplacement de 2 zeppelins suivis par radiogoniométrie, (O'I) de la région de Münster à Trèves, (O'U) du Mecklembourg à la région de Münster.*
6 mars 1916	*Raid de 8 dirigeables sur l'Angleterre et 2 zeppelins en opération sur la Mer du Nord. Tous suivis par radiogoniométrie*.
7 mars 1916	**Bombardement de Revigny (1 zeppelin).** Appareil non identifié. Bombes sur la gare, pas de dégâts, pas de victimes. Une source allemande mentionne à cette date une attaque de Bar-le-Duc par le LZ 90 (LZ 60), basé à Trèves.
31 mars 1916	**Raid sur l'Angleterre (10 zeppelins).**
LZ 88 (LZ 58)	Basé à Maubeuge. Objectif non atteint, pas de bombardement.
2 avril 1916	**Raid sur l'Angleterre (8 zeppelins). Bombardement de Dunkerque.**
LZ 93 (LZ 93)	Basé à Namur. N'atteint pas l'Angleterre. Dunkerque (22 h 45), 11 bombes (1 100 kg), gare, rue de l'Arrière Port, de la Marine, du Collège, des Vieux Remparts, 2 morts, 4 blessés.
9 avril 1916	**Déplacement (1 zeppelin).**
LZ 88 (LZ 58)	Maubeuge – Cologne.
23 avril 1916	**Déplacement (1 zeppelin).**
LZ 88 (LZ 88)	Cologne – Maubeuge.
24 avril 1916	**Bombardement (non confirmé) de Fort-Mardick (1 zeppelin).**
LZ 93 (LZ 63)	Sources allemandes, 2 170 kg ou 400 kg de bombes. Pas de source française sur la réalité du bombardement.
25 avril 1916	**Raid sur l'Angleterre (5 zeppelins).**
LZ 88 (LZ 88)	Basé à Maubeuge. Bombardement de Margate (2 000 kg).
27 avril 1916	**Survol d'Etaples (1 zeppelin).**
	Appareil non identifié. Pas d'informations sur un éventuel bombardement.
9 mai 1916	**Déplacement (1 zeppelin).**
LZ 88 (LZ 88)	Maubeuge – Destination inconnue. Sur le front de l'Est en juin.
23 septembre 1916	**Raid sur l'Angleterre (11 zeppelins). Bombardement de Calais.**
L 31 (LZ 72)	Bombardement de Londres. Au retour, Calais, 22 bombes dans des terrains marécageux près de la gare des Fontinettes, pas de dégâts, pas de victimes.
22 octobre 1916	**Raid sur Etaples (1 zeppelin).**
LZ 90 (LZ 60)	Sources allemandes. Pas d'informations sur l'opération, probablement non aboutie.
17-18 février 1917	**Bombardement de Calais (1 zeppelin).**
LZ 107 (LZ 77)	Basé à Namur. Calais, 20 bombes dans les dunes, près du point d'atterrissage des câbles télégraphiques et téléphoniques reliant Paris et Londres (01 h 30), pas de dégâts, pas de victimes. Peut-être aussi un survol des environs de

	Boulogne-sur-Mer, avec quelques bombes larguées « dans les dunes ».
17 mars 1917	**Raid sur l'Angleterre (5 zeppelins). Survols.**
L 35 (LZ 80)	Itinéraire de retour : Côte française entre Calais et Gravelines (00 h 40), ligne de front, Belgique.
L 39 (LZ 86)	Itinéraire de retour : Dieppe, Vernon (03 h 48), Gisors, Beauvais (04 h 50), Compiègne (05 h 30), poursuivi par des avions, bombes sur Compiègne et Venette, dégâts matériels, pas de victimes, tirs de canons, tombe à l'angle de la rue de Paris et du boulevard Gambetta (05 h 45), appareil détruit, 17 morts.
L 40 (LZ 88)	Itinéraire de retour : Cap Gris-Nez, Saint-Omer, Béthune, Lens, La Bassée, ligne de front (03 h 20).
L 41 (LZ 79)	Itinéraire de retour : Boulogne (03 h 00), Arras, Cambrai, ligne de front.
20-21 octobre 1917	**Raid sur l'Angleterre (11 zeppelins). Survols.**
L 44 (LZ 93)	Basé à Ahlhorn. Itinéraire de retour : Boulogne-sur-Mer (23 h 50), Montdidier (01 h 16), Coucy-le-Château, Reims (02 h 30), Sainte-Menehould (03 h 16), Bar-le-Duc, Lunéville, abattu par la section de DCA n°174, tombe à Chenevières (06 h 45), près de Saint-Clément (Meurthe et Moselle), 18 morts.
L 45 (LZ 85)	Basé à Tondern. Itinéraire de retour : Berck (02 h 40), Amiens (03 h 30), Coulommiers, Nogent-sur-Seine, Montereau, Auxerre (06 h 15), Gap (09 h 00). Atterrissage forcé à Laragne, Basses-Alpes (vers 10 h 00), incendié par l'équipage, 17 prisonniers.
L 49 (LZ 96)	Basé à Wittmundshafen. Itinéraire de retour : Cap Gris-Nez (23 h 00), Arras, Saint-Quentin, Laon, Reims, Bar-le-Duc, Neufchâteau (08 h 00), poursuivi par des avions, de l'escadrille N 152, atterrissage forcé près de Bourbonne-les-Bains (09 h 20), 18 prisonniers, 1 mort (suite blessures), appareil endommagé mais pas incendié.
L 50 (LZ 89)	Basé à Ahlhorn. Itinéraire de retour : Dunkerque (23 h 00), Dixmude, Valenciennes, Guise, Châlons-sur-Marne (02 h 00), Provins (02 h 50), Troyes, Vitry-le-François, Tonnerre (08 h 25), monte à 4 900 m puis cherche sa route à basse altitude, 2 attaques d'avions, atterrissage forcé à Dammartin (près de Bourbonne-les-Bains), décollage avec 4 hommes à bord, monte à 6 400 m, Lyon (14 h 00), Grenoble, Sisteron (16 h 00), Fréjus (17 h 30), perdu en mer, 16 prisonniers, 4 morts.
L 41 (LZ 79)	Basé à Ahlhorn. Itinéraire de retour : Gravelines (02 h 00), Ypres (tourne en rond pendant presque 3 heures), La Bassée (04 h 50), ligne de front.
L 55 (LZ 101)	Basé à Ahlhorn. Itinéraire de retour : Embouchure de la Somme (vers 00 h 00), sud de Compiègne (01 h 20), Lassigny (02 h 00), Laon, ligne de front.
L 53 (LZ 100)	Basé à Nordholz. Itinéraire de retour : Calais (20 h 52), Arras (23 h 00), Reims, Bar-le-Duc, Nancy, Lunéville, ligne de front (03 h 00).
L 52 (LZ 98)	Basé à Wittmundshafen. Itinéraire de retour : Etaples (23 h 55), Arras, Saint-Quentin, Saint-Dié, ligne de front (05 h 30).
10-11 juillet 1920	**Déplacement (1 zeppelin). Réparation de guerre.**
L 72 (LZ 114)	Friedrichshafen (21 h 30) – Maubeuge (05 h 20). Equipage allemand, 2 officiers français à bord.
8-9 octobre 1920	**Déplacement (1 zeppelin). Réparation de guerre.**
LZ 113 (LZ 83)	Seddin (17 h 00) – Maubeuge (09 h 00). Equipage allemand, 2 ou 3 officiers français à bord.
8 juin 1921	**Déplacement (1 zeppelin). Réparation de guerre.**
Nordstern (LZ 121)	Friedrichshafen (11 h 30) – Saint-Cyr (21 h 12). Itinéraire : Allensbarch, Waldshut, Säckingen, Lörrach, Belfort, Langres, Troyes, Paris. Equipage allemand, 5 représentants français à bord.

L’évolution des performances en quelques chiffres

1914 – Zeppelin Z VIII (LZ 23) : longueur 156 m, volume 22 100 m3, 540 cv (3 moteurs), 72 km/h, plafond 1 600 m, autonomie 2 000 km, charge utile 8,8 tonnes.
1914 – Schütte-Lanz SL 2 : longueur 156 m, volume 27 800 m3, 840 cv (4 moteurs), 89 km/h, plafond 2 000 m, autonomie 2 100 km, charge utile 10 tonnes.
1915 – Zeppelin Z XII (LZ 26) longueur 161 m, volume 25 000 m3, 630 cv (3 moteurs), 81 km/h, plafond 3 000 m, autonomie 3 300 km, charge utile 11,2 tonnes.
1916 – Zeppelin LZ 77 (LZ 47) : longueur 174 m, volume 31 900 m3, 860 cv (4 moteurs), 96 km/h, plafond 3 200 m, autonomie 4 300 km, charge utile 16,2 tonnes.
1916 – Schütte-Lanz SL 11 : longueur 174 m, volume 31 900 m3, 960 cv (4 moteurs), 95 km/h, plafond 5 400 m, autonomie 3 700 km, charge utile 21,5 tonnes.
1917 – Zeppelin L 53 (LZ 100) : longueur 198 m, volume 55 200 m3, 1 440 cv (6 moteurs), 103 km/h, plafond 6 500 m, autonomie 13 500 km, charge utile 40 tonnes.

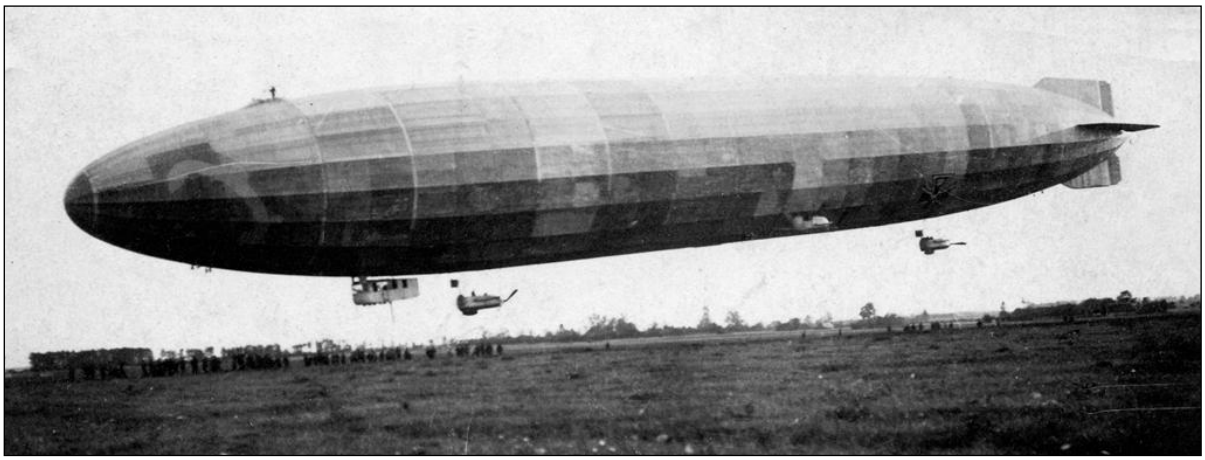
Entre 1914 et 1918, environ 130 dirigeables sont pris en compte par la Marine ou l’Armée allemande, 108 sont engagés en opérations (parfois pour une seule mission). 44 sont détruits au combat, 9 sont livrés aux Alliés, les autres sont réformés, détruits dans des accidents ou sabordés après l’armistice.



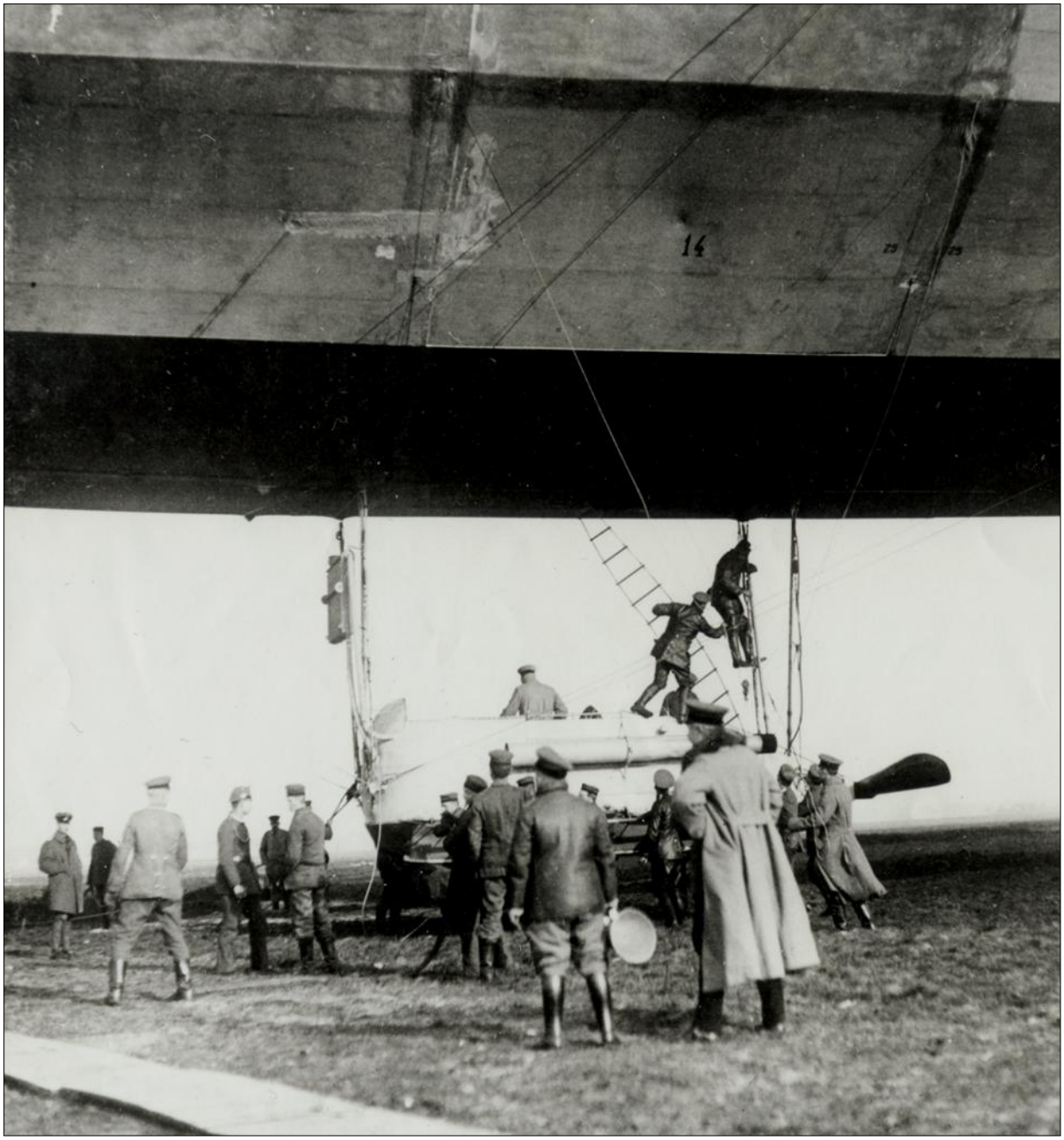
Le* LZ 79 *est un zeppelin de type p, construit à 22 exemplaires, dont plusieurs opèrent en France (*LZ 74, LZ 77, LZ 79, LZ 88, LZ 90*). Deux hommes sont visibles dans le poste de défense supérieur. (Coll. Ph. Nicodème)



Le* LZ 113 *à Maubeuge, le 9 octobre 1920. Ce zeppelin de type r est semblable aux* L 39, L 45, L 50. *La nacelle arrière, conservée au Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget, est visitable. (Coll. Ph. Nicodème).



***Manœuvre d'atterrissage du* Schütte-Lanz SL 7.** (Coll. Ph. Nicodème)

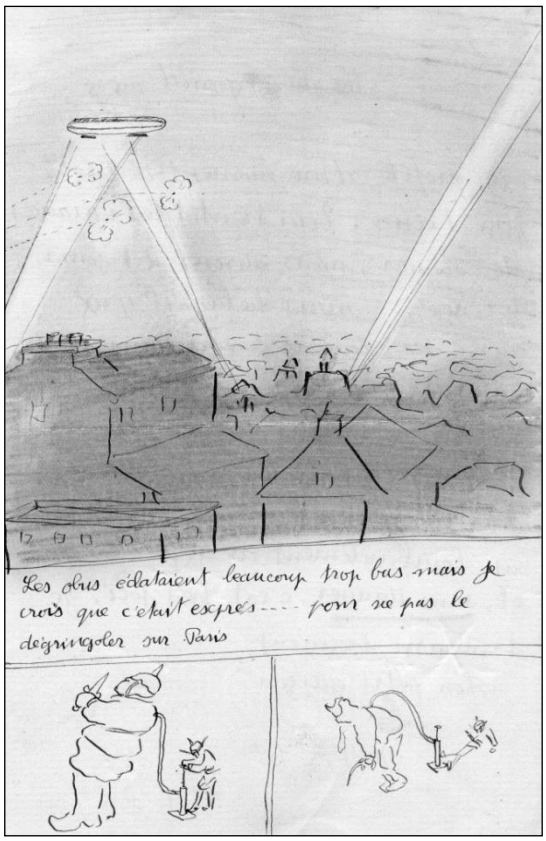


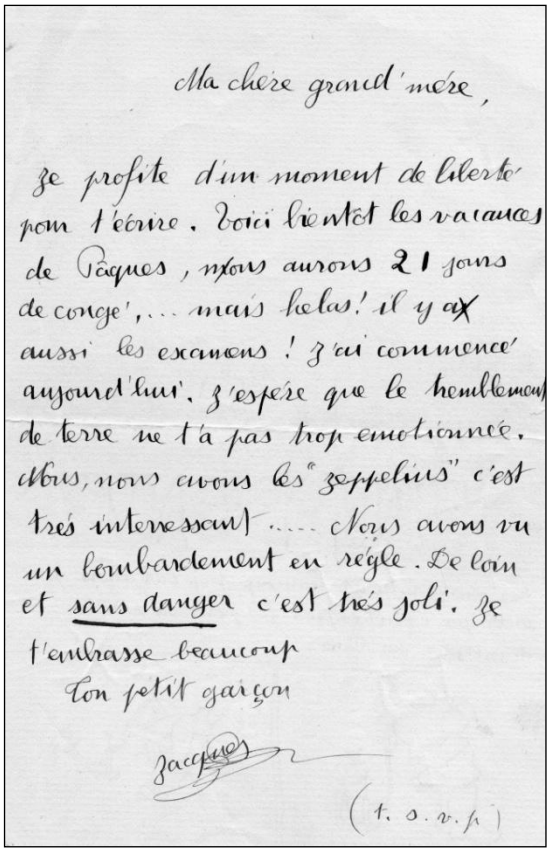
***Les moteurs du* SL 7*, comme ceux des zeppelins, sont surveillés en vol par des mécaniciens et l'accès aux nacelles impose des déplacements parfois assez acrobatiques*.** (Coll. Ph. Nicodème)





***Militaires et civils prélèvent de nombreux souvenirs sur* le Z VIII.**
À gauche un morceau de toile brodé et transformé en nappe.
À droite, les restes d'une nacelle exposés aux Invalides.
(Coll. Ph. Nicodème)

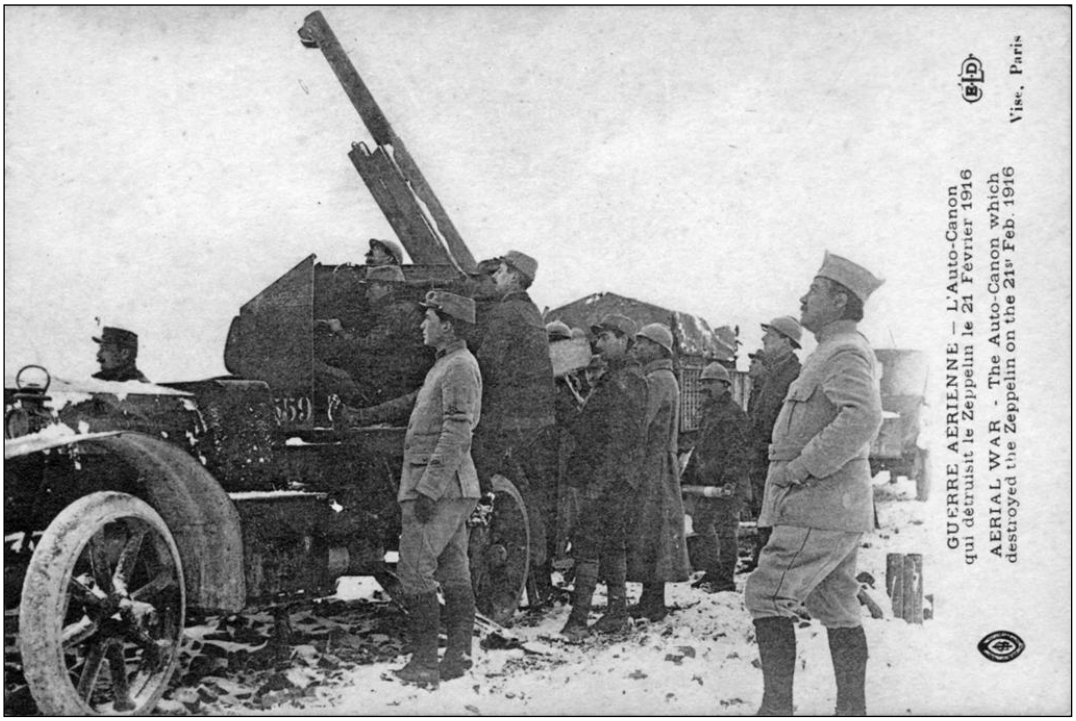




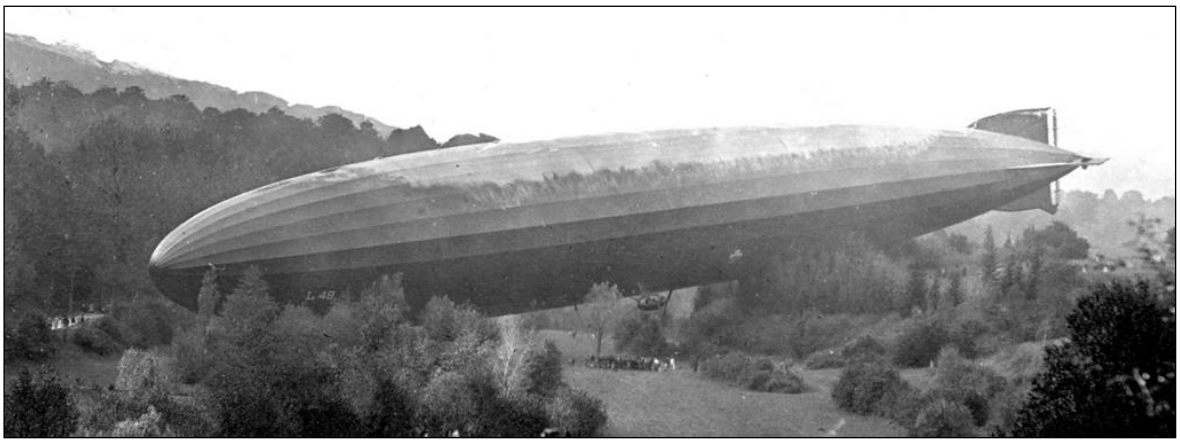
Le premier bombardement de Paris dessiné et décrit par un enfant,
le futur dessinateur de presse Jacques Pruvost.
(Coll. Ph. Nicodème)



Les restes d'une bombe incendiaire dans un jardin de Nancy après le bombardement du 12 avril 1915.
(Coll. Ph. Nicodème)

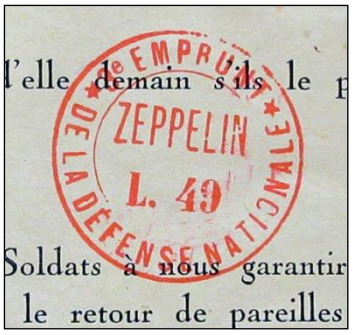


***Le* LZ 77 *est abattu par un auto-canon (canon de 75 monté sur châssis automobile), un matériel très moderne pour l'époque*.**
(Coll. Ph. Nicodème)



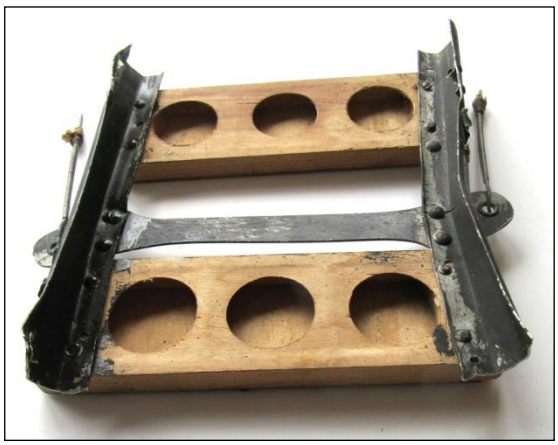
Le* L 49 *près de Bourbonnes-les-Bains. La photo est prise peu de temps après l'atterrissage, ensuite le dirigeable s'affaisse et se brise en plusieurs morceaux. La plus grande partie de l'enveloppe est peinte en noir, le dessus est recouvert d'un camouflage (fond gris, rayures bleues, tâches marrons). (Coll. Ph. Nicodème)





La nacelle avant du* L 49*. Elle est ensuite exposée aux Invalides et sert de bureau pour la souscription d'un emprunt de la Défense nationale. (Coll. Ph. Nicodème)





Un morceau de l'étroite passerelle (23 cm de large) qui permettait de se déplacer à l'intérieur du* L 49*. Sa construction élaborée la rend très légère. (Coll. Ph. Nicodème)



Dessin de 1915 montrant les pompiers parcourant les rues de Paris pour donner l'alerte par des sonneries de clairon. Ils utiliseront ensuite des sirènes, tout d'abord montées sur leurs voitures, puis, à partir de 1917, installées sur des immeubles.

(Coll. Ph. Nicodème)

Principaux ouvrages consultés

🕮 BOURSIN Alain, *Poste 85, Les secrets de la T.S.F. pendant la guerre*, Paris, Albin Michel, 1937.

Alain Boursin, dans ce livre (pp. 219-223) décrit succinctement l'opération. L'auteur indique qu'il ne donnera aucune information technique et consacre l'essentiel de l'ouvrage à des anecdotes. *La France espionne le monde* de Jean-Claude Delhez, cité ci-dessous, donne plus de précisions, mais il reste beaucoup à découvrir sur cette affaire.

🕮 CHATELLE Albert, TISON Gaston, *Calais pendant la guerre (1914–1918)*, Paris, Quillet, 1927.

🕮 COLLECTIF, *Histoire d'une passion de Meusnier à Zeppelin*, édité par la ville de Saint-Dié des Vosges, 1998, ISBN 2 900301-87-4.

🕮 DELHEZ, Jean-Claude, *La France espionne le monde (1914-1919), les exploits des briseurs de codes*, Paris, Économica, 2014, ISBN 978-2-7178-6694-0.

🕮 GUILLEMIN Jack, NICODEME Philippe, *Dans le ciel de Maubeuge, 1794-1920 L'extraordinaire aventure des ballons et des dirigeables*, Maubeuge, à compte d'auteur, 2007, ISBN 2-9501809-3-0.

🕮 HOEPPNER von, *L'Allemagne et la guerre de l'air*, Paris, Payot, 1923.

🕮 LEHMANN Ernst, *Auf Luftpatrouille und Weltfahrt*, Leipzig**,** Schmidt & Günther, 1936.

🕮 MEYER, Peter, *Luftschiffe, Die Geschichte der deutschen Zeppeline*, Bonn, Bernard & Graefe Verlag, 1996, ISBN 3-7637-5951-4.

🕮 MORANCE Sébastien, « La chute du zeppelin LZ 79 à Mainvault en janvier 1916 », in *Bulletin du Cercle Royal d'Histoire et d'Archéologie d'Ath*, n°263/264, Ath, 2011.

🕮 MORTANE Jacques, *Les dirigeables tragiques*, Paris, Éditions Baudinière, 1938.

🕮 NICODEME Philippe, « 29 janvier 1916 – Un zeppelin bombarde Paris », in *Bretagne 14-18*, n°66 (septembre 2013), n°69 (juin 2014), n°72 (mars 2015), Plessala, Association Bretagne 14-18.

🕮 PARKER Nigel J. *Gott Strafe England. The German air assault against Great Britain 1914-1918*, Volume 1, 1914-1916, Solihull, Helion & Company, 2015, ISBN 978-1-909982-71-0.

🕮 PARKER Nigel J. *Gott Strafe England. The German air assault against Great Britain 1914-1918*, Volume 2, 1917-1918, Solihull, Helion & Company, 2016, ISBN 978-1-910294-51-2.

🕮 POIRIER, Jules, *Les bombardements de Paris (1914-1918) Avions – Gothas – Zeppelins – Berthas*, Paris, Payot, 1930.

🕮 REDNER, Harry, *Die Luftschiffwaffe des Heeres, Die Geschichte der deutschen Heeresluftschiffahrt*, 2001, édition électronique.

🕮 VALENTIN, Philippe, « La chute du zeppelin LZ 77 », in *Tranchées*, n°25, Louviers, Ysec Editions, avril-mai-juin 2016.

🕮 VERDIER Julien, *La télégraphie sans fil, Ses applications en temps de paix et pendant la guerre*, Paris, Gauthier-Villars et C^{ie}, 1924.

Archives, documents Internet

🖹 Service Historique de la Défense, cartons A144 (service de renseignements d'Annemasse), A153 (documents trouvés dans le LZ 77) A162 et A163 (renseignements sur l'aérostation allemande).

🖹 GALLICA : journaux français 1910-1918, *Le Temps*, *Le Matin*, *Le Petit Parisien*, *L'Écho de Paris*, *Le Figaro*, *L'Intransigeant*, *La Presse*, etc.

🖹 J.M.O. (camps retranchés de Paris et Dunkerque, d'unités ayant participé à la destruction des appareils), témoignages individuels, journaux locaux, publications diverses.

LES SOUS-MARINIERS ALLEMANDS PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE, LÉGENDES ET RÉALITÉS

Par René RICHARD et Jacques ROIGNANT

Introduction.

Cet article reprend des données et des conclusions présentées par René Richard et Jacques Roignant dans leur somme de trois ouvrages sur *Les navires des ports de la Bretagne provinciale coulés par faits de guerre, 1914-1918*[1]. Les auteurs y ont en particulier décliné la liste de quelque 260 navires (allant de 3,50 à plus de 8.000 tonneaux) de ports de la Bretagne historique (de Nantes à Cancale) considérés comme coulés pendant la Grande Guerre par l'ennemi ; les archives officielles, allemandes ou françaises, les fonds privés, les ouvrages de témoins et les journaux de l'époque leur ont permis de localiser le lieu de la destruction de chaque navire, de décrire les circonstances de l'agression, de préciser, dans la plupart des attaques, le bâtiment ennemi qui a sévi et l'officier qui le dirigeait et le bilan des pertes humaines engendrées par l'agression. Pour toutes ces recherches qui ont duré 11 ans, le docteur Hermann Plote a parfois été sollicité pour des traductions et pour des copies ou achats de documents en langue allemande. La gratitude des auteurs lui a été exprimée.

À la fin du premier volume, René Richard et Jacques Roignant se sont livrés à une analyse statistique et historique des données recueillies. Cela leur a permis de remettre en cause certaines idées reçues quant au déroulement de la guerre sous-marine, à ses pratiques et aux attitudes des commandants allemands.

Les marines marchande et militaire françaises étaient en 1914 nettement moins importantes et modernes que les marines norvégienne, allemande et surtout anglaise. Elles furent, reconnaissons-le franchement, des marines d'appoint. La marine d'État française, seule, aurait été rapidement vaincue par la puissante flotte militaire allemande. Mais, constatons aussi qu'elle fut un renfort appréciable et non négligeable pour la formidable *Navy* anglaise, incontestable maîtresse des mers.

Ce rôle secondaire qu'y jouèrent les escadres françaises explique sans doute que l'histoire de la guerre sur mer entre 1914 et 1918 n'a pas intéressé et n'intéresse toujours pas les chercheurs français. Elle est discutée dans des cercles restreints, au sein de forums, mais les ouvrages dont elle est le sujet sont rares, alors que les historiographies maritimes anglaise et allemande offrent de très nombreuses et très riches études.

Dans cette liste bien maigre de livres ou articles de littérature française consacrés à la guerre maritime dans le 1er conflit mondial, on peut découvrir quelques contributions centrées sur la guerre sous-marine. Nous avouons que, dans leur banalité et leur redondance, ces écrits sont bien décevants et qu'ils véhiculent presque toujours des idées reçues et non vérifiées, que ce soit sur le plan de la chronologie de cette guerre ou sur celui des attitudes des acteurs. Une certaine histoire aime à se contenter de légendes, d'images d'Épinal ou de présentations simplificatrices. Nous nous arrêterons sur quelques uns de ces poncifs.

[1] René RICHARD et Jacques ROIGNANT, *Les navires des ports de la Bretagne provinciale coulés par faits de guerre, 1914-1918*. Volume 1, 2010, 442 pages ; volume 2, 2014, 488 pages ; volume 3, 2016, 295 pages. Les deux premiers volumes de cette somme ont été honorés d'une médaille de l'académie de Marine décernée, le 14 octobre 2014, à l'École militaire de Paris.

Les sources de la recherche.

Avant d'examiner de façon critique quelques certitudes sur la guerre sous-marine pendant la Grande Guerre, intéressons-nous à la fiabilité des sources traditionnellement évoquées, c'est-à-dire principalement les articles de presse, les bulletins de la Direction générale de la Guerre Sous-Marine (D.G.S.M.), les rapports de mer des commandants de navires attaqués et les témoignages de corsaires ou de sous-mariniers allemands.

La presse était sous contrôle et ne publiait que ce qu'on l'autorisait à imprimer. Que ce fut en Allemagne ou en France, pendant la guerre, un journal s'apparentait plus à un organe de propagande qu'à un recueil d'informations. Il était vraiment de bonne guerre de déformer les attitudes et conduites de l'adversaire, de grossir ses méfaits pour le rendre ignoble et repoussant. C'est ainsi que les organes de presse français ressassèrent à l'envie que les navires détruits l'avaient été par torpillage, donc sans sommation, et que les marins allemands opéraient avec barbarie, pillant les bateaux, détroussant et molestant les équipages français sans défense. Ceci jusqu'au 1er trimestre 1917 car, ensuite, les journaux furent empêchés de donner des nouvelles de la guerre sur mer : la situation devenait alors inquiétante et il ne fallait pas alarmer le public.

Ce furent les notes de la Direction générale de la Guerre Sous-Marine (D.G.S.M.)[2] qui prirent alors en quelque sorte le relais de façon discrète et pour un lectorat très restreint, surtout pour le ministre de la Marine et ses collaborateurs. Elles se révélèrent beaucoup plus détaillées et plus fiables que les bobards jusqu'alors divulgués par la presse grand public. On est même parfois étonné de la précision, voire de la franchise et de l'objectivité de certains de ces rapports et informations confidentiels.

Les rapports de mer des commandants de navires attaqués[3] étaient rédigés d'abord pour les assurances et en vue d'une indemnisation. Il ne fallait surtout pas qu'on puisse y déceler une avarie préalable sur le navire, des retards non motivés dans la traversée qui précédait l'attaque, une négligence dans le soin apporté à la cargaison, un manquement aux règles alors très strictes de la navigation en temps de guerre (surtout en ce qui concernait les routes patrouillées et la discipline des convois quand ceux-ci furent instaurés), de l'incurie ou de l'impéritie dans l'organisation de la défense du navire ou de son évacuation, une absence de courage ou de détermination face au danger. Tout ceci était passé à la loupe par les commissions militaires ou civiles et un commandant qui avait perdu son navire savait qu'il allait d'abord être suspecté de non respect des règles de navigation en temps de guerre, de négligence, de défaillance ou de manque d'initiative et qu'il lui faudrait se justifier.

Aucun commandant n'avait intérêt à se donner le mauvais rôle ou à y avouer une quelconque erreur ou faiblesse en écrivant son rapport. Il faut donc apprécier ces documents, pourtant fort précieux, avec circonspection. Les commandants devaient d'ailleurs accepter que leur rapport fût approuvé et contresigné par des membres de leurs équipages. Ajoutons que quelques capitaines malchanceux, coulés deux fois, voire plus, ne se remirent jamais de ce qu'ils considéraient comme un échec professionnel ou même une infamie.

Les témoignages des sous-mariniers ou corsaires allemands sont également sujets à caution. Les quelques survivants qui prirent la plume pour rédiger leurs mémoires ne le firent pas pour se flageller

[2] Service Historique de la Défense de Brest, Bulletin de la guerre sous-marine *(Direction de la Guerre Sous-Marine ou D.G.S.M.)*, cartons BB 1 (janvier à juin 1916) – 2 (juillet 1916 à mars 1917) – 3 (avril 1917 à décembre 1917) – 4 (janvier 1918 à septembre 1918) – 5 (octobre 1918 à décembre 1920).

[3] Ces rapports de mer sont conservés par différents centres d'archives, nationaux (départements de la Marine du Service Historique de la Défense de Brest, Lorient ou Vincennes) ou départementaux (archives des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique et du Morbihan) ; mais aussi par des fonds associatifs comme au Musée de la mer de Paimpol ou des fonds familiaux comme celui de l'armement Galerne de Binic préservé par M. Gagneux ou comme celui de la famille de François Bernot, capitaine du *Brenn*, trois-mâts de Nantes.

moralement. Presque tous présentaient une guerre sous-marine trépidante, remplie de dangers auxquels l'officier et son équipage échappaient avec détermination ou chance. Tous se donnaient le beau rôle. Mais n'en va-t-il pas ainsi de tous les militaires ayant pris une part de responsabilité dans un conflit, dans quelque camp qu'ils se soient trouvés ? Très peu admettent avoir pris de mauvaises décisions ou avoir joué un rôle discutable dans un combat. Certains, parmi ces responsables ou officiers de sous-marins allemands comme Andreas Michelsen[4], Ernst Hashagen[5] ou Max Valentiner[6], tentèrent de répondre aux accusations de cruauté et d'inhumanité qui leur furent adressées. Mais ils n'exprimèrent jamais de regrets ou de remords. Leurs réponses ou justifications sont presque toujours des contre-accusations et elles peuvent se résumer ainsi : « ***Nous n'avons pas amorcé la spirale de la violence, c'est l'Angleterre qui nous a forcés à réagir, par nécessité de survie, en nous imposant un impitoyable blocus ; ce que nous avons fait est peut-être condamnable mais, vous-mêmes, n'avez-vous pas aussi commis tel méfait peu avouable au regard du droit international ?*** » Ainsi, en réponse aux clameurs indignées provoquées par le torpillage du *Lusitania*, le 7 mai 1915, A. Michelsen répliqua que personne n'évoquait celui du *Stamboul*, paquebot turc coulé deux jours avant le *Lusitania* par un sous-marin anglais et qui transportait 700 passagers civils[7]. Là où les Alliés ne dénonçaient que barbarie et traîtrise, ces officiers allemands ne plaidaient que défense de leur patrie et gloire au service de celle-ci. Chaque camp, que ce fut sur mer ou sur terre, affirmait haut et fort qu'il respectait les règles du droit international de la guerre tout en vilipendant un adversaire qui les transgressait sans cesse.

Ajoutons à ces témoignages souvent postérieurs à la guerre, les relations des interrogatoires de survivants de sous-marins allemands coulés pendant la guerre[8]. Comme il s'agit de prises des réponses de ces sous-mariniers, officiers ou simples matelots, à des questions ciblées, on ne peut non plus les juger totalement fiables. Les enquêteurs (surtout anglais) orientaient les échanges et les prisonniers pouvaient y répondre ou garder le silence. Quand ils y accédaient ou s'y résignaient, on ne peut écarter dans leurs propos une part plus ou moins délibérée de dissimulation et même de mensonge comme on ne peut exclure des interprétations quelque peu biaisées ou même erronées de ces réponses par leurs interlocuteurs. Ce sont des données méconnues et précieuses mais qu'il faut aussi exploiter avec circonspection.

Les principales données directes, articles de journaux, rapports de mer ou témoignages de sous-mariniers allemands, souffrent donc d'un parti pris politiquement compréhensible dans le contexte de guerre, mais historiquement discutable. Les rapports confidentiels de la D.G.S.M. régulièrement fournis à partir du début 1917 semblent peut-être les sources les plus fiables, même si leur partialité ne fait pas de doute.

Croisement des sources et analyses critiques de présentations globalisantes et simplificatrices de la guerre sous-marine et de certains de ses acteurs.

Lorsqu'on a la chance de posséder sur un même événement plusieurs données, il est possible de les croiser. Cette confrontation de plusieurs exposés des faits permet presque toujours de découvrir bien des incongruités, incohérences et même contradictions. Nous nous contenterons de deux exemples.

1 - On peut ainsi relever des informations fort disparates sur le lieu de la disparition d'un bateau. Pour le voilier *Châteaubriand* de Nantes, détruit par le sous-marin *U-32* du lieutenant de vaisseau

[4] MICHELSEN A., *La guerre sous-marine 1914-1918*, Paris, Payot, 1928, 254 p..
[5] HASHAGEN E., *Route à l'Ouest*, Paris, Plon, 1933, 265 p..
[6] VALENTINER M., *La terreur des mers, mes aventures en sous-marin, 1914-1918*, Paris, Payot, 1931, 253 p..
[7] MICHELSEN A., *La guerre sous-marine 1914-1918*, Paris, Payot, 1928, page 208.
[8] Service Historique de la Défense de Brest, série BB 21.

Freiherr Edgar von Spiegel von und zu Peckelsheim, le 8 avril 1915, à 11 heures, le rapport de mer indique qu'il fut arraisonné au sud de l'île de Wight[9], alors qu'*Ouest-Éclair* (11 avril 1915) situe l'agression « ***au large de Barfleur*** » et que Louis Lacroix, dans un ouvrage postérieur à la guerre, évoque un canonnage près du port de Rye[10]. Entre la pointe sud de l'île de Wight et Rye, il y a quand même, à vol d'oiseau, environ 140 km. … Ces imprécisions géographiques ne sont pas rares.

2 - Quand on compare la relation française et le récit allemand, on peut même parler de contradictions. Une des plus flagrantes se trouve entre la narration par Félix von Luckner, commandant du corsaire *Seeadler*[11], de la capture du trois-mâts *Dupleix*, le 5 mars 1917, et le rapport de mer de M. Charrier, commandant de ce voilier de Nantes[12]. Luckner s'amuse longuement de la confiance du capitaine français, croyant avec candeur avoir affaire avec un voilier ami, buvant avec « ***enthousiasme*** » du champagne avec son « hôte », mangeant « ***avec appétit*** », puis effondré de découvrir qu'il s'agit d'un croiseur allemand et qu'il s'y trouve pris au piège. M. Charrier donne, dans un rapport très bref, une toute autre version : l'arraisonnement aurait été rapide et sans ménagement et il ajoute : « ***Malgré que je fus malade et marchant avec difficulté, j'ai été traité sans le moindre égard.*** » Qui croire ? Louis Lacroix, pourtant officier nantais comme le commandant du *Dupleix*, adhère au récit de Luckner[13]. Il était sans doute difficile à M. Charrier d'avouer qu'il avait été floué et que, sans défiance, il avait un peu trop parlé, ce qui n'aurait pas manqué d'être sanctionné par l'administration maritime.

L'étude approfondie de toutes ces sources nous permet cependant, non de totalement démentir mais de relativiser certaines affirmations péremptoires réitérées dans maints ouvrages dits spécialisés. Les historiens tombent parfois trop facilement dans le piège de la globalisation et de la schématisation. À trop vouloir simplifier, on peut se fourvoyer dans la caricature et on peut même falsifier la réalité[14].

En tenant compte des réserves que nous venons d'émettre, le croisement de ces diverses informations permet cependant de nous faire une idée à peu près exacte des principales techniques opératoires utilisées par les équipages allemands pour couler les bateaux de notre liste mais aussi de relever et de décrire les attitudes des officiers et marins impériaux lorsqu'ils appréhendaient et détruisaient les navires alliés ou neutres, sachant que nos observations ne valent que pour notre propre étude, centrée sur les flottes de commerce et de pêche des ports de la Bretagne provinciale, et ne sont peut-être pas généralisables.

Légendes et réalités de la guerre sous-marine pendant la première guerre mondiale.

Nous analyserons quatre affirmations relayées encore aujourd'hui par certains historiens :

1 – Il y eut plusieurs phases dans cette guerre sous-marine avec, parfois, certaines pauses suivies de violentes reprises ;

2 – Les navires détruits par les sous-mariniers allemands furent presque tous « torpillés » ;

3 – Il y eut un changement d'attitudes des commandants des sous-marins allemands à partir du 1er février 1917, date du début de la « guerre sous-marine à outrance », avec une recrudescence des attaques sans sommation ;

---

[9] Archives départementales de Loire-Atlantique, 3 P/507.

[10] Louis LACROIX, *Les derniers grands voiliers, Histoire des longs-courriers nantais de 1893 à 1931,* Paris, J. Peyronnet et Cie, 1937, 509 pages, pp. 330-331.

[11] F. von LUCKNER, *Le dernier corsaire*, Paris, Payot, 1937, pp. 163-165.

[12] Archives départementales de Loire-Atlantique, 3 P/640.

[13] L. LACROIX, *Les derniers grands voiliers*, Éditions Maritimes et d'Outre Mer, 1974, pp. 357-358.

[14] Ainsi, le journaliste Marc SAIBENE, dans son livre *La Marine marchande française de 1914-1918*, (Marines Éditions, octobre 2011, page 123) réussit l'exploit de faire parcourir au corsaire allemand *Seeadler* de von Luckner plus de 6.000 km en 3 jours (du 21 au 23 janvier 1917), de l'île Saint-Paul au milieu de l'Atlantique sud aux Héaux de Bréhat puis à Belle-Île-en–Mer. Pendant ce « raid » ultra rapide, ce voilier à moteur (qui n'était pourtant pas à réaction) aurait coulé 12 navires. En fait un seul, le 3 mâts nantais *Charles Gounod*, fut une victime de von Luckner. Les autres bateaux furent les proies de 5 sous-marins différents. Par ailleurs, le *Seeadler* ne vint jamais sur les côtes espagnoles ou françaises, se contentant d'écumer (beaucoup moins que ce que l'on a écrit) l'Atlantique sud et le Pacifique.

4 – Les commandants de sous-marins allemands se conduisirent tous en « pirates » et en « barbares ».

Reprenons ces quatre points.

1 – Phases de la guerre sous-marine. Répartition des pertes en navires des ports bretons au long de toute la guerre.

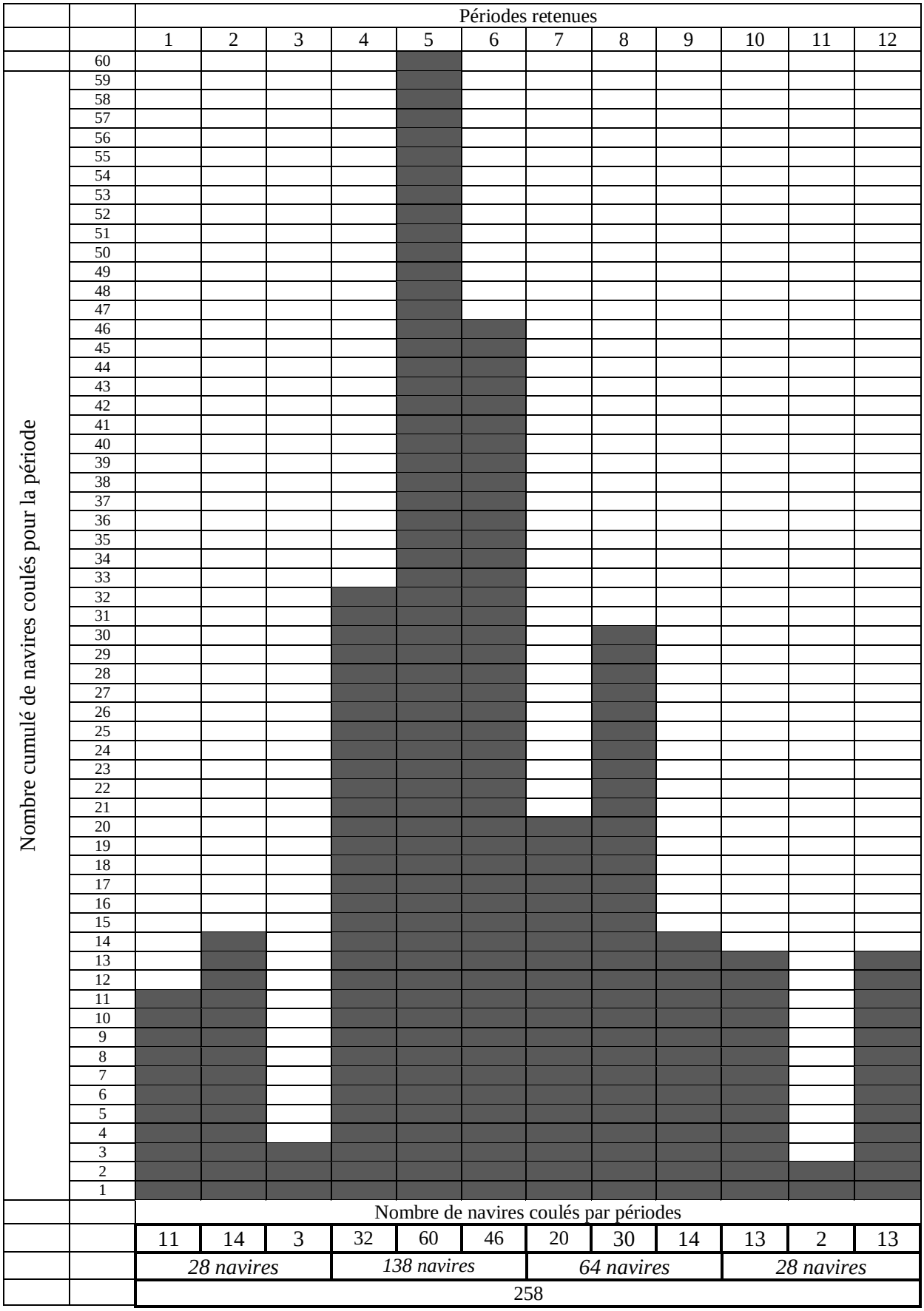
Traditionnellement et schématiquement, l'histoire de cette guerre navale nouvelle retient quatre grandes périodes :

- celle de la découverte du caractère redoutable de l'attaque par sous-marin (premiers mois de guerre) ;
- celle de la décision de se servir de cette arme, d'accroître les effectifs des matériels et de les perfectionner (déclaration du 4 février 1915) avec les suspensions, partielle du 6 juin (paquebots épargnés) et plus totale du 27 août (renoncement aux attaques au commerce dans la mer du Nord) ;
- celle d'une reprise de la guerre (déclaration du 24 février 1916, pondérée par la clause de l'avertissement préalable à l'attaque) avec, pour répondre aux observations des États-Unis, le rappel des sous-marins à la mer du 25 avril ;
- celle de la guerre sous-marine sans restrictions (déclaration du 9 janvier 1917) avec décision de lancer cette guerre totale à partir du 1er février 1917.

Nous avons divisé la durée de la guerre en 12 périodes, puis nous avons comptabilisé, période par période, le nombre de navires coulés de notre liste (réduite à 258 bâtiments). Nous avons regroupé ces sommes partielles dans un histogramme facile à lire et à analyser.

Les périodes retenues sont les suivantes :

1. 1914-1915 + janvier 1916 ;
2. Février, mars, avril 1916 ;
3. Mai, juin, juillet 1916 ;
4. Août, septembre, octobre 1916 ;
5. Novembre, décembre 1916, janvier 1917 ;
6. Février, mars, avril 1917 ;
7. Mai, juin, juillet 1917 ;
8. Août, septembre, octobre 1917 ;
9. Novembre, décembre 1917, janvier 1918 ;
10. Février, mars, avril 1918 ;
11. Mai, juin, juillet 1918 ;
12. Août, septembre, octobre 1918.



Histogramme des pertes en navires enregistrées dans les ports bretons pendant les 12 périodes retenues

Ce tableau, qui ne vaut que pour les flottes des ports de notre étude, parle de lui-même : la guerre sous-marine fut surtout meurtrière pour l'ensemble des navires des ports bretons dès août 1916 et non dès février 1917. Si la guerre s'intensifia effectivement après février 1917, elle ne fit que suivre la lancée d'une activité destructrice des flottilles de sous-marins allemands qui s'était accélérée dès la mi-1916. En réalité, le gouvernement et le commandement naval allemands ne firent qu'officialiser et entériner dans leur déclaration solennelle d'une lutte sous-marine à outrance une situation de guerre qui sévissait déjà dans les faits. Il y eut bien sûr des accords internationaux, des engagements de l'empire allemand de mettre un frein à ses actions de destruction par l'arme sous-marine, comme celui du 6 juin 1915 d'épargner les paquebots ou celui du 27 août 1915 de renoncer à attaquer les navires de commerce dans la mer du Nord. Mais, nous pensons que ce ne furent que des « chiffons de papier » dont n'eurent cure les amiraux allemands.

Ceux-ci, lorsque furent vaincues à l'automne 1914 les réticences de certains d'entre eux, prirent très vite conscience qu'ils tenaient là une arme qu'ils pensaient fatale et ils n'eurent de cesse de la développer. Si on examine les plans de perfectionnement et de construction de sous-marins, on s'aperçoit qu'ils poursuivirent sans relâche deux objectifs : programmer, mettre en chantier et assembler le plus de submersibles possibles ; lancer des bâtiments de plus en plus redoutables et menaçant de plus en plus au large les flottes commerciales alliées et même neutres. Quand fut reconnu l'atout de l'arme sous-marine, tout fut organisé dans les moindres détails, en Allemagne, pour que la flotte sous-marine impériale devienne la maîtresse des mers. Pendant que les diplomates allemands semblaient se résigner à respecter quelques limitations aux destructions, la marine impériale ignorait superbement ces tractations et mobilisait ses ingénieurs et ses chantiers pour que leurs sous-marins, de mieux en mieux armés, de plus en plus autonomes, de plus en plus nombreux accroissent leur terreur sur toutes les mers et affaiblissent de façon irrémédiable les adversaires de façon à les battre sur terre. L'analyse des décomptes des destructions par faits de guerre nous conduit à affirmer qu'il n'y eut en réalité que deux phases dans la guerre sous-marine pendant la première guerre mondiale :

> Du 5 septembre 1914, date de la découverte de l'arme potentielle sous-marine lors du raid audacieux de l'*U-21* au milieu même de la Great Fleet[15], à l'automne 1917, la menace sous-marine monta sans cesse en puissance ;
>
> À partir de l'automne 1917, la mise en place de défenses de plus en plus efficaces, en particulier par la marine britannique, permit de contrer ce danger puis, progressivement et inéluctablement, de l'annihiler.

Constatons amèrement que la France, pionnière dans la découverte et l'essor des potentialités des sous-marins, ne s'engagea aucunement dans un renforcement de sa flotte ; le Haut Commandement, tout à la guerre sur terre, ne permit à aucun moment que fussent dégagés des crédits pour un programme de modernisation et de renforcement de sa flotte de haute mer et de sous-marins. Heureusement, l'Amirauté britannique prit bien vite conscience de la menace et releva le défi qui lui était lancé. Sa flotte de submersibles s'étoffa de manière considérable et eut sa part indéniable dans une riposte qui permit de vaincre l'armada des sous-marins allemands[16].

---

[15] Le 5 septembre 1914, l'*U-21*, dans un raid qui surprit la marine britannique, pénétra dans le Firth of Forth vers Edimbourg et y coula un destroyer anglais, le *Pathfinder* qui entraîna avec lui 249 hommes. Le 22 septembre, le petit *U-9* expédia par le fond, en à peine une heure, trois vieux cuirassés anglais, l'*Aboukir*, le *Cressy* et le *Hogue*, chargés de sécuriser le trafic des convois en Manche, au départ d'Harwich ou de Douvres : 62 officiers et 1.073 marins du Royaume payèrent de leur vie le manque de vigilance d'une flotte anglaise sûre de sa force et convaincue de son invulnérabilité. Ces succès renforcèrent la conviction de plusieurs responsables allemands que le sous-marin pouvait être une arme redoutable.

[16] Les statistiques des sous-marins allemands coulés pendant la Grande Guerre sont hélas cruelles : sur 183 *U, UB* ou *UC* détruits dans des circonstances diverses pendant le conflit, 93 le furent directement par des navires anglais, dont 19 par des sous-marins, alors que les marines françaises marchande et militaire ne comptabilisèrent que 5 destructions directes de submersibles ennemis (5 avril 1916, le destroyer *Trombe* neutralise l'*UB 26* qui deviendra le sous-marin français *Roland Morillot* ; le 21 mai 1917, le vapeur *Molière* éperonne l'*UB 36* ; le 25 mai 1917, le sous-marin *Circé* détruit l'*UC 24* ; le 14 décembre 1917, les destroyers *Lansquenet* et *Mameluck* grenadent l'*UC 38* ; le 16 mai 1918, le patrouilleur *Ailly* coule l'*UC*

2 - Principales techniques opératoires utilisées par les équipages allemands pour couler les bateaux ennemis ou neutres..

Examinons les causes qui provoquèrent les destructions des bateaux de notre liste de navires des ports de la Bretagne provinciale coulés par faits de guerre pendant le 1er conflit mondial. Nous pouvons en distinguer 6 :

- ◆ Explosion et désintégration au contact d'une mine flottante ;
- ◆ Avarie fatale provoquée par une ou des torpilles ;
- ◆ Destruction par incendie, canonnage, bombe ou dynamite après sommation, arraisonnement et évacuation de l'équipage ou après des coups d'attaque directs sur le navire mais suivis d'une pause le temps de l'évacuation ;
- ◆Canonnage sans coups de semonce préalable et sans ordre d'évacuation de l'équipage avant destruction ;
- ◆ Prise par un navire de surface corsaire ;
- ◆ Cause indéterminée ou floue (abordage).

Selon ces 6 grandes causes, les 260 bateaux des ports de la Bretagne provinciale que l'on peut considérer comme détruits par faits de guerre peuvent être répartis, pour tout le conflit, dans un tableau récapitulatif.

Tableau récapitulatif des causes de destruction
de l'ensemble des bateaux des ports bretons coulés pendant toute la période de la guerre

Port	*Mine*	*Torpille*	*Canonné après sommation*	*Canonné sans sommation*	*Corsaire*	*Cause floue*	*Total*
Total	14	22	180	27	9	8	260

À la lecture de ce tableau, on constate qu'en grande majorité les bateaux furent coulés après sommation et que, contrairement à ce qu'écrivaient les journaux, peu furent « torpillés ». Peu aussi passèrent au fond, par canonnage, sans être préalablement avertis et arraisonnés, et ils ne furent que quelques-uns à sauter sur des mines (sort souvent le plus funeste pour le navire et son équipage). Dans la case des voiliers coulés par cause « floue » figure, à Nantes, le *Léon Blum* qui se jeta à la côte près de Dakar, les phares ayant été éteints par sécurité[17].

3 – Les commandants allemands devinrent ils plus impitoyables à partir du 1er février 1917 ?

Le tableau précédent globalise les naufrages par fait de guerre comptabilisés pendant les 4 années de conflit. Mais il est intéressant de savoir quelles furent les circonstances du naufrage par fait de guerre des bateaux de notre groupe qui disparurent après le 1er février 1917, après l'application de la déclaration de guerre sous-marine à outrance. Y eut-il significativement beaucoup plus de bâtiments détruits comme l'ordonnaient les pouvoirs politique et militaire impériaux, c'est-à-dire sans sommation ? Ou, comme l'avance J. Schröder, les commandants de sous-marins, officiers directement

---

35. Le *Circé* fut coulé à son tour devant Cattaro, le 20 septembre 1918, par le sous-marin autrichien *U-47*). Ces statistiques figurent dans le second volume de la somme *Les navires des ports de la Bretagne provinciale coulés par faits de guerre, 1914-1918* (R. RICHARD et J. ROIGNANT), pp. 370-389 et ont été établies à partir de trois sources essentielles : LA BRUYERE R., *Notre Marine marchande pendant la guerre*, Paris, Payot, 1920, 384 p. ; MICHELSEN A., *La guerre sous-marine 1914-1918*, Paris, Payot, 1928, 254 p. ; KEMP P., *Die deutschen und österreichischen U-Boot verluste in beiden Weltkriegen*, Hambourg, Urbes, 2002, 303 p.

[17] Nous évoquerons pour mémoire les raids des « corsaires » allemands lancés sur toutes les mers du globe. Ils pratiquèrent, de façon presque traditionnelle, la véritable guerre de course « à l'ancienne », celle des corsaires malouins ou dunkerquois. Arraisonnement, destruction, rétention puis libération des équipages qui devaient s'engager par écrit à ne plus prendre les armes contre l'Allemagne. Neuf navires, tous voiliers nantais, en furent la proie. La lecture des rapports de mer des capitaines capturés ou des récits quelque peu romancés de corsaires nous plonge dans une guerre d'un autre temps, fort différente car nettement moins glauque et lugubre que celle qui fut menée par les flottilles de sous-marins.

« au front » et maîtres de leurs actes et de leur destin, refusèrent-ils d'ignorer le règlement sur les prises ainsi qu'il leur était prescrit[18] ?

Un second tableau distribue les navires coulés à partir du 1er février 1917 dans les 6 séries de causes que nous avons distinguées.

Tableau récapitulatif des causes de destruction de l'ensemble des bateaux des ports bretons coulés après le 1er février 1917							
Port	*Mine*	*Torpille*	*Canonné après sommation*	*Canonné sans sommation*	*Corsaire*	*Cause floue*	*Total*
Total période avant le 1er février 1917	9	4	90	7	6	4	120
Total période après le 1er février 1917	5	18	90	20	3	4	140
Total guerre	14	22	180	27	9	8	260

Pendant cette période qui va du 1er février 1917 au 11 novembre 1918 et qui fut officiellement de guerre à outrance, c'est-à-dire d'une guerre totale où les commandants de sous-marins avaient l'ordre de couler sans sommation tout ce qu'ils rencontraient et qui flottait, on s'aperçoit que beaucoup de ces officiers ne suivirent pas, lors de leurs raids solitaires, cette ligne dure et qu'ils continuèrent à couler après coups de semonce et arraisonnement. Par contre, certains de leurs collègues, plus que par le passé, se conformèrent à cet ordre expéditif (18 torpillages contre 4 et 20 attaques brutales au canon contre 7 avant le 1er février 1917).

Quand on regarde dans le détail de la liste ce qu'il advint à chaque navire, on observe que ce furent surtout des vapeurs ou quelques gros voiliers (tous du port de Nantes) qui furent torpillés et que la très grande majorité des voiliers de petit tonnage, presque essentiellement ceux de la côte nord, fut détruite au canon, par bombes ou par dynamite après une prise de possession par l'équipage allemand.

Nous relevons donc, sans les absoudre pour autant, que nombreux furent les commandants de sous-marins qui désobéirent à l'injonction lapidaire de leur hiérarchie de couler sans sommation tout bateau rencontré qui put leur paraître allié ou même neutre (bien que la chasse aux neutres devint moins féroce à l'automne 1917). Des officiers comme les enseignes de vaisseau Claus Lafrenz, Wilhelm Kiel, Reinhold Saltzwedel, ou le lieutenant de vaisseau Walter Remy[19] continuèrent de semoncer puis d'arraisonner sans provoquer de pertes de marins français.

Qu'on ne se méprenne pas cependant. Toutes ces attaques après coups de semonces furent très variables selon les sous-marins. On évoque ainsi des tirs à blanc préalables (goélette *Notre-Dame-de-Rostrenen* de Binic ; trois-mâts *Mezly* de Nantes) ou des signaux ordonnant l'abandon du navire (goélette *Émeraude* de Paimpol ; trois-mâts *Bougainville* de Nantes) ; il est aussi mentionné des obus tombant sur le navire avec arrêt du tir pendant l'évacuation (trois-mâts *Sully* de Nantes, sur la foi d'un rapport de la D.G.S.M. ; vapeur *Omnium* de Nantes) ; les tirs d'intimidation peuvent aussi suivre les embarcations de sauvetage de façon incompréhensible et sanglante (dundee *Fils-du-Progrès* de Brest) ou pour qu'elles s'écartent (dundee *Quatre Frères* de Groix) ou avant qu'elles ne soient accostées par le sous-marin pour des interrogatoires, des demandes des papiers de bord et des libérations (dundee *Étoile Polaire* de Groix ; trois-mâts *Babin-Chevaye* de Nantes).

Par contre, l'attaque au canon sans sommation concerna les navires de tous les tonnages et de tous les ports. On peut penser, sans en être assuré, que ce fut ce qui fit le drame du long courrier

[18] SCHRÖDER J., *Die U-Boote des Kaisers*, Lauf an der Pegnitz, Europaforum-Verlag, 2001, 504 p.

[19] Claus Lafrenz fut fait prisonnier. Reinhold Saltzwedel disparut en Manche, avec l'*UB-81* qu'il commandait le 2 décembre 1917. Walter Remy décéda en 1965. Ce dernier commandant aurait pu exercer des représailles sur les équipages des thoniers de Groix, *Deux Jeanne*, *Peuples Frères* et *Liberté*, qu'il coula le 27 septembre 1917 après avoir été contraint à un véritable combat naval contre ces trois dundees armés. Il ne le fit pas.

nantais *Général-de-Boisdeffre* (20 août 1917), mais aussi celui des goélettes *Couronne* (Saint-Malo, 21 janvier 1917) et *Yvonne* (Lannion, 31 janvier 1917). Les tragédies de la goélette *Léontine* (Saint-Brieuc, 25 mars 1917) et des chaloupes d'Audierne *Providence de Dieu* et *Jolie Brise* (1er avril 1917) ou du sloop *Victorine-Hélène* (3 mai 1917) entrent aussi dans la logique de cette guerre totale. Tous furent attaqués et expédiés par le fond sans sommation : Audierne pleura la disparition de 23 marins. La brutalité de l'attaque était-elle destinée à alarmer et à impressionner les populations côtières ? L'agression sauvage des *Providence de Dieu* et *Jolie Brise* par l'*UB-36* déchaîna l'ire de la presse régionale et ne fit rien pour la gloire de son jeune commandant, l'enseigne de vaisseau Harald von Keyserlingk[20]. Quant au *Bayonnais* et au *Petit Ernest* (29 avril 1917), canots de pêche de 3,61 et 5,86 tonneaux de Quimper-Le Guilvinec, celui qu'on peut bien appeler leur bourreau, l'enseigne de vaisseau Ernst Voigt, ne fut sans doute pas très fier de ces exploits inutiles et criminels (canonnage direct sur ces esquifs, sans sommation, et sans doute 6 morts) puisqu'il déclara au tribunal des prises de Hambourg ces frêles embarcations de quelque 3 tonneaux comme jaugeant 20 tonneaux, ce qui apparaissait quand même moins ridicule …[21].[22]

4 – Les commandants de sous-marins allemands firent-ils toujours preuve de sauvagerie et d'inhumanité ?

On peut s'interroger sur ce qui justifia la fréquente forme de transgression par de nombreux commandants de sous-marins de la consigne qui leur était donnée d'ignorer le règlement sur les prises et de détruire à tout va sans avertissement préalable. Étaient-ils animés par un souci d'humanité ou par une attitude plus calculée ? La réponse n'est sans doute pas unique pour tous les commandants. On peut avancer plusieurs explications.

Au début de la guerre, les réserves en munitions et surtout en torpilles étaient assez limitées à bord des sous-marins allemands et elles ne furent jamais importantes Il fallut toujours économiser les torpilles, arme type de la guerre sans sommation. Elles étaient réservées pour les gros navires et surtout pour les vapeurs, plus rapides et plus faciles à manœuvrer que les voiliers, souvent armés et donc plus difficiles à surprendre et plus dangereux à appréhender que ces derniers. Fréquemment munis de T.S.F. dès 1917, ils pouvaient de plus appeler à l'aide immédiatement en cas d'arraisonnement.

Indéniablement, si la plupart des officiers allemands n'étaient pas habités par les scrupules, quelques-uns, en revanche, n'étaient pas partisans de la manière expéditive. Peut-être tout simplement parce qu'ils savaient qu'ils pouvaient être pris dans un engrenage de représailles qui provoquerait l'intransigeance de leurs adversaires en cas de capture. Mais on ne peut écarter que tel ou tel officier put avoir un sentiment de respect pour un adversaire désarmé et qu'il put faire le choix délibéré de l'épargner. Un rapport confidentiel de la D.G.S.M., qu'on peut difficilement soupçonner de bienveillance envers l'ennemi, rapporte ainsi que, le 23 septembre 1917, « ***le commandant du sous-marin*** (*U-60*, lieutenant de vaisseau Karl Georg Schuster) ***désirant faire preuve d'humanité, consent à ne pas couler l'***Algésiras ***sur lequel s'embarquent les trois équipages*** (ceux des thoniers *Gloire* et *Jeune*

[20] Cet officier démarra pratiquement sur cette action barbare une carrière de haute mer fort brève et plutôt médiocre (5 bateaux coulés pour 705 tonneaux cumulés en un mois, du 18 mars au 16 avril 1917), carrière qui s'interrompit brutalement, le 9 mai 1917, où l'*UB-36* disparut lui-même corps et biens en Manche ou en mer du Nord dans des circonstances mal élucidées.

[21] Ernst Voigt disparut avec l'*UC 72* qu'il commandait alors, le 21 août 1917, près de Davenport, coulé par le bateau piège anglais *Acton* (H. BENDERT, *Die UC-Boote der Kaiserlichen Marine 1914-1918*, Mittler, pp. 179-180).

[22] Cet officier avait déjà à son palmarès une action de peu d'éclat mais qui visait sans doute à créer un climat d'insécurité sur la côte plus qu'à perturber le trafic commercial de la France : le 7 septembre 1916, commandant du *UC-23*, sur le plateau des Triagoz, au nord-ouest de Bréhat, il avait coulé, après avertissement cette fois, quatre petits homardiers de Loguivy-de-la-Mer (Paimpol), *Emma*, *Farfadet*, *Jeanne-d'Arc* et *Léo Nine*. L'émoi suscité par ce raid dépassa largement les frontières de la Bretagne. Outre la terreur répandue par ce raid proche des côtes, E. Voigt poursuivait peut-être aussi une forme de mission de renseignement puisqu'il questionna les pêcheurs sur la présence éventuelle de militaires dans le phare des Triagoz et sur l'armement de celui-ci.

Mathilde en plus de celui d'*Algésiras*) »[23]. La D.G.S.M. ajoute cependant : « ***Mais il ne peut s'empêcher de tirer quelque profit de son geste en insistant sur cette dernière déclaration :*** « Dites bien chez vous que nous ne sommes pas aussi barbares qu'on le prétend dans votre pays ». » De façon plus sobre, le patron du thonier *Jeune Mathilde* (Groix) confirme : « *L'*Algésiras ***eut subi le même sort sans que le canot de la*** Gloire ***coula et le nôtre fut percé. Alors le commandant du sous-marin épargna ce dundee pour nous laisser le moyen de regagner terre.*** » [24] Le 26 octobre 1916, le lieutenant de vaisseau W.-G. Becker, commandant du sous-marin allemand *UB-19*, remit l'équipage de la goélette *Iduna* de Saint-Malo au cargo norvégien *Garly*. Les marins du long courrier *Duc d'Aumale* (Nantes – 22 janvier 1917) furent également remis à un vapeur norvégien, le *Storti*, par le lieutenant de vaisseau H. Jürst, commandant de l'*U-43*, après avoir été gardés quelques heures dans le sous-marin et distribués à des postes de manœuvre. Relevons aussi cet épisode curieux rapporté par la D.G.S.M. : « ***Le 2 février à 14 heures,*** Anna-Maria (Saint-Malo) ***reçut du sous-marin*** U-53 (lieutenant de vaisseau Hans Rose) ***par signal, l'ordre d'évacuer ; le canot fut mis à l'eau, mais se creva en tombant sur la lisse. Le commandant allemand, qui s'exprimait en excellent français, autorisa alors le voilier à continuer sa route, puisqu'il ne disposait pas des moyens convenables pour sauver son personnel.*** »[25] Le rapport constate cependant que, deux jours après, le 4 février, un autre sous-marin fit preuve de moins d'humanité en coulant cette même goélette (*U-83* du lieutenant de vaisseau Bruno Hoppe). Précisons que Hans Rose ne montra pas toujours cette bienveillance puisqu'il avait coulé une autre goélette de Saint-Malo le 22 janvier (*Anna*) et qu'il en expédia une seconde du même port par le fond le 3 février (*Aimée-Maria*). L'arraisonnement d'*Anna* est décrit dans le rapport de mer comme d'ailleurs assez tendu, un homme menaçant l'équipage d'un revolver avant qu'il ne soit libéré ; H. Rose donna tout de même à ces marins malouins la direction et la distance de la terre[26].

Arraisonner un bateau après sommation et donc rester dans un processus de guerre de course, c'était aussi pouvoir s'y pourvoir en nourriture et autres denrées. On a beaucoup reproché aux sous-mariniers allemands de piller les bâtiments avant de les détruire. C'est oublier qu'ils restaient dans la logique de la guerre de course où le capteur pouvait s'accaparer non seulement le navire mais tout ce qui s'y trouvait. Les Allemands recherchaient, outre les papiers de bord, précieux pour la déclaration de prise auprès du tribunal de Hambourg, des vivres car, lors de longues missions, ils se trouvaient souvent rationnés. Qu'ils prissent les légumes, la viande ou les boissons ne choquait pas trop les marins dépossédés, même s'ils en dénonçaient le principe ; qu'en auraient-ils fait dans leurs frêles embarcations de sauvetage ? D'ailleurs, certains commandants de sous-marins, peu nombreux cependant, les autorisaient à prendre des vivres de survie. Par contre, les marins français s'élevaient à

[23] Pour les multiples citations qui vont suivre, se référer à René RICHARD et Jacques ROIGNANT, *Les navires des ports de la Bretagne provinciale coulés par faits de guerre, 1914-1918*. Volume 1, pp. 398-401.

[24] Le *U-60* commandé par le lieutenant de vaisseau Karlgeorg Schuster, coula 8 navires de ports bretons, du 22 septembre 1917 au 3 octobre 1917, dont deux grands voiliers nantais, *Édouard Detaille* et *Eugénie Fautrel*. L'officier allemand ne suivit pas l'ordre de guerre à outrance : il somma les 8 navires à stopper, il ordonna aux équipages de quitter le navire et les laissa en mer. Les équipages de 6 d'entre eux purent gagner la côte. Arraisonnant, le 3 octobre, les morutiers *Stella* (St-Malo) et *St-Antoine* (Paimpol), il fit preuve d'humanité en recueillant des hommes du premier navire tombés à la mer et en les répartissant dans d'autres doris. Puis il abandonna ces équipages sur leurs pauvres esquifs à leur triste sort, loin du rivage. 25 marins disparurent avant d'atteindre la côte (10 du *Stella*, 15 du *Saint-Antoine*). Il semble que ces 25 victimes françaises soient les seules à imputer indirectement à Karlgeorg Schuster (sur 10 navires français coulés). *Stella* fut le dernier navire détruit par ce commandant qui ne prit plus la mer après le 31 octobre 1917.

[25] Dans ses mémoires, Hans Rose affirme qu'il prétendit auprès de son équipage, pour expliquer son geste d'humanité, qu'il ne pouvait couler ce voilier qui portait les prénoms de son épouse (ROSE Hans (Korvettenkapitän), *Auftauchen !, Kriegsfahrten von* U-53, Essen, Essener Verlagsanstalt, 1939, pp. 129-134).

[26] Plusieurs exemples d'informations données par le commandant du sous-marin sur la position et la direction de la terre peuvent être trouvés dans des rapports de mer. Indications plus ou moins suivies par les naufragés, toujours défiants vis-à-vis de l'ennemi. Il put d'ailleurs se trouver des commandants allemands crédibles et d'autres moins. Quant aux promesses parfois faites aux marins livrés à eux-mêmes dans leurs embarcations de secours d'alerter des secours par T.S.F., elles ne pouvaient être que fallacieuses ou moqueuses. On conçoit mal qu'un sous-marin allemand, par principe furtif, put ainsi donner une information sur son existence et sa position.

chaque fois contre le fait qu'ils n'aient pu emporter d'effets personnels, ce qui leur causait un préjudice qu'ils ne manquaient pas de signaler dans le rapport de mer et de chiffrer lors de la constitution du dossier de dommages de guerre qui serait examiné par les commissions d'indemnisation, voire par les tribunaux en cas de contentieux sur les offres de ces commissions.

Une dernière raison, mais il en est sans doute d'autres, expliquant une forme de réticence des commandants de sous-marins à couler sans sommation de petits navires pourrait résider dans la certitude de détruire un bâtiment intercepté à qui on ordonnait par signaux ou par des obus de semonce de stopper. Le torpiller était plus incertain et, du fait du petit nombre de torpilles, peu rentable. Le canonner à distance était également aléatoire. Le sous-marin devait se tenir à quelques milles de sa cible dont il ne savait pas si elle était armée[27]. Cet éloignement rendait le tir plus imprécis et, en multipliant les tentatives de coups au but, le sous-marin risquait d'attirer l'attention de patrouilleurs de plus en plus nombreux. Alors qu'émerger tout près, surprendre la proie, la faire évacuer et en prendre discrètement possession donnaient l'assurance d'un dynamitage efficace. Tout dépendait alors de la cargaison : il était plus facile d'expédier par le fond un bateau rempli de minerai (le petit voiler *Brise* de Paimpol) qu'un navire transportant des poteaux en bois pour les mines du Pays de Galles comme le démontra la longue et pathétique agonie du trois-mâts nantais *Anne-de-Bretagne* (24 novembre 1914).

L'attitude intimidante d'un sous-marinier allemand du *U-53* de Hans Rose évoquée ci-dessus amène à se poser la question des sévices qui auraient pu être exercés à l'encontre des équipages français.

L'ultime sanction était la mort soit au contact d'une mine, soit au bout de la course d'une torpille ou soit à la suite d'une canonnade directe. Quand des blessés étaient achevés comme sur le *Léontine* ou quand de petits canots ou barques de pêche comme le *Bayonnais*, le *Petit-Ernest* (Quimper), le *Providence de Dieu* ou le *Jolie Brise* (Audierne) étaient canonnés et coulés par surprise, on peut qualifier ces actes de véritables assassinats.

Mais, nous l'avons vu, la plupart des bateaux de notre étude furent arraisonnés, après des coups préalables de semonce à blanc ou un encadrement du navire par des obus. Il s'ensuivait souvent, pas systématiquement, une forme d'interpellation des équipages avec recherche du commandant, interrogatoire sur le nom du navire, sur la cargaison, sur la destination … L'équipage du bâtiment à détruire était alors maintenu sous surveillance pendant que, avec l'une des embarcations de sauvetage et accompagnés de marins français, des sous-mariniers allemands allaient poser des bombes ou de la dynamite à bord du navire arraisonné. C'est pendant ces expéditions destructrices que furent signalés les pillages plus ou moins ciblés de vivres, de vêtements ou d'objets. Que se passait-il pendant ces minutes de contacts directs entre des Allemands armés et dominateurs et des Français à leur merci ?

Les rencontres des commandants de sous-marins avec ceux des navires arraisonnés sont assez rarement décrites comme brutales ou véhémentes. Il peut être rapporté des menaces, des intimidations ou des moqueries et, seulement dans un seul cas, des coups portés.

Parler de courtoisie serait cependant très exagéré, même si des commandants français notent quelques exemples d'aménité. Ainsi, celui du voilier *N.D.-de-Rostrenen* (Binic) rapporte la remarque du lieutenant de vaisseau Karl Koopmann du l'*U*-101 : « … ***N'oubliez de dire que les Allemands sont des gens très polis***. ». Les marins de l'*UC-18* (enseigne de vaisseau Wilhelm Kiel) sont décrits comme « ***assez courtois*** » par le commandant de la goélette de Paimpol *Aurélie*. Et le commandant du trois-mâts nantais *Mezly* relate par le détail la discussion qu'il eut avec l'enseigne de vaisseau Kurt Schapler

[27] Les menées destructrices de maints sous-marins furent fréquemment mises en échec par l'armement des vapeurs ou voiliers. On pourrait relater plusieurs de ces engagements où la « chèvre » refusa de se laisser manger par le « loup ». L'armement des navires de commerce ou le piège redoutable de bateaux marchands apparemment inoffensifs, mais en fait bardés de canons et manœuvrés par des commandos militaires, rendirent les sous-mariniers de plus en plus méfiants. Ce qui put amener certains commandants à renoncer à l'arraisonnement, par crainte d'une riposte ou d'un traquenard, et à couler sans sommation.

de l'*UC-73* qui, finalement, l'autorisa à retourner à bord du voilier pour être symboliquement, en tant que commandant et pour ne pas déroger à la tradition de la marine, le dernier à le quitter ; il put même y prendre un compas. Autre échange entre deux commandants, celui du terre-neuvier *Lilloise* de Saint-Malo, Roland Le Du, et celui de l'*UC-18*, de nouveau Wilhelm Kiel, au cours duquel l'Allemand offrit une cigarette au Français et à qui il répondit lorsque son prisonnier exprima son regret de la perte de son voilier : « ***Que voulez-vous, c'est la guerre ! D'ailleurs votre armateur est très riche.*** » La D.G.S.M. rapporte aussi que les otages du voilier nantais *Brenn,* « ***qui ont séjourné à bord du sous-marin*** (le *U-59* du lieutenant de vaisseau Freiherr Wilhelm von Fircks) ***ont été bien traités*** ». Le patron du dundee de Groix *Deux Jeanne* qui vient, à huit jours d'intervalle, d'engager deux combats contre des sous-marins allemands, l'un heureux et l'autre fatal, dut monter à bord de l'*U-90* du lieutenant de vaisseau Walter Remy et y rester pendant 3 jours avec les patrons des dundees du même port *Peuples Frères* et de *Liberté*. Mais, avant de quitter la zone de l'engagement et d'emmener les trois patrons, W. Remy « ***donna l'ordre aux embarcations de rejoindre la terre sans être soumis à aucun mauvais traitement*** ». Quant à l'enseigne de vaisseau Werner Fürbringer de l'*UB-39* il fit, selon le commandant du *Jeune-Union* de Saint-Malo, un brin de conduite à l'équipage de cette goélette qu'il venait d'incendier : « ***…Le commandant nous a mis dans nos doris à la remorque du sous-marin nous accostant (***rapprochant***) de la terre.*** » Aussitôt rendu ce surprenant service, le *UB-39* retourna à sa chasse et coula le vapeur norvégien *Lyderhorn* et le cargo espagnol *Olazarri* … Lorsqu'il y eut combat, il n'y eut ensuite aucunes représailles contre les marins français survivants de l'engagement. Seul, le maître d'équipage du voilier malouin *Maïa*, qui venait de couler après avoir résisté à l'*U-91* (lieutenant de vaisseau Alfred von Glasenapp), fut emmené en captivité.

Sur les corsaires de surface, les contacts étaient en général plus détendus. Ainsi, le commandant du trois-mâts *Asnières* (Nantes), M. Ybert, rapporte-t-il dans son rapport ce propos du capitaine de corvette Comte Zu Dohna-Shlodienn, commandant du *Moewe* qui venait de le capturer : « ***Je regrette d'être forcé de couler un si beau navire, c'est la guerre. Je vais vous garder quelques jours prisonnier et vous renverrai par un neutre aussitôt que l'occasion se présentera. Il fait un peu chaud dans le logement où l'on va vous mettre, mais je fais monter les prisonniers le plus souvent possible sur le pont.*** » Autre exemple d'une attitude plus humaine : le lieutenant de vaisseau Karl Georg Schuster de l'*U-60* fit repêcher trois marins du terre-neuvier malouin *Stella* qui, en rembarquant du sous-marin dans leur doris, avaient vu celui-ci se retourner, et il les distribua dans les 5 doris qui restaient. Certains d'entre eux se perdirent malheureusement ensuite en mer en tentant de rejoindre la terre.

Cependant, dans la plupart des cas d'arraisonnement et de capture des équipages, les attitudes des capteurs furent plutôt froides, condescendantes, voire menaçantes. Les deux pays étaient en guerre et c'était une guerre souvent impitoyable où, sur mer, les fraternisations n'avaient guère cours, surtout entre les officiers.

Le commandant du voilier *Saint-Yves* (Paimpol) note ainsi l'attitude indifférente du tristement célèbre Ernst Voigt de l'*UC-23*, qui l'ignore et ne répond à aucune de ses remarques, en particulier celle qui concerne l'insuffisance de son embarcation de secours.

Il put y avoir aussi des conduites un peu humiliantes. Ainsi le traitement infligé à l'équipage du dundee *Ami de Dieu* (Lorient). Les marins de l'*U-53* de l'enseigne de vaisseau Otto von Schrader les mirent « ***à la remorque dans le canot avec le sous-marin et nous avons manqué de couler plusieurs fois. Je suis resté 4 heures de temps avec mon équipage prisonnier avec lui et il nous a photographiés 2 fois*** ». Ces séquences de photos sont rapportées à quelques reprises. L'équipage du thonier *Océanien* (Groix) y fut soumis, tout comme celui du long-courrier nantais *Duc d'Aumale*, navire dont l'agonie fut photographiée depuis le sous-marin, cliché célèbre reproduit dans de nombreux magazines. .

Des menaces purent être proférées. Nous avons évoqué les intimidations d'un marin allemand lors de l'arraisonnement de l'*Anna* de Saint-Malo. Les récits relatant des ordres intimés en braquant un

revolver sont relativement classiques. Le commandant et cinq hommes du voilier nantais *Ernestine* furent aussi placés devant le canon de l'*UC-48* du lieutenant de vaisseau Kurt Ramien, avec menace de tirer sur eux si des armes étaient trouvées à bord. Le commandant du trois-mâts *Mezly* de Nantes témoigne de la nervosité qui régnait lors de ces prises de navires : « ***Mon équipage n'a pas été molesté, sauf que l'un des trois matelots allemands venus à bord du*** **Mezly** ***m'a menacé de son revolver quand j'ai voulu prendre quelques papiers dont il s'était déjà emparé.*** »

Plus grave aurait été le comportement de l'enseigne de vaisseau Reinhold Saltzwedel de l'*UC-21* qui aurait donné « ***de violents coups de poing à la figure*** » du commandant de la goélette granvillaise *Aiglon*, « ***sous prétexte qu'il n'avait pas stoppé assez vite*** ». Cette information, seulement rapportée par la *Dépêche de Brest* et nullement confirmée par la D.G.S.M. est à prendre avec prudence mais n'est pas à écarter[28].

Rares furent les équipages faits prisonniers. Si, sur un navire de surface corsaire opérant en très haute mer, loin des côtes, la garde en détention des marins des bateaux coulés était obligée, à moins de s'en débarrasser en les exécutant, ce qui ne se produisit jamais, ou de les envoyer à une mort certaine en les abandonnant sur leurs embarcations de sauvetage, ce qui put se passer dans quelques cas extrêmes, il était par contre impossible à un équipage capteur de séquestrer dans l'espace étroit d'un sous-marin, où il avait déjà du mal à se mouvoir, surtout s'il s'agissait d'un *UB* ou d'un *UC*, un groupe supplémentaire de 10 ou 20 hommes. Cohabiter avec ses camarades était déjà une épreuve ; supporter, surveiller et nourrir d'autres personnes, en principe hostiles et inutiles pour les manœuvres, représentaient un risque supplémentaire que peu de commandants osèrent prendre. Pourtant les équipages des voiliers *Briantais* de Saint-Malo et *Rémora* de Tréguier, et, semble t-il, tout ou partie de celui du dundee *Démocratie de* Groix furent emmenés en captivité en Allemagne. Les conditions dans lesquelles les hommes du *Rémora* furent contraints à l'emprisonnement furent quelque peu étranges, selon le journal local <u>*Le Lannionnais*</u> du 5 novembre 1916 : « ***Le navire*** **Rémora** ***a été torpillé par un sous-marin boche. Ayant eu le canot broyé par le torpillage, l'équipage ne pouvait se sauver. Il a été pris à bord du sous-marin et emmené en Belgique ou en Allemagne.*** » Un des marins du *Rémora*, prisonnier en Allemagne, dans une lettre à son épouse, semble avaliser la véracité de cette affaire peu banale qui montrerait que, si la courtoisie n'était pas généralement de mise, la barbarie ne régnait pas à tous les arraisonnements[29]. On peut cependant mettre en doute le « torpillage ».

<u>Sous forme de conclusion.</u>

Nous fêterons bientôt le centenaire de l'armistice qui mit fin à cette monstrueuse et bien inutile boucherie que fut la première guerre mondiale. Les rares cérémonies commémoratives nationales ont été réservées au rappel de quelques batailles terrestres emblématiques, parmi les plus sauvages et les plus coûteuses en vies humaines (La Marne, Verdun, La Somme, Le Chemin des Dames).

Quant à la guerre maritime, elle a été, du moins en France, presque totalement occultée, et aucune cérémonie nationale officielle[30] ne l'a rappelée, comme si elle n'avait pas existé ou n'avait guère eu d'influence sur l'issue de la confrontation.

Oublier cette guerre sur les mers, c'est considérer comme négligeables les milliers de marins morts dans la destruction de leurs bâtiments, vaisseaux militaires ou navires marchands ou de pêche, réquisitionnés ou non ; c'est établir une hiérarchie dans le sacrifice consenti à la patrie, comme s'il

[28] Il disparut avec le *UB-81*, le 2 décembre 1917, coulé par une mine, près de l'île de Wight. Les 6 marins rescapés indiquèrent aux enquêteurs : « *Il a été reconnu que sa conduite, à l'égard des équipages des bâtiments torpillés* (sic) *avait toujours été très humaine, et qu'en maintes circonstances, il avait remorqué leurs embarcations sur des distances très considérables.* » (Service Historique de la Défense de Brest, Département de la Marine, série BB 21. Survivants de l'*UB-81*).

[29] Service Historique de la Défense, Département de la Marine de Brest, lettres de l'Administrateur du quartier de Quimper (avril 1916-juillet 1917), 3P2/14.

[30] Il convient cependant de rappeler les cérémonies organisées à la Pointe St-Mathieu par l'Association *Aux Marins*.

avait été plus glorieux de se faire tuer à Verdun ou à Arras que de mourir noyé aux Dardanelles ou de disparaître dans les brumes de l'Atlantique, au retour de Terre-Neuve.

Minimiser cet aspect de la guerre c'est surtout en fausser l'histoire, c'est méconnaître que, si la victoire fut effectivement acquise dans les effroyables affrontements terrestres, elle n'aurait pu être obtenue sans des approvisionnements continuels des armées en nourriture et en armes et sans renforcements et renouvellements incessants des troupes, sur les deux grands fronts d'Occident et d'Orient. La mer était la seule route que pouvaient emprunter les matières premières, les vivres, les canons, les soldats pour que les fronts fussent « alimentés ». De sa maîtrise dépendait donc l'issue des batailles. Et la lutte pour cette domination maritime fut de plus en plus impitoyable.

Au cœur de cette lutte, il y avait les sous-marins allemands et leurs commandants, dont certains sont encore célébrés comme des « As » en Allemagne. Sur ces sous-marins, sur leur dissémination de plus en plus importante, sur leurs techniques de combat, sur les officiers de ces bâtiments et sur leurs attitudes et comportements, il a été écrit beaucoup, de façon trop souvent lapidaire. La redoutable efficacité de l'arme sous-marine fut découverte un peu par hasard par une amirauté allemande qui l'avait sous-estimée avant guerre. Dominée en surface, la marine impériale misa rapidement tout sur l'arme sous-marine. Elle la développa de façon industrielle tout au long de la guerre, accroissant sans cesse la taille des submersibles, leur rayon d'action, la puissance de son armement. Contrairement à ce qu'on put lire, elle ne fit aucune pause dans ce programme de construction et de modernisation et les concessions internationales consenties ne furent jamais vraiment appliquées.

Et cette nouvelle forme de guerre, sournoise et imprévisible, faillit, au printemps 1917, faire pencher le sort des armes du côté des empires centraux[31]. Les alliés furent longtemps dominés dans cet affrontement auquel ils ne s'étaient guère préparés. Ils ne mirent en place des défenses vraiment efficaces (surtout les Anglais) qu'à l'automne 1917, avant de reprendre progressivement et inéluctablement le contrôle des mers, acculant une flotte sous-marine allemande décimée à ne plus tenter que des raids sporadiques et désespérés.

Cependant, même embarquées en plus grand nombre, les armes de ces submersibles devaient être lancées avec économie et discernement. Les sous-mariniers ne purent à aucun moment de la guerre gaspiller leurs obus ou leurs torpilles. Les commandants ne torpillèrent vraiment que de gros bâtiments, dont le tonnage gonflait sensiblement leur tableau de chasse ; lors de ces destructions brutales et presque toujours fatales pour les équipages, ils n'avaient alors aucun état d'âme. Ce n'était pour eux qu'une prise intéressante pour leur gloire et leur carrière. Les pertes humaines pouvaient être au mieux déplorées comme inévitables.

Il en allait autrement avec les petits navires qu'en général les sous-marins allemands se contentaient de canonner ou de dynamiter, épargnant la plupart du temps les équipages, ce qui revenait, lorsque la rencontre avait lieu loin des côtes, à les abandonner à un sort funeste.

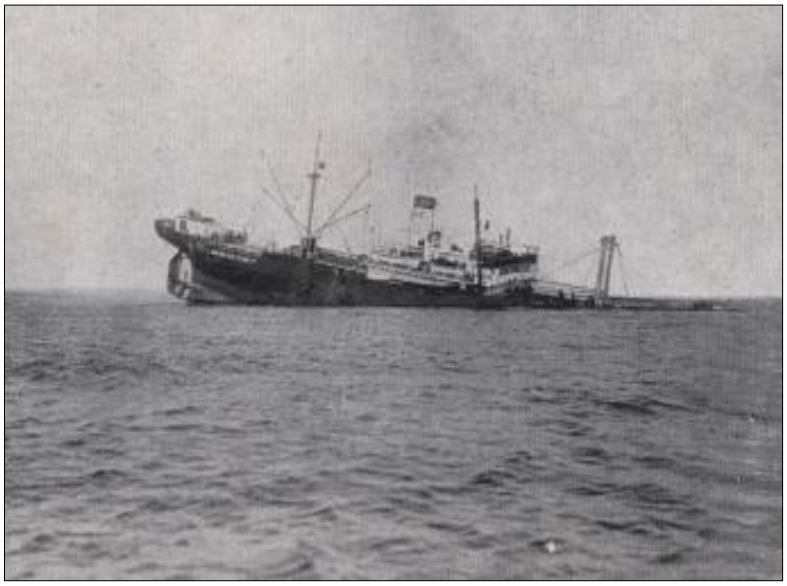
Si plusieurs commandants purent ainsi se montrer compréhensifs et humains, d'autres par contre canonnèrent ou tuèrent sans sommation, sans discernement ou raison, gratuitement, par sadisme ou pour effrayer. Dans notre étude, ils ne furent pas les plus nombreux, loin de là. Et, après la proclamation impériale de la guerre maritime sans concession du 31 janvier 1917, des commandants de sous-marins allemands ne renoncèrent pas, restant fidèles à leurs attitudes antérieures à cette

[31] La réalité de la menace sous-marine fut rappelée par quelques amiraux anglais. L'amiral Jellicoë fut, au printemps 1917, un des plus alarmistes. A. Laurens le cite dans son livre sur *Le blocus et la guerre sous-marine* (Paris, A. Colin, 1924, p. 155) : **«** Dans son ouvrage sur la Crise de la Guerre Navale, l'amiral Jellicoë débute ainsi : « *Il est sans doute préférable que la nation soit restée, pour sa plus grande part, dans l'ignorance de l'extrême gravité de la situation que nous avons traversée à un certain moment de la grande guerre, lorsque les Allemands coulaient, de semaine en semaine, un nombre toujours croissant de nos navires de commerce. Le peuple de ce pays s'est montré supérieur à bien des événements pénibles et n'a jamais perdu la confiance dans la victoire finale, mais la connaissance complète de la crise suprême de notre histoire aurait pu sérieusement ébranler, dans certains milieux, cette confiance dont le maintien était si nécessaire ; ce qui est certain, c'est que la situation a été, à un moment donné, extrêmement grave.* **»**

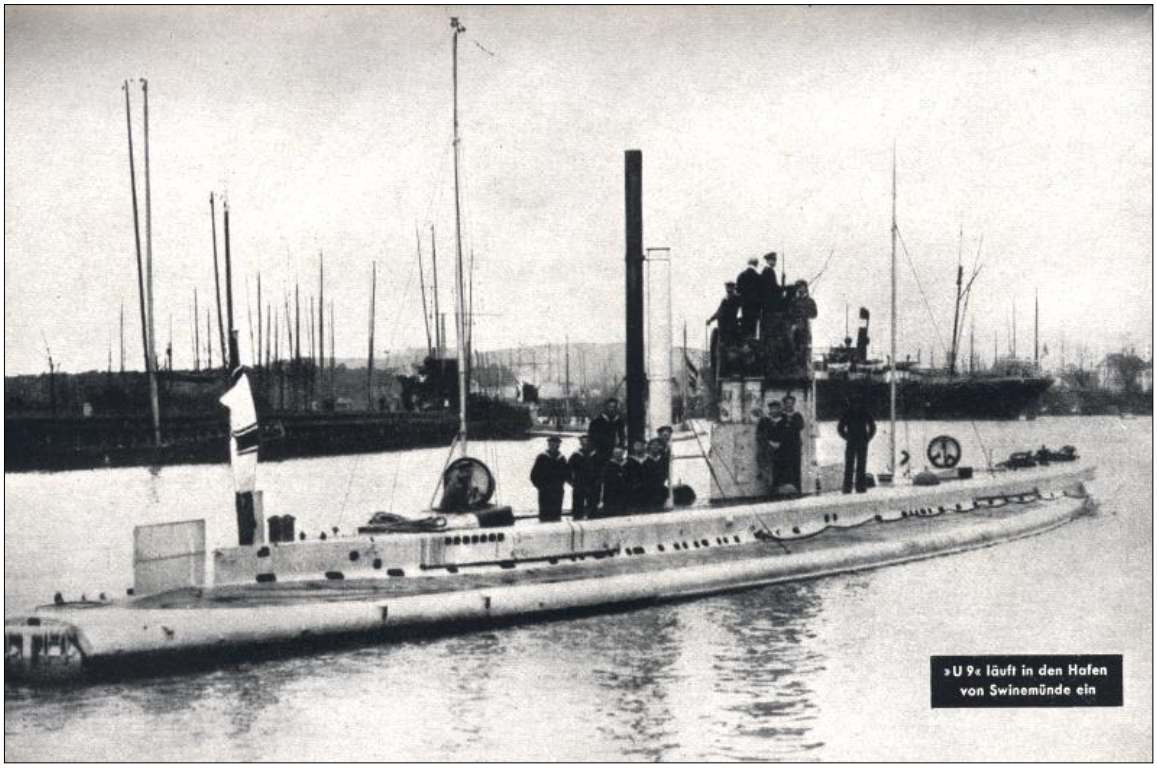
déclaration de guerre à outrance, à lancer des sommations aux équipages de navires marchands rencontrés, à leur intimer l'ordre de quitter leur navire avant qu'ils ne fussent coulés et même à faire preuve d'une certaine correction à l'égard de ces civils de nations ennemies (qui n'allait pas quand même jusqu'à la cordialité … « *C'était la guerre !* »). Nous avons avancé de multiples raisons pour expliquer ces conduites généreuses, qui n'étaient sans doute pas consenties sans calcul. Il ne faut pas oublier que les commandants restaient seuls maîtres à bord et responsables de leurs décisions, libres de respecter ou non les ordres de leurs amiraux.



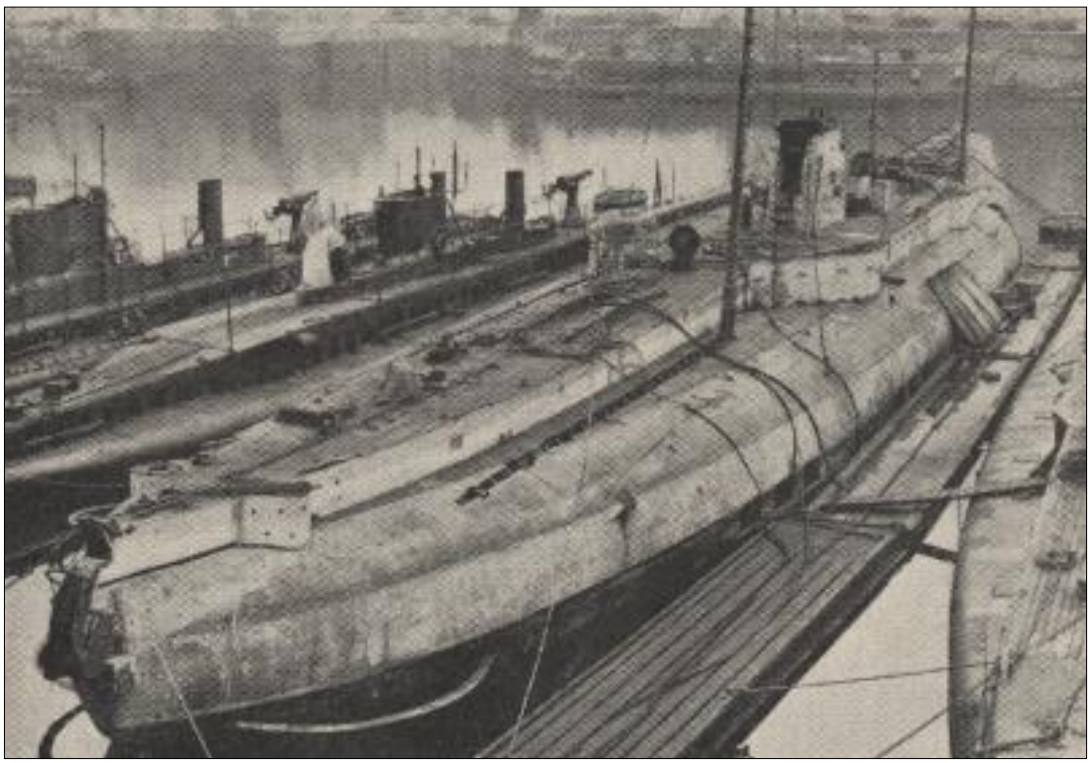
« L'équipage abandonne le bateau coulé »
Werner Fürbringer, *Alarm ! Tauchen !!*, Berlin, Ullstein, 1933, p. 205. (Fonds Hermann Plote)



***Vapeur anglais coulé par l'*U-90**
Fischdick A., *U 90, Kameradschaft und Erlebnisse im Ubootkrieg,*
Essen, Walter Bacmeisters Nationalverlag, 1937. (Fonds Hermann Plote)



Sous-marin de début de guerre. Il s'agit de* U-9 *qui, commandé par Otto Weddigen, coula trois croiseurs anglais* Cressy, Hogue *et* Aboukir *à 30 milles de la côte hollandaise, le 23 septembre 1914,. Ce raid audacieux et meurtrier contribua à convaincre le Haut commandement naval allemand de l'intérêt qu'il y aurait à développer l'arme sous-marine. Ce submersible mesurait 57,38 x 6 mètres. L'équipage était de 29 hommes et son tonnage en surface de 493 tonnes. Armement et autonomie limitées. (Fonds Hermann Plote)



Sous-marin de fin de guerre, pouvant transporter 18 torpilles et naviguer vers l'Amérique ou l'Afrique. Ce* U-151 *fait partie de la série des sous-marins marchands. 85x8,90 mètres. 56 officiers et hommes d'équipage. 1512 tonnes. (Fonds Hermann Plote)



Ernst Voigt
(1890-1917)
Commandant des *UB-6*, *UB-23* et *UC-72*.
« Bourreau » des canots de Quimper-Le Guilvinec, *Petit Ernest* et *Bayonnais* coulés sans sommation à l'aube du 29 avril 1917, en baie d'Audierne.
7 disparus.
Disparu avec ses 30 hommes d'équipage lors d'une attaque à la grenade, près de Douvres, le 25 août 1917



Otto Steinbrink
(1888-1949)
Commandant des *U-6*, *UB-10*, *UB-18*, *UC-65*, *UB-57*.
Un des « as » de la flotte sous-marine allemande. Officier sans état d'âme, mais aucun témoignage de brutalité à son encontre. Condamné à 5 ans d'emprisonnement en 1945 par le tribunal de Nuremberg.



Walther Schwieger
(1885-1917)
Commandant l'*U-20*, il coula le terre-neuvier de Saint-Malo *Félix-Louis*, le 23/10/1916. Il avait torpillé le *Lusitania*, le 7 mai 1915.
Commandant ensuite l'*U-88*, il sauta sur une mine, le 5 septembre 1917.



Hans Rose
(1885-1969)
Commandant du *U-53*.
Ce fut lui qui décida de ne pas couler le voilier malouin *Anna-Maria*, le 2 février 1917, soit le lendemain de la proclamation de la guerre à outrance. Son « palmarès » montre qu'il ne fut pas toujours aussi magnanime.



Ralph Wenninger
(1890-1945)
Il coula, avec l'*UC-17*, 11 navires bretons (de *La Rochejacquelein* de Nantes, le 14/11/1916, à *Saint-Sauveur* de Saint-Brieuc, le 22/02/1917) et, avec l'*UB-55*, le *Fileur* de Morlaix (24/03/1918). Peu critiqué par les capitaines de navires arraisonnés.



Karlgeorg Schuster
(1886-1977)
Commandant de l'*U-60*
Le 23 septembre 1917, il consentit à ne pas couler le dundee *Algésiras* afin que puissent y embarquer les deux équipages de deux autres dundees sans embarcations de secours.

Photos extraites du fonds Hermann Plote ou transmises par M. Simon Schnetzke

UNE MAIN-D'ŒUVRE APPRÉCIÉE ET RECHERCHÉE : PRISONNIERS DE GUERRE ET FRACTURES NATIONALES

Par Ronan RICHARD

Introduction.

Longtemps minorée par l'historiographie et délaissée par les commémorations, 1915 fut pourtant une année capitale à bien des aspects. En effet, c'est bien durant celle-ci que se fit, progressivement, la prise de conscience d'un enlisement du conflit que nul n'avait prévu ni anticipé, pas plus les autorités civiles et militaires que la population française elle-même, des élites aux classes populaires.

En 1915, la France s'installa vraiment dans la guerre « comme dans une maison neuve », pour reprendre l'expression d'un chroniqueur beauvaisien[1]. Parmi les imprévus multiples et variés qu'il fallut alors affronter, l'un de ceux qui marqua le plus l'arrière fut la crise de la main d'œuvre. Considérée en début de guerre comme un mal provisoire, elle devint en quelques mois une réalité à envisager sur la durée. Tous les viviers potentiels ayant été sondés et épuisés – femmes, enfants, vieillards, chômeurs, civils étrangers, mobilisés militaires, réfugiés[2] – les autorités furent amenées à réfléchir à l'option d'une intégration dans l'économie des captifs ennemis, internés civils ou prisonniers de guerre. Cette piste n'allait pas de soi, les premiers mois de guerre ayant donné lieu à de violentes campagnes germanophobes assimilant l'ennemi à un « barbare rétrograde » capable des plus cruelles atrocités.

Instruit par ses propres et discrètes expérimentations, spécialement dans le domaine des travaux publics, l'État dut tout d'abord sensibiliser l'opinion et convaincre les élus et les employeurs privés. Cette première étape fut facilitée par la pénurie de bras et par ses effets économiques potentiellement dévastateurs qui ne tardèrent pas à convaincre les employeurs que la « haine du boche » était un luxe inadapté au contexte et qu'il n'était plus temps de faire la fine bouche. Dès 1916, les équipes de prisonniers étaient quasiment cédées « aux enchères » tant les demandes étaient nombreuses eu égard aux faibles ressources. Il fallut en second lieu s'efforcer de recueillir l'adhésion des prisonniers eux-mêmes. La précarité des conditions de vie dans les camps et la « psychose des barbelés » eurent tôt fait d'éroder jusqu'aux esprits les plus nationalistes. À quelques rares exceptions près, la plus grand part des captifs adhéraient dès 1915 à l'idée de « s'évader » du morne quotidien des dépôts par le truchement d'un emploi extérieur. Il fallut également organiser cet emploi que les certitudes de guerre courte n'avaient pas permis d'anticiper en conciliant les exigences du terrain, la sécurité nationale et les grands principes conventionnels. Enfin, les autorités devaient rester garantes d'une union nationale qui pouvait pâtir à tout instant de cette intégration de l'ennemi autrefois honni et d'un partage contesté de cette manne numériquement limitée. À partir de 1915, la banalisation de cet emploi des prisonniers de guerre se traduisit par une baisse progressive de l'hostilité ambiante. Curieuse, jamais indifférente mais constamment vigilante sur l'attitude des captifs au travail et au cantonnement, la population locale céda partout à une certaine satisfaction au regard des rendements atteints par cette main-d'œuvre qui, partout réclamée, constitua vite un vivier de bras aussi convoité qu'il était clairsemé. Il s'ensuivit donc de véritables disputes de chiffonniers qui opposèrent, à toutes les échelles, l'ensemble des parties en lice pour employer cette main d'œuvre.

[1] Cité par Jean-Jacques BECKER, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980, 317 p., p. 97.
[2] RICHARD Ronan, « Le monde rural à l'épreuve de la pénurie de bras. L'exemple du grand Ouest français », dans *Mains-d'œuvre en guerre 1914-1918. Régulations, territoires, recompositions*, Actes du colloque du Ministère des Affaires sociales, Paris, 18-19 mai 2015, à paraître en 2017.



Fonds privé R. Richard

La baisse des réticences : quand l'ennemi se faisait « désirable »

L'accueil réservé aux premières équipes de prisonniers reste mal connu, en grande partie parce que les autorités firent tout, à l'automne 1914, pour le limiter et le rendre discret. Les chantiers étaient en effet disséminés hors des villes et des villages, ce qui réduisait les risques de contacts avec la population locale. Passé le printemps 1915, ce confinement ne put être maintenu du fait de l'ouverture élargie des dépôts sur les chantiers agricoles et urbains. Malgré la diminution des tensions, les autorités ne purent alors éviter quelques anicroches localisées, rappelant que la politique d'intégration économique des prisonniers nécessitait un long effort de persuasion et une évolution radicale des représentations.

De rares incidents, généralement rapportés par des journaux connus pour leur hargne particulièrement vive contre l'ennemi sous toutes ses formes, émaillèrent, ça et là, l'accueil des équipes. Ces remous se produisirent uniquement à l'arrivée des équipes dans des villages dont les habitants n'avaient point, jusqu'alors, côtoyé l'ennemi. À Locquénolé, le débarquement des travailleurs fut accompagné de huées et de quelques jets de mottes de terre, rapidement interrompus par l'officier chef de détachement[3]. Encore cette échauffourée dut-il être suffisamment brève et sans grande portée pour qu'un seul des deux journaux locaux présents sur les lieux[4] estimât qu'il y eût lieu de l'évoquer. À Caudan, dans le Morbihan, la première confrontation eut lieu lorsque cinq prisonniers pénétrèrent dans le bourg afin d'y retirer les colis destinés à leur cantonnement. Ils y furent l'objet d'une telle hostilité qu'ils durent être reconduits sous bonne escorte[5]. Ces quelques bavures n'étaient que le ressac des premières scènes d'accueil qu'avaient connues, bien plus tôt, dans les premières semaines de la guerre, les grandes gares d'étapes des convois de prisonniers, réaction d'ailleurs bien

[3] *L'Eclaireur du Finistère*, 12 juin 1915.
[4] L'autre journal morlaisien était *La Résistance*, organe conservateur et clérical, rival du républicain *Éclaireur du Finistère.*
[5] *La Dépêche de Brest*, 21 juillet 1915.

amoindrie et différée dans le temps par l'enclavement des villages ou leur éloignement des grands dépôts. Dans certaines communes, ce contact eut lieu si tard, jusque 1918, qu'il n'engendra même aucune manifestation de ce type.

En fait, l'année 1915 constitua une année de transition entre le rejet du premier face-à-face et la banalisation d'une présence qui allait bientôt satisfaire unanimement ceux qui devaient en profiter. À l'image de l'évolution des accueils dans les gares des centres urbains, la curiosité sembla l'emporter assez rapidement en 1915 et se prolonger durant l'année 1916, là où les prisonniers représentaient encore une nouveauté. En visite à Locquénolé, le représentant de la très conservatrice *Résistance* de Morlaix n'y vit rien de l'hostilité que son rival républicain avait cru déceler dans le comportement des autochtones à l'arrivée du contingent. Il n'observa, pour sa part, qu'un grand élan de curiosité, « ***naturellement*** » excitée par la présence de ces prisonniers et dénuée de toute malveillance. Le journal souligna même que les captifs étaient devenus les objets d'une attraction si singulière que les badauds venus « ***dans l'espoir d'apercevoir les Allemands*** » et d'assister au spectacle de leur travail repartirent « ***déçus*** » d'en avoir été empêchés par le chef de détachement qui redoutait ce « ***premier accès de curiosité*** ». Surtout, il révéla, loin des arrivées massives, préparées, presque mises en scène, auxquelles se pressait une foule nombreuse, compacte et sensible aux effets d'entraînement, l'influence incomparablement plus lénifiante du contact direct avec de petits groupes, facilitant une forme de « ré-humanisation » des prisonniers :

« (…) ***la population civile comprenant fort bien la situation, sait que les grands et vrais coupables de certains crimes ne sont pas là [et que] les prisonniers allemands de Locquénolé et d'ailleurs ne sont pas des brutes.*** »[6]

Les notices des instituteurs des Côtes-du-Nord confirment globalement ces impressions[7]. Les travailleurs allemands, même s'ils s'attirèrent ça et là quelques moqueries et autres réflexions désobligeantes, furent accueillis sans animosité, excitant plutôt la curiosité générale. Seule une notice évoqua un cas d'agression ; encore était-il le fait d'un individu isolé, en l'occurrence une veuve de guerre[8]. En maints autres lieux, cet élan massif fut constaté, les journaux, maires et instituteurs notant de manière vague, la présence de « nombreux » spectateurs, parfois estimée à plusieurs centaines de personnes[9]. Face aux réactions d'hostilité, souvent individuelles, assez rares et indéniablement déclinantes à partir de 1915, ces foules curieuses, dont les journaux s'empressèrent alors de vanter toujours la dignité, représentèrent une tendance largement dominante. Cette phase de transition ouvrait la voie à un accueil bien plus impatient et attendu.

Rapidement, en effet, un sentiment de satisfaction accompagna les arrivées d'équipes de prisonniers, particulièrement en milieu rural. En Loire-Inférieure, Émile Gabory se fit l'écho de cette évolution, affirmant qu'après avoir éprouvé une certaine répulsion à l'idée de loger des Allemands chez eux et malgré tous les relents de haine qu'ils éprouvaient pour l'envahisseur, ceux qui se décidèrent finalement à employer ces soldats captifs en furent pleinement contents[10]. La volumineuse correspondance prouve que même les communes les plus réticentes se laissèrent à leur tour convaincre. Le maire de Haute-Goulaine, après avoir rappelé qu'aucun de ses administrés n'avaient souhaité jusqu'ici s'engager dans cette voie, sollicita en leur nom le préfet du département afin

[6] *La Résistance*, 19 juin 1915.
[7] Arch. départ. Côtes d'Armor, 1 T 402.
[8] *Notices communales d'institutrices et instituteurs du département des Côtes-du-Nord, guerre 1914-1918*, Archives départementales des Côtes d'Armor (cote 1 T 402), Document mis en page, enrichi et annoté par l'association *Bretagne 14-18* (Direction : Jean-Pierre Cotte et René Richard), 206 pages, commune de La Harmoye, page 24.
[9] Les deux exemples les plus frappants que nous ayons retrouvés restent justement celui de Locquénolé, où trois cents personnes, venues parfois de Morlaix, assistèrent aux premiers travaux (*La Résistance*, 19 juin 1915), et celui de Lannion, où les badauds étaient 200 à assister à la mise en route des travaux sur le chemin de halage, attendus depuis 20 ans (*Le Journal de Lannion*, 13 mars 1915).
[10] GABORY Émile, *Les Enfants du Pays Nantais et le XI^ème^ Corps d'Armée*, Nantes (Archives Départementales), Paris, Librairie académique Perrin et Cie, 1923, Livre d'or des cantons nantais, p. 922.

d'obtenir, en août 1918, des renseignements sur les effectifs proposés et les charges qu'ils représentaient[11]. Cette attractivité généra des demandes tout à fait révélatrices du changement de représentations. Dans le Trégor, les élus affichèrent ainsi une telle satisfaction qu'ils proposèrent aux autorités militaires d'accueillir, sous condition d'une rigoureuse surveillance, un dépôt de prisonniers à Tréguier, implantation qui leur aurait permis de faciliter et de développer l'emploi local de cette main-d'œuvre[12]. Que de chemin parcouru par rapport au début de la guerre, lorsque toute rumeur d'installation d'un dépôt de prisonniers ou d'indésirables provoquait invariablement le même tollé parmi l'ensemble de la population ! Quelle évolution, également, accomplie par ces élus si ouvertement germanophobes, qui, à l'exemple de Georges Garreau, obtinrent très vite des autorités militaires, alors plutôt réservées, la présence de travailleurs prisonniers dans les centres des villes[13]. Est-ce à dire que l'ennemi, honni en septembre 1914, était apprécié un an plus tard ? La réponse est plus complexe, d'une part car il resta l'objet d'une hostilité, plus catégorielle et localisée, d'autre part parce qu'il ne devint désirable qu'en tant que travailleur, jamais en tant qu'individu.

À partir de 1915, si les réactions de franche hostilité disparurent presque totalement lors des accueils – eussent-elles voulu s'exprimer que les autorités militaires les auraient immédiatement réprimées –, les attaques contre cette politique d'intégration économique se transposèrent sur d'autres terrains et prirent d'autres formes. Elles furent lancées d'abord essentiellement dans le monde ouvrier.

Durement affecté par l'inertie syndicale qui suivit la mobilisation, celui-ci n'afficha que rarement sa grogne avant 1917. Certes, il se produisit bien quelques poussées d'humeur lorsque tel projet envisageant l'emploi de captifs, civils comme militaires, parvint aux oreilles attentives des ouvriers français. En février 1915 déjà, le préfet de Vendée reconnut avoir abandonné le projet concocté par ses services d'employer des étrangers austro-hongrois, civils en l'occurrence, dans des chantiers ferroviaires. Il justifia ce renoncement par divers motifs conjoncturels au premier rang desquels « ***la protestation des ouvriers contre l'emploi de cette main-d'œuvre*** »[14]. La contestation ouvrière porta vite sur les répercussions de l'emploi des prisonniers sur le chômage et sur les salaires. Car, malgré le principe affiché par le gouvernement d'assimiler les conditions de travail de la main-d'œuvre prisonnière à celle des ouvriers civils français, la situation tendait à démontrer que le volontarisme étatique se cantonnait aux déclarations de façade sans qu'aucune traduction pratique n'en fût visible sur le terrain. En septembre 1915, une délégation de dockers nazairiens rencontra le sous-préfet afin de lui exposer leur colère de voir s'intensifier le travail des prisonniers alors que près d'un demi-millier des leurs se trouvait au chômage[15]. Le Commandant de la XI^{ème} Région soumit la question au ministère de la Guerre, prescrivant, « ***à titre provisoire et jusqu'à notification de la décision ministérielle à intervenir, que les dockers (fussent) employés en premier lieu aux différents travaux et qu'il ne (fût) fait appel aux prisonniers de guerre qu'après embauche des dockers*** »[16]. En 1917, le contexte national teinté de lassitude, de désenchantement voire de réprobation vint accroître les tensions et les revendications.

Le grave conflit qui toucha l'usine à gaz de Saint-Nazaire en 1918 démontra que, malgré les recommandations officielles, les directeurs d'usines continuèrent à préférer la main-d'œuvre bon marché des prisonniers à celle des ouvriers civils français. Ce bras de fer local mit en lumière les positions divergentes des différents protagonistes. L'affrontement débuta en mai 1918. Il opposa le chef d'exploitation du port, soutenu par le président du syndicat des entrepreneurs de transport, et le directeur de l'usine à gaz, Georgelin. Le motif de cette polémique portait sur le retour au port de

[11] Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 R 423, courrier du 18 août 1918.
[12] Ce vœu fut émis, entre autres, par le conseil municipal de Plouguiel (*L'Électeur des Côtes-du-Nord*, 14 octobre 1916).
[13] Outre Dinan et Saint-Brieuc, on en vit très vite, dès le printemps 1915, dans des villes comme Rennes ou Fougères.
[14] Arch. départ. Vendée, 4 M 267, note du 6 février 1915.
[15] Arch. départ. Loire-Atlantique, 2R 373, télégramme au général Commandant la XI^{ème} Région, 17 septembre 1915.
[16] *Ibid.*, courrier de l'intendant militaire Eynard, de la XI^{ème} Région, au ministre de la Guerre, 19 septembre 1915.

quelques dizaines de prisonniers de guerre, affectés à titre temporaire dans le secteur industriel et notamment à l'usine à gaz. Les responsables portuaires s'étonnèrent que la direction de cet établissement fût la seule en France à ne pouvoir recruter de main-d'œuvre parmi d'autres catégories de travailleurs. Le préfet intervint pour confirmer en partie la bonne foi du directeur de l'usine, soutenu par le maire de Saint-Nazaire, et qui arguait de son impuissance à recruter des travailleurs français :

« *Il est impossible de recruter actuellement de la main-d'œuvre à Saint-Nazaire, base américaine où tous les travailleurs disponibles sont employés par nos alliés à des tarifs qui ne pourraient être payés par la compagnie du gaz sans répercussion immédiate sur le prix du gaz.* »[17]

Le sous-préfet réfuta cet argumentaire en insistant sur le fait que, confronté à une telle situation en temps de paix, il eut bien fallu que l'entreprise recrutât ailleurs que dans le département, ce qu'il lui fallait donc faire désormais[18]. Georgelin s'en prit alors vivement à ses détracteurs, rappelant qu'il avait bel et bien tout tenté en contactant, en vain, la chambre de commerce, la société de secours mutuels s'occupant des placements de réformés et mutilés, le bureau municipal de placement, l'union locale des réfugiés, l'office départemental de placement et le dépôt des ouvriers étrangers de Nantes. Il confirmait ainsi implicitement n'avoir effectué aucune démarche hors de la Loire-Inférieure, ce qui conforta la conviction du sous-préfet que cet établissement s'accrochait à ses prisonniers pour ne pas se plier, après deux ans d'économies salariales, aux conditions nettement plus onéreuses de la main-d'œuvre civile. Spectateurs d'un conflit dont ils étaient l'un des enjeux, les ouvriers français trouvèrent matière à souligner le manque de pudeur et de principe patriotique des patrons, préférant réaliser des gains en exploitant l'ennemi plutôt que d'accepter les sacrifices imposés par la guerre en favorisant la main-d'œuvre nationale. Leur point de vue avait d'ailleurs été parfaitement résumé, un an plus tôt déjà, par Alexandre Morin, modeste secrétaire du syndicat des terrassiers, tubistes et manœuvres de Nantes, à l'occasion de l'embauche d'une trentaine de prisonniers dans sa propre entreprise :

« *Au nom de cette morale dont les journaux sont remplis depuis la première page jusqu'à la dernière, comment avez-vous le cœur, vous, administration, de laisser et d'imposer des travailleurs le contact immoral de ceux qui dans le langage vulgaire de la presse venez traiter de Barbare. Au nom de cette moralité dont il est tant fait état il est de votre devoir laissant de côté les intérêts du patronat de faire le nécessaire pour qu'aucun prisonnier de guerre ne travaille dans aucun chantier donné par adjudication et cela sous aucun prétexte. Estimant que la classe ouvrière qui a été si cruellement éprouvée a bien le droit de faire entendre sa voix et que l'on écoute ses justes doléances. [.] Une question les prisonniers sont-ils pour remplacer les ouvriers au boni du patron ou le contraire quel remède les pouvoirs devant le nombre de sans travail vont-ils prendre* ? »[19]

Cette accusation pointait pertinemment la logique incohérente de ceux qui avaient honni le « Boche Barbare » avant de convoiter le travailleur allemand et stigmatisait la primauté de l'intérêt matériel sur toute autre considération d'ordre moral ou patriotique. Cette lutte contre l'emploi préférentiel des prisonniers entrait dans le cadre d'un combat plus général contre tout apport d'une main-d'œuvre étrangère bon marché reléguant les travailleurs nationaux, devenus trop coûteux, au second rang des priorités patronales.

Outre la concurrence qu'ils exerçaient sur le recrutement même d'un personnel national, les prisonniers étaient également accusés de déprécier les salaires. En novembre 1917, les « camarades dockers » du port de Nantes proposèrent au secrétariat parisien de la C.G.T. de tenir une grande réunion sur ce sujet :

[17] *Ibid.*, courrier du préfet au ministre de l'Armement, 28 mai 1918.
[18] *Ibid.*, courrier au directeur de l'usine à gaz, 10 juin 1918.
[19] Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 R 374, main-d'œuvre 1914-1917, courrier au préfet, sd et 20 août 1917.

« *(…) Depuis un an, par suite des circonstances économiques diverses et des changements successifs dans le personnel employé pour la mobilisation, prisonniers, étrangers, etc, le moment est favorable, vu l'agitation qui se produit dans cette corporation actuellement désireuse de s'unir pour la défense de ses salaires amoindris.* »[20]

En effet, si l'on note une forte augmentation de l'indice des salaires bruts durant la guerre, celle-ci se trouvait absorbée par la hausse du coût de la vie.

Une autre préoccupation, plus difficile à mettre en avant, put guider en grande partie cette contestation de la main-d'œuvre prisonnière et de toutes les autres catégories d'appoint. En effet, leur introduction dans les secteurs industriels et portuaires entretenait un chômage que les autorités militaires, soucieuses de débusquer le moindre filon de combattants inutilisés, ne pouvaient ignorer. Ainsi, de la même façon que les ouvriers belges réfugiés furent accusés de prendre la place des ouvriers français sursitaires et de contribuer à les envoyer vers le front, les prisonniers purent être perçus comme des menaces par tous ceux qui, jusqu'alors, avaient échappé à la mobilisation.

Une forme d'hostilité récurrente existait, y compris parmi ceux qui profitaient de cette main-d'œuvre. Car si l'on appréciait le concours des prisonniers, ce n'était qu'à titre économique et à la condition qu'ils n'oubliassent jamais leur statut de vaincu, qui impliquait un certain nombre de devoirs. Le premier d'entre eux était bien évidemment de satisfaire aux exigences de rendement imposées par leur état capteur mais ce n'était pas le seul. Une tentative d'évasion pouvait ainsi ruiner le fragile capital de satisfaction qu'un prisonnier avait pu accumuler sur un chantier. Perçu auparavant davantage comme un travailleur, il redevenait automatiquement ennemi et pouvait réveiller ponctuellement ces ardeurs germanophobes du début de la guerre que le temps et le rôle joué par les captifs avaient contribué à endormir. *Le Petit Libéral* ne se trompait guère en affirmant, à propos de deux évadés d'un chantier morbihannais repris en forêt de Loudéac, qu'ils eussent pu « *passer un vilain quart d'heure* » s'ils avaient rencontré « *les braves gens de la campagne* »[21]. Et surtout, le prisonnier se devait de faire montre publiquement d'une attitude contrite, la seule qui seyait à un dominé conscient de son état et respectueux de ceux auxquels il était désormais soumis. Deux attitudes contraires irritaient donc particulièrement la population.

La première était l'arrogance que conservaient certains captifs, désireux de ne pas montrer à l'ennemi cette image de sujétion et de désarroi et ce visage de vaincu qui plaisaient tant aux populations civiles et qui entretenaient leur moral. Jusqu'en 1918, la presse s'offusqua de l'impuissance des militaires à étouffer ce comportement inadmissible et insultant dénoncé chez certains travailleurs ennemis. Un lecteur de *L'Union Libérale* rapporta ainsi l'invraisemblable spectacle auquel il disait avoir assisté et qui avait visiblement choqué son orgueil patriotique :

« *Quatre prisonniers de guerre employés dans une ferme près de Dinan se montrent agressifs et brutaux à l'encontre des voyageurs du train qu'ils utilisent chaque jour. Et cela se produit sous l'œil bienveillant, même un peu trop, de l'homme de service qui les accompagne … C'est tout de même inadmissible !* »[22]

Mais la susceptibilité de l'opinion pouvait être piquée de manière similaire par une toute autre attitude, moins courageuse. En effet, loin de défier le regard de leurs vainqueurs en adoptant un profil empreint de morgue et de fierté, certains prisonniers profitèrent du moindre espace de liberté pour s'adonner à des réjouissances jugées totalement inadaptées à leur statut. Les fêtes, les chants et les rires irritaient tout autant que la stricte arrogance car ils manifestaient un oubli, une indifférence, une satisfaction parfois, d'une défaite personnelle qui les mettaient à l'abri des dangers du front. Pour les populations de l'arrière, un prisonnier ne pouvait se comporter comme un simple permissionnaire et

[20] Centre d'Histoire du Travail de Nantes, carton UD CGT 5/13, courrier du 2 novembre 1917.
[21] *Le Petit Libéral de Loudéac*, 12 mars 1915.
[22] *L'Union Libérale*, 27 octobre 1918.

devait assumer sa position de captif avec la plus grande abnégation. Tout accroc aux obligations morales attendues d'un captif constituait une forme d'insulte pour les populations patriotes, qui voyaient gâcher leur fierté d'assister au spectacle si réjouissant du désarroi des soldats ennemis par ces réactions insolentes ou détendues. Le colonel chargé des dépôts des Côtes-du-Nord reçut ainsi, dès le mois de mai 1915, ce courrier révélateur :

« *Mon colonel, j'ai l'honneur de vous informer qu'il m'a été rendu compte que les prisonniers allemands qui viennent apporter des commissions au détachement actuellement au bourg de Ploufragan ont, pendant le trajet de Saint-Brieuc, à Ploufragan une tenue très répréhensible. Ils chantent à tue-tête, lient conversation avec des femmes. Le mercredi 28 avril et lundi 10 mai, ils se sont faits en particulier remarquer. Le lundi 10 mai, ces prisonniers ont été vus attablés à l'auberge Jacques Pierre au bourg. Il ne peut être toléré que ces prisonniers aient une pareille tenue, aussi j'ai l'honneur mon colonel, de vous prier de bien vouloir faire une enquête sur les faits que je vous signale et qui sont un défi à la population si patriotique de notre commune.* »[23]

Dédouanant au passage totalement les gradés chargés de leur surveillance, ce notable local rejetait l'intégralité des « fautes » sur les captifs eux-mêmes, leur manque de tenue semblant devoir être assimilé à un véritable manquement à la dignité et à l'honneur. De pareilles scènes, jugées comme évidemment particulièrement scandaleuses après seulement quelques mois de guerre, se reproduisirent jusqu'en 1918. Il est difficile d'affiner l'analyse au niveau chronologique et géographique. Il est à noter cependant que ces critiques furent émises dans tous les départements, qu'elles firent globalement l'unanimité et qu'elles n'opposèrent pas les détracteurs de l'emploi des prisonniers et leurs employeurs. Ceux-ci, tout en refusant de conserver des individus qui, isolément, étaient cause de scandale, restèrent cependant discrets sur les agissements réels de leurs travailleurs, par crainte d'un retrait collectif. Néanmoins, les contextes national et local jouèrent sans doute un rôle dans cette hostilité persistante à l'égard des ennemis captifs. Durant certaines périodes particulièrement tendues sur le front, les populations autochtones durent se montrer plus vigilantes et plus exigeantes quant à l'attitude des prisonniers. Joseph Le Moal rapporta, dans ses mémoires, que l'équipe de prisonniers travaillant à Sévéon, dans le Trégor, fut particulièrement surveillée durant l'été 1916 :

« *C'était en effet l'époque de Verdun, et les esprits étaient plus ou moins tendus, surtout parmi ceux qui avaient un parent dans la tourmente* »[24]

Dans les villages fortement touchés par le deuil, les patrons devaient donc être particulièrement attentifs à ne pas tolérer la moindre incartade et à ne pas multiplier les faveurs, quand bien même elles étaient motivées par le souci du rendement. L'acceptation des prisonniers reposait, en ce cas, sur un équilibre précaire qui pouvait être rompu à la moindre occasion. C'est ce qui se produisit, entre autres cas, à Aizenay, en Vendée. Le maire s'en prit sévèrement au manque de tenue absolu des prisonniers, quittant leur travail à loisir, consommant dans les buvettes du village jusque très tard, chantant des chansons allemandes, postant du courrier sans aucune entrave, considérant leur attitude comme parfaitement scandaleuse et totalement condamnable :

« *Je vous laisse à penser la stupéfaction des gens du village et les commentaires qui s'ensuivent lorsque je vous aurai dit que dans ce village d'une dizaine de feux, il n'est pas une famille qui ne pleure un de ses membres tombé au champ d'honneur ou qui soit disparu.* »[25]

Constat identique à Locquénolé, où les jets de terre qui accueillirent les travailleurs furent attribués à une femme dont le mari avait été tué au front[26]. D'autres circonstances locales pouvaient entraîner de telles poussées d'humeur spasmodiques contre cette main-d'œuvre habituellement tolérée,

[23] Arch. départ. Côtes d'Armor, 9 R 6, courrier du 13 mai 1915.
[24] LE MOAL Joseph, *Le pain moisi. Mémoire d'un paysan du Trégor*, Parhélie, 1984, 298 p., p. 33.
[25] Arch. départ. Vendée, 4 M 267, courrier au préfet, 15 août 1917.
[26] *L'Éclaireur du Finistère*, 12 juin 1915.

comme la présence de combattants permissionnaires dont les récits et l'influence morale contribuèrent parfois à un brusque mais provisoire revirement des représentations. Le cas se produisit à Landéan, en Ille-et-Vilaine. Un permissionnaire fraîchement revenu au village s'offusqua que l'on accordât tant de liberté de promenades et « d'allures » aux prisonniers de guerre employés en forêt. Son intervention dégénéra en conflit ouvert, des forestières se laissant aller à insulter ces prisonniers avec qui elles œuvraient pourtant sur ce chantier bien avant le retour de ce combattant[27].

Tous ces faits ou constats ne remettent nullement en question l'appréciation majoritairement positive du rôle des prisonniers et une certaine banalisation de leur présence mais ils éclairent la nature même de ce crédit et ses motivations. Si la présence du prisonnier de guerre fut à ce point désirée, il n'était pas pour autant apprécié en tant qu'homme, par sursaut d'humanisme ou par respect de préceptes moraux, mais convoité exclusivement en tant que travailleur, par pragmatisme et suivant des principes purement économiques. Ce qui le rendait estimable, et impliquait que des efforts fussent faits au niveau du confort des cantonnements, de l'alimentation et du bien être en général, c'étaient uniquement son utilité et son efficacité. Pour cette raison, on refusait catégoriquement toutes appréciations bâties hors de ce strict cadre productiviste. Les excès d'intégration, portant la marque d'un intérêt pour des qualités humaines individuelles, furent sévèrement dénoncés et sanctionnés. Il s'en produisit, ça et là. Georges Cahen-Salvador s'en fit l'écho :

« ***Souvent, les agriculteurs se montrent trop généreux à leur égard ; oublieux de leurs origines, ils ne voient en eux que des ouvriers ; ils leur témoignent parfois une bienveillance excessive et même des complaisances coupables. […] Et (ces) excès de bienveillances (…) – qu'on est impuissant à prévenir, – provoquent, lorsqu'ils sont révélés, l'indignation justifiée de l'opinion publique***. »[28]

Pour quelques attentions portées à « ces bons chéris » travaillant dans sa commune, le maire de Lancieux, dans les Côtes-du-Nord, s'attira ainsi, de ses adversaires politiques, les propos venimeux inscrits dans quelques-uns de ces pamphlets paradoxalement assez fréquents, en ces temps de guerre et d'Union sacrée. Déjà malmené en janvier 1915 par le très conservateur *Salut* [29], il fut violemment agressé dans un libre propos publié par un autre journal, républicain cette fois, qui rappela avec quelle méfiance les employeurs devaient manœuvrer dans leur rapports avec les prisonniers :

« ***Au cours de l'année 1915, par un système de bienveillance outrée à l'égard des prisonniers allemands, par des paroles imprudentes, des attentions exagérées, dont l'écho peut-être un peu grossi à distance par la malignité publique a dépassé de bien loin les limites de la commune de Lancieux, vous avez froissé le sentiment patriotique de beaucoup de bons Français. Avec un peu de tact et de mesure, vous auriez évité de vous faire une réputation, méritée ou non, mais indéniable et vraiment fâcheuse pour un maire, d'***Ami des Boches***. Elle vous suivra le reste de vos jours, et même elle vous survivra*** »[30]

La bienveillance justifiée par le souci de la rentabilité pouvait, au pire, apparaître aux yeux de certains comme une faute de goût. En revanche, la compromission amicale ou, bien pis, sentimentale était, quant à elle, parfaitement inadmissible.

Le contact prolongé entre prisonniers et population locale ne manqua pas, en certains lieux, de déboucher sur des relations plus étroites et intimes avec des jeunes Françaises, aveuglées au point d'en oublier la portée symbolique que revêtaient en ce temps de guerre, pour l'opinion publique, pareilles liaisons. Quelques cas remontèrent jusqu'à la préfecture ou jusqu'aux oreilles d'une presse dont la frange conservatrice et cléricale veillait au grain. Le moindre acte de « ***familiarité révoltante*** », telle cette danse au son de l'accordéon entre des prisonniers et des Fougeraises, provoqua l'indignation. *Le*

[27] *Le Réveil fougerais*, 25 décembre 1916.
[28] CAHEN-SALVADOR Georges, *Les prisonniers de guerre*, Paris, Payot, 1929, 315 p., p. 138-139.
[29] Dans son édition des 26-27 janvier 1915, celui-ci dénonçait des « faits de camaraderie » constatés dans une petite ville du Midi et dans une commune de l'Ouest, dans le canton de Matignon, dont la population avait exigé qu'un arbre de Noël fut organisé par les prisonniers.
[30] *L'Union Libérale*, 25 juin 1916.

Salut poursuivit son combat moraliste en exigeant des sanctions contre ces femmes oublieuses de « ***leur devoir de Françaises*** »[31]. À Vallet, en Loire-Inférieure, toute l'équipe, cantonnée depuis décembre 1917, fut retirée en août 1918, des passants ayant rapporté avoir vu un prisonnier embrasser la fille de son employeur[32]. Dans le Finistère, le sous-préfet de Morlaix invita le maire de Plougonver à « ***faire à ses administrés les observations que*** (motivait) ***l'attitude, un peu trop complaisante, de certains d'entre eux*** », citant notamment l'exemple d'une exploitation « ***où les jeunes fermières*** (avaient) ***besoin qu'on les mette en garde contre certaines inconséquences*** », sévèrement jugées par la grande majorité de la population. Il ordonna que la gendarmerie se rendît sur les lieux, sa visite pouvant s'avérer d'un salutaire effet[33]. Les exemples, certes, ne furent pas légion, mais les autorités militaires nourrissaient des doutes sur d'autres éventuelles affaires du même ordre, peut-être étouffées localement pour éviter le retrait de l'équipe. Elles trouvèrent là un argument de poids dans leur combat pour imposer le roulement des prisonniers, grâce auquel de tels scandales pouvaient être facilement évités. L'unanime condamnation de ces excès de complaisance ou de familiarité achève de démontrer que le comportement du prisonnier était d'abord estimé à la seule aune de l'efficacité économique : pour être accepté, le captif devait être rentable. Et, sans conteste, il le fut généralement.

La question de l'efficacité des prisonniers ne fit guère débat très longtemps. Le scepticisme, encore vif en 1915, recula avec l'intensification de leur emploi et l'adaptation réglementaire. Jusqu'au printemps 1915, les journaux de toutes tendances eurent bien du mal à admettre que ces individus tant critiqués et chargés de tous les maux à leur arrivée fussent devenus, quelques mois plus tard, de vaillants travailleurs, compétents et rentables. Pourtant, aucun journal, pas même parmi les conservateurs germanophobes les plus intransigeants, ne s'attaqua véritablement à la productivité générale des prisonniers. Tout juste certains opérèrent-ils cette difficile transition en raillant la faible pénibilité des tâches qui leur étaient confiées ou la nonchalance avec laquelle celles-ci étaient effectuées[34]. Mais ces allusions restèrent elles-mêmes plutôt rares et certains de ces journaux, suite à des visites sur le terrain, changèrent radicalement leur opinion. *Le Moniteur des Côtes-du-Nord*, après avoir décrit le faible rendement de l'équipe du jardin des Promenades de Saint-Brieuc, dut convenir que ceux employés à « ***l'élargissement de certaines routes y travaillaient ferme, la besogne étant dure et le sol particulièrement rocheux*** »[35]. En fait, la plupart des critiques ne visèrent pas tant les efforts fournis par les prisonniers eux-mêmes que le manque d'organisation rationnelle, l'inadaptation du système et le manque de fermeté des chefs de détachement. Au début de l'année 1916, *L'Éclaireur du Finistère* déplora les « ***notables inconvénients*** » persistants dans les modes de répartition au détriment de certains employeurs :

« ***Il leur fallait des maçons, des terrassiers, des manœuvres. On leur a expédié des notaires, des avocats, des étudiants, des horlogers***. »[36]

Logiquement, l'appréciation des communes ayant d'emblée obtenu des travailleurs spécialisés fut toute différente. À Locquénolé, l'équipe affectée à la carrière locale donna toute satisfaction dès son entrée en action en juin 1915, en raison justement de la parfaite connaissance professionnelle de certains de ses membres :

« ***Ils montrent (…) une réelle bonne volonté dans l'accomplissement de leur tâche. Certains***

[31] *Le Salut*, 17-18 octobre 1916.
[32] Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 R 424, rapport du chef de brigade Briaud de Vallet, 5 août 1918.
[33] Arch. départ. Finistère, 9 R 76, rapport du 18 janvier 1918 sur le cantonnement de Plougonver.
[34] L'un des articles les plus révélateurs de cette tendance ironique fut publié par l'*Union Libérale* le 18 avril 1915. Il y décrivait le travail « pénible » auquel l'ancien préfet Lépine, en mission d'inspection, aurait pu assister : « *Il aurait vu une bonne douzaine de ces pauvres malheureux traînant une charrette dont le poids n'eut pas impressionné le plus éthique (*sic) *des coursiers. Le cortège se rendit en ville chercher … 2 établis de menuisier. Mon Dieu, pourvu qu'à leur retour, ces messieurs ont pu changer de flanelle !* »
[35] *Le Moniteur des Côtes-du-Nord*, 10 avril 1915.
[36] *L'Éclaireur du Finistère*, 29 janvier 1916.

d'entre eux sont au reste mineurs ou maçons de métier – et se voient rendus avec plaisir à l'exercice de leur profession. »[37]

D'autres plaintes dénoncèrent la responsabilité d'un corps de garde trop laxiste qui n'incitait pas assez fermement les prisonniers au travail, les encourageant ainsi à une nonchalance presque compréhensible. Le Docteur Veaux, témoignant du travail des prisonniers près du front, dédouana presque les prisonniers allemands quelque peu passifs entrevus dans l'Ouest en rejetant la responsabilité de leur manque d'ardeur sur les responsables militaires chargés de les diriger et de les stimuler :

« *Voilà enfin Longeau où nous devons débarquer … De nombreux prisonniers boches sont occupés aux charbonnages : les poilus authentiques qui les surveillent les font travailler autrement qu'on ne le fait à Cherbourg ou à Saint-Malo. C'est la première fois que nous voyons des prisonniers travailler sérieusement …* »[38]

Ces critiques mettaient en évidence un paramètre humain bien difficile à solutionner, le ministère de la Guerre ne pouvant, en temps de conflit et de pénurie de personnel, ni inspecter régulièrement tous les cantonnements, ni répondre des compétences et de l'autorité de tous ses sous-officiers chef de détachements. Ce facteur d'inégalités fut reconnu après guerre, si l'on en juge par les allusions contenues dans certaines publications officielles :

« *Les prisonniers de guerre donnent toute satisfaction aux services employeurs. Le rendement de cette main-d'œuvre varie cependant avec la valeur de l'encadrement qui doit être choisi parmi les officiers les plus énergiques.* »[39]

Georges Cahen-Salvador confirma également l'importance capitale de ce facteur humain dans la rentabilité, au même titre que l'adaptation professionnelle et le respect des rations alimentaires[40]. Il n'est donc guère surprenant de constater que de tels blâmes, mettant l'absence de rendement d'une équipe sur le compte exclusif de la mollesse et du laxisme des militaires de garde, persistèrent jusqu'à la fin de la guerre, l'argument central en étant, comme le souligna Roland Bréauté, qui eût en charge une équipe, que « *le Boche* (étant) *essentiellement un discipliné qui, d'instinct, se plie au joug pourvu que domine la force* »[41] », son inefficacité n'était que le révélateur de la faiblesse des militaires de garde. En revanche, les mesures prises dès la fin de l'année 1915 par le ministère de la Guerre afin d'adapter l'organisation des équipes de prisonniers aux demandes du terrain contribuèrent à augmenter leur rendement intrinsèque partout où celui-ci était encore insatisfaisant. *Le Salut* se réjouit ainsi en octobre 1915 de l'impact positif des mesures prises afin d'imposer un salaire à la tâche :

« *Précédemment, les Boches étaient payés à la journée et déployaient au travail une lenteur qui ne permettaient pas d'en entrevoir la fin. Actuellement, ils ont une tâche quotidienne à remplir, après l'accomplissement de laquelle ils se reposent. Et le travail marche* »[42]

De 1916 à 1918, les références à leur inefficacité disparurent presque complètement. Les employeurs, du reste, n'avaient guère intérêt à formuler de plaintes à ce sujet tant la concurrence était rude entre les candidats à leur embauche. Mais la reconnaissance de leur rendement ne fut pas seulement feinte. Les divers rapports des délégués suisses concernant les cantonnements portuaires et industriels nous ont dressé un tableau similaire de leur activité. Le commandant du dépôt brestois de Recouvrance, affecté au déchargement du port, répondit ainsi aux récriminations des comités de

[37] *La Résistance*, 19 juin 1915.
[38] Georges VEAUX (Dr), *Un an sur le Chemin des Dames (par un médecin d'un groupe d'artillerie lourde)*, Publication de l'association Bretagne 14-18, Plessala, 2003, 109 p., p. 7.
[39] *Les armées françaises dans la Grande Guerre*, tome XI, Paris, Imprimerie nationale, 1937, 3ème période, année 1917, p. 464-467.
[40] CAHEN-SALVADOR Georges, *op. cité*, p. 138.
[41] BREAUTE Roland, *Un universitaire aux armées*, Paris, Editions Bossard, 1919, 335 p.,
[42] *Le Salut*, 12-13 octobre 1915.

prisonniers sur la surcharge de travail :

« *Après avoir constaté que les prisonniers de guerre fournissaient un rendement plus fort que les ouvriers du port, on a augmenté le poids primitif …* »[43]

Georges Cahen-Salvador admit également que les rapports des officiers inspecteurs de la main-d'œuvre rédigés en juillet 1917 étaient presque unanimes à déclarer que, dans le monde agricole, les prisonniers donnaient également un rendement supérieur à celui consenti par les ouvriers civils[44]. Il fut donc logiquement convoité à hauteur de sa réputation en terme de productivité. Une difficulté surgit alors, car cette main-d'œuvre était aussi recherchée que numériquement limitée. Elle constitua vite un enjeu économique majeur et sa répartition généra, à toutes les échelles, de violentes disputes.

Quand la demande dépasse l'offre : prisonniers de guerre et désunion nationale

« *Aux mois d'octobre novembre 1914, c'est le service des prisonniers qui est obligé de solliciter les Administrations publiques pour leur demander leurs concours, depuis novembre 1915, il ne peut plus suffire à leur appel.* »[45]

Cette réflexion, tirée d'un rapport sur la main-d'œuvre de 1916, ne confirmait pas seulement le regain progressif d'attractivité du travailleur captif aux yeux des employeurs, publics en l'occurrence ; elle témoignait aussi des inextricables difficultés auxquelles allaient se confronter les services de l'État dans leur tâche de répartition entre des demandeurs désormais mis en concurrence, du fait du décalage entre le faible nombre de travailleurs disponibles et la masse des candidatures à leur emploi.

Les premiers tiraillements surgirent au sein même du gouvernement. En effet, les expérimentations de l'automne 1914 avaient démontré combien la main-d'œuvre prisonnière pouvait se révéler utile à différents services d'État et ce premier bilan avait immédiatement aiguisé les appétits des départements ministériels intéressés. Le partage des précieux effectifs s'apparenta vite à un fameux imbroglio, qui dérouta visiblement les propres représentants de l'État en province. En mai 1917, *L'Union Libérale* publia un article intitulé « *le cercle vicieux* », rapportant les mésaventures de la préfecture de Charente dans sa quête de travailleurs prisonniers. Le contingent sollicité étant destiné à des coupes de bois, le fonctionnaire chargé de l'affaire contacta en premier lieu le ministère du Ravitaillement. S'ensuivit alors une interminable quête tâtonnante dans les dédales des administrations centrales durant laquelle chacun se renvoya la responsabilité de cette décision. Le ministère du Ravitaillement se déclara incompétent, les prisonniers étant « *embouteillés au ministère de la Guerre* ». Ce dernier se déchargea sur son sous-secrétariat à la Justice militaire, lequel conseilla de s'adresser plutôt à la Direction des forêts du ministère de l'Agriculture. Questionné, ce service s'en remit à l'avis … du ministère du Ravitaillement qui, entre-temps, s'était souvenu que les équipes réclamées relevaient de la Direction des mines[46]. Cet épisode plutôt cocasse ne devait rien, pour une fois, à cette complexité administrative plus ou moins implicitement dénoncée par nombre de journaux. Ces différents services ne se renvoyèrent pas innocemment la requête du fonctionnaire charentais par simple méconnaissance de l'organigramme. Dépositaires chacun d'un contingent toujours trop réduit pour contenter tous les besoins, ils tentèrent constamment de préserver leurs précieux effectifs en se faisant suivre mutuellement les demandes qui ne leur apparaissaient pas clairement relever de leur tutelle. Cette attitude traduisait la sourde lutte à laquelle les services de l'État employant des prisonniers se livraient à l'heure des choix de répartition, surtout à partir de l'été 1915 et de l'ouverture des dépôts sur le secteur agricole.

[43] Arch. du C.I.C.R., 435/III/52, Lz 491-492, visite du 4 février 1918.
[44] CAHEN-SALVADOR Georges, *op. cité*, p. 144.
[45] Arch. du S.H.D. (ex S.H.A.T), 6 N 111, note sur la main-d'œuvre, nd (1916).
[46] *L'Union Libérale*, 13 mai 1917.



Fonds privé R. Richard

Georges Cahen-Salvador, déjà très critique vis-à-vis du désintérêt affiché par certains départements ministériels à l'égard des règles salariales et du respect des cahiers des charges, jugea tout aussi sévèrement le manque d'esprit collectif dont ils firent preuve au niveau des répartitions :

« ***En réalité, malgré une persévérance opiniâtre, les règles soigneusement établies se sont heurtées trop souvent à des résistances, des oppositions, des partis pris. Chaque service public, dans son immense effort patriotique, lutte âprement pour se faire attribuer et pour conserver indéfiniment des équipes. Volontiers, et par une pente naturelle, il incline à penser que sa tâche dépasse en importance celle des services voisins.*** »[47]

Le ministère de la Guerre eut beau se tourner vers ses alliés[48] ou transférer en mai 1916, non sans s'attirer les foudres de Lyautey, quelques milliers de captifs retenus en Afrique du Nord, le bénéfice restait limité. Les ministères continuèrent donc à se chicaner, chacun ayant une bonne raison d'affirmer la primauté de ses besoins et d'exiger, le réservoir de travailleurs n'étant pas illimité, qu'un secteur d'un intérêt plus secondaire lui concédât une partie de son contingent et qu'il fût servi en premier lieu en cas d'acheminements de nouvelles troupes de captifs en provenance du front. Les tensions les plus vives opposèrent les trois grands ministères employeurs, ceux de l'Agriculture, des Travaux publics et de la Guerre, dont dépendaient les transports militaires, la production de matériel de guerre et de munitions, les services de l'intendance, du génie et les carrières militaires[49].

L'Armée revendiquait tout particulièrement la part principale, non seulement parce que les prisonniers étaient sous sa dépendance administrative exclusive, mais aussi du fait du contexte de guerre, qui nécessitait un effort essentiel en faveur des secteurs militaires. Au printemps 1916, alors

[47] CAHEN-SALVADOR Georges, *op. cité*, p. 161.
[48] En juillet 1916, Briand obtint la cession de 30.000 prisonniers par les Russes et de 16.000 par les Italiens. Les Anglais, beaucoup moins coopératifs, ne cédèrent de leur côté que 2 à 3.000 prisonniers turcs cantonnés en Égypte (Canini Gérard, « L'utilisation des prisonniers comme main d 'œuvre 1914-1916 », in *Les fronts invisibles*, Presses Universitaires de Nancy, 1991, p. 253).
[49] Celles-ci étaient destinées à préparer le macadam des routes de la zone des armées. Ces carrières restaient sous le contrôle du ministère des Travaux publics.

même qu'il employait près de 30.000 prisonniers sur un total d'environ 90.000, l'État-major de l'armée estimait ses besoins immédiats à un minimum de 7.000 captifs supplémentaires[50], le 4ème Bureau exigeant à la même date que les services de l'artillerie, des munitions, de l'intendance et du génie fussent reconnus comme prioritaires et servis en premier en cas de nouvelles ventilations de prisonniers. La difficulté était que le ministère de l'Agriculture entendait conserver également la priorité dans les attributions de travailleurs durant les saisons de grands travaux de la terre, arguant que le ravitaillement et le moral des populations étaient directement subordonnés à ce choix et à ces larges cessions. À la même période, un rapport recensait 11.326 prisonniers détachés aux travaux agricoles et 3.691 aux travaux forestiers, auxquels devaient s'ajouter 2.000 captifs transférés vers ces secteurs et le même nombre promis dans les plus brefs délais[51]. Les prêts de travailleurs que le ministère de l'Agriculture avait consentis au début de l'année 1916, en dehors, il est vrai, de la période des grands travaux, ne l'avaient pas été sans condition. Il n'avait renoncé à l'augmentation de ses contingents que contre la promesse qu'en avril, près de 4.000 prisonniers jusqu'alors employés à la construction de poudreries et d'ateliers de chargement lui seraient confiés pour la campagne de fenaison du printemps[52]. Le Sénat s'y était engagé, et le ministère de l'Agriculture, qui estimait alors ses besoins à 50.000 travailleurs, vit sa part progresser de 10% entre février et juillet 1916, date à laquelle il occupait plus de 22.000 captifs, sans compter les 2.000 qui travaillaient dans des chantiers forestiers[53]. Il faut noter que, localement, une forme de flux pendulaire saisonnier assez souple se mit en place, les contingents passant d'un secteur à l'autre en fonction des priorités. Outre ceux exclusivement employés aux travaux forestiers dans les forêts domaniales, les prisonniers dépendant des compagnies agricoles départementales alternaient travaux d'amélioration et chantiers forestiers privés et, à partir de juin essentiellement, travaux agricoles de culture et de moisson. Désormais patron d'environ 30% des effectifs valides, le ministère de l'Agriculture obtint du Sénat que ce chiffre fût inscrit dans les textes en novembre 1917, malgré les exigences toujours plus fortes du commandant en chef et de l'Etat-major[54]. Certes, le contingent s'accroissait mais trop lentement désormais pour faire face à l'inflation des demandes. Ne pouvant influer sur le rythme des captures, les deux ministères de l'Agriculture et de la Guerre lorgnèrent fréquemment sur les disponibilités des autres départements, tel celui des Travaux publics.

Fréquemment désigné pour s'effacer devant les exigences impérieuses des deux ministères précédents, ce dernier disposait pourtant d'un argument de poids, qu'il opposa fermement en avril 1916 à ceux qui convoitaient à nouveau ses 15.000 prisonniers. Le ministre Marcel Sembat mit en effet en avant l'importance de son contingent affecté aux carrières militaires dans la construction de routes nouvelles dans la zone même des armées. Il insista ainsi sur le rôle joué par ses services et sur l'urgence absolue d'une réponse instantanée aux nécessités de la circulation qu'avait mises en lumière la bataille de Verdun[55]. Malgré ses appels à un renforcement de son effectif, celui-ci ne fut pas augmenté, diminuant même durant le printemps et l'été 1916[56].

Ces tensions interministérielles ne se limitaient d'ailleurs pas à cette unique question de la répartition des prisonniers. Les frictions qu'elle généra doivent être replacées dans une rivalité plus générale pour le contrôle de la main-d'œuvre, dont la distribution constituait un formidable enjeu, comme en témoigna le conflit qui opposa, en 1916, l'Office national de la main-d'œuvre agricole,

[50] À cette date, les ports occupaient 15.000 prisonniers, les grands réseaux routiers 3.000, les carrières militaires 2.500, la construction de lignes de chemin de fer 2.000 et les stations magasins 3.000 (S.H.D., 6 N 111, rapport du ministère de la Guerre sur l'utilisation des prisonniers de guerre, avril 1916).
[51] Arch. du S.H.D. (ex S.H.A.T), 6 N 111, rapport sur la main-d'œuvre agricole des prisonniers de guerre, mars et avril 1916.
[52] CAHEN-SALVADOR Georges, *op. cité*, p. 132.
[53] Arch. du S.H.D. (ex S.H.A.T), 6 N 111, répartition du 20 juillet 1916.
[54] CANINI Gérard, *op. cit.*, p. 254.
[55] Cité dans CANINI Gérard, *op. cit.*, p. 252.
[56] Il passa de 14.800 en février à moins de 14.500 en juillet.

dirigé par Fernand David, et le ministère du Travail, soucieux d'avoir la mainmise sur les travailleurs agricoles. Localement, certains affrontements portèrent la marque de ces luttes d'influence, à l'image de l'affaire de l'usine à gaz de Saint-Nazaire. Face au souhait exprimé par son directeur de conserver une équipe de prisonniers pourtant affectée à titre temporaire, le ministère des Travaux publics, soucieux de récupérer ce contingent « prêté » à l'Industrie, se refusa à toute forme de concession. Le directeur de l'usine se vit donc conseiller de se faire appuyer par le ministère de l'Armement afin d'obtenir plus facilement un sursis plus ou moins prolongé[57], preuve qu'à la base, les oppositions d'intérêts entre ministères étaient connues et qu'il pouvait y avoir un avantage évident à jouer sur ces discordes afin d'obtenir ou de conserver des travailleurs captifs.

En septembre 1918, le comité de guerre fut contraint de se pencher sur cette question qui minait la solidarité intra-gouvernementale. À la suite de nouvelles exigences émises cette fois par le ministère de la Marine, le Président du Conseil prit conscience qu'il demeurait impossible de continuer à gérer ainsi collectivement les répartitions et s'en ouvrit clairement aux représentants des ministères présents

« ***Des demandes d'augmentation de leur contingent allant être faites par les représentants présents d'autres départements ministériels, M. le Président du Conseil observe que la question ne peut être posée ainsi. Il doit s'agir moins, pour le comité, d'étudier ces réclamations concurrentes, que l'on ne serait point en mesure d'arbitrer, que de reconnaître le vice du système actuel. Il manque totalement de souplesse. Il ne permet pas de porter sur le point où il le faudrait et au moment où il le faudrait, toute la main-d'œuvre prisonnière. Seule, la Présidence du Conseil, peut arbitrer les besoins et prescrire leur satisfaction. C'est une attribution qu'elle entend reprendre et exercer. Un nouveau mode d'attribution des prisonniers de guerre sera soumis incessamment au comité.*** »[58]

Le nouveau système fut effectivement annoncé lors de la séance du 16 septembre 1918. Le Président du Conseil s'octroya la responsabilité exclusive des répartitions, aidé en cela d'une commission très resserrée composée de représentants de ministères et secrétariats d'État qui n'étaient pas parties prenantes dans les rivalités liées aux attributions (ministère du Travail, sous-secrétariat d'État à la Présidence du Conseil et sous-secrétariat d'État à la Justice militaire). Le pourcentage fixé correspondait désormais à un effectif minimum n'engageant pas plus de 90% du total des prisonniers sujets à attribution, la Présidence du Conseil s'attribuant une marge de 10 à 20% constituant une réserve dont elle entendait disposer seule en fonction des besoins qui lui seraient exprimés. D'autre part, un service de Contrôle du rendement fut institué afin de vérifier que les contingents attribués fournissaient un travail conforme aux attentes[59].

Des conflits d'un second type écornant la solidarité nationale opposèrent, dans les Régions militaires, les départements entre eux. Ces dissensions, paradoxales dans le cadre d'un système régionalisé basé sur une gestion globale des effectifs présents dans l'ensemble des dépôts d'une même région militaire, traduisaient la survivance de tenaces particularismes et intérêts territoriaux. Ainsi, de nombreux employeurs eurent tendance à considérer les prisonniers valides cantonnés dans les dépôts installés sur le territoire de leur département comme la propriété exclusive de celui-ci, oubliant ainsi que l'implantation géographique des camps n'avaient obéi à aucun souci d'équilibre départemental, mais uniquement à des critères de taille et de « confort » intérieur. Du même coup, si la répartition des équipes tenait évidemment compte du facteur de la proximité, celui-ci n'intégrait pas les frontières internes aux régions militaires, entités administratives militaires indépendantes des circonscriptions administratives du pouvoir civil. Un dépôt comme Dinan, sis dans les Côtes-du-Nord, alimentait par exemple des chantiers en Ille-et-Vilaine et même jusqu'en Normandie. Que dire de Coëtquidan, camp installé aux lisières de deux départements, le Morbihan et l'Ille-et-Vilaine, sans être très éloigné des

[57] Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 R 382.
[58] Arch. du S.H.D. (ex S.H.A.T), 3 N 3, Séance du 13 septembre 1918.
[59] *Ibid.*, Séance du 16 septembre 1918.

Côtes-du-Nord ? Cette conception globale des militaires se heurta aux représentations du monde civil, employeurs, élus et parfois représentants de l'État compris, dont certains se replièrent sur un identitarisme départemental, peu en phase avec le principe d'union autour d'intérêts généraux transcendés par le souci prioritaire de la défense nationale. Cette tendance au cloisonnement fut particulièrement nette dans le monde agricole. Sur ce point, la responsabilité gouvernementale fut indéniable. En décentralisant à l'échelle départementale la gestion des compagnies agricoles créées en janvier 1916, le ministère de la Guerre conféra aux préfets un pouvoir dont ils entendirent ensuite ne point être dessaisis et se servir au mieux des intérêts de leur territoire. Les commandants de région ne purent que constater leur quasi-évincement des décisions de répartition locale mais aussi leur impuissance à sauvegarder l'esprit d'intérêt général mis au service de priorités économiques définies à l'échelle nationale. Ainsi, outre les dérives constatées dans les tâches confiées aux prisonniers, ils assistèrent au spectacle inquiétant des querelles interdépartementales et aux tentatives de récupération de fractions de contingents d'un département par un autre ou de rétention d'équipes affectées à titre temporaire. En 1916, le général commandant de la XI^{ème} Région avoua ainsi l'échec d'une tentative de prélèvement au profit de la Loire-Inférieure, de prisonniers de la compagnie départementale du Morbihan[60]. Ce dernier département fut cependant lésé, en 1918, des quatre cinquièmes des captifs affectés sur son territoire aux travaux d'améliorations agricoles, ce qui suscita de vives protestations. Un article de *L'Ouest-Eclair* évoqua cette injustice sans faire aucune allusion toutefois aux éventuelles priorités extra-départementales qui pouvaient motiver ce retrait. Pour le quotidien régional, cette décision regrettable traduisait seulement l'ingratitude des autorités envers un département méritant, sanctionné malgré « ***les instances réitérées du préfet et sans qu'il fût tenu compte que*** (ce département) ***avait été l'un des premiers à employer cette main-d'œuvre des prisonniers de guerre*** »[61]. Mais c'est une fois de plus dans les Côtes-du-Nord que nous est dévoilée, par un exemple précis, l'âpreté de ces luttes à l'échelle interdépartementale.

Le point d'achoppement principal portait sur le contrôle du dépôt de prisonniers de guerre de Dinan. Par sa position septentrionale, ce camp, abritant plus de 1.500 hommes valides au début de l'année 1916, apparaissait, aux yeux des autorités militaires, comme le principal pourvoyeur de main-d'œuvre pour le quart nord-est de la Bretagne – Côtes-du-Nord et Ille-et-Vilaine – et la partie méridionale de la Manche. Les dépôts de Montfort et de Coëtquidan restaient trop éloignés de ces zones pour envisager une répartition purement départementale, et ceux de Cherbourg étaient exclusivement mis à contribution pour contenter les besoins locaux en main-d'œuvre industrielle et portuaire. Au début de l'année 1917, le député Baudet, intervint auprès du gouvernement afin que la main-d'œuvre des prisonniers du dépôt dinannais fût prioritairement maintenue dans le département. Le ministre de l'Agriculture s'engagea alors à ce qu'aucun des travailleurs déjà affectés sur des travaux agricoles ou d'améliorations agricoles dans les Côtes-du-Nord n'en fût distrait au profit d'autres secteurs ou d'autres départements[62]. Pourtant, ceci ne satisfit point le tenace député-maire de Caulnes qui revint à la charge en mars 1917, déplorant la dispersion des travailleurs ennemis vers la Manche et l'Ille-et-Vilaine[63]. Le point de vue de l'autorité militaire, basé sur une conception régionale du partage des ressources humaines, ne put convaincre ni les élus, ni les autorités civiles, tant et si bien que le préfet des Côtes-du-Nord, un an plus tard, n'hésita pas à prendre lui-même position. En juillet 1918, il commença par s'interroger sur le maintien de prisonniers sur des chantiers forestiers estivaux, jugés peu judicieux en période de crise de main-d'œuvre durant les grands travaux agricoles. Cet engagement déplut visiblement au ministère de la Guerre qui interpréta, non sans cynisme, la remarque du préfet comme l'aveu de l'inutilité des travailleurs forestiers sur son département, lesquels

[60] Arch. départ. Loire-Atlantique, courrier au préfet, 15 avril 1916.
[61] *L'Ouest-Eclair*, 2 janvier 1918.
[62] *L'Union Libérale*, 28 janvier 1917.
[63] *Ibid.*, 23 mars 1917 et *L'Electeur des Côtes-du-Nord*, 31 mars 1917.

furent immédiatement retirés et affectés à Dreux. Le préfet Peytral proposa alors au député Baudet d'agir de concert afin que le ministère acceptât de surseoir à cette décision :

« ***Je proteste dans un télégramme au Ministre contre cette manière d'interpréter mon désir de récupérer le plus de main-d'œuvre possible pendant la moisson et serais heureux que vous vouliez bien m'aider à obtenir le retrait de cette décision*** »[64]

Ce type d'initiatives, exemples d'un repli sur des intérêts purement locaux, et l'investissement d'un préfet dans une campagne de pression politique dénuée de toute réflexion sur l'intérêt supérieur de la nation, irritaient au plus haut point les commandants de région. Celui de la X^{ème} Région répliqua en septembre au préfet des Côtes-du-Nord en lui rappelant quelques vérités et en l'incitant à prendre le recul nécessaire avant de soutenir les intérêts particuliers des employeurs de son département :

« ***La propriété est aussi morcelée dans les Côtes-du-Nord et le Sud de la Manche qu'en Ille-et-Vilaine et l'argument du secours à la petite propriété qu'on m'oppose n'a que peu de valeur.*** »[65]

Ces interventions préfectorales restèrent néanmoins plutôt rares. En effet, outre que leur mission ne leur prescrivait pas de s'engager politiquement en faveur des intérêts économiques exclusifs de leur département, ces derniers étaient si divers et contradictoires qu'il leur eût été difficile de savoir quelles doléances soutenir contre quelles autres. Les préfets se contentèrent donc, la plupart du temps, d'arbitrer dans leur « pré carré » administratif des désaccords d'un troisième type, à savoir les multiples conflits d'intérêts locaux que la répartition des prisonniers suscita dans les communes et entre les communes.

La première raison de ces conflits venait de l'inégalité de traitement entre villes et campagnes. Au printemps 1915, un principe avait été établi, selon lequel la présence de travailleurs captifs n'était pas opportune dans les zones densément peuplées, afin d'éviter tout incident avec les autochtones. Des villes s'en étaient émues. Ainsi, dans son refus de réaffecter à la ville de Saint-Brieuc l'équipe qui lui avait été attribuée en août 1915 avant d'être transférée aux travaux de moisson, l'administration militaire mit en avant le caractère incomparablement moins prioritaire des travaux urbains :

« (…) ***La nécessité de prêter le concours de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre aux services intéressant la défense nationale, tels que exploitations de carrières et de bois, déchargement et chargement de pierre et de charbon, chemin de fer, construction de baraquements pour les troupes m'oblige à réserver mes disponibilités au fur et à mesure de la rentrée des équipes agricoles, pour l'exécution de travaux réclamés par le ministère.*** »[66]

Outre qu'il persistait à considérer comme néfastes la dissémination des travailleurs et le contact avec les populations, le responsable régional des dépôts avait été, si l'on en croit un courrier postérieur, désagréablement surpris par la diffusion de photographies montrant des prisonniers de guerre nettoyant des rues[67]. À ces remarques, le maire de Saint-Brieuc répondit qu'il se chargeait d'affecter ces travailleurs exclusivement à la réfection de chemins ruraux afin de servir l'agriculture. Surtout, il s'efforça de faire valoir le principal argument des élus des villes de dépôts. Il jugeait en effet très injuste que sa commune ne pût obtenir un traitement de faveur alors qu'elle était « ***lésée dans ses intérêts par suite de l'occupation de nombreux bâtiments municipaux, notamment de la vieille prison qui, depuis les hostilités,*** (s'était) ***trouvée et*** (était) ***toujours affectée au logement des prisonniers de guerre*** »[68]. Les élus des villes de dépôt réclamèrent ainsi régulièrement qu'une prime fût consentie à leur population, au travers d'une affectation préférentielle des captifs, leur travail récompensant ces

[64] Arch. départ. Côtes d'Armor, 9 R 1, courrier du 29 juillet 1918.
[65] *Ibid.*, courrier au préfet, 4 septembre 1918.
[66] Arch. municipales Saint-Brieuc, 4 H 21/2, courrier du chef des dépôts Perrin au maire de Saint-Brieuc, 4 septembre 1915.
[67] D'autres cartes postales prouvent encore aujourd'hui qu'une équipe de prisonniers travailla bien également aux alentours du Palais de justice de Saint-Brieuc.
[68] Arch. municipales Saint-Brieuc, 4 H 21/2, courrier au général commandant la XI^{ème} Région, 10 septembre 1915.

habitants qui s'étaient résignés à tolérer une présence si incommodante et qui blessait si douloureusement le cœur des plus patriotes. Cet argument visa juste puisque le 12 septembre 1915, le général Vautier, commandant la X[ème] Région, accorda lui-même une équipe de 40 prisonniers à la ville de Saint-Brieuc, à charge pour son maire de respecter cette fois les clauses des conventions sur l'isolement. Mais les principaux conflits concernèrent essentiellement le monde rural.



Fonds privé Michel Piéto

Si l'on s'en tient aux chiffres, les communes qui hébergèrent des équipes restèrent toujours minoritaires. Pour autant, elles furent quasiment unanimes à reconnaître leur utilité, ce qui eut pour conséquences, d'une part de renforcer leurs prétentions et, arguant qu'elles avaient franchi le pas avant les autres, à s'en réserver l'exclusivité et, d'autre part, d'aiguiser les appétits des communes qui n'en disposaient pas encore. Ainsi, loin d'être intrinsèquement et qualitativement inapte à remplacer les mobilisés, cette main-d'œuvre le fut vite numériquement. Le registre de la commission départementale agricole de Loire-Inférieure montre ainsi qu'entre avril et novembre 1918, 136 communes déposèrent des demandes d'attribution d'équipes[69]. Même si ce chiffre est loin de représenter la majorité des communes, il excédait les capacités de la compagnie départementale. Cette impuissance à contenter toutes les sollicitations, que reflètent les volumineuses liasses de correspondance conservées dans les archives, spécialement dans celles des Côtes d'Armor, de Loire-Atlantique ou de Vendée, engendra bien des tensions. En 1918, le commandement de la XI[ème] Région dénonça vivement les dérives que cette concurrence suscitait et les motivations indignes dont ces demandes étaient porteuses :

« ***Des protestations se sont élevées, que les conseils municipaux, les maires, les députés, les sénateurs ou les préfets ont transmis, soit au Commandement, soit au Ministre. Ces protestations étaient basées en général sur des considérations contraires aux principes établis plus haut ou sur des cas particuliers portant l'empreinte d'un intérêt personnel et non celui du bien général qui doit actuellement***

[69] Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 R 382, demandes de prisonniers de guerre.

primer. »[70]

Cet oubli des intérêts supérieurs de la nation, définis par le gouvernement, se traduisait d'abord par une attitude réfractaire à l'heure des renvois des équipes. À la fin de l'année 1917, le préfet des Côtes-du-Nord constata ainsi, qu'interrogés sur la date d'un possible retour des équipes agricoles à leur dépôt, à fins de redistribution vers d'autres chantiers, de nombreux élus répondaient de la manière la plus évasive quand ils n'opposaient pas une franche résistance. Lorsqu'ils n'avançaient pas une date tardive, toujours approximative et prudemment conditionnée, ils préféraient gagner du temps en affichant leur plus totale incertitude ou en renvoyant la commission départementale devant ses propres responsabilités en annonçant que la commune garderait ses prisonniers jusqu'à ce qu'elle soit administrativement contrainte de les rendre[71]. Ces communes tentaient en fait d'obtenir une attribution définitive, dessein que l'on discerne également fréquemment dans les courriers de Loire-Inférieure, et développèrent, à cette fin, des stratégies assez comparables.

Le premier point commun à ces résistances ou demandes dérogatoires résidait dans la situation des employeurs les plus ardemment investis dans la lutte pour le maintien des équipes. Il s'agissait généralement de gros exploitants qui soulignaient l'importance des surfaces mises en valeur par des équipes de 5 à 15 prisonniers qui leur étaient réservées. En Loire-Inférieure, la référence à la taille de l'exploitation était fréquente, spécialement lorsque celle-ci dépassait la trentaine d'hectares. Plusieurs agriculteurs cultivant parfois jusqu'à 120 hectares n'hésitèrent pas à utiliser cet argument afin de mettre en évidence les pertes en productions agricoles consécutives à un éventuel retrait des prisonniers, toujours considérés comme seuls garants de la survie des cultures[72]. Ce constat se confirme dans les Côtes-du-Nord, si l'on en croit du moins une annotation subrepticement griffonnée par un de ses conseillers de cabinet dans une demande adressée au préfet par un gros exploitant agricole d'Hémonstoir :

« ***Transmis à M. Le Préfet avec prière de bien comprendre la demande de M. Perrien dans l'ensemble de celles qui lui parviennent. La ferme de M. Perrien est importante et il serait justifié d'examiner sa requête avec bienveillance.*** »[73]

Une autre constante des dossiers de candidature ou des demandes de maintien était le soutien obligé d'un parlementaire local. Certains élus répondirent à ces requêtes mais en prenant intelligemment soin d'orienter leurs interventions dans le sens d'une défense plus générale du monde rural, afin de ne pas donner l'impression d'appuyer tel intérêt particulier contre tel autre. En octobre 1915, dans les Côtes-du-Nord, le député Turmel synthétisa l'ensemble des demandes individuelles qui lui avaient été adressées et posa au gouvernement une question portant sur les refus d'affectation, spécialement dans son département, de la main-d'œuvre des prisonniers à l'abattage du bois, malgré les disponibilités des dépôts départementaux[74]. En octobre 1918, le député de Loire-Inférieure, Delaroche-Vernet, se fendit à son tour, dans un courrier de soutien aux élus de Campbon, privés de leur équipe, d'une diatribe assez générale sur la gestion des équipes :

« ***Je proteste contre cette manière de procéder qui consiste à priver des individus ou des collectivités de main-d'œuvre dont ils avaient besoin en usant vis-à-vis d'eux de procédés qui ne sont pas de mise en France et dont la rapidité est absolument inexcusable, les employeurs méritant jusqu'à preuve du contraire un autre traitement de la part de l'autorité qui, d'après mes correspondants, agit par ordre de la préfecture. D'autre part, en laissant de côté la « manière employée », je désirerais savoir s'il y a une mesure générale qui prescrit le rappel au dépôt des équipes agricoles – car dans ce cas je ferais l'impossible pour que la décision fut rapportée ; ce n'est pas au moment où l'on demande un nouvel***

[70] Arch. départ. Côtes d'Armor, 9 R 1, rapport du 4 septembre 1918.
[71] *Ibid.*, 9 R 4, voir les différents courriers d'élus de l'automne 1917.
[72] Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 R 423/424, attributions, demandes.
[73] Arch. départ. Côtes d'Armor, 9 R 4, courrier au préfet, 10 octobre 1917.
[74] *L'Électeur des Côtes-du-Nord*, 13 novembre 1915.

effort au cultivateur qu'il est expédient de lui retirer une main-d'œuvre qui nous avait rendu tant de services. »[75]

D'autres élus furent amenés à soutenir des intérêts nettement plus individuels. Si les conseils généraux émirent des vœux concernant les revendications exclusives des exploitants de leur département, une dizaine de députés et sénateurs au moins engagea le préfet des Côtes-du-Nord à intervenir en commission départementale agricole pour contenter les demandes émanant d'exploitants agricoles et forestiers ou d'artisans[76]. On sait, par certains courriers de maires adressés à des parlementaires, que ces derniers n'avaient pas ménagé leurs promesses, la cession d'une équipe constituant, à sa manière, un précieux argument politique mis en réserve pour les joutes électorales futures. Dans le même temps, de gros exploitants n'hésitèrent pas à faire valoir leur prestigieux réseau de relations en le brandissant comme une menace à peine voilée, à l'image de cette châtelaine du Mené, M[me] Rouxel, dans le sud-est des Côtes-du-Nord, qui laissait entendre au préfet que s'il lui refusait le maintien d'une équipe de 5 prisonniers, elle se verrait dans l'obligation d'en appeler au ministre de l'Agriculture en personne et même à « ***M. Poincaré*** » qu'elle disait connaître personnellement[77]. Les maires et les exploitants privés ne furent d'ailleurs pas les seuls à user de la possibilité de ce recours politique. Rappelons que les préfets eux-mêmes ne négligèrent pas ce levier politique pour influer sur le gouvernement, le député Baudet et le sénateur de Kerouartz[78] servant notamment à deux reprises au moins de relais parisiens au préfet des Côtes-du-Nord.

Les arguments autour desquels s'articulaient ces demandes étaient invariables. Le premier insistait sur la ruine prévisible de l'agriculture locale en cas de refus d'attribution ou de maintien d'équipe. Cette perspective alarmiste fut affirmée de manière quasiment systématique dans tous les courriers de réclamations. Des communes sollicitèrent ainsi l'affectation à titre définitif de leur équipe, sous peine de voir les terres communales devenir incultes. Quelques plaignants peignirent ainsi un bien sombre tableau des paysages ruraux, tel cet observateur dépêché à Piriac, en Loire-Inférieure :

« ***J'ai l'honneur de vous rendre compte que mon attention a été attirée par la quantité anormale de terrains en friche, environ un tiers, m'a-t-il été affirmé, existant encore dans la commune. […] Un peu partout, plus ou moins, les bras avaient manqué d'abord, ensuite le temps. On avait procédé par le plus pressé laissant de côté les terres trop chargées de mauvaises herbes. […] Les terres, dans cet état, ont donc été réduites partout à leur plus petite superficie.*** »[79]

Dans ce même département, les communes viticoles agitèrent tout particulièrement ce spectre de la friche. Des communes comme Château-Thébaud, Saint-Léger ou Monnières évoquèrent des vignes à l'abandon, parlant même, dans cette dernière commune, d'« ***anéantissement*** » pur et simple des cultures[80]. Les élus laissaient entendre, en second lieu, que cette situation n'était que la traduction logique d'une pénurie de bras, chacun souhaitant que le préfet se convainquît de la particulière gravité qu'elle revêtait localement. Mais, en contrepoint de ce constat général, les courriers n'hésitèrent pas à recourir parfois à un troisième argument, purement anecdotique cette fois, produisant un exemple individuel poignant censé illustrer la situation collective. Le maire de Château-Thébaud joignit ainsi à sa demande le courrier d'un agriculteur local, élevé au rang de porte-parole représentatif des intérêts lésés par une administration ingrate et indifférente à la détresse des plus méritants :

« ***Vous connaissez ma propre situation : mes trois fils ont été mobilisés, deux ont été tués, le***

[75] Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 R 423, Campbon, courrier au préfet, 22 octobre 1918.
[76] Arch. départ. Côtes d'Armor, 9 R 1, liasse « parlementaires ».
[77] *Ibid.*, 9 R 4, arrondissement de Loudéac, courrier de M[me] Roussel, châtelaine de la Hardouinais, Merdrignac, novembre 1917.
[78] Le premier intervint à la demande expresse du préfet en juillet 1916 afin que le contingent départemental fut augmenté (Arch. départ. Côtes d'Armor, 9 R 1), le second en fit de même lors d'une séance de question au gouvernement au Sénat un an plus tard (*L'Électeur des Côtes-du-Nord*, 4 août 1917).
[79] Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 R 424, Piriac, courrier au préfet de l'adjudant Gaillard, 10 août 1918.
[80] *Ibid.*, 2 R 423 (Château-Thébaud) et 2R 424 (Saint-Léger et Monnières).

troisième est prisonnier, je n'ai personne pour m'aider à faire mon travail. Comment voulez-vous que je fasse mon foin ? Comment voulez-vous que je coupe et ramasse mon blé, mon avoine et mes pommes de terre etc. […] J'ai fait à la France le sacrifice de mes enfants, il serait juste que le gouvernement me vienne en aide, je ne lui demande ni décorations, ni honneurs pour mes fils que nous pleurons mais je lui demande de me venir en aide dans les travaux. Les journaux racontent que nos troupes ont fait … 20.000 prisonniers et c'est à ce moment précis que l'on nous enlève ceux que nous avions habitués à notre travail. »[81]

La pitié étant devenue, en temps de guerre, un moyen efficace et très usité d'attirer l'attention sur soi, d'autres élus s'en servirent sans vergogne, mettant à contribution, à défaut de courageux pères de soldats morts pour la France, d'autres figures parmi les plus dignes d'intérêt et de compassion, les femmes, les vieillards, les enfants ... Le maire de La Chevrolière les cita tous dans un courrier de juillet 1916 :

« *Nous avons tous les jours à refuser de la main-d'œuvre à de courageuses femmes ou à des vieillards restés seuls avec de jeunes enfants sur des métairies qui possèdent plusieurs hectares de blé et ceci nous navre.* »[82]

Lorsque cet astucieux plaidoyer *pro domo* s'avérait insuffisant, d'autres moyens de pression étaient utilisés. En quelques lieux, la menace d'une démission fut brandie par des élus ou, à Saint-Nazaire, par les membres du comité d'action agricole, furieux d'avoir vu une partie de leurs équipes rendues aux travaux portuaires en mai 1918[83].

Mais un ultime argument, assez éloigné des principes de solidarité nationale et de priorité donné à l'intérêt collectif, apparut assez fréquemment dans les courriers, celui de la comparaison avec d'autres communes ou employeurs supposés privilégiés. Cette arme comparative fut à l'origine de retentissantes polémiques entre employeurs.

Certains exploitants et élus des communes qui se sentaient lésés par la répartition des équipes de prisonniers de guerre dénoncèrent son caractère inéquitable en insistant à demi-mot et de manière volontairement allusive sur les faveurs supposées dont bénéficiaient certains employeurs dont le nom n'était pas précisé. Le maire de La Chevrolière, en Loire-Inférieure, s'interrogea ainsi en mars 1916 :

« *Les mêmes équipes sont louées à tour de rôle dans les communes du canton. Y aurait-il donc exception pour La Chevrolière ? Ou plutôt pour certaines catégories d'individus.* »[84]

Mais d'autres employeurs n'eurent pas cette élégance et s'insurgèrent tous azimuts contre ceux de leurs voisins qui s'étaient vu contenter sans que l'on sût sur quels critères. Ce type d'accusations semble avoir été utilisé à partir du printemps 1917, lorsque le décalage entre demandes et disponibilités devint nettement défavorable. Des refus du préfet, justifiés par exemple par l'impossibilité de transférer des prisonniers de la compagnie agricole sur des travaux forestiers, suscitèrent des ripostes épistolaires détaillant par le menu l'ensemble des communes proches ayant été satisfaites sur les mêmes demandes. Les mêmes inventaires nominatifs répondirent aux rejets d'affectation d'équipes motivés par l'absence de cantonnement en conformité avec les règles conventionnelles. La commune recalée disposait toujours de quelques exemples de logements scandaleusement inadéquats visiblement tolérés dans des communes voisines. On retrouve dans ces réactions une attitude similaire à celle utilisée par les communes qui s'estimaient trop lourdement sollicitées lors de la répartition des réfugiés. Elles se basaient sur une analyse comparative très individualiste de la condition faite aux autres communes et sur une perpétuelle suspicion d'arbitraire quant aux critères appliqués par l'administration dans ses choix de distribution de la main-d'œuvre

[81] Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 R 423, Château-Thébaud, courrier de Pierre Évain, avril 1917.
[82] *Ibid.*, La Chevrolière.
[83] *Ibid.*, 2 R 424, Saint-Nazaire.
[84] *Ibid.*.

prisonnière. Cet état d'esprit, qui poussait maints élus à scruter de manière soupçonneuse les situations des autres villages et à interpréter avec méfiance chaque décision de la commission départementale, fut à l'origine d'un climat de tension qui dégénéra parfois en fractures ouvertes.

Un violent conflit opposa ainsi le maire de la commune de Merdrignac, soucieux des intérêts de tous ses agriculteurs, à une châtelaine d'une localité voisine. Résurgence probable d'un contentieux politique ancien, cette dissension, ravivée par la question des prisonniers, éclata en juin 1917, lorsque M^me^ Roussel, nantie de soutiens politiques inattaquables, obtint de conserver une équipe dont l'effectif avait été quasiment personnalisé sur sa demande, afin d'être suffisant pour son exploitation forestière sans toutefois lui coûter trop cher. Le conseiller général Lemercier, maire de la commune de Merdrignac, qui bataillait constamment pour arracher pour ses exploitants quelques prisonniers, seuls renforts susceptibles d'empêcher l'abandon de certaines cultures, ne cacha pas son indignation face aux faveurs accordées à une personne qui n'œuvrait pas spécialement dans le souci du bien public. Les mots qu'il employa dévoilaient bien l'ampleur des tensions accumulées :

« ***Les 10 prisonniers que vous n'avez pu me donner pour abattre des bois pour ma commune aurait pu être emprunté à ceux que détient M^me^ Roussel de Saint-Launeuc pour abattre des bois pour son compte personnel depuis les premiers jours de mars, et spéculer sur les prix exorbitants que se vendent les bois actuellement, au lieu que la municipalité de Merdrignac recherchait à procurer au plus bas prix des bois aux malheureux de ma commune.*** »[85]

Dans d'autres escarmouches, au sein d'une même commune, des élus furent confrontés à une partie de leurs administrés, généralement des employeurs irrités par le manque de ténacité affichée par leurs représentants politiques locaux dans cette véritable lutte pour l'attribution d'un maximum de bras ennemis. À la Chèze, dans les Côtes-du-Nord, un groupe d'entrepreneurs menés par un important scieur local qui avait obtenu des prisonniers pour son atelier, se dressa, à l'été 1917, contre le premier adjoint, lequel refusait de signer les demandes de prisonniers supplémentaires sous le prétexte que cette main-d'œuvre lui occasionnait des soucis. Cette résistance était peut-être sous-tendue à nouveau par un clivage politique préexistant à cette discorde. Quelques indices dévoilèrent en effet de tenaces contentieux entre des élus et un gros employeur local accusé, soit de faire planer une réelle menace sur le village, soit de monopoliser une main-d'œuvre dont d'autres exploitants, de moindre envergure, auraient également eu grand besoin, non pour s'enrichir mais pour seulement survivre. Cette réticence politique, affichée principalement par des maires soucieux d'une répartition équitable et dictée par l'intérêt général et le souci d'introduire un critère social dans les choix des bénéficiaires de l'aide accordée, conduisit parfois à la création de syndicats d'employeurs. Ce montage structurel était en effet, en l'absence de volonté municipale, le seul habilité à formuler des demandes de prisonniers[86]. La circonspection affichée par les conseillers de La Chèze amena donc les partisans d'une augmentation de la main-d'œuvre prisonnière à se substituer, par le biais d'une création de l'initiative syndicale, à ces élus récalcitrants[87].

De semblables réponses à une passivité politique locale furent initiées en Vendée, toujours révélatrices d'un affrontement entre des élus et un riche exploitant local, isolé dans ses exigences. À Sainte-Flaive-des-Loups, le syndicat du Grand Logis se constitua en juillet 1918 sur la base d'un constat et autour d'objectifs en apparence purement économiques, marquant une volonté de produire davantage et d'intensifier les cultures dans un contexte de pénurie de travailleurs agricoles :

« ***Il a été décidé, ne trouvant aucun moyen, faute de main-d'œuvre, pour faire rendre aux propriétés qu'ils exploitent d'une contenance totale d'environ 112 hectares en terre, près bois vigne, ce que***

[85] Arch. départ. Côtes d'Armor, 9 R 4, arrondissement de Loudéac, courrier du maire de Merdrignac au préfet, 25 juin 1917.
[86] *Ibid.*, courriers des 19 juin et 14 septembre 1917.
[87] *Ibid.*, 9 R 4, prisonniers de guerre, arrondissement de Loudéac, courrier de demande de prisonniers au préfet de trois exploitants syndiqués, 19 juin 1917.

ces terres rapportaient ordinairement avant la guerre. »[88]

Cette version du maire dévoilait des motivations en fait beaucoup plus politiques qu'économiques. En effet, si son constat en lui-même était juste, il eut semblé logique que l'initiative fût prise par la municipalité elle-même. Or, celle-ci s'y refusa, arguant du refus de s'engager dans cette voie de tous les cultivateurs, à la seule exception du futur fondateur du syndicat du Grand Logis, et considérant qu'il ne lui appartenait pas d'entamer des démarches pour le profit d'un unique exploitant mû par l'attrait d'une main-d'œuvre facile et bon marché. Celui-ci fut donc contraint de pallier ce désengagement municipal par la création d'un syndicat regroupant sept personnes, dont sa femme et … cinq de ses métayers[89].

Indéniablement, le facteur économique prit une place majeure dans les tensions et les fractures apparues autour de cette question capitale de l'attribution des travailleurs captifs. Ces discordes ne concernèrent peut-être qu'une minorité des communes. Le seul chiffre dont nous disposons reste celui fourni par le commandement de la Xème Région, évaluant à 10% des communes possédant un cantonnement celles qui offrirent le désolant spectacle de pareilles divisions internes[90]. Il convient néanmoins, sur la base des réserves déjà émises quant au degré de fiabilité de ces sources issues des inspections sur le terrain, de considérer que ce pourcentage ne fournit qu'un chiffre minimal. La conclusion du rapporteur témoignait en tout cas d'une certaine finesse dans l'analyse des conflits. Après avoir mis en avant le modèle représenté par la commune de Saint-Martin-de-Varreville, dans la Manche, qui avait su organiser un remarquable système d'alternance basé sur l'entente commune et le souci exclusif du bien commun, il déplora « ***le bien triste tableau offert par ceux qui, ne pouvant réaliser entre eux un accord préalable,*** (revendiquaient) ***d'être tous servis à la fois, le même jour et à la même heure au lieu d'établir un tour rationnel de travail et de se prêter une aide mutuelle*** », comme cela devait se pratiquer selon lui[91]. Ces formes d'arrangements, témoignant d'un désintéressement des individus de leur seule situation particulière, constituèrent dès lors une condition *sine qua non* de toute cession de prisonniers, sanctionnant des discordes dont l'existence, bien que minorée, était admise, ce spectacle étant inadmissible compte tenu des valeurs de solidarité et d'entraide que les autorités comptaient maintenir durant la guerre.

À l'œuvre durant toute la guerre sur la question de la répartition des prisonniers en tant que travailleurs, le pragmatisme économique contribua en fait à « intégrer » doublement les prisonniers. D'une part, leur dispersion put être facilement acceptée et ne souleva aucune réprobation ni n'engendra aucun incident majeur lorsqu'il fut admis que le prisonnier pouvait aussi se muer en travailleur providentiel. Mais il fallut vite se rendre compte que ces indésirables de l'automne 1914, tout en possédant des bras potentiellement utiles pour l'économie, représentaient aussi des bouches à nourrir puisqu'ils étaient des consommateurs ; même si l'on continua jusqu'au bout de leur préférer des combattants français ou alliés, leur présence représenta assez vite un nouveau marché de ravitaillement et une clientèle dont le discrédit moral autorisait des écarts d'autant moins malhonnêtes et condamnables que les victimes étaient des sujets ennemis.

Sous forme de conclusion

Au terme de cet exposé, peut-on soutenir que, comme l'écrivait Georges Cahen-Salvador, le triomphe des alliés eut été rendu plus long et difficile sans la main d'œuvre prisonnière ? Dans l'Ouest, ce sont près de 790.000 mobilisés qui quittèrent leur foyer. Les prisonniers, pour leur part, ne furent jamais plus de 20.000 dans ces Xème et XIème Régions, sur un total de près de 357.000 à l'échelle

[88] Arch. départ. Vendée, 4 M 256, courrier au préfet, juillet 1918.
[89] *Ibid.*, courrier du maire, juillet 1918.
[90] Arch. départ. Côtes d'Armor, 9 R 1, courrier du général de Saint-Maurice au préfet, 4 septembre 1918.
[91] *Ibid.*

nationale à la fin de la guerre. Parmi eux, 15% n'étant pas soumis au travail, il est très difficile de chiffrer le taux de remplacement des mobilisés par les prisonniers. En effet, en novembre 1918, 306.000 prisonniers travaillaient alors que les mobilisés sous les drapeaux étaient encore plus de 4 millions. À ce chiffre s'ajoutaient cependant les prisonniers en Allemagne, les grands blessés inaptes au travail, les morts surtout. Il est plausible que la main d'œuvre prisonnière ait pu compenser les absences à hauteur de 5% à son chiffre le plus haut, l'apport des camps d'internement se révélant pour sa part proprement anecdotique**,** sans doute pas plus de 2.000 internés civils travaillant dans l'Ouest. Mais de gros écarts séparaient les branches. Sans que nous puissions dresser ici une statistique précise, il convient de souligner que les gros secteurs de l'industrie et de l'agriculture furent proportionnellement moins servis, les prisonniers remplaçant 1 à 2% des absences. Fortement sollicité dans l'infanterie, le monde agricole déplora pourtant les plus lourdes pertes et n'obtint en retour qu'une maigre part de cette main d'œuvre de substitution, au regard des sacrifices consentis. Mieux servi, les Travaux Publics bénéficièrent d'un apport de prisonniers représentant près de 8% des mobilisés, ce qui explique sans doute les bilans très positifs dressés en fin de guerre : plus de 100 kilomètres de chemins ruraux créés dans les Côtes du Nord et le Morbihan, désenclavant des centaines d'exploitations et desservant des milliers d'hectares de terres. Mais au-delà, le crédit de ces travailleurs était incontestable en 1918. Un rapport du Comité International de la Croix Rouge, qui dénonçait l'attentisme du gouvernement sur la question des échanges de prisonniers, affirmait même qu'autorités et employeurs étaient en France peu désireux de se priver d'une main d'œuvre disciplinée, économique et productive, pour l'échanger contre des prisonniers français rapatriés, diminués par leur captivité, plus coûteux, moins dociles et porteur même de germes de « pacifisme » et de troubles. Ce rapport témoignait d'une certaine reconnaissance de l'intégration des prisonniers de guerre à une économie qui sut souvent, à l'arrière du moins, imposer aux politiques ses intérêts sur le terrain. Si le critère majeur de cette intégration réussie était clairement économique, il n'en demeure pas moins qu'il influa partout sur la perception des individus mêmes.

Assimilés en début de guerre par une imagerie stéréotypée et diabolisante à un tout composé de barbares rétrogrades et sanguinaires, leur dissémination sur le terrain et les relations humaines qu'ils nouèrent avec leurs employeurs et leurs familles contribuèrent indéniablement à ré-humaniser ces individus par le contact direct et humain qu'impliqua leur travail quotidien et leur hébergement au village. À l'heure où réfugiés belges et français subissaient un rejet de plus en plus criant, l'acceptation des prisonniers ennemis et le spectacle indigne des querelles entre employeurs potentiels mettaient en évidence les fragilités d'un sentiment national reposant théoriquement sur deux piliers : la solidarité nationale entre compatriotes et la haine de l'ennemi.



Prisonniers de guerre allemands au travail en Ille-et-Vilaine, 1915.
(Fonds iconographique des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine)



Équipe agricole de prisonniers de guerre allemands en Ille-et-Vilaine, 1915.
(Fonds iconographique des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine)



Équipe agricole de prisonniers de guerre allemands en Ille-et-Vilaine, 1915.
(Fonds iconographique des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine)



Prisonniers de guerre allemands dans une carrière en Bretagne (date et lieu indéterminés).
(Fonds privé R. Richard)



Fonds privé R.Richard



Fonds privé R. Richard

LES AUTEURS

André COILLIOT. Actif président du comité du *Souvenir Français* d'Arras pendant de nombreuses années, il a mené plusieurs recherches sur les deux guerres mondiales dans le pays d'Arras. Ces travaux lui ont permis de publier 4 ouvrages dont un consacré à la première guerre : *Beaurains, quatre ans sous le feu, guerre 1914-1918* (Arras, Cercle archéologique arrageois, 1996, 96 pages).

Christian LEMAIRE. Il a effectué des recherches très approfondies sur la bataille de Guise des 28-29-30 août 1914, ses prémisses, son déroulement et ses conséquences. Il a publié sur cette bataille et sur la vie de Guise et de ses habitants sous l'occupation allemande plusieurs articles dans la presse locale et dans le bulletin *Bretagne 14-18*. Dans la Revue 4 de *Bretagne 14-18, Combats oubliés 1914-1915*, (Bretagne 14-18, 2007, 383 pages), il a écrit un copieux article sur les combats de Guise (pp. 327-374). Citons par ailleurs Ch. Lemaire - *La bataille de Guise et de Saint-Quentin*, Guise, Éditions de l'Arche, 2014, 160 pages.

Jean VÉDOVATI. Il est l'historien incontournable de la seconde bataille de la Marne de mai, juin, juillet et août 1918, et plus particulièrement des journées du 15 au 20 juillet 1918. Son ouvrage, *Les combats dans la vallée de la Marne* (Dormans, Cercle historique et culturel dormantiste, 1997, 96 pages) est considéré comme un classique.

Arnaud BARRÉ. Après des études d'économie et de droit, il se centre sur l'histoire et obtient une licence d'histoire médiévale. Puis il s'oriente professionnellement vers des activités médico-sociales. Muni d'un Master 2 de direction d'établissements médico-sociaux, il dirigera l'E.H.P.A.D. de Beaune pendant 15 années. C'est là qu'il a connu le D^{r} Hermann Plote.

Jean-Yves COULON. Docteur en droit, diplômé d'Histoire de l'Art, juriste-urbain de profession. Correspondant du Service « Vitrail » du Ministère des Affaires culturelles dans la section spécialisée dans la création et la production des vitraux du XX^{ème} siècle, notamment celles issues des différentes reconstructions post-guerres. A recensé et relevé l'ensemble des témoignages commémoratifs de la grande guerre dans les cinq départements bretons (monuments aux morts communaux, monuments paroissiaux, monuments institutionnels, bannières, cloches et vitraux commémoratifs,…).et s'apprête à publier un *Dictionnaire des religieuses et religieux originaires des cinq diocèses bretons victimes de la Grande Guerre*. Auteur de plusieurs articles sur ses thèmes de recherche.

Jean-Claude LAPARRA. Général (2^{e} S.), docteur en histoire de l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, il est considéré comme un spécialiste de la Première Guerre mondiale, particulièrement de l'armée allemande. Il est l'auteur ou le coauteur de nombreux articles et d'une vingtaine de livres, notamment *Sacrifié pour Verdun - Bezonvaux village détruit*, éd. Connaissance de la Meuse, 2006 (prix Georges Sadler de l'Académie de Stanislas de Nancy, 2007). Dans ses travaux, il essaie en particulier de présenter l'organisation ainsi que le fonctionnement de l'armée allemande et de donner une vision de « ce qui se passait en face ».

Philippe NICODÈME. Psychologue du travail, chargé d'études dans le domaine de la formation professionnelle pour adultes. Il effectue depuis quelques années des recherches sur les dirigeables, en particulier les dirigeables français. Outre plusieurs articles parus dans le bulletin *Bretagne 14-18* et dans la revue *Tranchées*, il a publié, en collaboration avec Jack Guillemin, *Sous le ciel de Maubeuge, 1794-1920, l'extraordinaire aventure des ballons et des dirigeables* (compte d'auteur, 2007, 283 pages).

René RICHARD. Docteur en psychologie de l'Université de Caen, président de l'association *Bretagne 14-18* depuis février 1997. Il a rédigé de très nombreuses contributions pour le bulletin *Bretagne 14-18* et pour plusieurs ouvrages publiés par l'association. Il est le co-auteur, avec Jacques Roignant, des deux volumes des *Navires des ports de la Bretagne provinciale coulés par faits de guerre, 1914-1918*, Bretagne 14-18, (T.1, 2010, 442 pages – T. 2, 2012, 478 pages). Ces deux livres ont été honorés d'une médaille de l'Académie de Marine, le 14 octobre 2014. Les mêmes auteurs ont ajouté un troisième volume à cette somme (Bretagne 14-18, 2016, 295 pages).

Jacques ROIGNANT. Employé de banque à la retraite, membre de l'association *Bretagne 14-18*, il a participé à des recherches et à la rédaction de plusieurs publications relatives à Trébeurden et à la région du Trégor. Il a écrit de nombreux articles pour le bulletin *Bretagne 14-18*. Il est le co-auteur, avec René Richard, des trois volumes des *Navires des ports de la Bretagne provinciale coulés par faits de guerre, 1914-1918*, Bretagne 14-18, (T.1, 2010, 442 pages – T. 2, 2012, 478 pages – T.3, 2016, 295 pages).

Ronan RICHARD. Docteur en histoire de l'Université de Rennes II, professeur d'Histoire et Géographie, membre associé de TEMPORA - EA 7468, Rennes II. Depuis 1997, il a participé à un grand nombre de colloques et publié plusieurs articles dans des revues étrangères ou françaises, toujours sur les thèmes de sa thèse (2004) : *La nation, la guerre et l'exilé, Représentations, politiques et pratiques à l'égard des réfugiés, des internés et des prisonniers de guerre dans l'Ouest de la France durant la Première guerre mondiale.*

Articles

du Docteur Hermann PLOTE

parus dans le bulletin *Bretagne 14-18*

Bretagne 14 -18

Association de recherches et d'études sur la vie des Bretons dans la Grande Guerre.

Décembre 2010

Bulletin N° 55
ISSN : 1240-5396



Lance-grenades motorisé anglais capturé par les Allemands.
(Coll. H. Plote)

Sommaire

Page 2 : Recherches autour d'une trouvaille: une plaque d'identité de soldat breton.
Page 5 : Mémoires du colonel Breyding : l'affaire du moulin de Goro.
Page 9 : Les soldats français fusillés pendant la Grande Guerre peuvent-ils être confondus dans un même groupe ? Cas de soldats des Côtes-du-Nord exécutés pendant la guerre.
Page 15 : Le 13 août 1919, la guerre tuait toujours.
Page 16 : Un jeune médecin auxiliaire le 25 septembre 1915 en Champagne.
Page 17 : Activités associatives.
Page 19 : Bibliographie.

À LA RECHERCHE DU DOCTEUR LOUIS RIGOLLOT-SIMONNOT

(Rédaction de René RICHARD avec les aides et apports de Marcel HOUYOUX et Hermann PLOTE)[1][2]

À la fin du mois de février 2000, je reçus une lettre de Marcel Houyoux qui sollicitait notre aide dans une recherche qu'il lançait sur un médecin français. De celui-ci, dont il venait de découvrir la trace dans les archives de l'établissement scolaire belge de Philippeville où il enseigne l'histoire, il ne connaissait alors que le nom, l'activité avant la guerre (chirurgien à Paris) et le fait qu'il se constitua volontairement prisonnier le 25 août 1914 pour rester près de ses blessés ; vénéré pour son dévouement par les religieuses de l'institution où était son ambulance et par la population belge, il fut ensuite dirigé vers un camp de prisonniers.

Ces quelques informations, apparemment fort minces, étaient cependant précieuses pour orienter une recherche comme nous les aimons, celle d'un de ces millions de jeunes hommes des deux camps, « *forçats de guerre* » jetés dans une tourmente sanguinaire qu'ils n'avaient pas voulue, pour reprendre les termes de Maurice Genevoix[3]. Recherche que tentent aujourd'hui beaucoup de personnes pour que les membres de leur famille qui furent acteurs de la tragédie ne s'effacent pas dans l'oubli.

Nous fûmes trois à participer à la recherche du docteur Rigollot-Simonnot : Marcel Houyoux, passionné par l'histoire des journées sanglantes d'août 14 dans la vallée de la Sambre, Hermann Plote, dont nous connaissons bien les compétences de chercheur et d'historien et la grande serviabilité, et moi-même. Grâce à cette collaboration internationale, nous avons pu reconstituer les itinéraires de vie et de guerre de ce médecin exemplaire.

Louis, Pierre Rigollot-Simonnot est né le 27 novembre 1876 à Bar-sur-Seine. Il était le fils unique d'Auguste Rigollot-Simonnot, commissaire-priseur, et de Marie Chrétien. Après ses études secondaires, il s'orienta vers la médecine et plus spécialement vers la chirurgie. Interne, il faillit partir sur le navire océanographique *Princesse Alice* mais ses parents refusèrent qu'il prît ce risque. Il se résigna. Il obtint son doctorat de médecine à la faculté de Paris le 22 janvier 1908. Il fut d'abord chirurgien-assistant à l'hôpital Saint-Joseph de Paris avant de devenir chef de service dans un nouveau pavillon de cet hôpital.

La guerre le surprend à Paris. Il habite alors au 98, rue du Cherche-Midi. Il est célibataire. Il rejoint Rennes où il est mobilisé. Il va exercer dans l'ambulance divisionnaire n° 9 du 10ème Corps d'Armée (ambulance 9/10). Elle est dirigée par le médecin-chef (médecin-major) Perdrizet. Louis Rigollot-Simonnot est médecin aide-major de 2ème classe. L'ambulance s'installe le 23 août 1914 dans les murs du pensionnat des Sœurs de Notre-Dame de Philippeville. Elle reçoit des blessés pendant toute la nuit du 23 au 24 août. Le 24 août, le médecin-chef reçoit l'ordre du médecin-inspecteur Follenfant de replier l'ambulance en laissant sur place les grands blessés sous la garde du médecin aide-major le plus jeune en grade et de 2 infirmiers. L'aide-major le plus jeune en grade est le docteur Olivier. Son collègue Rigollot-Simonnot propose de prendre sa place avec cet argument : « *Pars, c'est à moi de rester, je suis célibataire. Tu as femme et enfants.* » Dans un courrier à une religieuse de son service, elle-même prisonnière à Ham, il donnera avec humour une autre raison à sa décision : « *C'est pour expier mes péchés de vieux garçon ...* » Le médecin-major accepte cette transaction dont il fera part par écrit à sa hiérarchie en sollicitant une citation pour son adjoint. Celui-ci fut effectivement cité, plus tard, à l'ordre ... du régiment.

Resté à Philippeville après le retrait des troupes françaises, Louis Rigollot-Simonnot soigne ses blessés avec ses infirmiers et les religieuses. Le 25 août, à 7 heures du matin, les Allemands

[1] In Bulletin *Bretagne 14-18* n° 15, automne 2000, pp 3-5.

[2] Sources générales : Dossier d'officier de Louis Rigollot-Simonnot-S.H.D.de Vincennes, n° 110 087 - *Livre d'Or des médecins morts pour la Patrie (1914-1918)* déposé au Centre de documentation du Musée du Service de Santé des Armées du Val-de-Grâce (recherches de Michel Porcher) - Informations collectées dans des archives allemandes par le Dr H. Plote.

[3] Maurice Genevoix, *Ceux de 14*, Paris, Flammarion, 1950, p. 428.

investissent la ville et font prisonniers le médecin, les infirmiers et les blessés qui sont consignés à l'ambulance. Le 30 août, une ambulance allemande s'installe près de l'ambulance française que doit quitter son chirurgien, avec défense absolue de s'éloigner de la ville. Il est recueilli par le bourgmestre.

L'ambulance allemande ne reste que 8 jours à Philippeville, après quoi le docteur Rigollot-Simonnot revient travailler dans ce lieu de soins où il retrouve ses blessés français et des blessés allemands. Il y assiste un médecin allemand. Il doit œuvrer dans un grand dénuement mais est aidé par la population belge, en particulier par MM. Pirson et Scheepers. Grâce à cette aide, le « *docteur français* » (nom donné par les Belges à Louis Rigollot-Simonnot et qui lui restera localement) parvient à soigner ses blessés, allemands et français. À M. Pirson il dira : « *Un blessé, dans son lit, est un malheureux qui souffre, il a droit à mes soins ; un homme n'est allemand que lorsqu'il a un casque à pointe*. » Dans les *Annales* des religieuses de l'Institut de Philippeville on relève ces quelques annotations :

« 28 août 14 : ... *Notre bon médecin-major français qui s'est exposé en s'offrant au commandant allemand pour soigner de son mieux tous les blessés, se dévoue pour tous : Français, Belges et Allemands avec une bonté toute paternelle...*

3 septembre 14: ... *Quel bonheur ! Notre ambulance allemande va nous quitter ! Notre bon major français va nous revenir pour assister le médecin allemand qui restera ..*

20 décembre 14 ... *Pendant la messe, une caravane d'Allemands réclame nos blessés pour les conduire à Cerfontaine puis à Namur. Notre bon major se préparait justement à faire une opération sérieuse au pauvre Moïse, que l'on croyait perdu et qu'on espère sauver. Vers 2 heures eut lieu l'opération de Moïse, grâce au talent chirurgical de notre médecin français ...* »[4]

Dans un éloge prononcé après la guerre, le docteur Huguier précisa : « *Sa politesse, son aménité, son dévouement, son désintéressement quand il était appelé à donner des soins aux civils belges de la région dépourvue de tout médecin lui avaient valu la sympathie et le respect de la population*. »

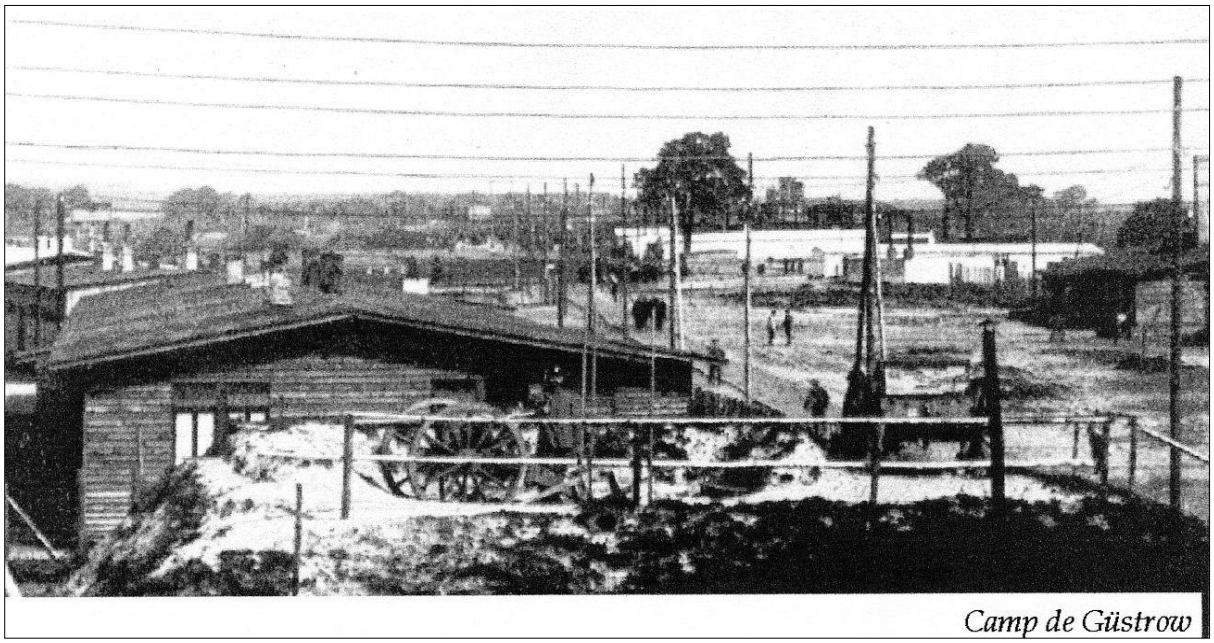
Moïse Kapoun, tirailleur algérien du 3ème R.M.T.A, dont l'opération est évoquée ci-dessus (et qui décéda à l'hôpital de Florennes fin janvier 15), fut le dernier blessé soigné par le docteur Rigollot-Simonnot en Belgique. En principe, celui-ci aurait dû être évacué vers la Suisse et, fort de cette certitude, il refusa de s'évader vers la Hollande comme le lui proposèrent des amis belges.

« *Notre bon major français et son aide-infirmier ont quitté Philippeville ce midi pour aller à Namur recevoir leur passeport pour leur chère Patrie ou leur détention dans cette ville en faveur des blessés allemands qui s'y trouvent* », note le 24 décembre 1914 la supérieure de l'Institution.

En fait, les textes des conventions internationales étant souvent bafoués par les deux adversaires, il fut dirigé au début janvier vers le camp de prisonniers de Güstrow, au nord de Berlin. Y étaient alors concentrés environ 12.000 soldats et 4.000 civils, répartis par groupes de 800, sous de grandes tentes non chauffées en ce début d'hiver.

« *On fait usage des tentes dans la hâte des premiers besoins. C'est désagréable, quand cela coïncide avec l'hiver, la toile des tentes laissant passer sans contrôle la pluie, la neige et le froid* », écrit Jean Trarieux qui fut détenu à Güstrow à cette époque[5]. Les prisonniers devaient coucher côte-à-côte, en rangs serrés, toutes nationalités mêlées, d'où une propagation de maladies comme le redoutable typhus. Selon certains témoins, l'eau était alors sale, d'où des dysenteries, et la nourriture était mauvaise et insuffisante. Le docteur Rigollot-Simonnot se dépensa pour soigner les prisonniers, entraînant des collègues plus réticents : « *Au milieu de tant de misères, notre devoir n'est plus de nous réclamer de nos droits mais de travailler.* » Le camp va peu à peu s'organiser avec la construction de baraques. Les médecins ont de meilleures conditions de travail, même si elles demeurent précaires.

[4] *Annales* de la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame.
[5] Jean Trarieux, *Le Livre des jours monotones*, Paris, Émile-Paul Frères, 1915, p.10.



Camp de Güstrow

Louis Rigollot-Simonnot apprend dans ce camp la mort de son père, très choqué par la disparition et l'emprisonnement de son fils unique (la mère était décédée avant la guerre). Celui-ci sombre alors dans une dépression que ses camarades l'aideront à surmonter. Lors d'une visite de délégués de l'ambassade d'Espagne et d'un délégué suisse, il parvient, avec trois autres médecins, à leur exposer les conditions de vie dans le camp. Dans le rapport du délégué de la Croix-Rouge Internationale que nous avons pu consulter, il est noté que les médecins français ne se sont pas plaints de châtiments corporels mais de l'insuffisance de nourriture[6].

L'initiative de ces médecins sera condamnée par les autorités du camp qui les disperseront vers d'autres lieux de détention. Pour Louis Rigollot-Simonnot, ce sera Langensalza, au nord-ouest d'Erfurt. Il se réjouit d'être plus près de la France et de trouver un camp dont on lui a dit qu'il était plus humain et confortable que Güstrow. Il arrive en fait, le 3 avril 1915, dans un camp ravagé par le typhus. Des médecins alliés s'y dépensent mais 15 ont déjà contracté la maladie, 4 médecins russes sont morts et un médecin français agonise. Parmi les médecins allemands du camp, le docteur Rheberg est cité en exemple dans les témoignages. Louis Rigollot-Simonnot observe d'abord la situation, car il est surtout chirurgien, puis il s'implique. Il contracte la maladie et meurt le 5 mai 1915, au camp n°5 de Langensalza, à 3 heures du matin, à l'âge de 38 ans.

Peu de temps auparavant, lors de la dépression où il tomba à l'annonce du décès de son père, il avait rédigé un testament moral où il se résignait à mourir selon « *la volonté de Dieu* » et « *à rejoindre ses chers parents* » ; il y émettait aussi le vœu que son « *corps soit rapporté à Bar et enterré* » auprès de sa mère et de son père. Cette volonté ne sera pas respectée : le corps du docteur Rigollot-Simonnot sera enterré au cimetière I de Langensalza, tombe 719. Un acte de décès fut rédigé à Langensalza (N° 817) et retranscrit le 29 juin 1916 à la mairie de Bar - Seine. Il n'y avait pas eu de transfert de corps vers la France enregistré immédiatement après la guerre et Louis Rigollot-Simonnot, s'il avait conservé beaucoup d'amis, n'avait plus de famille directe. Il n'y a plus de cimetière de prisonniers à Langensalza. Les morts français du camp auraient été exhumés au début des années 20, mais nous ignorons en ce moment où leurs dépouilles furent transférées. Le 23 février 1917, les délégués du gouvernement espagnols notent dans leur rapport qu'il y avait alors 22.146 prisonniers dans ce camp,

[6] *Rapports d'enquête*, Archives du C.I.C.R. de Genève - *Rapports des délégués du gouvernement espagnol sur leurs visites dans les camps de prisonniers français en Allemagne, 1914-1917*, Hachette et C^{ie}, 1918, pp. 355-359.

dont 10.418 français et 8 algériens et que ce camp avait acquis « *une fâcheuse réputation, par le nombre considérable de victimes, lors de l'épidémie de typhus exanthématique de 1915* ».

Un dossier fut constitué par les amis de Louis Rigollot-Simonnot pour que, à partir de nombreux témoignages et attestations, son dévouement et son abnégation fussent reconnus et que la Légion d'Honneur lui fut décernée à titre posthume. Ce praticien reçut ... la médaille des Épidémies et ne fut cité qu'au début de guerre, et seulement à l'ordre du régiment ...

Parcours de vie et de guerre méconnus d'un militaire qui sut rester un médecin de devoir. Parcours exemplaire certes mais sans doute pas exceptionnel dans les deux camps …



Camp de Lagensalza. Médecins russes et français. 1915.
Le docteur Rigollot-Simonnot est-il dans ce groupe ?

Complément à la recherche sur le docteur Louis RIGOLLOT-SIMONNOT (Bulletin *Bretagne 14-18* n° 20, mars 2002, page 12)

À la fin de l'article collectif de Marcel Houyoux, Hermann Plote et René Richard consacré au docteur Louis Rigollot-Simonnot paru dans le bulletin 15, nous concluions hâtivement que le corps de ce médecin mort en captivité à Langensalza n'avait pas été ramené en France selon le vœu formulé par ce praticien. Avec obstination, Hermann Plote a poursuivi ses démarches en Allemagne et dans le Nord de la France. Le responsable des sépultures militaires allemandes pour le Nord de la France nous a réorientés vers la Direction Interdépartementale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre de Metz. Celle-ci nous a indiqué que le corps de Louis Rigollot-Simonnot avait été transféré en France et qu'il reposait au cimetière communal de Bar-sur-Seine, sa ville natale, près de ses parents, comme il le souhaitait. Le général Laparra, qui nous a aidés dans cette recherche, nous a confirmé cette information



Cimetière de Langensalza lors d'une cérémonie d'inhumation d'un soldat français
(Fonds Hermann Plote).



Tombe familiale de la famille Rigollot-Simonnot au cimetière de Bar-sur-Seine. On distingue vaguement près du nom Simonnot, la mention « Mort pour la France » et les dates de vie de Louis Rigollot-Simonnot

UN PRISONNIER DE GUERRE ALLEMAND CONDAMNÉ ET FUSILLÉ À RENNES EN 1915[1]

(Par Hermann PLOTE, René RICHARD et Ronan RICHARD)

Le samedi 27 février 1915, *Ouest-Éclair* faisait paraître un très long article intitulé : « *Un soldat allemand condamné à mort. Il était accusé de pillages, d'incendies et d'assassinats de blessés*. Dans son édition du lundi suivant, le même journal donnait de copieux détails sur cette affaire sous le titre : *Crimes d'Allemands, un carnet de guerre suggestif*. Cette information n'eut guère d'autres échos dans la presse locale. Quelques semaines plus tard, le 6 avril 1915, un entrefilet d'*Ouest- Éclair* apprenait aux lecteurs que le soldat allemand réserviste Karl Vogelgesand avait été passé par les armes, le 5 avril 1915, à l'aube. Le registre des décès de la ville de Rennes de 1915 porte bien trace (acte 888) de son décès, survenu le 5 avril 1915, à 6 heures du matin, au « *polygone* » de tir des casernes de Rennes, sans autres précisions.

Qui était Karl Vogelgesang ? Comment fut-il fait prisonnier ? Comment arriva t-il en Bretagne ? Quelles furent les accusations qui le conduisirent à être jugé, condamné et exécuté ? Le dossier que nous avons constitué, faute de pouvoir avoir accès à celui du conseil de guerre, s'appuie sur les articles d'*Ouest-Éclair* et sur les éléments que notre ami Hermann Plote a pu glaner en Allemagne et dans sa propre documentation.

Karl Gotthold Vogelgesang était né le 5 août 1890 à Eisleben, en Saxe. Domestique de ferme, il fut mobilisé au début de la guerre au F.R. 36 (*Füsilier-Regiments* N° 36, *Oberst* (colonel) von Derken) dont la garnison était à Magdebourg et qui faisait partie de la 15ème Brigade d'Infanterie commandée par le Général Reichmann (Ière Armée du Général von Kluck, IVème Corps d'Armée du Général von Armin, 8ème Division du Général Hildebrandt).

Cette unité passe la frontière avec la Belgique le 14 août. De la progression des troupes et des combats parfois sporadiques, parfois plus rudes contre les Français et les Anglais, l'Historique du régiment[2] fait brièvement état. D'éventuelles exactions commises par les soldats allemands dans cette poursuite de leurs ennemis, il n'est pas ou peu question, ce qui ne doit pas surprendre : aucune unité militaire d'aucun pays ne consigne officiellement ces anecdotes peu reluisantes, quand elles sont avérées. On y parle très incidemment de « *chasse aux lapins, pigeons, poules...* » et de « *vin rouge et champagne en abondance* » à Lizy (Lizy-sur-Ourcq) (6 septembre), c'est-à-dire de rapines qui ponctuent, hélas classiquement, les marches des armées. Par contre, il est aussi évoqué des incendies de maisons à Hermée en Belgique (16 août) - mais qui n'ont pas été allumés par des soldats du bataillon qui relate l'affaire -, de villages en feu (Rainecourt, hameau de Flamerville-Rainecourt, au sud-ouest de Péronne) (29 août) et, plus grave, des « *cadavres de civils gisant au sol* » - mais tués « *par troupes passées précédemment* » - à la Rose, toujours en Belgique (19 août 1914).

L'Historique du I.R. 93, régiment d'infanterie formant brigade avec le F.R. 36, est plus explicite et relate une campagne de Belgique chaotique avec de vifs incidents avec la population. Ils sont décrits et interprétés différemment dans cet Historique et dans le rapport de la Commission d'enquête sur les violations des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre[3] . Cette divergence dans la

[1] In Bulletin *Bretagne 14-18* n° 34, septembre 2005, pp 2-5.

[2] Les extraits des Historiques des F.R.36, I.R.93, F.A.R.75 et 10ème Hussards ont été traduits et nous ont été confiés par Hermann Plote. Celui-ci a également effectué des recherches auprès de la mairie d'Eisligen et dans des journaux allemands de 1915. Nous n'avons rien trouvé, au Centre d'Archives Diplomatiques de Nantes, aux Archives Fédérales de Suisse ou à celles du C.I.C.R. de Genève, concernant cette affaire qui ne semble pas avoir fait l'objet de réclamations avec demande d'explication et menace de représailles de la part du Ministère des Affaires Étrangères de l'Empire allemand, comme c'était souvent le cas (avec démarches réciproques venant du Quai d'Orsay, ces plaintes, demandes ou menaces antagonistes transitant par le ministère des Affaires Étrangères de Suisse).

[3] Commission d'enquête sur les violations des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre, *Rapports et documents d'enquête*, Bruxelles, A. de Wit, 1922, pp. 36-37 et 355-357.

présentation des faits et dans les points de vue est particulièrement accusée dans l'affaire de Heure-le-Romain. Les 16 et 18 août, selon la commission belge, 28 civils, dont 7 femmes et 3 enfants y furent massacrés ; le curé et le frère du bourgmestre furent exécutés et 83 immeubles auraient été incendiés volontairement. L'Historique de l'I.R. 93 (confirmé par celui du F.A.R. 75, régiment d'artillerie de la même division), impliqué par la commission dans ces exactions, avoue, quant à lui, seulement deux femmes abattues, dont « *l'une avait un revolver* », de « *fermes d'où l'on avait tiré* », incendiées et de trois fusillés, un le 15 et deux le 16, dont le curé qui serait mort en criant : « *Vive la France, ma patrie.* » Sur le motif de ces destructions et exécutions, les explications s'opposent, l'Historique invoquant des représailles après des tirs de francs-tireurs, actions de résistance niées par la commission belge.

L'Historique du 10ème Hussards, unité de la même division, s'il passe sous silence ces graves événements d'Heure-le-Romain, indique cependant que furent trouvés des civils tués le 19 août avant l'entrée à Louvain et qu'à Pommereuil (près du Cateau), le 24 août, des civils accusés d'avoir tiré sur les troupes furent fusillés.

Insister ici sur ces exactions n'est pas fortuit car elles seront au cœur de l'accusation qui mena Karl Vogelgesang au poteau d'exécution. Son régiment n'est d'ailleurs pas cité dans les affaires précédentes.

Le 7 septembre 1914, le F.R. 36 est engagé dans le début de la bataille de l'Ourcq, dans le secteur de Réez-Fosse-Martin - Puisieux. Karl Vogelgesang y est blessé puis est fait prisonnier (dans l'Historique du régiment, il est noté disparu le 7 septembre alors que le dossier d'instruction ne date sa capture, avec d'autres soldats du F.R. 36, que le 15). Il est d'abord hospitalisé à Évreux. Et là, les affaires se corsent pour lui. Soumis à une fouille réglementaire, il est trouvé porteur d'un petit carnet sur lequel il avait consigné ses souvenirs de guerre sous le titre, selon *Ouest-Éclair*, de « *Pages vécues de la campagne 1914* ». Il y relatait sa campagne de Belgique et de France avec, souligne le journal, de nombreuses descriptions de beuveries, pillages et destructions (incendies) mais aussi d'exécutions de blessés. Ce carnet, d'abord étudié par les militaires d'Évreux, servira de base au réquisitoire lancé contre son auteur. Nous ne possédons pas cette capitale pièce à conviction. Sans doute est-elle jointe au dossier du jugement dans les archives de la justice militaire. *Ouest-Éclair* n'en a publié que quelques « larges extraits », ceux qui apparaissaient les plus troublants et les plus accusatoires. Ce carnet, notons-le, a été traduit au préalable par un professeur d'allemand. Mais on ne sait pas qui était exactement cet enseignant et si cette traduction fut faite dès la découverte du document en septembre 14 ou plus tard. Ce que nous savons, c'est qu'elle est la seule pièce à charge, du moins pour certains passages, retenue lors des interrogatoires préalables, de l'instruction et du procès.

Nous ignorons également la durée de l'hospitalisation de Karl Vogelgesang et la date de son arrivée à Coëtquidan, lieu où commença l'instruction de son affaire.

Ce temps écoulé entre la capture de Karl Vogelgesand et la découverte de son carnet (fin septembre) et son passage en conseil de guerre (fin février) est quelque peu troublant. En règle générale, la justice militaire, française ou d'autres pays, était alors plus expéditive[4]. On peut dès lors se demander si ce procès et cette condamnation n'entraient pas opportunément dans ces cycles de représailles qui pourrirent la vie des prisonniers des deux camps.

[4] Les textes régissant la justice militaire furent à diverses reprises modifiés, surtout dans les deux premières années du conflit. Ils furent trop souvent ignorés et on reprocha à cette justice, telle qu'elle fut instituée et imposée sur le front, son caractère expéditif, niant fréquemment les droits de la défense ou ceux à un recours en révision (voir sur ce point, A.Bach, *Fusillés pour l'exemple, 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2003, en particulier le chapitre VII). À l'arrière, les applications furent plus légales et moins sommaires. Il faut souligner que l'affaire de Karl Vogelgesang suivit, dans sa forme, une procédure tout à fait réglementaire : interrogatoires préalables, instruction, jugement prononcé par un conseil de guerre, droit à une défense, recours en révision du jugement, recours en grâce auprès du Président de la République. Ce constat n'empêche pas que nous pouvons nous interroger sur le fond de ce procès.

Les interrogatoires furent menés par le « *lieutenant français Meyer, du dépôt de prisonniers de Montfort, un Alsacien de 62 ans qui entend l'allemand* » et par Paul Vernet, « *31 ans, ... ingénieur alsacien, incorporé au 1er régiment bavarois, ... fait prisonnier à la fin de septembre* » et qui prit immédiatement un engagement dans l'armée française et devint interprète au camp de Montfort-sur-Meu, au sud-ouest de Rennes. Ils le furent, semble-t-il, au camp de Coëtquidan. Bien que ce dernier, qui était alors le plus grand dépôt de prisonniers de guerre de l'Ouest, disposât d'interprètes, parfois allemands, les deux traducteurs précités venaient donc du camp proche de Montfort. *Ouest-Éclair* relève que, de cet interrogatoire, ne fut dressé qu'un « *procès-verbal sommaire* ». Il en ressortait que Karl Vogelgesang, après avoir nié la paternité du document et son engagement dans les faits relatés, aurait reconnu, « *contraint par l'évidence* », que ce carnet était de lui et « *aurait pris à sa charge tous les actes qui y sont relatés* ».

À l'instruction qui suivit les interrogatoires, s'il accepta que le document fût bien le sien, il se défendit par contre « *d'avoir assumé la responsabilité des faits qui s'y trouvent mentionnés* ». Il argua que « *les actes qu'il qualifie de vols et de pillages, dans son carnet* » n'étaient que des « *expressions populaires pour désigner des opérations régulières accomplies sur l'ordre de ses chefs et qui ne sont que des réquisitions* ». Un incendie en Belgique, le 14 août, dans une maison qu'il venait de visiter n'était imputable, selon lui, qu'à des francs-tireurs belges.

Quant à l'accusation la plus grave formulée à son égard, elle s'appuyait sur le passage suivant de son carnet, présenté aux juges dans sa traduction française : « *Hier, à 6 heures, nous nous mettons en marche, après nous être reposés toute la nuit, le long de la route. L'après-midi, à 2 heures, nous découvrons l'ennemi dans un village. En l'espace de cinq minutes, tout le village est en flammes. Tous ceux qui se sauvent sont abattus, les autres faits prisonniers. Nous faisons 60 prisonniers et trouvons environ 40 à 50 blessés et morts. Ils se conduisent comme des enfants. À tous les pas, ils tombaient trois, quatre fois à genoux. Mais on ne fit pas quartier à cette racaille. Nous eûmes un mort, cinq blessés, de la 12ème et de la 11ème compagnie. Mais, le soir, après le combat, le vin coula à flots.* » Cet extrait aurait été écrit le 25 août et relaterait donc la journée du 24 août. Mais les enquêteurs indiquent que Karl Vogelgesang se perd alors « *en distinctions chronologiques* ». Dans cette insistance sur les dates, n'ont-ils pas cherché à relier le récit de l'accusé à l'affaire de Troisvilles où, lors de la bataille du Cateau, le 26 août, les Allemands étaient soupçonnés d'avoir achevé des blessés anglais. Un autre combattant du F.R. 36, Schmidt, évoque cette journée du 26 dans l'Historique mais il indique que l'église de Troisvilles a été trouvée remplie de blessés anglais et que devant le village on avait décompté 300 Anglais, tués probablement pendant une bataille qui fut ce jour-là très sanglante. Pour la journée du 24 août, celle que semble décrire Karl Vogelgesang, l'Historique relève brièvement des combats contre des Anglais et des territoriaux français[5].

Karl Vogelgesang se défend, dès l'instruction, d'avoir achevé des blessés. Il affirme que les implorations étaient celles des combattants anglais qui leur faisaient face, prières qui n'avaient pas fait « *interrompre le combat qui a continué ses effets meurtriers* ». S'il admet avoir vu des prisonniers blessés, c'était dans une compagnie voisine.

Le procès est mené le 27 février 1915 dans le cadre des activités du Conseil de Guerre de Rennes, avant ou après 2 affaires d'injures à des supérieurs proférées par des soldats français ivres.

Karl Vogelgesang est décrit, par le journaliste d'*Ouest-Éclair*, comme de petite taille et trapu, guère beau garçon et avec « *l'air sournois* ». Il semble intelligent et a reçu une certaine instruction. Face à ce soldat discipliné et attentif (mais qui s'animera pendant l'audience au fur et à mesure qu'il pressentira le sort qui l'attend), le correspondant avoue sa déception de ne pas découvrir dans cet

[5] Les exactions liées au passage de troupes en guerre sont rarement reconnues dans les historiques des unités qui se centrent, la plupart du temps, sur les opérations militaires. La lecture récente d'historiques britanniques (Régiment d'Essex et 14ème Hussards du Roi), relatant la guerre des Boers, nous a fait découvrir que, parfois, des destructions ou des exécutions de civils sont avouées.

individu, assez terne et banal, l'image alors connue et véhiculée par la presse du colosse incendiaire, pillard et assassin de blessés.

Convié à témoigner, le professeur d'allemand qui a traduit le carnet indique que, dans la phrase « *on ne fit pas quartier à cette racaille* », le « *on* » pouvait être « *nous* » mais, précise t-il, « *comme il y va de la vie d'un homme, je n'ai pas osé prendre sur moi d'employer le personnel et j'ai traduit par l'impersonnel "on" que vous voyez* ». Ce qui laisse planer un doute sur l'exactitude d'une traduction qui formait cependant le fonds du dossier d'accusation.

Les deux interprètes alsaciens du dépôt de Montfort confirment que le soldat allemand leur a bien avoué avoir achevé des blessés, pillé et volé, et qu'il aurait ajouté : « *Je n'étais pas seul.* » Karl Vogelgesang nie alors de nouveau avoir achevé des blessés, invoquant qu'il n'était pas là. Pourtant, il aurait affirmé : « *Les blessés nous demandaient comme grâce qu'on ne les emmenât pas en captivité.* » Ce que le journaliste trouve contradictoire avec sa négation d'avoir achevé des blessés en traduisant fort subjectivement cet aveu par : « *Ils préféraient être tués.* » Pressé de questions au sujet des blessés (mais que comprenait-il vraiment de ce flot de questions ?), l'accusé finit par dire : « *Je ne me rappelle plus très bien.* »

Il admet par contre les autres faits, ceux de pillages et d'incendies, qui n'étaient cependant pour lui que des « *actes accomplis sur ordre* », par réquisition. Il ajoutera cependant (et quel soldat en campagne l'aurait contredit ?) : « *Quand nous n'avions pas à manger, nous nous tirions d'affaire comme nous pouvions.* » Il jettera même : « *Il y a une grande part de roman et de mensonge dans mon carnet.* »

Dans « *un réquisitoire sévère et éloquent* », le commissaire du gouvernement, le commandant Maquet, ne retiendra pas l'assassinat pour les blessés, « *la préméditation ne lui semblant pas suffisamment établie* », mais le meurtre, ce qui ferait requérir les travaux forcés à perpétuité et non la peine de mort. Mais il demande d'appliquer celle-ci, car il ne fait pas de doute pour lui que les incendies et les pillages « *ont été accomplis...avec l'intention coupable, par plaisir* ». Le défenseur, M^{e} Depasse, sans doute commis d'office, ne conteste pas les faits mais « *il tente de les expliquer, de les atténuer par la culture allemande d'abord, puis par les ordres des chefs* », citant « *les ordres du jour de ces généraux prussiens dont a parlé la presse et qui commandèrent à leurs soldats d'achever les blessés et de ne faire aucun prisonnier* ». Face à une « *responsabilité de l'accusé...incontestable* » mais qui « *n'est pas entière* », il essaye de limiter la peine aux travaux forcés à perpétuité.

Le jury, « *après une très longue délibération* », ne retiendra pas l'inculpation d'incendies (4 voix contre 3). Inculpé de meurtre sur des blessés (la préméditation était rejetée) et non d'assassinat (ce qui n'empêcha pas *Ouest-Éclair* de titrer avec ce motif aggravé), Karl Vogelgesang aurait pu échapper à la peine de mort. Mais, dans la balance, comme le commissaire du gouvernement, les 7 juges militaires jetèrent l'accusation de « *pillages en bandes et avec armes* », qui semblait au départ le grief le plus anodin, et prononcèrent à l'unanimité la sentence de mort avec dégradation militaire.

Selon le journaliste, l'accusé accueillit la sentence de façon impassible. Avait-il tout compris ? Il aurait passé ensuite une nuit agitée, peuplée de cauchemars.

Il sollicita un recours en révision, comme le droit le lui permettait, dès le 27 février 1915. Cet appel fut examiné et rejeté par le conseil de révision spécial de Nantes. Ultime démarche pour commuer la peine de mort en travaux forcés, le recours en grâce auprès du Président de la République fut refusé. Cette procédure régulière prit plus d'un mois.

Le 5 avril 1915, à l'aube, Karl Vogelgesang fut donc conduit au polygone de tir des casernes de Rennes. Nous ne savons si, comme la tradition le voulait en cas d'exécution de soldats français, des troupes de la garnison de Rennes étaient présentes. En principe, l'accusé devait avoir les yeux bandés et être agenouillé. Un piquet de 4 sergents, 4 caporaux et 4 soldats devait tirer une salve sur l'ordre d'un adjudant. *Ouest-Éclair* du 6 avril note que le condamné eut une attitude digne. Son corps repose

dans la nécropole militaire allemande du cimetière de l'Est de Rennes. Ses parents furent informés, par l'intermédiaire du Bureau Central du Ministère allemand de la Guerre (document signé par le colonel du F.R.36), que leur fils était « *décédé en captivité* ». Son acte de décès, retrouvé dans les registres de la mairie d'Eisleben, indique qu'il est mort à Rennes dans un camp de prisonniers, sans autre détail.

Les autorités allemandes savaient-elles les causes de ce décès ? Connaissaient-elles les motifs de la sentence ? Ont-elles voulu épargner à la famille le déshonneur d'une condamnation à mort ? Les journaux allemands n'évoquent pas cette affaire, ni à la fin février (procès) ni au début avril (exécution). Pourtant, les bandeaux de *Ouest-Éclair*, journal qui était alors diffusé à 400 000 exemplaires et n'avait donc rien de confidentiel, étaient bien larges et les deux articles des 27 février et 1er mars fort importants. Nul doute que les autorités allemandes furent informées de cette condamnation et de cette exécution, que leurs homologues françaises ne cachèrent pas, bien au contraire. Pendant le mois qui sépara la condamnation de l'exécution, on ne relève aucune démarche allemande. Les autorités impériales admettaient-elles la réalité des accusations (qui visaient bien au-delà du soldat Vogelgesang, très modeste acteur parmi d'autres dans ce gigantesque drame meurtrier que fut le premier conflit mondial) ? Ou, plutôt, hypothèse que nous formulions au départ, Karl Vogelgesang ne servit-il que de bouc émissaire pour répondre à l'exécution d'un prisonnier français en Allemagne, les autorités allemandes préférant alors ne point se manifester, après son exécution, pour éviter de relancer une spirale de représailles. Le délai entre la découverte du carnet et le début de l'action en justice militaire semblerait indiquer que le document aurait été gardé en réserve et ressorti opportunément. Ce soldat, qui n'avait à l'évidence pas la conscience très tranquille (mais qui l'avait alors, dans les deux camps ?), méritait-il seul la sanction suprême ? Pris au piège dans un engrenage où il ne saisissait sans doute pas grand chose (y compris la traduction de son fameux carnet ...), désemparé face à une machine judiciaire ennemie et impitoyable qui semblait vouloir faire un exemple, il ne fut en fait qu'un lampiste et son exécution fut peut-être tout simplement une réponse à une autre exécution, de l'autre côté du Rhin. Nous ne pouvons formuler que des hypothèses. Une seule certitude : Karl Vogelgesang fut le seul prisonnier allemand admis comme fusillé dans l'Ouest de la France. Une remarque enfin : ce domestique de ferme était instruit, aimait écrire et ce fut sa perte ...



Fonds privé Ronan Richard



L'Ouest-Eclair

UN SOLDAT ALLEMAND EST CONDAMNÉ A MORT

Il était accusé de pillages, d'incendies et d'assassinat de blessés

Goinfrer et écrire, telles sont les deux passions du domestique saxon Karl Vogelgesang — étymologiquement, ce nom signifie chant

qui aurait capturé des prisonniers blessés, mais bien une unité voisine. La scène relatée dans le carnet n'aurait été qu'entrevue par

Le jugement

Après une très longue délibération, le Conseil rentre en séance. Par trois voix contre quatre, l'inculpation d'incendies volontaires n'est pas retenue. En ce qui concerne l'achèvement des blessés, la préméditation est écartée : c'est donc le meurtre. Mais il reste les pillages en bande et a[rmes].

Et, à l'unanimité, [Vogelgesang] est condamné à la peine [de mort], avec dégradation militaire.

Un long murmure d[approbation] s'élève dans la salle archicomble.

En apprenant l'arrêt qui [le] frappe, Vogelgesang reste impassible. Et [il] regagne la prison la tête droite, l'œil se[c] sans émotion apparente.

Bandeau de l'article d'*Ouest-Eclair* (Gallica-édition de Rennes, 28 février 1915



Tombe de Karl Vogelgesand, carré militaire allemand, cimetière de l'Est, Rennes

À TSING-TAO SOUS LES OBUS JAPONAIS[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

La guerre de 1914-1918 fut mondiale. Nous en connaissons surtout les batailles du front occidental, français et belge, ses incertitudes et ses horreurs. Nous découvrons seulement le front de l'Est et celui d'Orient, tout aussi meurtriers et atroces. Que savons-nous des fronts de mer, des combats d'Afrique occidentale ou d'Afrique du Sud-Est ? Que savons-nous des fronts de l'ombre, de ceux de l'espionnage ou de la diplomatie secrète ? Il y aurait tant à écrire sur les multiples aspects de cette guerre. D'en avoir une vision à la fois globale et détaillée suppose que, parfois, nous quittions les charniers de France et de Belgique. C'est ce que nous propose Hermann Plote. Avec lui, au début de la guerre, nous gagnerons l'Extrême-Orient, qui entrait lui aussi dans le champ de la stratégie globale du conflit.

Bretagne 14-18

Poussé par sa marine de guerre, Guillaume II exerça dès 1894 une pression de plus en plus forte sur le gouvernement allemand pour qu'il aille acquérir des ports étrangers, des bandes côtières et des îlots outre-mer pour le grand bien de la flotte de l'Empire. Ses intentions étaient régies au début par le désir de créer ainsi tout un réseau de points d'appui terrestres et de dépôts de charbon permettant à ses bateaux de guerre d'atteindre les coins maritimes de la planète les plus éloignés. Après avoir envisagé une annexion de l'île de Formose, l'intérêt de l'empereur se porta en 1896 sur la côte nord-est de la Chine, plus précisément sur la baie de Kiao-Tchéou et son petit port de Tsing-Tao, que le commandement de sa marine de guerre lui avait désigné comme particulièrement favorable. Désormais, Guillaume II n'attendit plus qu'une occasion propice pour y passer aux actes. Celle-ci lui fut livrée en novembre 1897 lorsque deux missionnaires allemands furent assassinés, précisément dans la presqu'île dont il voulait s'emparer. Après avoir posé au gouvernement chinois des conditions inacceptables pour un règlement de cette affaire, il fit dépêcher à Kiao-Tchéou une escadre de croiseurs transportant 700 fusiliers- marins, avec instruction d'y débarquer si la réponse chinoise était jugée insuffisante.

Cependant, cette intervention alla rapidement déclencher une sorte d'ultimatum russe qui, tout en s'appuyant sur une convention antérieure passée avec l'Allemagne, insista surtout sur la « *priorité de mouillage* » accordée aux Russes à Kiao-Tchéou. Guillaume II qui ne crut pas à une guerre avec son puissant voisin de l'est pour une cause aussi mineure à ses yeux, commenta cela avec sarcasme : « *Les Russes n'ont qu'à mouiller là-bas jusqu'à ce qu'ils virent au noir ou au jaune. Cela ne nous empêchera point d'y établir un dépôt de charbon et des docks* »[2]. En dehors des relations de plus en plus tendues entre l'Allemagne et la Russie, tout comme avec la Chine, il y avait également le Japon qui allait se montrer bien peu enchanté par ces intentions et qui allait passer aux actes peu après la déclaration de la guerre en 1914.

Lorsque la Russie occupa Port-Arthur en décembre 1896, son hostilité vis-à-vis des menées allemandes sur la côte chinoise se trouva sérieusement minée. Ainsi le Tsar ne s'opposa plus lorsque, en mars 1898, la Chine signa avec l'Allemagne un bail de 99 ans pendant lequel la baie de Kiao-Tchéou et ses environs, tout comme les concessions minières et les voies ferrées locales, passèrent sous protectorat allemand. En sus, le territoire situé dans un rayon de 50 kilomètres autour de la baie fut déclaré « *zone d'influence allemande* » et le gouvernement chinois n'eut plus le droit d'y prendre des mesures quelconques sans le consentement de l'administration allemande[3].

Au bout des 16 années qui suivirent l'annexion *de facto* de Kiao-Tchéou, à l'éclatement de la Première Guerre Mondiale, le territoire était peuplé d'environ 200.000 personnes, dont 1.700 Européens, et doté d'une force d'occupation de 2.300 soldats. Cette dernière était composée

[1] Bulletin *Bretagne 14-18* n°38, septembre 2006, pp. 2-6.
[2] John C.G. RÖHL *Wilhelm II*, volume II : *Der Aufbau der Persönlichen Monarchie*, 2001, pp. 1060-1067.
[3] « Das bedrohte Tsingtau » in *Illustrierte Geschichte des Weltkrieges 1914-1915*, volume II, pp. 161-162.

essentiellement du 3ème bataillon de fusiliers-marins à 5 compagnies, avec son détachement du génie et une batterie d'artillerie de campagne, ainsi qu'un détachement d'artillerie de marine à 4 compagnies. Le territoire était alors sommairement fortifié, tant vers l'intérieur des terres que sur ses côtes. Son administration fut sommée, le 15 août 1914, par un ultimatum de l'Empire du Levant de lui céder toute la concession « *sans condition ni dédommagement* », et de faire partir ou de désarmer tous les bateaux de guerre allemands présents dans les eaux territoires japonaises et chinoises[4].
Comme Guillaume II avait ordonné la défense à outrance de Kiao-Tchéou, son gouverneur, Meyer-Waldeck, préféra ne pas répondre aux Japonais. Mais il s'empressa de télégraphier à son souverain le texte significatif suivant : « *Prenons parti de remplir notre devoir jusqu'à la dernière extrémité !* » Après l'instauration d'un blocus naval de la presqu'île par sa marine de guerre dès le 27 août, le Japon fit débarquer, début septembre, 40.000 hommes sur la côte septentrionale.



Carte allemande extraite de W. Foerster, *Kampfer an vergessenen Fronten* (édition de 1933)

[4] L'escadre asiatique allemande, composée de deux croiseurs lourds, de deux croiseurs légers et de quatre canonnières, avait quitté Tsing-Tao le 20 juin 1914 pour un voyage d'inspection des possessions allemandes dans l'Océan Pacifique. Elle fut finalement anéantie par les Anglais à la bataille des Falklands au mois de décembre. À Tsing-Tao même, n'étaient restés qu'un torpilleur, une canonnière ainsi que le vieux croiseur autrichien *Kaiserin Elisabeth.* Ce dernier fut désarmé et son équipage, ainsi que son artillerie, intégrés dans la défense terrestre.

Cet effectif fut porté graduellement à 60.000 pendant les semaines suivantes. Les unités japonaises procédèrent aussi lentement que méthodiquement, tout en repoussant d'abord les défenseurs du glacis sur leur ligne de défense principale. Après l'échec d'un premier assaut début octobre, on donna priorité à un bombardement méthodique des ouvrages allemands par l'artillerie lourde, aussi bien de siège que de marine. La destruction systématique des fortifications, qui n'étaient pas particulièrement solides, suivie d'assauts de l'infanterie japonaise, devait entraîner, le 7 novembre 1914, la capitulation des survivants qui étaient alors au nombre de 3.000.

En dehors des quelques présentations officielles du siège et de la chute de Tsing-Tao, on trouve, dans divers écrits allemands, toute une série de descriptions fournies tant par des combattants allemands que par des résidents et qui permettent de se faire une idée assez juste du caractère bien particulier de la guerre de siège menée par les Japonais contre le territoire, tout comme des insuffisances criantes du système de défense et d'armement allemand[5]. Ci-après sera relatée la chronique peu connue d'un commerçant allemand résidant au Japon et qui, tout en faisant partie du contingent des réservistes, se rendit spontanément à Tsing-Tao pour y être mobilisé lors des hostilités affectant directement le protectorat[6].

« Après avoir reçu l'instruction de l'ambassade allemande à Tokyo de me présenter auprès du gouverneur de Tsing-Tao, je pris le rapide pour Shimoseki, ceci afin de tenter de joindre la base allemande en passant par la Corée et par diverses contrées chinoises. Et j'y suis parvenu. Environ 2.000 Allemands de tout l'Extrême-Orient s'y rassemblèrent alors, issus des professions les plus diverses, et cela malgré le peu de chances de pouvoir défendre victorieusement ce petit bout de terre. Notre seul espoir était une fin rapide de la guerre en Europe. Nous craignions d'abord surtout une intervention des Anglais, tandis que l'attitude des Japonais nous parut longtemps incertaine. Au Japon même, on m'avait seulement déclaré que la nation allait remplir ses obligations de traité, ce qui signifiait un soutien de l'Angleterre. Par ailleurs, la marine de guerre japonaise était très anglophile tandis que l'armée de terre, qui avait connu une instruction à la prussienne, semblait avoir quelques sympathies pour nous. Mais nous savions parfaitement que cela n'allait pas influencer les décisions politiques.

Finalement, le Japon se montra hésitant jusqu'au 23 août. Moi-même, j'avais gagné Tsing-Tao au bout de six jours et six nuits de voyage, en empruntant la voie continentale via la Corée qui me parût la plus sûre. Après le confort des voitures Pullman coréennes, j'ai dû voyager en Chine dans des wagons à bestiaux, sous la forte chaleur d'été. Mais le train m'a amené jusqu'à Tsing-Tao, et c'était l'essentiel.

J'y fus versé dans la batterie de réserve de notre artillerie de campagne, sous les ordres du 3ème bataillon de fusiliers marins. Elle comprenait 6 pièces de 77, encore sans servants ni attelages. Une fois équipée, notre batterie reçut l'ordre de prendre position derrière les montagnes près de la côte de Shantong-Tou[7]. Entre deux chaînes successives se trouvait ici le principal obstacle composé de cinq ouvrages de défense d'infanterie. On comptait, en effet, sur des tentatives de débarquement des Japonais sur le rivage proche. Mais les bateaux de guerre japonais commencèrent par chercher des mines sans tirer contre la terre ferme. La proclamation du blocus lancé par le vaisseau amiral japonais était accompagné de la sommation à tout étranger de quitter immédiatement Tsing-Tao. Dans notre secteur, la défense se composait de

[5] Plusieurs témoignages intéressants furent édités, notamment, en 1973, dans un recueil de W. FOERSTER du Reichsarchiv, sous le titre *Kampfer an vergessenen Fronten*. Très instructif s'avère aussi le carnet de guerre du missionnaire allemand R. WILHELM, *Aus Tsingtaus schweren Tagen* (publié en 1916).
[6] E. ZEISS, « Im Feuer von Tsingtau », in *Der Frontsoldat erzählt*, juillet 1933, pp. 327-330.
[7] À 4 kilomètres à l'est de la ville de Tsing-Tao.

quatre compagnies d'infanterie, de deux mitrailleuses et de six pièces d'artillerie, le tout reparti sur plus de 30 kilomètres de front.

Le 30 août, le dernier train quitta Tsing-Tao, puis nos pionniers firent sauter les ponts sur le tronçon qui mène vers l'intérieur de la Chine. Nous fûmes désormais isolés. Le seul qui put s'échapper à la fin, fut le lieutenant de marine Plüschow, notre fameux aviateur[8]. Depuis notre position, nous surveillions la côte jour et nuit, dormant alors sous la tente jusqu'à l'apparition des pluies diluviennes qui allaient tout démolir et emporter. Nous nous battîmes en vain aussi contre les moustiques et attendîmes à tout instant le déclenchement du bombardement par la flotte japonaise, bien conscients de notre situation désespérée. Mais le mauvais temps avec ses inondations d'ampleur inouïe a certainement dû gêner les Japonais dans leurs préparatifs d'invasion. Quant à nous, nous tentâmes un instant de nous réfugier dans un village chinois, mais la vermine nous en chassa très vite.

Début septembre, nous apprîmes que les Japonais s'apprêtaient à débarquer en territoire chinois, assez loin de nous, près de Long-Kou. Il fallut donc procéder à un regroupement de nos forces sur le glacis. Je fus envoyé avec deux pièces vers la côte bien plus à l'est encore où nous reçûmes notre baptême du feu en nous bagarrant avec des torpilleurs japonais, tout en apprenant alors à nos dépens que les pièces de marine avaient une portée bien supérieure à celle de nos canons de 77. Nous dûmes donc nous replier dans la montagne où les mauvais chemins et le terrain profondément trempé nous causèrent beaucoup d'ennuis. Souvent il fallut faire appel aux habitants récalcitrants pour sortir nos pièces de la boue pendant nos déplacements.



Un détachement d'artillerie de marine défilant dans Tsing-Tao. (Fonds privé H. Plote)

[8] Les Allemands avaient fait venir par voie maritime à Tsing-Tao, peu avant la guerre, deux "taubes" Rumpler, entièrement démontés. Tous deux furent accidentés peu après leur montage lors de vols d'entraînement, ce qui entraîna la grave blessure d'un des pilotes qui, toujours à l'hôpital, devint prisonnier des Japonais à la capitulation. Le seul avion ayant pu être plutôt rafistolé que réparé, fut celui de Plüschow qui livra même un combat aérien au pistolet avec un aviateur japonais. Très peu avant la reddition de la base, Plüschow put la quitter par les airs, tout en emportant le *Journal de Marche et des Opérations* et d'autres documents importants. Atterrissant en territoire chinois, à 250 kilomètres de Tsing-Tao, il brûla son avion et parvint ensuite à gagner l'Allemagne par voie terrestre. Il devint un héros national lorsqu'il publia ses aventures sous le titre *Die Abenteuer des Fliegers von Tsingtau* (1916- 236 p.).

Finalement nous aperçûmes les avant-gardes de l'infanterie japonaise à environ 3 kilomètres de nous. Après un bref échange de tirs, notre 3ème compagnie avança dans le défilé par lequel les Japonais avaient voulu approcher. Tout en y constatant l'effet meurtrier d'un de nos obus bien ajusté, elle rentra, chargée de trophées de guerre. Mais cet acte provoqua aussi une hostilité prononcée des Japonais car déjà, la nuit suivante, nous dûmes nous défendre, avec nos carabines et nos pistolets, contre les tâtonnements de leurs patrouilles. Nous ne disposions, en effet, d'aucune couverture d'infanterie. En attendant, un avion japonais avait fait son apparition. Notre tentative de l'abattre resta vaine.

Visiblement, les Japonais préférèrent un siège « *dans les règles* », malgré leur supériorité numérique atteignant la proportion de 10 pour 1. En dépit de leur progression extrêmement lente, notre situation sur le glacis de notre ceinture fortifiée devint chaque jour plus précaire. Finalement nous dûmes abandonner nos positions, ce qui permit à l'adversaire d'achever, le 26 septembre, son rassemblement en vue de l'assaut final. Déjà, le lendemain au matin, se déclencha une grande attaque contre les hauteurs de Tsan-Kou, engageant trois brigades d'infanterie richement dotées d'artillerie de tout calibre et soutenues par le tir des bateaux de guerre. Le 28, nous fûmes forcés de nous retirer derrière notre réseau d'obstacles principal, après avoir perdu sur le glacis 107 tués, blessés et disparus. Maintenant débuta le véritable siège qui allait durer six semaines et au cours duquel les Japonais approchèrent très lentement de notre obstacle principal, tout en subissant des pertes sévères. Déjà, le 12 octobre, ils sollicitèrent un armistice de quatre heures pour pouvoir enterrer leurs morts.

Notre artillerie de forteresse se montra bien efficace bien qu'elle n'ait pu tirer dans la journée à cause du feu concentré des pièces japonaises, renforcées entre temps par d'autres de la flotte anglaise. Mais, la nuit, elles répondirent peu à nos tirs car leurs bâtiments mouillaient alors hors de portée de notre artillerie. Néanmoins, nos sorties nocturnes, lancées depuis nos ouvrages fortifiés, s'avérèrent fort coûteuses en vies humaines. Le 27 octobre, notre empereur adressa au gouverneur le télégramme d'encouragement suivant : « *Avec Moi toute la patrie allemande suit fièrement les actes de bravoure de nos défenseurs de Tsing-Tao qui, fidèles au serment de leur gouverneur, accomplissent leur devoir. Qu'ils acceptent toute ma gratitude* ».

Avec la mise en place de plus en plus de canons japonais, la pluie d'acier qui s'abattit sur Tsing-Tao s'amplifia chaque jour. Le 2 octobre, je dus accompagner deux pièces pour remplacer deux autres, d'un modèle plus ancien, qui avaient été démolies sur le mont Iltis[9]. Avec l'aide de coolies chinois qui avaient une peur bleue, nous dûmes d'abord y accomplir d'importants travaux de terrassement pendant la nuit. À peine les canons mis en place, l'un d'eux fut déjà détruit par une "marmite" tirée depuis un bateau de guerre. Le 31 octobre, un aéroplane japonais lança un tract pour nous annoncer ceci : « *Q.G., le 30/10/14. À MM les honorables officiers et hommes de troupe de la forteresse ! Il serait contraire à la volonté de Dieu et aux sentiments humanitaires de vouloir laisser se dépérir les armes, bateaux de guerre et autres installations non encore engagés, dans la préoccupation jalouse qu'ils pourraient tomber aux mains de l'ennemi. Nous ne voulons pas croire que MM les officiers et hommes de troupe, régis par des sentiments chevaleresques, aillent commettre une telle inadvertance. C'est pourquoi nous nous sommes permis d'exprimer ici l'opinion donnée ci-dessus. – Signé : Le commandant des troupes de siège.* » Cette missive a provoqué l'hilarité générale parmi nous, et nous avons choisi de persister dans nos "intentions jalouses".

Puis arriva l'ultime semaine pour notre défense. Nous avions dû abandonner le Mont Iltis pour nous cacher dans une forêt, avec l'instruction d'ouvrir le feu seulement en cas d'attaque

[9] Piton dominant et fortifié sis proche de la limite est du territoire sous administration allemande.

contre notre secteur. Un phare installé à côté de nous s'était trahi par son faisceau lumineux ce qui lui avait valu d'être mis H.S. par des shrapnels et des rafales de mitrailleuse. Les Japonais se trouvaient maintenant tout près de nous, nous qui étions gênés surtout par une forte pénurie de munitions. L'alerte était désormais permanente. La centrale électrique ayant été détruite, Tsing-Tao se trouva ainsi privé de lumière. On coula les bateaux mouillant encore dans le port. Notre drapeau de guerre flottant sur le *Signalberg*[10] avait été descendu par un tir bien ajusté, mais il fut remplacé immédiatement par un autre. Chaque nuit, nos positions d'infanterie durent subir des attaques en règle et l'ennemi achemina de plus en plus de matériel d'assaut jusqu'à proximité de notre obstacle principal. Des matelots débarquèrent encore pour renforcer leurs effectifs de siège et partout ce ne furent plus que des décombres et des ruines.

Le 6 novembre, on fit sauter la batterie de Hsiaou-Niwe, faute de munitions. Dans la nuit suivante, l'ennemi parvint à percer notre front entre deux ouvrages de défense et l'infanterie japonaise prit d'assaut le Mont Iltis. À 5 heures du matin, l'ordre nous parvint de faire sauter nos deux canons. Ce qui fut accompli à l'instant où les Japonais pénétrèrent dans la position, venant du flanc gauche. Avec mes cinq hommes je m'échappai sous les rafales de mitrailleuses. On sauta dans la forêt proche où l'on retraita en rampant. Près de la caserne Iltis[11] nous débouchâmes face à un détachement japonais qui venait déjà à notre rencontre. Aux balles de nos pistolets, les assaillants répondirent violemment. Un soldat japonais plongea son drapeau dans le sang d'un Chinois mort sur la chaussée. Ce fut leur signal d'attaque. En cet instant nous aperçûmes le drapeau blanc apparaître sur l'observatoire. Sous une grêle de balles nous pûmes gagner la caserne où l'on nous reçut avec le cri : « *Vous avez tiré encore après l'apparition du drapeau blanc !* » Il était 6^{h} 30 du matin ; le combat avait pris fin. Un calme extraordinaire succéda au bruit ininterrompu du canon de ces dernières semaines. Et les Japonais nous comptaient et nous recomptaient pendant que le gouverneur de Tsing-Tao télégraphiait à l'empereur : « *Après épuisement de tous ses moyens de défense, la forteresse a succombé à un assaut avec percée au centre ... Pertes encore impossibles à chiffrer…* » »[12]

[10] Il s'agit plutôt du Mont Diederichs placé à la périphérie est de la ville et qui était doté d'une station de signalisation.
[11] Peu au sud-ouest du Mont Iltis, entre celui-ci et le terrain militaire qui borde à son tour la baie Augusta-Victoria.

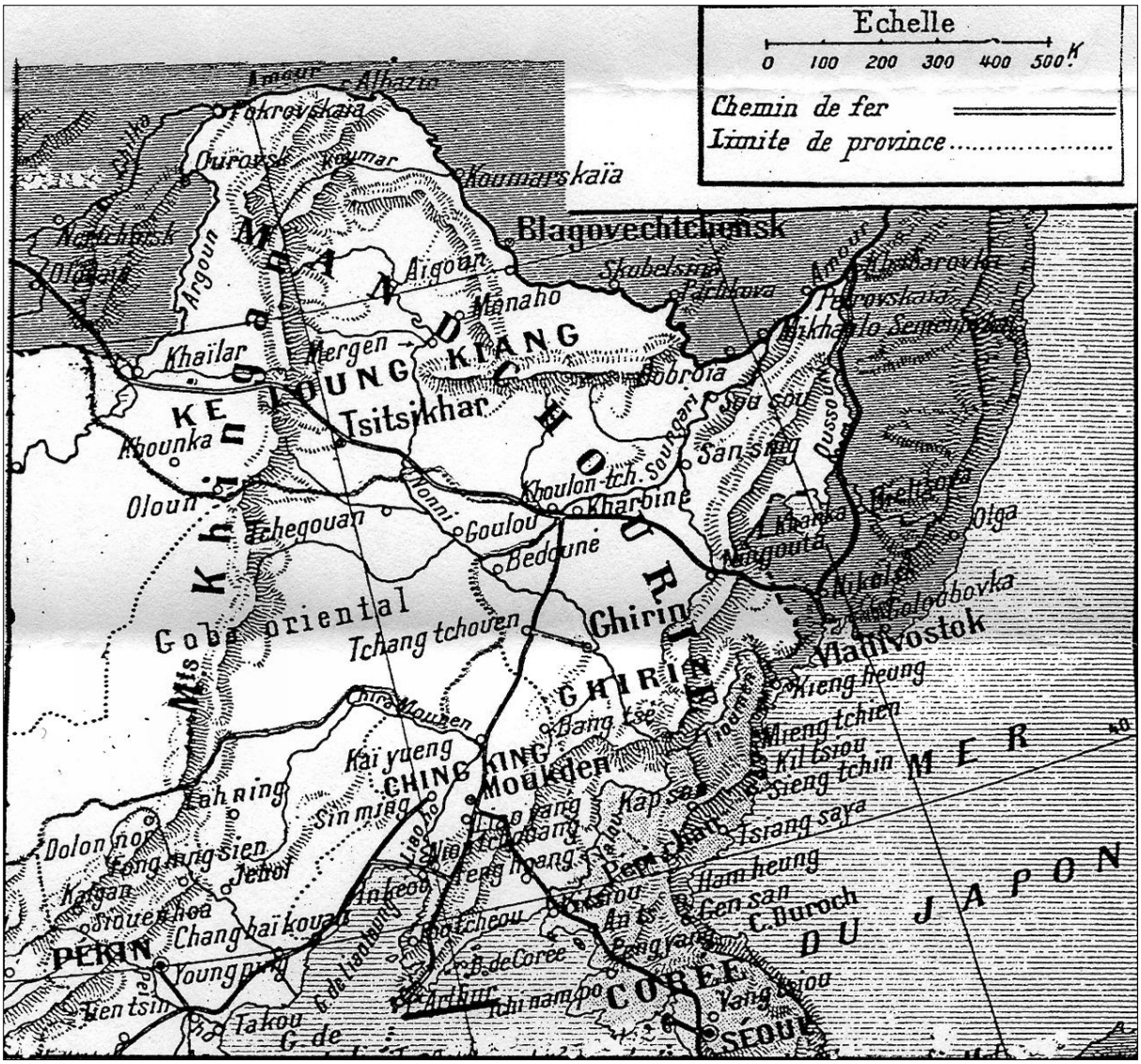
OBJECTIF : SABOTER LA VOIE FERRÉE TRANSMANDCHOURIENNE !

(Par le Docteur Herman PLOTE)

I - La fin de l'expédition von Pappenheim en décembre 1914 [1]

En décembre 1914 puis en mars 1915, deux tentatives prenant leur départ à l'ambassade allemande à Pékin, ont été faites pour saboter le tracé du chemin de fer transsibérien, sur son ultime tronçon à travers la Mandchourie, avant de déboucher sur le port de Vladivostok donnant sur la Mer du Japon. Leur but était d'interrompre, de préférence au niveau de certains ouvrages d'art particulièrement sensibles, le transport de matériel de guerre destiné au front établi aux confins opposés de l'empire russe. Selon l'opinion allemande, ces livraisons seraient assurés à la fois par les Etats-Unis, pourtant neutres, et par le Japon, lui déjà adversaire déclaré des puissances centrales.

Le déroulement et l'issue des ces deux missions de sabotage sont restés pratiquement inconnus jusqu'à nos jours.



[1] Bulletin *Bretagne 14-18* n° 39, décembre 2006, pp. 6-9.

Ci-après sera relatée l'histoire de la première tentative qui a connu une fin tragique[2]. En effet, le sort des participants est resté mystérieux pendant une vingtaine d'années, hormis quelques vagues bruit impossible à vérifier, parvenus jusqu'à la capitale chinoise. Ainsi, lorsque - en 1921 - on a cru disposer d'informations véridiques sur le sort de l'expédition, celles-ci se sont révélées non fondées car lancées dans un but de pure vantardise personnelle, sans le moindre fondement. Certes, la seconde mission a également échoué, mais pour des raisons bien différentes de celles qui ont déterminé l'issue de la première. Sur cette seconde mission on dispose pour le moins du témoignage de son organisateur qui fera l'objet d'un article ultérieur.

À l'éclatement de la guerre - et depuis deux ans déjà - le *Hauptmann* (capitaine) Werner Rabe von Pappenheim occupait le poste d'attaché militaire allemand en Chine. Sa nomination à Pékin reflète une nouvelle fois le "tact" légendaire de Guillaume II qui en avait pris personnellement la décision. Tout d'abord, von Pappenheim s'était porté volontaire en 1900 pour participer à l'expédition contre cette même Chine et, sur sa demande, il avait alors été versé dans le 1er régiment d'infanterie est-asiatique allemand. Une fois la révolte des "Boxers" chinois matée, il devait rester encore deux ans avec les troupes d'occupation, avant de retourner en 1903 à son régiment d'origine, le 2ème de la Garde à pied, à Berlin. Promu au rang de *Hauptmann* en 1910, il accéda au Grand État-major, mais celui-ci devait le déléguer bientôt auprès de l'armée japonaise pour une durée de deux ans. Ainsi, lorsqu'il se présenta aux autorités chinoises début 1912 comme nouvel attaché militaire, il avait derrière lui un état de services qui n'a guère dû faire plaisir aux Chinois, ceci d'autant moins que leurs relations avec le Japon n'étaient pas au beau fixe non plus.

La Mandchourie, vaste territoire du nord-est de la Chine, avait été amputée en 1858 - 1860 de toute sa partie située au nord du fleuve Amour ainsi que de celle de l'est, entre l'Oussouri et la Mer du Japon, toutes deux occupées par la Russie[3]. En 1898, Pékin fut même forcé de permettre aux Russes la construction d'une ligne de chemin de fer reliant directement Irtousk à Vladivostok, son unique grand port de commerce donnant sur la Mer du Japon. Cette voie ferrée, le Transmandchourien, suivait alors le tracé le plus court qui la conduisait donc à travers la partie méridionale de la Mandchourie restée chinoise. À Kharbing, une ville dont il sera encore question plus loin, un embranchement partait vers le sud pour relier le Transmandchourien à Port Arthur que les Russes avaient annexé à la fin du XIX^{e} siècle pour en faire un important port de guerre. Simultanément, toute la province chinoise de Mandchourie était déclarée "zone d'influence russe". Cela a eu pour conséquence que la guerre russo-japonaise de 1905 devait avoir la Mandchourie pour principal théâtre des opérations et la défaite des Russes allait entraîner le transfert d'importants gains au vainqueur, comme Port Arthur et la voie ferrée précitée qui reliait ce site à Kharbing.

Faute d'un pouvoir central véritable, la province chinoise de Mandchourie se trouvait encore, à l'éclatement de la Première Guerre Mondiale, aux mains de bandes de brigands de grand chemin, les tristement célèbres *Barbes rouges*. Celles-ci vivent de racket comme de brigandage, et chaque "confrérie" se retournait contre son voisin lorsque l'objectif lui paraissait assez lucratif. Notamment à partir de 1911 lorsque la Chine avait connu sa « Révolution républicaine », l'anarchie était devenue générale en Mandchourie et le pays se trouvait très largement entre les mains de différents "Seigneurs

[2] L'exposé donné ici constitue le condensé d'un article anonyme intitulé *In memoriam, Hauptmann Werner Rabe von Pappenheim* paru dans les bulletins des anciens combattants du 2ème régiment de la garde à pied – XII^{ème} année - n^{o}. 5 (mai 1935). L'auteur remercie ici l'Association Patrimoine de la Grande Guerre et son président, Monsieur D. Guénaff, détenteurs de la collection des bulletins, de lui avoir permis d'exploiter ce texte très précieux.

[3] La Chine n'a jamais voulu reconnaître ces annexions. C'est pourquoi même encore le régime communiste s'est lancé, à l'époque de Mao-Tse-Toung, dans un conflit, certes bref mais très sanglant, avec les Soviétiques en lançant ses troupes jusqu'au-delà des fleuves Amour et Oussouri, dans le but de récupérer ainsi les territoires injustement perdus.

de la guerre". Cette situation devait finalement avoir aussi une influence déterminante sur l'issue de l'opération préparée par von Pappenheim.

Il y de bonnes raisons de penser que le projet de saboter le Transmandchourien sur son tracé sis à l'intérieur de la province appartenant - du moins juridiquement - à la Chine, ait eu l'attaché militaire allemand lui-même pour instigateur[4]. Que la proposition ait obtenu le consentement des autorités militaires - et sans doute aussi des autorités diplomatiques allemandes[5] - paraît également certain, sinon l'attaché n'aurait pas pu organiser son expédition partant de Pékin avec les moyens aussi impressionnants mis à sa disposition : 50 chameaux, une grosse quantité d'explosifs[6], de l'argent en barres d'une contre-valeur d'un million de dollars, puis des armes, des cadeaux et d'autres objets pour s'attirer l'amitié des chefs mongols[7]. Sur ce dernier point, von Pappenheim avait pourtant commis une erreur d'appréciation fatale, en spéculant sur une inimitié des chefs de clan pour la Russie. En réalité celle-ci s'était réservé la bienveillance de la grande majorité des chefs par de somptueux cadeaux et notamment par le versement de grosses sommes d'argent. Ainsi l'empire russe avait-il su profiter au mieux du statut de "zone d'influence russe" octroyé à la Mandchourie chinoise, en corrompant un maximum de chefs locaux. Dans ce contexte, l'idée de von Pappenheim d'aller jusqu'à instruire des Mongols dans l'usage d'explosifs afin qu'ils puissent former leurs propres équipes de sabotage, semble quelque peu naïf, vu le contexte politique en présence.

Von Pappenheim avait également pu compter sur les services de cinq Allemands et de deux Autrichiens. Les deux derniers ainsi qu'un des Allemands, un officier, venaient de gagner Pékin après s'être échappés d'un camp de prisonniers en Sibérie, et cela au bout de fatigues et de peines indescriptibles[8].

L'explication avancée par l'attaché qu'il partait pour une "expédition de chasse" en Mongolie, rend peu crédible l'assertion donnée plus tard que tous ses préparatifs se seraient déroulés dans le plus grand secret. En effet, sa veuve qui devait quitter Pékin en mai 1915, alertée par une succession de bruits faisant état d'une fin tragique de l'expédition, devait écrire plus tard : « *Nous étions entourés d'espions et de mouchards, et, dès l'éclatement de la guerre, j'en avais aussi dans ma propre maison*. » Une telle entreprise ne pouvait donc pas se préparer en cachette.

En décembre 1914, l'expédition quittait Pékin. Après avoir passé Kalgan, elle devait traverser le désert de Gobi. Ses principaux objectifs se situaient entre les villes de Tsitsikhar et de Khaïlar où le Transmandchourien traverse les monts Khingan. En particulier, von Pappenheim se proposait d'y détruire le tunnel de Hsingan. Cet objectif se trouvait à un millier de kilomètres de la capitale chinoise.

En un lieu non précisé, après avoir dépassé Kalgan, la caravane parvint au camp d'un des principaux chefs locaux, le prince mongol Babudshab. Celui se montra très serviable et proposa même

[4] Il serait effectivement difficile d'admettre qu'un attaché militaire en poste dans un pays neutre puisse recevoir l'ordre de son gouvernement de procéder en personne à des actes de sabotage à l'intérieur même des frontières de ce même état, quelque soit la stabilité et la situation politique de celui-ci.

[5] Dans ses souvenirs, la veuve von Pappenheim a bien précisé que le "feu vert" venu d'Allemagne aurait été l'ultime message parvenu encore à l'ambassade en provenance de la patrie, avant l'interruption des communications télégraphiques, due à la perte des relais. Certes, elle parle également d'un "ordre reçu", mais jusqu'à quel point avait-elle été tenue au courant des dessous de cette catégorie de décisions ?

[6] On sait par l'article consacré à la seconde mission de sabotage que les explosifs avaient été procurés à von Pappenheim par un autre Allemand au nom de Klickert qui occupait alors le poste d'ingénieur en chef à la mine chinoise de Ching Hsing. Cela a dû se faire avec la complicité du propriétaire de l'exploitation, un ancien officier allemand devenu général dans l'armée chinoise.

[7] Toutes les citations textuelles d'extraits de l'article paru dans le bulletin du 2e de la garde sont présentées ici en italique.

[8] Il est à peine croyable que von Pappenheim ait réussi à "recruter" même ces prisonniers à peine arrivés à Pékin - et qui se sont sans doute imaginé bien différemment leur retour dans la liberté. Ceci concerne en particulier les deux Autrichiens qui n'étaient point placés sous son autorité. Tout cela renforce encore le soupçon que l'attaché ait été le principal instigateur du projet et qu'il ait alors fait usage de tout son pouvoir - et même en allant au-delà - pour mettre "son" plan à exécution. L'assertion ultérieure de la veuve Pappenheim que ces hommes se seraient portés spontanément volontaires pour participer à l'expédition tout en défiant la mort, ne peut guère convaincre dans ce contexte, ceci d'autant moins qu'elle se disait convaincue, dès le début, que la mise en exécution du projet ne pouvait que signifier la mort certaine pour ses participants.

à von Pappenheim de lui fournir une escorte de 50 de ses guerriers - ce que l'attaché accepta avec joie. Or, le prince se trouvait à la solde des Russes et il communiqua immédiatement le passage de l'expédition à l'ambassade russe à Pékin d'où lui parvint alors l'instruction d'éliminer tous les participants. Il pouvait garder les explosifs, l'argent et les armes, mais devait remettre aux Russes tous les documents trouvés en possession des Allemands.

L'escorte fournie par Babushab passa aux actes quelques jours plus tard, lors d'une halte de midi, regroupant alors les huit Européens autour de leur table de déjeuner. Ils se trouvèrent alors brusquement entourés par les hommes du chef mongol qui ouvrirent sur eux un feu meurtrier de leurs fusils. Seul von Pappenheim trouva encore la possibilité de se défendre un bref instant avant de succomber à son tour. On pilla alors les morts et on brûla les corps sur un bûcher. Quelques jours plus tard, deux chariots mongols arrivèrent à un poste militaire russe avancé, chargés de tout ce que Babudshab avait décidé de remettre à ses alliés, y compris les explosifs. Depuis ce jour et pendant les vingt années qui allaient suivre, l'expédition Pappenheim fut considérée comme disparue corps et âme.

Après des années d'incertitude, une commission mixte - suédoise et allemande - de la Croix Rouge venue à Kharbine en août 1921 devait y apprendre, par la bouche d'un ancien chef d'escadron russe en état d'ivresse, que lui-même aurait anéanti la caravane, à la tête d'un détachement de gardes-frontière tsaristes. Cette version donnée par pure vantardise personnelle devait pourtant rester la seule disponible pendant plus de dix ans. Puis, au début des années trente, un journaliste russe se rendit à Kharbine afin d'y élucider la signification d'un sabre mongol conservé au musée étymologique local et dont on disait qu'il aurait servi à décapiter von Pappenheim et ses compagnons de route. Il y fit alors la connaissance d'un émigré russe qui avait été secrétaire à l'ambassade russe de Pékin pendant la guerre et qui y avait été alors mêlé personnellement à la "surveillance rapprochée" du personnel allemand local. Par son intermédiaire, le journaliste devait ensuite contacter un ingénieur des mines autrichien au service des Russes pendant la guerre[9] et qui avait été chargé par les autorités militaires tsaristes de contacter Babudshab afin d'apprendre de lui les détails sur la fin de l'expédition. Comme cadeau, il devait apporter au prince mongol le sabre en question qui n'avait donc aucune relation directe avec l'exécution des Européens.

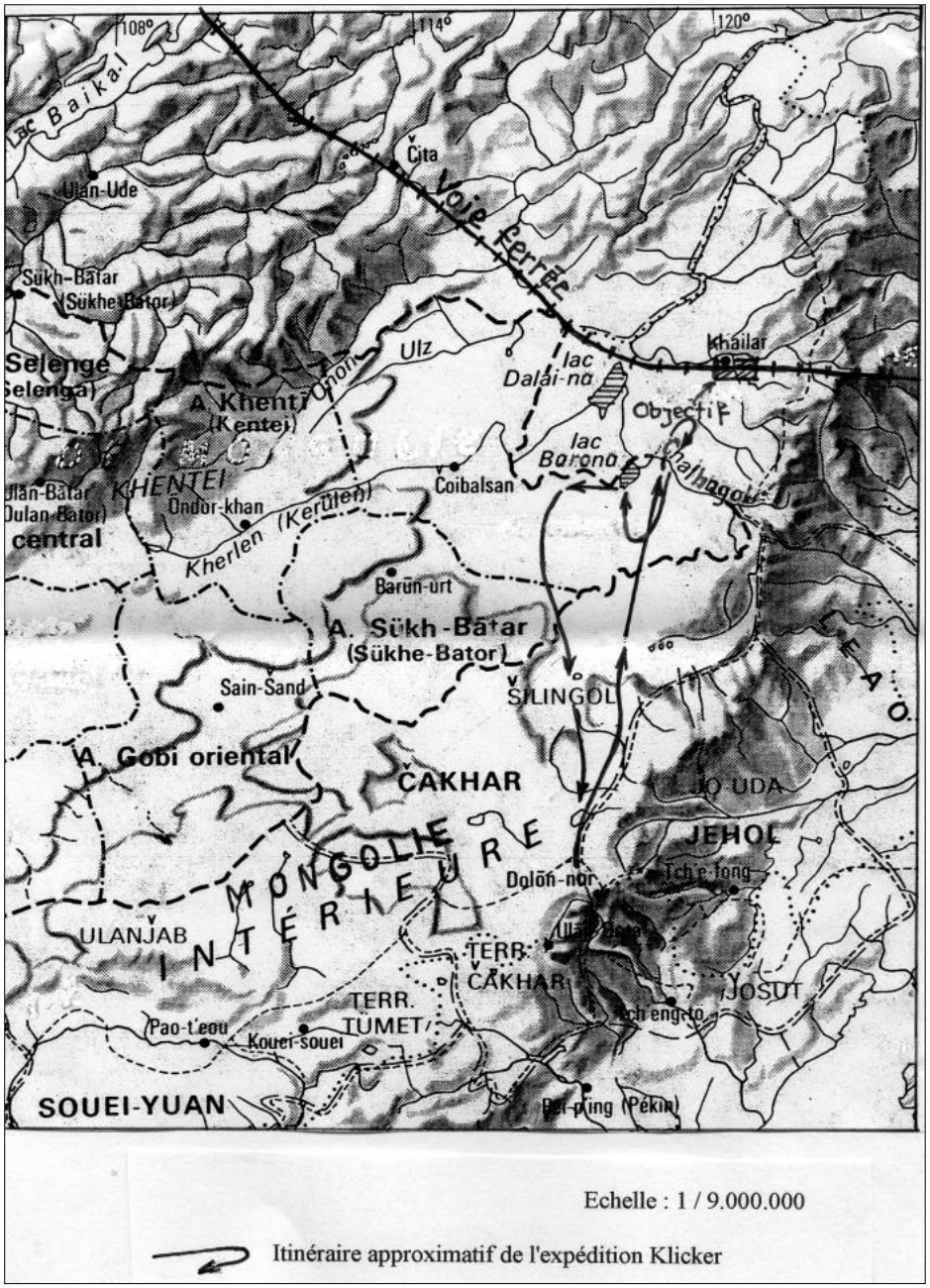
Babudshab accepta alors de faire conduire l'Autrichien jusqu'au lieu du massacre où ce dernier aurait pu se rendre compte, sans contestation possible, de la fin de l'expédition grâce aux restes trouvés sur place. Suite à l'article rédigé ensuite par le journaliste russe et pour vérifier le bien-fondé du texte publié par celui-ci, un grand quotidien allemand envoya à son tour un reporter à Kharbine car certaines allégations de son collègue russe avaient paru pour le moins exagérées. Mais l'envoyé n'a finalement pu que confirmer l'essentiel de la présentation fournie par son prédécesseur.

En 1930, une plaque commémorative avait été placée dans le jardin de l'ambassade allemande à Pékin et qui portait les noms de tous les participants à l'expédition Pappenheim. On y trouve, et c'est un autre élément surprenant, le nom d'un certain Friedrich Quappe, piqueur sur la ligne ferroviaire de Shantoung, une ligne chinoise située au sud de la capitale. Quappe devait certainement servir d'expert à von Pappenheim qui s'était également assuré les services d'un professeur allemand des langues orientales, lui servant d'interprète.

[9] La présence de cet Autrichien au service des adversaires de sa patrie n'est qu'une preuve supplémentaire pour démontrer l'ampleur de toute cette opacité qui caractérisait alors les attitudes et agissements des différentes communautés étrangères vivant sur le sol chinois. Von Pappenheim, affecté depuis deux ans à peine dans ce pays, semble encore avoir été loin d'en saisir toutes les facettes.

II - L'échec de l'expédition Klicker au printemps 1915[10]

Le texte présenté ci-après fait suite au premier article consacré à la "mission Pappenheim", organisée et conduite par l'attaché militaire allemand du même nom en Chine et qui devait s'achever par le massacre de tous ses participants, allemands et autrichiens, en décembre 1914, bien loin encore de leur objectif. L'instigateur de la seconde mission de sabotage, un ancien chasseur à pied allemand résidant en Chine, a publié ses souvenirs sur cette tentative vingt ans après les événements, en 1935[11]. Lui aussi n'est pas parvenu à surmonter les obstacles à la fois ethniques, politiques et naturels, aussi amplement sous-estimés par lui que par son prédécesseur von Pappenheim:



[10] Bulletin *Bretagne 14-18* n°40, mars 2007, pp. 9-12.

[11] Les souvenirs de F. Klicker ont été publiés sous le titre *Meine Kriegsabenteuer in der Mongolei* par le bulletin des anciens du 2ème régiment de la garde à pied – XIIème année – n°10 (octobre 1935). L'association *Patrimoine de la Grande Guerre* qui possède une collection de ces bulletins a eu l'amabilité de m'autoriser, par l'intermédiaire de son président M. D. Guénaff, à exploiter ce texte, et je lui adresse donc ici tous mes remerciements pour cette autorisation.

« À l'éclatement de la guerre, j'étais directeur de la mine de Ching Hsing. J'avais alors la ferme intention de rejoindre Tsing-Tao[12], mais le propriétaire de notre mine, un ancien officier allemand, devenu plus tard général dans l'armée chinoise, venait de tomber gravement malade et j'ai donc dû rester auprès de lui. Lorsque notre attaché militaire à Pékin, le capitaine von Pappenheim, partit avec les membres de son expédition dans le but d'interrompre ladite voie ferrée, j'avais déjà tout mis en œuvre pour y participer. Mais l'état de santé de mon chef ne s'était toujours pas amélioré et j'ai donc dû me contenter de procurer à von Pappenheim la dynamite et les cartouches explosives dont il avait besoin. Lorsque, à la mi-mars 1915, nous étions toujours sans nouvelles de cette mission, j'ai offert spontanément mes services à notre ambassadeur afin d'en organiser une autre. Cette proposition ayant été acceptée, j'ai pu me procurer un stock d'explosifs dans une mine chinoise voisine, sous des prétextes bien éloignés de la réalité. Puis j'ai quitté Dolonnor début mars 1915, accompagné d'un ami allemand et de 10 Chinois qui, au fil des années, m'avaient donné toutes les preuves imaginables d'une fidélité inébranlable. Ils avaient donc mon entière confiance.

L'hiver était toujours présent lorsque nous partîmes vers le nord, chacun habillé en prêtre (lama bouddhiste) et doté d'un passeport russe ou américain. Au total il y avait avec nous 21 bêtes de selle et de bât. Très vite, nous fûmes contraints de nous déplacer exclusivement la nuit et de nous cacher le jour car notre informateur venait d'apprendre que l'on nous avait déjà reconnus comme étant des Allemands, et cela pratiquement dès notre départ. Ainsi, bien des bruits sur nos intentions nous avaient déjà devancés, et lorsque nos accompagnateurs apprirent à leur tour la fin cruelle de la mission Pappenheim, ils furent bien entendu saisis d'une grande frayeur. En effet, toute sorte de racaille rodait autour de nous. Seul le manque d'eau et la faim nous ont contraints d'entrer en contact de temps à autre avec des Mongols, et les nouvelles qu'ils nous racontaient en ces occasions étaient tout autres que rassurantes.

Fin avril 1915, nous parvînmes à franchir la rivière Chalhagol, au nord du lac Borinor (*ou Borono*). Les avant-postes russes n'étaient alors plus très loin. Bien entendu, nos ennemis russes étaient devenus très attentifs depuis l'échec de la mission Pappenheim, et ils avaient donc avancé substantiellement leurs postes de contrôle, par endroits jusqu'à 1.000 kilomètres, au sud de la voie ferrée, notre cible. Cela eût pour conséquence aussi que notre espion envoyé un jour dans la ville religieuse de Youkoudjour, y fut arrêté, puis escorté jusqu'à Khailar. Grâce à un pur hasard nous en avons eu vent à temps, lors d'une rencontre furtive avec une caravane de commerçants chinois, peu avant d'atteindre Youkoudjour. Nous avons donc immédiatement fait demi-tour. Désormais il fallait voyager à la boussole, loin de toute voie de communication importante. Comme le temps était devenu plus clément, nous avons pu nous débarrasser de nos vêtements d'hiver et des objets indispensables en saison hivernale. Nous n'avons donc conservé que l'indispensable : de la nourriture, des armes et des munitions. Déjà, depuis un bon moment, nous avions abandonné également nos tentes, ce qui nous forçait alors à passer les nuits dans celles des Mongols, en général à même le sol. Chacun de nous portait donc sur lui son lot de parasites, des punaises et des tiques de steppe. Notre nourriture devenait très vite misérable, elle aussi. La plupart du temps nous mangions de la viande rôtie coupée en petits cubes que nous transportions dans nos musettes. Notre aspect extérieur délabré était complété par le port d'une longue barbe.

[12] La presqu'île de Kiao-Tchéou dominée par le port de Tsing-Tao, avait été cédée par la Chine en 1898 à l'Allemagne, sous forme d'un bail de 99 ans. À l'éclatement de la guerre, les Allemands y tenaient une force de 2.300 soldats sous les armes, occupant notamment les fortifications établies autour de la ville. Après avoir instauré un blocus naval de la presqu'île, le Japon y fit débarquer 40.000 hommes fin août 1914. Au terme d'une série de durs combats, la garnison allemande se trouva contrainte de capituler le 7 novembre de la même année.

Progressivement nous approchions ainsi de la voie ferrée, mais nous n'étions plus que deux Allemands, car tous nos Chinois avaient dû être renvoyés car nous étions certains qu'ils allaient devenir défaillants au moindre danger réel. Puis, un petit matin, lorsque je franchissais prudemment une succession de dunes matérialisant l'entrée dans le désert de Gobi, je me trouvai soudainement nez à nez avec un chariot plein de voyageurs, encadré par une cinquantaine de guerriers mongols. Mon compagnon qui transportait les explosifs, était encore à plusieurs centaines de mètres derrière moi. J'ai donc pu le prévenir à temps du danger imminent en tirant un coup de fusil en l'air afin qu'il puisse se débarrasser immédiatement de son chargement traître. Nous voulions alors nous présenter aux Mongols comme étant des Américains inoffensifs.

Un instant, j'ai cru pouvoir passer rapidement ce groupe aidé en cela par mon déguisement, tout en leur lançant un simple "*bonjour*" en mongol. Mais j'étais déjà trop près d'eux de sorte que le voyageur, un lama mongol très important, avait déjà reconnu en moi un Européen. Avec mon aspect extérieur délabré et mes vêtements déchirés témoignant de nos privations vécues, il était facile pour lui de me considérer comme étant l'un des soldats allemands recherchés. Et, effectivement, il commença par me faire savoir que depuis un certain temps déjà on nous aurait reconnus, tout en nous gratifiant d'une surveillance discrète. Puis il me conseilla vivement de faire demi-tour sur le champ car quelques kilomètres seulement plus au nord se trouvaient déjà les premiers avant-postes de cosaques et que nous ne pourrions pas les contourner.

Le lama m'a donc paru plutôt sympathique. Mais lorsque mon camarade fut arrivé à notre hauteur et que nous refusâmes fermement de suivre son conseil, il nous fit savoir que, dans ce cas, il ne devait plus nous laisser seuls. Que faire ? Arrivés si près du but, avec la perspective de devoir voyager désormais en compagnie de ce lama plutôt indésirable et de toute son escorte ? Nous tînmes donc conseil à quelques centaines de mètres du chariot. Alors brusquement les guerriers du lama arrivèrent sur nous au galop. Nous avions déjà sorti nos pistolets lorsqu'ils se groupèrent près de nous pour camper, tout en suivant avec des signes d'étonnement chacun de nos gestes et faits. Visiblement, ils ne voulaient plus nous quitter. Notre situation était donc devenue critique car nous avions l'intention de nous sauver pendant la nuit, de franchir à nouveau le Chalhagol et d'atteindre ensuite la montagne boisée de Hsingan, plus à l'est, avant de mettre le cap sur le tracé de la voie ferrée située plus au nord.

Mais nos préparatifs de la première nuit devaient se solder par un échec. Une fois parvenus à cacher une partie de nos explosifs dans les dunes afin d'augmenter ainsi notre mobilité, j'ai perdu mon compagnon de vue et je l'ai retrouvé seulement au lendemain à l'aube. Nous étions donc contraints de passer encore toute la journée sous surveillance, tout en voyant qu'à chaque instant les Mongols dépêchaient une estafette vers le nord tandis que d'autres en revenaient. On semblait donc bien tenir les avant-postes russes au courant de la situation. Mais, selon les apparences, ils n'étaient pas tout à fait certains d'avoir intercepté des Allemands, sinon on nous aurait déjà liquidés comme auparavant les membres de la mission Pappenheim.

À la nuit suivante, lorsque nos voisins chantaient et buvaient de la vodka, nous avons sorti prudemment nos chevaux, ce qui était d'autant plus délicat que chaque bête de selle était doublée d'une autre de réserve ainsi que d'un animal de transport pour les explosifs. Mais finalement nous avons réussi à nous sauver, tout en empruntant une direction sud, et cela aussi rapidement que possible.

Vers midi, nous étions de retour à la rivière Chalhagol que nous avions franchie quelques jours auparavant. Pendant des heures nous y avons cherché un gué, mais, chaque fois, nos bêtes fatiguées s'enfonçaient jusqu'au ventre dans la vase. Au soir seulement, nous avons pu trouver

un passage permettant de nous élancer dans les flots sur un sous-sol solide. Il était grand temps car à l'instant où nous commencions la nage dans les flots glacés charriant les eaux de fonte de neige de la montagne de Shingan, nos poursuivants faisaient leur apparition sur la rive. Mais ils n'ont pas osé s'avancer dans les torrents. Gesticulant et poussant des cris, ils demeuraient sur place.

Plus tard nous avons appris qu'ils devaient ensuite franchir la rivière Ursugol plus au nord sur un bac, ensemble avec des détachements de cosaques, pour engager leurs recherches tout au long du grand axe caravanier qui mène vers le sud. Nous étions donc identifiés. Le franchissement de la rivière s'avérait pour nous extrêmement difficile, et mon animal de bât, qui transportait la majeure partie des explosifs, a même été emporté par les flots et il s'est noyé. Très déçus, nous avons gagné enfin la rive sud, pour voir de loin nos poursuivants partir au galop vers le nord.

Immédiatement nous avons donc repris notre route, malgré la nuit qui tombait. Il fallait partir plein sud maintenant où devait se trouver le lac Borono que nous pensions pouvoir atteindre au lendemain, vers midi. Mais notre carte était bien trop sommaire. Au bout de 24 heures à dos de cheval, il n'y avait toujours aucune trace du lac et nous étions parvenus dans un pays dépourvu de la moindre ressource d'eau. Nos chevaux et nous-mêmes étions bientôt au bout de nos forces. Après avoir réfléchi pendant la nuit, nous sommes parvenus à la conclusion qu'il était encore préférable de tomber aux mains des Mongols que de mourir de soif sur place. Guidés par notre boussole nous empruntâmes donc à nouveau une direction nord, tout en forçant nos pauvres bêtes à avancer en faisant usage de nos cravaches.

Et la chance nous a souri cette fois-ci car, au soir, un lac s'ouvrait devant nous. Cela ne pouvait être que le Borono. Après avoir apaisé notre soif, nous sommes restés encore une journée entière sur ses rivages, en nous administrant un nettoyage de fond et en tirant des poissons au pistolet pour nous procurer enfin un repas, sans sel certes, mais combien délicieux quand même ! Puis nous avons suivi, bien lentement, une direction ouest et sommes parvenus au soir à un ancien poste de douane habité par un vieux Mongol. Celui-ci nous raconta que deux jours auparavant, des cosaques et des Mongols étaient venus chez lui, à la recherche de deux Européens. Puis ils seraient repartis vers le sud. Notre errance dans la région sans eau nous avait donc été salutaire !

Néanmoins, mon projet de sabotage n'était plus réalisable désormais. Le cœur lourd, il fallait y renoncer car nos chevaux étaient tout à fait au bout de leurs forces et surtout, la faible quantité d'explosif qui nous restait ne garantissait plus une réussite de notre projet. Encore quelques jours de repos, puis nous avons entamé notre voyage retour, tout en décrivant un vaste arc par l'ouest afin d'éviter le grand axe caravanier. En chemin, nous avons pu acheter d'autres chevaux aux Mongols, et, au bout de 18 jours d'itinéraire, nous avons finalement pu regagner la ville de Dolonnor, le point de départ de notre expédition commencée avec tant d'enthousiasme, mais qui s'était révélée si périlleuse par la suite. J'ai donc repris humblement mon activité à la mine tandis que mon compagnon qui s'était fait engager dans la chaufferie d'un bateau norvégien pour rejoindre la patrie, via l'Amérique, s'est fait pincer en chemin et a été interné par les Anglais. **»**

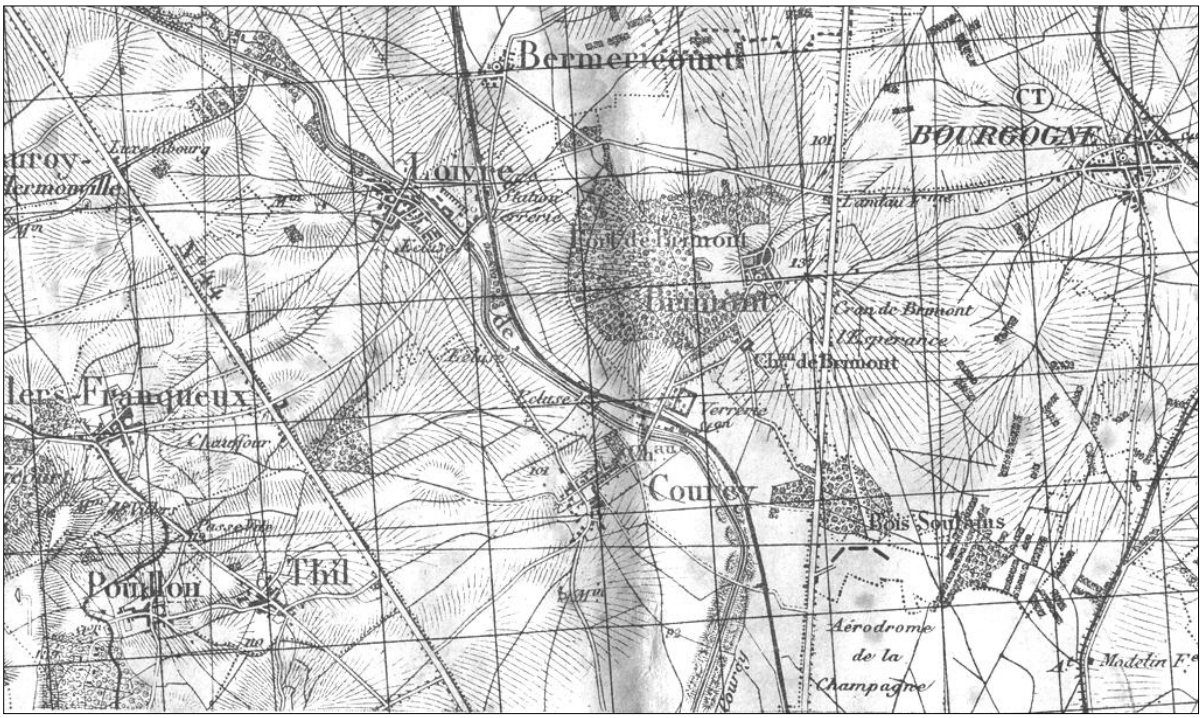
LES FRATERNISATIONS DU FRONT DE COURCY - BRIMONT LORS DU NOËL 1914 [1]

(Contributions de Stéphan AGOSTO, Robert CLÉMENT, Hermann PLOTE et René RICHARD)

Dans la mémoire de nos contemporains, Noël 1914 correspondra au film de Christian Carion de 2005, c'est-à-dire à un émouvant et symbolique rapprochement entre ennemis, Allemands d'un côté, Anglais et Français de l'autre, avec match de football, messe et même concert. Nul doute que les jeunes belligérants de 1914 auraient préféré recevoir en leurs terriers et dans leurs fossés putrides d'aussi belles dames que la cantatrice du film plutôt que la camarde décharnée trop souvent invitée à y faire sa moisson humaine. Depuis le film, les publications et les témoignages se sont succédé sur ces fraternisations.

Si, au fil de nos lectures, nous avons trouvé maintes relations de tels moments pacifiques et trêves, il ne faudrait pas en conclure un peu rapidement, comme le font déjà certains commentateurs et journalistes, qu'ils furent habituels. L'ordinaire du front c'était de tuer et de détruire, c'était le macabre et l'insoutenable, c'était le carnage et l'indicible. Et, lors des grandes offensives comme lors des attaques très localisées, il n'y avait point de place, sous l'ouragan de l'artillerie ou dans l'intensité angoissante de l'action, pour des sentiments de compréhension ou de compassion.

Nous ne pouvons ignorer cependant que des épisodes de fraternisation ou de coexistence pacifique eurent lieu, isolés dans l'espace du front et dans le temps de la guerre, et qu'ils ne furent pas rares, en particulier dans des secteurs bien délimités et assez stables et pendant des fêtes religieuses. Si lors des célébrations profanes nationales (anniversaire de Guillaume II ou 14 juillet), les antagonismes s'exacerbaient, les nationaux concernés pouvant faire preuve d'allégresse, ou leurs adversaires de hargne, à Noël, fête de la Nativité pour les Allemands, les Anglais, les Belges ou les Français, on signala parfois, dans des secteurs très circonscrits et stables, des trêves et même, plus rarement, de véritables rapprochements.



[1] Bulletin *Bretagne 14-18* n° 40, mars 2007, pp. 2-6.

Ceux qui eurent lieu dans le secteur de Courcy – Brimont – Loivre, au nord-ouest immédiat de Reims, sont très exemplaires : les tranchées y étaient bien organisées de part et d'autre, les positions ne bougeaient plus depuis des semaines, on s'observait, on demeurait dans un attentisme vigilant, se bombardant, se tiraillant, sans véritablement s'agresser. Noël arriva dans cette situation de guerre un peu larvée. Ce qui se produisit alors est relaté par des protagonistes des deux camps et cette confrontation des récits n'est pas le moindre intérêt de cette affaire. On note alors des variantes selon les camps ou dans le même camp mais aussi, probablement, selon les lieux de la fraternisation et le moment où le témoin a rédigé son témoignage.

Du côté allemand, le témoignage très précis du soldat Eickold du R.I.R 15, régiment de réserve (X^{ème} Corps de réserve), joint à l'*Historique* de son unité, ainsi que le propre rapport du général Wellmann, commandant la 38ème brigade (X^{ème} Corps actif) nous ont été fournis par Hermann Plote. Sur la ligne française, de nombreuses troupes se trouvèrent impliquées : territoriaux du 75ème R.I.T. de Rennes ou du 78ème R.I.T. de Saint-Malo, 74ème R.I. et 7ème Chasseurs à cheval de Rouen. Stephan Agosto, spécialiste du 74ème R.I. et du 3ème C.A. et Robert Clément, guide apprécié de notre dernier voyage associatif et qui a étudié de façon approfondie l'histoire de ce secteur du front, ont pu glaner quelques témoignages de soldats des unités françaises.

Témoignages allemands

Dans une longue lettre, le soldat **Eickhold** relate ces journées.

« *Le 23 décembre au soir, on a envoyé de façon inattendue notre 2ème bataillon en première ligne car un ordre du général Joffre avait été trouvé cinq jours auparavant, faisant craindre une attaque ennemie pour Noël. Depuis des semaines déjà, un ingénieur de chez nous avait collecté des ampoules de lampes-poche hors d'usage, ainsi qu'une douzaine de piles électriques. Il avait relié entre elles les ampoules et en avait décoré un sapin. Une patrouille est partie dans la nuit du 23 au 24 pour fixer un papier à un poteau du réseau d'obstacles français :* « Demain, nous fêterons Noël ! Ne craignez rien ! » *...Le 24, à 21 heures, la même patrouille* (qui avait fixé le message) *a emporté avec précaution et déposé, près du réseau français, le petit sapin relié par un fil électrique à notre génératrice. Après son retour, l'ingénieur a allumé les ampoules devant les yeux des poilus. En même temps, nous avons sorti de nos abris d'autres sapins pareillement décorés, pour les poser sur le parapet.*

La nuit était magnifique avec des myriades d'étoiles au firmament et la gelée avait couvert les nombreuses flaques d'eau d'une croûte de glace. Et soudain, tout au long de la ligne allemande, on entame la Stille Nacht *! Aucun coup de fusil. Cela encourage d'autres chanteurs et d'autres cantiques suivent.*

Une fois notre récital achevé, un Alsacien de chez nous crie : « Vos chants ont tellement plu aux Français qu'ils demandent de les rechanter ! » *Mais, cette fois, on ajoute le* Deutschland über alles *et les Français répliquent par la* Marseillaise*. Puis, une voix s'élève en face :* « Monsieur X…du Grand Opéra de Paris se donne l'honneur… » *Nous ne saisissons pas la suite, mais déjà il commence à chanter un air d'opéra très connu. Minuit est vite arrivé. Aucun bruit n'a perturbé la séance. Sommes-nous encore en guerre ?*

Le 25 au matin, nous plaçons de nouveau nos sapins sur le parapet. On voit alors en face des bras agiter des képis. Un soldat sort de la tranchée. Trois autres montrent leur buste. Finalement, de chaque côté, un sous-officier va à l'encontre de son homologue. Ils se rencontrent au milieu du glacis, se donnent la main et commencent à converser. Celui d'en face parle l'allemand. Ô surprise ! Il a servi au 5ème régiment de la Garde avant de se faire naturaliser Français. Bientôt une vingtaine d'hommes sont réunis, tous sans armes. La méfiance s'envole rapidement. Les officiers, voyant ce spectacle insolite, sont désemparés. C'est contre le règlement, mais on tente de faire bonne mine. Lorsque le soldat Lüttgen porte un sapin vers la position française, il se fait photographier par un

gradé. On échange des cadeaux. Mais, soudain, un soldat français court le long des lignes et crie : « Camarades ! Le capitaine est en rage ! Il veut faire tirer, revenez vite ! » *On se promet encore de remettre cela pour la fin de l'année. Puis un avertissement encore : un shrapnell français, mais tiré tellement haut que ses billes ne font aucun mal*[2]*. Alors, tout le monde rentre. Mes camarades affirment n'avoir jamais encore serré des mains avec autant de chaleur qu'en cette occasion.* »

Du haut de la batterie de Loivre, le général **Wellmann**, commandant la 38ème brigade d'infanterie (I.R. 78 et 91 de la région de Frise Orientale et d'Orienbourg), va être un observateur privilégié de cette scène du 25 décembre. Il confirme entièrement la description faite par le soldat Eickhold et ajoute :

« *Au bout de vingt minutes, tout le monde est retourné chez lui. Quel spectacle formidable et paisible ! Et tout cela sous un soleil d'hiver clair et chaud, pendant qu'on entendait au loin les cloches de la cathédrale de Reims sonner Noël. J'étais tout prêt à me joindre à cet acte de fraternisation !* »

Étrange et sympathique aveu de la part d'un général. Wellmann poursuit :

« *À midi me parvient un compte rendu du 91ème* (donc un de ses régiments) *sur les événements de ce matin. Tout en demandant du chocolat, des cigarettes et des journaux, les Français ont proposé aux nôtres de fêter Noël ensemble, puis de se tourner en commun contre les Anglais* (allusion confirmée par Eickhold) …

Les petits pioupious (en français dans le texte) *n'avaient point l'air d'être assoiffés de sang. Je me suis amusé en regardant les plus gros grimper par-dessus les obstacles, tandis que les plus agiles les franchissaient en sautant. Conclusion : le réseau ne doit pas être très puissant en cet endroit …*

L'officier en second du I.R. 78 vient me rendre visite. Son régiment a vécu la même fraternisation que le 91ème. Mais les hommes ont avancé avec leurs épaulettes enroulées. Alors les Français leur ont demandé : « Mais où est donc le 78ème ? Est-il toujours à Ypres ? » (le régiment venait de rentrer de quelques semaines d'engagement dans les Flandres)[3].

Témoignages français

De nombreux témoins français ont relaté cette nuit de Noël 1914 où, dans cette région au nord-ouest immédiat de Reims, il semble qu'il y ait eu plusieurs cas de trêves.

Le **lieutenant Ernest Béchu**[4], du 7ème Chasseurs à cheval, note d'abord, pendant qu'il monte en ligne :

« *Aujourd'hui, il semble qu'un mot d'ordre ait été donné pour que des deux côtés l'on cesse de tuer ou de chercher à tuer.* » Puis, en position, il assiste à l'illumination, par les Allemands, sans doute au-dessus du moulin de Courcy, d'immenses sapins pendant que des chants retentissent. « *Nos souvenirs sont encore tout récents de semblables chœurs entendus à Bixschoote dans des moments tragiques. Ce sont bien les mêmes voix justes et harmonieuses qui entonnent un cantique comme ceux qu'elles chantaient là-bas, dans le Nord, avant de pousser les hourras de l'assaut. Mais ici nous ne redoutons rien de semblable.* » D'autres cantiques vont s'élever dans toute la ligne allemande et toute cette ambiance tout à fait inhabituelle et surréaliste dans un quotidien de violence, de haine et de mort laisse perplexes les territoriaux bretons (75ème R.I.T. de Rennes ou 78ème R.I.T. de St-Malo) qui tiennent la position française. Point de sarcasmes ou de moqueries : « *Ils ne parlent pas, nos territoriaux, mais leur pensée voltige au-dessus de la tranchée et nos regrets à tous se fondent en une commune mélancolie.* » Un peu plus tard, se produit, juste devant la tranchée tenue par les Chasseurs, un autre événement que nous rapporte le lieutenant Béchu : « … *C'est encore un cantique inconnu qui, vers la gauche, nous vient des tranchées allemandes les plus éloignées. Le chanteur doit être*

[2] D'après l'*Historique* du I.R. 91, l'artillerie allemande aurait répliqué par quatre shrapnells (note d'Hermann Plote).
[3] *Avec la 19ème division d'infanterie allemande devant Reims* (du 2 novembre 1914 au 23 février 1915), souvenirs du général Richard Wellmann, Plessala, Bretagne 14-18, 2009, traduction et annotations d'Hermann Plote, pp. 74-76.
[4] Marcel Dupont (pseudonyme d'Ernest Béchu); *En Campagne*, Paris, Plon, 1916, pages 290 et suivantes.

debout dans les champs au bord de la ligne ; il doit marcher, venir vers nous, longer toutes les positions ennemies, car sa voix insensiblement se rapproche et devient plus sonore … Quel est donc cet homme qui doit avoir pour mission de parcourir en priant le front des troupes et que chaque compagnie allemande semble attendre pour prier avec lui ? Quelque pasteur, sans doute, qui vient rappeler aux combattants la sainteté de cette nuit et la gravité de l'heure … Et alors nos adversaires directs, les soldats qui occupent les ouvrages en face des nôtres, ces hommes que nous avons pour mission de massacrer dès qu'ils paraissent et qui ont l'ordre de nous fusiller dès que nous nous montrons, ces hommes reprennent tranquillement le refrain du cantique aux paroles mystérieuses et douces » Les cavaliers français écoutent. « *Nul ne se fâche et nul ne raille … Il serait si simple de mettre un terme à cette scène : une simple salve tirée par le peloton qui est ici et tout se tairait … Mais personne n'y songe. Il n'est pas un de nos chasseurs qui ne considérerait comme un sacrilège de faire feu sur ces soldats qui prient.* » Et la voix s'éloigne vers Les Cavaliers de Courcy, là où les lignes ne sont distantes que de cinquante mètres. Et un coup de feu venu des lignes françaises retentit et tout se tait. « *Quelqu'un là-bas a cru faire œuvre utile en tirant sur cet homme … Il en est qui diront que notre haine doit s'étendre indistinctement à tout ce qui est allemand, que nous devons nous acharner sur tout ce qui porte ce nom … C'est égal !… Cette fois, je crois qu'il aurait mieux valu ne pas tirer…* »

Le jour de Noël, se produisit le fameux épisode du lièvre. À 7 heures du matin, le lieutenant Béchu découvre ses chasseurs grimpés sur les banquettes de tir et observant avec intérêt et étonnement deux fantassins français s'avançant dans le *no man's land* pour récupérer un lièvre qu'ils viennent de tirer. Ceci devant des soldats français debout dans leur tranchée ou assis sur le talus de celle-ci et non loin de parapets allemands couronnés de centaines de fantassins. « … *Le nombre des hommes émergeant des tranchées se multiplie. Ils sont sans armes et font des gestes joyeux et amicaux.* » Les chasseurs de lièvre ramassent celui-ci, le brandissent sous les applaudissements des Allemands et sont même rejoints par deux « Prussiens ». Ernest Béchu hésite à faire tirer sur ces hommes désarmés et s'interroge : « *Pouvons-nous tolérer le moindre rapprochement entre les hommes de la nation barbare qui foulent encore notre sol et nos braves frères d'armes qui chaque jour versent leur sang pour le reconquérir ?* » Un tir de quatre fusants au-dessus de la tranchée allemande met fin à cette scène.

Tir qui aurait été déclenché à l'initiative de l'adjudant **J. Desmaires,** si l'on en croit ce dernier. Il était adjudant à la 2ème compagnie du 74ème R.I. de Rouen (il finira sa carrière militaire comme colonel sous le nom de J. Ledruze Desmaires). Il, raconte aussi cette fraternisation dans son livre *Flambée de Souvenirs*, livre qui fut écrit au début des années 50[5]. Ce n'est donc pas un témoignage à chaud et il diffère très sensiblement de celui d'E. Béchu.

« *Le premier Noël, celui de 1914, donna lieu à deux scènes dignes du Grand Guignol.*
Les Allemands chantèrent Minuit, Chrétien *dans leurs tranchées et illuminèrent un arbre de Noël qui étonna bien les soldats de la 4ème compagnie installés à la Tête de Cochon, les territoriaux et les chasseurs à cheval (démontés) des Cavaliers de Courcy. L'après-midi de Noël, un lièvre fut tué par nos fantassins et deux hommes allèrent le ramasser entre les lignes sous les applaudissements des Allemands, puis vers 3 heures, ces derniers sortirent et vinrent converser avec les nôtres devant les fils de fer en échangeant cigares, cigarettes, pain et en disant que c'était la trêve de Noël. Mon camarade, le sergent Guigny, leur demanda ce qu'était devenu le lieutenant Bousquet, blessé quelques jours avant dans leurs fils de fer au cours d'une reconnaissance. Ils apprirent ainsi que le jeune Cyrard relevé mortellement blessé, était enterré à Bourgogne.*

De mon village de Merfy, j'appris tous ces incidents et j'allai trouver le commandant Plessis en lui disant : « Ce qui se passe dans la plaine est inadmissible ! Les Boches nous ont toujours trompés, même en temps de paix. Quand ils venaient en France pour placer leur camelote, ils en profitaient pour

[5] J. Ledruze-Desmaires, *Flambée de souvenirs*, Clermont-Ferrand, Imprimerie G. de Bussac, 1951, page 70.

pratiquer l'espionnage ; aujourd'hui, ils voient comment sont nos tranchées et les emplacements de nos abris. Dans 48 heures, ce sera ma compagnie qui en supportera les conséquences lorsque nous aurons relevé à la Tête de Cochon la 4ème compagnie. » *Sur ma suggestion, le commandant Plessis fit tirer sur la tranchée ennemie quatre obus d'avertissement par une batterie de St-Thierry et chacun rentra chez soi … La fraternisation de Noël était terminée.* »

Charles Toussaint[6], cycliste à la C.H.R. du 74ème R.I., donne une autre version des faits.

« *La nuit du Réveillon avait été, comme d'un commun accord, d'un calme absolu, aussi bien du côté des tirs des fantassins que de celui des artilleurs. On avait entendu des proches* Minuit Chrétiens *ou des* Weihnachten *plus lointains, repris en chœur par des chanteurs qui croyaient fermement que ce serait le seul réveillon à vivre avant la paix prochaine … Le jour revenu, le 25 décembre, un soldat allemand, agitant une serviette blanche, sorti de sa tranchée, avait proposé de venir parlementer avec l'un des nôtres, ce qui se réalisa, sans autre arrière pensée. L'Allemand devait déclarer qu'avec ses camarades, ils avaient décidé de faire trêve pendant toute cette journée de Noël et demandait la réciprocité. C'est ainsi que nos bonshommes et les Allemands se trouvèrent réunis, comme pour une sorte de kermesse, au cours de laquelle furent échangés victuailles et* Delikatessen*, cigares et cigarettes, bières, vins, liqueurs, etc, etc.* » Charles Toussaint se dit surtout étonné de voir ce paysage, habituellement désert et figé, tout d'un coup « *peuplé de tous ces hommes qui voulaient oublier la guerre, au moins pour cette journée de Noël ... Mais la discipline et ses impératifs, sur lesquels on pourrait épiloguer à perte de vue, ne pouvaient s'accommoder d'une telle situation. L'éclatement des 2 ou 3 fusants allait rendre à la plaine son apparence désertique* ».

Gaston Olivier[7] était alors bombardier à la 21e compagnie du 274ème R. I.. Dans une lettre à son épouse du 26 décembre 1914 (il sera tué le 14 janvier 1915) il évoque aussi cette fraternisation.

« […] *je vais ici te raconter une histoire que, si je ne l'avais pas vue, je ne voudrais pas le croire. Je t'ai dit que nos tranchées ne sont pas loin de celles des Boches et qu'il y a à peu près cent mètres qui nous séparent ; or, quand nous sommes arrivés le matin, les Boches étaient en train de chanter Noël à gueule que veux-tu. Ça va bien comme ça jusqu'à 10 heures du matin, mais peu à peu un Français risque un œil au-dessus de la tranchée puis se met à genoux. Aussitôt un 2ème Français en fait autant. Presqu'en même temps, 2 Boches se montrent et commencent à agiter leur calot. Les 2 Français en font autant. Les 2 Boches font signe de venir en levant les bras en l'air, les Français s'avancent, les Boches aussi et puis tous les 4 se rencontrent au milieu de la plaine et se serrent la main. Puis les 2 Boches font signe aux Français, les Français aux Boches et tout à coup, chose qu'on ne voudrait pas croire, voilà toute la tranchée qui se lève du côté des Boches et des Français et nous voilà partis au milieu de la plaine, les bras en l'air et sans armes et aussitôt ce sont des poignées de mains, on se prend par le bras, on danse, on chante Noël ; les Boches offrent des cigarettes, les Français du rhum et vas y toujours pour Noël. Non je te dis, je ne l'aurais pas vu, je ne voudrai pas le croire. Cela a duré une dizaine de minutes et, sur un ordre de l'officier boche, tout le monde est revenu à son poste. Ceux qui savaient parler allemand avaient promis qu'on ne tirerait pas un coup de fusil ce jour de Noël, et en effet, nous n'avons pas tiré un coup de fusil, ni les uns ni les autres. C'est à ne pas y croire ! ! ! Et aujourd'hui ça tire, ça tiraille de tous les côtés. Je ne sais pas ce qu'en pensent les officiers mais c'est une drôle d'histoire.*

Et voilà comme j'ai passé mon Noël. A-t-il bien été occupé ? Seulement il faisait un froid de chien, du temps plus à battre la semelle qu'à écrire même à sa femme. [...] »

Roland Dorgelès[8], à la 3ème section de mitrailleuses du 39ème R.I., évoque aussi cet événement dans plusieurs courriers. Ainsi, à René Bizet.

[6] Charles Toussaint, *Petites histoires d'un glorieux régiment*, Monthivilliers, Imprimerie Binesse, 1973, pp. 53-55.
[7] Correspondance inédite, fonds familial.
[8] Roland Dorgelès, *Je t'écris de la tranchée*, Paris, Albin Michel, 2003, pages 154 et suivantes.

« *Tenez, notre réveillon. Nous l'avons fait dans la tranchée, sous notre abri de mitrailleuses. De temps en temps, quelques balles : bzz... bzz... Les territoriaux chantaient le* Minuit Chrétiens, la Marseillaise, Les ponts de Paris *!!! Les Allemands chantaient* L'Allemagne par-dessus tout *!!*

Eh bien, à notre gauche, à 4 kilomètres, le 24ème prenait, perdait et reprenait 3 fois une tranchée allemande sous un feu effroyable. Et, à notre gauche, le 74ème, c'est incroyable, faisait le réveillon avec les Allemands ! Ceux-ci sortirent désarmés et déséquipés de leurs tranchées, les nôtres les suivirent et, bientôt, dans la plaine, 500 Français et Allemands bavardaient, échangeaient des cigarettes. Des Allemands vinrent boire dans les tranchées du 74ème, des Français allèrent trinquer chez les Allemands. Il en revint à 2 heures du matin, saouls à crever ! Les Allemands les reconduisaient jusqu'au « pied de leur porte » et les nôtres accompagnaient les « Boches » ivres jusqu'à leurs tranchées, pour qu'ils ne se perdent pas ! Un sous-off. allemand, dans la tranchée, déclara en trinquant : « Nous savons très bien que nous sommes foutus. » *Le général dans un ordre du jour extrêmement sévère a jugé la conduite extraordinaire de mon ancien régiment (c'est au 74ème que je me suis engagé)* ».

Il apparaît donc bien que, dans la nuit précédant Noël et pendant la journée de Noël, même si les versions varient dans leurs présentations des faits, il y eut des trêves dans ce secteur de Courcy et de Loivre avec, même, des contacts brefs, mais directs et pacifiques entre des soldats ennemis.

On peut se demander ce qu'il advint ensuite à la nouvelle de cet événement inadmissible pour les commandements. Nous avons lu la réaction assez surprenante du général allemand Wellmann. Celui-ci nous apprend la suite dans son carnet : « *Une note de service du général de division a sévèrement réprimandé le comportement du I.R. 91. Mais, suite à ces reproches, le colonel du régiment jugeant son supérieur mal informé sur l'affaire, a décidé de déposer une réclamation et il m'a demandé d'être son intermédiaire.* » Wellmann va effectivement intervenir personnellement auprès du général commandant la division, Hoffmann, sans cependant lui avouer qu'il avait lui-même tout observé, sans réagir. Ce qui apaisera l'ire de son supérieur, du moins à l'égard de ce régiment. En effet, ajoute Wellmann, « *il a appris par la même occasion qu'une fraternisation s'était déroulée également au niveau du I.R. 78 voisin, et même ailleurs encore. Alors toute sa fureur s'est tournée contre ce régiment …* ».

Le général français **Tassin** se montrera aussi très outré par cette affaire invraisemblable en temps de guerre. Il l'écrit dans une lettre du 25 décembre 1914 retrouvée par Robert Clément aux Archives du Service Historique de la Défense, département de l'armée de Terre.

« *Aujourd'hui, 25 décembre, les Allemands sont sortis de leurs tranchées en grand nombre, sans armes, les mains levées, invitant nos soldats à en faire autant et à venir fraterniser avec eux à l'occasion de la Noël … Il s'est trouvé des hommes dans nos rangs pour méconnaître leur devoir au point de répondre à cet appel, quitter la tranchée et accepter des cigares et des journaux. Un pareil fait est un manquement des plus graves à la discipline et à la dignité. Il constitue une désobéissance à des ordres formels … Les Allemands ne doivent être reçus que comme le mérite un ennemi déloyal, capable de toutes les infamies, c'est-à-dire à coups de fusils et de baïonnette. L'autorité de chefs, à défaut du bons sens des hommes, aurait dû suffire à prévenir une telle faute. Il importe qu'à tous les degrés de la hiérarchie, cette autorité s'exerce avec une énergie qui n'hésite pas au besoin à forcer l'obéissance. Si jamais semblable fait se reproduit, l'ordre du général commandant la Division provisoire est de tirer sur les Allemands même si des Français se trouvent au milieu d'eux.* »

Le lieutenant-colonel **Ch. Brenot**, commandant le 74ème R.I. consignera dans ses notes de service[9] que le général Mangin, commandant la division, avait demandé de fouiller les hommes impliqués et de confisquer les éventuels appareils photographiques (26 décembre 1914). Lui-même proposera des sanctions à l'encontre de 4 caporaux de la 9ème compagnie (28 décembre). Charles

[9] Service Historique de la Défense, Département de l'armée de terre, 25 N 52.

Toussaint confirmera que « *au moins de notre côté, quelques sergents et caporaux furent rétrogradés ou cassés ; les moins débrouillards des 2ème classe furent gratifiés d'heures supplémentaires aux petits postes* ».

Une rencontre insolite : une trêve de Noël entre Français et Allemands (journal anglais *The Graphic*)



AN AWKWARD ENCOUNTER: A CHRISTMAS TRUCE BETWEEN FRENCH AND GERMANS

There was less fraternising on Christmas Day between the French and Germans than between the British and the enemy, but the foes met at some points, and Emile Barraud, of the 39th Regiment, told our artist that some men of his regiment agreed to the truce in order to bury the dead who lay between the lines. The meeting was an awkward one, as the French came out with shovels while the Germans brought cigars. After a French corporal had shaken hands with a German, salutes and cigars were exchanged, the bodies collected and buried, the men returned in silence, and in the evening the firing began again.

« *Il y eut moins de fraternisations entre Français et Allemands qu'entre les Britanniques et les ennemis, mais il se fit quelques rencontres en certains endroits, et Émile Barraud, du 39ème Régiment, relata à nos dessinateurs que quelques hommes de son régiment acceptèrent une trêve organisée afin d'enterrer les morts gisant entre les lignes. Cette rencontre fut d'abord teintée d'une certaine appréhension quand les Français sortirent, la pelle à la main alors que les Allemands apportaient des cigares. Après qu'un caporal français et un Allemand se serrèrent la main, que des saluts et des cigares furent échangés, les corps rassemblés et enterrés, les hommes retournèrent en silence, et dans la soirée la canonnade reprit.* **»**[10]

[10] Le 39ème R.I. de Rouen était en position à Courcy, au bois et à la ferme du Luxembourg, de septembre 1914 à mai 1915.

L'EFFONDREMENT DU FRONT TURC EN PALESTINE VÉCU PAR UN FOREUR DE PUITS ALLEMAND[1]

(Traduction, présentation et annotations du Docteur Hermann PLOTE)

On ne sait presque rien sur l'organisation, le rattachement et les activités des équipes de foreurs de puits allemands, engagés sur le front du Proche Orient dès l'envoi de l'*Asienkorps* en septembre 1917. Au terme d'innombrables difficultés de toutes sortes, ce corps expéditionnaire qui comprenait un peu plus de 20.000 hommes, devint opérationnel en Palestine dès décembre 1917. Il fut renforcé au printemps 1918 encore par le I.R. 146 dont il sera question plus loin[2], ainsi que par le 11ème bataillon de chasseurs de réserve évoqué dans un article précédent[3].

Le récit d'un membre d'une de ces équipes de foreurs qui sera transcrit ci-après[4], ne se réfère malheureusement qu'à la débâcle du front turc à l'automne 1918. On n'y apprend donc rien sur les activités de ces chercheurs d'eau dont on semble avoir abordé certains aspects seulement dans des périodiques spécialisés de l'après-guerre. Quoique rédigé de façon très impersonnelle, le texte qui suit semble bien avoir eu pour auteur l'un des hommes du petit groupe de foreurs qui a pu rejoindre le I.R. 146 au terme d'une longue marche à travers le désert. Visiblement, ces équipes ont donc travaillé sans couverture militaire digne de ce nom, ce qui les a mises dans une situation particulièrement précaire lors de l'écroulement de l'infrastructure militaire turque au Proche Orient.

« En septembre 1918 il n'y avait plus que dix divisions turques, déjà fortement ébranlées, sur le front de Palestine, ainsi que trois divisions de cavalerie et quelques bataillons allemands, le tout sans échelonnement en profondeur ni réserves. Au sud, se battaient les Anglais disposant d'un fort contingent venu des Indes et de l'Australie et soutenu par des Français et des Italiens. À l'est, les tribus bédouines étaient en rébellion ouverte. Et, sur le flanc ouest des forces turques, la Méditerranée était contrôlée par les bateaux de guerre alliés. Cette situation ne pouvait qu'inciter les Anglais à préparer des débarquements de troupes dans le dos des Turcs. Dans la steppe surchauffée, sur les montagnes dénudées et dans la vallée du Jourdain où régnait la fièvre, les débris de trois armées ottomanes attendaient avec résignation leur destin final. Derrière leur front où les bataillons allemands tentaient de maintenir un semblant d'ordre, s'étalait la zone des étapes jusqu'à l'infini. Traversée par une voie ferrée désormais délaissée par la pénurie de charbon et de bois, elle était devenue un vaste champ d'action pour l'espionnage, la trahison, les intrigues. Partout régnaient une lassitude sans bornes, née de cette guerre interminable, et un fatalisme devenu paralysant.

Après une minutieuse préparation, le général Allenby commence par démolir le front turc dans la zone côtière dès la nuit au 19 septembre, au moyen de son artillerie lourde à la fois terrestre et navale. Ses avions bombardiers attaquent sans cesse les voies de retraite turques, les lieux de rassemblement de troupes et les gares, sans se soucier des 4 ou 5 avions de modèle ancien encore en service chez leurs adversaires, ni d'une D.C.A. aux canons usés. Les 200.000 Anglais, soutenus par autant d'Hindous et d'Égyptiens, vont très vite bousculer les 5.000 Turcs et Allemands encore en état de combattre.

---

[1] Bulletin *Bretagne 14-18* n° 43, décembre 2007, pp. 8-11.
[2] H. Plote, « La première expédition turque contre le canal de Suez et ses problèmes d'approvisionnement en eau ». pp. 217-227.
[3] H. Plote, Bulletin *Bretagne 14-18* N°. 36, mars 2006, pp. 8- 9.
[4] Article de J. WULFF-TISTE, membre du 1er Commando Spécial de Foreurs de Puits en Palestine in *Der Frontsoldat erzählt*, 8e année, 1938, N°. 7, pp. 194 à 198.

Ainsi l'aile droite s'appuyant sur la côte est écrasée en premier. Puis, à l'intérieur, les régiments turcs s'enfuient. Resté isolé au centre, le Corps Asiatique allemand du colonel von Oppen résiste encore, mais il doit retraiter vers le nord pour ne pas être encerclé. Sur la ligne de front, plus aucun coup de fusil n'est tiré. Partout le long des pistes et dans les défilés de montagne s'accumulent les voitures démolies, leurs attelages et leurs conducteurs tués pendant que la cavalerie australienne, soutenue par des automitrailleuses, s'engouffre dans la zone côtière.

Le commandant en chef du front de Palestine, le maréchal allemand Liman von Sanders, a établi son P.C. à Nazareth, à 80 km derrière le front. Toutes ses communications téléphoniques avec l'extérieur ont été coupées par les Arabes. Maintenant, les Bédouins guident les cavaliers australiens par des sentiers à travers la montagne en direction des portes de la ville. Leur mission est de s'emparer du P.C. allemand par un coup de main audacieux.

Pendant que le général dort, les Australiens se faufilent dans les ruelles de la ville. Des cris, des coups de fusil, des cavaliers qui sautent à terre pendant que des officiers et soldats allemands en pyjama ou en caleçon descendent les escaliers en courant. Le téléphone de Liman sonne : « *Des Anglais ? Impossible !* » Des télégraphistes, des scribes et agents de liaison affrontent les assaillants. L'*Hotel Germania* est fouillé par les Australiens qui cherchent toujours le général en chef Liman. Mais celui-ci a réussi à s'échapper. Le combat de rue atteint ses sommets. Finalement les Australiens sont pris de doutes sur leur propre situation. Les défenseurs parviennent à neutraliser leurs nids de résistance et à refouler les assaillants. Des camions allemands partent en direction de Damas avec les dossiers secrets. Le maréchal Liman est en route pour Tibéria afin d'y établir une nouvelle ligne de défense entre Samade et Derad. Le coup de main a finalement échoué de peu.

Pendant que les cavaliers australiens se précipitent vers le nord pour prendre en enfilade le flanc turc et couper les voies de retraite entre le Jourdain et la mer, le chérif Fayçal avance avec ses Bédouins contre le flanc gauche des Turcs en Jordanie orientale. Il fait sauter, près de Deriha, la voie ferrée unique qui va au front, empêchant ainsi une échappée des Turcs et des Allemands en direction de Damas. Les Alliés avancent maintenant contre les armées turques ébranlées de partout à la fois. Les survivants sont dispersés dans toutes les directions possibles jusqu'à ce qu'ils deviennent la proie des poignards des Bédouins, des bombes d'avion ou qu'ils partent en captivité. Des bandes assoiffées de sang barrent les routes, coupent les attelages des animaux qui tirent les voitures de train, arrachent les vêtements aux conducteurs avant de frapper sans pitié les corps nus avec leurs massues. Encore hésitent-ils avant de s'attaquer aux détachements allemands résolus à vendre très cher leur peau.

Le personnel des différentes équipes de foreurs de puits, très disséminées sur le vaste territoire derrière le front turc, n'a pu trouver le temps pour se regrouper dans ce chaos général, ni pour se joindre à des unités allemandes de quelque importance. Des 320 de marine anglais anéantissent leurs camps et tuent bon nombre de camarades. D'autres membres de ces équipes partent au plus vite à travers la montagne afin de rejoindre la gare de Toulkarim. Là, ils montent sur un train déjà surchargé de soldats turcs en fuite. La locomotive, surmenée, avance au pas sur la voie en serpentin qui mène à Anepta. Brusquement des bombardiers anglais arrivent à très basse altitude. Leurs mitrailleuses crachent le feu et des bombes explosent sur cet objectif sans défense.

Alors, plusieurs wagons surchargés d'hommes sont coupés du reste du convoi par une bombe et se mettent à partir seuls en arrière. Ils descendent de plus en plus vite la pente en direction de la vallée jusqu'à dérailler dans un virage serré. Sous les décombres gisent tous ceux qui n'ont pas réussi à sauter à temps. Quelques-uns des hommes de nos détachements

parviennent jusqu'à Djenin. Puis, ils poursuivent leur chemin à pied dans la plaine surchauffée de Jesreel, en direction du nœud ferroviaire d'Afoule. Les pieds en sang, torturés par la soif, ceux qui étaient encore assis, deux jours auparavant, près de leurs tentes et réservoirs d'eau, traversent maintenant le désert dans la crainte que les cavaliers australiens aient déjà coupé leur voie de retraite.

Pillés dans un village arabe par les habitants, ces hommes à moitié morts courent toujours à travers la broussaille, dans la poussière, sur le sol caillouteux, jusqu'à ce qu'une patrouille d'Hindous les intercepte. Au moins ces quelques camarades-là ont-ils pu sauver ainsi leur vie, évitant de devenir la victime des Bédouins ou de mourir de soif. Bientôt ils prendront à pied le chemin de la captivité jusqu'aux camps établis près du Caire ; parmi eux l'un de mes meilleurs amis.

En ces jours là, le Corps Asiatique allemand tente toujours de garder un maximum de cohésion dans sa retraite, en tant qu'arrière-garde de l'armée turque en débandade. Les bataillons du I.R. 146 commandés par le lieutenant-colonel von Hammerstein qui avaient monté la garde en bordure du désert près de Salt et à Amman, se replient sur Derna, en direction du nord, par une succession de marches forcées. Et lorsque, le 24 septembre, les Anglais attaquent la ligne de Tibéria, il n'y aura plus que 300 Allemands et Turcs à leur résister près du lac Ghénézareth. Ils seront dispersés par une brigade de cavalerie. Sommairement protégées par le Corps Asiatique, les divisions turques disloquées se replient sur le Liban. Damas est en pleine révolte. Ce n'est qu'au terme de violents combats de rue que les troupes parviennent à traverser la ville et à gagner les voies qui conduisent vers le nord par la vallée de Barad très encaissée, jusqu'à Rajak. Puis ils atteindront le grand axe caravanier qui conduit à Homs.

Liman von Sanders tente d'établir un nouveau front au nord-ouest de Damas afin de défendre les villes d'Alep et d'Adana, les principaux lieux stratégiques de la Turquie asiatique. Dans ce but, le corps allemand est embarqué à Deraa, puis transporté au front de Rajak, entre Damas et Beyrouth. Les trains longent les nuages de poussière soulevée par les colonnes turques en fuite. L'allié a cessé de se battre. Les unités turques envoyées d'Alep vers la ligne de défense du Liban se dispersent en route et se transforment en bandes de pillards. Les fonctionnaires turcs quittent précipitamment la Syrie en rébellion et Liman se trouve contraint d'ordonner la poursuite de la retraite.

Le colonel von Oppen, qui commande le Corps Asiatique, marche jusqu'à Baalbeck où la troupe s'embarque à nouveau à destination d'Adana afin de s'y opposer au débarquement allié qui couperait la retraite à l'ensemble des contingents encore en mouvement. Pendant ce temps, le lieutenant-colonel von Hammerstein marche avec les hommes de son I.R. 146 à la queue de la 4e armée turque qui a gardé un semblant de discipline. En passant par Deraa (Derat), on atteint Damas. La voie ferrée est déjà interrompue en maints endroits par les charges explosives placées par les Bédouins.

Cinq foreurs de puits ont franchi le Jourdain sur un barrage. Ils se traînent maintenant à travers le désert pendant des jours et des jours, ne rencontrant que des pierres, du sable, des Bédouins, des Turcs massacrés, tandis que des chacals suivent constamment leur petit groupe. D'une ligne de crête partent alors des coups de fusil. Des cris en arabe leur indiquent l'appartenance de ces hommes. Une brève fusillade et les nomades partent au galop. Un de leurs chevaux s'est effondré ; sous lui un sac d'eau bien rempli. Mais cette prise si précieuse a été payée par la mort d'un camarade. On l'enterre à la hâte, puis les quatre survivants reprennent leur marche.

En pleine nuit ils arrivent à la route qui relie Deraa à Damas. En suivant son tracé, ils doivent se cacher au passage de deux voitures blindées anglaises. Puis un autre jour se lève. Ils

évitent soigneusement tout campement. Devant eux marchent deux hommes qu'ils rejoignent : des soldats du 146ème qui, une fois séparés de leur colonne, ont été pillés par les Bédouins. Un berger de chèvres leur offre un peu de nourriture et d'eau. C'est par lui qu'ils apprennent aussi que les derniers Allemands sont passés 24 heures auparavant, en colonne de marche. On se fait encore indiquer la direction de Damas, puis on entame une nouvelle marche de nuit. Des coups de fusil claquent un peu partout. Puis c'est une terrible déflagration suivie d'une haute colonne de feu : le dépôt de munitions de la gare de Kadem a sauté. Le 146ème qui marchait devant eux a donc déjà quitté Damas.

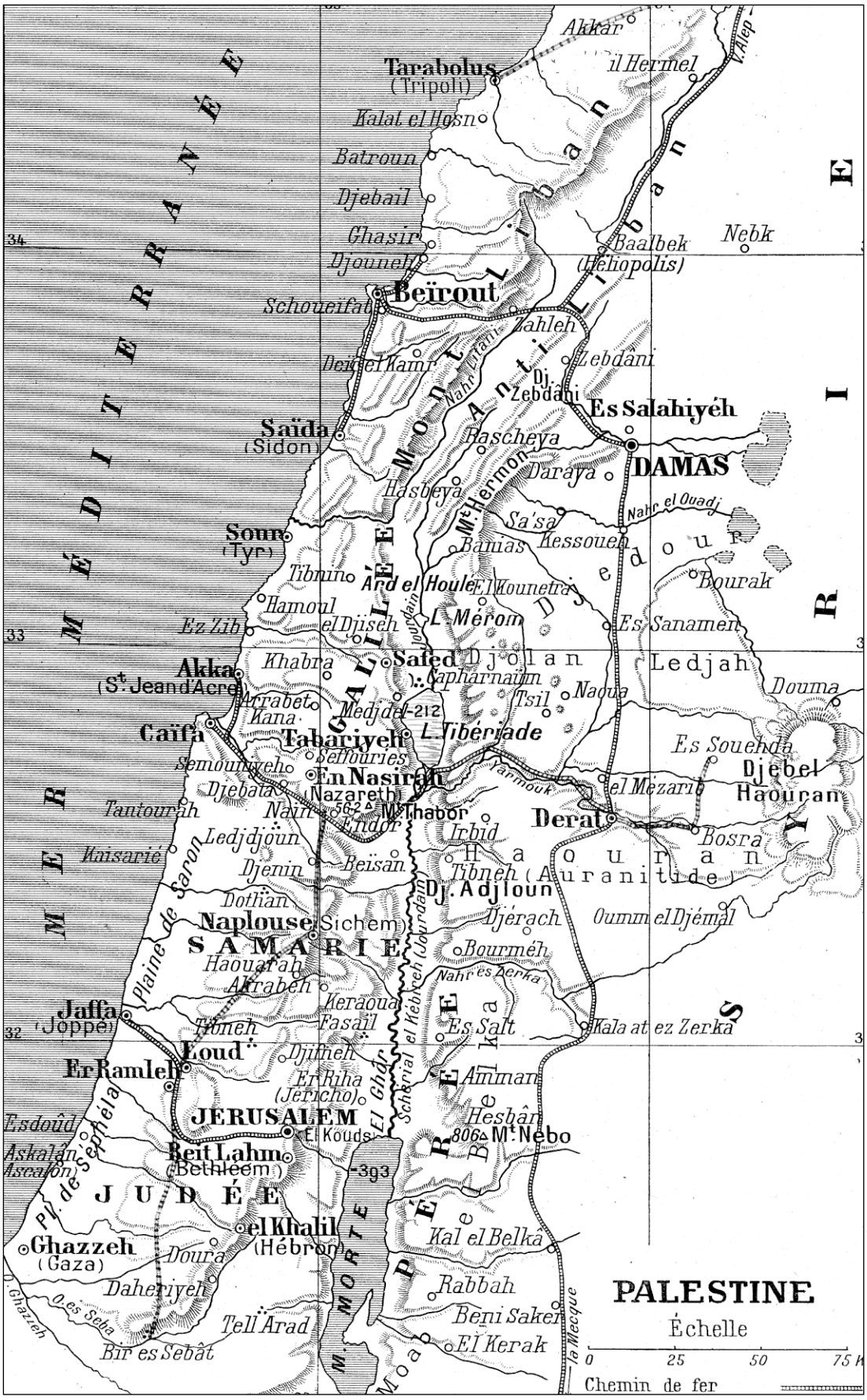
Arrivé en ville, le petit groupe tente d'atteindre la route de Rajak en passant par les faubourgs. Dans la vallée de la Barada, ils tombent sur un convoi de voitures de train allemand détruit. Les cadavres nus de leurs compatriotes et des Bédouins morts témoignent du corps-à-corps sauvage qui a eu lieu ici. La route de Rajak étant déjà coupée par l'ennemi, il faut suivre une direction nord-est, passer par El Kutefe et rejoindre la route des caravanes qui conduit à Homs.

Au bout de six autres jours de marche, les six Allemands gisent en bordure de route, peu devant El Kutefe, totalement épuisés. Vite, ils sont entourés par des Bédouins qui leur arrachent leur uniforme, les sous-vêtements, les bottes et chaussettes. Nus et désarmés, ils restent là pendant que les nomades disparaissent. Les hommes tentent d'aller encore plus loin, mais ils sont au bout de leurs forces et seront alors recueillis par une patrouille montée du 146ème, envoyée pour reconnaître la position des Anglais devant Homs.

Lorsque, le 28 septembre 1918, Alep est perdu, le sort de l'armée turque d'Iracq sera définitivement scellé : elle capitule. Cinq jours plus tard le commandant du Corps Asiatique apprend la conclusion d'un armistice entre la Turquie et l'Entente. Mais une dernière épreuve attend encore les Allemands avant de gagner Constantinople : la traversée de la "vallée de la fièvre" à Adana, appelée à juste titre le "cimetière des Croisés". C'est bien là que le colonel von Oppen mourra du choléra.

Sur le Bosphore croisent les bateaux de guerre de l'Entente. La patrie se trouve encore loin derrière une autre barrière infranchissable : la ligne des Balkans qui se trouve maintenant aux mains de l'ennemi, depuis l'effondrement du front de Salonique. Les combattants du Corps Asiatique seront d'abord internés sur l'île de Principo dans le golfe d'Ismid. Puis, fin janvier 1919, le vapeur *Etha Rickmers* quitte la Corne Dorée, avec à son bord le maréchal Liman, 100 officiers et environ 2.000 soldats allemands. Pendant les trois semaines d'arrêt à l'île de Malte, Liman sera amené à terre et interné, contrairement aux accords passés avant son départ de Principo.

Finalement le premier bateau accostera à Wilhelmshaven début mars 1919. D'autres suivront. Mais combien de tertres couvrent le sol de l'Asie mineure ? Grand est aussi le nombre des disparus dont on n'a plus jamais retrouvé trace dans le sable et parmi les rochers. Ceux de nous, combattants d'Asie, qui ont pu rallier leur patrie, éprouveront toujours de la gratitude envers l'Eternel qui a pris notre destin en main. »


MÉDITERRANÉE
MER MORTE
Akkar
Tarabolus (Tripoli)
el Hermel
Kalat el Hosn
Batroun
Djebail
Ghasir
Djounieh
Beïrout
Schoueïfat
Nahr Ibrahim
Zahleh
Deir el Kamr
Dj. Zebdâni
Zebdani
Es Salahiyéh
Saïda (Sidon)
Rascheya
DAMAS
Daraya
Hasbeya
Mt Hermon
Nahr el Ouadj
Sa'sa
Kessoueh
Banias
Soûr (Tyr)
Tibnin
Ard el Houle
L. Kounetra
Bourak
Hamoul
el Djisch
L. Mérom
Es Sanamein
Ez Zib
Safed
Djolan
Ledjah
Akka (St. Jean d'Acre)
Khabra
Capharnaüm
Douma
Tsil
Naqua
Arrabet
Kana
Medjdel
Caïfa
Tabariyeh
L. Tibériade
Es Souéida
Djébel Haouran
Semouniyeh
Seffouriés
En Nasirah (Nazareth)
Yarmouk
el Mezarib
Djebata
Tantourah
Naïm
Mt Thabor
Derat
Endor
Irbid
Bosra
Kaisarié
Ledjdjoun
Djenin
Beïsan
Tibneh
Hauran
Auranitide
Dj. Adjloun
Dothân
Djérach
Oumm el Djémal
Naplouse
Sichem
SAMARIE
Bourméh
Haouarah
Akrabeh
Nahr es Zerka
Jaffa (Joppé)
Keraoua
Fasaïl
Es Salt
Kala at ez Zerka
Tireh
Loud
Djifneh
Er Ramleh
Er Riha (Jéricho)
Amman
JERUSALEM
El Kouds
Heshân
806 Mt Nébo
Esdoûd
Askalân (Ascalon)
Beit Lahm (Bethléem)
393
JUDÉE
el Khalil (Hébron)
Kal el Belkâ
Ghazzeh (Gaza)
Doura
Rabbah
Daheriyeh
Beni Saker
Tell Arad
El Kerak
Bir es Sebâ
Moab
la Mecque
PALESTINE
Échelle
0 25 50 75 K
Chemin de fer

À LA RECHERCHE DE LA TOMBE DU GÉNÉRAL SAMSONOV[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

Dès sa tout première conception le *Plan Schlieffen* avait concédé au théâtre d'une future guerre à l'Est un rôle secondaire. On voulait y occuper, d'une façon ou d'une autre, les Russes afin de retarder aussi longtemps que possible le déclenchement de leur offensive, ceci jusqu'à avoir remporté la décision à l'Ouest par le " coup de faucille " préparé à travers une Belgique neutre. L'allié autrichien n'avait eu connaissance de ces intentions qu'en 1909, tout comme de la détermination allemande de n'engager qu'une seule armée à l'Est. Très inquiet face à la perspective de devoir ainsi supporter l'essentiel des poussées russes en Galicie, le commandant en chef austro-hongrois Conrad avait pour le moins su arracher à son homologue von Moltke la promesse que la VIII^{ème} armée allemande destinée au front oriental et opérant dans ou devant la Prusse Orientale, allait passer à l'offensive en direction de la Narev, ceci dans le but de fixer ainsi un maximum de contingents russes et d'obtenir en conséquence une atténuation de la pression des armées tsaristes envoyées contre l'allié de l'Allemagne.



Le général Samsonov en 1913

Le plan de campagne russe prévoyait d'engager deux armées au nord, contre la Prusse Orientale: la I^{ère} (armée du Niémen) devait couper les forces allemandes de Königsberg, la capitale fortifiée de la Prusse Orientale. Simultanément, la II^{ème} armée russe, dite de la Narev, avait pour mission de barrer aux Allemands le chemin de leur retraite derrière la ligne de la Vistule. Dès les premiers engagements, la VIII^{ème} armée allemande, nettement inférieure en nombre par rapport aux Russes, s'est trouvée en mauvaise posture de sorte que son commandant en chef, le général von Prittwitz und Gaffron, a même préféré rompre la première grande bataille, celle de Gumbinnen du 20 août 1914, pour annoncer son repli imminent sur la Vistule. Certes, cette possibilité lui avait été concédée " *en cas d'extrême urgence* ". Mais comme elle allait coïncider avec les premières annonces de victoires remportées à l'Ouest, elle a été très mal accueillie par le Haut Commandement allemand.

Le général von Moltke prit alors une décision aussi rapide que hardie en destituant sur le champ le général von Prittwitz qui était pourtant un ami personnel de Guillaume II, très estimé par ce dernier. Une telle hardiesse de la part du chef du Grand État-major a fait sensation dans les cercles bien informés de son caractère plutôt hésitant et dubitatif. Et, en effet, von Moltke n'a plus su se décider d'agir à nouveau ainsi lorsque, à moins d'une quinzaine de jours plus tard, les deux armées allemandes de l'aile droite en France avaient été manœuvrées, par leurs généraux respectifs, dans une situation très précaire pendant la bataille de la Marne. En tout cas, von Prittwitz fut immédiatement remplacé à l'est par le duo Hindenburg - Ludendorff.

[1] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°46, septembre 2008, pp. 2-5.

Très vite aussi, ces deux nouveaux chefs ont décidé de s'attaquer en priorité à l'armée russe de la Narev, la plus dangereuse dans l'immédiat, et de lui porter un coup décisif. Pour la mise en œuvre de cette tâche pleine de risques, ils ont pu bénéficier de trois avantages substantiels :

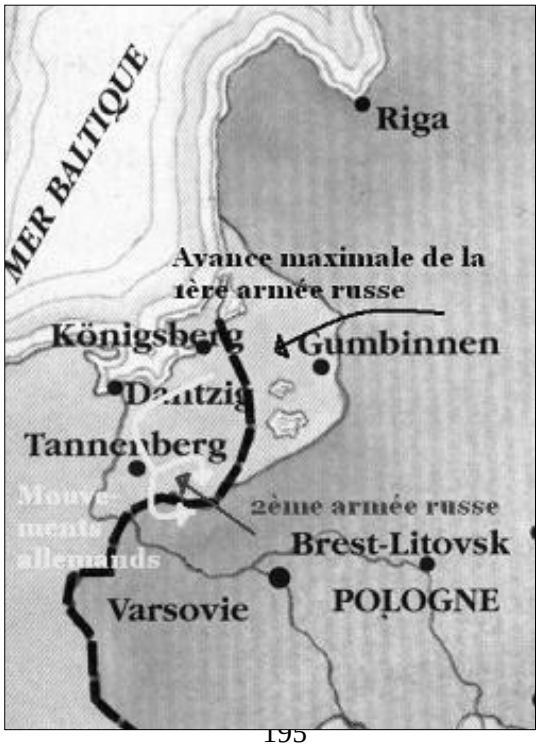
1 - Les liaisons radio des Russes se faisaient, dans une large mesure, en clair, suite à des problèmes de disponibilité de leurs livrets de code chiffré d'une part, mais aussi d'un déchiffrage rapide du code russe par les Allemands.

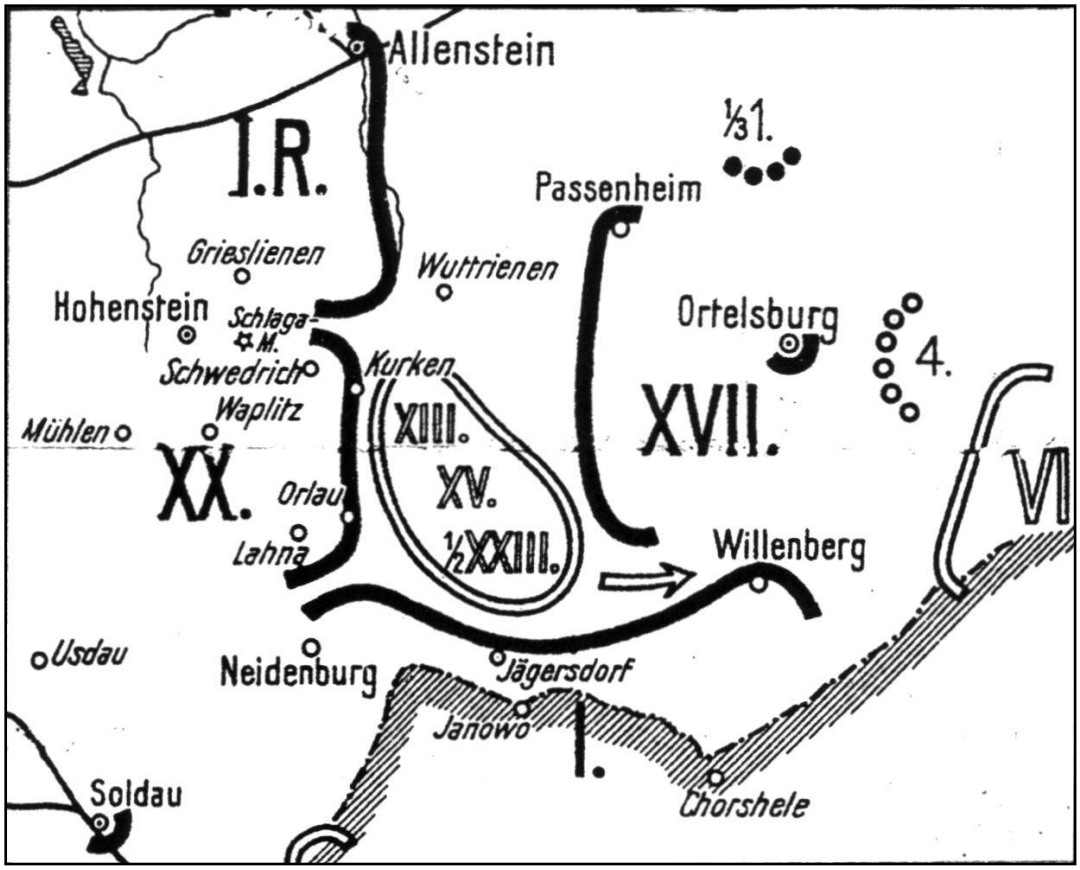
2 - Il y avait une forte animosité entre les généraux commandant la I^{ère} armée russe (Rennenkampf) et la II^{ème} (Samsonov). Chacun refusait ostensiblement à l'autre de lui venir en aide. Cela devait par ailleurs ressembler, sous bien des aspects, aux rivalités entre les généraux à la tête des I^{ère} et II^{ème} armées allemandes sur le front occidental.

3 - Il convient de citer également la forte pression exercée par une France de plus en plus en difficultés, afin que les Russes passent au plus vite à l'offensive en direction de Berlin. Cette précipitation a créé de nombreux problèmes aux Russes de sorte que leurs deux armées précitées étaient encore loin d'être opérationnelles lorsqu'elles furent engagées dans leurs premiers grands mouvements offensifs.

Ces circonstances, associées à la réelle supériorité des facultés tactiques et stratégiques du duo Hindenburg – Ludendorff, devaient permettre aux Allemands de remporter la bataille de Tannenberg, entre le 26 et le 30 août 1914. Celle-ci s'est soldée surtout par l'encerclement et l'anéantissement de deux corps d'armée et demi appartenant à l'armée de la Narev. Face à ce désastre de grande envergure, son commandant en chef Samsonov devait mettre fin à ses jours en se tirant une balle dans la tête.

L'article exposé ci-après a paru en 1935 dans le journal *Deutsche Zeitung*. Il est signé par le président (von Poser) du conseil du canton d'Ortelsburg où s'était effectué l'essentiel de la recherche de la tombe du général Samsonov. L'auteur s'était ainsi trouvé directement mêlé aux enquêtes et il constitue donc un témoin tout à fait digne de confiance. Au lecteur qui voudrait se renseigner plus amplement sur cette affaire, il est recommandé de lire la traduction française du livre du général tsariste A. A. Noskov, paru en 1935 chez Payot, *Le mystère de Tannenberg*. Certes, la présentation de Noskov tend vers une interprétation très romancée des événements. Mais on y trouve aussi quelques photographies intéressantes comme le portrait du défunt, un cliché du monument érigé à sa mémoire par les Allemands ainsi qu'un autre montrant sa veuve lorsqu'elle enquêtait sur la mort du général auprès de prisonniers russes détenus dans des camps en Allemagne.





L'encerclement du gros de l'armée Samsonov dans le sud de la Prusse Orientale ((situation au 29-30 août 1914) La flèche indique la direction prise par l'état-major de l'armée Samsonov pour regagner la frontière russe.
(Source : *Reichsarchivwerk* - vol. 2 - 1925) (Échelle : 1/1.200.000e)

« Récemment, on a vu paraître un certain nombre d'articles sur la « mort véritable » de l'adversaire de Hindenburg mais qui ne sont pas tout à fait conformes à la réalité. Comme, en ma qualité de président de conseil d'Ortelsburg, j'ai vécu toutes les phases de recherche pour retrouver la dépouille mortelle du général puis son transfert en Russie, voici ma version des faits.

Après la bataille de Tannenberg le général Samsonov avait été porté disparu, mais il n'y avait plus de doute possible qu'il avait cessé de vivre. Comme le cœur de la bataille s'était trouvé près de Willenberg, la tombe du général devait se trouver ou dans mon canton d'Ortelsburg ou dans celui de Neidenburg qui lui est attenant. Mais les gendarmes chargés de l'enquête n'avaient pas pu la localiser et il avait fallu interrompre les recherches lorsque, le 11 novembre 1914, les Russes occupèrent à nouveau la majeure partie du canton d'Ortelsburg et en particulier le secteur de Willenberg où il y avait le plus de chances de trouver le général. Ici, les combats se poursuivirent jusqu'au début de l'été 1915 et ils n'ont réellement cessé qu'en juillet, avec l'assaut donné aux forteresses russes sur la Narev.

En attendant, l'épouse du général avait déjà commencé par interroger les huit officiers d'état-major qui avaient réussi à regagner le territoire russe avant la fermeture du verrou allemand. Il lui importait surtout d'apprendre quand et où exactement le général s'était séparé de son entourage pour mettre fin à ses jours. Dans le courant de l'été 1915, l'Allemagne devait signer une convention avec la Russie, par l'intermédiaire de la Croix Rouge danoise, afin que les camps de prisonniers des deux belligérants soient rendus accessibles à des infirmières de la

partie adverse. Simultanément, avec l'envoi de trois infirmières allemandes en Russie, trois Sœurs russes ont été autorisées à se rendre dans les camps en Allemagne dès le mois d'août 1915. Parmi ces dernières se trouvait Mme Samsonov qui voulait se renseigner personnellement sur le sort de son époux. Le Ministère de la Guerre à Berlin lui avait délégué le capitaine comte von Bönigk pour qu'elle puisse accéder aux camps de la Prusse Orientale et Occidentale où étaient détenus les prisonniers pris à la bataille de Tannenberg. Mais le seul renseignement valable recueilli ici était la confirmation que le général s'était trouvé, le 29 août 1914 au soir, dans la région de Willenberg.

Le capitaine von Bönigk accompagné par Mme Samsonov, est donc venu me voir dans le même but à Ortelsburg, en septembre 1915. J'ai remis alors aux deux visiteurs mes dossiers concernant les tombes russes relevées sur le territoire de mon canton. Plus tard seulement on a pu vérifier que celle du général y avait été portée comme appartenant à un officier russe non identifié. J'ai recommandé également au capitaine von Bönigk d'aller contacter l'instituteur Czensel dont je savais qu'il était resté sur place pendant la première invasion russe. Comme celui-ci n'a pas non plus pu fournir les renseignements souhaités, il l'a envoyé au forestier Russius qui logeait alors au Carolinenhof, près de Willenberg, dans une maison forestière tout près du hameau de Klein-Piwnitz. Russius connaissait, en effet, la seule tombe d'officier russe du secteur.

Le 19 septembre il s'est donc rendu, avec le comte et Mme Samsonow, jusqu'au hameau précité où habitait l'ouvrier forestier Jedamski. On savait que celui-ci avait trouvé le cadavre d'un officier russe quelques jours après la fin de la bataille, dans une clairière et il l'avait ensuite enterré sur place avec l'aide de quelques habitants.

Comme le mort était vêtu d'un simple manteau militaire, il n'avait pas été reconnu comme étant un officier supérieur. Mais Jedamski avait pris sur lui un médaillon qui montrait le portrait d'une dame et de ses deux enfants. Cela a permis immédiatement d'identifier la sépulture comme étant celle du général disparu sans qu'on ait été forcé d'ouvrir préalablement la tombe. Le général s'était séparé de son État-major au matin du 30 août 1914 et s'était ensuite tiré une balle dans la tête avec son arme de service.

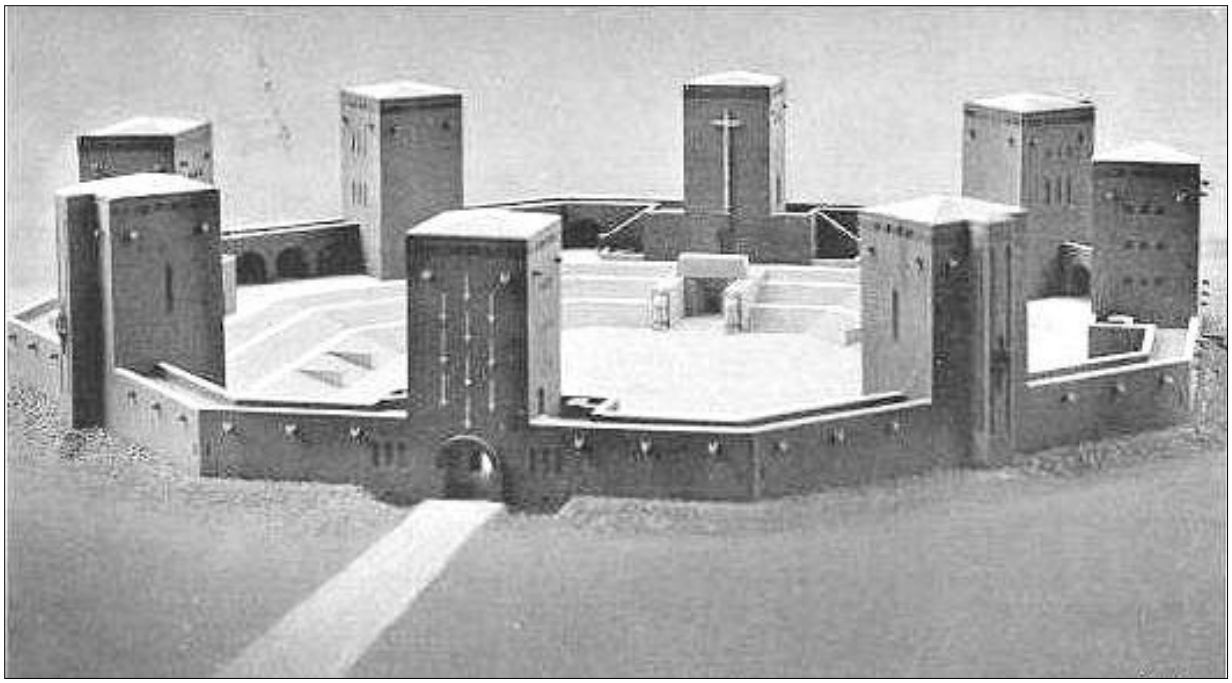
La procédure de restitution du corps du général à la Russie a donc été engagée sur le champ et, très rapidement, le gouvernement allemand a donné son accord pour un rapatriement. Ainsi, en novembre 1915, la veuve Samsonov est revenue avec le même capitaine von Bönigk afin d'assister - à une certaine distance du lieu et en priant - à l'exhumation du général. Avec une garde d'honneur fournie par les chasseurs à pied de la garnison d'Ortelsburg, nous avons assisté ensuite au transfert du cercueil jusqu' à la gare de Gross-Dankheim d'où il devait partir pour la Russie, via le port de Sassnitz d'abord et la Suède ensuite.

Le 16 novembre 1915 le premier secrétaire de l'ambassade russe à Stockholm a dûment certifié la prise en charge du cercueil. Quant à son ancien lieu d'inhumation, celui-ci a d'abord été clôturé et doté d'une double croix orthodoxe en bois. Plus tard l'administration de mon canton a érigé ici, en coopération avec les Eaux et Forêts, un monument en pierres erratiques portant cette inscription :

Général Samsonov, l'adversaire de Hindenburg
dans la bataille de Tannenberg,
mort le 30 août 1914.

Le général Noskoff dont le livre *Der Mann der Tannenberg verlor* (*L'homme qui a perdu Tannenberg* dans sa traduction littérale de l'allemand)[2], a visité en personne les lieux après la guerre.

Mais je n'ai pas eu l'occasion de le rencontrer. Il a présenté une version de l'identification de Samsonov qui n'est pas tout à fait conforme aux réalités. Ainsi, si l'ouvrier forestier n'avait pas pensé un instant à se trouver en présence de la dépouille mortelle d'un général, ceci était dû au fait que les officiers de son état-major tout comme lui même avaient ôté de leurs uniformes et brûlé tous les insignes de leur grade respectif. »



Le monument commémoratif de la bataille de Tannenberg[3], érigé de 1924 à 1927 près de Hohenstein en Prusse orientale.

[2] Le lecteur notera la différence profonde entre les titres choisis pour le livre du général Noskov, tant dans sa traduction française qu'allemande. Pour les Allemands qui avaient assisté à l'exhumation de Samsonov, aucun doute ne subsistait sur les circonstances de la mort du général, donc sur son suicide. Visiblement, Noskov qui n'était venu sur les lieux qu'après la guerre, avait voulu laisser entrevoir la possibilité d'une mort plus honorable de son collègue Samsonov, pouvant même laisser supposer une exécution délibérée du général par les Allemands. En ce point, il s'est fabriqué indirectement un allié en la personne de M^{me} Samsonov en prétendant que celle-ci avait assisté de près à l'exhumation, tout en laissant ainsi sous-entendre qu'elle avait pu donc avoir une autre idée sur les circonstances de la mort de son époux. C'est pourquoi le président von Poser a tant insisté, à la fin de son récit, sur le fait que la veuve du général était restée à une certaine distance du lieu en priant. Et il y a de bonnes raisons de penser également qu'après l'arrivée du cercueil en Russie, elle n'ait pas voulu revoir le corps de son mari, certainement déjà dans un état de décomposition avancée. Tout ceci a encouragé Noskov à risquer, au sujet de la fin de Samsonov, à la conclusion de son livre, que « *le secret de sa mort est descendu avec lui dans la tombe* ».

[3] En janvier 1945, on le fit sauter pour l'empêcher d'être profané par l'avance de l'Armée rouge. Le cercueil d'Hindenburg et celui de sa femme furent extraits de la crypte et transférés à Marburg-sur-la-Lahn dans l'Élisabeth-Kirche.

AOÛT 1918 DANS L'AISNE
OU L'IMPROBABLE RESPECT AU CŒUR DE LA BATAILLE[1]

(Par Jean-Noël CHAPRON, Hermann PLOTE, Michel PORCHER et René RICHARD)

Jean-Noël Chapron, au hasard de ses recherches au Centre d'Archives Contemporaines de Fontainebleau, a découvert avec étonnement, dans l'état-civil du 71ème R.I. de Saint-Brieuc, une série d'actes de décès de soldats allemands, dont les cadavres furent découverts dans le même secteur, pratiquement le même jour. L'enregistrement officiel de ces morts allemands par l'état-civil militaire français ayant été assez rare, nous avons voulu en savoir plus sur les conditions du combat où tombèrent ces hommes, sur ces soldats eux-mêmes et sur l'officier du régiment breton qui en eut le respect et prit le temps d'enregistrer leurs décès. Jean-Noël Chapron, Hermann Plote et Michel Porcher sont allés à la quête des documents, René Richard rédigeant la synthèse de ce petit dossier.

Le 28 juillet, à la cote 206, au nord immédiat de Le Plessier-Huleu (Aisne) est relevé par des brancardiers du 71ème R.I. le cadavre d'Hermann Hannemann, soldat du 210ème Régiment d'Infanterie de Réserve allemand. Le 2 août, toujours sur cette colline conquise de fraîche date par la 19ème D.I. française, ce sont les cadavres de Richard Geschke, de Karl Klütz et de Alois Cheray du même R.I.R. 210, ceux du *Vizefeldwebel* Karl Reinhard, de l'*Unteroffizier* Ernst Hopfmann et de Karl Wilke du R.I.R. 234 et celui de Gustav Fischer du I.R. 85 qui sont recueillis et identifiés. Ces 9 soldats allemands, presque tous décédés lors des combats des 19 et 20 juillet (à part Alois Cheray et Gustav Fischer), sont soigneusement enregistrés dans l'état-civil du 71ème R.I. par le capitaine Bauduin, inamovible officier des détails du régiment du 2 août 1914 au 11 novembre 1918. Ce dernier poussera son zèle si respectueux de ces soldats ennemis jusqu'à dessiner les plaques d'identité des décédés et noter ce qui y était inscrit. Puis, les hommes furent inhumés et, nous le pensons, leurs familles avisées.

Anecdote banale mais qui dénote chez cet officier une attitude de tolérance et de compréhension qui n'était pas très répandue dans les armées de deux camps qu'on entraînait plutôt à se haïr et à sauvagement s'étriper.

Qui était le capitaine Bauduin, pourquoi sa conduite nous paraît-elle exceptionnelle, dans quelles circonstances ces 9 soldats allemands ainsi reconnus sont-ils décédés et qui étaient-ils ?

Le nom d'Alcide Bauduin, né le 19 juin 1878 à Lecelles dans le Nord, ne figurera pas au Panthéon des « héros » de la Grande Guerre. Engagé à l'issue de son service en 1898, il gagna le grade de sergent-major en janvier 1902, celui d'adjudant en janvier 1911. Possédant sans doute un solide bagage scolaire, il fut promu sous-lieutenant en 1913, juste avant d'être muté au 71ème R.I.. Il partit en guerre comme officier de détails du régiment et en revint après avoir occupé cette fonction pendant tout le conflit, tout en y gagnant son 2ème galon, celui de lieutenant, en janvier 1915, puis son galon de capitaine en octobre 1916. Il ne bougera plus de ce grade. Il fut admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite provisoire le 19 juin 1931 et sera rayé des cadres de l'armée en 1936. Vieux célibataire, il se mariera pourtant en 1920 à une demoiselle Duclos Augustine, avec l'aval de sa hiérarchie qui jugera la fiancée de famille honorable, ayant reçu « *une belle éducation* », jouissant d'une « *belle situation de fortune* » et faisant preuve « *d'un patriotisme très sûr* ». Tout ce qu'il fallait pour qu'elle fût reconnue « *digne de devenir la femme d'un officier* ».

Les notes d'Alcide Bauduin furent toujours fort correctes[2]. Il était cependant de constitution médiocre, peu apte à monter à cheval et surtout considéré, après la guerre, comme incapable de diriger une compagnie, *a fortiori* un bataillon. En 1931, il fut aimablement poussé vers la retraite. Par contre, dans un emploi sédentaire, celui de comptable ou de gestionnaire, il était loué pour sa conscience et sa

[1] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°50, septembre 2009, pp. 10-16.

[2] Dossier d'officier du capitaine Alcide Bauduin consulté par Michel Porcher au Service Historique de l'Armée de Terre (aujourd'hui Service Historique de la Défense, département de l'Armée de Terre) de Vincennes.

compétence professionnelles. En septembre 1919, le régiment le cita à son ordre : « *Au front, durant toute la campagne. A, en toutes circonstances, donné des preuves de courage et d'initiative. Chargé pendant les opérations de l'Aisne en juillet 1918 du ravitaillement en munitions, a, en pleine bataille, sous un feu très violent, assuré cet important service en se portant de sa personne aux points les plus battus pour s'assurer de l'exécution de ses ordres.* » Il fut élevé au grade de chevalier de la Légion d'Honneur le 16 août 1920.

Voici donc, rapidement esquissé, le portrait du modeste, effacé, consciencieux et plutôt terne capitaine Bauduin. Rien d'un meneur d'hommes. Il devait pourtant posséder quelques précieuses qualités humaines pour prendre en compte dans son état-civil régimentaire 9 jeunes Allemands. Ces inscriptions de soldats ennemis dans un tel registre officiel sont en effet si rares qu'on ne peut que les souligner.

Ceci nous amène à un bref développement sur les attitudes et conduites, pendant la guerre, à l'égard de la mort et des morts.

D'août 1914 à novembre 1918, et même après l'armistice, la mort frappa partout, surtout dans la tranchée ou sur le parcours des attaques, mais aussi, juste derrière le front, dans les ambulances ou les hôpitaux d'évacuation (H.O.E.), et très fréquemment, dans les hôpitaux de l'arrière. Selon le lieu où la mort survenait et les circonstances de ce décès, le sort des cadavres était différent.

On identifiait, on enlevait, on saluait et on inhumait, quand on le pouvait, ceux qui avaient été tués dans les tranchées ou avaient expiré dans les ambulances ou H.O.E.. Ces derniers honneurs étaient, par le danger des tirs, interdits pour les soldats tués entre les lignes. Un blessé terré ou abandonné dans le *no man's land* pouvait interpeller ou même perturber les vivants par ses appels, plaintes, reproches ou insultes. Il était recherché et évacué, quand la bataille ou l'ennemi le permettaient. Nulle urgence n'obligeait par contre à la récupération des soldats morts laissés dans le reflux du combat. On constatait leur disparition, leurs amis proches les regrettaient et l'oubli s'installait vite, l'actualité de nouveaux affrontements dramatiques, de nouvelles hécatombes, générant d'incessantes amnésies. Devenus objets inanimés du chaos du champ de bataille, les cadavres connaissaient des sorts bien variables selon les circonstances du combat, leur intégrité, leur état de conservation ou leur nationalité.

Les soldats vivaient avec la hantise de la mort, compagne effrayante et quotidienne dont on parlait peu mais à laquelle on pensait sans cesse. Les cadavres qui gisaient, étalés ou dispersés, sur le terrain clos des combats, ceux qui « séchaient » dans les barbelés ou qui se décomposaient pendant des jours, des semaines ou des mois, leur odeur permanente et épouvantable, les nuées de mouches qui s'y repaissaient, les corbeaux ou les rats qui les dévoraient ne pouvaient que ramener les pensées des vivants à cette destinée éventuelle, voire, dans certains secteurs, probable.

Ainsi, Louis Mairet écrit le 7 septembre 1915 : « *J'achève, dans une dernière jouissance,* Pâques d'Islande, *d'Anatole Le Braz. La* Nuit des morts *en Basse-Bretagne évoque en moi de noirs pressentiments. L'air funèbre que dégage ce dernier conte, les légendes sombres où se complaît une race demeurée naïve, ... accumulent en moi les raisons de croire en de mauvais jours, de deviner, et à regret, des malheurs prochains, de me prédire, pour la semaine qui vient, une dure traversée, où je serai ballotté sur de rudes lames.* »[3] Même les « *races* » moins « *naïves* » vivaient au front avec la hantise continuelle de la mort. Mais, de côtoyer en permanence la Camarde, la Faucheuse, l'Ankou[4] provoquait par défense, par résignation, par obligation ou par accoutumance une sorte d'indifférence à l'égard des morts. Ceux qui ont visionné le petit film tourné sur les « charrettes du Bois Le Prêtre » ont pu constater cette forme de détachement des membres de l'équipe des fossoyeurs chargés de vider les

[3] Louis Mairet, *Carnets d'un combattant*, Paris, Georges Crès et Cie, 1919, p. 84. Cet officier tomba le 16 avril 1917, à Craonne.
[4] L'Ankou (*an Ankoù*) est la personnification de la Mort en Basse-Bretagne.

charniers de ce sinistre secteur.

Par hygiène autant que par respect des morts, quelques rares trêves furent tacitement convenues pendant lesquelles des équipes de brancardiers allèrent ramasser entre les positions les morts de leur camp.

Mais, pour la plupart, ces innombrables cadavres perdus entre les lignes disparurent, pulvérisés par la pluie d'obus, réduits à l'état de squelettes par la vermine et mêlés à la glèbe qui consent encore aujourd'hui à restituer des ossements que l'on jette hélas, presque toujours, sans autre forme de recherche ou de cérémonie, dans un ossuaire, restes anonymes parmi les restes d'inconnus[5].

Lors d'avances limitées, les brancardiers « nettoyaient » aussi le terrain conquis ou le faisaient nettoyer par les prisonniers, en particulier pour enterrer les cadavres de leurs compatriotes. Nombre de témoignages allemands ou français nous révèlent que ces corvées macabres, fort pénibles du fait de l'état de bien des cadavres et de leur nombre, faisaient en quelque sorte un choix dans les corps à évacuer, selon l'intégrité ou la conservation des corps, de la facilité à les identifier ... et selon leur nationalité. Ce n'est pas dévoiler un aspect scandaleux que de noter que les cadavres français étaient ramenés en priorité quand on le pouvait et que les morts allemands pouvaient être ignorés ou sommairement enterrés sur place, sans toujours avoir été identifiés.

Plus à l'arrière, on aurait pu s'attendre à plus de dignité dans les soins ou les honneurs qu'on rendait aux morts, en particulier aux morts français. Les journaux insistèrent beaucoup, dans les premiers mois de la guerre, sur les cérémonies d'inhumation des soldats métropolitains, coloniaux ou allemands. Et puis, la mort se banalisa tellement que toute relation de service funèbre disparut des gazettes, sauf lorsqu'il s'agissait d'une personnalité. La tragédie et la disparition faisaient partie de la vie quotidienne et l'indifférence générée par la lassitude pouvait se marier avec l'irrespect le plus écœurant. Et quand l'impéritie administrative s'en mêlait, on pouvait toucher le fonds de l'ignominie, bien loin de ce devoir de respect qu'on claironnait être dû à « ceux qui étaient morts pour la Patrie », devoir qu'on enseigna à plusieurs générations d'écoliers. Ainsi, juste après la guerre, lors du regroupement des cadavres de soldats français décédés dans les hôpitaux d'un port du Nord, lorsque un sous-officier allemand dirigeant un commando de prisonniers fossoyeurs et s'insurgeant contre la besogne qu'on leur demandait, fut sommé par la hiérarchie militaire française locale, sous peine de sanction, de mutiler des cadavres de soldats français pour qu'ils puissent entrer dans des cercueils qu'on avait commandé, par souci d'économie, d'une taille « standard », trop petite dans beaucoup de cas pour ces pauvres corps raidis dans le trépas[6].

C'est pourquoi, nous ne pouvons qu'être étonnés, et heureusement surpris, de ce qui se passa le 28 juillet et surtout le 2 août 1918. Ces jours, le 71ème R.I. de Saint-Brieuc talonnait les troupes allemandes qui reculaient non sans résister. Le régiment avait été impliqué, lors de et après la grande offensive allemande de fin mai 1918, du 27 mai au 15 juillet, dans la défense du secteur Vassens - Selens puis de celui de Nouvron-Vingré - Saint-Christophe-à-Berry – Autrêches. Pendant ces très dures journées, arc-boutés sur le flanc droit de l'avancée allemande, les régiments de la 19ème D.I. bretonne avaient cédé peu de terrain mais avaient perdu beaucoup de monde dans leur opiniâtre résistance.

Envoyés au repos, cantonnés quelques jours autour de Vic/Aisne, puis au nord-est de Crépy-en-Valois, les 3 bataillons du 71ème R.I. n'eurent point le temps de souffler ni même de vraiment se reconstituer. Ils furent alertés dès le 17 juillet et dirigés vers des positions situées à la lisière nord-est de la forêt de Villers-Cotterets, vers Villers-Hélon. Ils participèrent alors à l'offensive massive des

[5] Sauf quand des associations du front comme *Patrimoine de la Grande Guerre*, *Soissonnais 14-18* ou *les Amis de Vauquois*, pour ne citer que celles qui nous sont amies, recherchent et informent les familles et bousculent l'inertie des administrations régionales pour que ces « Morts pour la France » reçoivent les honneurs qui leur sont dus.

[6] Fonds Ronan Richard, témoignage inédit d'un sous-officier allemand prisonnier en 1919.

Alliés, déclenchée le 18 juillet.

Le J.M.O. du 71ème R.I. n'est guère plus détaillé sur ces combats que son *Historique* que nous citerons ici presqu'intégralement pour les journées qui nous intéressent, celles du 18 au 21 juillet.

« Le 17 juillet au soir, le régiment quitte ses cantonnements de Feigneux et environs et se porte dans la forêt de Villers-Cotterêts. Le 18 au matin, se déclenche l'offensive des Alliés. La 19ème division est en réserve derrière la 33ème division. Le 71ème occupe la lisière est de la forêt de Villers-Cotterêts, près de la ferme de Chavigny. À 16h 30, il traverse Longpont et prend position à proximité du moulin de Villers-Hélon. L'offensive continue le 19. Dans l'après-midi, le colonel reçoit l'ordre d'attaquer. Le 71ème se porte immédiatement dans le bois de Maulois qui doit servir de base de départ. À 19h 40, le 2ème bataillon à gauche (bataillon de Saleneuve), le 3ème bataillon à droite (bataillon Sinais), le 1er en soutien (bataillon Pons) débouchent du bois. Ils franchissent avec un élan superbe, sous le feu des mitrailleuses allemandes, le glacis au nord de la cote 157. Le 2ème bataillon pénètre dans le bois de la Tuilerie, s'en empare, pendant que le 3ème bataillon dépasse le bois du fond de Soissons, la cote 203 et pousse ses éléments avancés jusqu'à la route d'Hartennes-en-Taux.

Le 20 juillet, à 4 heures, l'attaque est reprise. Même élan, même enthousiasme. La cote 206, le bois du Centaure sont enlevés en quelques minutes, les prisonniers affluent vers l'arrière. La ferme de la Fontaine-aux-Chênes tombe entre nos mains. Les groupes les plus avancés pénètrent dans Coutremain, Le Plessier-Huleu. En ce moment, malheureusement, nos pertes deviennent sévères. Le commandant de Saleneuve est blessé grièvement d'une balle dans la tête, beaucoup d'autres officiers sont mis hors de combat, les mitrailleuses du bois de Plessier enrayent notre avance ; l'artillerie ennemie, renforcée pendant la nuit, précise son barrage. Deux contre-attaques allemandes, partant du bois de Plessier et de Plessier-Huleu sont repoussées. Les 2ème et 3ème bataillons s'appuient sur la cote 206, la ferme de la Fontaine-aux-Chênes ; le premier bataillon au bois du Centaure.

Pendant ces deux jours, l'élan du régiment a été magnifique … réalisant une avance de 3 kilomètres en profondeur. Les jours suivants, la résistance ennemie devient plus sérieuse. Les Allemands s'accrochent désespérément au bois du Plessier et leur artillerie pilonne nos positions … Les derniers jours de juillet sont employés à organiser le terrain … Cependant des indices nombreux laissent supposer un repli prochain des Allemands. Le 1er août, les troupes françaises attaquent avec succès le Grand Rozoy. Le 2 août, la retraite allemande est générale. »

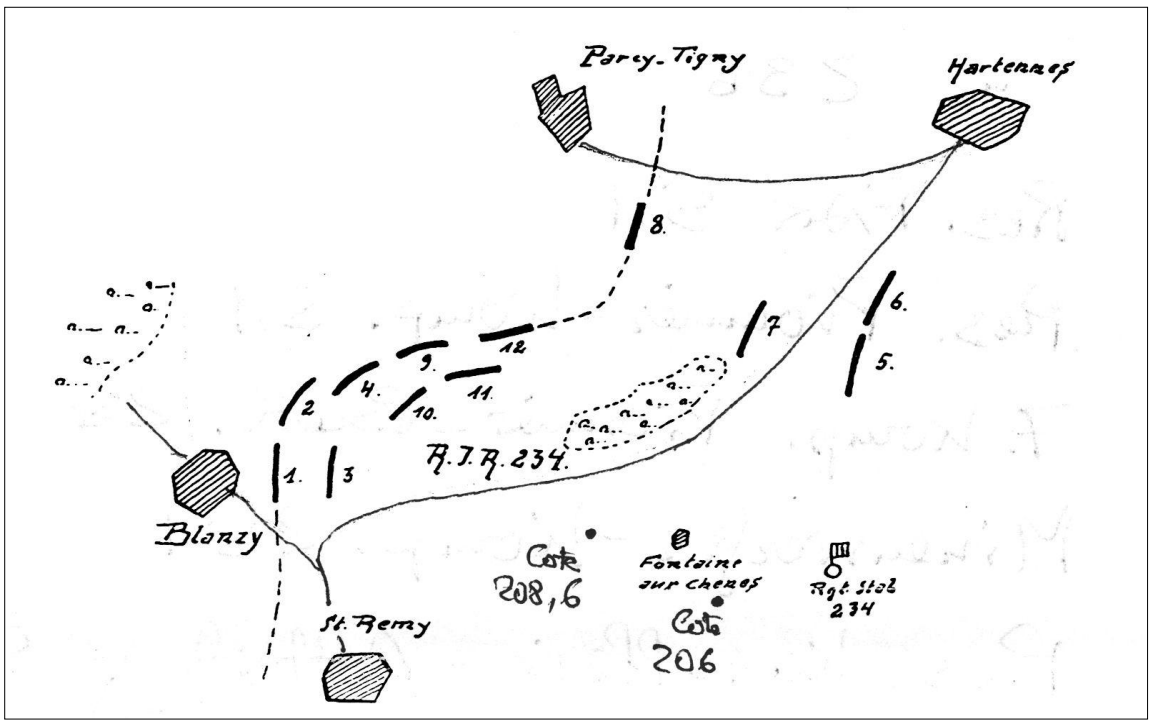


Prisonniers allemands enterrant leurs morts aux environs de Reims. (fonds Bretagne 14-18)

Il est toujours intéressant de connaître la version des faits « adverse ». Hermann Plote nous a traduit les J.M.O. des R.I.R. 210 et 234, régiments de réserve qui faisaient alors face à la division bretonne et qui comptaient chacun dans leurs rangs 4 de ces soldats dont les corps furent retrouvés puis identifiés, le 28 juillet et le 2 août, par le capitaine Bauduin.

Il ressort de ces chroniques régimentaires que ces unités attendaient de participer à une nouvelle grande offensive allemande qui aurait parachevé le succès de celle du 27 mai. Ce fut la fulgurante contre-attaque alliée qui les surprit, les mettant sur la défensive et annulant du même coup le projet du G.Q.G. allemand.

Le 210ème Régiment d'Infanterie de Réserve (R.I.R.) va recevoir le choc en première ligne, dès le 18 juillet. Cela commença, à 5h 30 du matin, par un écrasant bombardement allié. Mis en alerte, le 210ème est envoyé à la disposition de la 40ème D.I. bavaroise, en plein repli, pour en protéger le flanc droit (ce qui fut dévolu au 1er bataillon, au nord-ouest de St-Rémy et au 2ème bataillon, au nord-est de la Fontaine-aux Chênes, donc au nord du Plessier-Huleu) et, mission fut donnée au 3ème bataillon d'établir une ligne de défense et de réception partant de l'ouest de Blanzy à l'ouest du bois de Rozet. Le bombardement violent se poursuit. La relève prévue pour la nuit du 18 au 19 s'effectue au sud-est de la cote 206, au nord immédiat du Plessier-Huleu, Le régiment passe alors sous les ordres de la 51ème Division de Réserve. Le 19, « *l'offensive ennemie se poursuit avec la même intensité. À 19 heures, le régiment s'apprêtait à nouveau à entrer au combat … et il marchait jusqu'à la lisière ouest du bois de Plessier-Huleu afin de s'y rassembler pour une contre-attaque prévue pour le lendemain …* » Les 1er et 3ème bataillons sont en première ligne, le 2ème en soutien. Le bombardement se poursuit, plus avant. Entrent alors en ligne, selon le J.M.O. du 210ème, les R.I.R. 234, R.I.R 235 et I.R. 34.



Positions du* R.I.R. 234 *le 19-07-1918. (*Historique du* R.I.R. 234)

« *L'attaque a débuté exactement à 4h 45* (le 20 juillet). *Au début, le 1er bataillon avançait bien et il parvenait en peu de temps jusqu'à 200 m. du chemin Hartennes--St-Rémy. Là, il s'est heurté à une contre-attaque des Américains qui arrivaient en masses compactes et, par surprise, menaçaient de contourner notre bataillon. Une partie de notre 1ère vague a été capturée par eux … Le 3ème bataillon n'a pu développer que sa 12ème compagnie. Les autres ont tout simplement été dispersées par l'ouragan de feu*

… Plus tard, on a appris que les deux bataillons de première ligne, sans liaison à gauche avec le R.I.R. 235, ni à droite avec le R.I.R. 234, étaient parvenus dans le flanc de l'ennemi à cause de leur progression rapide. Celui-ci, très supérieur en nombre, avait refoulé le R.I.R. 235 sur le Plessier-Huleu, avant de se tourner contre notre 210ème. Le 2ème bataillon a dû replier son flanc gauche (5ème et 6ème compagnies ayant chacune encore 20 hommes valides, 2ème compagnie de mitrailleuses et le détachement de Minenwerfer*) sur la cote 205 en liaison avec des éléments du F.R. 34. Là, il a pu se maintenir jusqu'à ce qu'une deuxième attaque ennemie venant de sa gauche, de la direction du Plessier, le refoule jusqu'à la lisière ouest du bois du même nom. Les restes du régiment ont tenu la lisière ouest du bois jusqu'à la cote 205 …, bois soumis à un bombardement très violent d'artillerie. Au bruit des obus et des arbres déchiquetés se mêlaient les gémissements des blessés et des morts. Personne ne connaissait la situation générale mais chacun savait qu'il fallait tenir coûte que coûte …* »

Les soldats du R.I.R. 234 sont aussi jetés dans cette fournaise où la ligne allemande craque non sans âprement résister sous les coups de boutoir des divisions françaises et américaines. Il arrive d'ailleurs plus tôt en ligne que ne le laisse supposer le J.M.O. du 210ème. Alerté dès la mi-juillet (l'État-major allemand attendait l'attaque pour le jour de la fête nationale française, le 14 juillet), il se rapproche du front et est en cantonnement dans le bois du Plessier-Huleu, le 18 juillet, jour du déclenchement de l'offensive alliée. Dès 4 heures du matin, le 19, ses responsables apprennent que « *trois armées françaises* » avaient « *percé, après une brève préparation d'artillerie et sous un brouillard artificiel, le front allemand, entre Soissons et la Marne, avec le soutien de 320 chars* » et que les vagues ennemies arrivaient dans leur dos.

Les premières lignes allemandes sont bousculées, désorganisées et le régiment reçoit « *l'ordre de gagner, par des marches forcées, la ligne Hartennes--Blanzy afin d'y engager une contre-attaque* ». Mais, en ce 19 juillet, cet ordre devient caduc quand le commandement s'aperçoit que les régiments d'active I.R. 40 et 134 ont complètement cédé.

La contre-attaque est alors prévue « *sur la hauteur au nord de Blanzy, avec le 3ème bataillon en avant à droite, le 2ème échelonné en réserve à gauche et le 1er en première ligne à gauche du 3ème …* ». Sur « *la ligne Tigny-Saint-Rémy … les compagnies de pointe se sont heurtées à une attaque de chars ennemis, suivis de vagues de fantassins français. Avec le soutien de l'artillerie d'accompagnement, 8 chars ont été détruits* » et l'attaque a pu être refoulée sur Blanzy. Sur la droite, par contre, l'attaque française, avec 30 chars et « *des colonnes d'infanterie de plus en plus nombreuses* » a été plus dangereuse.

Par ailleurs, ce flanc droit était sans protection du fait de l'échelonnement trop en arrière de la division voisine. Dans une grande confusion, il va s'en suivre des combats féroces autour des villages de Parzy et de Tigny, conquis et conservés par les Français. Les attaques et contre-attaques vont se succéder.

« *À midi, le 1er bataillon, jusqu'alors plus avancé, a subi de lourdes pertes à son tour. Et notre artillerie souffrait d'une pénurie de munitions et n'a plus pu soutenir les attaques répétées de notre infanterie … La situation devenait au soir très critique pour nous lorsque l'ennemi a avancé, en masses compactes et avec des chars, depuis Saint-Rémi et à l'est de Blanzy, contre notre 1er bataillon. Pendant que la 5ème compagnie avançait pour soutenir le 1er bataillon, ce dernier a été attaqué à nouveau dans la soirée. Les Français ont alors réussi à percer entre nos 1er et 3ème bataillons. La ligne tenue par le 1er bataillon a alors été prise en enfilade à partir du nord. Les canons d'accompagnement et les* Minenwerfer*, une fois leurs dernières munitions épuisées, ont dû être dynamités. Après une brève résistance, les restes du 1er bataillon se sont repliés en direction de l'est, rejoints dans ce mouvement par le 3ème bataillon.* »

Les bataillons vont alors s'enterrer à la cote 208 avant de se replier jusqu'à une hauteur à l'ouest

de Coutremain. Le 1er bataillon est réduit à un effectif de 260 hommes, le 2ème n'en compte plus que 173 et le 3ème 324. Il faudra regrouper ces bataillons. « *Au matin du 20 juillet, une contre-attaque devait être menée par le R.I.R. 210 …* » mais elle ne put se développer. « *L'ennemi poussait à son tour et bousculait les restes de nos bataillons jusqu'à la lisière du bois de Plessier … Nous avions toujours à souffrir de la pénurie de munitions. L'ennemi gazait les positions de sorte que nous ne pouvions pas placer des réserves dans le bois, tout en étant exposés à l'observation aérienne de l'ennemi … Désormais l'ennemi n'effectuait plus une offensive homogène, mais une série continue de tentatives afin de parvenir, sur une petite largeur de front et avec l'aide de ses chars, derrière nos lignes …* »

Les 9 soldats allemands retrouvés sur la cote 206 sont morts les 19, 20 et 21 juillet. Peut-être avaient-ils été rassemblés ou étaient-ils morts dans un poste de secours aménagé à l'abri de cette hauteur ? Ils eurent droit à quelque respect et il nous plaît de souligner que ce fut de la part d'un régiment breton. Grâce au recherches effectuées en Allemagne par Hermann Plote, nous les connaissons un tout petit peu mieux.

Karl Reinhard, chef d'une section de la 12èmeCie du R.I.R 234 est mort le 19 juillet et était originaire de Schwarzkausen, à l'ouest d'Erfurt.

Richard Geschke et Hermann Hannemann, soldats à la 1ère Cie du R.I.R. 210, sont morts le 20 juillet. R. Geschke était originaire de Brühldorf (Silésie) et H. Hannemann de Köschen, dans l'arrondissement de Regenwalde (Poméranie).

Alois Cheray, soldat à la 12ème Cie du R.I.R. 210, est noté officiellement comme étant mort le 21 juillet à Grand-Rozoy. Il était né à Mulhouse (Alsace).

Ernst Hopfmann, sous-officier à la 3ème Cie du R.I.R 234, aurait été tué le 19 juillet. Il était né à Kamburg, petit village de Thuringe.

August Kochsiek, soldat au R.I.R. 234, est également mort le 19 juillet. Sans doute est-il né en Westphalie mais où ?

Gustav Fischer, soldat à la 4ème Cie du I.R. 85, était originaire de Kowahlen, arrondissement d'Olitzko (Prusse orientale). Il est arrivé fin juillet sur ce front. Il est noté comme officiellement décédé le 2 août à Launoy, fort au nord-est de la cote 206 où son corps fut retrouvé. Ce qui montre que, comme pour les états-civils officiels français, nombre d'imprécisions doivent également se trouver dans les fiches de décès des soldats allemands.

Quant à Karl Wilke, soldat au R.I.R. 234 (de Battles, arrondissement d'Eisenberg, à l'est d'Iéna), et à Karl Klütz, soldat au même régiment (de Stettin en Poméranie), ces fiches françaises sont les uniques documents en notre possession attestant leur mort au combat, car ils ne figurent pas, contrairement à leurs camarades, dans les listes de tués de leurs régiments.



19 juillet 1918. Après l'avancée alliée dans le secteur sud de Soissons, soldats français fouillant le champ de bataille. (Fonds Bretagne 14-18)

NOMS ET PRÉNOMS.	DÉSIGNATION du corps.			GENRE DE MORT.	OBSERVATIONS.
August Kochsiek	II Ers. Bl. J.R. 67 R.I.R. 254			Allemand	Soldat allemand dont le cadavre fut retrouvé le 2 août 1918 à la côte 206. Ci-dessous fac-similé de la plaque d'identité retrouvée sur le cadavre qui fut inhumé le 2 août 1918 à la côte 206 au sud du bord des Tuileries, côté regardant la route de St Rémy Blanzy à Hartennes et Cauroy (aisne)

AUGUST KOCHSIEK
BIWITZHEIDE . I/LIPPE
21 . 1 . 99
II. ERS. BTL. J.R. 67
R.D.© 361. IV

Le 1er Témoin

Fac-similé d'un des actes de décès rédigé par le capitaine Bauduin.(C.A.C. Fontainebleau – État-civil du 71ème R.I..)

MÉMOIRES DU COLONEL BREYDING : L'AFFAIRE DU MOULIN DE GORO[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

Le D[r] Hermann Plote s'est attelé à la traduction des souvenirs de guerre du colonel Breyding qui, à la déclaration de guerre, commandait un bataillon du I.R. 97, en garnison à Sarrebourg (42ème D.I. allemande, XXIème C.A.). Fin septembre 1914, il fut nommé à la tête du régiment, suite à la blessure mortelle de son colonel reçue dans la Somme. Breyding devait garder ce poste de commandement jusqu'en septembre 1918.

Cette traduction fera l'objet d'une publication en 2011. En attendant, nous avons choisi de relater « **L'affaire du moulin de Goro** » en avant-première. Cette anecdote, toute simple en elle-même, prend une tout autre dimension par l'analyse qu'en fait le traducteur qui nous éclaire et nous met en garde contre les conclusions hâtives que l'on pourrait tirer d'un fait divers de la Grande Guerre.

« Devant notre front se trouvait le moulin de Goro où les Bavarois avaient placé un avant-poste. Celui-ci semble avoir fait preuve d'un relâchement de sa vigilance en se rabattant sur le vin de la cave du bâtiment. Il fut ainsi surpris par les Français. La patrouille conduite par le *Leutnant* Spengler que j'ai envoyée alors sur les lieux, m'a rapporté avoir trouvé les Bavarois gisant morts sur leurs lits, la baïonnette encore dans la poitrine et les parties sexuelles coupées et accrochées quelque part dans la pièce. Cela aurait été un spectacle écœurant. J'ai immédiatement envoyé, par la voie hiérarchique, un rapport circonstancié sur cette affaire, attesté par des témoins assermentés. Il doit se trouver parmi les dossiers du Ministère de la Guerre.

Lors de la relève, j'ai appris également que les Bavarois auraient été pris, en apprenant ce méfait, d'une telle fureur qu'ils décidèrent de lancer une expédition punitive. Sans en informer leurs officiers et sans emporter leurs fusils, ils se seraient approchés des tranchées françaises à la manière des Indiens, s'y seraient introduits et auraient causé un bain de sang parmi les occupants. Essuyant eux-mêmes des pertes plutôt faibles, ils auraient regagné ensuite leur position. En face, ils auraient trouvé des soldats blancs et non des hommes de couleur comme présumé. **»** (Extrait des souvenirs de guerre du colonel Breyding)

Commentaires de H. Plote sur l'affaire du moulin de Goro.

Suite à toute une succession d'enquêtes et de recherches menées sur la signification de ce passage figurant dans les souvenirs de guerre du colonel Breyding, il est permis de tenter une approche de ce qui a pu se passer sur ce site le 9 septembre 1914, jusqu'à l'arrivée d'éléments du 97ème I.R. sur les lieux.

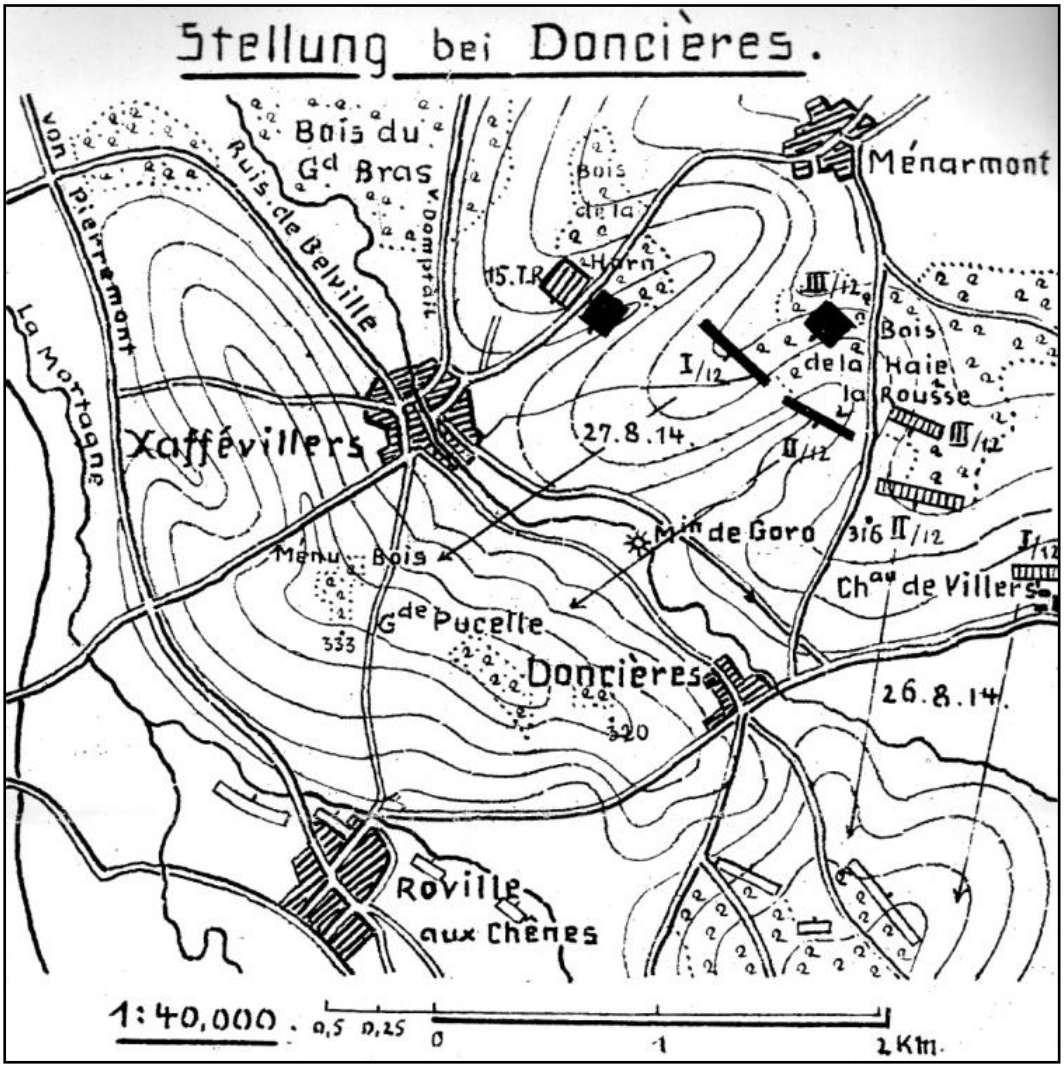
L'interprétation donnée ci-après nuance très sensiblement les écrits de Breyding dont le régiment n'était pas arrivé encore lorsque le moulin est tombé entre les mains des Français. L'officier a donc pu apprendre tout au plus quelques informations très fragmentaires et incertaines sur le destin de l'avant-poste qui avait été établi par le régiment bavarois, que le sien devait relever dans des délais par ailleurs très brefs.

Après avoir été tenu en réserve pendant presque deux jours de suite, le 97ème avait été appelé à remplacer en première ligne le 12ème I.R. bavarois qui occupait alors devant Ménarmont (nord de Rambervillers, dans les Vosges) l'aile droite extérieure du front défendu par le Ier C.A. bavarois. La disponibilité immédiate du 97ème qui, en sus, bivouaquait à proximité, permettait à la VIème armée de

[1] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°55, décembre 2010, pp. 5-8.

retirer au plus vite le 12ème I.R. qui allait ainsi devenir le premier régiment du corps bavarois à quitter ce front en vue d'un embarquement prochain pour le nord de la France, un mouvement qui, les jours suivants, devait s'appliquer également à ses autres unités.

Entre le 26 et le 28 août, différents éléments de ce Ier C.A. bavarois avaient encore lancé une série d'attaques très coûteuses en vies humaines, contre les défenses françaises établies entre Xaffévillers et Doncières, au-delà du ruisseau de Belvitte qui relie ces deux localités. Profondément entaillé, le ruisseau de Belvitte s'écoule ici dans un paysage aux contours très accidentés car dominé par des montagnes aux sommets boisés et aux pentes souvent raides. Le ruisseau alimentait par ailleurs le moulin à eau de Goro, sis à mi-distance entre Xaffévillers et Doncières.



Esquisse schématique de la position du 12ème* I.R. *bavarois devant Xaffévillers – Doncières et la direction de ses attaques menées respectivement le 26 et le 27 août 1914. (*Historique* du 12ème I.R. bavarois)

Les attaques précitées de la fin d'août avaient permis aux Bavarois d'atteindre les sommets boisés situés au-delà, donc au sud-ouest, du ruisseau. Mais un feu dévastateur de l'artillerie française devait ensuite s'abattre sur les positions nouvellement conquises et en chasser bientôt les occupants, fortement décimés et démoralisés. La position s'était vite révélée intenable, au grand dam du commandement du Ier corps qui a encore retardé de plusieurs jours sa décision, devenue pourtant incontournable, d'évacuer la rive gauche du Belvitte.

Au moment de l'avance maximale des Allemands, le moulin de Goro avait servi de poste de secours. Le repli général, accompagné de mouvements de panique, a finalement été si précipité que,

dans la nuit du 28 au 29 août, un détachement sanitaire du 12ème I.R. bavarois retournait au moulin, maintenant « ***situé devant nos avant-postes*** »[2] pour y récupérer au terme d'une opération très risquée, 50 à 60 blessés "oubliés" dans le bâtiment. L'historique précise en outre que les Français auraient occupé peu après cette intervention le moulin à leur tour, « ***mais ils ont dû nous le céder à nouveau trois jours plus tard*** », ceci sans fournir d'autres détails.

Pendant les premiers jours de septembre 19l4, plusieurs régiments du Ier C.A. bavarois se sont succédés dans la position de défense établie à nouveau directement devant Ménarmont, sur la partie supérieure du versant qui descend vers le ruisseau de Belvitte. Dans l'attente de leur départ proche pour un autre front, considéré unanimement comme une "délivrance", après un séjour particulièrement pénible vécu dans ce secteur où tant de sang avait été versé inutilement, les historiques des régiments bavarois concernés fournissent peu de détails sur les événements qui ont marqué les derniers jours de leur présence, une fois le front devenu stable. On peut cependant considérer comme exacte l'indication fournie par l'historique du 97ème I.R., le fait d'avoir relevé, dans le secteur considéré, le même 12ème I.R. bavarois. L'historique de ce dernier précise à son tour que, dans la matinée du jour de la relève prévue, une attaque française menée par deux bataillons aurait été lancée contre la position de son 3ème bataillon qui tenait alors occupé le tronçon de front situé devant le bois de la Haie, donc directement en face du moulin de Goro. Après avoir repoussé cet assaut, vers 10 heures du matin, « ***le tir de l'artillerie ennemie se poursuivait sans diminuer d'intensité, en nous tuant 8 soldats et en blessant 35 autres*** » (*Historique* du 12ème bavarois - p. 45).

Lorsque le I.R. 97 arriva le même soir vers 20 h 30 pour prendre en charge la position du 12ème bavarois, ce dernier ne semble avoir fait aucun effort encore pour s'occuper du sort de son avant-poste placé au moulin (et dont l'existence n'est d'ailleurs point mentionnée par l'historique). Sans doute avait-on cru ses occupants submergés par le nombre des attaquants français qui s'étaient élancés depuis le versant opposé. Il n'est même pas exclu que ce lieu bien connu des Français et aussi redouté par eux ait fait l'objet d'un coup de main organisé plus tôt dans la nuit, avant même le départ de l'attaque, afin de garder ainsi intact l'effet de surprise pendant le trajet qui séparait encore le moulin de la 1ère ligne allemande.

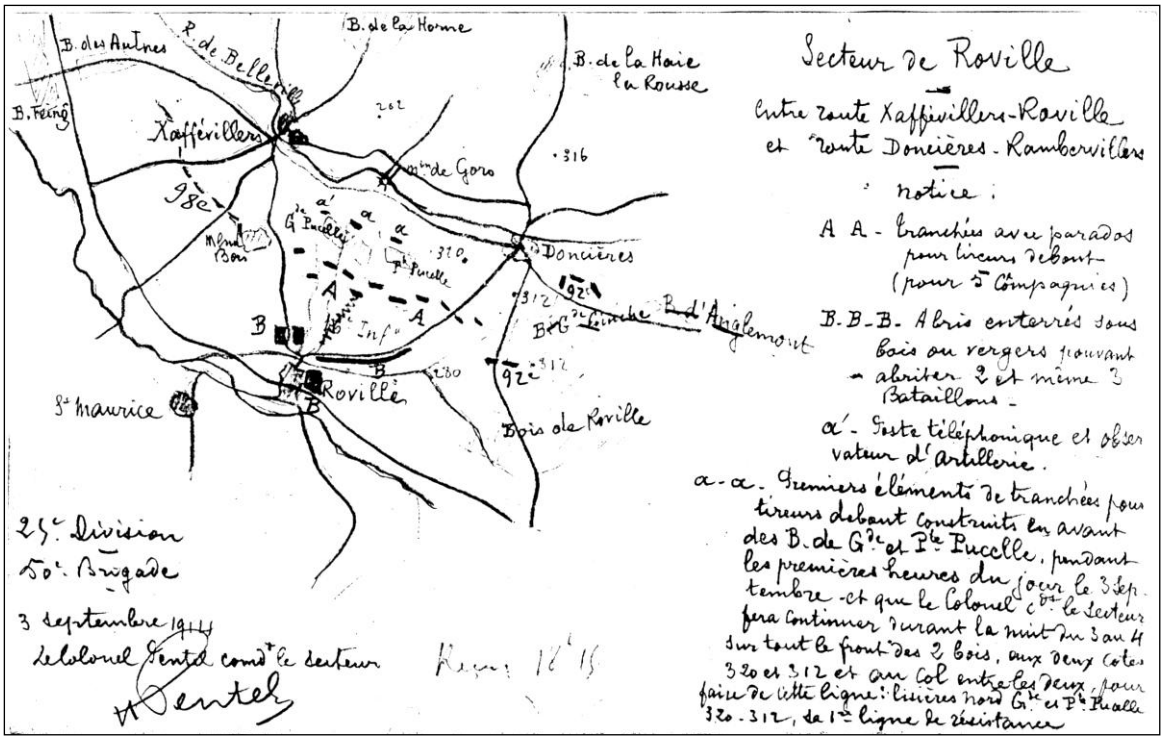
La première partie de la description livrée par Breyding paraît donc véridique, pour le moins en ce qui concerne le manque de vigilance des occupants bavarois du moulin éliminés à l'arme blanche, donc en évitant tout bruit pouvant éveiller les défenseurs de la ligne principale située plus loin. Ceci peut expliquer aussi pourquoi aucun effort n'a été fait par leur propre régiment, dans la journée du 9, pour récupérer les occupants en vue du départ imminent de leur unité. Sans doute même, les avait-on considérés comme avoir été capturés par les assaillants, un événement qu'on préfère passer sous silence dans la plupart des historiques car considéré comme non glorieux pour l'honneur du régiment. On peut même aller jusqu'à penser qu'en 1929, (année de la parution de l'historique du 12e bavarois) ses auteurs étaient encore, dans l'ignorance sur le sort des occupants de cet avant-poste. Mais on ne peut pas écarter non plus l'interprétation qu'on ait voulu intentionnellement passer sous silence le sort des hommes occupant le moulin et dont l'élimination n'avait pu se produire qu'en raison d'une insouciance manifeste de ses occupants, un comportement également peu flatteur pour la réputation du régiment.

Si les événements s'étaient déroulés de cette façon à Goro, et il y a de bonnes raisons de le penser, la seconde partie du commentaire de Breyding qui évoque la mise sur pied d'une expédition punitive par les Bavarois, ceci sans en informer leurs supérieurs, peut être rangée dans le royaume des légendes. C'est un "on-dit" que Breyding a dû apprendre par une source non identifiée, et qui n'était certainement pas fiable. Si le 97ème de Breyding était chargé d'inspecter l'avant-poste parce que le 12ème bavarois n'avait pas osé le faire ou avait été pris de court à cause de la relève, ce dernier n'était

[2] *Historique* du 12ème I.R..

apparemment pas au courant non plus du massacre des occupants du moulin et il n'a pas pu organiser d'expédition punitive en conséquence. Par ailleurs, les C.R. des unités françaises en face du 12ème bavarois ne font aucune mention d'un tel acte de vengeance, ni de la moindre intrusion d'ennemis dans leurs propres lignes au cours de ces journées.

Il aurait été important, dans ce contexte, d'apprendre par la plume de Breyding comment il a été informé de "l'affaire de Goro". Là aussi, il y a de bonnes raisons de croire qu'il s'est décidé à envoyer une patrouille vers le moulin plutôt dans le but de vérifier si cet avant-poste était resté entre les mains des Français après l'échec de leur attaque du 9 septembre et (ou) s'il était possible de le réutiliser et dans quelles conditions. La mort des occupants bavarois lui était sans doute inconnue lorsqu'il prit la décision d'y envoyer des hommes, ceci en dépit de la tournure donnée à certaines de ses phrases qui font sous-entendre qu'il se serait agi plutôt du constat d'un méfait porté à sa connaissance à l'occasion de la relève du 12ème bavarois.



Croquis de la position du 16ème R.I. français établie face au moulin de Goro, dressé et commenté par son chef le colonel Pentel et datant du 3 septembre 1914. (*J.M.O.* du 16ème R.I., S.H.D. 26N 587)

Des correspondances échangées avec l'historien local de Xaffévillers, certainement le meilleur spécialiste de la bataille de la Mortagne, ont finalement permis, malgré un refus catégorique de prendre en considération les déclarations faites par Breyding sur cet incident, une approche d'explication pour la motivation des Français à éliminer de cette façon l'avant-poste bavarois.

En ce temps-là, le front était encore perméable, notamment à cause de sa configuration accidentée, de sa couverture végétale et du caractère rudimentaire des fortifications de campagne réalisées jusque là. Cela permettait aux habitants des deux côtés du front de traverser celui-ci encore assez aisément. Par cette migration, on aurait peut-être porté à la connaissance des troupes françaises certains méfaits commis par les Bavarois derrière leur front, comme des viols, etc.

On dispose, en effet, d'un élément significatif en faveur de cette interprétation en provenance de l'*Historique* du 16ème R.I. (25ème D.I. française) et qui offre peut-être déjà la clé de l'affaire. Début septembre 1914, ce régiment occupait la position devant Roville, donc face au moulin de Goro.

« ***Une petite opération dirigée par le sous-lieutenant Crussard sur Doncières permet de ramener les quelques civils restés dans le village et qui, chaque jour, reçoivent les obus des deux partis car le ravin***

où est sise cette localité fait partie du no man's land »[3]. C'est peut-être suite aux informations fournies par ces personnes que la troupe avait décidé de punir l'adversaire, soit par un coup de main organisé dans un pur but de vengeance ou, et cela paraît bien plus probable, en association avec l'assaut du 9 septembre qui imposa la prise de cet avant-poste allemand situé sur son terrain d'attaque dirigé contre Ménarmont.

Pour ce qui est de l'importance du contingent bavarois présent au moulin, un message du colonel commandant le même 16ème R.I., daté du 3 septembre et adressé à la 50ème brigade, fournit quelques détails peut-être significatifs[4]. La veille, une patrouille qui avait pour mission de reconnaître les points de passage du ruisseau de Belvitte dans ce secteur, avait été accueillie par une vive fusillade en approchant le moulin. Le nombre d'Allemands présents était alors estimé à 80 hommes. Ce chiffre paraît quelque peu surestimé, mais il est fort probable que le 12ème bavarois y ait placé l'effectif d'une section forte encore d'une cinquantaine d'hommes depuis les pertes subies fin août.

Pour son attaque lancée le 9 septembre dès 2 heures du matin, la 25ème D.I.française avait engagé, dans le secteur considéré ici, deux bataillons du 16ème R.I. en première ligne, le 3ème étant tenu en réserve, tandis que le 50ème B.C.P. devait occuper, pendant l'opération, la ligne de départ d'attaque du 16ème R.I. On sait par le carnet de route du colonel Pentel commandant l'infanterie[5] que son bataillon Jay a été arrêté à100 mètres devant le bois de la Horne, tandis que le bataillon Targue s'était élancé contre le village de Doncières qu'il aurait même temporairement occupé d'après le *J.M.O.* du 50ème B.C.P.[6]. En tout cas c'était bien le bataillon Jay qui, pour atteindre son objectif, devait passer par le moulin de Golo, fait également confirmé par le *J.M.O.* du 50ème B.C.P. Mais comme les unités engagées à la gauche du 16ème R.I. avaient lâché pied (d'après les notes du colonel Pentel), l'ordre de retraite était venu à 8 heures 15 et les deux bataillons du 16ème R.I. semblent bien avoir été ramenés sur leurs lignes de départ d'attaque, abandonnant ainsi par la même occasion une nouvelle fois le moulin. Mais, comme déjà indiqué plus haut, celui-ci n'a pas été réoccupé selon toute vraisemblance par le 12ème bavarois car ce dernier se trouvait alors en instance de départ pour le nord de la France.



Soldats allemands en Lorraine annexée (fonds privé M.A).

[3] *Historique* du 16ème R.I., page 9.
[4] S.H.D., 22N 904.
[5] S.H.D., 26N 587.
[6] S.H.D., 26N 828.

« AUTOUR D'UNE TOMBE … »[1]

(Présentation de René RICHARD à partir d'un document sauvegardé par Hermann PLOTE)

Quelques livres ont décrit des « retours au front », souvent rédigés par des anciens soldats[2]. Peu racontent les douloureuses et souvent vaines quêtes d'épouses ou de parents parcourant des champs de bataille transformés en immenses charniers ou cimetières pour retrouver et ramener le corps d'un mari ou d'un fils

Il y a déjà quelques années, Hermann Plote fit l'acquisition, lors d'un vide-greniers, d'un petit carnet portant en couverture : « *Autour d'une tombe, 12 juin 1919. En souvenir de notre 1er passage sur le front de Champagne* ... ». Ce petit document était confié à un neveu prêtre et fut sans doute été mis en vente après le décès de ce dernier. Hermann nous avait transcrit cet intéressant témoignage dès 1997. Nous en reproduisons ici la quasi-intégralité.

Ce récit d'un périple de parents guidés par un ami (le narrateur) vers le champ de bataille de St-Hilaire-du-Temple où disparut leur fils, le 6 octobre 1915, lors d'une nouvelle et toujours inutile réplique de l'attaque du 25 septembre, témoigne de cette histoire connue mais rarement évoquée que fut la recherche par des milliers de familles, presque toujours aisées, des corps ou restes de leurs maris ou enfants disparus[3].

« À Madame Perrucot, en souvenir d'un voyage au front de Champagne, 12 juin 1919.

Madame,

La région de Suippes ! Nous n'espérions pas en quittant Autun de bon matin, le 12 juin, y arriver le soir même ! Mais l'automobile qui nous emporte à belle allure est une grande limousine de 24 chevaux et, sous la conduite habile du sympathique Mr Louis Régnier, nous sommes à Suippes à sept heures du soir. Quelques arrêts le long de la route reposent les voyageurs, refroidissent les pneus et permettent le ravitaillement en essence pour mener à bien une randonnée de 650 km, sous un soleil de canicule. À notre première halte, à Avallon, on sent tout de suite dans la famille Dechaume l'affection profonde et délicate qui vous unit à ces amis de longue date. En bonne place, deux photographies rappellent le beau jeune homme plein de vie et d'entrain que la guerre vous a ravi. Il est là, sur son cheval, *Musulman*, un compagnon d'armes qu'il aimait au point de ne pas vouloir s'en séparer après la guerre.

Puis, c'est Auxerre et St-Florentin où la grande route qui mène droit à l'ancien front de bataille a dû déjà conduire depuis l'armistice plus d'un père et d'une mère éplorés vers le même but qui est aujourd'hui le nôtre. Plus loin, des hauteurs de Bouilly, nos regards découvrent la tour St-Pierre de la cathédrale de Troyes, que nous visiterons tout à l'heure. Au-delà de Troyes, près de Voué et en pleine route, un voyageur vient d'être victime d'un accident d'automobile, sa voiture brisée contre une arbre : c'est M. Dalyon de Châlons/Marne, retour de Vichy. Avec le secours que nous envoyons d'Arcy/Aube, à quinze kilomètres de là ou de Châlons où nous téléphonerons à sa famille, il pourra rentrer chez lui sans blessure grave.

Notre déjeuner a lieu à Arcy où nous comptons laisser passer la grosse chaleur du jour pour gagner le soir seulement Châlons/Marne. Mais, subitement, le vent se lève, la température fraîchit pour la première fois depuis un mois, l'orage menace et, sans désemparer, nous reprenons notre course.

---

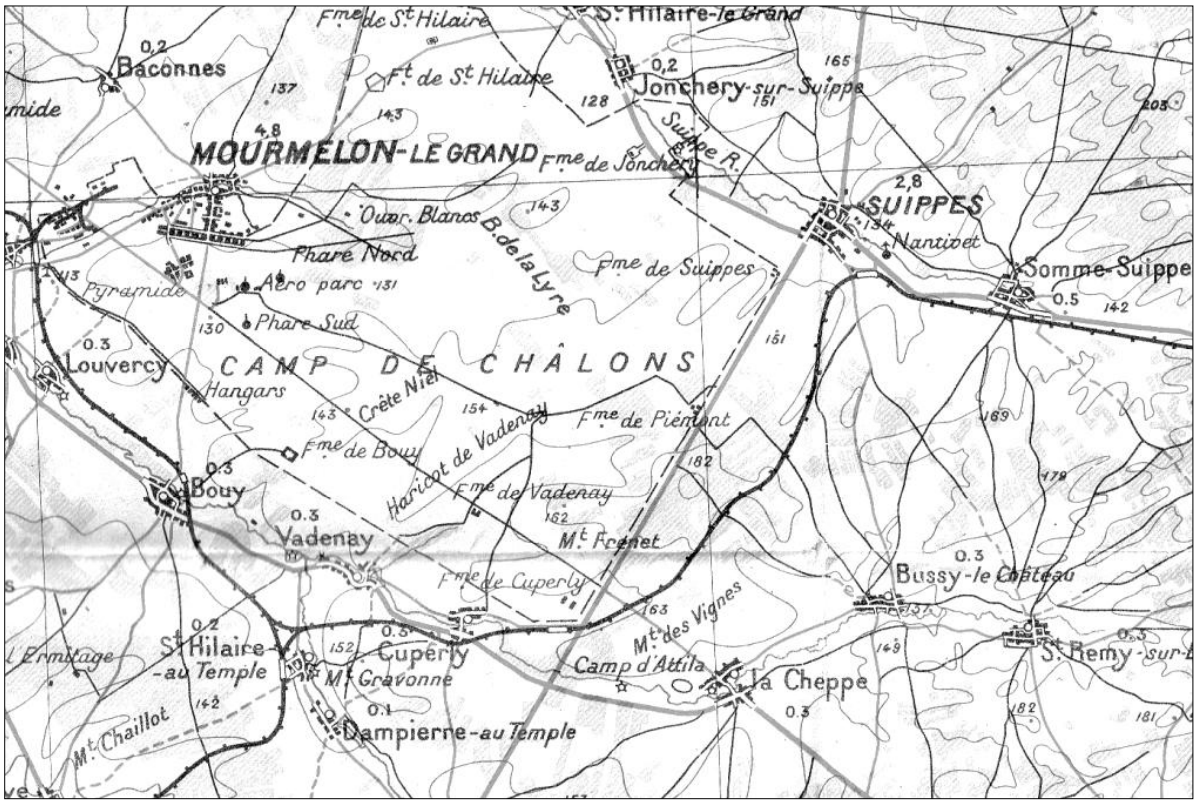
[1] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°58, septembre 2011, pp. 9-12.

[2] Pour mémoire, entre autres ouvrages, J. Éstillac, *Retour à Verdun* (Paris, collection Alternance), Louis Guiral, *Retour au front* (Paris, Payot, 1934), et le très beau livre de Pierre Jolly, *Les survivants vont mourir* (Paris, Berger-Levrault, 1954)

[3] Le film de Bertrand Tavernier, *La vie et rien d'autre*, montre, de façon cependant plutôt caricaturale, ces tentatives de parents pour retrouver les corps de proches dans les mois qui suivirent la guerre.

La route est droite à perte de vue, bordée de chétives sapinières dans un pays pauvre : c'est la Champagne, la Champagne pouilleuse, le camp de Mailly, les dépôts de bois, de matériels de toutes sortes, des fils téléphoniques attachés aux arbres et, partout, des vestiges de la guerre.

À Châlons/Marne, l'hôtel de la Haute Mère Dieu n'a plus de chambres pour nous recevoir, tous les hôtels regorgent de monde. Les chambres qu'on nous offre chez des particuliers sont d'une propreté douteuse et peu engageante.

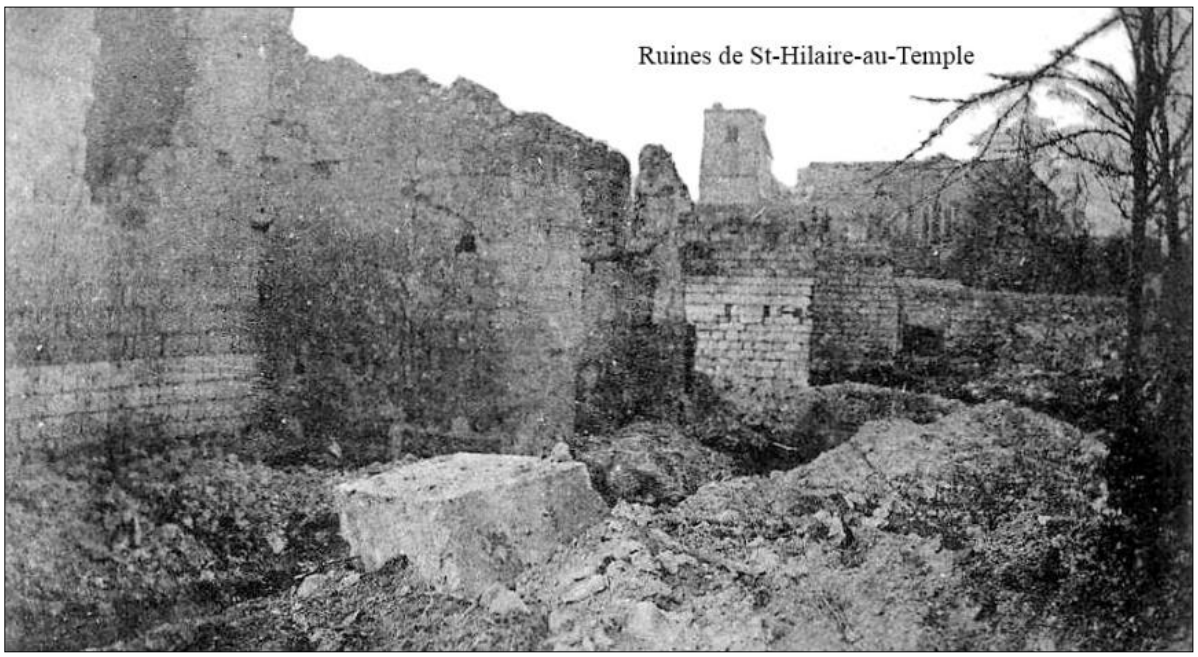


Extrait de *Carte de France et des Frontières à 1/200.000, Type 1912, N° 17, Châlons*

Allons jusqu'à Suippes où un hôtel, nous dit-on, vient de se réinstaller. Là, nous serons au terme du voyage et nous aurons dès ce soir des renseignements utiles de M. Guillaume dont les parents, réfugiés à Autun pendant la guerre, ont été longtemps secourus par M. Perrucot. M. Guillaume faisait journellement des exhumations sur le champ de bataille et, sans doute, nous sera-t-il d'un grand secours pour nos recherches. Mais, depuis quelques temps, la relève des tombes militaires est confiée spécialement à un officier de l'état-civil. Nous allons donc jusqu'à Somme-Suippes, à cinq km plus loin, au bureau de ce secteur. L'officier vient de partir. Un caporal de service nous laisse parcourir les registres des tombes reconnues jusqu'à ce jour (3.000 sur 30.000) sans que nous trouvions le nom de Lucien Perrucot. Nous rentrons à Suippes, où l'officier de l'état civil dîne, comme nous, à l'hôtel qui a, en effet, rouvert ses portes dans des locaux plus ou moins délabrés par les obus et réparés tant bien que mal. Il est en compagnie de personnes qui, elles aussi, sont à la recherche des tombes de leurs fils tués à la guerre. Il leur explique comment il a retrouvé hier le corps du député Bourely, tué le 6 octobre 1915, au 117ème d'infanterie. C'est le même jour fatal et le même régiment où votre fils, maréchal des logis de chasseurs, était détaché comme agent de liaison. Cette coïncidence, hasard inespéré, nous fait prêter l'oreille et M. Perrucot engage de suite la conversation. On se donne rendez-vous pour le lendemain matin, dès 7 heures, à Saint-Hilaire-le-Grand. L'officier nous conduira directement

vers la tombe que nous voudrions tant retrouver. Comme nous avons été bien inspirés de n'être pas restés ce premier soir à Châlons ainsi que nous en avions tout d'abord l'intention !

13 juin. De Suippes à Saint-Hilaire, on longe au nord le camp de Châlons, puis on traverse Jonchery en ruines avec son grand cimetière militaire. Malgré cet imposant rassemblement de tombes, nombreuses sont celles qui restent encore isolées le long des routes et dans la plaine, toutes marquées d'une croix de bois et d'une cocarde tricolore. Saint-Hilaire est encore plus abîmé. Il ne reste plus que des murailles pantelantes émergeant des décombres. L'église n'est reconnaissable que par des fragments d'ogives ou de contreforts.



La route qui mène à Saint-Souplet où nous nous engageons en automobile en même temps que l'officier est entrecoupée par les boyaux conduisant aux tranchées du front qui n'est plus distant que de trois kilomètres au plus. Mais les ponts de bois jetés sur ces boyaux sont affaissés au point qu'il n'est pas prudent d'aller plus loin avec la voiture. La garde en est confiée au chauffeur pendant que nous continuons à pied, en contournant les énormes entonnoirs creusés tels des cratères par l'explosion des mines, tristes souvenirs de la guerre de taupes. À notre gauche, à dix kilomètres vers l'ouest, le massif de Monrovilliers se silhouette avec le célèbre mont-Cornillet. Plus loin, à 30 km, c'est la Montagne de Reims qui s'estompe dans la brume. On entend des détonations sourdes des mines ou des munitions qu'on fait exploser par précaution et dont l'épaisse colonne de fumée s'élève dans l'air, à l'ouest de Saint-Souplet. Nous quittons la route pour pénétrer plus à l'est en plein champ de bataille.

Attention aux barbelés épais et aux grenades qui jonchent le sol. L'officier de l'état civil dit aux militaires qui l'escortent de jeter quelques pelletées de terre sur le cadavre d'un boche qui, non loin de là, n'a pas encore été enterré. Pour s'orienter dans l'immense et désolant désert qui règne à la surface du sol rasé, il cherche au loin avec sa jumelle un tronçon d'arbre à demi-carbonisé et surmonté d'un fanion qu'il a pris la veille comme point de repère.

C'est là qu'il a « soi-disant » retrouvé le corps du fils Bourely ; c'est de là qu'est partie l'attaque du 6 octobre 1915 par le 117ème. Il m'est alors facile de reconnaître que cet endroit est bien celui marqué d'une croix à l'encre par le commandant Treillard, sur la carte d'État-major, là où votre fils est tombé. Nous sommes alors à 4 kilomètres au sud-est de Saint-Souplet et à 700 m à l'est de la route. La scène est telle que ses acteurs héroïques l'ont laissée au jour de l'armistice.

Rien n'est changé ; nulle part, depuis cette époque, l'outil n'a tenté la moindre réparation ni la moindre restauration. Pour longtemps encore, des années sûrement, la vie aura quitté ces lieux. Et l'on se demande ce qui s'est passé là, pendant plus de 3 ans, depuis la fameuse attaque de 1915 jusqu'au dernier coup de canon, pour y accumuler une telle confusion des éléments. Dans l'enchevêtrement des barbelés, des chevaux de frise dont les pointes terribles se multiplient, menaçantes, dans tous les sens, dans ce désordre infini gisent pêle-mêle les débris d'armements, cuirs, casques, fusils, baïonnettes, souliers épars, grenades et obus, bandes de mitrailleuses, chargeurs, cartouches, pelles, pioches, tous témoins muets et immobiles d'une lutte gigantesque et épouvantable. Seules, des forces humaines ont-elles pu créer cet enfer ? Se peut-il que des hommes aient pu résister et y vivre ? Vivre !!! Hélas ! Non … Mourir. Ah ! Comme ce lambeau de sol de France fut chèrement disputé au barbare envahisseur ! Combien de fois fut-il perdu et repris par nos troupes !

Aussi loin que la vue peut porter, le spectacle de ce sol fouillé, défoncé et retourné par la mitraille atteste de l'âpreté de la lutte. La couche de terre arable a disparu et la craie remontée à la surface recouvre des milliers d'hectares, laissant seulement percer la végétation des coquelicots dont l'immense tapis rouge est l'emblème du sang versé sur cette terre de France par ses pauvres enfants. Le cœur se serre d'émotion et l'on se prend à songer aux trop nombreux indifférents qui, à l'arrière, n'ont rien senti du grand drame qui se déroulait et qui, maintenant encore, n'ont pas toujours la pudeur de cacher leur insolente frivolité. Que ne viennent-ils contempler ce champ de douleur avec l'immensité du désastre et toute l'étendue des deuils. Ils comprendraient comment un pareil appauvrissement national réclame le labeur de tous au lieu du relâchement dans l'effort, et pourquoi la douleur des uns commande le respect et la modération dans la joie des autres.

Voilà le chaos qui sert de sépulture à tant de braves, à tous ces fils que ne recouvrira jamais la terre de leur village. Tout y est consumé. Et ces héros restent pour toujours dans ce sol crayeux de la vieille Champagne qui les adopte tous au même titre d'enfant de la France. Impossible en effet de retrouver un signe particulier de l'un d'eux. Et Bourely, identifié seulement par un soulier, bien conservé il est vrai, n'est pas sans doute celui que l'on croit puisque son pauvre squelette brisé et disloqué, au lieu d'être isolé comme on le certifiait, gît étroitement confondu avec ceux de plusieurs camarades. Il en est sans doute de même partout dans cette vaste nécropole où il faut bien se résigner à laisser dormir les êtres chers qui reposent ainsi dans la même tombe recouverte des mêmes fleurs rouges en guise de lauriers …

Tristement, nous nous retirons en cheminant dans les tranchées profondes, tortueuses et jonchées des mêmes débris, témoins de la guerre. Les provisions apportées avec nous dans la pensée d'un séjour plus long sur le champ de bataille désert, composeront notre déjeuner auquel prendra part la famille Guillaume qui nous donne l'hospitalité. Une heure plus tard, nous prenions la route du retour pour nous arrêter à Auxerre, hôtel de l'Épée, où chacun dormit d'un sommeil ininterrompu et réparateur jusqu'au lendemain matin, 15 juin. Le soir du troisième jour d'un voyage difficile, nous étions rendus à Autun dans les meilleures conditions, avec le seul regret de n'avoir pu remplir jusqu'au bout le but de notre chère mission ... »

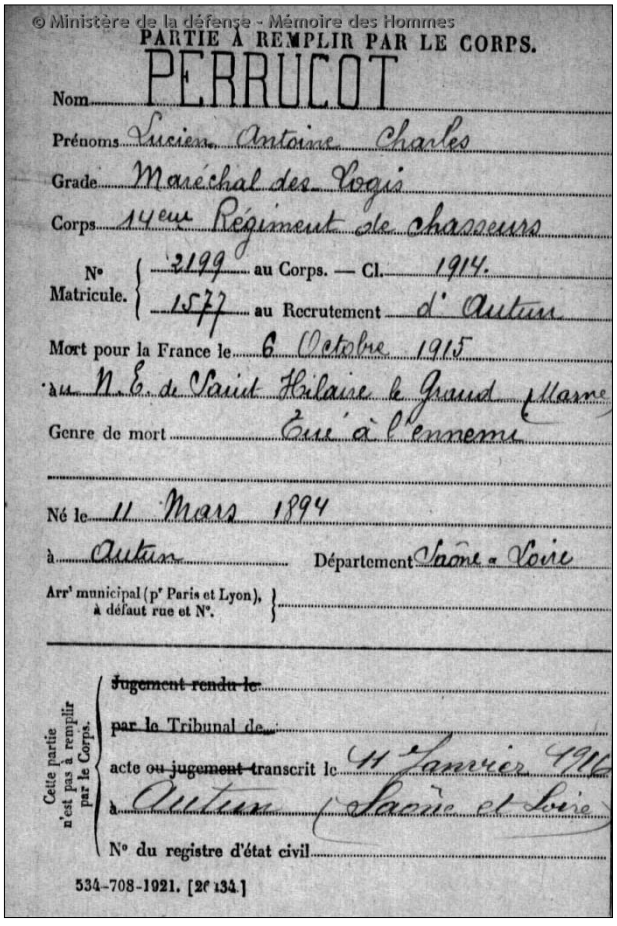
Mémoire des Hommes nous confirme que le maréchal des logis Lucien Perrucot, né le 11 mars 1894 à Autun, n° 1577 de la classe 1914 au recrutement d'Autun, détaché du 14ème régiment de chasseurs à cheval auprès du 117ème R.I., a bien été tué à l'ennemi, le 6 octobre 1915, au nord-est de Saint-Hilaire-au-Temple.

Le même jour était tué dans ce secteur, également au sein du 117ème R.I., le sous-lieutenant Paul Bourély, né le 28 mai 1894 à Paris (16ème), n° 2348 de la classe 1914 dans le recrutement de la Seine, 3ème section.

Si la transcription de l'acte de décès de Lucien Perrucot se fit assez rapidement (11 janvier 1916) dans les registres de décès de la mairie d'Autun, celle de Paul Bourély ne fut effective que le 24 septembre 1919, dans les registres de décès de la mairie du XVIème arrondissement de Paris.

Aucun des deux corps ne semble se trouver dans une tombe individuelle de nécropoles militaires.

Jean Bernier, aspirant au 117ème R.I., participa à cet ultime et vain sursaut de l'offensive de Champagne de l'automne 1915, vers l'Épine de Vedegrange et Saint-Hilaire-du-Temple. Il en fait une narration saisissante, abondamment censurée, à la fin de son roman *La Percée* (Paris, Albin Michel, 1920, pp. 235-256). Il y écrit en particulier, en relation avec le document ci-dessus : **« *Les morts qu'ils pleurent, les endeuillés ne les virent point mourir ; ils n'entendirent pas leurs cris et ne s'affolèrent pas de leurs blessures. Ils ne savent pas les faces blanches où le hâle devient vert. Aussi ne réalisent-ils pas la séparation définitive … Pour adoucir leur peine, ils prêtent aux combattants tués leurs pauvres sentiments de non-combattants … Ils se bercent de l'espoir qu'il n'a pas dû souffrir et qu'il a consommé, heureux, d'une joie grave, nos buts de guerre en tête, l'absolu sacrifice …* »**


© Ministère de la défense - Mémoire des Hommes

PARTIE À REMPLIR PAR LE CORPS.

Nom PERRUCOT

Prénoms Lucien, Antoine, Charles

Grade Maréchal des Logis

Corps 14ème Régiment de chasseurs

N° Matricule. 2199 au Corps. — Cl. 1914.
1577 au Recrutement d'Autun

Mort pour la France le 6 Octobre 1915

à N. E. de Saint Hilaire le Grand (Marne)

Genre de mort Tué à l'ennemi

Né le 11 Mars 1894

à Autun Département Saône et Loire

Arr' municipal (p' Paris et Lyon), à défaut rue et N°.

Cette partie n'est pas à remplir par le Corps.

~~Jugement rendu le~~

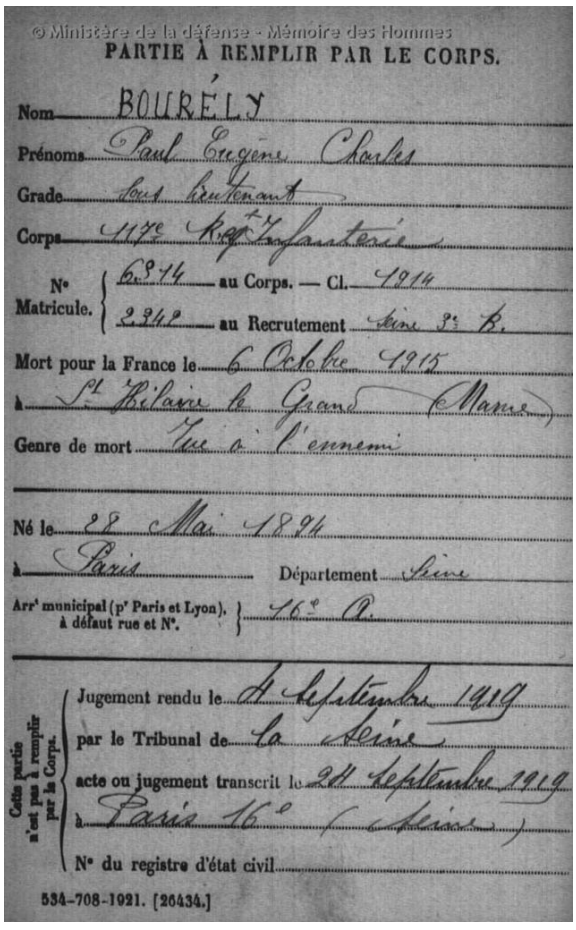
~~par le Tribunal de~~

acte ou ~~jugement~~ transcrit le 11 Janvier 1916

à Autun (Saône et Loire)

N° du registre d'état civil

534-708-1921. [2e 134.]


© Ministère de la défense - Mémoire des Hommes

PARTIE À REMPLIR PAR LE CORPS.

Nom BOURÉLY

Prénoms Paul Eugène Charles

Grade Sous Lieutenant

Corps 117e Regt d'Infanterie

N° Matricule. 6.9.14 au Corps. — Cl. 1914
2342 au Recrutement Seine 3e B.

Mort pour la France le 6 Octobre 1915

à St Hilaire le Grand (Marne)

Genre de mort Tué à l'ennemi

Né le 28 Mai 1894

à Paris Département Seine

Arr' municipal (p' Paris et Lyon), à défaut rue et N°. 16e A.

Cette partie n'est pas à remplir par le Corps.

Jugement rendu le 24 Septembre 1919

par le Tribunal de la Seine

acte ou jugement transcrit le 24 Septembre 1919

à Paris 16e (Seine)

N° du registre d'état civil

534-708-1921. [26434.]

LA PREMIÈRE EXPÉDITION TURQUE CONTRE LE CANAL DE SUEZ ET SES PROBLÈMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

1ère partie

Introduction

Dans le N° 43 de ce bulletin édité en décembre 2007, j'avais évoqué le destin de quelques-unes des équipes de chercheurs d'eau allemands travaillant derrière le front turc au Proche Orient. Déjà fréquemment inquiétées par l'aviation anglaise, ces équipes ont encore pu s'estimer privilégiées lorsqu'elles furent capturées, à la grande débâcle de 1918, par des détachements rapides composées pour l'essentiel de cavaliers australiens. Bien moins chanceuses furent celles qui, pendant leur retraite, tombèrent entre les mains des bédouins en révolte, souvent des simples brigands de grand chemin et intéressés d'abord par un riche butin. Leur manière de faire la guerre ne laissait guère de place pour s'occuper charitablement de la vie du soldat turc ou austro-allemand qui avait la malchance d'être intercepté par eux ou de tomber dans une de leurs embuscades.

J'ai eu récemment l'occasion d'acquérir les trois premiers numéros du *Jahrbuch des Bundes der Asienkämpfer* (Annuaire de l'Union des Combattants d'Asie), pour les années 1921 à 1923. Ce périodique est quasi introuvable aujourd'hui car édité en un nombre très limité, en conformité avec le contingent, lui aussi peu nombreux, de ceux qui furent envoyés vers ces théâtres de la guerre par les dirigeants des Puissances centrales, alliées des Turcs. Dans le N° 1 de cet annuaire (1921), on trouve un article qui présente une sorte de bilan de la recherche d'eau et de l'exploitation des eaux souterraines déjà connues ou mises en évidence au fil des campagnes de prospection militaire, sous le titre : « *Les travaux de mise en valeur de l'eau sur le front de Palestine entre 1915 et 1918* ».

Son auteur, le *Bergrat* (conseiller des mines) Paul Range de Berlin, coordinateur et principal responsable de ces activités, avait rejoint le Sinaï et la Palestine sur ordre du Ministère prussien de la Guerre à l'été 1915.

Dans son introduction, Range revient, de façon étonnamment brève et succincte, sur la première opération turque visant le canal de Suez et qui eût lieu bien avant son arrivée au Proche Orient. L'issue de cette première expédition dirigée par les Turcs contre un territoire sous domination anglaise, fut largement tributaire de la résolution de ses problèmes d'alimentation en eau, ceci dans un cadre naturel franchement désertique. Les expériences acquises au cours de ce gigantesque mouvement de troupe et qui portaient, dans une large mesure, sur les énormes difficultés liées à l'organisation d'un transport d'eau, se sont alors révélées très précieuses pour mieux préparer la deuxième expédition contre le canal, mise en exécution un peu moins d'un an après la première.

Une analyse de la description fournie par Range sur ses propres activités et sur celles des détachements placés sous ses ordres, fait ressortir rapidement la nécessité d'établir d'abord un bilan des principaux événements qui ont régi l'organisation et le déroulement de la première expédition turque, tout en insistant sur la résolution de ses problèmes d'eau. En effet, la brève mention qu'en a livré Range, fait passer sous silence bien trop d'éléments importants et parfois même essentiels, pour saisir l'épineuse question d'un ravitaillement en eau à peu près satisfaisant des participants, hommes et animaux, à une telle entreprise gigantesque.

Fort heureusement, cette lacune laissée par Range, peut être comblée, dans une large part, par la consultation des souvenirs du lieutenant-colonel Kress von Kressenstein, issu de l'armée bavaroise et membre de la Mission Militaire allemande en Turquie depuis janvier 1914. Comme participant actif

[1] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°60, mars 2012, pp. 3-6.

aux deux expéditions contre le canal de Suez, Kress fut à la fois un acteur de premier plan et un témoin sobre, clairvoyant et critique[2]. On fera donc ci-après de larges emprunts à sa description de l'histoire de la première expédition. Ce texte sera ainsi une sorte d'avant-propos aux études et travaux ultérieurs que Range s'efforcera de résumer dans sa propre publication[3].

L'état inquiétant du VIII^{ème} corps d'armée turc

Peu après la mobilisation des forces armées turques proclamée le 2 août 1914, leur commandant en chef Enver Pacha avait chargé Jemal Bey, le général commandant le VIII^{ème} corps d'armée basé à Damas, de préparer une expédition contre le canal de Suez. Jemal demanda alors au chef de la Mission Militaire allemande, de lui déléguer un officier expérimenté comme chef de son état-major. Le choix tomba sur le Lieutenant-colonel baron Kress von Kressenstein qui avait commandé, depuis son arrivée au pays en janvier 1914, l'École de tir de l'artillerie de campagne turque, avant d'être appelé à prendre en charge la Section de Mobilisation au Ministère de la Guerre turc.



Le baron Kress von Kressenstein portant l'uniforme d'un général d'artillerie en 1916. (Source : Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*)

Arrivé à Damas le 27 septembre 1914, Kress devait y trouver, en la personne de son général de corps Jemal Bey, un supérieur fort heureusement doté de réelles qualités et surtout réceptif à toute proposition raisonnable, condition toujours saluée avec satisfaction par un chef d'état-major. Par contre, l'état des troupes de la garnison locale ne différait guère de celui de la majorité des forces turques établies ailleurs, que Kress avait déjà pu reconnaître pendant ses sept mois de présence. À Damas comme ailleurs, l'instruction du fantassin turc se bornait aux exercices de routine accomplis dans la cour de caserne car aucun officier n'avait encore appris à leur enseigner leur rôle et leur comportement au combat. Damas, pourtant ville-garnison de trois régiments d'infanterie, n'était même pas doté du moindre stand de tir. « ***Cela était la règle depuis le temps d'Abdoul Hamid qui, par peur d'attentats et de révoltes militaires, avait formellement interdit de céder au soldat la moindre cartouche à balle, en temps de paix.*** »[4]

Le régiment d'artillerie de campagne stationné à Damas, récemment équipé de canons Krupp modernes et dotés d'un système de pointage dernier cri, attendait toujours la venue d'instructeurs pour lui en enseigner le maniement. Le niveau d'éducation très médiocre du soldat turc avait pourtant de bonnes chances de se trouver atténué par d'autres qualités dont il était indéniablement pourvu. Mais pour cela, il aurait fallu pouvoir disposer d'un corps d'officiers subalternes de qualité. Or, celui-ci faisait défaut et nulle sélection rigoureuse des officiers supérieurs basée sur la recherche de leurs réelles capacités à commander et à entraîner n'était pratiquée. Les promotions étaient largement soumises à l'arbitraire. Puisqu'on avait doté les divisions arabes, comme celles stationnées en Syrie, d'officiers turcs qui ne parlaient que rarement la langue de leurs subordonnés, il avait fallu leur

[2] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, édition de 1938, 308 pages.
[3] R. Range, « *Die Wassererschliessungsarbeiten an der Palästinafront in den Jahren 1915-1918* », in *Jahrbuch des Bundes der Asienkämpfer*, n° 1, 1921, pp. 93 à 105.
[4] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 38.

adjoindre régulièrement des interprètes arabes, mais qui, par contre, ne maîtrisaient que très incorrectement le vocabulaire militaire et militaro-technique.

Le bataillon du génie chargé d'assurer le franchissement du canal de Suez au moyen d'une trentaine de pontons, n'avait encore pu faire aucun exercice pratique, faute de la moindre surface d'eau libre à proximité de Damas. Après l'arrivée de Kress, il a fallu amener ce bataillon, avec son matériel, jusqu'au lac Genezereth pour qu'il puisse s'y entraîner sous la conduite d'un capitaine allemand sollicité à la Mission Militaire. Quant à l'effectif de chevaux propre aux forces armées turques, Kress le qualifiait de « *trop âgé et fortement usé au commencement de la guerre. En outre, il n'avait toujours pas été reconstitué depuis les fortes pertes subies pendant les guerres balkaniques. Très inquiétant était également le niveau embryonnaire de la prophylaxie car il y avait non seulement pénurie de vétérinaires bien instruits et de médicaments, mais encore se heurtait-on très souvent à une indifférence et même à une certaine incompréhension de l'homme face au traitement et aux soins dont les animaux avaient besoin pour remplir leur rôle lors d'une opération aussi délicate que l'expédition contre le canal de Suez* »[5].

Un grand inconnu : le terrain d'opérations

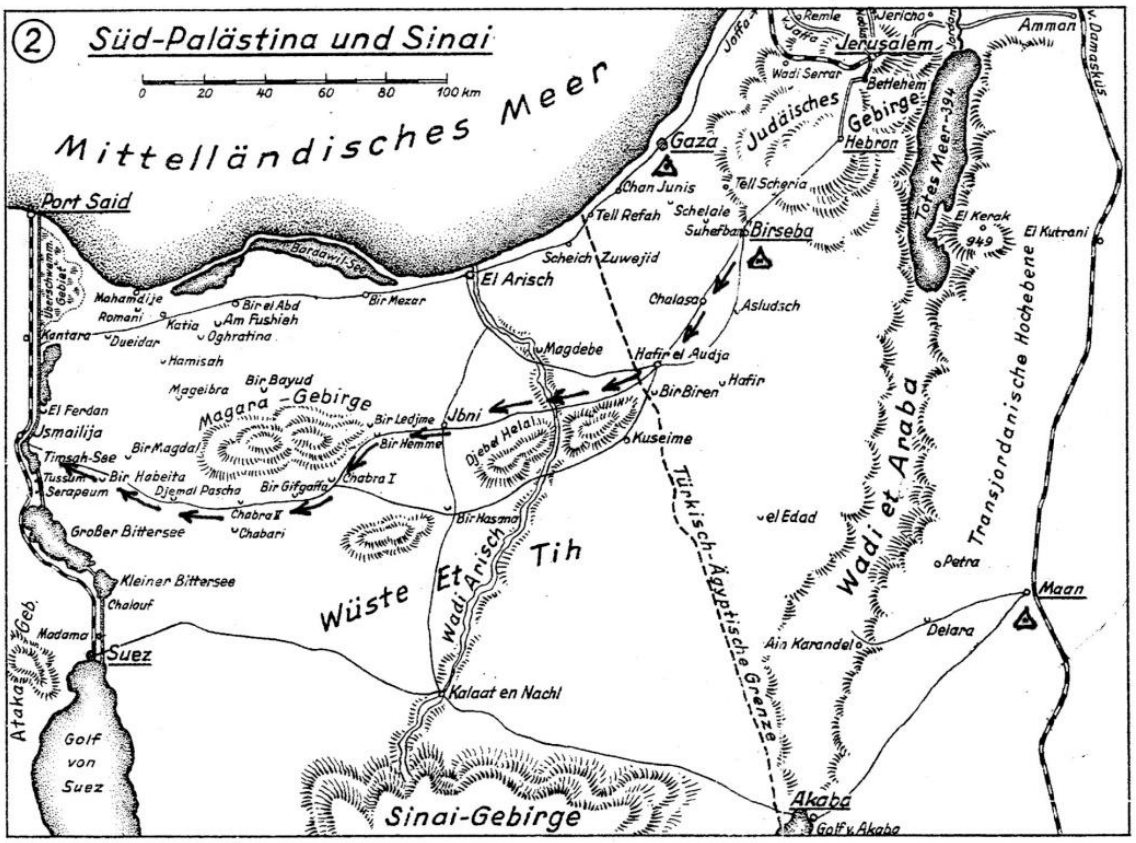
Très rapidement aussi Kress a dû constater à Damas que personne, parmi les officiers supérieurs du VIII^{ème} corps turc n'avait la moindre connaissance du futur champ de bataille présumé, donc du vaste désert Et Tih situé à l'ouest de la frontière turque qui partait de l'ouest de Ghaza pour rejoindre Akaba au sud. Située dans sa majeure partie en territoire égyptien, le terrain désert y atteignait une largeur de 200 kilomètres. Il constituait donc un vaste glacis peu hospitalier, étendu devant la rive est du canal de Suez. Côté turc, on ne disposait d'aucune carte topographique réellement fiable de ce désert. La première réaction de Kress fut donc de solliciter l'autorisation d'effectuer une tournée de reconnaissance le long de la frontière dont le franchissement lui resta cependant interdit jusqu'à l'entrée en guerre de la Turquie qui ne prit effet que le 2 novembre 1914.

La contrainte de devoir fixer définitivement à la fois l'itinéraire et donc aussi le site à attaquer sur le canal, et l'effectif militaire à engager, devait rendre caduc une bonne partie des objectifs que Kress s'était fixés pour sa tournée. Comme il n'existait que trois axes praticables à travers le désert en direction est-ouest, l'officier choisit la centrale, une très ancienne voie de caravanes reliant Birseba, au sud-ouest de Jérusalem, à Ismaïlia sur le Canal de Suez. L'itinéraire nord qui suit les rives de la Méditerranée entre Ghaza et Kantara, se trouvait, sur toute sa longueur, à la portée des pièces de marine modernes. En s'approchant du canal, l'expédition risquait, en outre, d'y être coupée de ses arrières par un débarquement de forces britanniques dans son dos. Quant à l'itinéraire méridional, il permettait, certes, de rassembler les troupes venues de Damas en chemin de fer, à la gare de Maan. Mais le passage ultérieur obligatoire par le port d'Akaba l'exposait également aux bombardements par la flotte de guerre alliée. En outre, le contingent turc devait déboucher - plus tard - devant le canal de Suez en un lieu facile à défendre.

« *Après de mûres réflexions, j'ai finalement proposé au général commandant le VIII^{ème} corps de passer, avec nos forces principales, par le centre du désert, tout en nous dirigeant alors depuis Birseba sur Ismaïlia, en passant par Bir Hassan, et de faire des démonstrations avec des forces plus faibles, contre Kantara au sud et Suez au nord. Cependant, les conditions pour le ravitaillement en eau devaient se révéler particulièrement délicates en suivant le tracé central. C'est pourquoi aucun contingent notable de troupe n'avait jamais encore traversé le désert d'Et Tih en passant par son cœur.* »[6]

[5] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 42.

[6] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, page 45. Il est fort possible que les armées turques n'aient pas emprunté cette voie pour leurs expéditions de conquête dirigées vers l'Afrique du Nord. Mais il est communément



Itinéraire de la colonne centrale turque

Elle est partie de Birseba et passant par El Aoudja - Ibni - Chabra I et Chabra II pour déboucher devant le Canal de Suez à hauteur d'Ismaïlia. La colonne nord devait partir de Ghaza, devait suivre la route côtière par El Arich et atteindre le canal devant Kantara. La colonne sud, quittant la gare de Maan, devait passer par Akaba, puis par En Nahi, tout en approchant ainsi de la ville de Suez. (Source : Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*.)

▲ Lieu de rassemblement ← ← Itinéraire de la colonne centrale

Face à ces incertitudes auxquelles allaient se surajouter encore bien d'autres, on était pour le moins conscient que la question du ravitaillement en eau devait constituer à la fois un facteur primordial et épineux et qu'il fallait donc réduire au minimum acceptable les forces armées à mettre en mouvement sur cet axe. Mais une telle mesure entraînait aussi automatiquement une restriction des buts à atteindre : « *Nous pensions donc pouvoir remplir la mission qu'on s'était fixée pour cette première poussée, si nous parvenions à franchir le canal quelque part, permettant ainsi d'y interrompre le trafic par la constitution d'une tête de pont sur la rive opposée. Pour une estimation des réserves d'eau accessibles dans le désert, nous manquions de tout ordre de grandeur. Ce fut donc plus une affaire de sentiment que de calcul lorsqu'on s'employa à ramener les forces à engager dans cette entreprise, à l'effectif d'une faible division.* »[7]

La tournée de reconnaissance à dos de chameau que Kress entreprit à partir du 8 octobre 1914 en partant de Maan, où il quitta le train pour entamer un itinéraire sous forme d'un vaste arc en longeant ainsi la frontière égyptienne en direction nord jusqu'à atteindre Ghaza, fut pour l'officier sa première rencontre avec un désert si étendu. Les alternances entre désert sableux et désert rocailleux avec leurs conditions de franchissement respectives, furent pour lui aussi nouvelles que la connaissance du chameau en tant que moyen de transport : « *L'assertion que le chameau n'aurait pas besoin d'être abreuvé pendant des jours et des jours, est une fable … . En général cet animal subit déjà*

admis que déjà les guerriers d'Alexandre le Grand seraient passés par là, tout comme les soldats de Napoléon pendant sa campagne d'Égypte en 1798.

[7] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, pp. 45-46.

une baisse substantielle de son rendement au deuxième jour sans eau. Puis, au 3ème ou 4ème, il flanche totalement. »[8]

L'extrême pénurie de véhicules motorisés dont souffrait l'armée turque au début de la guerre, ne laissa aucune alternative à l'emploi de la traction animale, tant pour l'artillerie lourde qu'on s'était décidé d'amener afin de pouvoir bombarder les bateaux présents sur le canal, que pour le transport des 30 pontons. Le tout premier obstacle qui se présenta alors aux transports lourds, fut son passage obligatoire entre Hébron et le lieu de rassemblement désigné de Birseba. Ce fut presque par un pur hasard que Kress dut apprendre que la piste qui reliait les deux localités, était impraticable pour un tel équipement lourd : « *Je fus catastrophé. Nous n'avions pas d'autre solution que de charger l'Inspection des Étapes basée à Jérusalem, du remplacement de cette voie par une route carrossable. Bien entendu, cela signifiait un nouveau retard pour notre marche vers le canal.* »[9] Plus tard, et notamment pour le franchissement des ouadis[10] profondément entaillés et des zones dunaires, l'on pouvait toujours s'appuyer sur la force humaine, en faisant appel aux soldats marchant à proximité.

Le bilan présenté par Kress sur les ressources d'eau locales – établi lors de sa tournée préparatoire ; mais on ignorait encore si le volume de ces ressources pouvait correspondre également à celles du désert Et Tih, en territoire égyptien - fut donc le suivant : « *Dans le désert sableux, on rencontre relativement souvent des endroits où l'eau se trouve entre 1 et 3 mètres de profondeur. Mais elle s'y avère, dans la plupart des cas, salée ou saumâtre ou du moins désagréable à boire de sorte que chez nous, aucun animal n'irait la consommer*[11]*. Les endroits où l'on peut trouver cette eau, sont matérialisés par des palmiers. Dans le désert caillouteux, elle est recueillie dans quelques citernes naturelles et dans de rares puits appartenant aux bédouins et qui se placent majoritairement dans le fond du lit des rivières asséchées. Il s'agit de puits verticaux profonds de plusieurs mètres, étroits et parfois coffrés avec du bois de palmier. On y récupère l'eau au moyen de seaux ou en la cueillant. Au cours de notre tournée de reconnaissance, il nous a fallu des heures avant de pouvoir satisfaire nos besoins d'eau pourtant plutôt faibles. Une fois qu'on y était parvenu, on avait vidé le puits dans la plupart des cas. Même au lendemain matin, seulement une faible quantité s'y était renouvelée. Une petite tribu de bédouins pourra satisfaire à la rigueur ses besoins sur de tels puits, mais ceux-ci s'avèrent totalement insuffisants pour répondre à nos nécessités militaires.* »[12]

En résumant cette situation préoccupante pour l'année, on doit admettre qu'en zone désertique, l'eau souterraine était alors exploitée très majoritairement par des puisards captant des nappes temporaires, issues de l'eau qui s'était infiltrée dans les alluvions recouvrant le fond des ouadis. Comme la tournée de Kress s'était effectuée à la fin de la saison sèche, ces petites nappes étaient très proches de l'état d'épuisement. Bien plus tard, les campagnes de prospection par forages réalisés par les Allemands ont permis de rencontrer des nappes à des profondeurs très supérieures, mais aussi dans des conditions géologiques que le bilan présenté par P. Range ne précise pas. Il n'est pas à exclure que de tels puits profonds aient déjà existé à une certaine distance du grand axe caravanier qui traversait le centre du désert, pratiqué depuis l'Antiquité. Mais faute de cartes fiables et face au mutisme des bédouins, Kress ne semble pas avoir réussi à en prendre connaissance et encore moins à en localiser au moins quelques-uns.

Ainsi l'officier a dû se rendre compte, très tôt, que les bédouins de la région « *ne divulguent qu'à contrecœur et seulement contre une forte récompense d'argent, les points d'eau existant en zone*

[8] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 48.
[9] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 67
[10] Cours d'eau au débit très irrégulier.
[11] Parmi les avantages indéniables du chameau sur les autres animaux de selle ou de transport en zone désertique figure sa faculté de consommer, avec une certaine préférence même, de l'eau saumâtre, y compris les eaux magnésiennes qui, avant d'être tolérées par l'homme, lui "infligent" de fortes diarrhées pendant une petite semaine.
[12] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 49.

désertique ». La crainte a certainement existé que cette attitude n'aille poser des problèmes d'eau supplémentaires, susceptibles d'atteindre même les organes vitaux de l'expédition, au cours de sa traversée du désert Et Tih dont on ignorait, côté turc, quasi totalement les ressources naturelles. Kress ne s'est pas prononcé clairement à ce sujet. Mais il a bien spécifié que les chefs des tribus bédouins vivant dans cette vaste aire très peu contrôlée par les autorités britanniques, reçurent de "petites pensions" de la part de l'occupant. Interprétant l'obligation de se présenter devant l'administrateur comme un geste de soumission, bon nombre de ces cheikhs se seraient sentis mal traités par les Anglais. « *Pour ces raisons, il ne fut pas difficile pour les Turcs de les attirer vers eux en leur versant une pension un peu supérieure à celle attribuée par les Britanniques.* » Contrairement à ce qui devait se passer plus tard, notamment en Arabie, « *les bédouins nous sont restés fidèles aussi longtemps que nous avons contrôlé le désert Et Tih* »[13].

2ème partie[14]

Une préparation pleine de mauvaises surprises

La pénurie d'eau qui régnait à l'intérieur de la Palestine occidentale, comme l'avait constaté Kress, a nécessité de prendre une série de contre-mesures si l'on ne voulait pas remettre en question encore davantage le calendrier fixé à l'opération militaire. Pour résoudre les énormes problèmes de transport, bien amplifiés par le manifeste manque d'eau le long de l'axe de marche central, il fut calculé un besoin de 30.000 chameaux. « *Ce chiffre énorme s'explique par l'état de sous-alimentation des bêtes élevées au désert et qu'on ne pouvait donc pas charger en permanence de plus de 120 kilos. La fourniture des chameaux fut confiée à de gros terriens arabes et des marchands de bestiaux, et l'on a dû payer un prix très élevé pour chaque bête : 10 livres turques en or. Comme le commandement du VIIIème corps turc prétendait de ne pas disposer de telles sommes, il a fallu solliciter, pour ces achats, le fonds spécial allemand mis à ma disposition.* »[15]

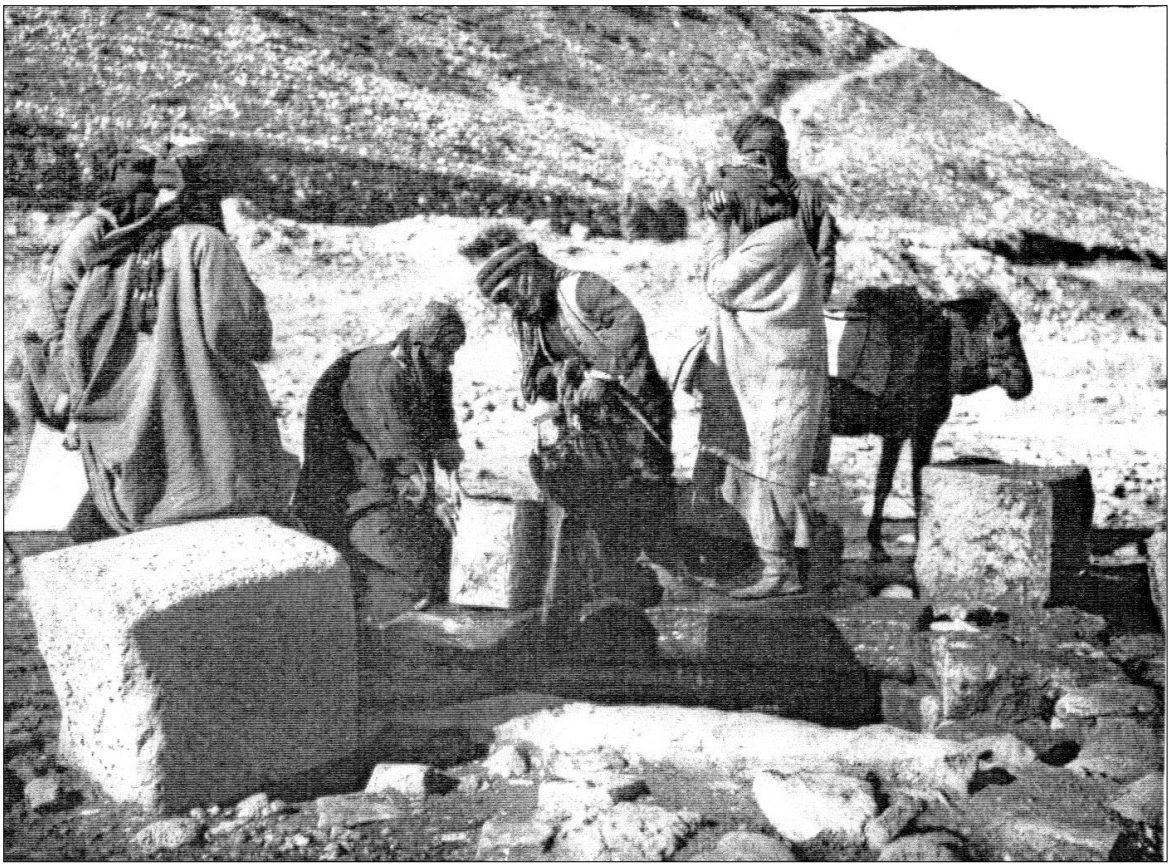
Comme un approvisionnement substantiel en eau, basé sur les ressources susceptibles d'exister le long de l'axe central, était a priori irréalisable, il a fallu réserver 5.000 chameaux uniquement pour le transport de cette ressource vitale qui sera alors acheminée depuis les villes bien pourvues de l'arrière, comme Birseba ou Ghaza et, pour la colonne méridionale, surtout à partir d'Akaba. La création de dépôts le long des axes jusqu'à la frontière égyptienne devait également faciliter le ravitaillement de la troupe en mouvement vers le canal. On s'est alors aperçu très tôt que les outres en cuir ne pouvaient ni être confectionnées ni achetées en nombre suffisant pour couvrir les besoins de l'expédition.

« *Nous avons donc opté pour les bidons métalliques qu'on trouvait un peu partout et qui avaient servi au commerce du pétrole : les fameux* tennekes. *Pour leur transport, nous avons fait fabriquer des bannes en bois, contenant chacune quatre bidons. Le chameau portait alors, sur chaque côté, une de ces bannes ce qui devait lui permettre de déplacer au total 128 litres d'eau. Mais ce calcul était bien hypothétique car, en réalité, la quantité ainsi transportée fut bien inférieure puisque bon nombre de ces* tennekes *perdaient de l'eau ou n'avaient pas été entièrement remplis au départ ou insuffisamment bouchés. Nos besoins en bidons furent d'autant plus énormes que nous avions l'intention d'emporter avec nous assez d'eau pour couvrir la consommation de tout le VIIIème corps pendant deux jours consécutifs.* »[16]

---

[13] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 53.
[14] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°61, juin 2012, pp. 2-5.
[15] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 63.
[16] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 64.

Parallèlement avec l'organisation du transport d'eau, il fallait régler celui du ravitaillement en vivres et en munitions. « *Une fois les premières caravanes de chameaux constituées, on a commencé par établir de tels dépôts dans les zones de rassemblement, puis à y déposer les stocks.* »



Remplissage d'un *tenneke* par des bédouins sur un puits en Palestine
(In : *Jahrbuch des Bundes der Asienkkämpfer* - Vol. 2 - 1922).

Mais déjà sur les 170 kilomètres qui séparaient le dépôt central de l'armée turque (Sileh) du lieu de rassemblement central désigné (Birseba), on devait prendre en compte « *que, sur un tel trajet, le chameau consommait lui-même une part importante de sa charge utile. Afin d'éviter de telles pertes, il fallait commencer par créer, puis remplir des magasins de vivres le long de la route d'étape, afin d'y assurer d'abord le ravitaillement de la troupe au passage tout comme celui des caravanes. Mais toute cette organisation s'accomplissait si lentement qu'on a dû bientôt se rendre compte qu'il n'y avait plus aucune chance de mettre le projet à exécution en 1914* »[17].

En attendant, Kress s'était assuré les services de deux personnages importants et dont les capacités devaient bientôt se révéler très précieuses.

Il y avait d'abord un Allemand, résidant en Palestine (Fritz Frank) qui s'était proposé de pousser, avec deux bédouins, une reconnaissance jusqu'au Canal de Suez. C'est ainsi que Kress a pu obtenir des informations précieuses sur la physionomie du désert Et Tih en territoire égyptien et en particulier sur les conditions topographiques locales.

Grâce au consul allemand à Haïfa, Kress put également recruter un *Baurat* (architecte de travaux publics) du nom de Schumacher qu'on retrouvera plus tard encore, associé au *Bergrat* Range, pour le compte duquel il devait diriger l'ensemble des réalisations hydrauliques de surface (aménagements de puits, captage de sources, adductions d'eau, etc. ...). Né en Amérique du Nord, Schumacher était venu

[17] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 66.

en 1869 à Haïfa, avec son père membre de la *Temple Society*[18]. Il y retourna, après ses études d'architecture en Allemagne, pour exercer son métier en Palestine. Simultanément il se fit une renommée par ses travaux cartographiques en Jordanie orientale ainsi que par son intérêt pour l'archéologie. Kress dit de lui qu'il fut « *un excellent connaisseur du pays, maîtrisait la langue arabe et possédait de riches expériences dans le contact avec les entrepreneurs et ouvriers locaux* »[19].

C'est ainsi que Schumacher s'est déclaré disposé à entrer au service de l'armée et à fonder les bases pour le stockage d'eau, avec le soutien d'entrepreneurs allemands résidant dans le pays, tant sur la frontière qu'aux lieux de rassemblement. Cependant, l'immense programme de prospection et de mise en valeur des eaux souterraines qu'il proposait à Kress, n'a pu être mis en œuvre que bien plus tard, en raison à la fois du peu de temps qui restait avant le départ de l'expédition et aussi de l'absence de toute infrastructure technique et matérielle en cette période.



Infanterie turque marchant vers le Canal de Suez
(Source : Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*).

Allah est avec les Turcs !

Après quelques divergences avec le Haut Commandement turc qui ont, en quelque sorte, couronné l'ensemble de difficultés déjà bien nombreuses, les échelons se sont mis en mouvement en partant, comme prévu, d'une ligne reliant Ghaza à Birseba puis à Maan.

« ***Tous les malades, les faibles de constitution et les non instruits ainsi que toutes les voitures de transport furent laissés en arrière, dès l'arrivée aux abords du désert. Aucune bouche inutile, humaine ou animale, ne devait devenir une charge pour l'expédition … Le VIII^{ème} corps turc ne possédait ni tentes, ni cuisines roulantes. Pendant la durée du trajet, tous les participants, y compris leur général, ont dormi à la belle étoile. L'eau était rationnée autant pour l'homme que pour les animaux ; son utilisation pour des buts de nettoyage était strictement interdite … À part les deux jours de repos où l'on***

[18] Secte protestante qui installa une colonie à Haïfa en Palestine en 1860.
[19] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 62.

distribua une soupe chaude, les soldats et officiers turcs vivaient de 600 grammes de pain sec et d'une poignée de raisins, de dattes ou d'olives par jour. C'est uniquement avec une troupe aussi modeste qu'on pouvait alors réussir la traversée du désert, étant donné les conditions difficiles pour assurer son ravitaillement. »[20]

Or, et cela fut la grande surprise plutôt agréable, la nature s'était montrée clémente avec les Turcs pendant l'hiver 1914-1915. Après une absence totale de précipitations au désert pendant sept années consécutives, des pluies abondantes devaient tomber sur cette région, ce qui fut interprété spontanément par les bédouins comme un signe favorable pour l'issue de l'expédition. Même Kress devait avouer que « *sans ces précipitations hivernales nous n'aurions sans doute pas réussi à conduire le corps expéditionnaire à travers le centre du désert, jusqu'au canal* »[21]. Mais ces précipitations tombant sous forme d'orages accompagnées de pluies torrentielles dès la fin de novembre 1914, devaient, en contrepartie, causer aussi d'importants dégâts, notamment aux voies de communication. Ainsi la voie ferrée reliant Damas à Selah fut interrompue pendant deux semaines, tout comme la route entre Nablus et Damas, emportée sur des sections ayant chacune plusieurs kilomètres de longueur. Comme on avait omis d'en informer le commandant du corps à temps, le départ des transports de biens militaires ne fut plus assuré à temps. « *De nombreuses petites stations étaient obstruées et de grandes quantités de vivres, ainsi exposées aux aléas du temps, ont fini par se détériorer.* »[22]

Pendant la marche de 200 kilomètres jusqu'au canal, ce fut donc le rationnement de leur nourriture poussé jusqu'à l'extrême (3 kilogrammes d'orge par jour) qui devait provoquer le dépérissement par milliers des animaux de transport. Leur amaigrissement extrême avait déjà été constaté par Kress pendant le trajet même, mais selon lui, la grande mortalité ne les aurait réellement affectés qu'après leur retour. Or, on avait dû opter, dès le départ, pour des marches de nuit uniquement, non seulement pour échapper ainsi à la surveillance par les aviateurs alliés[23], mais encore à cause des fortes températures diurnes. « *Autrement, nous aurions été dans l'incapacité de procurer aux hommes comme aux animaux les quantités d'eau nécessaires pour effectuer des marches de jour.* »

Pour la traversée du désert Et Tih entre Hafir et Aoudja situé près de la frontière égyptienne, et Chabra II, encore à 50 kilomètres du canal, le corps expéditionnaire a dû accomplir six marches de nuit. Les suites des récentes pluies se sont alors avérées bénéfiques dès la fin de la première nuit lorsqu'on déboucha devant le cours de l'Ouadi Arich dont les alluvions étaient encore gorgées d'eau. Aux points d'étape suivants (Bir Hemme et Chabra I), des compagnies de génie commandées par le *Hauptmann* allemand Fischer, un ancien officier de la *Schutztruppe*[24] et donc très expérimenté, avaient trouvé le sable également gorgé d'eau à un tel point qu'on y avait creusé des fossés de plusieurs mètres de long qui se sont rapidement remplis de ce liquide précieux.

« *Afin d'accélérer la distribution d'eau, Fischer avait fait placer des pontons métalliques du train de pontage près de ces points d'eau temporaires et les avait fait remplir d'eau avant l'arrivée du gros de la troupe. Grace aux précautions prises par l'officier et son équipe, l'alimentation en eau a bien fonctionné pendant cette marche à travers le désert malgré toutes les craintes. Aucun homme ni animal n'y est mort de soif.* »[25]

Ainsi, pendant trois jours seulement la troupe a dû satisfaire ses besoins d'eau par prélèvement sur les caravanes de chameaux porteurs des bidons *tenneke*. Il avait été élaboré pour celles-ci des plans

[20] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 86.
[21] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 50.
[22] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 68.
[23] Les Anglais avaient stationné à Port Saïd une escadrille de six avions de reconnaissance et les Français y disposaient de 7 hydravions (H.W. Neulen, *Feldgrau in Jerusalem* , 1991, p. 68).
[24] Unités dites de protection, stationnées dans les différentes colonies allemandes en Afrique. Fischer avait servi au Sud-ouest africain et il y avait acquis de solides expériences dans la Namibie désertique.
[25] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 88.

de mouvement très précis, tout en spécifiant quelle colonne allait être sollicitée tel ou tel jour, où elle devait ensuite se rendre pour remplir ses bidons et quel jour elle devait être de retour. Une chance inouïe devait s'offrir au corps expéditionnaire à son arrivée au point Chabra II.

« *Nous y avons trouvé, dans les dunes, un véritable petit étang qui s'était formé suite aux récentes pluies. Pendant tout le temps que nous avons passé ensuite au canal, il a pu satisfaire sans encombre nos besoins d'eau.* »[26] Lorsque l'avant-garde arriva à Bir Magdal, à seulement 20 kilomètres du canal, ce lieu s'est révélé être un point d'eau abondant. Il fut alors transformé immédiatement en dépôt central de vivres et de munitions, et l'on y établit les hôpitaux de campagne. Le tout fut ensuite entouré de tranchées, dans l'attente d'une éventuelle attaque des Anglais. Or, ceux-ci avaient préféré abandonner tout le désert Et Tih, faute de contingents militaires suffisants, et ils avaient préféré renforcer plutôt leurs défenses au niveau du canal même.

Le franchissement du canal : un coup d'épée dans l'eau

Comme le déroulement et l'issue des combats engagés sur le Canal de Suez qui ont débuté dans la nuit du 2 au 3 février 1915, ne sont pas le sujet principal de cet article, ils seront résumés ici très succinctement, puis on s'attardera encore quelque peu sur les conditions dans lesquelles s'est effectuée la retraite du corps expéditionnaire vers ses bases de départ.

Le tracé du canal ayant été considéré, par les Britanniques, comme une structure bien plus facile à défendre que le vaste désert qui le précède à l'est, toute leur attention s'était donc portée sur une fortification de la rive occidentale, permettant une surveillance étroite de la voie d'eau dans l'attente de son franchissement par les Turcs. Seules quelques têtes de ponts furent établies sur la rive opposée et fortifiées en conséquence. Bien entendu, l'approche des Turcs n'était pas restée inaperçue, grâce notamment au survol d'aéroplanes français et anglais. La présence de deux divisions indiennes et d'une artillerie bien répartie et soutenue par celle des bateaux de guerre alliés, pouvait donc être considérée comme un ensemble d'atouts solides.

La tentative de franchissement du canal au moyen des pontons fut retardée par une tempête de sable et n'eut lieu que le 3 février à l'aube. Elle se trouva immédiatement soumise à un violent tir d'artillerie et de mitrailleuses, provoquant une panique parmi les soldats chargés d'amener les pontons jusqu'à la voie d'eau. Quatre de ces derniers seulement ont ainsi pu atteindre la rive opposée où leurs équipages furent immédiatement neutralisés. Peu de temps après, un contingent du corps hindou traversa à son tour le canal à Serapoud pour attaquer ensuite les troupes turques qui s'étaient enterrées à hauteur du site du départ des pontons, sur leur flanc gauche (sud). Simultanément les unités turques tenues en réserve en tant que deuxième échelon, furent canonnées par des bateaux de guerre, notamment français, qui leur infligèrent de sérieuses pertes. Au soir du 3 février, l'opération fut suspendue sur ordre du général Jemal Pacha commandant le VIII^{eme} corps turc qui venait de renoncer à une seconde tentative d'atteindre la rive ouest du canal. En effet, les pontons déposés sur la rive est avaient été plus ou moins fortement endommagés car percés par des balles ou par des éclats d'obus tirés notamment d'un contre-torpilleur anglais qui circulait sur les eaux du canal. Immédiatement le corps expéditionnaire se mit à retraiter en direction de ses bases de départ.

Une " retraite dans l'ordre " ?

Les sources disponibles sont unanimes à déclarer que le décrochement des unités turques de leur ennemi s'est effectué sans difficulté majeure, grâce à l'attitude passive de leurs adversaires. En effet, les Britanniques avaient renoncé à toute poursuite. Les ouvrages officiels anglais défendent cette attitude en prétendant que le départ des Turcs serait resté inaperçu et qu'ils se seraient plutôt attendus à un reprise des attaques dans la matinée du 3 février. En fait, une poursuite ne semble jamais avoir été sérieusement envisagée par les Anglais. On évoque, pour expliquer cette attitude passive, l'inexistence

[26] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 89.

de la moindre infrastructure hydraulique permettant d'alimenter convenablement en eau leurs propres troupes dans le désert. À cela s'ajouterait le niveau d'instruction, considéré comme insuffisant, de leurs contingents indiens face aux risques d'un combat dans un tel milieu, contre des soldats qui y étaient habitués (hypothèse de Kress). Mais les raisons de cette absence de réaction restent plutôt floues. On ne peut pas exclure non plus la crainte nourrie par le haut commandement britannique qu'une éventuelle défaite subie dans le désert Et Tih aurait pu favoriser un soulèvement de la population égyptienne contre l'occupant[27].

« *Certes, la marche retour a coûté aux troupes turques encore bien des efforts et aussi des privations. Mais elle s'est effectuée en bon ordre et sans perturbation par l'ennemi. Bien entendu, l'ambiance était déprimée à cause de l'échec, mais n'a donné lieu à aucune inquiétude. Au sein du corps d'officiers turcs, une certaine mauvaise humeur s'est levée à l'encontre de nous, les officiers allemands. Comme toujours en pareil cas, on attribuait la responsabilité de l'échec subi à l'allié et non à ses propres insuffisances.* »[28]

On ne dispose, certes, d'aucune indication précise sur la situation de l'alimentation en eau, tant des troupes turques que de leur énorme cortège animalier pendant ce trajet. Les rares allusions faites par Kress à l'organisation conçue d'avance pour résoudre, ou du moins atténuer, la portée de ce problème vital avant et pendant la marche d'approche, semblent confirmer que ce schéma a encore fonctionné, tant bien que mal, pendant la grande retraite. Mais le commentaire de Kress se rapporte principalement à la colonne centrale à laquelle il s'était joint. En effet, un témoin digne de foi qui a vu la colonne méridionale refluer sur Maan dans un état de débandade prononcée, s'est surtout centré sur l'état déplorable des chameaux. Nombreux furent ceux qui s'immobilisèrent, car trop affaiblis pour avancer, couverts de plaies ouvertes et de mouches, chancelant, les narines touchant le sol car leur tête était devenue trop lourde. D'autres gisaient sur le sol brûlant, les yeux sortis de la tête et le museau largement ouvert, couverts de sueur froide et râlant péniblement. Tous étaient amaigris jusqu'à l'état de squelette, mais aucun homme ne s'occupait plus d'eux, une fois libérés de leurs charges. Seuls les vautours venus de la ville proche, étaient là par paquets entiers, donnant avidement des coups de bec dans les corps des animaux mourants ou réduits à l'état de cadavres[29].

Immédiatement après le retour du corps expéditionnaire vers ses bases de départ, Kress fut nommé, sur décision du Haut Commandement turc, « commandant du désert ». Il établit alors son P.C. à Ibni, situé en territoire égyptien, à une trentaine de kilomètres au-delà de la frontière avec la Palestine sous domination turque. C'est à partir de cet instant seulement que la recherche d'eau dans la vaste zone désertique a pris son véritable départ. En attendant, la décision était déjà tombée d'organiser une deuxième expédition contre le canal de Suez que l'on voulait voir se dérouler dans des conditions nettement meilleures. Bien entendu, sur le cahier des charges établi dans ce but, la solution de la question de l'eau devait désormais jouer un rôle primordial, pour ne plus présenter, encore une fois, un facteur susceptible de faire échouer toute l'opération avant que celle-ci ait pu atteindre sa cible[30].

---

[27] R. Hotzhausen, « Die deutsch-türkischen Operationen gegen den Suez-Kami und im Sinaï-Crebiet während des Ersten Weltkrieges » in *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, 1957, p. 159.

[28] Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 97.

[29] H. von Tzschirner-Tzschirne, *In die Wüste. Meine Erlebnisse als Gouverneur von Akaba*, 1920, p. 79. - La forte mortalité parmi les chameaux, déjà brièvement mentionnée par Kress, a certainement été, en premier lieu, une conséquence directe du mauvais traitement infligé à ces animaux par leurs conducteurs, des hommes recrutés par l'armée " au petit bonheur ". Ainsi, Kress a noté que la vue de ces formations mal équipées, sans discipline ni ordre, avec des animaux à moitié morts de faim et leurs conducteurs aux airs de vagabonds en loques, sous la conduite d'officiers sans énergie et totalement inutilisables, l'avait déprimé au plus haut degré et l'avait rempli de sérieux doutes au sujet de la réussite de cette entreprise (Fr. Freiherr Kress von Kressenstein, *Mit den Türken zum Suezkanal*, p. 59). H.W. Neulen (*Feldgrau in Jerusalem* , 1991, p. 65) fixe les besoins d'eau par chameau à 25 litres par jour, ce qui est correct. Mais cette quantité n'a certainement pas été accordée ni distribuée dans les délais limites. Comme les conducteurs n'éprouvaient pas le moindre sentiment de responsabilité vis-à-vis de ces animaux considérés comme " propriété de l'état ", leur abandon spontané sur place dès le retour de l'expédition fut donc une conséquence presque logique de cette attitude irresponsable.

[30] Voir les articles précédents

ENTRE CODE DE JUSTICE MILITAIRE ET " VOULOIR STATUER UN EXEMPLE " : AUTOUR DE L'EXÉCUTION D'UN SOLDAT LORRAIN SUR LE FRONT DE L'EST[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

Le texte qui figure en deuxième partie de cet article, est issu du livre *Das Bumserbuch* édité pendant la première guerre par Oskar Wöhrle et complété en 1929 sous forme d'une deuxième édition. En effet, cette dernière a alors permis à l'auteur d'y ajouter des passages et même plusieurs nouveaux chapitres, supprimés jadis par la censure militaire allemande. La vie mouvementée de Wöhrle est retracée dans un autre article où il raconte, dans le journal de la X^{ème} armée allemande à Vilna (Vilnius), une visite du roi de Saxe.

Comme cela fut une constante chez Wöhrle dans tous ses écrits publiés aussi bien pendant qu'après la guerre, aucun nom ni date précise d'un événement, ni la moindre identification d'unité à laquelle avait appartenu l'auteur en tant que témoin ou les personnes citées, n'y figurent. Par conséquent, on ignore également le nom du condamné à mort, tout comme sa date d'exécution. On peut seulement considérer comme certain que Wöhrle a appartenu lui-même à l'un des deux régiments d'artillerie de campagne de la 31ème D.I.. L'événement relaté ici a dû se produire pendant l'hiver 1915-1916 car plusieurs historiques de régiments de la 31ème D.I. signalent effectivement, pour la fin décembre 1915, une chute des températures ambiantes jusqu'à–30° C.

La Commission d'Enquête parlementaire créée en 1924 par le *Reichstag*, la diète de la République de Weimar, a conclu en 1928 à un total de 150 condamnations à mort dans l'armée allemande pendant la Première Guerre Mondiale, dont seulement 48 auraient été appliquées[2]. Ce bilan fut plus tard mis en doute par les chercheurs à cause de sa *Dunkelziffer*, la part restée obscure qui n'apparaît donc sur aucun document officiel.

Toujours selon la même source, le chiffre des condamnés à mort pour désertion n'aurait atteint que 49, dont seulement 18 furent mis en application.

« ***Il peut être mis en doute si ces chiffres reflètent effectivement la totalité des condamnations à mort prononcées car il y a certainement eu un nombre important d'exécutions sans respect pour la procédure en conformité avec le Code de Justice militaire.*** »[3]

Pour ce qui est des archives des trois petits royaumes allemands qui ont échappé, dans une large mesure, aux destructions de guerre survenues vers la fin de la guerre de 1939-1945, le Wurtemberg avait déjà annoncé, dans le volume 19 de sa série *Württembergs Heer im Weltkrieg* parue dans les années vingt, le jugement de 1.109 cas pour « ***désertion et éloignement non autorisé de la troupe*** », au niveau de ses propres forces armées combattantes. Mais « ***aucun cas ne nous est connu où, pendant la guerre, la peine de mort ait été appliquée à un seul membre du contingent wurtembergeois*** »[4].

La situation aurait été similaire dans l'armée bavaroise, pourtant d'un effectif très supérieur au contingent fourni par le Wurtemberg. Les archives de ce royaume confirmeraient qu'on « ***a fait peu d'usage de la peine de mort dans les troupes bavaroises car elle ne fut prononcée que sept fois dont deux pour désertion. Aucun de ces jugements n'a été exécuté*** »[5]. Or, la justice militaire bavaroise jouissait alors de la réputation d'être particulièrement impitoyable.

---

[1] Bulletin *Bretagne 14-18*, n° 62, septembre 2012, pp. 6-9.
[2] Chr. JAHR, « Bei einer geschlagenen Armee ist der Klügste, wer zuerst davonlauft. Das Problem der Desertion im deutschen und britischen Heer » in *Kriegsende 1918 - Ereignis, Wirkung, Nachwirkung Militärgeschichtliches Forschungsarrit - Beiträge zur Militärgeschichte*, volume 53, 1999, p. 263.
[3] Chr. JAHR, op. cité, p. 265.
[4] A. von HALDENWANG, « Feldverwaltung, Etappe und Ersatzformationen im Weltkrieg 1914-18 », *Württembergs Heer im Weltkrieg*, volume 19, éd. 1925, p. 173.
[5] Chr. JAHR, op. cité, p. 265.

On reste, jusqu'à ce jour, dans une incertitude quasi totale sur la situation au royaume de Saxe où, pendant les treize années du nazisme, le mutisme resta aussi complet qu'ailleurs en Allemagne, sur ces questions plutôt gênantes. Le régime de l'occupant soviétique qui devait lui succéder en 1945, fut très strict et tout aussi sévère vis-à-vis de l'usage et l'interprétation des archives militaires allemandes placées désormais sous sa tutelle. Et ce mutisme semble toujours être de mise, tout comme d'ailleurs dans un autre domaine très sensible : le sac de Dinant, l'un des tout premiers massacres de grande ampleur commis sur le sol belge en 1914, par la III^{ème} armée saxonne.

Après la réunification de l'Allemagne, j'ai rencontré une délégation saxonne venue participer aux commémorations annuelles de la bataille de la Marne. Lors d'une conversation avec certains de ses membres, on m'avait alors signalé qu'on avait retrouvé des documents de la plus haute importance sur cette triste affaire. Mais, depuis ce temps, rien n'est encore sorti des archives de Dresde pour « éclairer nos lanternes » : ni sur la guerre des francs-tireurs, ni sur le bilan de la justice militaire saxonne.

Au niveau du royaume de Prusse, auquel on serait tenté d'attribuer la très grande majorité des condamnations à mort ayant été suivies d'effet, la recherche historique se trouve toujours confrontée à la même difficulté : la disparition des archives par faits de guerre (mais aussi sur ordre de Hitler en 1945) a laissé un énorme vide qui interdit également tout nouvel établissement d'un bilan des activités de la justice militaire prussienne entre 1914 et 1918. Au fond, la réalité est certainement encore plus complexe car l'origine de ces toutes ces lacunes remonte souvent à des périodes bien antérieures à 1945.

De façon synthétique, je me bornerai à rappeler ci-après seulement quelques notions essentielles lorsqu'on veut explorer la justice militaire de la période de la Grande Guerre, sur la base des maigres documents accessibles.

Avant la guerre, le Code de justice militaire des principales puissances européennes comprenait de nombreuses similitudes. Chez les Allemands, la peine de mort n'était prononcée que dans deux cas précis : l'assassinat prémédité en général et toute tentative même d'assassinat d'un souverain ou autre chef d'état. En cas de guerre, cette sentence devait connaître une amplification très large et s'appliquer alors à une désertion répétée (donc dès la deuxième tentative), une fuite attestée par lâcheté au combat, l'incitation d'autres soldats à déserter ou à fuir, l'agression, commise pendant le service en campagne, à l'encontre d'un supérieur hiérarchique, le refus d'obéissance aggravé, ainsi que l'abandon de poste devant l'ennemi[6].

Or, un fait plutôt surprenant s'est produit en 1916. Malgré l'omnipuissance en apparence inébranlable du pouvoir des militaires « ***permettant au Département de la Guerre des interventions quasi illimitées sur les droits civiques, grâce à la loi prussienne sur l'état de siège de 1851 qui allait lui procurer même des droits législatifs, le Reichstag a réussi une intrusion de fait dans ce domaine que les militaires s'étaient approprié. En avril 1916, a été adopté une résolution exigeant une loi en faveur d'une diminution de la sévérité des punitions minimales exigées par le Code de Justice militaire*** »[7]. Cette loi fut adoptée par l'Assemblée Nationale, à l'unanimité, un an plus tard, le 17 avril 1917[8]. Une autre loi qu'on peut considérer comme complémentaire de la précédente, devait passer, de nouveau à l'unanimité, en juin 1918. Elle visait surtout une abolition des arrêts de rigueur, comme ceux de forteresse.

Le consensus des historiens de l'après 1945 est loin d'être réuni quant aux répercussions de ces décisions sur la discipline au sein des forces armées allemandes.

[6] H. DOETZ, *Taschenbuch des Militärrechts für Kriegszeiten*, volume 1, édition de 1915, pp. 279- 282.
[7] Chr. JAHR, op. cité, p. 266.
[8] L'atténuation des peines fixées par les soi-disant *Kriegsgesetze* (lois de la guerre) et leur nouvelle portée furent confirmées par un ordre particulier signé par le Chef de Guerre Suprême, donc Guillaume II en personne, le 28 mai 1917.

La première réaction, aussi virulente que foncièrement négative, vint déjà d'une note de service signée Ludendorff et datant du 9 juillet 1918[9]. Elle exigea notamment des juges militaires un net raidissement de leur attitude vis-à-vis des soldats déférés et une fin des (trop) nombreuses suspensions et interruptions de peines qui avaient pourtant toujours été très en cours dans les milieux militaires allemands. La même note exige aussi une application plus rigoureuse du transfert des condamnés vers les « compagnies de prisonniers militaires ». Employées notamment pour divers travaux derrière le front, leur création avait été adoptée le 11 septembre 1917[10]. La note de Ludendorff culmina en sévérité en exigeant qu'une « ***désertion directement face à l'ennemi, notamment lors de l'occupation d'une position de départ d'attaque, sous les yeux et contre les ordres d'un supérieur hiérarchique, représentera toujours un cas d'extrême urgence à remédier et le plus haut des dangers ; elle qualifie donc ce même supérieur à faire usage de son arme*** » [11].

Une semaine plus tard, cette note fut complétée par une autre, signée cette fois de Hindenburg lui même, le Chef du Grand État-major. Elle rappelle que les récentes décisions d'amnistier les délinquants en grand nombre auraient eu des « ***conséquences alarmantes pour la troupe. Ainsi, des hommes déjà punis déserteraient une nouvelle fois avec l'arrière-pensée qu'une nouvelle loi d'amnistie leur éviterait une autre punition*** ». Les hommes se laisseraient même aller jusqu'à commettre les manquements « ***les plus graves dans la certitude absolue qu'à la fin de la guerre il y aurait une amnistie générale qui leur éviterait d'être punis*** » [12].

Pour toutes les forces armées combattantes, il est admis aujourd'hui qu'environ 40.000 à 50.000 condamnations prononcées pour « ***désertion ou éloignement non autorisé de la troupe*** ». La conclusion qu'en tire Chr. Jahr est que, « ***même en triplant ce chiffre afin de tenir ainsi compte de la Dunkelziffer*** », cela n'aurait toujours pas pu avoir une influence réellement sensible sur l'issue de la guerre, face aux 15,5 millions de soldats allemands mobilisés. Une telle assertion paraît cependant très discutable car elle ne tient pas compte de l'effet moral du phénomène sur la troupe. Ainsi, le dépôt central établi par la IV^{ème} armée allemande à Gand (Belgique), aurait déploré à lui seul 2.000 à 3.000 « égarés » par jour[13]. Ce phénomène a pris des proportions considérables au cours des dernières

[9] Le texte complet de la note de Ludendorff et celle signée un mois plus tard par Hindenburg, figurent dans l'annexe de l'ouvrage de E.O. VOLKMANN, *Der Marxismus und das deutsche Heer im Weltkriege,* 1925, pp. 310-315.

[10] Ces *Militär-Gefangenen-Kompanien* qui ont fait leur apparition en 1917, étaient « *composées de condamnés de nos propres forces armées. Désignées comme étant des « Himmelfahrtskommandos »* (commandos pour l'Ascension), *elles furent employées de préférence pour des travaux de terrassement là où le danger était le plus réel.* (K. LATZEL, « Die misslungene Flucht vor dem Tod. Töten und Sterben vor und nach 1918 » in *Kriegsende 1918 …* , op. cité, p. 186). Il reste cependant à fournir la preuve irréfutable que, pendant les dernières années de guerre, ces compagnies furent réellement exposées de cette façon, donc dans l'intention de transférer ainsi à l'ennemi la responsabilité de leur mise à mort au lieu d'en charger les pelotons d'exécution. Sans doute voulait-on les garder plutôt sous l'emprise directe du commandement militaire du front, considéré comme plus sévère à leur égard que l'étape ou le personnel pénitentiaire de la patrie.

[11] Cette sommation venant de Ludendorff, dont la brutalité était légendaire, n'a rien de surprenant. Mais elle n'a certainement pas eu l'écho souhaité parmi les destinataires car, face au mécontentement et à l'attitude de plus en plus récalcitrante d'une fraction importante des troupes de front, les gradés n'avaient plus guère envie de commettre de tels actes qui risquaient très fort de leur réserver une balle dans le dos à l'occasion de la prochaine attaque, ou d'autres mauvaises surprises de ce genre. L'issue de plus en plus incertaine de la guerre fit également surgir la hantise qu'on pourrait leur demander bientôt des comptes pour de tels actes délibérés, sans que ceux qui les avaient commandés soient encore en mesure de les défendre.

[12] Ce raisonnement fut en effet très répandu, mais on en trouve trace tout au plus dans certains carnets de guerre ou autres documents non publiés. Les « délinquants » se disaient en grande majorité convaincus, et cela déjà depuis les années 1915-1916, bien avant l'adoption, par le *Reichstag*, des mesures d'atténuation des peines, que la fin de la guerre allait changer sur le fond leur régime, sans bien savoir de quelle façon. Pour l'immédiat, ils préféraient être « mis au frais », même si cette fin de guerre allait encore se faire longuement attendre. Cela leur épargnait pour le moins d'exposer constamment leur vie au front. Dans le cas d'une défaite de l'Allemagne, ils étaient convaincus de pouvoir s'en tirer très vite par une libération pure et simple, sans même attendre la proclamation d'une amnistie. Dans cette pensée, ils se trouvaient d'ailleurs confortés par ce qui s'était passé pendant la révolution russe de 1917 où l'on avait tout simplement ouvert toutes grandes les portes des prisons.

[13] Je rappelle, dans ce contexte, le témoignage du commandant de la ville de Louvain, le lieutenant-colonel Fritz von Bornes, sur la situation chaotique qui y régnait durant les derniers jours de la guerre. L'officier dresse surtout un tableau impressionnant de la façon dont les innombrables soldats débandés se sont rués sur les derniers trains en partance pour l'Allemagne, après s'être appropriés les stocks locaux de biens militaires (H. PLOTE : « À Louvain dans la tourmente révolutionnaire », in *Bretagne 14-18,* Bulletin n°35, décembre 2005, pp. 8-11).

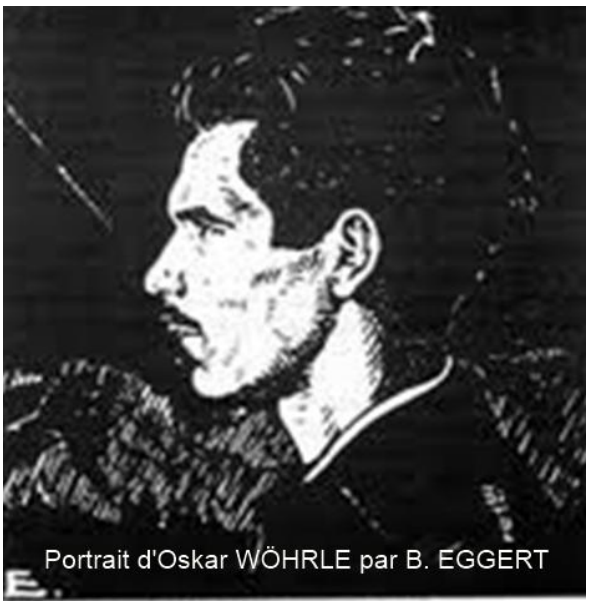
semaines de la guerre lorsque la perte de celle-ci fut devenue une certitude. Chr. Jahr rappelle alors qu'on aurait compté, le 8 novembre 1918, dans la seule ville de Namur, la présence de 25.000 soldats isolés. Sans aucun doute, leur implication dans les désordres locaux des premiers jours après la conclusion de l'armistice, que des unités de la 2ème D.I. allemande s'efforça d'endiguer, y fut pour beaucoup.

Témoignage d'Oskar Wöhrle[14]

« Nous avons été appelés à l'extérieur par -30° C. Toute la batterie a dû se rassembler, y compris ceux qui avaient été en faction. Puis on s'est payé une marche de quatre heures jusqu'à la rivière Osvianka où nos deux divisions se sont réunies au complet, jusqu'au dernier canonnier affecté à la cuisine, car on voulait absolument donner un exemple : un Lorrain devait être fusillé.

Tout le monde était déjà en place lorsque nous sommes arrivés. Mais nous avions aussi eu le trajet le plus long à parcourir. Toute cette masse de soldats était là, formant un carré géant, ouvert d'un côté. Et c'est là qu'on avait planté dans le sol un poteau ridiculement mince ; derrière lui, on vit un fossé ouvert. Cela devait être la tombe du condamné. Puis on a amené le Lorrain, un vieux bonhomme du *Landsturm*[15]. Une barbe quadrillée lui entourait tout le visage. Elle était noir foncé, mais moins sombre encore que les éclairs qui sortaient de ses yeux.

Je vais m'épargner ici la description de tout ce chambardement, sinon je serais amené à évoquer aussi le discours du général de division qui fut si long que même le rhumatisme se réveillait dans mes vieux os. Finalement, chacun fut soulagé lorsque cette cochonnerie a pris fin et encore davantage plus tard lorsqu'on eut photographié le mort et balancé le corps dans le fossé. En cet instant un grognement s'est levé parmi de nombreux soldats qu'on avait forcés à assister à ce spectacle. Certains disaient d'une voix bien perceptible qu'il aurait été plus intelligent d'envoyer les balles dans la grosse panse du général qui était là, assis dans toute sa corpulence, sur son carcan. Pendant la marche retour, quelqu'un d'une autre batterie s'était joint à nous. Il avait bien connu le fusillé. Tous deux étaient originaires du même village et il était au courant de toute l'affaire. La voici :


Portrait d'Oskar WÖHRLE par B. EGGERT

Le « délinquant » était un cordonnier, dit son compatriote, qui ne parlait même pas deux cents mots d'allemand. Un père de sept enfants vivant dans des conditions bien précaires. Il se différenciait de son entourage seulement à cause de son appartenance à une pieuse secte qui

[14] Oskar Wöhrle, *Querschläger - Das Bumserbuch - Aufzeichnungen eines Kanoniers*, 3ème édition (complétée) de 1929, 394 pages. [*Querschläger* (la balle ricochante), *das Bumserbuch* (littéralement « Le livre du Bumser », *Bumser* étant le surnom donné, dans l'armée allemande, aux artilleurs toujours désireux de faire « boum-boum », *Aufzeichnungen eines Kanoniers* (notes d'un canonnier)].

[15] Il s'agit ici de l'ultime tranche d'âge des hommes ayant accompli leur service militaire ou non (entre 39 et 45 ans) et qui restent encore assujettis à être appelés en cas de conflit armé. Désignés à l'origine à la garde de divers endroits dits stratégiques, ils ont été de plus en plus nombreux à être versés dans des unités combattantes. Dès l'automne 1914, des formations de *Landsturm* entières furent déjà engagées, notamment contre les Russes lorsque, en certains endroits, le front de l'Est était proche de la rupture.

prétendait connaître Jérusalem la céleste par sa propre contemplation et qui s'efforçait depuis des années de prouver que le règne de l'Anti-Christ était arrivé. Pendant tous les 18 mois de son service militaire, l'homme n'aurait prononcé aucun mot de trop. Tous les 14 jours (périodicité imposée aux Alsaciens et aux Lorrains), il écrivit à sa famille. À part cela, il n'entretenait aucun autre contact.

Pendant une nuit où il devait rejoindre son poste d'écoute situé à une centaine de mètres devant l'obstacle en fil barbelé, il a déposé son fusil car il avait décidé de rejoindre les Russes. Mais il n'avait pas compté sur le sol marécageux. D'un seul coup, il était en plein dedans et n'a pu s'en sortir tout seul. Chaque effort de sa part l'enfonçait seulement encore davantage dans la bouillie. Finalement, il ne lui restait plus qu'à appeler du secours.

L'homme criait si fort que même le *Hauptmann* (capitaine) accourut. Les camarades ont alors déposé des planches et des poutres, puis ils ont sorti l'homme de son piège. Lorsque le « vieux » l'a questionné pour savoir comment il avait fait pour arriver dans ce trou de diable, le Lorrain lui a répondu qu'il voulait rejoindre les Russes. C'est là seulement que les autres se sont aperçus qu'il n'avait plus son arme sur lui et que celle-ci était restée dans son trou individuel, au poste d'écoute. Que pouvait alors faire d'autre le « vieux » que d'appliquer le règlement qui lui imposait de mettre l'homme aux arrêts et de l'envoyer devant un tribunal militaire ?

Il s'est alors produit un miracle. Ces messieurs du tribunal n'étaient pas à pointilleux quant au respect des paragraphes du code car ils ont dû se rappeler qu'ils étaient des hommes, eux aussi. On a donc tenté de faire comprendre au Lorrain qu'il n'avait qu'à déclarer son intention d'aller rejoindre, en cette nuit-là, les feuillées et qu'il aurait alors perdu son chemin dans les marais. S'il disait cela, il aurait sauvé sa peau car on l'aurait alors puni de trois jours d'arrêts, rien d'autre. Mais personne ne s'attendait alors à la réponse de ce bonhomme. « *Mais je ne voulais point aller là-bas, je voulais rejoindre les Russes !* » « *Au diable !,* répondit alors son défenseur*. Mon pauvre, ça va vous coûter la tête!* » « *Sans importance !,* répondit le Lorrain*. Je ne veux plus vivre, j'en ai marre !* »

Alors on a vu ces officiers qui composaient le tribunal, secouer la tête plus qu'une fois et ils ont hésité longtemps devant la solution salvatrice de l'envoyer en Allemagne pour l'enfermer dans un asile de fous. Mais, comme en ce temps-là, les désertions s'étaient multipliées, on a décidé finalement d'exaucer son vœu.

Ainsi notre Lorrain s'est déclaré lui même volontaire pour recevoir la balle ; ce qui paraît franchement invraisemblable car quiconque dispose d'un raisonnement normal aime la vie. Mais pas celui-là ! On aurait pu croire qu'il voyait jusqu'au-delà des choses de la vie. En fait, il en avait seulement marre, à un tel point qu'il n'a même plus voulu écrire aux siens. L'aumônier ? Il l'a jeté dehors, par la porte de sa cellule, tellement l'homme était devenu enragé. Parfois, avant le prononcé du jugement, il fredonnait quelque chose, là, dans l'obscurité. Personne ne connaissait la mélodie. Au fond, il en avait marre, réellement marre. C'est pour cela aussi qu'il a déplacé, pour lui seul, dix mille autres. Ont-ils compris la leçon qu'il a voulu leur donner ? Qui sait ?

Au terme de cette conversation, notre trajet de quatre heures touchait, lui aussi, à sa fin, comme s'il n'avait duré qu'un clin d'œil seulement. Soudain, nous nous sommes trouvés devant nos cantonnements. Alors le soldat étranger nous a dit adieu et nous sommes partis vers nos destinations respectives, les uns pour rejoindre les chevaux, les autres vers leurs chambres bien chauffées. *Oskar Wöhrle*. »

DANS LE BOIS SAINT-PIERRE-VAAST PENDANT LA BATAILLE DE LA SOMME

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

1ère partie[1]

Le R.I.R. 29, constitué à la mobilisation aux dépôts d'Aix-la-Chapelle, de Montjoie et de Bonn, fit partie de la 16ème Division de Réserve rhénane et donc du VIIIème Corps de Réserve. Celui-ci s'est rassemblé, au sein de la 4ème Armée du duc Albrecht du Württemberg, dans les environs de Trèves, avant d'envahir le Luxembourg. Durement éprouvée ensuite dans le sud de la Belgique (bataille de Neufchâteau), puis lors du franchissement de la Meuse près de Sedan fin août 1914, la 16ème D.R. dut encore subir des affrontements très coûteux en vies humaines au cours de la bataille de la Marne, à l'est de Vitry-le-François. Lorsque lui parvint le premier transport de renforts (mille hommes) en provenance de la patrie le 22 septembre 1914 à Ripont, le R.I.R. 29 avait perdu 21 officiers et 845 sous-officiers et hommes de troupe, soit près d'un tiers de son effectif de combat à l'entrée en campagne.

C'est par ce transport que le *Leutnant* (sous-lieutenant) de réserve Hillebrand a rejoint le R.I.R. 29 pour y être nommé chef de section à la 4ème compagnie. Sa première mention dans l'historique du régiment date du 11 juillet 1916 lorsque le 29ème fut jeté subitement dans la bataille de la Somme devant Péronne (Biaches). Hillebrand fut alors chargé de former un détachement de lanceurs de grenades à main par prélèvement d'hommes expérimentés sur toutes les compagnies du régiment. Avec cette unité il participa à l'assaut de la Maisonnette-Ferme, ce qui lui valut d'être décoré de la Croix de fer de 1ère classe. Dès la fin de ce premier engagement dans la Somme, Hillebrand fut nommé chef de la 1ère compagnie. Il devait conserver ce poste jusqu'au 16 avril 1917, lorsqu'il fut capturé au Chemin des Dames au premier jour de l'offensive Nivelle, surpris par les fantassins français alors qu'il attendait la fin de la préparation d'artillerie dans le tunnel de Chivey. Son régiment y laissa, en deux jours, un millier de prisonniers dont 25 officiers.

Le récit qui suit est un extrait du carnet de guerre du *Leutnant* Hillebrand que celui-ci semble avoir pu mettre en sécurité avant son arrivée au Chemin des Dames. Il décrit l'engagement de sa compagnie pendant le deuxième séjour du 29ème dans la Somme en octobre-novembre 1916 et fut publié après la guerre dans l'*Historique* de son régiment, en dépit des critiques plutôt acerbes formulées par l'auteur, notamment au sujet de l'attitude de certains officiers et hommes de troupe qui préféraient se porter malades face à leurs chances de plus en plus improbables de sortir vivants de cet enfer.

---

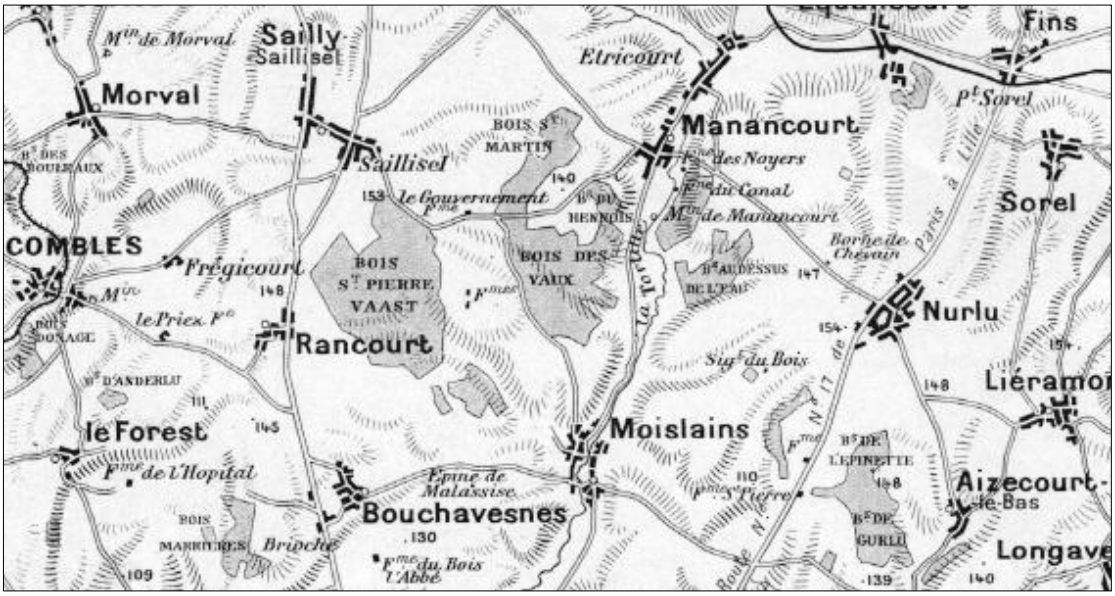
1) La marche d'approche

« Le 18 octobre 1916 nous sommes relevés dans la position d'Autrêches. Puis nous marchons jusqu'à Blérancourt, et de là à Chauny. Dans la nuit du 22, on nous embarque dans un train, mais, à 7 heures du matin, notre voyage prend fin à Fresnoy-le-Grand. Il faut encore marcher jusqu'à midi par un temps humide et désagréable, avant de pouvoir trouver des cantonnements à Billicourt. Cette destination nous fournit la certitude qu'une seconde participation à la bataille de la Somme nous est bel et bien réservée. Ma compagnie est placée dans une grange. Nous devons profiter de notre séjour ici pour instruire les hommes au combat rapproché. Pour cela, il y a tout près de là un ouvrage d'exercices bien aménagé où nous nous entraînons au lancement de grenades, à la prise en enfilade de tranchées et à d'autres blagues encore.

[1] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°66, septembre 2013, pp. 6-9.

Au terme de dix jours passés en ces lieux, nous sommes partis à pied pour Villers-Faucon afin d'y construire des positions de réserve derrière le front, face à Bouchavesnes. Le 1er novembre, ma compagnie, chargée de travaux de terrassement près de la Ferme de Saint-Pierre, y est repérée par les ballons captifs français et bientôt une bordée d'obus explose près de nous, incitation bien claire pour " chômer " le restant de la journée. Puis, le 5 novembre, nous parvient l'ordre de départ. Mise en mouvement pour Épéhy dès 8h 15 du matin.

Arrivés à destination à 10h 50, nous trouvons le village encombré de soldats de toutes armes : plus aucun quartier disponible. Nous restons donc couchés toute la journée à la lisière du village. Finalement au soir on nous désigne une grande tente pour gîte. Mais à minuit arrive l'ordre de départ : « *La compagnie doit se rassembler à 2 heures sur la route de Nurlu pour y réceptionner ses rations de réserve et des grenades à main*. » Et voilà donc la certitude que l'on va vers le *Schlamassel* (note du traducteur : « *purée* ») !



Sous une pluie battante et par une nuit noire, nous prenons possession des objets désignés. Personne n'a oublié, à la distribution des rations de réserve, de crier : « *Présent* ! » Mais autour des grenades à main, on ne se bouscule guère. Pas étonnant car ce sera tout autre qu'une joie de marcher pendant des heures entières en portant, en sus de tous les bagages personnels, encore deux sacs à sable remplis de grenades à manche pendillant devant la poitrine, avec la perspective de devoir s'élancer à travers un barrage d'artillerie muni d'un tel cadeau.

Vers 3 heures du matin, nous nous mettons en mouvement. Le chemin vicinal est sans fond, souvent coupé par de profonds entonnoirs d'obus creusés par les calibres lourds. Avec tout cela, des S.M.A. (*Section Munitions Artillerie*) et autres véhicules y passent au plus vite dans les deux sens et nous couvrent de boue. Et, à chaque instant, ces arrêts involontaires ! À l'aube nous traversons Nurlu, direction Manancourt. Le soleil s'est levé, permettant au moins à nos habits trempés de sécher lentement. À la lisière du village, un pont en bois traverse le ruisseau. Ses alentours sont parsemés de trous d'obus, donc : *Franzmann* connaît bien ce site et il le tient sous son feu ! Mais nous parvenons à passer sans être repérés. Derrière nous, marche la 3ème compagnie. Lorsque sa dernière section arrive au milieu du pont, on entend un bruit familier dans les airs, puis c'est le fracas. Au milieu de la section l'obus a explosé, tuant un groupe entier ! Quelques marmites suivent, mais elles éclatent plus loin.

Au pas de course nous traversons le village et faisons une halte à sa sortie où la route est en pente ascendante face à l'ennemi. Nous y attendons de nouveaux ordres qui n'arrivent pas. Tout le monde disparaît donc quelque part à la recherche d'un endroit pour se reposer. Midi arrive. Je suis assis sur l'escalier qui descend vers une galerie. Bientôt mon dos courbé me fait mal et la faim me dévore. Je me mets donc à la recherche d'une meilleure place que je trouve finalement au parc du château, dans le caveau familial. Je descends les quelques marches encore intactes pour déboucher sur une douzaine de malins qui s'y sont déjà confortablement installés. Quelques-uns dorment même dans les niches murées dans la paroi et destinées à recevoir les cercueils.

Tard dans la soirée, l'ordre arrive stipulant que ma compagnie doit partir cette nuit pour rejoindre la position. Je fais informer tout le monde de se tenir prêt et les chefs de section sont avisés de rassembler leurs hommes. Les guides arrivent et, lorsque je les questionne pour apprendre quelques détails, j'entends des choses telles que j'arrête de les interroger. Ces hommes-là ont dû vivre des moments terribles. Constamment exposés au feu, ils ont subi encore, il y a quelques jours seulement, une attaque des Français qui leur a enlevé une partie de la première ligne. Le tracé du front passe maintenant par des entonnoirs non encore reliés entre eux. Pas de liaison avec les compagnies voisines et toujours ces assauts ponctuels de l'ennemi. On verra bien ... »

2) L'ultime trajet et l'arrivée dans la position

« … Je répartis l'effectif de ma compagnie et j'ordonne le rassemblement pour 14 heures. Arnoldi partira avec 25 hommes de sa section en corvée de soupe à Nurlu. Je le laisse s'éloigner avec des regrets car il est à la compagnie depuis 1914 et je le connais depuis mon arrivée et je sais que je peux me fier entièrement à lui. Mais il est également important que la compagnie reçoive son repas chaque soir. De cela dépend toute l'ambiance parmi les hommes. Il faut un chef bien énergique pour envoyer chaque soir les hommes avec leurs récipients lourds portés par deux, avec les sacs de pain et le courrier à transporter jusque dans la position.

Le *Feldwebelleutnant* Tölke, le plus âgé de nous tous, doit constituer la réserve avec sa section. À 2 heures du matin nous partons, moi en tête avec les guides, Wilms à la queue. Le terrain est profondément trempé par l'eau de pluie, les entonnoirs d'obus en sont remplis. Au début le chemin est encore à peu près praticable. Nous avons alors pu prendre notre temps et nous prévenir réciproquement par des cris lorsque le terrain devient trop compliqué. À la *Ferme du Gouvernement*, nous débouchons sur la route de Sailly que nous suivons un bout, puis nous tournons pour déboucher immédiatement sur un terrain criblé de trous d'obus. On se met alors à tâtonner et il faut s'arrêter tous les 20 pas pour garder la liaison. Bien entendu, les guides veulent absolument nous caser au plus vite dans la position afin de pouvoir quitter ces lieux malsains. Il faudra proférer à leur égard les pires des menaces pour qu'ils règlent leur vitesse de mouvement sur la nôtre.

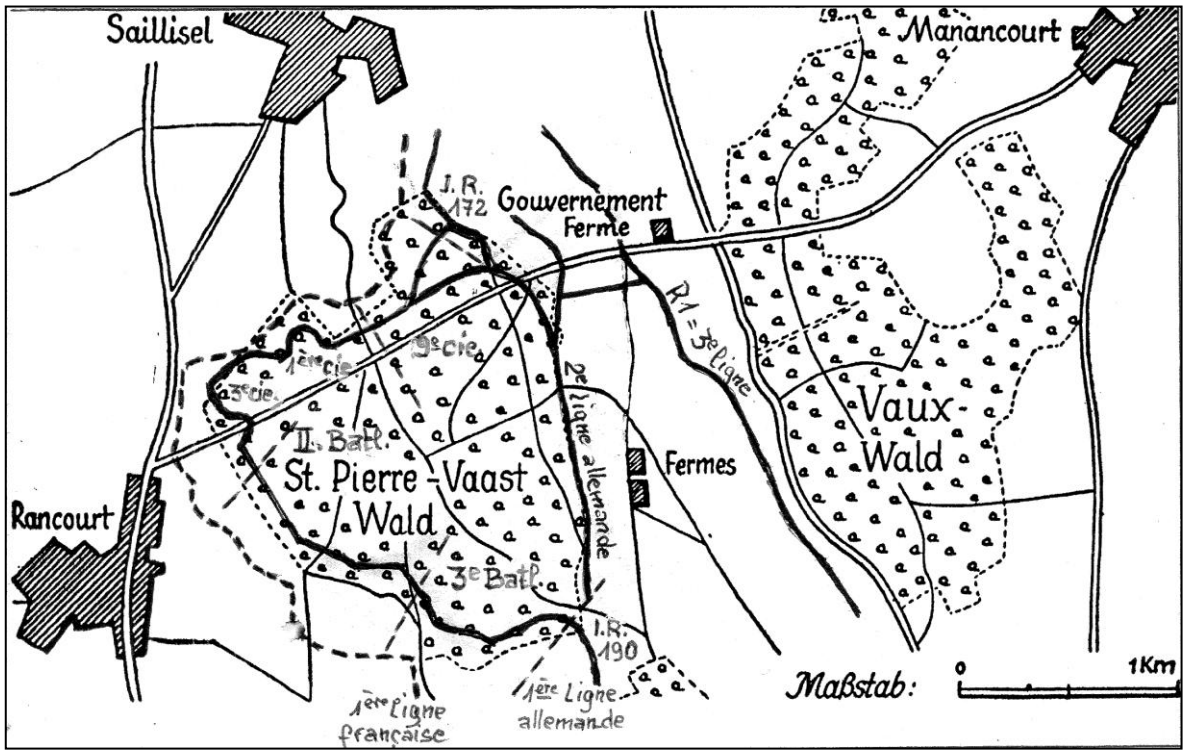
En fait, nous avions choisi l'heure la plus propice car aucun projectile n'a explosé près de nous. *Franzmann* semble avoir fait une pause. Néanmoins 15 de mes hommes n'ont pas suivi le trajet jusqu'au terminus dans la position. Nous y sommes arrivés à 4 heures du matin. Et voici mes hommes, plantés là en pleine nuit sur un terrain inconnu, sachant seulement que l'ennemi se trouve en face d'eux. Ils ont alors la seule réaction qui s'impose : déposer le fusil sur le parapet et les cartouches et les grenades à portée de la main. Puis on regarde autour de soi, à la recherche d'un lieu plus confortable, et celui qui ne doit pas monter la garde, essaye de dormir un peu.

Avec le chef de la compagnie que je dois relever ici, je pars alors inspecter mon secteur, une performance d'acrobate dans cette obscurité, à travers les tronçons non encore reliés entre eux de notre position, passant d'un entonnoir au suivant. Nous nous perdons subitement mais retrouvons

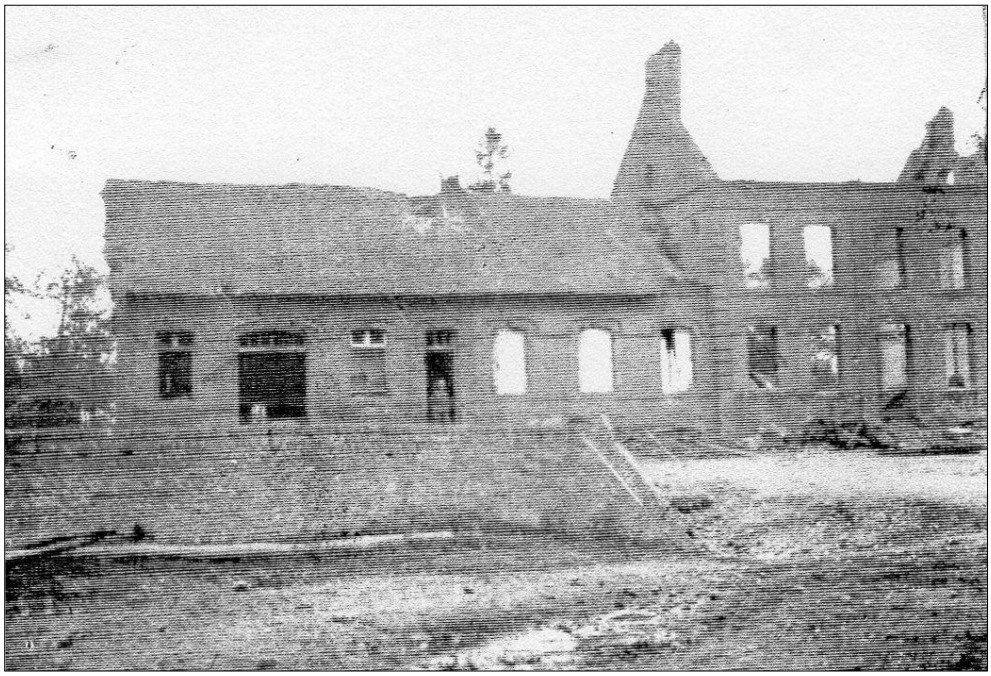
par bonheur la position. Mon secteur inclut la sablière nommée " point d'appui B ". C'est aussi la position la plus importante. On y trouve deux abris pour hommes de troupe ainsi que celui du chef de compagnie. Je fais venir mes hommes les plus dignes de confiance : l'*Unteroffizier* Lindener avec le *Stosstrupp* de ma compagnie, une douzaine de jeunes gars encore pleins d'enthousiasme et qui devront faire preuve ici de toutes leurs qualités. Comme le point d'appui constitue un micro-saillant, réellement très en pointe, dans le tracé du front, il faut s'attendre à ce que les Français y dirigent l'essentiel de leurs efforts. Mais, d'un autre côté, ce point offre aussi de bonnes facultés de flanquement. La compagnie de mitrailleuses de notre bataillon nous a cédé deux de ses armes automatiques, ce qui nous permet de contrôler le terrain à droite comme à gauche.

Infléchie vers l'arrière à ma gauche, se place la section Mainz ; à ma droite, une partie de la section Wilms sur un tronçon plus court. Les autres hommes de cette dernière sont retenus comme réserve, chez moi, dans la sablière. À peine ai-je rejoint mon abri pour rédiger mon message d'arrivée et pour m'installer un peu que j'entends déjà le bruit d'éclatement de grenades à main. Une patrouille française est venue apparemment tout près de nous, mais elle vient d'être refoulée par mon *Stosstrupp*. Puis jusqu'au matin on restera à peu près au calme, toutes proportions gardées.

Voici le message adressé à mon bataillon : « *Compagnie occupe point d'appui B (Sablière) avec 3 groupes, à sa g. position formée d'entonnoirs, longueur 75 à 100 m„ occupée par 3 groupes, puis liaison avec 3ème Cie. À dr. également position d'entonnoirs, env. 80 m de longueur jusqu'au point d'appui C occupé par environ 35 hommes de la 9ème Cie. Pertes : 2 blessés. Effectif de tranchée : 3 officiers, 2* Vizefeldwebel*, 17* Unteroffiziere*, 158 hommes de troupe*



Tracé approximatif du front au Bois Saint-Pierre-Vaast en novembre 1916,
lors de son occupation par le R.LR. 29. La 1ère compagnie du *Leutnant* Hillebrand s'est alors déployée autour du petit saillant, sur la lisière nord et qui englobe aussi la sablière aménagée en point d'appui. D'après les indications dont on dispose, les 2ème et 3ème bataillons ont défendu surtout la lisière sud-ouest du bois. Mais au début, au moins une compagnie (la 9ème) du 3ème bataillon a occupé la partie est de la lisière septentrionale, à la droite de la 1ère compagnie. La 2ème ligne allemande appelée aussi *Vaast-Stellung*, épousait alors la bordure est de cette forêt, tandis que la 3ème ligne (R1= verrou l) passait peu à l'ouest du bois de Vaux.



La Ferme Le Gouvernement
Située sur la route Manancourt-Rancourt, elle était alors un passage incontournable pour rejoindre la position du Bois de Saint- Pierre-Vaast. Ce cliché date d'octobre 1916 (in *Historique du K.B.5. Reserve-F.A.R.* (ou 5ème Régiment d'Artillerie de Campagne bavarois de réserve)**.**

2ème partie [2]

3) Nos trois premiers jours en ligne

« La journée du 8 novembre s'annonce brumeuse mettant *Franzmann* dans l'incapacité de régler le tir de son artillerie car ses ballons captifs et ses aéroplanes restent cloués au sol. Il n'effectue donc que des tirs d'intimidation visant l'ensemble du terrain de chez nous. Puis la nuit restera également plutôt calme. Comme le 9 s'annonce ensuite par un temps clair, ceux d'en face s'activent immédiatement. Leurs avions arrivent pour diriger le tir de leur artillerie qui nous gratifie d'une ration bien copieuse. Il faut donc se presser au plus fort contre la terre et déployer la bâche de tente par dessus l'entonnoir d'obus qui nous héberge. Même si elle ne nous protège pas contre les éclats, elle procure le sentiment réconfortant de disposer d'un toit par dessus la tête.

Une observation déjà faite hier se trouve encore confirmée : notre artillerie tire trop court ! En particulier la section à la gauche de la sablière se trouve visée par elle. C'est un sentiment particulièrement détestable de voir nos propres projectiles arriver sur notre position. Un officier observateur venu pour régler le tir de ses obusiers, a pu s'en rendre compte et il m'a promis d'arranger cela. Or, lorsque dans la soirée une fusée de signalisation allemande réclame le tir d'un barrage par l'ensemble de nos batteries, ce sera à nouveau l'enfer pendant une demi-heure dans notre sablière. Résultat : 2 tués et 7 blessés par nos propres obus !

À droite de mon secteur, les Français ont réussi une percée dans nos défenses, avant d'en être refoulés. Après cet effroyable échange de tirs, on nous permet de vivre une nuit passablement calme. La corvée de soupe a eu toutes les chances imaginables car elle est arrivée au complet avec la *ration pour troupe combattante*, accueillie dans l'enthousiasme par tout le monde.

[2] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°67, décembre 2013, pp. 2-5.

Puis le 10 novembre nous gratifie à nouveau d'une canonnade de la pire espèce, avec ce fracas quasi ininterrompu d'explosions, associé au hurlement des obus passant par-dessus nos têtes et visant nos arrières. Mais notre artillerie n'a pas manqué d'y répliquer aussi violemment. Du moins dans une première phase, nous sommes encore épargnés de ses tirs trop courts. Dans l'après-midi, un aéroplane allemand était annoncé pour venir survoler la position afin de photographier les impacts et pour régler au mieux le tir de notre artillerie. Nous avons donc répandu des draps dans nos entonnoirs d'obus afin de lui signaler notre présence, et en des points importants nous avons même allumé des torches au magnésium. Les Français semblent vouloir rectifier le tracé de leur première ligne car, à 19 heures, on réclame à nouveau un barrage à notre droite et nous y voyons même des soldats ennemis courir sur le terrain.

Malheureusement ma compagnie a eu encore un mort ce matin : mon *Feldwebelleutnant* Tölke que je voulais ménager à cause de son âge en le plaçant en deuxième ligne. À 10 heures, après avoir bu son café, il a pris un bain de soleil dans la tranchée en lisant le journal. Loin de là a alors explosé un obus. Mais un éclat est arrivé jusqu'à lui, a traversé le journal et s'est enfoncé dans sa poitrine. Il est mort instantanément. Nous l'avons transporté la nuit jusqu'à Épéhy où il a été enterré. En outre, nous avons eu un blessé. Pour finir la soirée, deux marmites ont éclaté dans notre position blessant 2 *Unteroffiziere* et 4 hommes. La nuit s'est révélée infernale car l'artillerie a tiré sans interruption. On a entendu tous les calibres exploser. Et la nôtre a encore visé trop court.

Plusieurs chefs de groupe ont couru vers moi pour me signaler que leurs hommes ne tenaient plus en ligne. Toujours le même problème ! Heureusement la nuit ne nous a coûté qu'un blessé.

Trois jours sous un feu roulant d'enfer en attendant l'assaut ennemi.

Le 11 au matin, 4 hommes sont encore venus vers moi pour se faire porter malades car la canonnade de la nuit leur avait trop tapé sur les nerfs. Mon bilan est maintenant de 7 malades imaginaires qui abandonnent lâchement leurs camarades. Dans la matinée, l'artillerie nous a laissés en paix, mais elle a remis cela l'après-midi, avec toutes ses forces. Encore une fois nous sommes restés cloués au sol comme s'il fallait disparaître dans la terre, et chacun a cru son tour arrivé d'être emporté par ces gros calibres. Au soir j'ai transmis au bataillon le bilan : 1 tué, 8 blessés, 3 malades. De la corvée, 3 hommes ne sont pas rentrés la nuit dernière. On les compte provisoirement comme disparus. Plus tard j'ai appris que l'un d'eux a été blessé. Les deux autres semblent avoir trouvé une tombe anonyme quelque part sur ce terrain criblé d'entonnoirs.

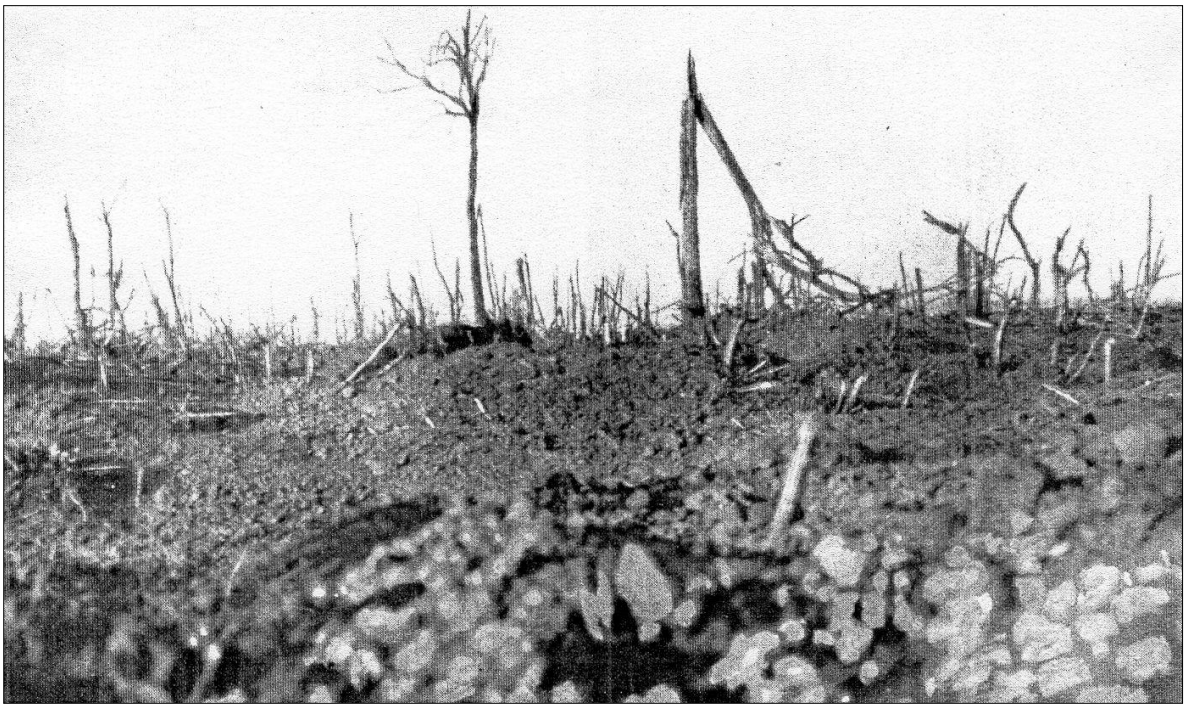
Le feu roulant s'est poursuivi sans interruption le 12. Cela indique qu'il ne peut plus être qu'une question d'heures maintenant jusqu'à ce que *Franzmann* passe à l'attaque car on ne voit pas d'autre but véritable pour expliquer son agitation. Mais l'attente du report de son rideau de feu vers nos arrières, rend terriblement nerveux ! Y aura-t-il alors encore des hommes susceptibles de lui offrir une résistance digne de ce nom, puisque ces tirs nous coûtent tout le temps des pertes ? Malgré cela j'ai connu une grande joie en cette journée. Lorsque la corvée de soupe est arrivée, j'ai pu remettre à mon *Unteroffizier* Arnoldi la croix de fer de 1ère classe qui lui est décernée aujourd'hui en récompense de ses actes méritoires, en particulier à La Maisonnette.

Le 13 a fait honneur à sa renommée. Ce fut un véritable jour de malchance pour ma compagnie. Le feu roulant se poursuit toujours et notre artillerie y réplique de toutes ses pièces, mais en partie, à nouveau, par des tirs trop courts. Ma section de gauche prétend avoir compté 60 obus lourds allemands explosant dans et derrière sa position. À midi, un projectile d'obusier de chez nous éclate au milieu de la sablière. De la fumée de poudre et de poussière viennent alors des cris atroces et des gémissements. Bilan : 4 tués, 1 blessé et une mitrailleuse démolie. Deux des hommes sont atteints par des éclats à l'entrée de la galerie. Les autres sections m'annoncent à leur tour 2 tués et 4

blessés. Le *Leutnant* Mainz, le seul officier que j'ai encore avec moi, se fait porter malade à son tour. Puis le bombardement se poursuit toute la nuit et au matin du 14. L'abondance des obus de tous calibres devient telle que la certitude nous envahit : aujourd'hui *Franzmann* va arriver ! Fasse Dieu que nous ne serons pas tous anéantis jusque là ...

Le feu se transforme en un roulement infernal, sans la moindre interruption. En hurlant, les marmites éclatent en faisant jaillir des gerbes de fumée et de terre noires en l'air, jusqu'à hauteur d'une maison. Avec leur sifflement bref les obus plus légers viennent sur nous pour exploser ensuite avec leur bruit bien clair. Des éclats métalliques et des mottes de terre traversent les airs. L'enfer s'est ouvert sur nous. Et cela va durer toute la matinée et même encore augmenter d'intensité, ce qu'on ne croirait plus guère possible, vers les 15 heures.

Soudain, à 15^{h} 35, le tir se projette en arrière. C'est pour nous le signe infaillible d'attaque et déjà on entend des cris : « *Sie kommen* ! »(*Ils arrivent !*) … »



L'aspect chaotique du Bois St. Pierre-Vaast en octobre 1916 lors de sa défense par la 7e D.I. allemande
(in *Historique* du I.R. 27)

4) <u>Une attaque vigoureuse mais plutôt locale</u>

« … Sous la protection de leur rideau mouvant d'artillerie, *Franzmann* était alors déjà parvenu jusqu'à très faible distance de notre position. Mais maintenant nous sommes prêts pour le recevoir. D'abord, il sera accueilli par des jets de grenades. Devant la sablière où il est déjà parvenu jusqu'à moins de 10 mètres de nous, il a alors connu une amère surprise : les hommes de mon *Stosstrupp* n'ont plus jugé suffisant de lui balancer leurs grenades à main devant les pieds. Ils ont sauté sur le parapet et ont tiré sans appui sur les assaillants. La défense de la sablière était vraiment en de très bonnes mains ! Et je me suis alors rendu compte qu'au niveau de mes deux autres sections, l'ennemi n'avait pas pu mettre un pied dans la position non plus. Chacun y était donc bien conscient de ce qu'il avait à faire en pareille situation.

Par contre, plus à gauche, on pouvait voir distinctement les Français avancer en masses compactes. Plus tard, nous avons appris que cela s'est passé devant le secteur de la $3^{ème}$ compagnie où l'ennemi avait réussi à envahir une sape. Lors du nettoyage qui a suivi cette conquête, le chef de

cette compagnie a trouvé la mort. Ancien officier adjoint au colonel, l'*Oberleutnant* Rossberg s'était placé debout sur le parapet. Dans son manteau clair et avec son col relevé dont la couleur rouge était visible de loin, il devint alors une cible de choix pour ses adversaires.

J'ai alors ordonné de mettre une mitrailleuse en place afin d'effectuer un tir de flanquement dans cette direction. Mais les servants encore sous le choc du malheur arrivé la veille à ma compagnie, ont prétendu que cette seule mitrailleuse qui nous restait, serait remplie de terre et donc inutilisable. Je ne les ai pas crus et j'ai donc ordonné au *Vizefeldwebel* Wilms, récemment rentré d'un cours d'instruction pour mitrailleurs, de la placer sur le parapet. Wilms actionna ensuite l'arme tandis que je guidais les bandes de cartouches. Et tout fonctionna à la perfection ! Au terme de quelques centaines de balles consommées, Wilms cessa brusquement le feu, malgré les cibles toujours présentes. À ma question, il ne répondait pas. En le regardant de plus près, j'ai vu un petit trou rond au milieu du front. La balle lui avait traversé le casque et il était mort instantanément. C'est ainsi que nous avons perdu l'un des meilleurs éléments de la compagnie. Deux jours auparavant je l'avais proposé pour la croix de fer de 1ère classe.

Vers 18 heures, la fusillade a sensiblement diminué d'intensité. Les Français avaient été repoussés partout. Mais la journée nous a coûté aussi de lourdes pertes : 5 tués, 12 blessés et 3 malades des suites d'un ensevelissement. Au soir, j'ai pu annoncer à mes hommes que l'on viendrait nous relever pendant la nuit. D'un seul coup, toutes les misères de ces journées si pénibles furent oubliées. Et moi aussi, j'étais débarrassé d'un souci majeur. À l'intérieur de la position, composée d'entonnoirs, qui avait été localement agrandie par nous pour la doter de petits tronçons de tranchée, il m'était impossible de garder la liaison en plein jour avec mes deux autres sections. Par trois ou quatre, les hommes étaient donc là, dans leurs trous, abandonnés à eux mêmes, souvent au contact direct avec des blessés pendant une journée entière, blessés auxquels on ne pouvait apporter aucune aide avant le soir ; ou même à côté de morts terriblement mutilés. Ce hommes-là étaient tellement en manque de paroles d'encouragement de leur chef destinées à leur procurer l'assurance que quelqu'un était encore là pour se sentir responsable d'eux et qui se souciait de leur destin ...

Au terme de ces jours nous étions totalement au bout. Le 6 novembre ma compagnie avait quitté Épehy avec 3 officiers, 2 *Vizefeldwebel*, 17 *Unteroffiziere* et 172 hommes de troupe, pour se rendre en ligne. Le 15 il restait 1 officier, 1 *Vizefeldwebel*, 6 *Unteroffiziere* et 80 hommes. »

5) Le saillant momentanément sauvé ...

À son arrivée dans le secteur fin octobre 1916, la 16ème D.R. allemande avait trouvé, entre Saillisel au nord et Rancourt au sud, un tracé de front en forme de saillant épousant alors globalement les lisières nord et ouest du Bois Saint-Pierre-Vaast. Ce tracé était surtout la conséquence des importantes pertes de terrain subies ici par les Allemands au cours du même mois. Dès la mise en place du R.I.R. 29 sur ce tronçon de front, les indices laissant supposer une prochaine opération de tenaille en projet chez l'ennemi se multiplièrent de manière si inquiétante que la 16ème D.R. finit par préparer à la hâte un contre-projet visant à culbuter la mâchoire septentrionale française de la tenaille avant que celle-ci n'ait pu agir en partant de Sailly-Saillisel.

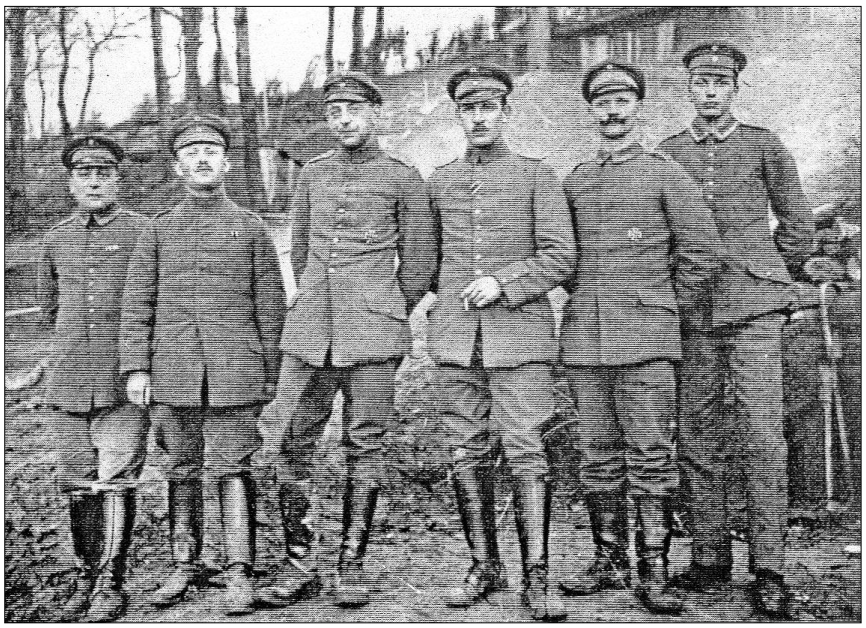
Mais comme ses propres forces étaient insuffisantes pour mener à bien une telle opération, la 16ème D.R. reçut le concours d'un régiment qui jouissait déjà d'une réputation très solide dans ce domaine, le 73ème fusiliers hanovriens de la 111ème D.I.. Bien malencontreusement, le commandement français a alors décidé de lancer une attaque locale contre la pointe du saillant le 14 novembre, la veille même de l'attaque préparée par deux bataillons du 73ème. Comme cet assaut fut repoussé, non sans mal, par les 1ère et 3ème compagnies du R.I.R. 29 (épisode dont le *Leutnant* Hillebrand décrit ci-

dessus le déroulement), le 29ème reçut spontanément les félicitations des hanovriens pour la bravoure dont avaient fait preuve ses hommes. En effet, ce succès fut une aubaine pour le 73ème car il mit non seulement fin subitement aux préparatifs français pour une attaque de tenaille, mais affaiblit également la force combative des troupes françaises, ceci au plus mauvais moment.

L'extrême violence des bombardements et des affrontements que se sont livrés les adversaires encore longuement à l'automne 1916 dans cette région, au 5ème mois de la bataille de la Somme, ont exigé des défenseurs allemands un maximum d'adresse dans le domaine de l'improvisation. Constamment, il fallut déplacer, diviser et recomposer des unités afin de parer à temps aux plus gros risques d'une rupture du front. Suite à ce transfert de troupes continuel entre différents points névralgiques du même front où il fallait employer sans les différencier autant d'unités fraîches que d'autres déjà très fatiguées, il s'avère aujourd'hui extrêmement délicat de vouloir dresser un croquis de la situation en un instant donné, et ceci même pour un secteur relativement restreint.

En consultant les historiques des différentes unités engagées dans de telles circonstances, on se trouve confronté à un jeu de croquis très hétérogène et souvent difficilement exploitable. C'est donc grâce au témoignage du *Leutnant* Hillebrand, le chef de la 1ère compagnie du R.I.R. 29, que l'on acquiert du moins la certitude que le 1er bataillon de ce régiment a peu voyagé le long du front, sur les lisières du Bois Saint-Pierre-Vaast, contrairement à ce qui fut imposé aux deux autres bataillons.

C'est la mise en place des détachements d'assaut du 73ème fusiliers devant la lisière nord de la forêt qui a permis la relève des 1ère et 3ème compagnies du 29ème de réserve et leur mise en soutien sur la position R1 (1ère de réserve). Le gros du R.I.R. 29 ne fut libéré que dix jours plus tard. Pour la 6ème compagnie, ce fut une marche directement en quarantaine car « *fortement suspectée d'être contaminée par le typhus* ». En attendant, on se réjouissait au 73ème d'Ernst Jünger où l'on considérait le 9ème zouaves, adversaire direct lors de l'assaut, comme pratiquement anéanti, après qu'il ai laissé 370 prisonniers entre les mains des Allemands, le nombre de ses morts et blessés n'ayant pas pu être compté avec précision, ni pendant ni après l'assaut.



Le *Leutnant* Hillebrand (3ème à partir de la gauche)
entouré de ses chefs de section, en mars 1917, dans l'Aisne. De l'ancien effectif présent en novembre 1916 dans la Somme ne subsiste plus que l'*Unteroffizier* Arnoldi (2e de la droite). Récemment promu au rang de *Vizefeldwebel*, il porte la croix de fer de 1ère classe que Hillebrand lui avait remis au retour d'une corvée de soupe le 12 novembre (in : *Historique* du R.C.R. 29).

DEUX AVIATEURS EMBLÉMATIQUES : *FANTOMAS* LE MYSTÉRIEUX ET *ARMINIUS* LE GIGANTESQUE[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

Dans la lettre d'un soldat du 344ème R.I. datée du 5 octobre 1917, la censure militaire avait relevé ce passage : « *Le fameux aviateur boche* Fantômas *est ici depuis l'aube, mais nos meilleurs chasseurs se sauvent dès qu'ils le voient. Jamais je n'ai vu un type aussi culotté que celui-là. Ce serait dommage de le buter ; c'est fantastique !* »[2]

Qui connaît encore les origines de ce nom aujourd'hui ? Une série de 32 volumes parue dès 1911 racontait les exploits extraordinaires et fantasmagoriques de ce « *bandit sans visage qui accumule les crimes monstrueux et lance des défis à la police* » comme le décrivit l'*Encyclopaedia Universalis*. Ces histoires ont dû faire aussi des adeptes en Allemagne impériale car *notre* aviateur qui, dès juin juillet 1917, fit des apparitions régulières sur les défenses françaises au Chemin des Dames et plus à l'est, et prit les tranchées et boyaux en enfilade pour les mitrailler copieusement. Au moins trois pilotes français ont prétendu avoir abattu celui qui lançait parfois des messages où était écrit ceci : « *Vous ne m'aurez jamais* - signé : *Phantôme-As* ». Aux revendications des pilotes français s'ajoutent encore celles de deux Anglais. Mais sur la photo de la prétendue carcasse de son avion publiée par une revue anglaise contemporaine, on distingue clairement, sur le gouvernail de direction, une cocarde tricolore française. Et au moins un mitrailleur tirant du sol a revendiqué également d'avoir eu la peau de ce *Fantômas* …

Or, aucune des dates ni lieux de chute annoncés ne correspondent à la mort d'un aviateur allemand, d'après ce que nous apprend la liste très complète des pertes publiée par le collectif d'auteurs autour de l'Anglais N. Franks, depuis une quinzaine d'années. Et l'identité de ce *Fantômas* est restée également mystérieuse car aucun document allemand ne la dévoile. Dernièrement, j'ai minutieusement lu et analysé un excellent ouvrage de R. Duiven et D.S. Abbott qui fournit un inventaire très complet de toutes les escadrilles de combat et de protection issues de la réorganisation des forces aériennes allemandes de fin 1916[3].

Rien ne permet d'y discerner, de près ou de loin, le moindre élément permettant d'affirmer que *Fantômas* ait appartenu à cette catégorie d'unités. Les descriptions de sources très différentes sur les caractéristiques de son avion ou même du pilote (que certains fantassins prétendaient avoir vu de très près) diffèrent entre elles d'une façon telle qu'elles ne permettent pas de les attribuer à tel ou tel aviateur allemand connu. Je ne reviens pas ici non plus sur le prétendu avion blindé que *Fantômas* aurait piloté car les premiers exemplaires du *Junkers J4* ne furent livrés qu'en faible nombre à partir d'août 1917 seulement. Quant à la théorie qu'il y aurait eu plusieurs *Fantômas*, cette discussion remplirait à elle seule des pages entières.

Mais *Fantômas*, avec son nom d'emprunt qui s'est répandu rapidement parmi les combattants français au sol, sans doute par suite de ses messages lancés, n'était pas seul à jouir d'un tel privilège qui, admettons-le, comporte également un brin d'admiration. Voici un passage issu d'un article paru dans le n° 66 de la revue *La Guerre Aérienne* en date du 14 février 1918 :

« *Dans le courant de 1916 … un biplace ennemi circulait presque quotidiennement en dépit des attaques constantes des nôtres. Tous les jours de beau temps, cet appareil faisait sa reconnaissance et venait évoluer sur une ville de cette partie du front*[4] *où souvent il laissait tomber en guise de bonjour une*

[1] Bulletin *Bretagne 14-18* n°68, mars 2014, pp. 2-4.
[2] S.H.D. de Vincennes, département de l'armée de Terre, 16N 1443.
[3] Duiven Rick et Abbott Dan San, *Schlachtflieger, Germany and the Origins of Air/ground Support, 1916-1918*, Atglen (U.S.A.), 2006, 400 pages.
[4] Châlons-sur-Marne (note de l'auteur).

ou deux bombes. Ce Boche était devenu la bête noire du secteur et à l'escadrille on l'avait surnommé Harminious. »[5]

Cette escadrille était la n°38. La censure militaire était bien moins sévère en 1917-1918 qu'au cours de la première année de parution de la revue lorsque son rédacteur en chef Jacques Mortane y protestait à sa façon en laissant systématiquement en blanc les passages supprimés, ce qui pouvait aller jusqu'à un tiers de page non imprimée lorsque cette suppression portait sur de larges clichés photographiques. Mais un certain nombre d'éléments, comme l'identité des unités, restait toujours interdites à la publication, à de rares exceptions près. L'escadrille n° 38 avait dans ses rangs deux « As » : l'adjudant Gustave Douchy (9 victoires) et l'adjudant Charles Revol-Tissot (7 victoires).



Quant au nom propre donné à l'un des occupants de l'avion allemand, ce fut *Arminius*, un fils de chef de tribu germanique parti en otage à Rome dans son enfance où il reçut une solide instruction militaire. Revenu au pays il y parvint à réunir un maximum de tribus de l'Allemagne du Nord contre ces mêmes Romains. Sous l'empereur Auguste, en l'an 9 après J.C., trois légions opéraient alors une profonde incursion dans la Germanie insoumise à l'est du Rhin. Arrivées dans la région de la forêt de Teutebourg, les insoumis leur ont tendu une succession de guet-apens ce qui leur a permis d'anéantir les trois légions dont le chef Varus s'est alors donné la mort. Cette défaite devait persuader Auguste de renoncer à ses projets d'intégration de la Germanie outre-Rhin dans son empire. Ce n'est d'ailleurs que très récemment que le principal champ de bataille a été découvert, un peu à l'écart de la forêt.

Arminius étant toujours considéré comme un héros national, on lui érigea un monument « *kolossal* » sous Guillaume I[er], dans la forêt de Teutebourg, avec un *Arminius* casqué, le glaive levé et les yeux dirigés vers l'ouest, en direction de l'ennemi héréditaire ...

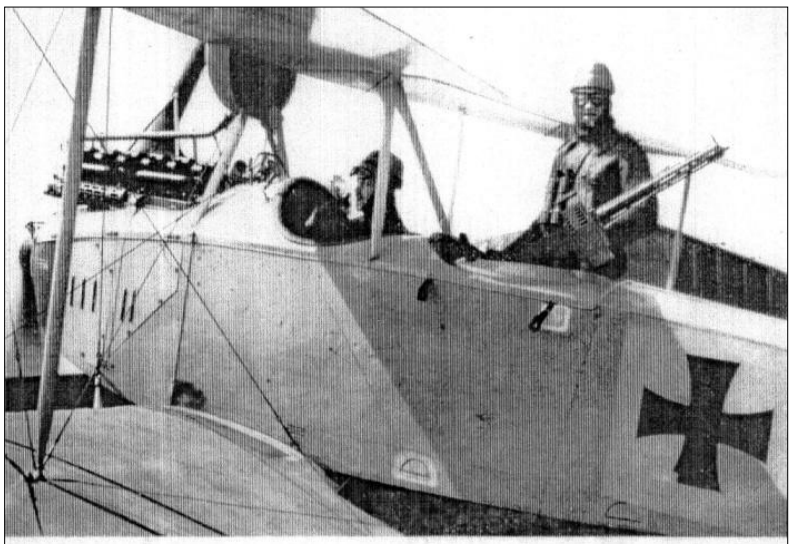
Voici la suite de l'article paru dans *La Guerre Aérienne* : « *L'équipage ennemi était vraiment composé de deux as : l'observateur que nos chasseurs connaissaient bien, un grand diable qui débordait démesurément de son fuselage*[6] *était un tireur remarquable, froid et résolu. C'est alors qu'il y eut lieu une des plus effroyables tragédies de l'air. Le 27 juillet 1916 à 4h 30 du matin une patrouille composée du lieutenant Burgun* (tombé depuis), *de l'adjudant Revol-Tissot, as aux cinq boches sur le front roumain* [7], *du sergent Douchy et du maréchal des logis de Terline, partaient à la recherche de* Harminious *qui, la veille, avait encore réussi à narguer les nôtres. Le fameux boche est découvert à 4.000 mètres et à 25 kilomètres dans nos lignes. Il cherche à regagner son territoire en piquant avec la patrouille à ses trousses.* »

[5] *La Guerre aérienne*, 14 février 1918, n° 66, p. 230 (signature : Michèle).
[6] Comme la statue d'*Arminius* dépassait la forêt de Teutebourg.
[7] C'est inexact : toutes ses victoires furent remportées en France.

Précisons ici que le texte reflète la haine, maintes fois manifestée dans ses articles, que le rédacteur en chef de la revue, Jacques Mortane, éprouvait à l'encontre des aviateurs allemands. Ses sentiments germanophobes ont certainement culminé lorsqu'il publia en 1918 une série d'articles sous le titre « *Le bluff de Richthofen démontré par lui-même* » où il accusait, en effet, ouvertement cet as de s'être approprié indûment bon nombre de ses victoires en forçant les pilotes de son escadrille à les lui céder. Pour Mortane, il était tout simplement impensable qu'un aviateur allemand ait pu dépasser le nombre de victoires remporté par l'as des as Guynemer.

Revenons à la suite de l'article : « *Vers 3.400 mètres Douchy et Revol-Tissot foncent en même temps sur le Fritz. Ils entrent en collision et tombent accrochés en vrille. En voyant cela, de Terline qui était enrayé (…) « rentre » délibérément dans le biplan ennemi. Tous les assistants auront longtemps devant les yeux cette effroyable vision (…). Heureusement, vers 2.400 mètres, nos deux avions se séparent. Douchy réussit à atterrir en pleine campagne. Il avait son hélice brisée, les attaches du moteur et le train d'atterrissage faussés, les plans troués de balles. Revol-Tissot avait son avion criblé de balles, son gouvernail de direction et celui de profondeur étaient brisés et ne répondaient plus. Malgré cela il réussit à se poser sans casse.* »

En ce qui concerne *Arminius*, on sait depuis longtemps que son *Aviatik* était piloté par l'*Unteroffizier* (sergent) Erich Finke. L'observateur était l'*Oberleutnant* (lieutenant) Günther Freytag, et tous deux appartenaient à l'escadrille de reconnaissance n° 17 (F.A. 17). Fort heureusement il existe un livre, plutôt rare, écrit par un ancien de l'escadrille, le *Hauptmann* (capitaine) Haupt-Heydemarck et intitulé *Flieger-Abteilung 17* (édité en 1933). Sa contribution concernant la mort de l'équipage Finke / Freytag complète utilement le texte paru dans *La Guerre Aérienne* :



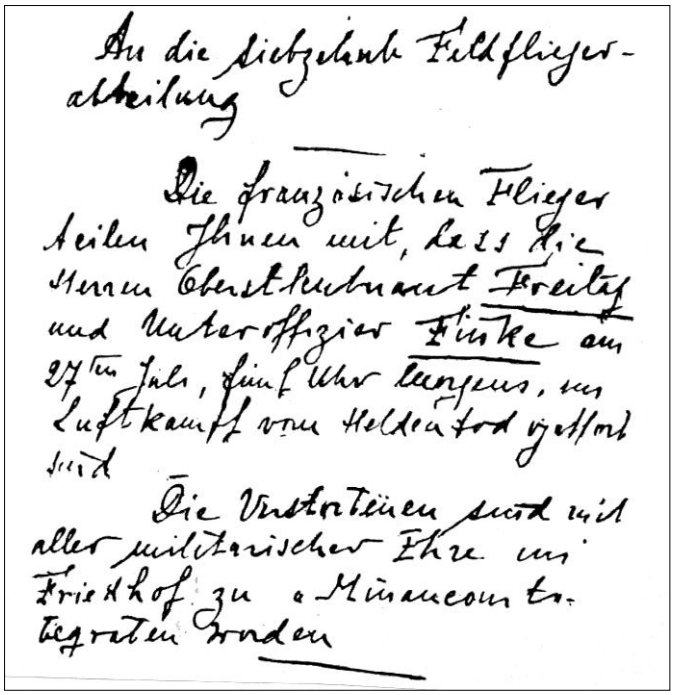
Le sergent Finke et le lieutenant Freytag

[« *Dans Chalons, nous sommes devenus presque populaires avec le temps. Comme nous l'avons appris par des prisonniers, notre avion chargé de la reconnaissance à longue distance qui y apparut deux fois par jour, était accueilli en général par ces mots :* " Ah, voilà Fritz ! "

Comme nous sommes toujours parvenus à survoler la ville en dépit des contre-mesures françaises, leurs aviateurs nous ont attribué le titre honorifique de « As de Châlons ». *Mais ce ne fut pas tout car on nous a donné encore un troisième nom. C'est un pilote de Nieuport descendu par les nôtres, qui nous a raconté cela. Une fois, l'un des leurs a pu approcher, lors d'un combat aérien, jusqu'à quelques mètres de l'as. Lorsqu'il a tourné son appareil une fois le chargeur de sa mitrailleuse vidé, il a encore risqué un coup d'œil vers l'Allemand dont l'observateur s'était levé de son siège. L'homme était effectivement d'une taille de géant, presque surhumain. Depuis ce temps-là, on l'appelait seulement* « Arminius ». *Avec ses 1,90 mètres, Freytag ne passait effectivement pas inaperçu (…)*

Lorsque Finke et Freytag rentrèrent de permission, ils durent partir dès le lendemain comme deuxième vague. Le premier vol tout court au-dessus d'un pays ennemi ainsi que le premier vol après une permission étaient toujours considérés comme particulièrement critiques. Pour l'un, l'équipage

manquait d'expérience, et pour l'autre il fallait d'abord se débarrasser des sentiments nostalgiques découlant du récent séjour dans la patrie (…). Lorsqu'au lendemain matin j'arrivais sur le terrain, notre chef me reçut la mine défaite. Message de l'observateur de ballon :


An die siebzehnte Feldflieger-
abteilung

Die französischen Flieger
teilen Ihnen mit, dass die
Herren Oberstleutnant Freitag
und Unteroffizier Finke am
27ten Juli, fünf Uhr morgens, im
Luftkampf den Heldentod gestorben
sind

Die Verstorbenen sind mit
aller militärischer Ehre auf
Friedhof zu Minaucourt be-
graben worden

« Freytag et Finke sont morts en combat aérien. Peu après un aviateur français est venu pour lancer un message écrit en allemand *(fac-similé ci-contre)* qui disait ceci :

" *À l'attention de la 17ème F.A. : Les aviateurs français vous informent que MM le lieutenant Freytag et le sergent Finke ont trouvé la mort en héros le 27 juillet à 5 heures du matin dans un combat aérien. Les défunts ont été inhumés avec les honneurs militaires au cimetière de Minaucourt.* " » »]

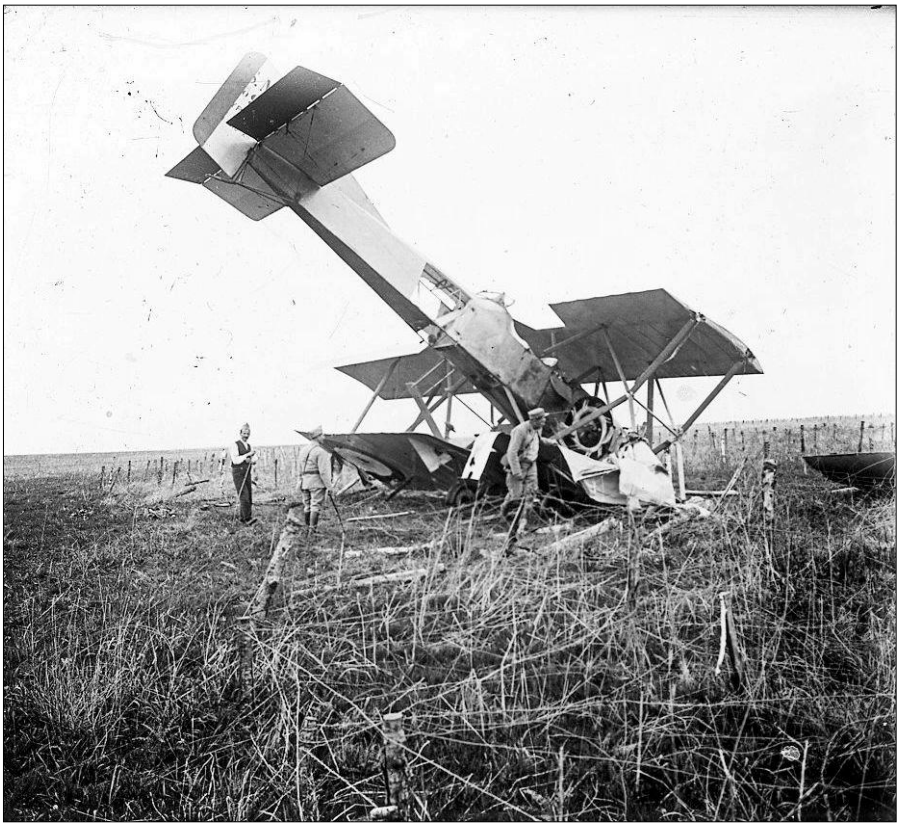
Ainsi, l'affirmation tant de fois réitérée de Jacques Mortane dans ses articles publiés par *La Guerre Aérienne* que " ses " aviateurs étaient tous pris d'une haine implacable pour leurs adversaires dans les airs, comme pour l'Allemand en général, trouve ici un cuisant démenti. Ce n'est sans doute pas par hasard que Mortane a omis de faire allusion dans son texte à cette cérémonie et au message lancé par les aviateurs français. On peut facilement imaginer la réaction de bon nombre de ces aviateurs français qui, en lisant les numéros de la revue, y découvraient les félicitations que son rédacteur en chef leur adressait nommément pour leurs prétendus sentiments de haine.

Trois jours plus tard, un message T.S.F. parti de Lyon et intercepté par les Allemands, a livré un récit détaillé sur la mort de l'aviateur Marquart de Terline

« *Lorsque le 27 juillet vers 4 heures un appareil allemand a passé les lignes françaises en direction de Châlons, trois monoplaces français ont pris l'air pour aller à sa rencontre. À peine l'Allemand les a-t-il aperçus qu'il a fait demi-tour en direction du front. Les trois Français l'ont alors poursuivi et l'ont attaqué à la mitrailleuse. Mais bientôt deux de ceux-ci ont été forcés d'atterrir de sorte que le biplace* Albatros *n'avait plus qu'à se défendre contre le* Nieuport *de Marquart de Terline. La veille au soir ce dernier avait encore dit à ses camarades :* « Si jamais ma mitrailleuse ne fonctionne pas, je percute l'Allemand » *L'occasion était là. À 20 mètres sous lui, l'ennemi s'en va à la vitesse maximale vers le front proche et la mitrailleuse du Français est réduite au silence car elle n'a plus de munitions. Afin de ne pas laisser l'ennemi s'échapper, Marquart de Terline, dans sa détermination froide et dans un accès de folie héroïque, pique sur l'*Albatros *et percute l'ennemi. La collision sera terrible. Un bruit assourdissant puis ce sera la chute inévitable. Les deux oiseaux se sont encastrés l'un dans l'autre jusqu'à devenir un seul, et chutent ensemble. Puis ils se détachent comme si le Français voulait mourir seul, une fois le combat terminé. À 100 mètres l'un de l'autre les deux masses s'enfoncent alors dans la terre.* »



Fonds Hermann Plote



Avion abattu dans les lignes françaises. Fonds privé JP D.

L'EXPLOSION AU FORT DE DOUAUMONT LE 8 MAI 1916
d'après le carnet de guerre du fusilier Max Redottee[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

Le J.M.O. de la 5ème D.I. allemande notait pour cette date du 8 mai 1916 :

« *La nuit est restée majoritairement calme. À 6h 10 du matin la division a reçu un message selon lequel une violente explosion se serait produite à l'intérieur du fort, suivie d'un incendie. Les messages suivants n'ont pas permis encore de se faire une idée plus précise sur la situation car trop souvent vagues et contradictoires. La division envoie sur place immédiatement des équipes sanitaires dotées d'inhalateurs d'oxygène ainsi que la 1ère compagnie du 23ème bataillon de pionniers pour fournir une aide instantanée. L'artillerie a été avisée avec insistance de rester très vigilante face à l'éventualité d'une attaque ennemie en association avec cet événement.* »[2]

Tout l'ouvrage devait rester enveloppé d'un épais nuage de fumée noire et épaisse, et cela jusque tard dans l'après-midi de cette journée brumeuse.

Les notes qui suivent sont issues du carnet d'un soldat du 8ème régiment de grenadiers qui, en raison de ses connaissances en la matière, avait été délégué au fort pour y actionner l'appareil de signalisation optique dont l'ouvrage était doté [3].

« Le 8 mai 1916

Ce matin s'est produit ici un incident d'une ampleur comme je n'en ai encore jamais vécu. À 5 heures j'ai été brusquement réveillé par des cris : « *Sortez vos masques ! Les Français lancent une attaque aux gaz !* » J'ai alors sauté sur mes pieds avec une telle rapidité que je ne savais plus, pendant quelques instants, où je me trouvais. Déjà une sorte de brouillard léger commençait à envahir notre dortoir et à brouiller les esprits. Il me fallut encore quelques instants de plus pour me souvenir où j'avais placé mon masque à gaz. Les autres avaient pour la plupart déjà appliqué le leur sur le visage. Puis nous tous, au nombre de dix, sommes restés assis dans la petite chambre pendant une heure entière tandis que dans le couloir plusieurs camarades qui n'avaient pas leur masque à portée de la main, se comportaient comme des fous et poussaient de terribles cris de détresse car ils étaient proche de l'étouffement. Pour nous le pire devait encore venir.

Lorsque cette brume se fut à peu près dissipée, nous avons ôté nos masques. Comme j'ai dû me rendre alors aux feuillées, j'ai emprunté le long couloir plongé dans l'obscurité. Brusquement j'ai trébuché sur un corps qui m'a fait tomber. Comme la pile de ma lampe torche était épuisée, je n'ai pas pu inspecter le couloir et j'ai donc trébuché encore sur d'autres corps avant d'atteindre le couloir principal. Là un spectacle d'horreur m'attendait. Le sol était parsemé de morts dont les visages étaient devenus tout noirs. Parfois trois ou quatre étaient empilés les uns sur les autres. Devant une casemate gisait un mort dont la main droite était coincée à mi-hauteur dans une porte fermée. Sans doute les camarades présents à l'intérieur l'avaient-ils fermée brutalement dans leur angoisse mortelle.

Arrivé au dernier palier d'un escalier descendant, j'ai mis le pied sur le buste d'un homme auquel manquaient les jambes ainsi que la tête. Au-dessus de tous ces cadavres se déplaçaient nos

[1] Bulletin *Bretagne 14-18* n°73, juin 2015, pp. 8-10.
[2] W. BEUMELBURG, *Douaumont*, publié dans la série *Schlachten des Weltkrieges* éditée par le Reichsarchiv, 1925, p. 10.
[3] M. REDOTTEE : Die Explosion auf dem Fort Douaumont am 8 Mai 1916 - in : *Der Frontsoldat erzahlt* - 6e série - février 1932 - pp. 179 à 181.

infirmiers, occupés à emporter les corps inertes, l'un après l'autre, vers une chambre aérée afin d'y pratiquer des réanimations. Plusieurs morts portaient encore leurs masques, mais ceux-ci étaient véritablement collés sur leurs visages à cause de la chaleur torride. On nous informa alors qu'il ne s'agissait pas d'une attaque aux gaz des Français, mais de l'explosion d'un stock d'appareils de lance-flammes, ce qui expliquait aussi les terribles émanations de fumée. Puis des obus, des mines et des munitions pour armes légères se sont embrasés et ont sauté à leur tour. Le chaos était complété encore par toutes ces pièces d'équipement et les vivres qui couvraient le sol du couloir. On y avait donc préparé des repas car nous avons trouvé de grosses marmites renversées en plusieurs endroits.

L'explosion s'est déclenchée à l'instant où le 1er bataillon de mon 8ème grenadiers entrait dans le fort pour effectuer la relève des hommes du I.R. 52. C'est pourquoi un grand nombre de mes camarades y a trouvé la mort.

Je dois m'estimer heureux d'avoir été muté avant cette date fatidique ! Et comme non seulement la cuisine, mais encore la conduite d'eau avaient été détruites, nous sommes restés un certain temps sans boire ni manger.

Le 9 mai 1916

J'ai appris que l'explosion d'hier a tué les deux tiers des occupants du fort, soit environ 1.300 hommes dont une quarantaine d'officiers. 600 soldats ont été blessés ou sont devenus fous de terreur. Il n'y a toujours pas de distribution de repas chaud. On nous a remis un peu d'alcool solidifié pour chauffer nos vivres de réserve. Comme boisson, il y a pour toute la journée un gobelet de café par soldat. L'eau contenue dans le réservoir du fort n'est distribuée que sur présentation d'un bon établi par le commandant de l'ouvrage.

Le 15 mai 1916

J'ai oublié de mentionner que notre détachement de signalisation a perdu lui aussi cinq hommes dans l'explosion dont deux ont été tués tandis que les trois autres sont devenus fous. Ces cinq avaient desservi une station située assez près du lieu de l'accident. Comme on ne s'était pas immédiatement aperçu de leur absence, je me suis mis à leur recherche avec un camarade. Nous avons trouvé les cinq dans une casemate remplie de cadavres. Les fous ont été amenés au poste de secours. C'était épouvantable d'entendre leurs questions enfantines et dépourvues de tout sens.

Le 17 mai 1916

Il doit y avoir des phénomènes irréels dans le Douaumont ! Vers les 5 heures un homme de notre détachement s'est soudainement écroulé comme mort. Transporté au plus vite au poste de secours, on y a constaté qu'il a dû s'évanouir à cause de la mauvaise qualité de l'air à l'intérieur du fort. Quelques minutes plus tard un second soldat s'effondrait. Et comme sur ordre, cinq autres devaient suivre son exemple. Moi-même, j'étais également tout près de perdre connaissance. J'ai donc rejoint au plus vite le couloir principal où l'air était un peu meilleur.

Des recherches immédiatement engagées ont permis de constater que les cadavres résultant de l'explosion et qu'on avait jetés en partie dans des entonnoirs d'obus autour du fort, s'étaient décomposés rapidement sous l'effet de la grande chaleur extérieure. Alors cette odeur a envahi l'ouvrage par l'intermédiaire notamment des tubes des canons de la coupole blindée, et leur inhalation a provoqué les pertes de connaissance. Sur le champ on a donc amélioré, dans la mesure du possible, l'air à l'intérieur du Douaumont en y vidant des cylindres d'oxygène. C'est ainsi que nous avons pu maintenir à peu près notre activité signalétique. »

Faute de témoins survivants ayant séjourné près du foyer de l'explosion, on a dû se contenter d'explications restées quelque peu hypothétiques, sur l'origine du sinistre.

Des soldats bavarois auraient tenté de chauffer un plat avec de la poudre contenue dans une grenade à main[4]. Par une imprudence en liaison avec cette pratique pourtant très répandue, un dépôt de grenades à main proche aurait alors pris feu, puis explosé. Les éclats projetés par cette déflagration auraient ensuite endommagé des lance-flammes entreposés à proximité dont l'huile qui s'échappait des réservoirs avait pris feu à son tour, tout en se répandant dans les couloirs et casemates proches et en dégageant à la fois une fumée toxique et une chaleur très forte. La nappe d'huile enflammée aurait ensuite atteint un dépôt d'obus français de 150, provoquant alors une explosion dévastatrice. Celle-ci coupa immédiatement la lumière électrique à l'intérieur de l'ouvrage et remplit les galeries d'une nouvelle émission de fumée nocive.

Étant donné que la 19ème D.R. et la 5ème D.I. allemandes avaient tenté la veille une attaque qui devait échouer, il venait d'être décidé de faire remplacer le I.R. 52, très diminué, par le 8ème grenadiers. À l'instant de l'explosion le gros des deux régiments se trouvait dans et à proximité du fort. En outre, l'hôpital souterrain était rempli de blessés graves, recueillis sur le terrain d'attaque du 7 mai. Mais les soldats les moins grièvement atteints ainsi que de nombreux malades étaient également venus se réfugier dans le Douaumont. Les occupants de l'hôpital sont morts étouffés sans exception, tout comme les soldats présents dans les couloirs obstrués par l'explosion et dont un grand nombre a été brûlé vif.

Bien plus tard seulement, on a pu chiffrer le nombre des morts à 650. Les premières estimations avancées par le fusilier Max Redottee ont donc été largement surévaluées. Le 23ème bataillon de pionniers chargé d'enterrer les cadavres aux alentours du fort comme cela est précisé dans ce témoignage, se trouva finalement contraint d'en déposer un nombre toujours croissant dans la galerie la plus profonde de l'ouvrage. Celle-ci fut ensuite murée et ainsi transformée en un caveau funéraire géant. Ce mur constitue encore aujourd'hui un lieu montré aux visiteurs du Douaumont.



Caveau funéraire muré dans une galerie du fort de Douaumont. Fonds privé Hermann Plote

[4] Le fait d'avoir voulu imputer cette imprudence aux Bavarois semble être encore une des innombrables tentatives de la part des Prussiens de charger leurs "cousins" mal aimés du sud, considérés par eux, avec un dédain manifeste, comme de bien piètres soldats, indisciplinés, avec un brin de sauvagerie moyenâgeuse, mais aussi trop souvent sujets à des paniques collectives et imprégnés de défaitisme, surtout à l'approche de la fin de la guerre.

LA VISITE DU ROI DE SAXE AUX ARMÉES[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

1 - Oskar Wöhrle : Une vie pleine de contradictions.

Oskar Wöhrle, l'auteur du texte qui suit, est né en 1890 à Saint-Louis en Alsace annexée par l'empire allemand. II a eu une vie très mouvementée, dominée par les orientations souvent déconcertantes qu'il a bien voulu lui donner et qui ont finalement fait de lui un *Wendehals*[2] aux multiples facettes. Chassé pour indiscipline par un « système » prussien très rigoureux, pendant sa préparation pour le métier d'instituteur, il prit alors son violon et opta pour une vie de vagabond, tant à Paris que dans le Midi de la France, puis en Italie où il se fit embaucher comme chauffeur sur un bateau navigant en Méditerranée.

Avant d'atteindre l'âge de 20 ans, Wöhrle se fit recruter par la Légion Étrangère. Il contracta le typhus en Algérie et profita d'un séjour à l'hôpital à Marseille pour déserter. À peine rentré dans son Alsace natale, il dut s'y soumettre au service militaire, dans un régiment d'artillerie allemand, à Strasbourg, sans doute le F.A.R. 15. C'est là qu'il commença à donner libre cours à ses dons d'écrivain et de poète : il publia son premier roman, très bien accueilli d'ailleurs, en 1912, mais claqua la porte de son éditeur moins de deux ans plus tard, pour des différends sur sa rémunération.

À l'automne 1914, Wöhrle a dû sans doute rejoindre le F.A.R. 15 comme réserviste, et, avec ce régiment, il vécut toute l'offensive allemande dans les Masures polonaises pendant l'hiver 1914-1915. Après un premier livre paru en 1915 sous le titre de *Soldatenblut*, apparemment assez peu remarqué par le public, il en publia un second en 1916, *Das Bumserbuch* (« Le livre du Bumser », *Bumser* étant le surnom donné, dans l'armée allemande, aux artilleurs toujours désireux de faire « boum-boum »)[3].

Composé d'une succession de petits articles exposant à la façon de l'auteur les choses vues ou apprises surtout sur le front oriental, ces textes confirment pleinement son aversion très prononcée contre la menée de la guerre à laquelle son régiment participa au sein du XXI^{ème} corps d'armée qui fut versé dès son arrivée au front dans la nouvelle X^{ème} armée du général von Eichhorn. Bien entendu, la censure supprima bon nombre de ses articles. Toutefois, son penchant « anti », très franchement exprimé dans ce livre qui se veut à la fois critique, désabusé et cynique, ne l'a pas empêché de faire son entrée à la rédaction du journal de « sa » X^{ème} armée, sans doute au début de 1916.

On sait peu de choses sur le parcours de Wöhrle pendant les dernières années de guerre, sauf qu'il créa sa propre édition dès 1916 près de Strasbourg. Après l'armistice de 1918, on le retrouve dans le sud-ouest de l'Allemagne où il fonda plusieurs éditions, bien connues pour leur penchant pour la littérature dite de gauche. Il s'était d'ailleurs joint, dès l'éclatement de la révolution allemande, aux conseils d'ouvriers et de soldats, ce qui semble avoir contribué à compromettre son séjour en Alsace redevenue française. L'inflation et la misère économique aidant, ses éditions firent faillite en 1925 et les suites de cette affaire le privèrent de tous ses biens personnels un an plus tard.

Couvert de dettes, Wöhrle déménagea finalement pour Berlin et s'y maintint tant bien que mal, jusqu'à ce que la Tchécoslovaquie lui attribue un prix de littérature en 1932. Mais, quatre mois après l'avènement des nazis, ses livres furent mis à l'index, éliminés des bibliothèques publiques, universitaires … et brûlés publiquement en mai 1933. Cela semble avoir persuadé leur auteur de retourner en Alsace où il trouva momentanément du travail dans une usine à Strasbourg.

---

[1] Bulletin *Bretagne 14-18* n°74, septembre 2015, pp. 15-18.

[2] Cette expression (*Wendehals* ou « le cou qui tourne ») a fait son apparition avec la réunification allemande lorsque bon nombre de staliniens durs et impitoyables se sont vêtus soudainement d'un manteau de bon démocrate, en changeant ainsi de camp sans hésitation ni scrupule. Pour Wôhrle, cette notion s'applique plutôt à ses basculements entre l'Allemagne et l'Alsace française et ses soudaines familiarités avec le nazisme qui avait pourtant mis ses livres à l'index dès 1933.

[3] - O. Wôhrle : *Querschläger - Das Bumserbuch - Aufzeichnungen eines Kanoniers*, 3ème édition (complétée) de 1929, 394 pages (*Querschläger* ou la balle ricochante).

Mais il fut bientôt expulsé par l'administration française et s'installa chez ses amis à Prague. En 1937, il prit la décision surprenante de retourner en Allemagne nazie, à Fribourg-en-Brisgau où il parvint à s'arranger avec le régime au pouvoir. Employé par l'administration allemande à Mulhouse après l'armistice conclu avec la France en 1940, il proposa ses services aux instances chargées de la *Kulturpolitik* nazie en Alsace. Puis, en 1944, à l'approche des Alliés, il se refugia d'abord en Suisse, avant de prendre domicile, après la fin de la guerre, en Forêt Noire. C'est là qu'il mourut en 1946, de son diabète.

2- O. Wöhrle : *Pourquoi j'ai réédité mon Bumserbuch après la guerre de 1914 ?*

Dans la postface à ce livre, réimprimé en 1929 à Berlin, Wöhrle nous livre les raisons de cette reprise dans laquelle il avait intégré également les textes jadis éliminés par la censure pendant la guerre :

« *Ce livre a paru une première fois au printemps 1916. Mais ce ne fut déjà plus le recueil figurant sur mon manuscrit car, fortement amputé par la censure. Il a néanmoins connu deux éditions à bref intervalle. Puis l'œuvre s'est lentement couverte de poussière. Je l'aurais sans doute laissée ainsi dans les oubliettes, si je n'avais pas vécu un événement en ce même été (1924) qui a soufflé d'un coup toute la poussière et les toiles d'araignée qui le couvraient.*

Cela s'est passé à la Taverne de l'Ours *à Meersburg, aux bords du Lac de Constance. Quelques adolescents, déjà bien éméchés, ont alors frappé avec leurs poings sur une table ronde jusqu'à répandre leur vin, tout en réclamant une nouvelle guerre :* « Si du moins ça voulait recommencer ! » *Alors une voix venant de la table voisine, répliqua :* « Mais contre qui donc ? » *C'était certainement un client qui était resté lucide. Alors, eux* : « Aucune importance ! Mais il faut que ça recommence ! » *Voilà donc :* In vino veritas (la vérité est dans le vin) ! *Pas de doute que cette bouilloire fumante à la table des habitués avait été chauffée savamment par d'autres « patriotes » issus de cette même Allemagne qui, à plat ventre dans la boue des tranchées il y a seulement quelques années plus tôt, s'étaient pourtant juré :* « Attention, les gars ! Lorsque nous rentrerons chez nous, on fera tout ce qu'il faut afin qu'une telle dégoulinade de stéarine ne se reproduise plus ! »

« Eh oui, mon pauvre Adam : maintenant tu veux déjà recommencer ! » *Mais peut-être mon* Bumserbuch *arrive-t-il encore à temps pour rendre pensif un tel ou un tel qui ne connaît la guerre que par la lecture de la* Deutsche Allgemeine Zeitung *ou de la* Kreuzzeitung[4]. *Alors mon effort aura déjà atteint son but : l'odeur de décomposition de tout un siècle lui soulèverait le cœur et ce lamentable épanchement de vin aura cessé, une fois pour toutes.* »

---

3 - Le roi de Saxe arrive ... par O. Wöhrle

« À la rédaction du journal de la Xème armée on s'activait comme rarement jusque-là. Trois fois dans la semaine une ordonnance avait déjà lavé par terre, quelque chose d'incompréhensible en temps ordinaire. Visiblement le *Feldwebel* avait porté, toutes ces dernières nuits, un bandeau de moustache tandis que notre *Leutnant* traversait, au pas de course, le bâtiment du journal en long et en large, avec un objet rond dans la main. Plus tard on a pu se rendre compte que cet objet était le fameux « *point sur l'i* » qui ne devait jamais manquer ...

[4] Ces deux journaux à grand tirage figurent parmi les plus réactionnaires sous la République de Weimar. Leurs textes décrivant des actes héroïques accomplis pendant la guerre par le soldat allemand, furent en constante augmentation. Rédigés de manière à remplir de fierté l'ancien combattant tout en impressionnant et en enthousiasmant l'adolescent qui n'avait pas vécu les horreurs de cette guerre, ils n'ont pas manqué leur but lorsqu'on pense à l'attitude immédiatement consentante prise par ces couches de la population lors du déclenchement de la Deuxième Guerre Mondiale.

Quelque chose se tramait donc, et finalement nous l'avons appris à notre tour : le roi de Saxe devait venir visiter notre installation ! C'est donc pour cela qu'on organisait toutes ces grandes manœuvres ! Plusieurs princes et ducs étaient déjà venus, mais jamais encore un roi en chair et en os. Tout le monde fit donc preuve d'une curiosité poussée à l'extrême, dans la perspective de pouvoir regarder un tel gros bonnet de près. Et chez les Saxons parmi nous, le cœur battait très fort face à la perspective que la simple occasion de voir leur souverain de si près leur ouvrait la possibilité de se voir attribuer diverses décorations ou autres insignes qui resteraient ensuite accrochés sur leur large poitrine de guerrier.

Puis arriva le Grand Jour où notre équipe a dû se lever une heure plus tôt que d'habitude. D'abord on a nettoyé les planchers une quatrième fois et chacun a dû enfiler sa meilleure tenue militaire. Soudain, une demi-heure avant l'arrivée du grand seigneur, l'ensemble de nos activités a été suspendu d'un seul coup, et tout à fait à l'improviste. Les hommes de troupe ont reçu l'ordre de retourner dans leurs chambres respectives : interdiction de quitter la caserne. Nos rédacteurs en chef ont dû se coiffer du casque qui allait avec la tenue préconisée et ils ont été rassemblés dans une pièce, soi-disant pour le cas où Sa Majesté daignerait les convoquer.

Ces mesures furent suivies d'un hochement de tête général. Tous nos bureaux du journal d'armée parurent déserts. Seules sur le perron, deux personnes se tenaient debout : notre *Leutnant* et le *Feldwebel*, leurs yeux scrutant vivement l'arrivée de l'automobile royale qui fit son apparition à l0 heures précises. Messieurs les rédacteurs en chef qui avaient perçu le bruit du moteur, n'ont alors plus voulu respecter les instructions, qui étaient de quitter leur chambre seulement si l'on les appelait. Avec leurs yeux de lynx, remplis de curiosité, ils observaient cachés derrière un coin de mur.

Ces guetteurs ont alors vu deux officiers sortir de la voiture et s'efforcer d'en sortir un troisième. Finalement ils y ont réussi. Le troisième, avec un visage coloré rouge et bleu, n'était autre qu'Auguste, le roi de Saxe, encore une fois totalement soûl. Ses deux ordonnances l'ont alors pris sous leurs bras et ils l'ont traîné ainsi jusqu'en haut de l'escalier où se trouvaient les bureaux du journal d'armée. Le cortège passa ainsi devant notre *Leutnant* et son *Feldwebel* qui, les genoux effacés dans une raideur plus que réglementaire, saluaient respectueusement. C'est alors que MM. les chefs de rédaction ont compris pourquoi toute l'équipe du journal avait dû rester consignée à la caserne et pourquoi eux-mêmes, les têtes spirituelles, avaient été réunis dans la pièce d'attente réservée aux conducteurs et chauffeurs.



Frédéric Auguste III, roi de Saxe.
Ce portrait est certainement antérieur à 1914
(in : H. RIEHL - Als die deutschen Fürsten fielen - édit. 1979).

Puis on a amené le roi dans la chambre du *Leutnant* où il fut placé derrière le bureau du principal des rédacteurs en chef, sur une chaise. À peine avait-il été libéré des mains de ses ordonnances que sa tête royale tomba lourdement sur le plateau du meuble de bureau. Par deux fois, Sa Majesté a encore

tenté de se relever pour raconter, sous des hoquets, une obscénité. Mais cela a raté et elle s'est plongée dans un sommeil profond, accompagné d'un ronflement bien audible.

Alors les deux ordonnances, en compagnie de notre *Leutnant* et du *Feldwebel*, se sont placées autour du monarque ronflant. Cette idylle familiale devait durer vingt minutes (la durée prescrite pour la visite au journal). Puis Sa Majesté fut réveillée par ses ordonnances, conscients de leur devoir, et ils l'ont pris de nouveau sous leurs bras pour le traîner ensuite jusqu'au bas de l'escalier où l'attendait toujours sa voiture. Une nouvelle fois Messieurs les rédacteurs ont guetté dans leur coin. En effet, on ne voyait pas tous les jours un roi soûl, surtout en ce temps où l'alcool était rationné !

Puis l'auto est partie avec son hôte distingué, dans un nuage de gaz d'échappement et le *Feldwebel* a pu essuyer la sueur de son front. Messieurs les rédacteurs ont balancé avec fracas leurs casques dans un coin de la chambre tandis qu'on libérait enfin les hommes de troupe toujours consignés à la caserne. Ils ont ainsi pu rejoindre leur lieu de travail sans avoir vu le roi de Saxe. Puis, dans le courant de l'après-midi, deux ordonnances du Haut Commandement de l'armée ont apporté un panier de linge rempli de décorations et autres distinctions. Chacun a pu s'en servir à sa guise. L'un des « bénéficiaires » aurait même contracté une hernie, au cours de cet exercice ... »



Frédéric-Auguste décorant un soldat d'une division saxonne, à Valenciennes, vers la fin de 1916. Derrière le souverain, une ordonnance tient la fameuse boîte à cigares pendant qu'une autre ordonnance, à droite, semble noter le nom du bénéficiaire sur un gros carnet.

(Source : Hottenroth J.E., *Sachsen in Grosser Zeit*, Leipzig, R. Max Lippold, 1920 et 1923. Coll. Hermann Plote)

4 - Frédéric Auguste III, un souverain « hilare »

Frédéric Auguste III était monté sur le trône du royaume de Saxe en 1904. Il fut bientôt considéré de tout un chacun comme un original car parlant non seulement avec un accent saxon très

marqué, mais encore en s'exprimant d'une façon très simple, en employant des phrases qui ont souvent provoqué l'amusement de l'assistance. Il n'est donc pas surprenant qu'on le considérait comme « *le plus délicieux de tous les souverains allemands* ». Ainsi, lorsqu'il avait bu plus que de raison, « *il tombait de temps à autre de son cheval ou il sortait de son rôle en crachant devant une foule de témoins oculaires ou en rotant de façon bien audible de loin* »[5].

Les relations entre le roi de Saxe et Guillaume II furent tout autres que cordiales depuis l'un des anniversaires du second où Auguste était venu en personne, contre toute attente et aussi contre son habitude. Lorsque l'empereur, très flatté par cette grâce surprenante, lui adressa, devant tous les invités, des éloges extraordinairement flatteurs pour honorer cette venue, le roi laissa échapper ces mots bien audibles : « *Ça n'a rien d'exceptionnel, puisque j'étais venu à Berlin pour voir l'exposition canine.* »

On sait également du roi qu'il éprouvait une profonde aversion contre l'obligation de rendre, pendant la guerre, des visites à ses contingents saxons sur les différents fronts. Ces déplacements furent donc bien plus rares que ceux rendus par les autres souverains allemands, Guillaume II en tête. Et lorsque le roi de Saxe repérait un vieux guerrier qui, malgré ses années de service, ne portait toujours aucune médaille sur sa vareuse, il le gratifiait tout personnellement d'une décoration quelconque qu'il prenait alors dans son boîtier à cigares[6].

La phrase la plus célèbre prononcée par le roi de Saxe se place cependant lors des journées où la révolution atteignait également sa résidence, à Dresde, en 1918. Dès 1915 déjà, la Saxe, considérée comme « notoirement rouge », avait connu des agitations tant populaires qu'à la chambre des députés même, suite à une radicalisation latente de la classe ouvrière, particulièrement nombreuse dans ce royaume. Le roi ne s'en était pas plus ému qu'au jour de l'éclatement de la révolution en Saxe, le 8 novembre 1918. Six jours plus tard, il reçut, dans son château, un coup de téléphone venant du Conseil des Ouvriers et Soldats local, lui suggérant, plutôt poliment, d'abdiquer afin de pouvoir ainsi libérer les fonctionnaires et les officiers saxons de leur serment de fidélité à la couronne. Après quelques secondes de réflexion, le roi répondit, avec son pur accent saxon :

« *Eh bien, cela me paraît faisable.* »

Mais il voulait encore obtenir confirmation de tout cela et il demanda :

« *Alors, je n'aurai plus rien à dire ?* »

Réponse : « *Majesté, tous les pouvoirs sont déjà passés au Conseil des Ouvriers et Soldats depuis l'éclatement de la révolution !* »

Alors le roi, peu diplomatique, s'exprima de manière plutôt surprenante :

« *So, so ; Na, dann macht, Euren Dreck alleene.* », ce qui veut dire : « *Eh bien, si c'est comme ça, alors occupez-vous tout seuls de vos saletés* ! »[7]

Et comme, au fond, tout le monde aimait bien ce roi même déchu, pour son côté bienveillant et aimable à l'encontre de chacun, il s'est finalement sorti de sa destitution sans conséquences trop fâcheuses pour son portefeuille, car on lui avait permis, comme à bien d'autres têtes couronnées déchues également, de conserver beaucoup de ses biens, ce qui allait lui assurer toujours de substantiels revenus. Lorsque les passants l'aperçurent dans la rue, encore des années plus tard, il fut acclamé spontanément par eux, ce à quoi le roi répondit :

« *Vous m'avez l'air d'être de sacrés révolutionnaires !* »

[5] - H. Riehl, *Als die deutschen Fürsten fielen*, 1979 - p. 156.
[6] - H. Riehl, *Als die deutschen Fürsten fielen*, 1979 - p. 157.
[7] - H. Riehl, *Als die deutschen Fürsten fielen*, 1979 - p. 148.

RAPHAËL OCHS, L'HOMME QUI CREUSAIT SA PROPRE TOMBE[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

Si Ochs n'avait pas trouvé finalement la « mort du brave », ce qui devait le réhabiliter aux yeux de ses supérieurs, le bulletin des anciens de son *Füsilier-Regiment N° 33* basé en Prusse Orientale, n'aurait certainement pas admis de lui consacrer un article[2].

Ce régiment aux origines suédoises existait depuis 1720. On était donc en droit de le qualifier de *feudal* (féodal) et on y était très à cheval sur ses traditions. Quoique composé d'éléments essentiellement allemands, il avait eu sa garnison à Stralsund, en ce temps sous occupation suédoise, et faisait même partie de la « garde du corps » de la reine de Suède. Lorsque, en 1815, la Poméranie fut cédée à la Prusse, les deux régiments basés dans cette province, numérotés désormais 33 et 34, devaient passer sous commandement prussien, tout en conservant certains liens avec la Suède. Ceci se manifesta encore par une visite d'officiers suédois en novembre 1917 lorsque le *33ème Füsilier* se trouvait en position devant la forteresse russe de Dunabourg (Dvinsk).

Entre 1850 et 1856, le régiment avait été commandé par le lieutenant-colonel von Roon, nommé quelques années plus tard ministre de la guerre, ce qui allait lui permettre de devenir le principal réformateur de l'armée prussienne. Dès 1864, le régiment était autorisé à avoir Roon comme « chef' honoraire » et il s'appela désormais *Füsilier-Regiment Graf Roon N° 33*. Au cours des quinze années qui précédèrent l'éclatement de la Première Guerre Mondiale, il eut aussi le privilège de détacher chaque année une « compagnie d'honneur » (*Ehrenkompanie*) à Rominten en Prusse Orientale où Guillaume II passait alors régulièrement un séjour automnal sur ses vastes terres de chasse.

En août 1914, le 33ème qui appartenait au 1er C.A. destiné à défendre les frontières de l'est contre les Russes, sera alors engagé dans toutes les grandes batailles livrées en Prusse Orientale et notamment dans celles de Gumbinnen et de Tannenberg. Puis il participa à la première offensive allemande en direction du Niémen, suivie d'une vaste retraite qui devait reconduire le régiment jusque dans la province allemande qu'on s'était pourtant proposé de libérer une fois pour toutes.

Le *Füsilier* Raphael Ochs, qui appartenait à la 1ère compagnie du 33ème, semble avoir participé à la campagne du régiment dès son entrée en guerre[3]. Il a donc sans doute vécu toute la terrible bataille d'hiver des Masures, livrée en février 1915 et destinée à encercler puis à anéantir la 10ème armée russe du général Sievers, un projet qui n'a finalement réussi qu'en partie, freiné notamment par des conditions climatiques épouvantables[4].

Mais c'est au cours de la seconde moitié du mois de juillet 1915, lorsque le 33ème Fusiliers dut forcer, au terme de combats très sanglants, le passage vers la rivière Narev, qu'Ochs fut porté disparu. Son destin ultérieur a été retracé comme suit par un ancien chef de section de sa compagnie.

« La disparition d'Ochs avait été portée, selon les usages, sur le matricule de la 1ère compagnie par le *Feldwebel* (adjudant) Baltin, la « mère de la compagnie », toujours soucieux de circonscrire au mieux le destin de chaque soldat se trouvant sous sa « protection ». Mais dans le cas présent, Baltin n'y est pas parvenu, et même les informations sur le lieu et le jour où Ochs avait été vu pour la dernière fois, devaient tant différer qu'il s'avérait impossible d'élucider les circonstances de sa

[1] Bulletin *Bretagne 14-18* n°75, décembre 2015, pp. 12-13.
[2] Article paru dans le bulletin *Roon-Blaaer* - juillet 1936 (collection H. Plote).
[3] L'article consacré à Ochs reste très vague au sujet des diverses dates ayant trait aux agissements de ce soldat.
[4] Un relevé détaillé sur cette bataille a été présenté par Hermann Plote avec les souvenirs du *Leutnant* (sous-lieutenant) Wellmann, joints à ceux de son père, général de brigade devant Reims (*Souvenirs de guerre du général Wellmann*, Plessala, Bretagne 14-18, février 2009).

disparition. Sans doute avait-il été tué au cours d'une échauffourée et son corps était resté disparu quelque part sur le terrain.

Bien plus tard l'officier d'intendance du 1er bataillon, l'*Offizierstellvertreter*[5] Kowitz, devait signaler au *Feldwebel* Baltin qu'au cours d'un déplacement vers les magasins de vivres de l'étape il avait trouvé la tombe du *Füsilier* Ochs. Kowitz avait bien pris soin de recueillir également tous les éléments requis sur le lieu de sa sépulture. Il s'agissait d'un tertre bien aménagé, surmonté d'une simple croix en bois qui portait le nom, les dates de naissance et de décès respectifs, le tout sculpté dans le bois. Et la croix était même coiffée par le casque du défunt. Le « dossier Ochs » pouvait donc être fermé une fois pour toutes.

Au bout d'une succession de combats de poursuite, notre régiment avança jusqu'au-delà de Bielsk, puis il fut transporté par chemin de fer sur le site de la bataille de Vilna, et à partir de septembre 1915, il dut participer au siège de la forteresse russe de Dunabourg. C'est là qu'un jour une lettre parvint à la 1ère compagnie, expédiée par la magistrature d'une petite ville de Poméranie et qui devait annoncer ceci : « *Le* Füsilier *Ochs de la 1ère compagnie du 33ème* "Fusiliers Graf Roon" *a été arrêté lors d'une infraction.* »[6] « *Mais ils sont devenus fous !* » pensa le *Feldwebel* Baltin en lisant le texte. Restant inflexible sur l'affaire, il répondit en soulignant qu'il devait s'agir d'une erreur sur la personne, le *Füsilier* Ochs étant bel et bien mort et enterré là et là, etc. Mais la ville lui adressa un autre courrier où il était spécifié que l'homme arrêté persistait à affirmer qu'il était bien le *Füsilier* Ochs, livrant en guise de preuve de ses déclarations toute une série de précisions sur son régiment. Mais Baltin restait de marbre ; pour lui, Ochs était mort et enterré, et ce qui était porté une fois sur les matricules était exact et irréversible !

Et puis, un jour arrivait un transport de renforts en provenance du dépôt du 33ème[7]. Pour la répartition des nouveaux arrivés sur les différents bataillons et compagnies, la présence du *Feldwebel* Baltin avait été requise au P.C. du régiment. On avait par ailleurs pris la décision que tous ceux qui avaient déjà combattu dans les rangs du 33ème, devaient retrouver, dans la mesure du possible, leur ancienne compagnie.

Afin de réaliser cette répartition, l'officier adjoint du régiment, l'*Oberleutnant* (lieutenant) Schröder faisait sortir les hommes du rang pour les répartir ensuite selon leur appartenance d'autrefois. Mais très peu d'anciens de la 1ère compagnie allaient se faire connaître. Le *Feldwebel* Baltin s'en trouva intrigué et il alla donc passer en revue les nouveaux arrivés tout en examinant chaque soldat de face. Croyant avoir reconnu quelqu'un qui lui paraissait familier, il lui demanda : « *Avez-vous déjà servi dans ma compagnie ? Quel est votre nom ?* »-« Füsilier *Ochs,* Herr Feldwebel *!* » Les yeux de la « mère de la compagnie » se dilatèrent alors démesurément. « *Mais vous êtes mort et enterré !* » La réponse fut claire : « Nein, Herr Feldwebel ! »

Et c'était vrai. Un jour, Ochs en avait eu marre de la guerre et, au terme d'un combat acharné, il était tout simplement resté couché sur place. Puis il avait fini par creuser une tombe bien

[5] Cette dénomination (...) signifie uniquement qu'un sous-officier remplit temporairement le rôle de commandant de section avec les attributions d'officier, fonction en tout temps révocable" (Répertoire alphabétique allemand-français édité en 1917 par le G.Q.G., p. 123).

[6] La nature de cette infraction n'est pas spécifiée dans l'article auquel il est fait référence ici. Comme Ochs n'était pas en possession de papiers respectifs, une falsification de permission est à exclure. Probablement a-t-il été appréhendé suite à un acte de délinquance mineur.

[7] Le seul transport de renforts dont a bénéficié le régiment pendant toute la période traitée ici, est arrivé le 17 octobre 1915, selon l'historique du 33ème.

aménagée, avant d'aller, selon ses propres termes, se « rendre libre ». Et puis un autre jour il était revenu à "sa" compagnie. Apparemment, la justice militaire allemande ferma les yeux sur son cas[8].

Néanmoins, cette affaire devait s'achever par une fin tragique pour Ochs. Réputé être un grand farceur et très apprécié par les autres pour ses innombrables blagues, celui-ci devait commettre une imprudence. Dans le secteur tenu par sa compagnie se trouvait un poste d'observation habilement installé dans un arbre et qu'on appelait « la chaire ». Pour l'occuper, il fallait néanmoins être prudent afin de ne pas se faire remarquer par l'adversaire. Mais Ochs voulut se livrer à une de ses plaisanteries. Il y monta puis se pencha d'en haut vers ses camarades avec l'allure d'un prêtre dont il imitait la voix et les gestes tout en récitant l'un de ses refrains plus ou moins bien connus, et un peu modifié pour mieux l'appliquer à son cas personnel :

Ici se tient le jeune Ochs,
Le fils du vieil Ochs.
Le Bon Dieu n'a pas voulu
Que le petit Ochs aille devenir un grand Ochs[9].

Le rire de son auditoire allait être brusquement interrompu par un coup de fusil et Ochs gît sans vie sur la chaire. La balle d'un tireur d'élite russe avait mis fin à ses jours. Suite à un coup de téléphone envoyé de la position et signalant la mort d'Ochs, le *Feldwebel* Baltin en personne se rendit sur place afin de constater en bonne et due forme que le *Füsilier* en question n'était cette fois-ci vraiment plus de ce monde[10]. Puis on se prépara à l'enterrer au cimetière militaire le plus proche. »

[8] D'après les relevés effectués après la guerre et malgré quelques incertitudes, le nombre des sentences de mort prononcées par la justice militaire allemande à l'encontre de ses soldats, n'aurait pas dépassé les 450 pour toute la guerre. La pratique de renvoyer plutôt le "fautif' à son unité d'origine, avec la recommandation de le punir pour la forme sur place, était effectivement très répandue. À l'approche de la débâcle de 1918 lorsque le nombre des déserteurs atteignait des chiffres à peine imaginables, on renonça même à toute tentative sérieuse de les remobiliser sur le front.

[9] *Ochs* (ou *Ochse*) signifie bœuf, le jeune *Ochs* étant alors le bouvillon. L'expression de *grosser Ochse* (grand bœuf) est un terme modérément injurieux ; il caractérise quelqu'un de plutôt lourdaud de corps comme d'esprit.

[10] Dans son registre nominatif des pertes relevées pendant la guerre, l'historique du 33ème indique le 23 janvier 1916 comme étant la date de décès du *Füsilier* Raphael Ochs. C'est dans le cimetière militaire devant Dunabourg que Ochs a trouvé sa sépulture véritable et définitive (source : *Historique* du 33ème Fusiliers allemand).

RETOUR À L'ENVOYEUR !
L'ATTAQUE AU GAZ ALLEMANDE DU 29 AVRIL 1916 TOURNE AU DÉSASTRE[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

Dans un numéro ancien de ce bulletin (n°32), René Richard avait présenté le témoignage poignant d'un soldat français gazé au printemps 1918. La nocivité des gaz toxiques avait alors atteint un niveau nettement plus meurtrier que celle des techniques encore en vigueur deux ans plus tôt, au printemps 1916, époque où se situe le témoignage donné ci-après par un soldat bavarois. D'importants « progrès » avaient pourtant déjà été réalisés par les Allemands en ce mois d'avril 1916 par rapport à la méthode appliquée lors de l'attaque au chlore tristement célèbre du 22 avril 1915 devant Ypres. Ces « perfectionnements » ont porté pour l'essentiel sur deux points:

Si l'envoi dans l'atmosphère de gaz à partir de cylindres enterrés était toujours de mise en 1916, les Allemands avaient commencé à ajouter au chlore du phosgène (oxychlorure de carbone) dont la proportion fut portée graduellement de 10% lors de leur premier emploi sur le front occidental, en Champagne, en octobre 1915, jusqu'à 50% dans des émanations dont il sera question dans ce récit, en avril 1916.

Parallèlement à cette accentuation de la toxicité des gaz de combat, les Allemands combinaient de moins en moins souvent les émissions délétères avec des attaques massives de leur infanterie. Les nuages poussés par le vent avaient donc pour but primordial de nuire à la force combattante de l'adversaire en lui infligeant un maximum de pertes sans intention d'obtenir un gain de terrain notable ni de risquer la vie de trop de soldats allemands[2]. Tout au plus envoyait-on, derrière les nuages, de petites unités de choc (*Stosstrupps*) vers les lignes ennemies afin de faire des prisonniers ou obtenir des informations importantes. Ceci explique également qu'on libérait les nuages de gaz de plus en plus souvent pendant la nuit car, contrairement au phosgène, la présence de chlore restait toujours aussi aisément visible dans les airs.

Le 27 avril 1916, une émission de nuées dérivantes était déclenchée par les Allemands au nord de Lens, autour de Hulluch. Cette opération devait intéresser toute la largeur du front tenu par la 4ème D.I. bavaroise composée de deux régiments actifs (les 5ème et 9ème) et un régiment de réserve (le 5ème). Le front allié était occupé ici par la 16ème division irlandaise arrivée en France seulement en décembre 1915. Pour les deux adversaires en présence, il s'agissait de leur première expérience avec des gaz toxiques. Voici le récit du *Gefreiter* (caporal) J. Weise du 5ème d'infanterie bavaroise[3].

---

[1] Bulletin *Bretagne 14-18*, n°76, mars 2016, pp.6-10.

[2] La première attaque au chlore effectuée sur le front occidental par les Allemands, le 22 avril 1915 devant Ypres, est considérée comme étant aussi la mieux connue, notamment à cause des nombreux commentaires et autres écrits - souvent en guise d'excuse de l'avoir ignorée - de la part des Alliés. Or, beaucoup de details sont restés obscurs jusqu'à nos jours. Cela concerne à la fois la préparation sur le terrain que l'exécution de cette opération qui n'était point si aisée pour les troupes d'assaut allemandes qu'on y avait engagées en masses. L'auteur se trouve en possession d'une collection de bulletins de liaison des anciens combattants de la 46e D.R. allemande où sont exposés de nombreux témoignages de participants restés quasi inconnus et qui mériteraient d'être présentés un jour sous forme d'un recueil.

[3] 2) J. Weise, "G-a-a-s ! - Der 29 April 1916 bei Hulluch." in *Der Frontsoldat erzâhlt* , Avril 1932, pp. 232 à 237.

« Depuis les combats acharnés de l'automne 1915 contre les Hindous, nous occupions un système de tranchées boueuses près de Hulluch et de Loos, créé très progressivement à partir d'une maille initiale d'entonnoirs d'obus. Cette position nous offrait une protection plutôt éphémère contre la guerre des mines que l'Anglais maîtrisait ici à la perfection, grâce à la nature du sol composé majoritairement de craie. Sa première ligne était en moyenne distante de la nôtre de 200 mètres,



mais parfois beaucoup plus près. Nous menions donc ici une guerre de taupes franchement lamentable dans des tranchées boueuses, et nos abris étaient de simples trous d'où se dégageait une odeur putride et où nous cohabitions avec la vermine et les rats. Chaque nuit il fallait travailler dur pour améliorer cette position, tandis que le jour l'artillerie anglaise dirigeait un tir dispersé sur nos lignes et voies d'accès, avec une consommation d'obus à peine croyable. En dehors de la guerre des mines, l'hiver était marqué par une activité poussée de patrouilles et par des coups de main contre des cibles bien circonscrites.

Mais surtout l'hiver s'était révélé extraordinairement humide, submergeant à la fois nos tranchées et abris et faisant écrouler les parois et les parapets. La boue épaisse déchaussait véritablement le fantassin qui devait s'y déplacer … Et nos manteaux étaient tellement couverts de boue qu'ils avaient triplé de poids. Finalement notre seule consolation était l'évidence que l'adversaire se trouvait dans une situation identique.

On voulut donc en quelque sorte « enjoliver » cette monotonie pesante par une opération d'envergure dénommée *Hengist-Unternehmen* d'après le nom de notre général de brigade[4]. Dès le début d'avril les préparatifs allaient bon train pour une libération de nuées dérivantes à grande échelle, suivie d'un coup de main également très bien organisé. Des détachements d'assaut composés de volontaires s'exerçaient déjà sur un ouvrage d'entraînement. Les pionniers du *Gas-Regiment 36* étaient arrivés et ils s'activaient à enterrer les cylindres pressurisés en grand nombre sur la ligne la plus avancée. Nos fantassins étaient alors condamnés à transporter ces bouteilles métalliques très lourdes pendant la nuit, depuis le dépôt du génie jusqu'aux emplacements désignés. Je crois que nous n'avons jamais autant juré pendant toute la guerre qu'au cours de ces corvées. Chaque cylindre était surmonté d'un tuyau en plomb flexible dont on orientait l'orifice vers la position ennemie. Tout le corps du récipient était soigneusement caché sous une couche de sacs de sable afin de rendre les bouteilles invisibles aux observateurs ennemis. Entre deux parapets on plaçait ainsi une batterie de cylindres qui se composait de 6 à 8 bouteilles.

Ces batteries allaient ensuite rester en place pendant des semaines entières car notre allié principal, le vent soufflant de la bonne direction, restait absent. Tout le temps il arrivait d'en face, de la mer[5]. Heureusement qu'aucune patrouille anglaise ne nous a alors rendu visite ; les bouteilles sont donc restés inaperçues.

Certes, nous avions assez de notre vulnérabilité face aux Britanniques, à leurs obus, grenades à fusil et mines. Mais les « traiter » aux gaz ? Cela nous procurait un sentiment d'angoisse sur l'issue de l'emploi de ce *Teufelszeug* (invention diabolique) si peu apprécié, et qui nous était encore totalement inconnu. Quant aux pionniers du 36ème, ils voyaient l'événement d'un air débonnaire. Pas étonnant puisqu'ils étaient dotés de l'appareil isolant à oxygène *Draeger* tandis que nous, fantassins, étions gratifiés de masques à gaz encore bien primitifs, et jamais encore expérimentés par nous dans une situation de combat réel.

Finalement, au bout de ces semaines d'attente, le 27 avril a vu le vent enfin tourner dans la bonne direction. Et bientôt des nuages toxiques gris-vert s'en allèrent lentement par dessus le glacis pour envahir ensuite par torrents épais les abris ennemis ou, en s'écoulant par dessus de leur tranchée, en direction des positions d'artillerie d'abord, puis même des localités encore en partie habitées par des civils, tout en laissant derrière eux un spectacle de désolation. Certes, en ce 27 avril, l'opération s'était déroulée d'une façon relativement favorable pour nous, malgré le fait que par endroits, les nuages avaient été repoussés vers nos lignes, nous causant ainsi un nombre assez

[4] Il est peu probable que toute cette opération qui consistait surtout en la libération de plus de 40 tonnes d'un mélange de chlore et de phosgène contenu dans 3.800 cylindres déposés sur une largeur de front de 3 kilomètres, puisse être mise sur le compte d'un simple *Generalmajor* (général de brigade). Lorsque les régiments d'infanterie composant une division furent ramenés de quatre à trois, réunis alors sous l'égide d'une seule brigade (au lieu de deux auparavant), Emil Hengist avait réussi à garder son poste auprès du général von Montgelas commandant la 4ème D.I. bavaroise. Or, il a été mis à la retraite en décembre 1916 sans avoir alors atteint la limite d'âge. Le désastre vécu par sa 7ème brigade fin avril 1916 a certainement joué un rôle dans cette disgrâce, sans doute même déterminant.

[5] Cette absence d'un vent soufflant dans la bonne direction, avait déjà retardé très substantiellement la première attaque au gaz d'avril 1915. On est donc en droit de se poser la question de la raison pour laquelle les Allemands ont tant persisté à donner priorité, pour mener leur guerre au gaz, dans les Flandres soumises à un climat marin caractérisé à la fois par une prédominance de vents venant de la mer et d'une grande variabilité de leur régime. Déjà le retard survenu en avril 1915 avait été si important qu'il fallut envoyer une partie des troupes massées derrière le saillant d'Ypres au front russe afin d'y participer à une grande offensive qui ne pouvait plus attendre. Cela a contribué pour beaucoup à réduire la portée de l'attaque menée ensuite à Ypres. L'ancien chef de la section opérationnelle du G.Q.G. allemand, le lieutenant-colonel Tappen, s'est exprimé sur ce choix après la guerre, mais ses arguments en faveur des Flandres ne peuvent convaincre (BA/MA - N 56/2 - Papiers Tappen).

notable d'intoxiqués et aussi quelques morts[6]. Nos *Stosstrupps* lancés ensuite contre les Irlandais, revenaient avec un certain nombre de prisonniers et un butin de guerre intéressant[7].

Mon 1er bataillon ayant été tenu en réserve à Wahaignies, je n'ai pas participé personnellement à cette première phase. Nous avons alors cru tout cela bien derrière nous. Mais le pire nous attendait encore car on voulait remettre cela, cette fois-ci à l'aile droite de notre division où notre position décrivait un large arc occupé par la 3ème D.I. bavaroise. La direction du vent avait été telle, le 27, que cette division se serait trouvée fortement exposée au gaz si l'on avait inclus ce tronçon dans l'opération précitée[8]. Déjà tard dans la soirée du 27, mon bataillon devait remonter en ligne, plus tôt que prévu. L'odeur du gaz y était toujours perceptible. Le lendemain régnait un calme complet tout à fait inhabituel. Ceux d'en face avaient donc apparemment eu des pertes plutôt lourdes[9]. En inspectant de plus près notre secteur, nous étions surtout intrigués par la rouille qui y couvrait les fusils. Il était presque impossible d'en ouvrir encore la culasse. Et le peu d'herbe qui avait repoussé sur le glacis, avait jauni comme brûlée par un incendie.

J'étais de garde dans la nuit du 28 au 29. Peu avant 5 heures du matin, un pionnier parcourut la tranchée en lançant constamment : « *Mettez vos masques à gaz!* » À peine avait-il disparu qu'à notre droite deux fusées éclairantes montaient au ciel, une verte et une rouge. C'était le signal à la fois pour ouvrir les cylindres et pour déclencher le tir de notre artillerie. Presque simultanément avec le bruit des premiers obus, un sifflement se faisait entendre autour de nous, et déjà d'épais nuages d'un jaune verdâtre et opaques se formaient et le vent commençait à les pousser vers la position britannique. Mais, en même temps, l'ennemi ouvrait un feu d'artillerie avec une intensité que nous n'avions encore jamais connue jusque là. Il avait saisi nos intentions, tirait un barrage et bombardait en même temps la zone d'émanation des gaz toxiques[10]. C'était tout simplement infernal. Devenus nerveux à leur tour, les mitrailleurs ennemis envoyaient déjà leurs rafales.

---

[6] O. Lepick (*La Grande Guerre chimique 1914-1918*, Paris, P.U.F., 1998) qui a eu accès aux archives bavaroises, précise que le vent de nord-est soufflait alors à 2 m/sec. (p. 144). Sa description de l'opération reste cependant vague et n'explique pas les "pannes" survenues lors de cette émission du mélange toxique. L'*Historique du I.R. 5* bavarois précise qu'au niveau de ce régiment, la libération du gaz commencée à 5 h 45 du matin, ne s'était pas déroulée comme prévu *:* « *Pendant que notre artillerie ouvrait le feu contre les positions ennemies afin d'empêcher les Anglais d'échapper au gaz, l'opération a dû être ajournée chez nous, autour de Hulluch et des puits de mine, à cause d'un vent bien trop capricieux. On n'a donc pu commencer ici qu'à 8 h 25. Mais à cause du fractionnement de l'ouverture des cylindres pressurisés, l'opération a perdu une partie de son effet de surprise. En outre le gaz libéré plus tard est vite monté en altitude à cause du réchauffement du sol, et il est donc passé par dessus des tranchées ennemies sans neutraliser leurs occupants*. » (p. 54)

[7] L'*Historique* de la 16ème D.I. irlandaise (T. Denman, *Ireland's Unknown Soldiers, The 16'h Irish Division in the Great War*, édit. 1992) qui décrit effectivement la matinée du 27 comme sèche et tiède, précise que dix minutes après un bombardement aux obus contenant du gaz lacrymogène, les nuages de gaz toxiques se seraient élevés, mais à un tel point qu'on aurait pu distinguer, sous leur niveau de base, les jambes des attaquants allemands. Ceux qui avaient pu pénétrer dans la position, auraient été rejetés assez rapidement (p. 69). Effectivement l'*Historique* du I.R. 5 bavarois annonce avoir perdu, lors de l'assaut du 27 avril, 10 tués ou disparus ainsi que 27 blessés.

[8] Cette explication donne d'autant moins satisfaction que l'*Historique* du I.R. 9 bavarois précise ceci : « *Comme on n'avait pas pu épuiser le 27 toutes les batteries de cylindres à cause du vent trop incertain, on a ordonné pour le 29 une seconde attaque au gaz, mais cette fois-ci sans la faire suivre par l'envoi de patrouilles*. » (p. 54 à 55). Ceci donne bien l'impression qu'on ait voulu surtout épuiser coûte que coûte les quantités de gaz non encore libérées deux jours auparavant et toujours en place en première ligne. Malgré la prédominance d'un vent devenant de plus en plus variable, le commandement allemand a visiblement écarté toute idée d'une récupération des bouteilles encore pleines, d'après le principe : « *Le gaz est là, et il faut donc l'utiliser au plus vite !* »

[9] O. Lepick (op. cit., p. 144) avance comme pertes à la 16` D.I. irlandaise par intoxication pour cette journée le chiffre de 486 dont 135 décès. L'évaluation donnée par l'*Historique* de la division est moins précise, mais semble rejoindre grosso modo ce bilan. - Le *7`h Leinster Regiment* tenu en réserve à 3 kilomètres du front et dont bon nombre de soldats avaient également été importunés par de petites nappes de gaz arrivées jusqu'à leur cantonnement, étaient alors chargés de constituer un détachement pour ramasser et enterrer les morts (p. 69).

[10] Ce tir massif dirigé contre la première ligne bavaroise avait sans doute pour but d'y détruire un maximum de cylindres avant que ceux-ci aient pu se vider, afin de neutraliser ainsi autant que possible d'occupants de la tranchée allemande.

À peine avions-nous vu le gaz flotter dans l'air que nous le reniflions déjà. Imprudemment nous avions gardé notre masque pendu devant le visage sans l'appliquer car nous voulions voir ce spectacle qui nous était encore inconnu. Trop tard: j'avais déjà reçu ma dose. Immédiatement j'étais pris d'accès de toux et de nausées. C'était d'autant plus dangereux que le masque se gonflait alors à hauteur des joues et laissait ainsi entrer du gaz. En même temps nous étions pris d'une grande frayeur : subitement le vent repoussait les nuages vers notre position, après être restés immobiles dans les airs pendant un bref instant. De gros nuages se déversaient maintenant dans notre tranchée, tout en chassant devant eux cet air respirable si nécessaire pour notre organisme[11].

Les hommes étaient alors pris de panique; ils n'appliquaient plus, avec le calme requis dans une telle situation, leur masque devant le visage. Pris de désespoir, ceux qui avaient déjà inhalé un peu de gaz arrachaient maintenant leurs masques pour respirer un air qui n'était plus présent. Ceux-là étaient définitivement condamnés, payant de leur vie ce comportement imprudent et irréfléchi. En quelques secondes ils se roulaient au sol, tout en se tordant de douleur. Avec de l'écume jaune aux lèvres, ils poussaient des cris effroyables, et les yeux leur sortaient de l'orbite. Ils n'ont pas dû souffrir bien longtemps ainsi.

Malheur aux camarades blessés et à ceux dont les masques étaient endommagés ! Il n'était pas si rare qu'une balle ou un éclat d'obus en avait déchiré la trompe en cuir. Face à cette situation désastreuse, notre chef de compagnie ne put que prononcer ces mots : « *Sauve qui peut !* » - et il s'élança le premier par-dessus du parados, pour retomber immédiatement dans la tranchée, atteint d'une balle de mitrailleuse dans la tête. Ceux qui avaient encore à peu près leurs esprits, longeaient la paroi de la tranchée pour atteindre le boyau, tout en trébuchant sur des cadavres de plus en plus nombreux. Moi aussi, j'avais une envie folle d'arracher mon masque. Mais j'ai su surmonter cette tentation. Néanmoins, chaque accès de toux faisait entrer une nouvelle petite quantité de gaz dans mon masque gonflé. Heureusement, j'ai pu parvenir jusque tout près du boyau où se trouvait un pionnier qui en avait barré l'entrée avec des sacs de jute trempés dans de l'eau salée afin d'empêcher ainsi le gaz d'envahir cette communication vitale avec l'arrière. Remarquant mon état de détresse, il m'a accompagné jusque dans le boyau où j'ai perdu connaissance. En revenant à moi, allongé parmi tous ces morts, je me suis traîné en me glissant le long de la paroi humide, jusqu'à ce qu'un autre pionnier m'arrache mon masque dans lequel s'était accumulé tout le liquide sorti de ma bouche et de mon nez et qui empêchait le filtre de fonctionner.

J'étais parvenu enfin dans la zone non contaminée, Dieu merci ! Mon visage était en feu et j'ai respiré avidement l'air pur. Puis les nausées revenaient en force. Ma tête et mes yeux me faisaient horriblement mal. L'angoisse pesait comme un poids énorme sur ma poitrine. Et cette soif ! L'haleine passait par à-coups ; et malgré tout ceci je me sentais renaître ! Tout avait viré au jaune, le visage comme les yeux. L'uniforme était comme brûlé, chaque pièce d'équipement en fer avait rouillé, jusqu'aux boutons de la vareuse, la baïonnette et les parties métalliques du fusil.

J'ai finalement pu rejoindre le poste de secours installé dans un abri de la ligne de défense principale. Inutile de s'y attarder : il y avait beaucoup trop de mourants et d'hommes réclamant de l'aide, beaucoup trop ! Celui qui était pour le moins encore capable de ramper, devait aller plus loin

[11] L'*Historique* de la 16ème D.I. irlandaise précise que les émanations de gaz seraient bien parvenues jusqu'à sa première ligne: Le chlore resta immobile au-dessus les lignes britanniques, tout en y causant de nombreuses pertes et en y anéantissant toute la végétation. La 43ème brigade à elle seule a alors eu 100 morts et 180 gazés. Puis, un changement subit du vent repoussa le gaz en direction des lignes allemandes. Les Allemands n'ont pas réussi à fermer les cylindres à temps ce qui a encore épaissi la densité des nuages qui les envahissaient. On a alors vu beaucoup d'ambulances au travail, et un grand nombre d'Allemands ont été abattus lorsqu'ils tentèrent de quitter leurs tranchées (pp. 69 à 70).

encore. Partout on avait allumé des feux dans les tranchées de l'arrière afin de tenir éloigné le gaz. D'autres soldats agitaient des couvertures. Il fallait normalement une demi-heure pour rejoindre le poste de secours principal. Mais comme j'ai dû m'asseoir ou m'appuyer quelque part toutes les 5 à 10 minutes, il m'a fallu plusieurs heures avant d'y parvenir pendant que l'artillerie anglaise tirait avec précision sur le boyau. Bon nombre de ceux qui avaient pu s'échapper au gaz, ont été achevés ici par les shrapnels anglais. En attendant, une belle journée de printemps s'était levée. Mais beaucoup de camarades n'allaient pas la vivre. Ils gisaient là par tas entiers, dans des attitudes des plus bizarres.

Fatigué à mort, j'ai finalement pu atteindre le poste principal en engageant mes ultimes forces. Mais un spectacle absolument démentiel m'y attendait : partout gisaient les victimes du gaz, se roulant de douleur au sol, se battant et se débattant, gémissant, crachant, criant, vomissant et se tordant dans leur agonie. Certains avaient les yeux sortis de leur orbite et remplis encore des horreurs vécues, face à l'incompréhensible. Le sifflement de leur haleine témoignait de leurs immenses souffrances. Et ces visages devenus gris de cendre des mourants condamnés à rendre l'âme dans de terribles convulsions ! Ceux avec une écume jaunâtre sortant de la bouche ou du nez, étaient irrémédiablement perdus. Pourquoi avaient-ils mérité un tel sort ? Les médecins et les infirmiers étaient en sueur. Ils instillaient de l'alcool aux empoisonnés, leur appliquaient des appareils à oxygène. Moi-même j'ai opté résolument pour l'alcool en ne refusant aucun des verres qu'on me proposa à maintes reprises. Cela a dû me sauver, comme me l'a confirmé le médecin traitant plus tard à l'hôpital, car j'ai ensuite vomi abondamment ce qui a dû évacuer la matière toxique inhalée. Et déjà j'ai senti un certain soulagement.

Sans cesse des voitures de la Croix Rouge arrivaient pour embarquer les gazés, du moins ceux qu'on pensait pouvoir encore sauver. Par-dessus des routes et des chemins défoncés par les obus on partait pour l'hôpital de campagne de Pont-à-Vendin. C'est dans l'église qu'on nous a couchés sur de la paille. Une fois vaccinés, nous y avons été abandonnés à notre sort pendant six heures. Je me suis vite endormi à cause de ma dose d'alcool. En me réveillant j'ai vu encore beaucoup d'autres qui avaient cessé de vivre. Un aumônier militaire allait de l'un à l'autre pour administrer les ultimes sacrements. Puis il fallut vider les lieux car d'autres victimes du gaz attendaient déjà pour les occuper. Les morts étaient jetés sur un tas et les survivants partaient pour Libercourt où les attendait un train sanitaire. »

Après consultation des documents bavarois relatifs à cette affaire, O. Lepick a noté que, immédiatement après le désastre, l'état-major ordonna qu'une enquête fût effectuée dans les plus brefs délais. Non seulement les météorologues s'étaient lourdement fourvoyés dans leurs prévisions, mais les masques respiratoires dont étaient équipés les fantassins bavarois s'étaient avérés inefficaces[12].

Ces conclusions paraissent bien hasardeuses. Certes, l'augmentation du pourcentage de phosgène dans le mélange utilisé, ainsi que l'énorme densité de gaz sciemment employée pour atteindre une toxicité maximale, ont été au-delà des capacités protectrices des masques allemandes. Mais après les expériences faites deux jours plus tôt, le 27 avril 1915, on avait déjà renoncé à combiner cette fois-ci les émanations avec une attaque de fantassins. Quant aux caprices du vent qui se sont manifestées à l'instant crucial de l'opération, même le meilleur des météorologues aurait été incapable de prédire un tel retournement. Cette mise en accusation semble avoir eu plutôt pour but de voiler toute une succession d'erreurs et de mauvais calculs faits par le commandement allemand lui-même. Visiblement, personne ne s'était alarmé lorsque, le 27, le vent s'était déjà montré capricieux,

[12] O. Lepick, op. cit., p. 144. L'auteur évalue à 1.500 le nombre des victimes allemandes de ce 29 avril 1916 dont 70 à 80 (??) mortellement atteints (p. 145). L'*Historique* du I.R. 5 bavarois ne publia aucun bilan pour cette journée tandis que le I.R. 9 admettait la mort de 133 soldats et avançait le chiffre de 286 gazés dont 30 décès.

faisant un certain nombre de victimes dans les rangs des Bavarois. Il n'est donc pas étonnant qu'avec un sursis de quelques mois, comme c'était l'usage dans l'armée allemande, le général Hengist ait dû « porter le chapeau » et il ne fut sans doute pas le seul à payer ainsi les erreurs commises à Hulluch.

Les Irlandais de la 16ème division, encore novices dans la guerre chimique, ont eu droit, eux aussi, à toute une gamme de reproches et d'accusations, visant leur soi-disant insouciance et leur mauvaise volonté dans l'application des mesures de protection. Certes, chez eux aussi on a dû admettre que le masque anglais d'époque, le fameux *sack helmet*, offrait une protection très insuffisante contre les émissions atteignant une très forte concentration de matières toxiques. Mais, comme souvent en pareille circonstance, on reprocha aussi aux Irlandais d'avoir perdu la tête face au danger, et les accusateurs sont allés jusqu'à prétendre que « *les soldats irlandais avaient l'habitude de percer des trous dans leur masque afin de pouvoir continuer à fumer la pipe.* ».[13]



Attaque au gaz. Lieu indéterminé, fonds Bretagne 14-18

[13] T. Denman, op. cit., pp. 70 à 71.

GUILLAUME II S'ENFUIT !

Le témoignage du Major Hünicken commandant le 254ème régiment d'infanterie de réserve hessois sur sa participation à la réunion d'officiers du front à Spa le 9 novembre 1918.[1]

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

Lorsque Guillaume II quitta précipitamment, le 31 octobre 1918, sa capitale Berlin en situation prérévolutionnaire afin de rejoindre le G.Q.G. allemand à Spa en Belgique, la presse de gauche triomphante parlait déjà sournoisement de « fuite ». Elle n'avait certainement pas tort car l'empereur avait plié, une fois de plus, devant ses responsabilités en se rendant là où il se sentait encore en sécurité : au milieu d'officiers supérieurs dont la fidélité à la couronne lui semblait inébranlable. Même le chancelier Max de Bade n'avait pas réussi à le retenir à Berlin et ses télégrammes, de plus en plus pressants adressés ensuite à Spa pour le faire revenir en raison d'une situation politique qui se dégradait de jour en jour, devaient rester sans écho.

La nouvelle de la sollicitation d'un armistice par l'Empire Ottoman au 1er novembre, suivie dès le lendemain par la soumission de l'Autriche-Hongrie aux conditions de paix du président américain Wilson, semblait avoir impressionné l'empereur beaucoup moins que l'annonce qui lui fut faite, le 4 novembre, de l'apparition de drapeaux rouges à la fois sur les trains de permissionnaires et sur les bateaux de « son » orgueilleuse flotte de guerre ancrée dans le port de Kiel. Cela devait le mettre au bord d'une dépression nerveuse.

Et lorsque, le 6 novembre, Max de Bade implora une nouvelle fois Guillaume II de regagner Berlin, ce dernier y vit seulement un piège visant à le séparer de ses généraux fidèles. Son gouvernement, de plus en plus désemparé, passa alors sous la domination croissante des sociaux-démocrates dont les exigences, portant en premier lieu sur une abdication pure et simple de l'empereur, se faisaient de plus en plus pressantes.



1er semestre 1918, Guillaume II et son Grand État-major
À gauche,le maréchal von Hindenburg et le Kaiser. À droite, le général Ludendorff et l'amiral von Holtzendorff,
Fonds Hermann Plote

[1] Bulletin *Bretagne 14-18* n°77, juin 2016, pp. 10-14.

Lorsque, le 8 novembre, le mouvement révolutionnaire gagna les étapes ainsi que les passages vitaux sur le Rhin pendant qu'à Berlin la troupe refusait de tirer sur les mutins, le nouveau quartier-maître général Groener qui avait succédé récemment à Ludendorff démissionnaire, se rendit compte, lors d'une brève visite dans la capitale, que le mouvement était dirigé en premier lieu contre deux personnalités : celle de l'empereur et celle du prince héritier, le *Kronprinz*. Désormais Guillaume II eut en Groener un adversaire de taille au sein même du G.Q.G. à Spa.

Pour l'instant, le monarque persistait encore catégoriquement dans son refus de céder sa place. Et même, il caressa l'idée - du moins le disait-il ouvertement - de vouloir rentrer au pays à la tête de ses troupes fidèles pour « *y mettre de l'ordre et chasser toute cette racaille* ». Était-ce sérieux ? Son entourage semblait le croire, mais il restait une question de fond : la troupe combattante lui était-elle toujours dévouée ? Pour s'en assurer, le G.Q.G. prit alors une décision surprenante, dont l'application précipitée devait finalement témoigner à la fois de ses doutes et de son impuissance devant une situation qui n'était pas enseignée par les livres d'instruction: On convoqua à Spa, pour le 9 novembre, une cinquantaine d'officiers placés à la tête de différents régiments afin de les interroger sur cette question capitale. Parmi eux se trouvait aussi le Major (commandant) Hünicken qui commandait alors le R.I.R. 254 hessois. Le témoignage que celui-ci livra sur son voyage à Spa et qu'il fit publier dans l'historique de son régiment rédigé en partie par lui-même, est à considérer comme une contribution d'importance pour mieux connaître le déroulement de cette entrevue, ses coulisses et l'ambiance qui régnait alors parmi les participants. Comme l'issue de cette conférence devait finalement se révéler décisive pour le départ précipité de l'empereur en Hollande et même pour la fin de la monarchie, le déroulement de la réunion a donné lieu à de nombreuses interprétations, dont très peu sont aussi sobres et précises que la relation du Major Hünicken[2].

« Le 8 novembre, vers les 13 heures, j'ai reçu l'ordre de ma division de me préparer, tout en m'habillant aussi correctement que possible, à ce qu'une automobile vienne me chercher à 16 heures, sans doute pour me conduire auprès du *Kronprinz*. À ma demande de plus amples informations notamment en ce qui concernait le but du voyage, la division répondit qu'elle ne le savait pas elle-même. L'auto m'a d'abord conduit à Cuignon, au Q.G. du général Wellmann commandant notre 1er C.R. où j'allais passer la nuit en compagnie du Major Schultz du I.R. 159, lui aussi convoqué à Spa. Notre général de corps et son entourage pensaient qu'on voulait nous féliciter pour la conduite de nos régiments au cours des durs combats de ces dernières semaines, tout en nous posant des questions sur la valeur actuelle de ceux-ci et sur l'état d'esprit des combattants[3].

Nous avons repris la route le 9 novembre, dès 4h 30 du matin, encore dans l'obscurité. Il faisait un temps exécrable car une neige fondante tombait du ciel. Devant nous, il y avait encore 120 kilomètres à parcourir jusqu'à notre destination. Pendant les deux heures et demie à passer avant le lever du jour, il fallait constamment s'arrêter et vérifier les panneaux indicateurs à la lampe torche. Une fois le jour venu, nous roulions sur une route verglacée et les glissades étaient d'autant plus nombreuses que nous parcourions alors une région plutôt montagneuse. À 40 km de Spa, il y avait un premier barrage où l'on contrôla nos papiers, suivi encore de plusieurs autres avant notre arrivée à 10h 30, soit avec une demi-heure de retard. À l'Hôtel Britannia occupé par le G.Q.G., on nous a

[2] E. Hunicken et coll. : *Kriegsgeschichte des Grossherzoglich-Hessischen Reserve-Infanterie-Regiments*, N° 254, 1930, pp. 414 à 422.

[3] Dans son petit livre consacré à son ultime poste de commandement à la tête du 1er C R , le général Wellmann confirme *grosso modo* cette version par ces mots : « Deux officiers commandant des régiments de mon corps, le Major Schulz du I.R. 159 et le Major Hünicken du R.I.R 254, ainsi que quelques généraux et colonels d'autres corps, ont été convoqués aujourd'hui au G.Q.G. pour fournir des renseignements sur l'état de la troupe (Wellmann : *Das 1e Reserve-Korps in der letzten Schlacht*, 1924, p. 90).

conduits dans une vaste salle où il y avait déjà une trentaine d'officiers réunis, appartenant tous aux groupes d'armée du Prince Héritier de Bavière, de notre *Kronprinz* et du général Gallwitz. Tous ces messieurs avaient l'air très fatigué. Ils étaient gelés et bien las, suite aux fatigues de ces dernières semaines, accentuées encore par un voyage de nuit éprouvant. Certes, la salle était bien chauffée, mais nous avons surtout remarqué avec grand déplaisir qu'on ne nous offrait aucune boisson, ni rafraîchissante, ni chaude. Pour le moins, y avons-nous retrouvé bon nombre de vieilles connaissances. La conversation, peu animée, se faisait en chuchotant, et un silence pesant prévalait, mêlé d'impatience de connaître la suite des événements. Une seule fois, une voix plus forte s'entendit près de la porte. Nos yeux se tournèrent immédiatement vers cet endroit : c'était celle du général comte von der Schulenburg[4] qui, en gesticulant vivement avec les bras, s'écriait : « *Tout le monde semble devenu fou ici ! Tout ceci n'est que mensonge !* » Puis il quitta la salle.

Je souffrais toujours des suites de mon récent empoisonnement par des gaz de combat et j'étais atteint d'un rhume carabiné de sorte que ma voix s'était presque éteinte. Vers les 11 heures, le colonel Heye[5] arriva au milieu de nous. Il nous salua et demanda notre attention. Puis il dit à peu près ceci : « *Au nom du maréchal Hindenburg, je vous souhaite à tous la bienvenue. Le maréchal a voulu venir personnellement, mais il a une réunion d'ordre militaire très importante avec Sa Majesté qui n'a pu être différée. Vous savez tous que la situation est grave et qu'on nous pousse, depuis la patrie, à conclure un armistice à tout prix. En divers lieux il y a eu des excès et des agitations, même dans les étapes et, en particulier, aux grands nœuds ferroviaires. C'est l'œuvre des nombreux tire-au-flanc qui ne veulent pas retourner au front. Je dois vous soumettre maintenant quelques questions tout en exigeant de vous de n'en parler à personne, même pas à vos officiers. Chacun devra s'y engager par une poignée de la main échangée avec le général présent à notre réunion, tout en lui promettant de garder le silence.* »

Puis on nous a soumis les questions suivantes :

- Quelle est l'attitude de la troupe vis-à-vis de l'empereur ? Serait-il possible que l'empereur puisse reconquérir la patrie par la force, tout en se plaçant à la tête de ses soldats ?
- Quelle est l'attitude de la troupe vis-à-vis du bolchevisme ? Est-elle prête à s'engager l'arme à la main contre le bolchevisme dans sa propre patrie ?

À peine le colonel Heye avait-il achevé ses explications que, contre toute attente, le maréchal Hindenburg fit son apparition. Il nous appela auprès de lui, tout en nous demandant de serrer les rangs autour de sa personne. Des officiers d'état-major et d'ordonnance placés auprès des différentes portes lui signalèrent alors que celles-ci étaient toutes fermées. Alors le maréchal nous a salués et il nous a parlé des mêmes sujets qu'auparavant le colonel Heye. Son visage était gris et livide, témoignant ainsi de ses peines et de sa tristesse. Ses mains étaient entrelacées, ses yeux rougis, sans doute à cause de ses larmes versées. Immédiatement derrière lui s'était placé le général von Plessen[6] qui ne pouvait plus retenir ses larmes, tout en couvrant ses yeux d'un mouchoir. À côté

[4] Le *Generalmajor* (général de brigade) Friedrich comte von der Schulenburg était, depuis fin novembre 1916, chef d'état-major au groupe d'armées du Kronprinz.

[5] Le colonel Wilhelm Heye avait été chef d'état-major aui groupe d'armées du Duc du Wurttemberg jusqu'en septembre 1918 lorsqu'il prit la fonction de chef de la section des opérations au G.Q.G. à Spa.

[6] Le *Generaloberst* (général d'armée) Flans von Plessen qui avait la fonction de "1er aide de camp en service auprès de Sa Majesté", avait été nommé, à l'éclatement de la guerre, commandant du quartier général de l'empereur, une institution issue d'une vieille tradition prussienne et qui évoluait quasi en parallèle au G.Q.G. des armées. Von Plessen était aussi, avec son affection inconditionnelle pour le monarque, le premier des courtisans auprès de celui-ci.

de lui, le général Groener[7] avait l'air d'un sphinx. Le maréchal parla également de la situation du ravitaillement des unités du front qui risquait de devenir précaire si l'on persistait à piller les magasins à la fois dans les étapes et dans la patrie, et aussi des incertitudes planant sur le trafic ferroviaire, susceptibles de compromettre l'acheminement des munitions. Puis il dit clairement qu'il attendait de nous, en ces temps difficiles, que tout soit mis en œuvre pour maintenir la discipline parmi nos hommes. Chaque soldat devait, tout comme lui-même, accomplir son devoir jusqu'à la dernière minute. Il parla également de son intention de se placer à la tête de nos forces armées afin de les reconduire dans la patrie sous les meilleurs auspices possibles et en dépit de tout ce qui pourrait encore se produire. Puis il prit congé de nous et quitta la salle avec sa suite.

Ces explications firent l'effet d'une bombe sur les 32 commandants d'unités présents sur les 39 qui avaient été convoqués, les autres n'ayant pas pu arriver à l'heure prévue en raison du mauvais temps, des longues distances à parcourir et du délai bien trop bref. Un silence de mort se répandit alors parmi l'assistance. Chacun cherchait à rejoindre un coin ou un siège afin de pouvoir réfléchir en silence sur la portée des paroles qu'il venait d'entendre. Certes, nous avions tous eu de sinistres pressentiments au sujet de l'avenir. Mais se trouver maintenant ici au G.Q.G., au cœur de nos armées, l'âme en ébullition et placés sous une telle tension nerveuse, ne pouvait que provoquer l'effondrement de chacun de nous. La nature réclamait ouvertement ses droits. Fatigués à mort, les nerfs déjà éprouvés par de récents combats presque surhumains, gelés et affamés par le long voyage de nuit, nous nous sommes trouvés confrontés ici, bien à l'improviste, à une situation que personne n'avait considérée jusque là comme si noire et désespérée.



Général Groener, fonds Hermann Plote

Plus tard, j'ai beaucoup regretté qu'aucun des officiers présents ne se fut alors avancé pour nous remonter le moral et nous faire reprendre confiance. Il était particulièrement funeste pour nous tous que le général von der Schulenburg qui s'était trouvé un bref instant dans la salle, ait été rappelé en cet instant auprès de Sa Majesté, sans doute sur une initiative de Groener.

Puis, de petits groupes se formèrent afin d'échanger les opinions. Des sentiments d'étonnement, presque d'incrédulité, se firent jour au sujet de ce qu'on venait d'apprendre. Ensuite chacun de nous fut pris d'une grande rage au sujet du comportement de nos compatriotes résidant dans la patrie et de leurs agissements déshonorants. Chacun avait pour première pensée : « *On va leur faire payer cela !* » - Personne n'était encore en état de se faire un jugement plus équilibré sur la situation. Alors, et sans nous gratifier pour le moins de quelques mots d'espoir, un officier d'état-

[7] À l'entrée en guerre, Wilhelm Groener dirigeait la section des chemins de fer militaires au G.Q.G. allemand. Ses mérites d'organisateur dans ce domaine ayant été reconnus, il a alors eu une carrière en tous points remarquable, passant ainsi du rang de lieutenant-colonel en août 1914 à celui de général de division (*Generalleutnant*) fin 1916. Après avoir commandé successivement, à partir d'août 1917, la 33e D.I., le XIVe puis le Ier C.A., il passa chef d'état- major d'un groupe d'armées en Ukraine. Suite à la démission de Ludendorff, fin octobre 1918, il fut appelé à prendre la succession de celui-ci en tant que quartier-maître général au G.Q.G. à Spa. Son penchant pour la démocratie devint alors de plus en plus évident, au grand dam des officiers supérieurs restés foncièrement royalistes. La République de Weimar a su gré aux attitudes de Groener qui devint ainsi ministre des Transports en 1923, ministre de la Défense en 1928 et finalement même ministre de l'Intérieur en 1931. Mais il n'était point tenté par le nazisme arrivé au pouvoir début 1933.

major dont j'ai omis le nom[8] prit la parole pour nous dire ceci : « *Messieurs, vous semblez ignorer ou ne pas saisir tout le sérieux de la situation dans notre patrie. Je crois pouvoir comprendre cela en écoutant vos commentaires. C'est la révolution en Allemagne ! À Kiel, la marine s'est mutinée, et, avec son soutien, la révolution a atteint nos grandes villes de Hambourg, Lübeck et Cologne. Les troupes d'étape rentrent déjà au pays dans les plus grands désordres. Tous les ponts du Rhin sont aux mains des mutins, presque toutes les communications par T.S.F. ou par téléphone avec la patrie sont interrompues. Le roi de Bavière et le duc de Brunswick ont déjà abdiqué*[9]*, nos soldats présents dans les dépôts ont changé de camp, nos magasins de vivres et d'armes ont été pillés. À Berlin, la guerre civile peut se déclencher à chaque instant. La troupe du front n'a plus de munitions que pour quelques jours. Il faut donc s'attendre à une grande catastrophe pour nos forces armées !* »

Bien entendu, ces mots ont laissé une impression désastreuse sur chacun de nous, tout en anéantissant ainsi nos ultimes espoirs. Alors a débuté notre interrogatoire sous forme d'une convocation de deux à trois officiers à la fois. On a pris d'abord ceux placés à la droite de notre rang pour les conduire ensuite au bureau du colonel Heye. Leur audition devait s'achever par l'établissement d'un procès-verbal pour chacun d'eux. Il était maintenant 1h 30 du matin. Une heure plus tard, mon tour est venu. J'étais alors accompagné d'un général et du Major Schulz. Pendant notre interrogatoire, il y a eu un instant une grande agitation car le colonel Heye venait d'être convoqué auprès de l'empereur. Tout cela se passait dans une tension telle que quelque chose d'important devait être sur le point de se produire. Heye chargea donc le général de poursuivre la procédure à sa place car un quart des officiers convoqués n'avait pas donné encore son avis[10].

Bien plus tard, au cours de notre engagement d'après-guerre en Lituanie**,** le colonel Heye, chargé de la protection des frontières allemandes, m'a rendu visite un jour alors que je commandais un régiment de volontaires. Il m'a confié que simultanément avec notre interrogatoire avait lieu une entrevue réunissant l'empereur, Hindenburg, Plessen, Groener et von Schulenburg. Celle-ci portait sur les perspectives d'un rétablissement de la situation en Allemagne par l'emploi de la force. Aux

[8] L'intérêt du récit du Major Hünicken réside, pour une bonne part, dans la description des pressions extérieures exercées sur les officiers convoqués à Spa, avant et pendant l'interrogatoire. À mon avis, l'importance primordiale et immédiate du résultat de cette procédure sur la suite des événements, et en particulier sur la rapidité de la décision de Guillaume Il d'abdiquer et de s'enfuir, n'a toujours pas été reconnue à sa juste valeur. Aucun auteur ne s'est d'ailleurs donné la peine d'identifier l'officier du Grand État-major cité par Hünicken et qui aurait été le premier à informer les officiers présents du sérieux de la situation. Sans doute Hünicken a-t-il sciemment tu le nom de celui-ci. Était-ce l'*Oberst* Heye en personne ? Dans ses mémoires (*Lebenserinnerungen*, vol. II, 1957, p. 458) Groener cite un C.R. établi par Heye à la suite des interrogatoires menés par lui-même et où l'on peut lire : « *J'ai d'abord exposé à tous ces messieurs la situation à l'intérieur de notre empire : l'extension de la révolution des matelots jusqu'au Rhin, l'intention des sociaux-démocrates et du gouvernement de forcer l'empereur à abdiquer. Puis je leur ai demandé de se forger une opinion sur les questions à poser*… etc. »

[9] Ernst-August de Brunswick de la ligne des Cumberland et dont le grand-père avait été chassé, après la guerre de 1866, par Bismarck du trône de son royaume de Hanovre, avait épousé en 1913 la seule fille de Guillaume II. En échange d'une renonciation à tous ses droits sur le Hanovre, Ernst-August reçut le duché de Brunswick qui avait été régi jusque là par le grand-duc du Mecklembourg. « Flâneur » très actif des champs de bataille en 1914, le jeune duc négligea de ce fait son duché où se constituait alors un « noyau rouge » prolétarien de plus en plus puissant. Ainsi, dés le 5 novembre 1918, une délégation d'ouvriers se rendit au château princier et Ernst-August renonça presque spontanément à sa fonction et ses titres. Six mois plus tard, les troupes gouvernementales chassèrent la « garde rouge » de Brunswick.. Quelques années plus tard, l'ancien duc fut largement dédommagé par l'attribution de trois châteaux et de plus de 12.000 hectares de terre cultivée. Pour Ludwig III de Bavière, la nuit du 7 au 8 novembre devait se révéler décisive. Le journaliste Kurt Eisner qui avait déjà joué un rôle important lors des grèves de janvier 1918, réussit alors un « renversement en douceur » où un simple avertissement transmis au roi suffit pour lui faire prendre la fuite en direction de l'Autriche. Un télégramme de protestation envoyé depuis Bruxelles par le prince-héritier Rupprecht, toujours à la tête d'un groupe d'armées, devait rester sans réponse. Puis Léopold abdiqua officiellement le 13 novembre. Le gouvernement Eisner se montra plutôt tolérant et lui permit de rentrer au pays. Mais lorsque ce même Eisner fut assassiné en février 1919, une véritable « dictature du prolétariat » lui succéda, et l'ancien roi se vit contraint de quitter la Bavière une nouvelle fois, pour y reprendre résidence deux mois plus tard, à l'effondrement de cette « dictature des conseils d'ouvriers ».

[10] Cette indication de Hünicken sur un départ prématuré du colonel Heye est intéressante car on admet généralement que cet officier aurait rejoint la conférence avec l'empereur seulement à l'instant où il se trouvait en possession des résultats d'interrogatoire de tous les officiers convoqués à Spa.

opinions optimistes de von Plessen et de Schulenburg se serait alors opposé le point de vue très réservé défendu à la fois par Hindenburg et par Groener. Ce dernier aurait notamment argumenté que la situation se serait déjà trop dégradée pour qu'on puisse mener à bien encore un tel projet. Il tenait pour inadmissible de vouloir retirer des unités intactes du front occidental pour les rassembler avant de les conduire par Aix-la-Chapelle jusqu'au cours inférieur du Rhin. Tout d'abord, cela ne serait même plus possible dans un délai de 8 à 10 jours. En outre, les meilleures de nos troupes dont la valeur diminuerait de jour en jour, devraient se maintenir dans leurs positions face à l'ennemi. On ne pourrait les libérer qu'après la conclusion d'un armistice. Et les chemins de fer se trouveraient dans l'incapacité de les transporter ensuite vers leur destination, en raison de la surcharge de travail qu'on demandait à cet organisme et aussi à cause de leur désorganisation croissante. Effectuer de petites opérations contre Aix-la-Chapelle ou d'autres objectifs ne suffirait point. Cela deviendrait seulement le prélude à de plus amples combats ultérieurs pour lesquels on manquerait de soldats en nombre suffisant. L'apparition d'une situation franchement chaotique en serait la conséquence logique. Et les commandants d'unités déjà interrogés par le colonel Heye auraient confirmé que la troupe ne serait plus digne de confiance.

Suite à cette analyse donnée par Groener, le colonel Heye aurait été appelé d'urgence auprès de l'empereur. Ainsi, vers les 13 heures, on aurait abandonné la proposition du monarque de reconquérir la patrie avec les troupes du front. Guillaume II aurait alors déclaré vouloir épargner à l'Allemagne une guerre civile et à la troupe de nouveaux affrontements. En arrivant auprès de son chef suprême, donc avant l'achèvement de l'interrogatoire des officiers convoqués à Spa, Heye aurait encore dit ceci à l'adresse de Guillaume II : « *La troupe est toujours fidèle à Votre Majesté, mais elle est épuisée et indifférente et ne veut plus que la tranquillité et la paix. Elle ne marchera pas contre la patrie en ce moment, même pas avec Votre Majesté à sa tête, ni d'ailleurs contre le bolchevisme. Elle a pour seul désir d'obtenir l'armistice, et cela au plus tôt possible.* » L'empereur aurait alors demandé si l'armée rentrerait même sans lui en bon ordre à la patrie. Le général von der Schulenburg aurait répondu par la négative, et cela de façon très catégorique, tandis que Groener se serait déclaré convaincu d'une telle performance. Heye aurait alors conclu : « *Les armées rentreront en bon ordre, avec les généraux à leur tête. Pour une telle entreprise, elles resteront bien encore dans la main de leurs supérieurs. Et si Votre Majesté voulait marcher avec elle, la troupe en serait contente et même heureuse. Seulement elle ne veut plus combattre, ni à l'extérieur, ni à l'intérieur.* »

Quant au résultat de l'interrogatoire des commandants d'unité, il s'était présenté globalement comme suit :

À la première question concernant l'attitude de la troupe vis-à-vis de l'empereur et notamment au sujet d'une extension des combats jusque dans la patrie même et avec le monarque à leur tête, 1 officier avait répondu par un oui clair et net, 15 officiers restaient dans le doute, 23 avaient donné un avis négatif. Moi-même, je faisais partie du second groupe car j'ai déclaré que mes hommes seraient toujours fidèles à la couronne, mais qu'on ne pouvait pas les employer dans l'immédiat contre les révolutionnaires dans la patrie. Il faudrait d'abord leur accorder quelques jours de repos et aussi leur fournir des éclaircissements sur la situation réelle. Ensuite, un tel engagement serait possible. Sans aucun doute ils accepteraient alors à se battre contre l'ennemi - même celui de l'intérieur.

Au sujet de la deuxième question se référant à l'attitude de la troupe vis-à-vis du bolchevisme et son aptitude à le combattre par les armes, 8 officiers ont répondu par la négative, 19 officiers sont restés dans le doute et les 13 autres ont demandé un délai préalable afin d'instruire les soldats sur la situation et sur la manière à mener une guerre civile. J'étais parmi ces derniers.

Vu d'aujourd'hui, je dois admettre que, pour nous, en tant que commandants d'unités, il était tout à fait inhabituel et extrêmement difficile de nous trouver ainsi contraints à répondre, sans la moindre préparation, à de telles questions d'une grande portée politique et de nous prononcer sur l'attitude de nos hommes tout comme sur les perspectives de mener à bien de telles missions. Conformément à notre éducation militaire, nous étions seulement habitués à recevoir des instructions et des ordres de la part de nos supérieurs, que nous devions ensuite exécuter au mieux possible, selon notre interprétation du devoir militaire, dans une confiance inébranlable en nos chefs supérieurs et en la justesse de leurs décisions. Ici, par contre, le commandement supérieur a cherché lui même, en nous sollicitant, de l'aide et du réconfort pour ses propres décisions alors que le contraire aurait été de mise : éviter à tout prix que le moindre doute aille s'incruster aux niveaux de commandement inférieurs en leur transmettant des ordres clairs et précis, et sans faire transparaître le moindre doute. Le Haut Commandement avait pour devoir d'agir au mieux, même si le but était presque impossible à atteindre, et le subordonné devait mettre toute son énergie dans l'exécution de l'ordre reçu - et qui devait alors être rédigé et transmis dans les meilleures conditions possibles[11]. Et je reste convaincu aussi que si Sa Majesté était venue en personne parmi nous pour nous poser la question : « *Quelle est l'attitude de la troupe me concernant ?* », la réaction des officiers eut été foncièrement différente.

Après notre interrogatoire nous sommes tous restés encore à l'Hôtel Britannia où l'agitation parmi les officiers d'état-major arrivait à son comble. Ceci constituait bien un indice infaillible en faveur de l'interprétation que des événements d'une grande portée se préparaient. Après la fin de l'interrogatoire du dernier des commandants convoqués, nous avons tous dû jurer, en nous donnant la main, de garder le silence sur les questions posées[12]. Puis, vers les 14 heures, nous avons été invités à table. Bien entendu, l'ambiance y était extrêmement morose et toute notre conversation tournait autour de l'attitude de notre empereur, l'armistice devenu imminent et les perspectives de plus en plus sombres pour l'avenir. Notre dépression culmina une heure plus tard lorsqu'on nous informa que Sa Majesté venait d'abdiquer et que le chancelier avait déjà communiqué la nouvelle publiquement, contre le vœu du monarque, dès 11 heures du matin à Berlin[13]. Après le déjeuner, une partie des officiers convoqués - ceux qui n'avaient pas un grand chemin à parcourir - partirent rejoindre leurs unités. C'était également mon souhait, mais j'ai finalement repoussé mon départ au

[11] Groener (op. cit. - p. 456) réfute cette argumentation. « *Le G.Q.G. aurait décidé la convocation à Spa afin que nous puissions obtenir des informations authentiques sur l'ambiance de la troupe. Un message transmis par les corps d'armée ne pouvait nous satisfaire. Il nous fallait le jugement de chefs qui étaient au contact avec la troupe.* » Pour soutenir cette interprétation, Groener cite une lettre reçue du général commandant la 192e D.I., en date du 5 novembre, et qui aurait culminé en ces mots : « *La force de résistance de la troupe va vers sa fin ... Ma division n'a eu aucun jour de repos depuis début mai. Pendant des semaines et des mois entiers elle n'a connu que le bivouac .... Le jour où se produira un basculement approche de plus en plus, et ce n'est même pas une question de semaines .... Je considère comme exclu d'obtenir encore un renversement de fond de cette tendance, même par un armistice ou un repos prolongé. La situation générale et son évolution inévitable ne permettront plus cela.* » (op. cit.)

[12] Hünicken défend la date de la conférence donnée par lui en 1920 sur ce voyage à Spa par l'argument qu'en 1920 les impressions de cette triste journée du 9 novembre 1918 ne s'étaient pas effacées encore de ma mémoire. En outre, les événements de cette journée auraient déjà fait l'objet de publications officielles. Il se serait donc cru autorisé à son tour de présenter également sa version personnelle.

[13] L'attitude des deux inconditionnels en faveur d'un maintien de l'empereur dans ses fonctions (von Plessen et von der Schulenburg) lors de la conférence avec Guillaume H qui avait débuté à 10 heures du matin, a été qualifiée par Groener dans ses mémoires comme suit : « *Tous deux auraient alors vécu dans un environnement politique de rêve qui n'avait plus rien en commun avec les réalités.* » (op. cit., p. 460). - Les objections de Groener à un maintien de Guillaume II sur le trône, ont fait à la fois grande impression sur le monarque lui-même et sur le maréchal Hindenburg (ce qui était plutôt surprenant). Malgré les sollicitations de plus en plus pressantes venant de Berlin, en faveur d'une abdication sans délai de l'empereur, celui-ci se montra à nouveau hésitant, notamment après la venue du Kronprinz au G.Q..G. à midi. Les informations en partie contradictoires transmises à Berlin ont finalement incité le secrétaire d'état Scheidemann à proclamer publiquement, à 14 heures : « *L'empereur a abdiqué ! Le peuple a vaincu sur toute la ligne !* » Guillaume H a donc été démis par un coup de force et l'allusion de Plessen qu'il se serait agi d'un « coup d'état » n'est finalement pas si mal choisie.

lendemain matin, en raison notamment des facilités d'orientation à la lumière du jour, et aussi pour une meilleure sécurité. Lorsque, vers les 16 heures, je sortis dans la rue avec plusieurs autres officiers, j'ai immédiatement constaté un changement d'attitude parmi les nombreux hommes de troupe qui ne nous saluaient plus, formaient des groupes et ne prenaient plus aucune directive de leurs supérieurs. C'étaient surtout des soldats attachés aux nombreux états-majors, mais aussi ceux d'un bataillon d'assaut[14] et d'une compagnie de *minenwerfer*.



Général Wellmann, fonds Hermann Plote

Je suis finalement parti de Spa le 10 novembre, à 8 heures du matin. Les barrages étaient toujours en place et les gardes très attentifs. En approchant du front, le comportement des colonnes en mouvement devenait visiblement plus discipliné. Apparemment, les hommes ignoraient-ils encore les événements de la veille. Lorsque j'arrivai à midi au P.C. du général Wellmann, à Cugnon, un officier d'ordonnance debout sur l'escalier me lança : « *Herr Major, avons-nous encore un empereur ?* » Les premières rumeurs des nouvelles de ces derniers jours venaient donc de leur arriver aux oreilles. Mon rapport oral fait au général Wellmann et à son état-major a eu, bien entendu, un effet foncièrement démoralisant sur l'assistance[15]. J'ai dû ensuite communiquer les tristes nouvelles aux états-majors de division et de brigade de notre corps, puis j'ai pu enfin rejoindre, au soir, le P.C. de mon régiment à Brévilly, au bout de 48 heures d'absence, sans pouvoir m'imaginer un instant à mon départ à quels événements j'allais être confronté pendant ce laps de temps. »

[14] Il s'agit d'hommes du *Sturmbataillon* Rohr, le bataillon d'assaut considéré comme le plus sûr de toutes les unités allemandes, ce qui lui avait valu d'être envoyé à Spa pour la protection du G.Q.G.. A. Niemann (op. cit. - p. 309) confirme cette défaillance en précisant que parmi les cinq mille soldats constituant l'effectif' du G.Q.G., les signes d'insubordination auraient été déjà nombreuses. Mais les hommes du *Sturmbataillon* auraient refusé de tirer sur eux.

[15] Wellmann (op. cit. - p. 90) a écrit sur le retour de ces deux commandants de régiment seulement ceci : « *Ce qu'ils racontent n'est point réjouissant !* »

DE RETOUR AU CHEMIN DES DAMES, DIX ANS PLUS TARD[1]
Récit d'un voyage-souvenir par Herbert Hübner, acteur au *Talia-Theater* de Hambourg, ancien *Leutnant* (sous-lieutenant) et chef de compagnie au 258ème de réserve[2]**.**

(Par le Docteur Hermann PLOTE)

Le *Leutnant* Hübner avait été promu à ce grade au terme de son volontariat d'un an dans les forces armées. Il fut affecté au 258ème régiment d'infanterie de réserve (R.I.R. 258) qui, au sein de la 78ème division de réserve, avait participé, sur le front russe, à la libération de la Prusse Orientale d'abord, puis, à la très rude bataille d'hiver (1914-1915) dans les Masures polonaises. En juin 1915, Hübner devait remplacer, à la tête de la 4ème compagnie, le *Leutnant* Weyers qui venait d'être tué sur la rivière Dubissa, au cours d'une succession d'engagements très coûteux en vies humaines.

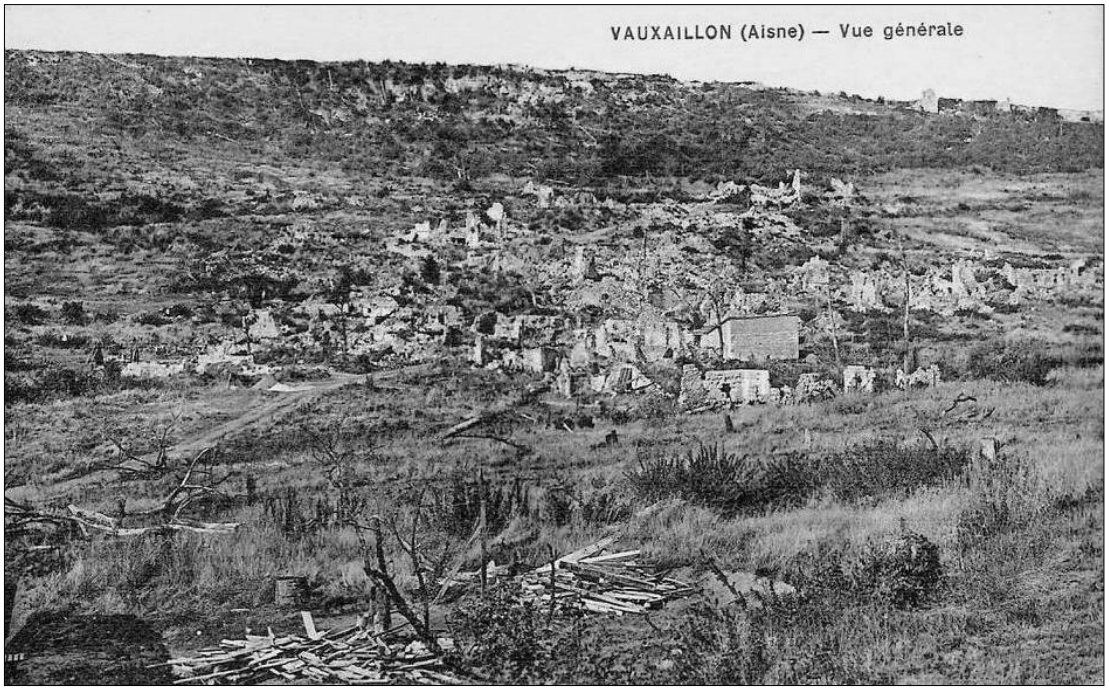
La 78ème D.R. fit partie des huit nouvelles divisions numérotées 75 à 81, dont la constitution avait été ordonnée à la mi-décembre 1914 par le Ministère de la Guerre prussien. Un mois plus tôt, le ministère avait décidé la formation de *Feldbataillone,* à l'origine destinés à devenir le 4ème bataillon des régiments engagés au front. Conformément à la réglementation en vigueur en 1914, ceux-ci étaient partis en campagne avec trois bataillons chacun. Mais, en attendant, on avait changé d'avis et avait donné préférence à leur rassemblement en régiments nouveaux, réunis ensuite en divisions de réserve et, logiquement, en quatre corps de réserve numérotés XXXVIII à XXXXI.

Le R.I.R. 258 du *Leutnant* Hübner qui évoluait, avec les R.I.R. 259 et 260, au sein de la 78ème division de réserve (XXXIXème Corps de Réserve) se composait d'un effectif majoritairement issu de la Rhénanie, y compris les soldats rappelés du front, venus du VIIIème Corps d'Armée rhénan. Le corps d'officiers du 258ème était remarquablement bien pourvu. Mais la nomination des officiers supérieurs devait refléter la pénurie cruelle ayant déjà frappé cette catégorie de gradés. Ainsi le R.I.R. 258 fut-il commandé par un Major (commandant) qui se plaçait au-dessus des trois chefs de bataillon ayant le même rang, uniquement par son ancienneté. Aux postes de commandement supérieurs (brigade et division) on trouvait respectivement des colonels ou des généraux ayant eux aussi un rang inférieur à celui qui devait être le leur.

Après avoir passé plus de deux ans en se battant contre les Russes, la 78ème D.R. dut rejoindre le front occidental en avril 1917. On lui concéda alors une « période d'adaptation » de quinze jours en Haute Alsace, avant de le diriger vers le Chemin des Dames où la division fut chargée de défendre le saillant de Laffaux, à partir du 22 mai 1917. Le R.I.R. 258 du *Leutnant* Hübner allait y relever le R.I.R. 130 de la 33ème D.R., face à Vauxaillon, avec le "verrou de Pinon" dans son dos. Les combats autour du *Betonhaus,* un solide abri bétonné construit à même le sol et qui surplombait la cote 157 à l'est de Vauxaillon, devait marquer le séjour du régiment. Celui-ci ne s'acheva qu'en août 1917, date du départ de la 78ème D.R. pour Verdun. Quelques semaines auparavant, Hübner avait été affecté à l'état-major de la 78ème brigade, ce qui lui permit d'échapper à ces secteurs particulièrement dangereux.

Dans le texte suivant, Herbert Hübner relate son retour sur les lieux où il avait combattu de mai à août 1917.

[1] Bulletin *Bretagne 14-18* n°82, septembre 2017, pp. 13-17.
[2] Article paru dans *Das Regiment,* le bulletin de liaison des anciens de la 78ème division de réserve, N° 20, octobre 1927.



Vauxaillon à la fin de la guerre, Fonds Hermann Plote

« En cette année de 1927, j'ai passé mes vacances en Espagne … Puis j'ai traversé la France à la recherche de la tombe de mon frère qui repose à Maucourt dans la Somme[3]. Sur place, je n'ai pas eu à me plaindre de l'attitude, bien prévenante à mon égard, dont a fait preuve l'administration civile d'Amiens. On s'est donné beaucoup de peine pour rechercher le numéro de la tombe ainsi que l'identité du cimetière où celle-ci se trouve. Ce ne fut pourtant pas facile car les registres ont souvent été dressés par des personnes peu habituées à ce genre d'écritures, et ils comportent bien des erreurs dues aux transferts de corps successifs. Ainsi, le lieu de la première tombe de mon frère n'était pas correct et il m'a fallu du temps pour parvenir à identifier sûrement le cimetière allemand dit définitif où il repose maintenant car sa dépouille mortelle avait été déplacée par deux fois, en 1919 et en 1922.

Je me suis donc rendu sur place et j'ai commencé par rendre visite à l'abbé de Curchy, l'homme de confiance du Service des Sépultures Militaires allemandes. Celui-ci m'a reçu très aimablement et a fait preuve d'un accueil hospitalier remarquable. Sous la conduite du gardien du cimetière, un invalide de guerre unijambiste, il m'a ensuite accompagné jusque la tombe recherchée. La triste impression que m'a procurée le lieu d'inhumation définitif, dépourvu de la moindre décoration, a pu être corrigée par le fait que, suite à ma visite, j'ai réussi à d'obtenir un meilleur aspect de la sépulture grâce au soutien aimable de ces deux personnes. Ainsi la tombe en question recevra-t-elle sous peu (bien entendu à la charge du demandeur) une croix permanente, dotée d'une plaque portant le nom du mort, ainsi qu'un cadre végétal adéquat.

En reprenant ensuite mon voyage retour, je fus attiré irrésistiblement par notre ancien lieu de combat : le Chemin des Dames. La région de Tergnier-La Fère-Crépy m'était encore bien connue. Mais je fus très étonné en voyant l'avancée de toutes les reconstructions. La gare géante de Tergnier était entièrement rebâtie et même agréablement décorée de jardins d'ornement. Plus aucune trace des dévastations de jadis, pas plus d'ailleurs le long du tracé de la voie ferrée qui mène à Laon.

J'ai débarqué dans cette ville sous un très beau coucher de soleil. La gare locale, très spacieuse, était également en bon état et avait subi des modernisations remarquables. Face à la sortie, il y avait un grand Hôtel de Voyageurs tout neuf. Et l'on sait y accueillir les clients car cela grouille ici de

[3] L'*Oberleutnant* Konstantin Hübner, qui commandait la 2ème batterie du F.A.R. 42 (42ème R.A.C.), fut tué le 15 juillet 1916 dans sa position de tir près d'Ablaincourt (Somme), puis enterré au cimetière militaire allemand de Maucourt qui fut dissout après la guerre.

flâneurs des champs de bataille étrangers, essentiellement anglais et américains. J'ai préféré me mettre à la recherche d'un gîte plus modeste et j'ai trouvé très vite une chambre agréable pourvue d'eau chaude, dans un petit hôtel, et ceci à vil prix : 12 francs, soit 2 *Reichsmark* ; le dîner était composé d'un potage, d'artichauts, d'une roulade avec ses légumes, du fromage, des raisins, et une demi-bouteille de vin rouge, le tout pour 9 francs, soit 1,50 marks.

Mais comme j'étais attiré par la ville haute, je m'y suis rendu le même soir, en empruntant les escaliers escarpés. Quelle vue magnifique, entre chien et loup, depuis la promenade circulaire ! La cathédrale est restée intacte ; plus guère de traces encore perceptibles de la guerre autour d'elle, excepté sur une demi-douzaine de maisons d'habitation. Des affiches annonçant des courses de chevaux, des meetings de trotteurs, des tournois de tennis m'ont accueilli. Tout cela a fait remonter en moi d'étranges sentiments. Je suis les rues silencieuses à la recherche de nos anciens quartiers. Et voilà le logement de l'état-major de notre 78ème brigade où je fus affecté un certain temps. Devant la maison, quelques femmes âgées bavardent entre elles. Et voilà les *Trierer Weinstuben*[4] qui ont retrouvé leur destination initiale : la Banque Générale du Nord s'y est réinstallée. À côté d'elle, voici l'ancien logement de notre général von Stoltzmann[5]. Puis le casino des médecins, suivi de l'hôpital de campagne ! Maintenant tout y est redevenu calme : c'est la paix de nouveau ! Plus aucun bruit de canon lointain, ni fracas de voitures hippomobiles du train passant avec leur bruit de ferraille, ni la vue de ces ballons captifs solidement "accrochés" à l'horizon !

Je ne finis plus de regarder et je m'étonne toujours. Je pars dans une direction en courant, avant de revenir sur mes pas. Les souvenirs me reviennent de plus en plus nombreux, doublés des nouvelles impressions tout fraîches. Et voici l'Hôtel de Ville, couvert de drapeaux tricolores, et là-bas aussi le chemin de fer à crémaillère ! Les rues avec leurs magasins accueillants, portent des noms qui rappellent des événements marquants de la guerre. Je suis tellement bouleversé par toutes ces impressions qu'il me faut retrouver le calme. Je reste donc encore un long moment assis sur le banc et je contemple le lointain Chemin des Dames disparaître dans la nuit.

Au lendemain matin, je pars dès 6 heures et je me rends à Vauxaillon par le train, pour 25 Pfennig tout juste : Clacy-Mons, puis Chaillet-Urcel. On n'y voit plus de destructions. Et quelle nature ravissante : c'est la Thuringe française ! Bientôt je vois émerger, à droite comme à gauche, de la végétation basse ces "arbres-allumettes" d'autrefois, ces troncs dénudés très haut qui surplombent tout le reste. À Anizy-Pinon, je découvre une gare tout nouvelle tandis que les villages sont encore loin, cachés de ma vue. Et Vauxaillon ! Je reste sans voix ! Je me trouve là, debout au milieu d'un petit village flambant neuf, construit à la manière d'un jouet, c'est franchement ravissant ! Et placé si merveilleusement à la fois sur le talus et au fond de la vallée : une vraie villégiature !

Un panneau-indicateur me révèle la route de Pinon. Je demande aux gens le chemin d'Allemant. On me conseille de passer par Pinon ou par Margival. Mais comme je fais fi de mes souliers bas qui sont loin d'être neufs, j'emprunte un sentier pour gagner la colline. Bientôt celui-ci se perd dans l'herbe et je finis par grimper par dessus d'anciens abris, d'entonnoirs d'obus, du fil de fer et une foule de plantes grimpantes. C'est le maquis complet par ici : tout est entièrement couvert, envahi par cette végétation. C'est semé d'obstacles vicieux, très vicieux ! On trébuche, on tombe et voilà un trou dans le pantalon ! Mais je dois continuer. Finalement, je débouche sur un chemin creux.

À en juger d'après leur orientation, je dois être ici en présence d'abris français. Je m'arrête et je sors une carte que j'avais "empruntée" lorsque j'étais affecté à l'état-major de notre brigade : rien qu'un petit vol de bien fiscal. Alors je parviens à m'orienter. Avec quelque certitude, je pense que je me trouve face à l'abri où notre *Feldwebelleutnant* Reiter a sorti le commandant du bataillon français

[4] Celliers de Trêves.

[5] Le général Paulus von Stoltzmann, porteur du *Pour-le-Mérite*, la plus haute distinction militaire de la Prusse, avait pris le commandement de la 78ème division de réserve en juillet 1916. Il devait conserver ce poste jusqu'à la dissolution de la division, début août 1918. Auparavant, il avait occupé des fonctions de chef d'état-major auprès de corps d'armée d'abord, puis d'armées et même d'un groupe d'armées sur le front oriental à partir de 1915. Après l'armistice, il poursuivit sa carrière militaire jusqu'en 1921 dans la *Reichswehr*. Stoltzmann mourut en août 1930 à l'âge de 68 ans.

d'en face. Une petite pensée m'envahit à la mémoire d'un des plus braves de toute notre division. Je le vois encore, au terme de cette opération où l'on l'avait déjà cru disparu à jamais, entrer dans Bourguignon sur son cheval russe, sans selle ni étrier, l'uniforme déchiré, le visage et les mains abîmés, le casque repoussé dans la nuque : Don Quichotte en chair et en os[6].

Je repars. Des restes de masques à gaz, des baïonnettes, des obus non éclatés : davantage de ferraille que de pierres ! Un maquis de plus en plus haut, avec beaucoup de ronces et de framboisiers. Finalement j'atteins le sommet. Tout le vaste plateau m'apparaît comme un tapis de sang. En fait, c'est un champ de coquelicots rouge vif qui couvre toute la surface plane. Sa vue me fait frémir ! Mais l'envie de poursuivre mes investigations me remet en mouvement. Encore quelques pas, un coup d'œil vers la gauche et j'ai failli pousser un cri : notre vieux *Betonhaus*[7] est toujours debout ! Je m'y rends au pas de charge en l'approchant par le côté ennemi. C'est incroyable de voir ce qu'il a encore dû recevoir après notre départ. Presque partout le chevronnage est dénudé, le toit a été arrondi par les éternels feux roulants, le créneau d'observation comme celui de tir ont été terriblement pris pour cible et abîmés. Mais la construction a tenu le coup ! C'est un monument anonyme en l'honneur des braves de mon 258ème de réserve ! Ici les Français ont été, pendant des mois entiers, à seulement 15 mètres en face de nous, mais ils ne sont pas parvenus à mettre un pied dans l'ouvrage. Mes pensées vont vers notre brave *Oberleutnant* (lieutenant) Mey. C'est avec lui que j'étais venu ici une dernière fois et nous avons ri de façon si décontractée lorsque, sur le chemin du retour, nous avons été pourchassés comme des lapins par les obus, entre la colline de Pinon et la position, jusqu'à ce qu'il est tombé dans un entonnoir rempli d'une eau qui lui a monté jusqu'au cou. À lui aussi qui fut l'un de nos meilleurs, un triste sort a été réservé[8].

Je prends une photo du *Betonhaus*, puis je reprends mon chemin. À ma gauche dans la vallée, il y avait la "gare Grunewald"[9], le terminus de notre chemin de fer à voie étroite. Puis je passe du côté français. Je retrouve la tête de sape que notre *Major* (commandant) von Aulock avait considérée comme apte à servir de point d'observation pour généraux de division. Cela lui a valu bien des blagues sarcastiques.

À l'endroit d'un marquage trigonométrique[10], j'atteins le point le plus élevé du terrain et j'aperçois alors, non loin de moi, un homme travaillant avec une pioche. Je lui adresse alors la parole pour m'apercevoir qu'il me répond dans un français aussi mauvais que le mien. Au terme de deux

---

[6] Pendant la guerre, presque chaque régiment avait sa propre "tête brûlée". Au R.I.R. 258 ce fut le cas du *Feldwebel-leutnant* Hermann Reiter (adjudant-chef faisant fonction de sous-lieutenant selon la définition qu'en donne le *Répertoire alphabétique allemand-français* édité par le G.Q.G. français en 1917). Sur le front russe, Reiter se fit déjà remarquer par ses coups de main audacieux. L'affaire, à laquelle Hübner se réfère ici, eut lieu le 20 juin 1917 et eut pour objectif le dégagement du *Betonhaus* par une prise d'assaut de lignes françaises trop proches. L'assaut fut mené en commun par des compagnies des R.I.R. 258 et 259, renforcées par un détachement du 7ème *Sturmbataillon* (bataillon d'assaut). En raison de son expérience, on confia à Reiter le commandement de la 8ème compagnie du 258ème. Cet engagement se solda par la capture de 127 prisonniers français dont une demi-douzaine d'officiers. Reiter devait trouver la mort le 16 juillet 1917, toujours devant Vauxaillon, quand il fut atteint par un éclat d'obus.

[7] À l'origine, le *Betonhaus* fit partie intégrante de la *Ligne Siegfried* où il servit à la fois de poste de commandement et d'observation car bâti au sommet de la cote 157 d'où l'on disposait d'une vue extraordinaire. Avec le "grignotage" des positions allemandes réussi au fil des semaines par les Français, cet ouvrage bétonné très solide tomba entre leurs mains pendant l'occupation du secteur par la 211ème D.I. allemande. Celle-ci fut relevée ici dès le 21 avril 1917 par la 33ème D.R. Quelques jours seulement après l'arrivée de cette dernière, le *Betonhaus* fut repris par un coup de main réussi par 16 hommes du R.I.R. 130. Il resta ensuite aux mains des Allemands, en dépit d'assauts ennemis répétés, menés surtout par des unités coloniales. Les combats acharnés s'y poursuivirent, avec la même violence, après le remplacement de la 33ème D.R. par la 78ème D.R. de H. Hübner, relève qui commença le 23 mai 1917.

[8] Le *Leutnant* (sous-lieutenant) Mey était parti en guerre avec le I.R. 28 (16ème D.I.) en août 1914. Blessé un mois plus tard, il fut muté, après sa guérison, au nouveau R.I.R. 258 où l'on lui confia la fonction d'officier adjoint au Major Zunehmer, commandant de ce régiment. Plus tard nommé officier des transmissions et promu au rang d'*Oberleutnant* (lieutenant), Mey fut nommé au I.R. 28 en août 1918 dont il y prit le commandement du 3ème bataillon. Deux semaines seulement après son arrivée, Mey fut tué, le 2 septembre, lors de la grande attaque anglaise de Cagnicourt, soutenue par de nombreux chars et facilitée par un brouillard très épais. Dans cette rencontre, le I.R. 28 perdit 36 officiers et 943 sous-officiers et hommes de troupe. Mey fut d'abord porté disparu mais fut déclaré mort ultérieurement, ce qui explique la mention de Hübner rappelant son "triste sort".

[9] Nommé ainsi d'après une forêt placée en périphérie de Berlin et qui servait de lieu de détente aux habitants de la capitale.

[10] Matérialisant la cote 157.

phrases il change de tactique et me demande, dans un patois typique de la Haute Silésie : « *Dites-moi donc: Parlez-vous un peu l'allemand ?* » Je pouffe de rire et je passe immédiatement au même patois régional car je suis silésien moi-même : « *Mais, mon bonhomme, d'où venez-vous donc et que faites vous par ici ?* » C'est alors qu'il raconte que, depuis deux ans déjà, il creuse à la recherche de détonateurs d'obus. On en détache le fer et on vend le métal précieux. Ils seraient au total huit dans la région, tous issus de Posen (Poznan) et de la Haute Silésie. Tous auraient fait de bonnes affaires par ici, en particulier pendant la période d'inflation de la monnaie nationale : « *Vous vous imaginez ? Souvent j'ai gagné 500 francs par jour !* » Alors je lui avoue qui je suis et que j'ai été longtemps en position par ici pendant la guerre. Il s'extasie alors et appelle ses deux "collègues" : « *Adam, Frantzek, venez vite ! Vous vous imaginez qui est venu ? Un officier allemand !* » On se serre la main et j'offre à chacun d'eux un cigare, puis nous prenons place quelque part, tout près. Ils ont avec eux du vin et moi, j'ai apporté du pain, du rôti et des fruits. Alors ils retrouvent leur esprit et l'un me lance : « *Je suis du 155ème R.I. allemand d'Ostrovo !* » Et l'autre : « *Et moi du 13ème d'infanterie de Münster.* » Alors je pointe mon index sur le troisième : « *Et celui-là ?* » Jusque là le gars était resté silencieux. Alors le premier m'explique : « *C'est un pauvre bougre. Il vient de la vraie Pologne. Il ne parle aucun mot d'allemand !* »

À ma question pourquoi ils sont venus ici, le second, un géant au visage malin, me répond ceci : « *J'avais rendu visite à mes parents à Berlin et lorsque je suis rentré chez nous à Posen, ils ont voulu m'enrôler de force dans l'armée polonaise. Mais j'avais déjà joué au soldat pendant deux ans en temps de paix, puis encore quatre ans pendant la guerre. Tout cela pour devenir maintenant soldat polonais ! Alors j'en ai eu marre et je voulus repasser la frontière. Mais ils n'ont pas voulu me laisser partir. Alors j'ai arraché le fusil à la sentinelle et je lui ai administré un coup de crosse au visage. Il s'est évanoui et je suis passé. Si les Polonais me reprennent, j'aurai droit à la réclusion. Et c'est bien mieux par ici. On gagne bien sa vie et les Français sont plutôt de braves gens. Seulement, lorsque nous causons en allemand, ils se fâchent.* »

C'est alors qu'ils se précipitent sur mon plan pour savoir dans quel secteur le combat a été le plus acharné et, surtout, quel coin a été visé le plus souvent par l'artillerie française car les détonateurs français sont composés de métaux bien plus précieux que leurs équivalents allemands. Jusque là ils n'auraient encore jamais connu de mésaventure en bricolant les obus. Mais de nombreux agriculteurs trouveraient la mort en labourant et souvent aussi leurs chevaux seraient déchiquetés par les obus. Ainsi, dans le département de l'Oise, on compterait déjà une quarantaine de morts.

Il y aurait encore, dans la nature, beaucoup d'obus et de mines dans les anciens dépôts de munitions. En travaillant dans cette forêt presque impénétrable, ils auraient trouvé aussi assez souvent des morts. Sous peine de trois mois d'emprisonnement, ils étaient tenus d'annoncer leurs découvertes à l'administration.

Au terme d'une heure et demi de bavardage, j'ai pris encore une photo de nous tous, avant de me séparer d'eux, tout en leur présentant mes meilleurs souhaits. Cette rencontre fut pour moi l'un des meilleurs intermezzos de tout mon voyage, pourtant déjà bien riche en aventures.

Je reprends donc ma balade. Bientôt il sera midi, et je veux retourner à pied à Chailvet. Pour cela, je tente de franchir le *Streichholzwald* jadis occupé per notre R.I.R. 259. C'est tout à fait impossible: Le maquis y atteint plusieurs mètres de haut (ou de bas) et, presque à chaque pas, on risque une chute. Un enchevêtrement de troncs d'arbres masque les entonnoirs d'obus ; partout des plantes grimpantes, du fil de fer, des feuilles mortes, de la mousse, des entrées de galeries effondrées. Quelle impression obtient-on ! Il ne me reste finalement qu'à revenir sur mes pas jusqu'à la colline. Puis je rejoins, tout en piétinant dans une boue épaisse, la route de Pinon.

Ici, en bordure du chemin, je visite le cimetière civil, totalement démoli. Face à lui, sur la colline de Pinon, se trouve le *Streichholzwald*. Bon nombre de ces vieux arbres, abîmés sur leur cime où ils furent la proie des flammes, recommencent à verdir par le bas[11]. Le magnifique château de Pinon, où est-il ? Le voilà : un tas de pierres. Ce ne sont pas les nôtres qu'on pourra désigner comme

[11] D'où la désignation de "Bois des allumettes".

responsables de sa destruction. Le village attenant a été rebâti ; c'est Anizy ! Je ne finis plus de m'étonner car j'ai toujours cru qu'on ne parviendrait pas à le reconstituer. Une église tout neuve, portant encore sa corniche, se trouve à l'emplacement de l'ancienne. Le pont de guerre posé par les nôtres est toujours en usage.

Puis je me rends auprès du château de Lizy, entièrement rebâti et habité. C'est pareil pour celui de Chaillevois. Royaucourt a peu souffert. Le petit château si mignon de Chailvet est tout neuf, mais manque de goût dans sa nouvelle conception. De là, je traverse la forêt en direction de mon ancien quartier à Bourguignon. Le ciel s'est couvert de nuages et on entend le tonnerre de loin. Cela ne fait qu'amplifier encore l'illusion de mes souvenirs. Et voilà Bourguignon : indemne lorsque nous y étions, le village donne l'impression d'avoir beaucoup souffert par la suite. Le quartier jadis occupé par notre état-major de brigade est là comme autrefois et il a repris son ancienne fonction de pension pour hôtes d'été. Mais l'hôpital à côté est totalement en ruines.

Puis Montbanin me salue encore de sa position surélevée. Je suis là, plongé dans mes souvenirs, tout en adressant en pensées quelques signes de gratitude à notre "père" Winneker[12]. Bientôt le train me ramène de Chailvet à Laon. Là je me retrouve sur le même banc de la promenade, avec à ma gauche la cathédrale.

Je regarde en direction du Chemin des Dames et je commence à secouer ma tête et je ne finis plus de la secouer … »

[12] Né en 1859, Paul Winneker entra au corps des cadets à un très jeune âge, ce qui lui permit de parcourir ensuite une carrière classique d'officier qui devait aboutir, en octobre 1913, à sa nomination à la tête du I.R. 137 alsacien. C'est avec ce régiment que le colonel Winneker partit en guerre. À Noël 1914 il fut choisi pour commander - toujours avec son ancien grade - la 78ème brigade de réserve nouvellement formée au sein de la 78ème D.R., elle aussi en cours de rassemblement. Promu enfin au rang de *Generalmajor* (général de brigade) en novembre 1916, il prit la tête de la 18ème D.R., un an plus tard dans les Flandres. Après l'armistice, Winneker resta encore six mois en fonction, avant de prendre sa retraite. Retiré à Wiesbaden, occupé par les alliés, il y apprit que son nom figurait sur la liste des criminels de guerre à extrader, suite à une affaire d'août 1914 en Lorraine. Il déménagea donc précipitamment pour Cassel en "zone libre" où il mourut, en décembre 1924, d'une crise cardiaque, lors d'une partie de chasse.

TABLE DES MATIÈRES DES ARTICLES ÉCRITS PAR LE D^r^ HERMANN PLOTE DANS LE BULLETIN *BRETAGNE 14-18*

- À la recherche du Docteur Louis Rigollot-Simonnot page 157
- Un prisonnier de guerre allemand condamné et fusillé à Rennes en 1915 page 162
- À Tsing-Tao sous les obus japonais page 168
- Objectif : saboter la voie ferrée trans-mandchourienne ! page 174
  - I - La fin de l'expédition von Pappenheim en décembre 1914 page 174
  - II - L'échec de l'expédition Klicker au printemps 1915 page 178
- Les fraternisations du front de Courcy - Brimont lors du Noël 1914 page 182
- L'effondrement du front turc en Palestine
  vécu par un foreur de puits allemand page 189
- À la recherche de la tombe du général Samsonov page 194
- Août 1918 dans l'Aisne ou l'improbable respect au cœur de la bataille page 199
- Mémoires du colonel Breyding : l'affaire du moulin de Goro page 207
- « Autour d'une tombe … » page 212
- La première expédition turque contre le canal de Suez
  et ses problèmes d'approvisionnement en eau page 217
  - 1ère partie page 217
  - 2ème partie page 222
- Entre code de justice militaire et " vouloir statuer un exemple " :
  autour de l'exécution d'un soldat lorrain sur le front de l'Est page 228
- Dans le bois Saint-Pierre-Vaast pendant la bataille de la Somme page 233
  - 1ère partie page 233
  - 2ème partie page 237
- Deux aviateurs emblématiques :
  Fantomas le mystérieux et *Arminius* le gigantesque page 242
- L'explosion au fort de Douaumont le 8 mai 1916 page 247
- La visite du roi de Saxe aux Armées page 250
- Raphaël Ochs, l'homme qui creusait sa propre tombe page 255
- Retour a l'envoyeur !
  L'attaque au gaz allemande du 29 avril 1916 tourne au désastre page 258
- Guillaume II s'enfuit ! page 265
- De retour au Chemin des Dames, dix ans plus tard page 273

Remerciements

Quelques personnes ont aidé à la préparation et à l'enrichissement de cet ouvrage, soit en transmettant des informations, en prêtant pour copies des photographies ou des cartes postales ou en améliorant ces images. L'association *Bretagne 14-18* remercie ainsi :

Emmanuelle Niéto, Jeannine Sommet, Michel Piéto, Michel Porcher, Julien Prigent, Simon Schnetzke, Daniel Sommet, Gilles Vauclair.

Mise en page

René Richard

Éditeur

Association de recherche historique *Bretagne 14-18*
14-Bel Horizon
22330 – PLESSALA-Le MÉNÉ

Imprimeur

ROUDENNGRAFIK
Z.I. de Bellevue
22201 - GUINGAMP

I.S.B.N : **978-2-913518-70-4**